



Isaac Deutscher

STALINE

nrf

ISAAC DEUTSCHER

STALINE

(STALIN)

traduit de l'anglais par
JEAN-PIERRE HERBERT

nrf

GALLIMARD

3^e édition

INTRODUCTION

A L'ÉDITION FRANÇAISE

La publication de l'édition française de Staline me donne l'occasion bienvenue de faire quelques observations sur un aspect de ce livre qui pourrait être d'un intérêt particulier pour le lecteur français. Je pense en effet aux références fréquentes que l'on retrouve dans ces pages ayant trait à la comparaison entre les révolutions russe et française. Ce fut un éminent historien qui écrivait : « Considérez les révolutions de la Renaissance, vous y trouverez avec toutes les passions tout l'esprit et tout le langage de la Révolution française. » Avec certaines réserves, on pourrait dire que si l'on considère la grande Révolution française, on peut y trouver les passions, l'esprit et le langage de la Révolution russe. C'est vrai dans une telle mesure qu'il est absolument nécessaire pour ceux qui étudient la récente histoire russe de la considérer à chaque pas à travers le prisme français. (L'étude de la Révolution française, elle aussi, peut occasionnellement trouver, je pense, de nouveaux approfondissements si on l'analyse à la lumière de l'expérience russe.) L'analogie historique par elle-même n'est évidemment qu'un des aspects multiples d'où l'on peut approcher de ce sujet, et on serait induit en erreur si l'on se contentait de rassembler des points de ressemblance formels entre des situations historiques. « L'histoire est concrète » ; ce qui veut dire que parmi tant d'autres choses, chaque événement ou situation est unique, sans égards à sa similitude possible avec d'autres événements et d'autres situations. En établissant une analogie, il est donc important de savoir où cette analogie se termine. J'espère n'avoir pas péché contre cette règle, et j'aimerais ici exprimer ma dette si importante à l'égard des grands historiens français, dont les œuvres sur la Révolution française m'ont permis de saisir certains aspects de la Révolution russe.

Il est bien connu que la controverse sur le « Thermidor russe » a joué à son époque un rôle important dans les luttes à l'intérieur du Parti bolchevique. Trotsky avait placé sa thèse sur le « Thermidor russe » au centre même de sa condamnation du régime stalinien. Ce point de vue cependant n'a été traité qu'indirectement dans ce livre. (À mon sens, les correspondants russes des phases jacobine, thermidorienne et bonapartiste de la révolution ont été mêlés d'une façon curieuse dans le stalinisme.) Un examen critique de l'ensemble de ce problème se trouvera dans ma Vie de Trotsky, qui paraîtra bientôt, et à laquelle il appartient. Dans le Staline, je me suis concentré principalement sur une autre perspective de la récente histoire russe, une perspective qui ressemble en quelque sorte à celle qu'Albert Sorel a exposée dans sa monumentale l'Europe et la Révolution française. Je pense à la réaffirmation de la tradition nationale dans la société révolutionnaire.

La Révolution russe de 1917 tendait à une rupture radicale avec le passé

russe, à une rupture avec ses anciennes perspectives sociales, avec ses anciennes méthodes de gouvernement, ses coutumes, habitudes et traditions. Ce furent des funérailles grandioses et pathétiques de tous les anachronismes hérités de siècles de retard, de servitudes et de tyrannie. Les trois décades post-révolutionnaires virent cependant un développement complexe et contradictoire : d'une part, l'évolution russe qui progressait à pas gigantesques dans le domaine de l'industrialisation et de l'éducation, progrès qui entraînèrent une libération des énergies nationales, telle qu'une grande révolution seule peut la produire; et, d'autre part, une résurgence étonnante du passé russe, enseveli, produisant une véritable revanche du passé sur le présent. C'est essentiellement l'incarnation de ce développement contradictoire que j'ai essayé de tracer dans le caractère principal de ce livre. Staline représente, à un degré presque identique, l'élan donné à la Russie par la révolution et le triomphe des traditions de l'Ancien Régime sur l'esprit original de la révolution. Napoléon ne représentait-il pas un phénomène similaire? Le révolutionnaire et le Roi Soleil n'étaient-ils pas autant mêlés dans sa personnalité que le léniniste et Yvan le Terrible (ou Pierre le Grand) dans celle de Staline?

Les lecteurs français, intéressés surtout par la psychologie individuelle des personnages historiques, peuvent être choqués par cette comparaison. Staline, pourraient-ils objecter, n'a ni l'élan, ni l'esprit, ni le charme et en général rien de l'originalité de l'esprit et de l'expression dont la nature a si richement doté Bonaparte. Nous l'admettons volontiers. Mais nous nous intéressons ici à quelque chose de différent : aux fonctions respectives de deux hommes dans l'histoire de leur pays, ce qui devrait être envisagé à la lumière de facteurs plus larges et impersonnels, des forces motrices, des motifs et buts des deux révolutions, ainsi qu'à la lumière de leurs différents arrière-plans sociaux et de traditions nationales divergentes. Même les contrastes entre les aspects individuels de ces deux hommes peuvent être expliqués, jusqu'à un certain point, par le contraste entre leurs traditions et leurs arrière-plans nationaux. Napoléon descendait indirectement d'une monarchie absolue, dont le représentant principal, dans son idéalisation historique, apparaît sous les traits du Roi Soleil. Le Tsar qui, dans un certain sens, peut être considéré comme l'ancêtre politique de Staline, n'a mérité, même de la part de ses apologistes, aucune épithète plus favorable que Grozny : celui qui inspire la terreur. Napoléon est entouré de l'atmosphère et de la couleur resplendissante et de l'élégance de Versailles et de Fontainebleau, tandis que la figure de Staline s'harmonise avec l'ambiance cruelle du Kremlin. Nous voyons que le caractère individuel lui-même de ces deux hommes semble refléter quelque chose d'impersonnel.

Albert Sorel décrit le poids lourd de la tradition sur la révolution : « Les événements, les [membres de la Convention] jetèrent brusquement au pouvoir : s'ils avaient eu le goût de la liberté, ils n'auraient point eu le loisir d'en faire l'apprentissage¹. » Les chefs des soviets russes avaient aussi peu de loisir de faire l'apprentissage de la liberté que l'avaient eu ceux de la Convention. « Au début de la Révolution, les esprits se précipitèrent dans l'idéal : tout fut détruit, tout fut renouvelé; on recréa pour ainsi dire la France après l'avoir anéantie... On eut le désordre, l'anarchie, la guerre civile. La guerre étrangère s'y joignit. La Révolution fut menacée, la France envahie. Les républicains eurent à défendre

1. Albert Sorel, *L'Europe et la Révolution française*, 1^{re} partie, XVII^e édition, p. 224.

à la fois l'indépendance de la nation, le territoire de la patrie, les principes de la Révolution, la suprématie de leur parti, l'existence même de leurs personnes... Dans le désarroi de la raison pure, on se rejeta brutalement sur l'empirisme : on revint de l'instinct à la coutume, à la routine, aux précédents : il n'y en avait point pour la liberté, il y en avait d'immémorables pour le despotisme. On vit ainsi s'insinuer, par voie d'expédient, dans la Révolution, tous les procédés de gouvernement de l'Ancien Régime. Une fois rentrés dans la place, ils y demeurèrent en maîtres. Tout l'art des théoriciens ne consista plus qu'à les masquer et à les déguiser¹. » Ces mots s'appliquent admirablement au destin de la Révolution russe. « On se rejeta brutalement sur l'empirisme... on revint de l'instinct à la coutume » pourrait servir d'exergue à certains chapitres de cette biographie.

Tandis qu'il est exact de souligner cette réaffirmation de la tradition, qui sera considérée par certains comme naturelle et saine, par d'autres au contraire comme une déviation de la révolution, il serait erroné de voir dans le régime post-révolutionnaire rien qu'un prolongement particulier de l'Ancien Régime. Sous l'Empire, l'histoire française ne se contenta pas de renouer certains fils, brusquement rompus par la Convention, mais traça le chemin d'une France nouvelle et y mêla le fil de l'ancienne tradition. On pourrait en dire autant de la Russie stalinienne. Il se peut qu'elle subisse la revanche du passé, mais elle ne retourne pas à ce passé. La monarchie des Bourbons n'aurait jamais pu produire quelque chose d'analogue au Code Napoléon, ce miroir philosophico-juridique de la société bourgeoise. De même, l'économie planifiée n'aurait jamais pu être réalisée à l'intérieur des conceptions de l'ancienne Russie. Pour la rendre possible, il ne fallait rien de moins que la Révolution d'Octobre et, dans son cadre, c'est-à-dire dans le principe et la pratique de l'économie planifiée, la Révolution d'Octobre a survécu et s'est développée, malgré « l'insinuation de tous les procédés de gouvernement de l'Ancien Régime ».

Dans le cas de la Révolution russe, il serait encore plus inexact que pour la Révolution française, de contester ou d'oublier ce qui est essentiellement nouveau et gros d'avenir dans ses réalisations. Il existe peut-être certaines justifications du point de vue de Sorel, prétendant que si la Révolution française n'avait pas eu lieu, l'Ancien Régime aurait accompli, dans le cours du temps, certains progrès qui ne furent réalisés qu'après sa chute. Il ne faut pas oublier qu'à l'intérieur de l'Ancien Régime français, les éléments d'une société bourgeoise moderne avaient atteint un degré relativement élevé de maturité, et que la révolution n'eut qu'à briser l'écorce, en facilitant et accélérant ainsi la croissance et le développement organique de la bourgeoisie. Même dans ces conditions, des historiens comme Michelet, Jaurès et d'autres, qui soulignèrent le travail essentiellement rénovateur et créateur de la révolution, semblent plus près de la vérité que Sorel, dont l'insistance sur la continuité historique, si originale et lumineuse qu'elle paraisse en certains domaines, semble dans d'autres exagérée et essentiellement conservatrice. Dans le cas de la Russie, les limites à l'intérieur desquelles se déroule la loi de la continuité historique sont indiscutablement beaucoup plus étroites. Les éléments de l'actuelle société collectiviste, avec son économie planifiée — négligeons pour le moment le problème de savoir si cette société mérite ou non le nom de socialiste — ont à peine existé sous la surface de l'Ancien Régime russe. Ils sont pour la plupart une création consciente de

1. Op. cit., p. 225.

la révolution et du gouvernement post-révolutionnaire. En tant que créateur d'une nouvelle économie et pionnier de nouvelles techniques sociales, Staline, malgré toutes ses limites, et tous ses défauts, — les limites d'un empiriste et les défauts d'un despote, — laissera probablement dans l'histoire des traces plus profondes qu'aucun des chefs révolutionnaires français a laissées individuellement. C'est ici que se trouve vraisemblablement le point où la différence de nature des deux révolutions tend à rendre toute comparaison erronée.

Essayons d'examiner jusqu'où l'analogie peut être poursuivie dans un domaine différent, celui de la politique étrangère révolutionnaire, son influence sur le monde, et l'influence du monde sur elle. Sorel, qui a examiné ce domaine très large avec le soin et la compréhension les plus profonds, constate que « pour traiter avec la Révolution française, la vieille Europe abdique son principe; pour traiter avec la vieille Europe, la Révolution française fausse le sien; la France avait solennellement renoncé aux conquêtes... la victoire rendit la Révolution belliqueuse. La guerre, commencée pour la défense du territoire français, se continua par l'invasion des territoires voisins. Après avoir conquis pour affranchir, la France partagea pour conserver¹ ». En lisant ces lignes, on ne peut s'empêcher de penser à Yalta et à Potsdam, où les hommes d'État de l'Occident capitaliste, acceptant l'expansion de la Russie stalinienne, ont clairement renoncé à leur principe, tandis que la Russie stalinienne, insistant sur les frontières stratégiques et sur l'absorption de la plupart des pays voisins, jadis conquis par les Tsars, a trahi d'une façon flagrante ses propres principes. Est-il vrai que l'histoire ne se répète pas? Ou que par la répétition le drame du début se transforme en farce? N'est-il pas plus vrai que la tragédie française semble grandie et intensifiée dans sa répétition russe, projetée de sa phase européenne à une phase planétaire et d'une époque qui précédait la machine à vapeur à celle de l'énergie atomique?

Comparons une fois de plus l'original et la répétition : « Ne pouvant anéantir toutes les monarchies, elle (la révolution) est forcée d'entrer en composition avec les rois. Elle a vaincu ses ennemis et les a poursuivis sur leur propre territoire, elle a opéré de magnifiques conquêtes; mais pour les conserver en paix, il faut traiter; pour traiter, il faut négocier et négocier c'est rentrer dans la coutume. L'Ancien Régime et la Révolution transigent, non sur les principes qui sont inconciliables, mais sur les frontières qui sont mobiles; il n'existe qu'une notion commune, sur laquelle la vieille Europe et la France républicaine puissent s'entendre et s'accorder : c'est la raison d'État. Elle règle leurs conventions, les territoires n'ayant pas changé de place et les ambitions des États demeurant ce qu'elles étaient, toutes les traditions de l'ancienne politique renaissent d'elles-mêmes avec les négociations... Ces traditions ne s'accordent que trop aisément avec les desseins des révolutionnaires... Ils mettent au service de la Révolution victorieuse les procédés de l'Ancien Régime². » Sous l'aspect du développement interne de la révolution, on pourrait dire que toutes les phases qui correspondent aux périodes jacobine, thermidorienne et bonapartiste, se sont confondues dans le stalinisme; mais dans sa politique extérieure au cours de la deuxième guerre mondiale, le stalinisme victorieux utilise simplement les procédés de l'Ancien Régime. J'ai décrit dans ce livre comment à Potsdam et à Yalta la conduite de Staline, « ses aspirations, ses méthodes d'action, et

même ses gestes et caprices ressemblaient d'une façon frappante au comportement, aux aspirations et aux gestes du Tsar Alexandre I^{er} à la fin des guerres napoléoniennes ». Et qu'est la conception de Staline, de la prépondérance des grandes puissances, et du partage des sphères d'influence entre elles, sinon la vieille raison d'État, la seule notion commune qu'il eût avec Churchill et Roosevelt?... Que cette raison d'État ait coïncidé, dans une certaine mesure, avec des buts révolutionnaires, cela devait être révélé par des événements ultérieurs.

La Russie, comme la France, avait porté sa révolution à l'étranger. Ce ne fut pas, il convient de le souligner, dans la période jacobine et républicaine, que l'Europe contracta de la France le virus révolutionnaire, et ce ne fut pas au cours de la période léniniste et héroïque que la révolution bolchevique dépassa la frontière russe. Les deux révolutions furent exportées par des chefs qui avaient maîtrisé ces révolutions à l'intérieur. « La Révolution s'était arrêtée en France et figée en quelque sorte dans le despotisme militaire; mais par l'œuvre même de ce despotisme, elle continuait de se propager en Europe. La conquête la répandait parmi les peuples. Bien que très dégénérée, elle conservait assez de ressort pour les agiter¹. » Et, plus loin : « C'est sous cette forme que la Révolution parut s'arrêter et se fixer en France; c'est sous cette forme que l'Europe la comprit et l'imita². » C'est dans sa forme stalinienne et non léniniste ou trotskiste que la révolution s'est établie et stabilisée en Russie, et c'est cette forme-là qui s'est répandue, à l'étonnement des ex-communistes désillusionnés, qui peuvent à peine comprendre qu'une révolution aussi « dégénérée » ait été capable de conserver autant de séduction. Le lecteur trouvera une discussion plus détaillée de ce point dans mes deux derniers chapitres.

Tout comme la France bonapartiste, la Russie stalinienne a créé tout un système de satellites. Ce fait pourrait constituer un grave avertissement pour Staline. Ce fut la révolte de ses propres satellites qui contribua, d'une façon définitive, à la chute de l'empire napoléonien. Deux de ses satellites, la Prusse et l'Italie, infligèrent à la France quelques-uns de ses échecs les plus cuisants. Ce fut un patriote italien qui écrivit, en 1814, les mots significatifs que voici : « Il m'en coûte de le dire, car nul ne ressent plus que moi la reconnaissance que nous devons à Napoléon; nul n'apprécie mieux que moi la valeur de chaque goutte de ce généreux sang français qui a abreuvé la terre italienne et l'a rachetée; mais on doit me permettre de le dire, parce que c'est la vérité, voir partir les Français fut une immense, une ineffable félicité. »

Nous avons entendu Tito prononçant des paroles semblables sur les Russes, et combien de communistes d'Europe orientale seraient heureux de les prononcer, s'ils pouvaient le faire. A Bonaparte et à nombre de ses compatriotes, l'attitude de l'Italie et de la Prusse semblait le comble de l'ingratitude. Il en va de même de l'attitude de Tito aux yeux de Staline. Mais qu'est-ce qui provoque cette « ingratitude »? Aucun de ces systèmes de satellites n'a manqué d'aspects positifs. « Dans les pays que la France réunit à son territoire ou constitue à son image, dit notre historien, elle proclame ses principes, détruit le système féodal et introduit ses lois. Après les désordres inévitables de la guerre et les premiers excès de la conquête, cette révolution constitue pour les peuples un immense bienfait. C'est pourquoi les conquêtes de la République ne peuvent être confondues avec les conquêtes de l'Ancien Régime. Elles en diffèrent par ce caractère

1. Op. cit., p. 3.
2. Op. cit., p. 545.

1. Op. cit., p. 5.
2. Op. cit., p. 548.

essentiel que, malgré l'abus des principes et les déviations des idées, l'œuvre de la France se fit pour les nations¹. » Sans répéter mon analyse de la contrepartie contemporaine de ce phénomène, j'ajouterai simplement que je ne crois pas que le jugement de l'histoire sur le système stalinien des satellites sera, dans ce domaine, plus sévère qu'il n'a été sur le système bonapartiste. Pour tant le système français des satellites n'a pas été sauvé par ses aspects positifs. Il serait difficile de trouver une explication plus brillante et plus convaincante de ce fait que celle que nous présente Sorel :

« Les républicains français se croient cosmopolites; ils ne le sont que dans leurs discours; ils sentent, ils pensent, ils agissent, ils interprètent leurs idées universelles et leurs principes abstraits avec les traditions d'une monarchie conquérante... Ils identifient l'humanité avec leur patrie, leur cause nationale avec la cause de toutes les nations. Ils confondent, par suite et tout naturellement, la propagation des doctrines nouvelles avec l'extension de la puissance française, l'émancipation de l'humanité avec la grandeur de la République, le règne de la raison avec celui de la France, l'affranchissement des peuples avec la conquête des Etats, la révolution européenne avec la domination de la Révolution française en Europe... Ils établissent des républiques subalternes et subordonnées, qu'ils tiennent en une sorte de tutelle... La Révolution dégenère en propagande armée, puis en conquête². » De la même manière, les Russes staliniens se croient internationalistes, mais sentent, pensent et agissent avec la tradition d'une monarchie conquérante. Eux aussi, confondent l'émancipation de l'humanité avec la grandeur de leur république et le règne de la raison avec celui de la Russie. Il n'est donc pas étonnant que la réaction des peuples satellites tende à prendre une forme qui nous est familière : « Les peuples compriront aisément ce langage (le langage de l'émancipation de la Révolution)... Ce qu'ils ne compriront plus, c'est que, tenant ce langage, elle (la France) prétendit les asservir et les exploiter. Ils ne faisaient d'ailleurs point de distinction entre elle et l'homme qui la gouvernait; ils ne recherchaient point par quelles phases avait passé la Révolution française et comment la république s'était transformée en empire; ils ne connaissaient la Révolution que sous la forme de la conquête... et c'est sous cette forme... qu'en vertu même de ses principes ils la prirent en horreur. Ils se soulevèrent contre sa domination³. » Nous ne prophétisons pas ici un soulèvement des peuples contre la domination stalinienne, mais il est peu douteux que les peuples de l'Europe centrale et orientale, qui auraient bien compris le langage de l'émancipation sociale annoncée par la Russie, ne peuvent comprendre les raisons de leur subordination à l'U. R. S. S., qu'eux et d'autres ne font pas de distinction entre la Révolution russe et « l'homme qui la gouverne », qu'ils ne sont pas intéressés aux différentes phases qui ont conduit à la transformation de la République des Conseils d'ouvriers et de paysans en quelque chose qui ressemble à un Empire, et qu'ils connaissent la Révolution russe essentiellement « sous la forme de la conquête ».

1. Op. cit., p. 547.

2. J'ai été élevé en Pologne, un des pays satellites de Napoléon, où même de nos jours la légende napoléonienne est si puissante qu'à l'école, j'ai pleuré, comme presque chaque enfant polonais, des larmes amères sur la chute de Napoléon. Je vis maintenant en Grande-Bretagne où la plupart des écoliers, j'en suis certain, se réjouissent encore de la défaite de Napoléon, ce « grand méchant » des historiens traditionalistes anglais.

3. Op. cit., pp. 541-542.

4. Op. cit., p. 5.

Si ce livre aide quelques lecteurs à comprendre cette transformation, à suivre plus clairement les phases que la révolution a traversées et à se rendre compte qu'elle est, et en même temps, qu'elle n'est pas identique à « l'homme qui la gouverne », l'auteur se considérera comme largement récompensé de son effort.

Après avoir versé dans ces comparaisons, je ne puis que souligner le moment et les raisons qui font cesser cette analogie historique. Je ne traiterai pas les différences évidentes, à certains égards importantes, à d'autres négligeables, entre les deux révolutions, dont l'une était par son caractère bourgeoise et l'autre prolétarienne, au moins à ses origines. Je n'expliquerai pas non plus les différences majeures qui se déroulent sur la scène internationale, telle qu'elle se présente en ce moment et telle qu'elle fut, il y a un siècle et demi. Ces points sont discutés plus loin. Mais quelques mots devront être dits sur un développement capital : la Révolution chinoise, qui ne fut victorieuse qu'après la publication de ce livre dans sa langue originale.

La chute brusque du Kuomintang et la victoire définitive des armées communistes ont nettement changé l'équilibre des puissances sur la scène internationale. A la longue, la Révolution chinoise devra avoir ses répercussions, même à l'intérieur de la Russie. Cette révolution mérite apparemment d'être placée dans une catégorie différente de ces révolutions par en haut, qui eurent lieu en Europe centrale et orientale entre 1945 et 1948. Ces dernières n'étaient que des épiphénomènes de la victoire militaire russe : « Bien que les partis communistes locaux furent ses agents et exécutants immédiats, le grand parti de la révolution, qui resta à l'arrière-plan, fut l'Armée Rouge. » A l'encontre de ces événements, le communisme chinois bien qu'il pût être inspiré au point de vue moral par la Russie, peut proclamer à juste titre que sa révolution fut son œuvre propre. La grandeur même du soulèvement chinois, son importance intrinsèque furent telles qu'il semble absurde de le considérer comme la création artificielle d'un agent extérieur. Cette fois-ci, il ne s'agit pas d'un satellite de la Révolution russe, mais d'une autre grande révolution, qui a ses lois propres. Ce phénomène ne trouve aucun parallèle avec la Révolution française. Jusqu'à sa fin, la Révolution française resta seule. On ne peut penser qu'à une analogie imaginaire et on peut se demander ce que l'Europe serait devenue si, au tournant du XVIII^e et du XIX^e siècle, l'Allemagne, alors désunie et arriérée, avait exécuté plus ou moins indépendamment sa propre version de la Révolution française. Une combinaison d'une France jacobine et bonapartiste avec une Allemagne jacobine unifiée aurait donné à l'histoire une direction différente de celle que la France seule a pu lui imprimer. Il n'y aurait pas eu peut-être de Waterloo... ou au contraire, il se pourrait que les forces contre-révolutionnaires de l'Europe se seraient jointes plus tôt et d'une façon plus résolue qu'elle ne l'ont fait contre la France seule...

Une biographie politique de Staline devrait, si possible, décrire le rôle de Staline vis-à-vis de la Révolution chinoise. Ce livre pourtant fut terminé au cours de l'été 1948, une année et demie avant la proclamation de la République populaire chinoise et il se termine sur les années 1945-1946. Je ne pense pas pouvoir continuer le livre ni disposer d'une documentation suffisante. Ce livre est aussi inachevé que le rôle de son principal protagoniste et, pour le moment, il vaut mieux qu'il en soit ainsi.

Pourtant, une remarque à ce sujet nous semble loisible : les staliniens aussi bien que les antistaliniens ont commencé récemment à accréditer la légende selon laquelle Staline fut le véritable inspirateur de la Révolution chinoise.

Comment concilier cette opinion avec son rôle dans les événements chinois de 1925 à 1927, tel que nous l'avons décrit au chapitre X? Comment la concilier en plus avec la propre déclaration de Staline à Potsdam, selon laquelle « le Kuomintang est la seule force politique capable de gouverner la Chine¹ »? On pourrait soutenir qu'à Potsdam il a désavoué ostensiblement les communistes chinois uniquement pour tromper ses alliés occidentaux. Cette thèse me semble peu vraisemblable. Il me paraît plus exact de croire que Staline avait, jusqu'à une date très tardive, un point de vue réservé sur la capacité du Parti communiste de contrôler l'ensemble de la Chine et qu'il alla même en 1948 jusqu'à essayer de dissuader Mao Tsé Tung de lancer cette série d'offensives qui devaient apporter la victoire au communisme chinois. Il semble qu'une lettre de Staline à Mao ait été lue à la conférence du Parti communiste chinois, qui avait eu lieu peu de temps avant le début de ces offensives; mais le Congrès rejeta le conseil de Staline².

Ce scepticisme anachronique au sujet de la Révolution chinoise révèle le véritable caractère de Staline. Il fit déjà une erreur semblable vers le milieu des années 20, lorsque Tchang Kaï Tchek commença sa grande marche vers le Nord. En mars 1926, le Politburo russe discutait la question de savoir s'il fallait encourager Tchang, qui était à ce moment encore l'allié de Moscou et membre honoraire de l'Exécutif du Komintern, dans ses projets pour la conquête de l'ensemble de la Chine. Staline insista pour qu'on demande à Tchang de se contenter de ses territoires dans le Sud, où il exerçait son influence, et de rechercher un *modus vivendi* avec le gouvernement de Tchang Tso-Lin, qui contrôlait encore le Nord. Tchang ne suivit pas le conseil et peu de temps après établit son contrôle sur l'ensemble de la Chine. Plus de deux décades plus tard, Staline semble avoir une fois de plus surestimé la stabilité d'un ancien régime, cependant décadent, et sous-estimé la force révolutionnaire qui s'y opposait. Avec infiniment plus de justifications que Tito, Mao Tsé Tung pourrait déclarer que son régime doit peu ou même rien aux armes russes et qu'il a même assuré son triomphe en dépit du conseil explicite de Moscou.

Quel que soit le rôle de Staline dans ces événements, la Révolution chinoise agira probablement d'une façon puissante sur le destin du stalinisme. Dans ce livre, nous avons montré le stalinisme comme le produit de l'isolement du bolchevisme russe dans le monde capitaliste et d'une assimilation mutuelle de cette révolution isolée et de la tradition russe. La victoire du communisme chinois marque la fin de cet isolement, et elle le marque d'une façon infiniment plus décisive que ne le fit l'extension du stalinisme en Europe orientale. Une des majeures conditions préalables de l'éclosion du stalinisme appartient donc maintenant au passé, ce qui devrait encourager le processus à l'intérieur de la Russie,

1. Voir par exemple James F. Byrnes, *Cartes sur table*.

2. Dans le *Times*, de Londres, un correspondant spécial écrivit, lorsqu'il revint de Pékin : « Il semble probable que le Kremlin ne s'attendit pas à la victoire décisive que le communisme chinois gagna si rapidement. Jusqu'en juillet 1948, les Russes ne s'attendaient ni ne désiraient une victoire communiste immédiate en Chine. Au cours de ce mois, le parti communiste chinois tint une conférence pour discuter les plans de la prochaine campagne d'automne. La Russie conseillait de continuer la guérilla pour l'année à venir, afin d'affaiblir les Etats-Unis, dont on s'attendait qu'ils continueraient de fournir des armes au Kuomintang. La Russie était opposée à tout projet tendant à terminer la guerre civile en s'emparant des grandes villes. La conférence rejeta le plan russe et adopta une politique contraire. » *The Times*, 27 juin 1950. Des informations analogues ont paru dans de nombreux autres journaux.

tendant à dépasser cette idéologie étrange et cet état d'esprit qui s'est formé au cours de la période de l'isolement. Nous savons cependant combien de fois au cours de l'histoire les effets durent plus que les raisons qui les ont causés, et persistent très longtemps après elles.

Tandis qu'une des répercussions de la Révolution chinoise tend à priver le stalinisme d'une de ses raisons d'être, elle le renforce et le consolide par certaines de ses conséquences. Le stalinisme n'a pas été seulement le produit du bolchevisme isolé, mais refléta également, ainsi que j'ai essayé de le montrer, la prédominance de l'élément oriental, semi-asiatique et asiatique sur l'élément européen à l'intérieur de la Russie et, par conséquent, à l'intérieur de la révolution. La victoire de Mao Tsé Tung renforce cet élément et lui ajoute un poids additionnel immense. L'ex oriente lux doit paraître maintenant infiniment plus réel à Staline qu'en 1918 lorsqu'il le proclama. L'élément oriental est à ce point prédominant dans l'ensemble du mouvement communiste international que la lutte entre le communisme et l'anti-communisme s'identifie de plus en plus, et non seulement géographiquement, avec l'antagonisme entre l'Est et l'Ouest. Le fait que le communisme ait à ses origines une idée occidentale par excellence et que ce fut l'Occident qui l'importa vers la Russie est presque complètement oublié. Ayant conquis l'Orient et ayant absorbé son climat et ses traditions, le communisme, dans sa forme stalinienne, ne comprend plus l'Occident et devient lui-même de plus en plus incompréhensible aux yeux de l'Ouest. En Russie, la tradition orthodoxe et byzantine a réagi sur la révolution. La tradition confucéenne va-t-elle réagir d'une façon analogue sur le communisme chinois?

Ce livre raconte une histoire qui ne manque pas de dureté et, même, de cruauté. Il faut peut-être mettre en garde le lecteur d'en conclure à une désillusion ou à un désespoir moral. Dans ces pages, tout comme dans la réalité, l'histoire n'est pas encore terminée. Presque chacune des grandes révolutions a détruit autant d'espoir qu'elle a réalisé de promesses; chaque révolution a laissé derrière elle une moisson de frustrations et de cynisme. En général, les hommes ne purent rendre justice à l'ensemble que dans une perspective lointaine. « Que savons-nous après tout, écrit Louis Blanc, dans un contexte analogue. Pour que le progrès se réalise, peut-être est-il nécessaire que toutes les chances mauvaises soient épuisées. Or, la vie de l'humanité est bien longue, et le nombre des solutions possibles bien borné. Toute révolution est utile, en ce sens du moins qu'elle absorbe une éventualité funeste. Parce que d'une condition malheureuse les sociétés tombent quelquefois dans une condition pire, ne nous hâtons pas de conclure que le progrès est une chimère. » Ne nous hâtons pas...

Londres, 19 janvier 1951.

CHAPITRE PREMIER

ENFANCE ET ADOLESCENCE

Les parents de Staline : Vissarion Djougachvili et Ekaterina Gheladzé. — La naissance (1879), l'enfance et les années scolaires de Joseph Djougachvili (plus tard Staline) à Gori, en Géorgie (Caucase). — Influence du folklore géorgien. — Russes et Géorgiens. — Staline au séminaire de théologie de Tiflis (1894-1899). — Les Géorgiens luttent contre la russification. — Sous le pseudonyme de « Soselo » (diminutif de Joseph) Staline publie des vers en 1895. — Lectures clandestines. — Il rejoint le Messame Dassy (« 3^e groupe ») en 1898. — Révolte industrielle dans le Caucase. — Staline fait son apprentissage de conférencier socialiste. — Son expulsion du séminaire. — Les stigmates du servage.

Vers 1875, peut-être un an ou deux avant cette date, un jeune Caucasien, Vissarion Ivanovitch (fils d'Ivan) Djougachvili, quitta le village de Didi-Lilo, près de la capitale du Caucase, Tiflis, pour s'établir à Gori, petit chef-lieu de canton géorgien. Il y installa une petite boutique de cordonnier. Vissarion Djougachvili était fils de paysans géorgiens qui dix ans auparavant étaient encore des serfs. Lui-même appartenait à sa naissance à un seigneur terrien de Géorgie. S'il était resté ainsi le reste de sa vie, il n'aurait jamais été libre de quitter son village natal et de devenir artisan indépendant. A coup sûr, aucun de ses ancêtres n'avait eu la possibilité de faire une telle chose. Ils avaient vécu attachés à la terre et le mieux qu'ils auraient pu faire, aurait été de passer des mains d'un seigneur à celles d'un autre. Dans les années d'enfance même de Vissarion, les journaux géorgiens publiaient des annonces dans lesquelles les seigneurs offraient de vendre ou cherchaient à acheter par exemple : « 500 ou 1.000 arpents de terre avec 50 ou 150 âmes. » Le commerce de la main-d'œuvre servile était souvent l'objet de fraudes et les archives des tribunaux de Géorgie ont enregistré des cas où la même famille de paysans était vendue simultanément à trois acheteurs ou plus.

Vissarion, lui, doit avoir ressenti en quittant son village une exaltation pleine d'espoir. Il était devenu un homme libre et maintenant, comme artisan indépendant, il espérait acquérir quelque prospérité. A Gori, il épousa une fille d'aussi humble origine que lui, Ekaterina, fille du serf George Gheladzé, du village de Gambareuelli. Comme beaucoup d'autres filles de paysans pauvres elle avait émigré vers la ville pour devenir servante dans une famille russe ou arménienne de la moyenne bourgeoisie. Les classes moyennes au Caucase étaient russes, arméniennes ou juives. C'était déjà

à peu près la bourgeoisie géorgienne de maintenant. Les Géorgiens étaient soit bourgeois, soit serfs. Quand elle épousa Vissarion Djougachvili, Ekaterina était âgée de quinze ans seulement. Des mariages aussi précoces n'étaient pas rares à la campagne où les hommes atteignent leur maturité aussi rapidement que les raisins sous un soleil semi-tropical. Le couple prit une pauvre demeure dans les faubourgs de Gori, pour laquelle il payait par mois un rouble et demi (environ 150 francs). Elle consistait juste en une pièce et une cuisine. La pièce ne couvrait pas plus de 5 m², était sombre : très peu de lumière pénétrait par une fenêtre étroite. La porte s'ouvrait directement sur une cour malpropre, l'eau et la boue entraient à flots les jours de pluie car le sol de l'habitation était de niveau avec la cour sans même quelques marches pour l'en séparer. Le sol était de briques nues et une table étroite, un tabouret, un sofa et un bat-flanc recouvert d'une paille étaient tout le mobilier de la famille. La demeure des Djougachvili, transformée en musée, est maintenant montrée à la foule des touristes qui visitent l'endroit. Il en est de même pour le minuscule atelier de Vissarion Djougachvili, avec sa vieille chaise branlante, son marteau et ses formes.

Ce fut dans ce sombre logement à un rouble et demi qu'Ekaterina donna naissance à trois enfants entre 1875 et 1878. Tous trois moururent peu après leur naissance. Ekaterina était à peine âgée de vingt ans quand, le 21 décembre 1879, elle mit au monde un quatrième enfant. Par un caprice du hasard celui-ci devint un garçon bien portant, nerveux et volontaire. Il fut baptisé Joseph et le prêtre orthodoxe-grec local qui faisait fonction d'officier de l'état civil, enregistra la venue dans ce monde de Joseph Vissarionovitch Djougachvili, connu plus tard sous le nom de Joseph Staline.

On sait très peu de chose au sujet de sa première enfance. Vers six ou sept ans, il tomba malade de la petite vérole et son visage resta grêlé. Sa seconde maladie fut une infection du sang qui provoqua un ulcère de la main gauche. Il se souvenait plus tard d'avoir été près de mourir : « Je ne sais pas ce qui me sauva, disait-il à A. S. Allilouyeva sa belle-sœur, de ma robuste constitution ou de l'onguent des charlatans du village. » Quand il se rétablit, il pouvait difficilement plier son coude droit.

C'est à cause de cette faible infirmité que le futur généralissime fut déclaré inapte au service militaire en 1916¹.

Il grandit dans la saleté et la pauvreté où il était né. Vissarion Djougachvili tenta de s'élever jusqu'au rang inférieur de la classe moyenne, mais sans succès. Son échoppe de cordonnier ne lui rapportait pas de quoi vivre; sa femme, « pour joindre les deux bouts », fut obligée de travailler comme une esclave au dehors et de faire des lessives². Même le rouble et demi du loyer était payé sur ses gains. Plusieurs biographes de Staline déduisent de cela que Vissarion Djougachvili dépensait en vodka le peu d'argent qu'il gagnait; si l'on en croit les compagnons de classe de Staline cette conclusion ne serait pas sans fondement³.

L'ivrognerie était, à vrai dire, un peu une maladie inhérente au métier de cordonnier. L'expression « saoul comme un savetier » est connue dans la

plupart des langues d'Europe orientale. Vissarion, comme on le verra plus loin, était cruel avec sa femme et ses enfants. « Des corrections imméritées et effrayantes rendirent le garçon aussi farouche et cruel que son père », écrit Iremachvili, ami d'enfance de Staline. Il se défendait contre la cruauté paternelle à force de méfiance, de vigilance, d'évasions, de dissimulation et de patience. La vie lui infligeait tôt ses leçons et quelques « ruses de guerre » apprises alors lui furent utiles plus tard.

Ce portrait d'ivrogne brutal ne rend pas pleine justice à Vissarion Djougachvili. Il semble avoir eu des qualités telles qu'une bonne santé, un esprit d'entreprise et la curiosité des choses du monde. D'un autre côté, ce fils de serfs n'avait pas sans difficulté échangé la vie indolente de son village natal pour l'incertitude d'une existence urbaine. Dans l'Est de l'Europe, la « philosophie du savetier » est aussi proverbiale que son ivrognerie. Ces deux proverbes décrivent des penchants de la profession qui vont souvent de pair. Ce fut probablement de son père que Staline hérita un esprit réfléchi et il nous a donné lui-même, à son insu, le fil du conflit intime qui rendait son père boudeur, amer et cruel pour les siens. N'ayant pas réussi comme artisan indépendant, Vissarion quitta la ville de Gori avec sa famille et alla à Tiflis où il devint ouvrier dans l'usine de chaussures « Adelkhanov ». Apparemment sa nouvelle position l'humiliait; son ambition avait été d'être son propre maître et maintenant il échangeait l'esclavage terrien pour l'esclavage salarié. Il lutta contre le sort aussi longtemps qu'il put, même lorsqu'il eut cessé de subvenir aux besoins de sa famille. De là probablement vint son caractère irritable et coléreux. Dans une de ses premières brochures, Staline illustre un point de la théorie marxiste par l'expérience de son propre père : « Imaginez, écrivait-il, un cordonnier qui a un minuscule atelier mais ne peut pas soutenir la concurrence avec de grosses affaires. Ce cordonnier ferme sa boutique et s'embauche chez Adelkhanov, la fabrique de chaussures de Tiflis. Il est venu à l'usine Adelkhanov, non pour rester ouvrier toute sa vie, mais pour gagner quelque argent, pour mettre de côté un petit capital et rouvrir ensuite son échoppe. Comme vous voyez, la position de ce cordonnier est déjà celle d'un prolétaire mais sa conscience n'est pas prolétarienne, mais petite-bourgeoise de bout en bout. » Il ne peut y avoir aucun doute sur le cordonnier dont l'auteur se servait pour illustrer sa thèse. Le minuscule atelier, le manque de chance en affaires, même le nom de l'employeur, tout est tiré de l'histoire de Vissarion. Vissarion était écartelé par un conflit entre sa position sociale et ses ambitions petites-bourgeoises.

Vissarion ne réussit pas à « épargner un petit capital » et à rouvrir son atelier. Il mourut en 1890 à Tiflis, alors que son fils avait onze ans. Sa mort ne changea probablement pas les conditions matérielles de sa famille. Sa veuve était accoutumée à gagner avec des lessives sa vie et celle de son fils. Dans l'esprit de Joseph, plus tard, l'image du défunt se défigura. Il eut toujours du mal à parler de son père. Le souvenir de ses cruelles corrections est sans doute responsable de l'extrême discrétion de Staline et de ses biographes officiels au sujet de Vissarion.

On en sait beaucoup plus au sujet d'Ekaterina Djougachvili. Elle se distinguait peu de la grande masse de ses contemporaines dont un poète russe a dit

1. A. S. Allilouyeva, *Vospominaniya*, p. 167.

2. E. Yaroslavsky, *Landmarks in the life of Stalin*, p. 7.

3. L. Trotsky, *Staline*, pp. 6-7. Sauf indications spéciales les citations se réfèrent aux éditions anglaises des ouvrages mentionnés.

*Le destin leur réservait trois épreuves.
La première est d'épouser un esclave.
La seconde d'être la mère du fils d'un esclave.
La troisième d'obéir à un esclave jusqu'à la mort.
Et chacune de ces terribles épreuves
Poursuit la femme du pays russe.*

Ekaterina possédait l'infinie patience et la soumission de la femme paysanne d'Orient. Elle endurait son sort avec courage sans garder rancune à son mari. Elle voua toute sa tendresse à son seul fils survivant. Elle était profondément croyante; la seule consolation à ses épreuves, elle la trouvait à l'église. Illettrée elle aussi, elle n'apprit à lire que dans sa vieillesse, pour prouver qu'elle était digne de son fils célèbre. Tous ceux qui la connurent s'accordent à admirer chez elle cette tranquille dignité pleine de réserve à laquelle parviennent, après une longue vie consumée de tourments, ceux dont l'amertume n'a pas attaqué le caractère¹. Babouchka Keke (grand-mère Kate) resta une modeste paysanne même après l'ascension de son fils. Lorsqu'un moment elle demeura avec lui au Kremlin, il lui tardait d'aller retrouver dans le Caucase ensoleillé un cadre plus familial. Elle y revint. Mais d'une manière presque ironique et émouvante elle essaya de vivre le rôle d'une mère de grand homme. Allilouyeva raconte comment à Borszhom, la ville d'eaux caucasienne, elle rencontra une fois la vieille M^{me} Djougachvili solennellement habillée de lourds vêtements noirs malgré la chaleur insupportable. Comme on lui demandait pourquoi elle était si inconfortablement habillée, la vieille dame répliqua : « Je dois. Ne savez-vous pas ? Tout le monde ici sait qui je suis². »

Ce fut une décision véritablement héroïque de la part d'Ekaterina d'envoyer son fils, à l'âge de neuf ans, à l'école religieuse de Gori. Il n'était pas rare que les enfants de pauvres fissent dès cet âge leur apprentissage de cordonnier ou de charpentier; mais ce n'était pas cette voie qu'Ekaterina souhaitait pour son fils, même si cela eût allégé son propre sort. Elle voulait que son « Soso³ » réussisse là où Vissarion avait échoué et s'élève au-dessus de l'humble condition de ses parents. En d'audacieux écarts d'imagination, elle ne doutait pas de le voir prêtre de la paroisse, salué respectueusement par les voisins. Perspective éblouissante. Quelques années auparavant seulement les écoles religieuses étaient complètement fermées aux fils de paysans.

Soso fréquenta l'école de Gori pendant cinq ans, de 1888 à 1893. En général, il était l'un des meilleurs, et même le meilleur élève de sa classe. Ses maîtres et ses camarades de classe remarquèrent également bien vite que ce pauvre garçon grêlé avait une mémoire tout à fait extraordinaire et apprenait ses leçons presque sans effort. Ils remarquèrent aussi sa tendance à s'imposer, une ardeur à éclipser les autres qui devint plus vive au fur et à mesure que Soso prenait conscience que la plupart de ses condisciples sortaient de maisons plus riches que la sienne et qu'en prenant conscience de cette différence, il en souffrait. Néanmoins, il prenait l'avantage sur les orgueilleux rejetons des marchands de vin ou de grain lorsqu'en classe

il pouvait réciter ses leçons avec plus de facilité qu'eux; et même sur le terrain de jeu, il les surpassait tellement en agilité et en hardiesse qu'il devint leur chef et qu'ils se laissèrent commander par ce fils de cordonnier. C'est dans cette obscure école paroissiale que le futur Staline goûta pour la première fois aux différences de classe et connut la haine des classes. C'est là aussi qu'il eut les premières lueurs d'un problème qui continua à le préoccuper durant toute sa maturité : celui des minorités nationales. Le géorgien était la langue natale de Djougachvili. Ekaterina ne connaissait pas le russe et il est probable que son mari n'en savait pas plus qu'elle. A l'école, la plupart des leçons étaient données en russe. Les cours ne prévoyaient que peu de leçons en géorgien chaque semaine. Soso assimila la langue étrangère avec la facilité de son âge. Mais en dehors de l'école et à la maison, il parlait géorgien. La langue natale de quelques-uns de ses camarades de classe était l'arménien, le turc ou quelque autre dialecte caucasien. A l'école, toutes les langues maternelles étaient interdites et le russe régnait en maître. Cette politique de russification pratiquée par le gouvernement était une source de conflits. Même des garçons de dix ans faisaient grève ou se livraient à d'autres manifestations pour la défense de leur langue maternelle. Dans les années 70, des révoltes scolaires eurent lieu fréquemment en Géorgie. Les maîtres russes étaient assaillis, battus et les élèves mettaient le feu à l'école. Pendant que Djougachvili suivait les classes de Gori, il n'y eut pas de tels troubles, mais il y avait beaucoup de ressentiment en ébullition.

Parmi les influences anciennes dans sa vie, la nature, les traditions et le folklore de sa ville natale ont joué leur rôle. Gori se trouve au point de rencontre de trois vallées fertiles en céréales et en vignes. Les rochers en dehors de la ville, les berges de la rivière Kura et de deux autres rivières, les murs d'une vieille forteresse byzantine et les champs qui viennent jusqu'entre les petites rues tortueuses du bourg, à moitié village, à moitié ville, tout offrait au garçon une abondance d'espaces où jouer librement en s'évadant de la saleté de la maison paternelle. La nature elle-même offrait quelques compensations à ce jeune habitant d'une impasse pour la tristesse de son intérieur familial. La campagne environnante était pleine d'animaux, d'oiseaux, de plantes et de fruits. Ce n'est pas pour rien que ce pays avait été considéré comme celui de la « Toison d'Or ». Ces salubres conditions d'existence contribuèrent à donner une forte constitution physique au futur Staline. Le pays était également d'une richesse proverbiale en chants et légendes. Alexandre le Grand et Gengis Khan y avaient combattu. Des récits d'invasions perses et turques se trouvaient dans les livres de classe. Chants populaires et vieilles histoires évoquaient les brigands fameux du Caucase. Dans le folklore, ces brigands étaient souvent des héros nationaux ou populaires : c'étaient de nobles Géorgiens qui se battaient contre les Tsars russes, des chefs des serfs, vengeurs du peuple au grand cœur plein de tendresse pour les pauvres et les opprimés et de haine contre les riches. Leurs repaires étaient dans les montagnes couvertes de neige et dans les cavernes rocheuses d'où ils s'abattaient sur les routes pour surprendre et exterminer leurs ennemis. Ce folklore n'était pas très éloigné de la réalité. Le pays environnant Gori était encore à cette époque infesté de bandits de grands chemins. Une multitude de petits nobles géorgiens appauvris, sans situation sociale définie ni revenus réguliers et qui continuaient à vivre mentalement dans un monde de clans et de que-

1. A. S. Allilouyeva, *Vospominanya*, p. 81.

2. *Ibid.*, p. 82.

3. Soso, diminutif de Joseph.

relles féodales. Ils étaient le plus souvent occupés par de romanesques disputes qui les opposaient les uns aux autres et de clan à clan, pour des fiertés offensées ou d'autres causes semblables. Le pays tout entier retentissait des histoires de raids, d'exploits confinant au banditisme qui n'étaient pas sans prestige romantique. L'exemple de ces Robins des Bois locaux fournissait aux gamins qui jouaient aux brigands dans les rochers et les champs de Gori un exemple qu'ils doivent s'être empressés d'imiter.

C'est ainsi que les cinq années d'école à Gori ne furent pas tout à fait malheureuses pour le jeune Djougachvili. Mais, dès ce moment, il commençait à observer les injustices sociales et nationales, ce qui allait faire de lui le rebelle, le révolutionnaire des années ultérieures. Il est impossible de dire quelle était la force exacte de telles constatations. Les biographes et mémorialistes officiels soviétiques prétendent qu'à Gori déjà leur héros avait lu Darwin et était devenu athée. On peut toutefois douter qu'il ait lu Darwin aussi jeune. Mais il peut avoir acquis une vague notion de la nouvelle théorie dans des résumés populaires et son esprit s'est peut-être dressé contre la religion. Le fait de son développement mental précoce est établi. Dès 1895, un an après sa sortie de l'école de Gori, il publiait déjà des vers dans un grand périodique géorgien. Il doit s'être essayé à écrire des vers dans le temps où il était à Gori. Ses biographes officiels prétendent qu'il y prit son premier contact avec les idées marxistes. C'est, semble-t-il, hautement improbable. A cette époque, il n'y avait que peu d'adeptes du marxisme à Tiflis, la capitale du Caucase; et l'influence de cette doctrine pouvait difficilement avoir gagné l'école de Gori¹. Les apologistes de Staline sont seuls à avoir projeté son « marxisme-léninisme » orthodoxe jusque dans ses années d'enfance. Les faits permettent tout juste d'avancer l'hypothèse suivante : le jeune Djougachvili quitta l'école de Gori en état de rébellion latente contre l'injustice sociale, imprégné d'un certain patriotisme géorgien quelque peu romantique. Dans ses dernières années scolaires, il fut beaucoup plus impressionné par le nationalisme nostalgique de la poésie géorgienne que par des idées sociales. « Dans les classes supérieures de l'école de Gori, écrit un de ses camarades de classe, Nano Ketskhoveli, nous faisons connaissance avec la littérature géorgienne mais n'avions pas de mentor pour guider notre développement et donner une direction définie à nos pensées. Le poème de Chavchavadzé, *Kako le Voleur*, fit une profonde impression sur nous. Les héros de Kazbegi éveillèrent dans nos jeunes cœurs l'amour de notre pays et chacun de nous en quittant l'école brûlait du désir de le servir. Mais aucun de nous n'avait d'idée claire sur la façon dont on pouvait le faire². » Djougachvili, soucieux de dissimuler à ses maîtres ses sentiments de rébellion, était considéré comme un élève exemplaire et ils lui facilitèrent la poursuite de ses études.

Il fut inscrit dans l'automne de 1894, au séminaire théologique de Tiflis. Le rêve de sa mère semblait devoir se réaliser. Comme la pauvre laveuse était incapable de contribuer à son entretien au séminaire, le directeur de l'école de Gori et le prêtre de la paroisse parvinrent à lui obtenir une bourse. Ce garçon qui promettait doit avoir été encouragé par la perspective qui

1. L. Berya, *Sur l'histoire des organisations bolcheviques en Transcaucasie*, p. 11. F. Makharadzé, *Istoriya Rabochevo Dvizheniya v Gruzii*, pp. 114-128. S. T. Arkomed, *Rabocheye Dvizhenie i sotsial-Demokratya na Kavkaze*, pp. 49-50.

2. E. Yaroslavsky, *op. cit.*, pp. 9-10.

s'ouvrait devant lui. Son passage du petit bourg somnolent à la grande et trépidante capitale du Caucase était à lui seul éblouissant. A l'âge de quinze ans, il avait assez de maturité pour réaliser les avantages de sa nouvelle situation, avantages qui, il n'y avait pas si longtemps, étaient interdits aux enfants de paysans. Il a dû parcourir les quelque soixante-dix kilomètres pour se rendre à Tiflis avec un sentiment exalté de sa promotion sociale, promotion infiniment plus réelle d'ailleurs que le mirage poursuivi par son père une vingtaine d'années plus tôt, lorsqu'il s'était rendu de Didi-Lilo à Gori.

Son séjour au séminaire de théologie dura d'octobre 1894 à mai 1899. Pour son développement intellectuel ce furent des années décisives de formation. Quelles influences majeures façonnaient maintenant son esprit?

Dans la dernière décennie du XIX^e siècle deux problèmes agitaient la société géorgienne : les relations russo-géorgiennes et les conséquences de l'abolition du servage dans le Caucase. Pendant cent ans, la Russie tsariste avait poursuivi la conquête du Caucase et la consolidation de ses conquêtes. La Géorgie, qui avait été un vassal de la Russie depuis 1783, perdit complètement son indépendance. Le sort des Géorgiens était, à certains égards, semblable à celui des Polonais, mais contrairement aux Polonais qui, à chaque génération, avaient pris les armes pour leur indépendance, les Géorgiens ne firent pas de tentatives sérieuses pour se séparer de la Russie. Leur sentiment antirusse se combinait avec une relative indifférence aux aspirations nationales. Leur grief contre la Russie était tempéré par la conscience que la Géorgie n'avait en aucun cas de chance de maintenir son indépendance et que, de tous les conquérants possibles, c'était encore la Russie qu'il fallait le moins redouter. Les derniers rois de Géorgie s'étaient livrés au Tsar de Russie quand la Turquie et la Perse avaient menacé de conquérir leur pays. Des considérations religieuses déterminèrent ce choix : la Géorgie comme la Russie appartenait à l'Eglise grecque orthodoxe¹. Aux yeux des Russes le Caucase était une place d'armes contre l'Empire ottoman, le second en importance de la région danubienne. La Russie bâtit la grande route militaire géorgienne, puis le réseau de chemin de fer caucasien, stimulant ainsi le développement industriel de la province. C'était un des traits progressifs caractéristiques de la domination russe. La Russie eut aussi une autre influence culturelle sur la Géorgie. Si fiers que fussent les Géorgiens de leur ancienne civilisation, presque aussi vieille que celle de la Russie, leurs conceptions étaient celles d'une communauté mi-tribale, mi-féodale. Comparée à la Géorgie, la Russie représentait l'Europe. Sous l'influence de l'Europe occidentale, et plus encore de la civilisation russe, écrit l'historien G. Khachapuridzé, les mœurs et les coutumes européennes pénétrèrent dans la vie des classes supérieures de Géorgie². La politique

1. En 1899, Ilya Chavchavadzé, chef libéral national le plus important et écrivain géorgien, résume ainsi l'expérience d'un siècle de domination russe : « Il n'y avait pas d'autre voie. Georges XII (le dernier roi de Géorgie orientale) ne pouvait que se tourner vers l'un de ces pays : la Turquie, l'Iran ou la Russie, pour sauver la Géorgie. Il devait choisir rapidement. Georges se tourna naturellement vers ses coreligionnaires russes. C'est ce que lui dictait la volonté de ses ancêtres qui avaient, depuis 1491, négocié à plusieurs reprises avec la Russie dans l'espoir d'obtenir son aide. » Cité par G. Khachapuridzé, *Essai sur Géorgie et Russie dans le XIX^e siècle*, dans *Voprosy Istorii*, n° 5-6, 1946.

2. *Ibid.*

des Tsars était pleine de contradictions : d'une main elle s'efforçait de russifier le pays, de l'autre elle essayait de gagner la fidélité de l'aristocratie et du clergé géorgiens. Les dernières dynasties géorgiennes furent déportées soit vers la Russie centrale, soit vers la Sibérie. Mais les fils des rois déportés eurent la possibilité d'accomplir à Saint-Petersbourg une œuvre culturelle importante pour leur peuple. Certains d'entre eux, comme les frères Bagrationi, devinrent les porte-parole des « lumières » géorgiennes, traduisirent plusieurs œuvres littéraires européennes en géorgien et familiarisèrent la société russe avec l'histoire et la littérature géorgiennes. Le Tsar Nicolas I^{er} nomma même Teimuraz Bagrationi membre d'honneur de l'Académie impériale.

Parallèlement à cette influence russe les idées révolutionnaires se répandirent dans le Caucase. L'homme qui conquist la province pour les Tsars était le général Yermolov, le héros de la bataille de Borodino en 1812. Ce « pro-consul du Caucase » montrait quelques penchants pour les décembristes, les chefs de la révolte libérale qui eut lieu à Saint-Petersbourg en décembre 1825. Il protégea de grands écrivains qui avaient été mêlés aux rebelles : Pouchkine, Griboyedov, qui était son ministre et conseiller politique, Bestujev (Marlinsky) et d'autres. Un régiment entier qui avait pris part à la rébellion fut déporté dans le Caucase et beaucoup d'intellectuels officiers, qui avaient été cassés, servirent comme soldats. Les déportés se lièrent avec les Géorgiens moins éduqués et les influencèrent fortement. Ils eurent naturellement de la sympathie pour le patriotisme géorgien et, allant plus loin que leurs amis de Géorgie, ils défendirent l'émancipation des paysans géorgiens.

Ces premiers contacts préparèrent le terrain à une influence continue de la Russie libérale et des idées révolutionnaires. Les Tsars eux-mêmes, bien qu'à leur insu, y contribuèrent grandement, en choisissant le Caucase comme lieu d'exil pour les condamnés politiques. A chaque génération, de nouveaux révolutionnaires et de nouvelles idées faisaient leur apparition à Tiflis, Koutaïs et ailleurs dans la province. Les rebelles militaires et les écrivains du début du siècle furent remplacés par les *Narodniks*, socialistes agraires venus des rangs de l'aristocratie russe et des fonctionnaires civils. Ensuite vinrent les insurgés polonais et les terroristes russes qui furent suivis, vers la fin du siècle, par un type révolutionnaire tout à fait nouveau, les ouvriers d'usine marxistes bannis de Russie centrale. Parmi ces derniers se trouvaient Mikhaïl Kalinine, futur président de l'Union Soviétique, et Serge Allilouyev, organisateur bolchevique et beau-père de Joseph Djougachvili-Staline.

Tandis que l'opposition russe importait de la sorte ses idées avancées dans le Caucase, les Tsars faisaient leur possible pour conserver la structure sociale du pays dans toute la mesure qui semblait compatible avec les intérêts stratégiques¹. En Russie, le servage avait été aboli en 1861.

r. On peut voir par un incident non exempt de comique survenu au Congrès des Historiens soviétiques de 1929, combien il est difficile de faire le bilan des aspects positifs et négatifs de l'influence russe en Géorgie. Le marxiste géorgien de premier plan, F. Makharadzé, fit une conférence dans laquelle il mettait l'accent sur les meilleurs aspects de l'association entre la Géorgie et la Russie. Cela provoqua une protestation du professeur Prokovsky, alors chef de l'école historique russe : « Le camarade Makharadzé nous a montré les Russes avec beaucoup trop d'indulgence. Dans le passé nous, les Russes, et je parle en tant que Grand-Russien, de sang aussi

L'émancipation des paysans géorgiens fut différée jusqu'aux années 1864-1869 et même plus tard, à vrai dire jusqu'en 1912, le servage se prolongea en Géorgie sous la forme d'une « servitude à temps ». L'administration russe, soucieuse de garder l'appui de l'aristocratie géorgienne, ajourna la réforme. Elle ne fut obligée de s'y résoudre que lorsque les nouvelles de l'émancipation russe eurent gagné la campagne caucasienne.

Les serfs étaient de taille à se rebeller et, étant donné leur vieille tradition de « jacqueries », il était trop dangereux de retarder plus longtemps leur émancipation¹. Mais les réformes furent beaucoup plus favorables aux seigneurs qu'en Russie même. Les paysans obtinrent leur liberté personnelle, mais environ la moitié de la terre qu'ils avaient en tant que serfs leur fut enlevée. Ils durent payer un droit de rachat au-dessus de leurs moyens pour la terre qu'ils étaient autorisés à garder. La dépendance économique des paysans envers leurs seigneurs s'exprima bientôt dans le partage des récoltes, comme cela se faisait dans le Sud après l'abolition de l'esclavage en Amérique, soit par des contrats de « servitude à temps ». En 1911 encore, un organe qui n'était rien moins qu'hostile au tsarisme écrivait : « En Russie, on se souvient de l'esclavage comme d'un cauchemar depuis longtemps entré dans l'histoire. Mais en Transcaucasie, spécialement en Géorgie, aucune loi n'a encore été votée pour mettre fin à l'esclavage à temps... La dépendance économique de nos paysans... a grandi dans les cinquante dernières années et constitue une nouvelle forme de servage². »

Le servage imprégnait donc toute l'atmosphère dans laquelle vécut le jeune Djougachvili. Il pesait lourdement non seulement sur les paysans qui le subissaient directement, mais aussi sur les relations humaines en général, sur la famille, l'Eglise, l'école, sur les attitudes psychologiques, sur toute la manière de vivre. Jusqu'à un certain point, cela était vrai, bien entendu, de tout l'empire tsariste. Comparant l'abolition du servage en Russie à l'émancipation des nègres américains, Lénine faisait remarquer que la réforme russe de 1861 avait été beaucoup moins étendue que son homologue américaine : « C'est pourquoi, maintenant, un demi-siècle plus tard, conclut-il, la Russie porte beaucoup plus de marques de l'esclavage que n'en présentent les noirs³. » Lénine exagérait certainement dans cette remarque amère. L'exagération était naturelle au propagandiste révolutionnaire, impatient de voir la société russe se débarrasser une fois pour toutes de l'héritage de son passé féodal. Ce qui n'était pas tout à fait vrai pour les

pur que possible, nous avons été les pires pillards qu'on puisse imaginer. » (*Trudy Pervoi Vsesoyuznoi Konferentsii Iskorikov Marksistov*, vol. I, pp. 494-495.)

1. Des mouvements paysans éclatèrent en Géorgie en 1804, 1811, 1812, 1820, 1830, 1837, 1841, 1857, 1866. Au temps de la guerre de Crimée, le commandement avait été très gêné par l'attitude des serfs caucasiens. On proclamait que l'envoyé anglais à Trébizonde les armait pour la rébellion. Voir P. I. Lyachtchenko, *Istoriya Narodnovo Khozyaistva S.S.S.R.*, vol. I, p. 557. F. Makharadzé, in *Trudy, etc.*, vol. I, p. 485 ff., et G. Khachapuridzé, *Krestyanskaya Dvizhensi v Gruzii in Ocherki po Istori Rabochevo i Krestyanskovo Dvizheniya v Gruzii*, pp. 14-105.

2. L'autorité citée est le *Kavkazskaya Khozyaistvo*, organe de l'Institut impérial de l'Agriculture. Voir *Istoriya Klasovoi Borby v Zakavkazi*, vol. I, pp. 10-15.

3. Le poète géorgien G. Léonidzé, qui a écrit un poème d'adulation épique sur l'enfance et la jeunesse de Staline, suggère que le grand-père serf de Staline avait été torturé à mort par son seigneur. (Ce poème fut traduit en russe par N. Tikhonov et publié sous forme de livre en 1944.)

Russes l'était pour les Caucasiens. Leur existence sociale montrait à la fois de trop nombreuses et trop fraîches « marques d'esclavage ». Le style de vie qui s'est développé sous le servage était caractérisé par une dépendance brutale et ouverte de l'homme envers l'homme, par une hiérarchie sociale rigide et non déguisée, par une violence primitive et une absence de toute dignité humaine. Dissimulation, tromperie et violence étaient les principales armes d'un opprimé qui avait été maintenu dans l'ombre et mis dans l'impossibilité de se défendre lui-même ouvertement et par une action organisée.

Le séminaire de théologie de Tiflis était une étrange institution. C'était la plus importante — mais non la seule — école supérieure de Géorgie et même de tout le Caucase. C'était la grande pépinière de l'intelligentsia locale. C'était aussi quelque chose comme un foyer intellectuel au milieu du servage. Ce fut là que les idées sociales et politiques avancées s'infiltrèrent le plus directement et se heurtèrent aux habitudes d'esprit féodales et ecclésiastiques.

Le séminaire avait l'apparence d'une caserne. A l'intérieur, la vie était sévèrement réglée par des moines austères. Une fois les portes fermées sur l'arrivant, il était en principe complètement isolé du monde extérieur. Les séminaristes devaient rester à l'intérieur jour et nuit, bien qu'ils puissent demander au moine chargé de la classe une permission de deux heures. Le programme de la journée comportait des conférences sur la théologie scolastique et des prières, des prières sans fin. Les élèves de foyers pauvres menaient une existence à demi affamée et s'entassaient par vingt ou trente dans un même dortoir. Spirituellement, l'école était mi-monastère mi-caserne. « La vie était triste et monotone, disait un ancien élève. Enfermés jour et nuit entre les murs de cette caserne, nous nous sentions comme des prisonniers qui devaient passer des années là, sans être coupables de quoi que ce soit. Nous étions tous découragés et maussades. Etouffée dans les pièces et les corridors, la joie des jeunes gens ne s'affirmait presque jamais. Si de temps en temps leur tempérament rompait les barrières, la répression des moines et des moniteurs était immédiate¹. » Les élèves n'avaient pas le droit d'emprunter des livres aux bibliothèques laïques; seule la littérature autorisée par les moines pouvait être lue. Ainsi le séminaire était naturellement un instrument de russification. Toute infraction au règlement était punie de réclusion en cellule. Les moines espionnaient assidûment les pensées, les faits et les gestes de leurs élèves, fouillaient leurs poches, écoutaient aux portes et les dénonçaient au Principal à la plus légère suspicion.

Cet affreux séminaire était néanmoins un centre important d'opposition politique. Bien des hommes devinrent aux yeux des Géorgiens, et même de l'opinion russe, des figures nationales et des chefs reconnus, après avoir passé leurs années de formation dans ces murs. En 1930, la Faculté d'histoire de l'Université communiste transcaucasienne publia les archives de la Gendarmerie de Tiflis qui contenaient des rapports sur les manifestations de *déloyauté politique* au séminaire. Ces rapports portaient sur une période de vingt ans, de 1873 à l'époque où Djougachvili avait été admis, et donnaient un bon tableau de la fermentation des idées parmi les étudiants².

1. Lénine, *Sotchinyenya*, vol. XVIII, p. 508.

2. On a imposé aux étudiants des sujets tels que : « Dans quel langage parlait l'âne de Balaam? », raconte un des biographes de Staline.

Déjà en 1873, un colonel de gendarmerie avait informé ses supérieurs que les lettres interceptées montraient que les étudiants avaient lu les œuvres de Darwin, Buckle, Mille et Tchernytshevsky. Une fouille fut ordonnée et deux autres livres séditieux furent trouvés : *la Vie de Jésus* de Renan et *Napoléon le petit* de Hugo. Il fut constaté que trois maîtres faisaient leurs cours dans un « esprit libéral », crime pour lequel le Principal les congédia en les dénonçant à la Gendarmerie. Il y eut quelques sanctions pour avoir eu connaissance du délit et avoir négligé d'en dénoncer les coupables¹. Le rapport insistait sur le fait que les délinquants étaient animés d'un patriotisme géorgien.

La fermentation eut une issue dramatique; en juin 1886 Joseph Lagiyeve, un étudiant expulsé pour son attitude antirusse, assassina le Principal, Pavel Tchoudetsky. L'assassin était le fils d'un prêtre du comté de Gori. Le chef de la Gendarmerie de Tiflis rapporte : « En comparaison avec les séminaires russes, le séminaire de Tiflis se trouve dans les conditions les plus déplorables. Les élèves qui viennent au séminaire montrent souvent une disposition d'esprit antireligieuse et sont hostiles aux éléments russes. Il est souvent impossible de réformer de tels élèves à cause de leur irritabilité extrême et de leur morbide amour-propre d'indigènes². » Le rapport poursuivait en accusant plusieurs journaux géorgiens, qui venaient d'être interdits, d'avoir excité le public contre la Russie et fait du séminaire un rempart du patriotisme géorgien. Le séminaire fut fermé pour plusieurs mois. Un rôle curieux fut joué dans cet incident par son éminence l'Exarque de Géorgie, Paul, qui suggéra au chef de la Gendarmerie que l'assassinat était le fait non d'un individu, mais d'une organisation secrète. Il dénonçait un certain Sylvestre Djibladzé, qui avait attaqué le Principal, un an auparavant, d'être le chef des suspects. Djibladzé était devenu un des fondateurs de l'organisation social-démocrate et un des maîtres politiques de Djougachvili. Parmi les étudiants expulsés en 1886, se trouvait Mikhaïl Tskhakaya, fils d'un prêtre et plus tard ami de Lénine, membre du Comité Central bolchevique et Président du Soviet de Géorgie.

Une grève véritable de tous les élèves géorgiens du séminaire eut lieu quelques mois seulement avant l'admission de Djougachvili. Le 4 décembre 1893, le général Yankovsky, commandant la Gendarmerie de Tiflis, câblait à Saint-Petersbourg : « La majorité des élèves du séminaire orthodoxe se sont déclarés en grève; ils demandent le renvoi de plusieurs maîtres et la création d'une chaire de littérature géorgienne³. » L'Exarque de Géorgie passa une journée entière avec les élèves à essayer vainement de les dissuader de se mettre en grève. Puis, le Principal demanda l'aide de la police. Celle-ci ferma le séminaire et renvoya les élèves dans leurs foyers. Mais le chef de la police déclarait avec quelque gêne : « Que beaucoup de gens intelligents considèrent la fermeture du séminaire comme un acte d'injustice envers les élèves qui ont défendu leurs intérêts nationaux en accord avec leurs idées. » En quittant l'école, les étudiants firent le serment de solidarité. Quatre-vingt-sept d'entre eux cependant furent expulsés du séminaire avant la fin de l'année scolaire. Mikhaïl Tskhakaya était encore une fois repéré comme l'organisateur en chef de la révolte.

1. *Istoriya Klasovoi Borby v Zakavkazi*, vol. I, p. 83.

2. *Ibid.*, pp. 89-90.

3. *Ibid.*, p. 92.

Parmi les expulsés se trouvait Lado Ketskhoveli, un ancien de l'école de Gori, de trois ans seulement l'aîné de Djougachvili, et qui devint bientôt son mentor politique¹. Dans aucun des rapports de police, il n'est fait mention de propagande socialiste. Le patriotisme géorgien restait la principale raison des manifestations.

Quand le jeune Djougachvili, qui avait alors quinze ans, fit son apparition au séminaire, les échos de la récente grève étaient encore tout frais. Les élèves discutaient l'événement et commentaient l'expulsion des quatre-vingt-sept; le nouveau venu ne pouvait manquer de sympathiser avec la revendication concernant l'enseignement de la littérature de sa langue maternelle au séminaire. Il fut donc aussitôt gagné par la fermentation politique. Mais, comme à Gori, il dissimulait les sentiments que lui inspiraient ses maîtres. Comme à Gori, il était un élève modèle, doué, appliqué, attentif. Sans aucun doute, il étudiait son nouvel entourage avec une averse curieuse. Le Principal était le moine russe Hermogenes, l'Inspecteur était le Géorgien Abachidzé qui, précisément parce qu'il était Géorgien, s'efforçait de gagner les faveurs des autorités russes par un extravagant étalage de servilité. Ici le jeune Djougachvili pouvait observer de près, quoique sur une échelle réduite, les méthodes du régime autocratique. Les autorités elles-mêmes vivaient dans la tension et la crainte; le Principal russe se souvenait que son prédécesseur russe avait été assassiné. L'Inspecteur géorgien était aussi terrifié par le plus petit signe de mécontentement de ses supérieurs que par la pensée que des complots pouvaient couvrir dans les coins des longs corridors sombres et dans les dortoirs des étudiants. Mais plus les moines surveillaient leurs élèves de plus près, plus assidûment ils écoutaient à leurs portes, plus fréquemment ils cherchaient dans les manteaux ou les cases les livres défendus, plus l'hérésie acquiesçait de force entre les murs du séminaire. Les étudiants récemment expulsés disposaient d'une autorité morale aux yeux des élèves plus jeunes et ils trouvèrent bien le moyen de prendre contact avec leurs anciens condisciples et de faire pénétrer leur influence à l'intérieur de cette forteresse cléricale.

Dès sa première année au séminaire, Djougachvili a sans doute fait de fréquentes sorties à demi clandestines en ville et il prit contact avec les membres de l'opposition. C'est ce qu'indique le fait qu'un poème de lui fut publié dans le périodique géorgien *Iberty*, qu'éditait le nationaliste libéral Ilya Chavchavadzé, le 29 octobre 1895, presque exactement un an après l'arrivée de Djougachvili à Tiflis. Il dédiait ces vers patriotiques et teints d'un socialisme radical à un poète géorgien bien connu : R. Eris-tavi. Ce poème parut sous la signature de « Soselo » (« petit Jojo »), l'auteur désirant à coup sûr dissimuler son identité aux autorités du séminaire². Il se rendait coupable d'un autre délit secret : il empruntait des livres à la bibliothèque circulaire de la ville. En dehors des poètes géorgiens, les chefs-d'œuvre de la littérature russe et européenne étaient ses lectures favorites. Il goûtait par-dessus tout les trois grands écrivains satiriques russes : Saltykov-Chtchédrine, Gogol et Tchekhov qu'il cita plus tard dans

ses discours et ses articles. Les romans de Victor Hugo et la *Foire aux Vanités* de Thackeray, en traduction russe, sont parmi les livres étrangers qu'il lut. De plus grande importance pour son développement furent les livres populaires sur la biologie darwinienne, l'économie et la sociologie. A cette époque, les théories positivistes et matérialistes sur la nature et la société exerçaient une grande influence parmi les jeunes libéraux et socialistes.

Presque tous les mémorialistes, aussi bien amis qu'adversaires de Staline, s'accordent avec l'impression que donne G. Glourdjidze, un de ses camarades de classe qui, dans les années 30, était encore instituteur à Gori.

Nous lisions quelquefois dans la chapelle durant le service, en dissimulant notre livre sous le prie-dieu. Naturellement nous faisons bien attention de ne pas nous faire prendre par les maîtres. Les livres étaient les amis inséparables de Joseph. Il ne voulait pas se séparer d'eux, même aux heures des repas. Quand une question était posée, Joseph avait pour règle de prendre son temps pour répondre... Un des plaisirs que nous recherchions dans l'atmosphère étouffante et insupportable du séminaire était de chanter. Nous étions toujours transportés de joie quand Soso nous arrangeait un chœur improvisé et de sa voix claire et plaisante entonnait nos chants populaires favoris¹.

Un autre écrivain, Iremachvili, insiste encore sur un aspect moins séduisant du caractère de Djougachvili. Il le décrit toujours comme un des meilleurs debaters du séminaire, plus habile à se faire comprendre que la plupart de ses camarades et capable d'avancer ses arguments avec une opiniâtre adresse de polémiste... Mais dans son désir de s'élever, Djougachvili ne pouvait pas facilement supporter d'être éclipsé par les autres. Il s'irritait quand ses arguments étaient réfutés et s'exaspérait alors grossièrement quand on lui opposait dans la discussion la moindre contradiction. Parfois, au milieu de quelques-uns de ses camarades de classe rassemblés, la rancune contre l'un d'eux, qui réussissait à avoir raison contre lui, le tenaillait et il cherchait sa revanche dans de felleux commérages et des calomnies. Un tel comportement, bien qu'il ne soit peut-être pas exceptionnel chez les garçons de cet âge, faisait de lui un compagnon difficile.

Ce n'est qu'au début de sa troisième année de séminaire que les moines commencèrent à remarquer que cet élève qui promettait, prenait un mauvais chemin. En novembre 1896, l'un d'eux inscrivit sur son livret scolaire : « Il apparaît que Djougachvili a un abonnement dans une bibliothèque populaire où il emprunte des livres... Aujourd'hui, j'ai confisqué les *Travailleurs de la Mer* de Victor Hugo où j'ai trouvé une fiche d'abonné. » Le Principal fut mis au courant de cette constatation et décida : « Comme punition, l'enfermer en cellule pour une période prolongée. Je l'ai déjà mis en garde une fois au sujet d'un livre défendu, *Quatre-vingt-treize* de Victor Hugo². »

A vrai dire, le fameux roman de Victor Hugo sur la Révolution française, pouvait difficilement préparer son jeune lecteur à la carrière de prêtre. Des observations similaires apparaissent dans son livret scolaire de plus en plus

1. *Istoriya Klasovoi Borby v Zakavkazi*, p. 100; *Razkazy o Velikom Stalime*, p. 79. S. Allilouyev, *Proidennyi*, p. 86.

2. Sous cette signature les vers furent réimprimés dans deux anthologies de poésies géorgiennes en 1899 et 1907. Voir M. Kelendjeridzé, Stikhy Yunovo Stalina, dans le *Razkazy o Velikom Stalime*, pp. 67-70.

1. Cité par E. Yaroslavsky, *op. cit.*, p. 15.

2. *Ibid.*, pp. 16-17.

fréquemment : « A onze heures du matin, j'ai confisqué à Joseph Djougachvili l'*Evolution littéraire des Nations* de Letourneau, qu'il avait emprunté à la bibliothèque populaire... Djougachvili a été surpris en train de lire ce livre dans l'escalier de la chapelle. C'est la treizième fois que cet élève a été surpris à lire des livres empruntés à la bibliothèque populaire. J'ai remis le livre au Père surveillant général. » Cela est inscrit en mars 1897, quatre mois seulement après la première plainte. Le Principal décréta : « Fera comme punition un séjour en cellule pour une longue période, à titre d'avertissement grave ¹. » Ces sanctions ne mentionnent pas que des livres socialistes et encore moins marxistes aient été confisqués. A s'en rapporter aux souvenirs de ses camarades d'alors et aux siens propres, il doit avoir fait sa première rencontre avec les théories socialistes et marxistes alors qu'il était dans les classes supérieures. C'est alors aussi qu'il adhéra à un cercle de discussion au séminaire même et à une organisation clandestine de la ville appelée « Messame Dassy ». Il entra dans celle-ci en août 1898 ². Les livres socialistes étaient apparemment trop dangereux pour être introduits dans le séminaire et il était difficile de s'en procurer. Un seul exemplaire du *Capital* de Marx en russe, nous dit Yaroslavsky, circulait à Tiflis et les jeunes socialistes le copiaient à la main. On peut admettre que Djougachvili lut ou étudia les livres et brochures des écrivains socialistes pendant le peu de temps qu'il parvenait à passer en dehors du séminaire.

« Messame Dassy », l'organisation à laquelle il a adhéré vers sa dix-neuvième année, avait été fondée en 1893. C'était un des premiers groupes social-démocrates à Tiflis, dont le programme restait imprégné de patriotisme géorgien. Elle prit le nom de *Messame Dassy* (le 3^e Groupe) pour se distinguer de *Méori Dassy* (le 2^e Groupe), organisation libérale de gauche qui avait dirigé l'intelligentsia géorgienne pendant les années 80 ³. Parmi les fondateurs du *Messame Dassy* se trouvaient Noah Jordania, K. Tchkhedzé et G. Tsreselli qui se firent bientôt connaître à l'extérieur de la Géorgie comme les porte-parole du socialisme modéré. Un de ses plus énergiques promoteurs était Sylvestre Djibladzé qui avait été expulsé du séminaire pour avoir frappé le Principal. Les chefs du *Messame Dassy* exposaient leurs idées dans les colonnes du journal libéral *Kvali* (*Le Sillon*).

Beaucoup plus tard, Djougachvili rapportait ainsi lui-même les raisons de son adhésion au socialisme : « Je devins marxiste à cause de ma position sociale (mon père était ouvrier dans une fabrique de chaussures et ma mère était aussi une ouvrière), mais aussi à cause de la dure intolérance et de la discipline jésuitique qui m'accablaient sans miséricorde au séminaire... L'atmosphère dans laquelle je vivais était saturée de haine contre l'oppression tsariste. » Les événements extérieurs agissent comme un révélateur. Pendant ces années il y eut des grèves tumultueuses chez les ouvriers de Tiflis, les premières grèves dans la capitale du Caucase. Leur effet sur la classe ouvrière et sur l'intelligentsia révolutionnaire peut difficilement être imaginé aujourd'hui. Au cours des années suivantes, les grèves devinrent

1. E. Yaroslavsky, *op. cit.*, p. 17.

2. J. V. Staline, *Biographie*, p. 24.

3. *Piroveli Dassy* (le 1^{er} Groupe) soutenu par les hommes de gauche parmi les nobles Géorgiens avait défendu l'abolition du servage même avant 1865. L. Berya, *op. cit.*, p. 203, et S. T. Arkomed, *op. cit.*, pp. 172-179.

chose commune; leur fréquence est si grande qu'elle les a privées de leur caractère excitant. Mais les premières grèves apportaient la révélation d'une force insoupçonnée du mouvement ouvrier. C'était une nouvelle arme dans le conflit social et, comme le font les armes nouvelles, elles éveillèrent des espoirs et des craintes exagérés. Dirigeants et dirigés y voyaient également le signe de grands événements menaçants et de changements dramatiques. Et pour autant qu'il s'agisse de la Russie, cela n'était pas faux.

Tiflis était alors le centre d'une révolution industrielle en réduction. Sa vie reflétait la fraîche impulsion du capitalisme industriel sur le Caucase encore oriental, tribal et féodal. « Ce pays à la population montagnarde clairsemée, dans les années qui suivirent la réforme, resté à l'écart du développement de l'économie mondiale, à l'écart même de l'histoire commençait à se transformer; l'industrie du pétrole, le négoce des vins, les manufactures de tabac et les minoteries s'y développaient. » C'est ainsi que Lénine encore inconnu décrivait l'état du pays à la fin du siècle. Les industries pétrolières de Bakou et de Batoum se développaient avec l'aide des capitaux anglais et français. Aux industries énumérées par Lénine, l'extraction du riche minerai de manganèse de Chiatouri devait bientôt s'ajouter. En 1886-1887 la valeur totale de la production industrielle des deux régions de la Géorgie, celle de Tiflis et celle de Koutaïs, ne se montait qu'à 10 millions de roubles. En quatre ans cette valeur avait plus que triplé. En 1891-1892, elle atteignait 32 millions de roubles ¹. Dans la même période le nombre des travailleurs de l'industrie monta de 12.000 à 23.000, non compris le personnel des chemins de fer. Tiflis était le grand embranchement du chemin de fer transcaucasien, reliant la côte de la Caspienne à la mer Noire, Bakou à Batoum. Les ateliers de chemin de fer devinrent l'industrie principale de Tiflis même, et le plus important centre nerveux du mouvement ouvrier clandestin qui commençait à surgir au Caucase. Contrastant avec ces ateliers, les bruyants bazars constituaient le second élément dans la vie de la cité. Le jeune Djougachvili peut avoir passé des heures à observer les coutumes et les habitudes des commerçants orientaux. Ceux-ci laissèrent certainement une impression sur son esprit. Néanmoins, ce monde oriental « à l'écart même de l'histoire » n'était pas pour lui. Il était attiré par le nouvel élément de la vie caucasienne.

Deux ou trois anciens séminaristes devenus révolutionnaires étaient ses maîtres. En dehors de Sylvestre Djibladzé, figure dirigeante parmi les membres du *Messame Dassy* et trop important pour être l'ami intime du novice, il fréquentait deux autres camarades qui furent à la fois ses tuteurs et ses amis. C'étaient Sacha Tsouloukidzé et Lalo Ketskhoveli. Tsouloukidzé, de trois ans seulement plus âgé que Djougachvili, était déjà un homme de lettres de quelque réputation parmi les « messame dassistes ». Il servait la cause avec ferveur, mais était dévoré par une tuberculose qui l'emporta cinq ou six ans plus tard. Ses essais et articles publiés dans les journaux locaux géorgiens montraient son immense connaissance de la sociologie et étaient écrits avec beaucoup de brio et de sens littéraire. Parmi ses œuvres il y a une remarquable vulgarisation de la théorie économique de Marx ². Avec Sacha Tsouloukidzé, Djougachvili visitait par-

1. F. Makharadzé, *Trudy, etc.*, vol. I, pp. 489-490, et *Ocherki po Istorii Rabochevo Krestyanskovo Dvizheniya v Gruzii*, pp. 115-128.

2. Plus tard, Staline se souvenait de Tsouloukidzé avec gratitude. En 1927, il

fois les salles de rédaction du *Kvali* et écoutait, d'abord avec respect et, plus tard, avec un sourire à demi ironique, les paroles de sagesse prononcées par ses éditorialistes semi-libéraux et semi-socialistes.

Son autre maître et ami, Ketskhoveli, n'était pas homme de lettres. C'était un esprit beaucoup plus pratique. Depuis qu'il avait embrassé la nouvelle foi, il s'intéressait essentiellement à la façon d'y gagner de nouveaux adeptes. Il avait déjà vu quelque chose du monde en dehors du Caucase. Un des quatre-vingt-sept expulsés du séminaire en 1894, il était allé à Kiev, vieux centre de vie spirituelle et politique, moins provincial que Tiflis. Il passa à Kiev plusieurs années et prit contact avec les groupes clandestins socialistes qui étaient eux-mêmes en liaison avec leurs camarades de Saint-Petersbourg et même avec des dirigeants exilés en Suisse, en France et en Angleterre. Il était revenu dans le Caucase avide de faire quelque chose pour donner forme au mouvement dans sa province natale. Il cherchait autour de lui les moyens de créer une presse clandestine, première base solide, à son point de vue, d'un groupe propagandiste révolutionnaire. Le journal semi-libéral, semi-socialiste de Géorgie était inutile. Ses rédacteurs devaient regarder par-dessus leur épaule après chaque mot qu'ils écrivaient et soumettre chaque article à la censure tsariste. Une propagande aussi timide et émasculée ne pouvait convaincre personne et ne menait nulle part. A tout prix, les jeunes révolutionnaires, eux, devaient maintenant se libérer de la censure. Cela signifiait une presse clandestine. C'est vers ces questions plus pratiques que Ketskhoveli orienta l'esprit de Djougachvili quand il devint plus tard membre du *Messame Dassy*.

Ketskhoveli et Tsouloukidzé veillèrent à ce qu'on donne une tâche précise au nouvel apprenti révolutionnaire, celle d'instituer quelques cercles d'études pour ouvriers. Sa tâche était de faire des conférences sur le socialisme à quelques ouvriers des tabacs, à des maçons, des cordonniers, des tisserands, des imprimeurs et des conducteurs de tramways. Les ouvriers étaient rassemblés en petits groupes d'une douzaine, au plus une vingtaine de militants. A chaque étudiant volontaire était assignée une tâche semblable, car la jeune organisation avait grandement besoin de gens prêts à éduquer ceux de ses membres qui ne pouvaient se permettre de lire eux-mêmes les livres et les brochures exposant la doctrine. Les cercles se tenaient dans les taudis surpeuplés des travailleurs et l'air s'emplissait de la fumée âpre du « makhorka » ou d'une odeur de sueur et de crasse, pendant qu'un membre faisait le guet dans la rue pour que les autres ne soient pas surpris par la police. Le conférencier retirait probablement beaucoup de satisfaction morale de son travail. Celui-ci était récompensé par le sentiment exaltant d'une promotion. En apparence douce brebis dans le troupeau gardé par le moine Abachidzé, le voilà occupé à poser la dynamite spirituelle dans les fondations de l'Empire et de l'Eglise. Il était écouté respectueusement par des hommes souvent beaucoup plus vieux que lui et reconnu par eux comme un guide plein d'autorité.

Après de telles réunions, il était difficile et même humiliant d'avoir à réintégrer le sombre séminaire, de subir le contrôle des moines, d'avoir à

veilla à ce que les éditions d'Etat soviétiques réimpriment en livre les essais de Tsouloukidzé parus dans de nombreux petits périodiques géorgiens.

inventer des excuses pour une absence d'une longueur inhabituelle, de porter un masque de piété et de se noyer dans la troupe des prêtres chantant dans la chapelle. C'était une double vie et ce, dans un double sens. Non seulement, l'incroyant devait simuler l'orthodoxie, mais le révolutionnaire qui passait déjà pour quelqu'un dans la ville et commençait à se comporter en personnage public avait à retomber au rôle d'élève soumis, commandé et intimidé par ses supérieurs. Combien de temps allait-il pouvoir subir cette situation?

Pendant les deux dernières années, Djougachvili a dû souvent se poser cette question. Il trompait les moines de la façon la plus impudente et la plus hypocrite. Mais cela ne lui donnait ni scrupules ni remords. Il rendait tromperie pour tromperie. Ne l'espionnaient-ils pas et ne cuisinaient-ils pas son entourage en son absence? Leur enseignement n'était-il pas une monstrueuse tromperie? Sa propre hypocrisie était seulement une réponse à la leur. Il sortit plus fort de ce duel de mensonge et de dissimulation et, sans doute, son succès et l'amusement qu'il y trouvait l'aiderent-ils à tolérer une situation presque intolérable. Il pouvait naturellement faire ses bagages et dire au revoir aux moines. Mais ensuite? Il n'avait pas de quoi subsister en dehors du séminaire. L'organisation était terriblement pauvre et ne pouvait pas l'aider. Il ne souhaitait pas devenir une charge pour sa mère. La perspective de devenir ouvrier d'usine ou employé ne lui souriait non plus en aucune façon; le séminaire était déplaisant mais il lui laissait assez de temps pour discuter, rêver et lire et il ne voulait pas abandonner cela. Un jeune homme plus impulsif ou à l'ambition plus idéaliste aurait claqué la porte du séminaire sans se soucier des conséquences. Mais ce fils de serfs affranchis depuis peu, bien qu'il travaillât alors à changer la vie d'un peuple entier, avait hérité quelque chose de l'immobilité, de l'inertie des paysans qui craignent tout changement. Il est vrai que pour rester au séminaire il fallait constamment garder le secret et dissimuler, mais cela il avait eu à le pratiquer depuis son enfance et c'était maintenant chez lui presque une seconde nature.

Néanmoins, sa position était devenue de plus en plus difficile. Les observations portées sur son livret scolaire, au cours des derniers mois de son séjour au séminaire, ne font pas mention d'une quelconque propagande socialiste de sa part. Il trouvait apparemment le moyen de dissimuler cet aspect de son activité. Mais ses conflits avec les autorités devenaient toujours plus forts. Un rapport du 29 septembre 1898 déclarait : « A neuf heures du matin, un groupe d'étudiants était rassemblé dans la salle à manger autour de Joseph Djougachvili qui leur lisait des livres défendus par les autorités du séminaire. Il a donc été procédé à une fouille sur les élèves. » Quelques semaines plus tard, il est noté que : « au cours d'une fouille des étudiants... Joseph Djougachvili essaya plusieurs fois de prendre la parole... pour exprimer le mécontentement causé par les fouilles répétées et déclarer que de telles fouilles ne sont jamais faites dans les autres séminaires. Djougachvili est généralement irrespectueux et grossier envers les autorités... ».

Quelques mois seulement après son adhésion au *Messame Dassy*, le dilemme qui se posait à lui fut tranché par les moines. En mai 1899, il

fut expulsé du séminaire pour le motif que, pour des « raisons inconnues », il n'assistait pas aux interrogations. Il déclara lui-même plus tard qu'il avait été renvoyé pour « propagande marxiste ». Ce n'était pas la raison donnée par les autorités du séminaire, qui tout de même le suspectaient indubitablement de déloyauté politique. L'expulsé eut peu de regrets à quitter le monastère-caserne dans lequel il avait passé cinq années importantes.

Le fait que les parents de Djougachvili-Staline étaient nés serfs le distingue de presque toutes les autres figures dirigeantes de la Révolution. La plupart d'entre elles venaient de milieux tout à fait différents, de l'aristocratie, des classes moyennes et de l'intelligentsia. Lorsqu'il faisait ses études, Lénine, avec sa curiosité intellectuelle aiguë, avait vu la vie des paysans de près. Mais, fils d'un inspecteur d'école anobli, il n'était pas de leur classe, il n'en était pas issu. Trotsky vit d'abord la pauvreté et l'exploitation de la fenêtre d'un propriétaire juif parvenu, dont il était le fils. Zinoviev, Kamenev, Boukharine, Rakovsky, Lounatcharsky, Tchitcherine et des centaines d'autres connaissaient les maux contre lesquels ils étaient partis en guerre d'une distance encore plus grande. Pour la plupart d'entre eux, l'exploitation capitaliste, plus encore le servage, étaient des formules sociologiques qu'ils utilisaient avec une plus ou moins grande pénétration. Mais les réalités qui étaient derrière ces formules ne faisaient pas partie de leur expérience personnelle. Quelques bolcheviks éminents comme Kalinine, Tomsy et Chlyapnikov étaient eux-mêmes ouvriers et, ainsi que la plupart des ouvriers russes, ils avaient des racines dans la campagne. Mais à peu près aucun d'entre eux n'avait respiré dans son enfance l'atmosphère du servage aussi directement, et aussi pleinement, que le fit Djougachvili-Staline.

A l'âge de vingt ans, Djougachvili s'était, certes, beaucoup élevé au-dessus de sa condition originelle. Il appartenait maintenant à l'intelligentsia, non naturellement à sa couche respectable et établie, bien consciente de sa place et de sa valeur dans la société, mais à une frange quelque peu nomade de déclassés. Rien toutefois ne pouvait lui enlever un sentiment presque physique d'affinité avec ceux qui étaient tout en bas de l'échelle sociale. Les révolutionnaires issus des classes supérieures ne connaissaient par contacts personnels que l'élite de la classe ouvrière, les ouvriers intelligents capables de faire de la propagande socialiste et désireux de fréquenter les intellectuels idéalistes. Ils décrivaient la grande inertie des masses qui n'étaient pas aussi accessibles aux notions socialistes que les couches encore inconscientes et arriérées du prolétariat. Les révolutionnaires marxistes se rendaient compte du poids mort de ce retard. Ils se rappelaient le sort des révolutionnaires des classes supérieures de la génération précédente, qui allaient par idéal au peuple pour travailler dans son sein à son bonheur, et furent massacrés bestialement par les paysans méfiants ou dénoncés par eux aux gendarmes. Mais les marxistes espéraient que l'évolution et l'expérience politique amèneraient un jour au socialisme les arriérés et les inconscients eux-mêmes. Jusque-là les théoriciens et les propagandistes, eux, ne parlaient pas le même langage que les masses encore somnolentes. D'un autre côté, les premières impulsions qui menaient vers le socialisme les jeunes gens des classes supérieures étaient faites de sympathie humani-

taire mélangée d'un sentiment de culpabilité. De tels sentiments leur faisaient voir dans les classes opprimées une personnification de la vertu et de la noblesse d'esprit.

Le jeune Djougachvili devait avoir perçu d'une manière exceptionnelle, presque intuitive, les éléments de retard dans la vie et la politique russes. Ce sentiment devait s'amplifier dans les années à venir. Lui aussi s'intéressait maintenant surtout aux ouvriers avancés, parce que ce n'était que par eux que l'on pouvait toucher les masses arriérées et les sortir de leur inertie et de leur humilité, mais il ne se laissait pas emporter par d'ardents espoirs ou par des généralisations idéalistes concernant la classe ouvrière. Il traitait avec une méfiance sceptique non seulement les oppresseurs, les propriétaires, les capitalistes, les moines et les gendarmes tsaristes, mais aussi les opprimés, les ouvriers et les paysans dont il avait embrassé la cause. Il n'y avait aucune trace de sentiment de culpabilité à l'origine de son socialisme. Il avait sans aucun doute des sympathies pour la classe dans laquelle il était né, mais la haine qu'il ressentait envers la classe des dirigeants et des propriétaires a, semble-t-il, été beaucoup plus forte. La haine de classe ressentie et prêchée par les révolutionnaires venus des classes supérieures était une sorte de passion seconde qui grandissait en eux avec leurs convictions théoriques. La haine de classe chez Djougachvili n'était pas une seconde nature, c'était ce qui primait. Les enseignements socialistes lui apparaissaient comme la sanction morale de sa propre passion. Il n'y avait pas un lambeau de sentimentalisme dans son choix. Son socialisme était froid, sobre et âpre.

Ces traits de son caractère lui servirent bien par la suite. Mais ils comportaient pour lui d'importants handicaps. Les révolutionnaires venus des classes supérieures entrèrent dans le mouvement socialiste avec un héritage de traditions culturelles. Ils se rebellaient contre les croyances et les préjugés de leur entourage natal, mais ils apportaient aussi dans le milieu révolutionnaire quelques valeurs et qualités de leur propre milieu; pas seulement des connaissances, mais aussi un raffinement de la pensée, de la parole et des manières. En effet, leur rébellion socialiste était elle-même le produit d'une sensibilité morale et d'un raffinement intellectuel. C'étaient précisément les qualités dont la vie n'avait pas pourvu Djougachvili. Au contraire, il avait eu à surmonter tant de vilenies physiques et morales sur son chemin que sa sensibilité et son goût en avaient été marqués. Peu des autres dirigeants éprouvaient quelque sentiment d'infériorité sociale. La plupart d'entre eux, s'ils avaient choisi une voie plus paisible et moins aventurée auraient pu faire une carrière brillante et respectable. Un homme du génie de Lénine aurait pu devenir un grand dirigeant national dans n'importe quel régime. Trotsky était un homme de lettres de grande valeur. Un Kamenev, un Lounatcharsky ou un Boukharine pouvaient s'élever aux plus hautes fonctions dans le monde académique. Tous étaient infiniment doués comme orateurs ou écrivains, penseurs de grande envergure, d'imagination, pleins d'originalité, et ils manifestèrent leurs dons à un âge particulièrement précoce. Le jeune Djougachvili était doué d'un jugement et d'un bon sens remarquables; mais l'imagination et l'originalité n'étaient pas son fort. Il pouvait faire des conférences d'une manière cohérente dans un petit cercle d'ouvriers, mais ce n'était pas un orateur. Il n'était pas non plus, comme le temps l'a montré, un brillant écrivain.

Dans la Russie officielle où régnait un esprit de caste, un fils de paysans géorgiens ne pouvait pas s'élever haut dans l'échelle sociale, même avec beaucoup d'ambition, d'opiniâtreté et de chance. Dans l'Eglise, il serait devenu, au mieux, un autre Abachidzé. Ces circonstances avaient inévitablement développé en lui un certain sentiment d'infériorité dont il ne se débarrassa pas durant toute la période de son socialisme clandestin.

CHAPITRE II

LE SOCIALISME CLANDESTIN

Les artisans de la révolution future. — Marxistes contre Narodniks. — Plékhanov et Lénine : leur influence au Caucase. — Staline devient employé à l'Observatoire de Tiflis (1899). — Son activité révolutionnaire le force à devenir clandestin (1901). — Il édite Brdzola (La Lutte). — Son premier texte politique. — Attitude envers la bourgeoisie. — Une arme contre la tyrannie : la curiosité du peuple. — Staline quitte Tiflis pour Batoum (1901). — Il commence à utiliser le pseudonyme de Koba (L'Indomptable). — Il organise une imprimerie clandestine. — Heurt entre les ouvriers et la troupe. — Staline arrêté (1902).

Djougachvili adhéra au *Messame Dassy* en août 1898. Au début de la même année, quelques socialistes, moins d'une douzaine, s'étaient réunis en conférence secrète dans la ville de Minsk pour proclamer la fondation du Parti Ouvrier Social-Démocrate Russe. La concordance des dates montre que Djougachvili rejoignit les rangs socialistes à un moment significatif, alors que le mouvement arrivait à un tournant. Rien qui ressemblât à un parti socialiste organisé dans tout le pays n'existait en Russie à cette époque. Il n'y avait que de petits groupes de propagandistes composés en majeure partie d'intellectuels. Les thèses et les discussions qui avaient cours parmi ces petits groupes attiraient difficilement l'attention des non-initiés; et même à présent elles seraient considérées par des observateurs superficiels comme des exercices doctrinaires sans intérêt. Mais ces propagandistes « sectaires » étaient les artisans réels de l'histoire, les savants et les artistes de la révolution future.

Tout au long du siècle, les bouillants esprits de l'intelligentsia russe s'étaient révoltés contre l'oppression autocratique des Tsars; mais c'est seulement vers la fin du siècle que le socialisme marxiste devint la tendance dominante dans l'opposition révolutionnaire. Jusqu'à la fin des années 80, une variété de socialisme agraire, représentée par les *Narodniks*, ou populistes, prédominait. Les *Narodniks* croyaient que la Russie agraire et féodale éviterait les maux de l'industrialisme moderne avec sa recherche du profit, pour parvenir à un ordre socialiste qui lui soit propre, basé sur le *Mir* ou *Obchtchina*, communauté primitive de la terre qui avait survécu dans les campagnes. Il n'était besoin, à leurs yeux, pour réaliser la liberté sociale et spirituelle que d'abolir le servage et l'autocratie. Cela obtenu, le salut socialiste de la Russie serait assuré; et la paysannerie — non le prolé-

tariat industriel — serait alors la classe dirigeante, la force créatrice de la nation. La plupart des *Narodniks* étaient des révolutionnaires slavophiles, opposés à l'extension de l'influence européenne dans leur pays.

Mais dans leurs propres rangs une autre tendance apparaissait influencée elle-même par la pensée socialiste d'Europe occidentale. L'année où naquit Djougachvili, une conférence secrète des *Narodniks*, tenue à Voronège, se scinda en deux groupes : l'un restait attaché aux conceptions agrariennes traditionnelles; l'autre, dirigé par Georges Plékhanov, commença bientôt à greffer les idées du socialisme industriel occidental sur le mouvement révolutionnaire russe. Plékhanov lui-même devint l'un des interprètes les plus doués de la philosophie et de la sociologie marxistes en Russie, fut le maître de Lénine et de toute une génération de révolutionnaires russes. Plékhanov annonçait avec assurance que l'industrie capitaliste allait envahir la Russie et détruire la structure patriarcale-féodale et les communes rurales primitives sur lesquelles les *Narodniks* voulaient fonder leur socialisme. Une classe ouvrière, expliquait-il, était sur le point de se développer avec l'industrie urbaine et combattrait pour un socialisme industriel sur un modèle très proche de celui de l'Europe occidentale. L'idée d'un socialisme rural slave particulier, issu en droite ligne d'une société purement féodale, était une utopie qui s'évanouirait bientôt dans l'air. Plékhanov concluait que les révolutionnaires devaient maintenant commencer à organiser la classe ouvrière industrielle.

Il était bien en avant de son temps. L'industrie moderne commençait seulement à lancer ses premières et frêles racines en Russie. Seul un penseur très intrépide pouvait voir une grande signification à ces modestes débuts et gager tout son espoir social et politique sur un prolétariat industriel presque inexistant. C'étaient les marxistes et non les *Narodniks* qui paraissaient prêcher l'Utopie¹.

Cette discussion fondamentale était prolongée par une controverse sur la tactique. Les *Narodniks* s'efforçaient, ou bien de dresser les paysans contre l'autocratie (tentative qui resta sans grand succès), ou bien de la détruire par des attentats contre la vie du Tsar lui-même ou contre celle de ses ministres et gouverneurs. Puisqu'ils croyaient que leur socialisme agraire était virtuellement vivant sous la dure écorce de l'autocratie féodale, il n'était que naturel, de leur point de vue, d'essayer de briser cette écorce. Ils parvinrent à un triomphe apparent en 1881, lorsqu'ils réussirent à assassiner le Tsar Alexandre II.

Les terroristes étaient des hommes et des femmes aux qualités morales et intellectuelles les plus hautes, « phalanges de héros nourris, comme Romulus et Rémus, du lait de bêtes sauvages ». La plupart d'entre eux étaient des fils et filles de familles aristocratiques, ou pour le moins nobles, qui offraient leur vie pour le salut du peuple; l'une des figures centrales de la conspiration était Sophie Pérovskaya, la fille du gouverneur de Saint-Petersbourg. Mais leur véritable triomphe — l'assassinat du Tsar — devint la source de leur désillusion et de leur déclin. Ils avaient espéré que l'ordre haï s'effondrerait sous le coup. En réalité, ils visaient à supprimer un autocrate mais non l'autocratie. A Alexandre II succéda Alexandre III dont la

1. Il est assez curieux que Marx lui-même ait refusé de soutenir les marxistes russes dans leur controverse avec les *Narodniks*. Voir ses lettres à Vera Zassoulitch dans son *Perepiska K. Marxa i F. Engelsa s Russkimi Politicheskimi de y Atelami*.

tyrannie était encore plus cruelle. Les marxistes ne voulaient avoir rien de commun avec les méthodes terroristes. L'assassinat des individus — ou « terreur individuelle » comme ils l'appelaient — était inutile. Ce qui était nécessaire, arguaient-ils, c'était de renverser un système, et un système ne dépendait pas d'une poignée d'individus. Ils plaçaient leurs espoirs dans le prolétariat industriel agissant en masse contre l'autocratie; mais, tant que le prolétariat était encore numériquement trop faible pour agir, ils n'avaient pas d'autre choix que d'attendre que le développement de l'industrie crée de grands bataillons de travailleurs. Pendant ce temps, ils pouvaient seulement faire de la propagande, organiser les adeptes du socialisme et créer des groupes isolés de gens de même opinion.

Le temps prouva que les prévisions marxistes étaient justes. Comme les années s'écoulèrent, l'industrie et avec elle les classes travailleuses grandirent en nombre et en force, et l'agitation ouvrière se multiplia. Dans les années 90, les doctrines des *Narodniks* paraissaient surannées et vieilles aux yeux des jeunes révolutionnaires. Quand, en 1894, année de l'entrée de Djougachvili au séminaire, le jeune Lénine publia sa brochure : *Qui sont les Amis du Peuple?* dans laquelle il attaquait les *Narodniks*, une première pelletée de terre était jetée sur leur cadavre. Néanmoins, une autre version plus récente du socialisme agraire fit son apparition quelques années plus tard.

Il y avait un paradoxe curieux dans la pensée des marxistes russes. Dans leur polémique avec les *Narodniks*, ils arguaient que, pour que le socialisme devienne possible en Russie, le capitalisme devrait d'abord se développer. Pour eux, le socialisme sans industrie moderne était en fait une contradiction. En Europe occidentale, les socialistes pouvaient bien travailler à renverser le capitalisme, mais en Russie tous les espoirs reposaient sur sa croissance et son développement. Comme ils voyaient dans le capitalisme une étape sur le chemin qui menait du féodalisme au socialisme, ils exagéraient les avantages de cette étape, ses caractères progressifs, son influence civilisatrice, son atmosphère attirante et ainsi de suite. Plusieurs des premiers écrits des marxistes russes, y compris ceux de Plékhanov et de Lénine, même ceux de Staline, sont presque des apologies du capitalisme libéral d'Europe occidentale. Ce paradoxe conduisit inévitablement à l'équivoque. Quelques-uns des propagandistes mettaient l'accent sur un aspect des arguments marxistes, quelques-uns sur d'autres. Quelques-uns avaient pour objectif le socialisme, d'autres avaient les yeux fixés sur l'étape du capitalisme. Autrement dit, certains étaient des socialistes, tandis que les autres étaient des libéraux bourgeois utilisant le langage marxiste pour défendre le capitalisme comme progressif. Alors qu'en Europe occidentale c'était le socialisme qui se présentait comme un rejeton illégitime du libéralisme, en Russie c'est le libéralisme qui était, au moins en partie, un surgen du socialisme. Plus ces conceptions qui avaient fait route ensemble s'approchaient de l'auberge, plus clairement éclataient leurs divergences.

A la fin du siècle, la scission entre les marxistes et les soi-disant marxistes légaux devint irrémédiable. Les « marxistes légaux » (ainsi appelés parce qu'ils ne prêchaient la doctrine que sous une forme abstraite qui pouvait être admise par la censure tsariste) étaient groupés autour de quelques économistes ou sociologues éminents : Strouvé, Tougan-Baranovsky, Boul-

gakov et autres, qui utilisaient la méthode marxiste pour des analyses économiques et sociologiques, mais ignoraient ou rejetaient les aspects révolutionnaires du marxisme¹. Cette scission provoqua de la confusion parmi les adeptes du marxisme, surtout parce que pendant longtemps le marxisme avait attiré indubitablement beaucoup de gens modérés². Sa critique du « terrorisme individuel » et sa répulsion à l'égard des organisateurs d'assassinats et d'attentats l'avaient fait apparaître comme la plus modérée des doctrines révolutionnaires ayant cours. Plékhanov et Lénine (de même que leurs éminents amis Axelrod, Zassoulitch, Martov) avaient fort à faire pour surmonter cette confusion, restaurer les conclusions révolutionnaires de leur école et pour tracer les limites entre le libéralisme et le socialisme.

La controverse faisait rage dans les livres, les brochures et les revues. Elle agitait tous les centres d'opposition politique en Russie; Tiflis aussi fut touché. Le *Messame Dassy* était un groupement assez vague de tous ceux qui se réclamaient des principes marxistes; mais le point de vue de ses membres modérés était teinté de « marxisme légal ». La discussion était entrée dans une phase assez avancée lorsque Djougachvili adhéra au *Messame Dassy*. L'aile droite dirigée par Jordania l'emportait. Djougachvili rejoignit la minorité de gauche³.

Cette discussion était à peine terminée qu'une autre s'éleva. Les premiers grèves et conflits du travail encouragèrent une nouvelle tendance, « l'économisme ». Cette étiquette particulière servait aux socialistes russes à désigner ce que les Français appellent syndicalisme pur, c'est-à-dire non politique. Les « économistes » voulaient limiter leur activité au soutien des revendications ouvrières pour le relèvement des salaires et l'amélioration des conditions de travail, sans préoccupation politique d'aucune sorte. Ils craignaient que les déclarations politiques « sauvages » contre le Tsar et la propagande pour le socialisme ne fussent des causes de division dans les classes laborieuses, qui — croyaient-ils — s'intéressaient aux problèmes du pain quotidien et à peu de choses autres. Les socialistes partisans de l'action politique rétorquaient que les « économistes » rabaissaient et méprisaient la classe ouvrière. Les événements, disaient-ils, allaient montrer que les ouvriers peuvent devenir la classe politiquement pensante et que la propagande socialiste leur apprendrait l'importance de la politique. Mais ils ne s'élèveraient certainement jamais au-dessus du pain quotidien si leurs chefs eux-mêmes avaient peur de parler de politique. Jusqu'en 1901, les « économistes » eurent toujours la majorité dans les conférences socialistes à l'étranger. Mais les politiques ne se décourageaient pas, ils parvinrent à gagner les hésitants contre la majorité. Au Caucase, en particulier, les « éco-

1. Par la suite les marxistes légaux devinrent les porte-parole du libéralisme conservateur et du monarchisme. Tougan-Baranovsky était connu en Occident comme auteur d'une histoire marxiste des cycles économiques du XIX^e siècle.

2. C'était une plaisanterie courante que la remarque « dans le monde entier les marxistes constituent un parti de la classe ouvrière, en Russie seulement ils sont le parti du grand Capital ». M. N. Pokrousky, *Brève Histoire de la Russie*, vol. II, p. 72.

3. En l'occurrence Noah Jordania, leader de la majorité, n'était pas un « marxiste légal » typique, mais devint plus tard le dirigeant reconnu des Mencheviks géorgiens. Après 1917, il fut élu président de la République de Géorgie et il fut chassé de son pays par l'invasion soviétique, personnellement ordonnée par Staline en février 1921. Les discussions de Tiflis à la fin du siècle furent en quelque sorte un prologue de ce drame futur.

nomistes » furent pour un court temps plus forts que les politiques. Mais des envoyés de Plékhanov et Lénine à Tiflis se mirent au travail et l'influence de « l'économisme » commença à régresser. Les gens à qui le jeune Djougachvili se mêlait, Tsouloukidzé, Ketskhoveli et autres soutenaient comme lui-même la politique révolutionnaire contre « l'économisme ».

Finalement deux autres points, étroitement liés d'ailleurs, retenaient l'attention des jeunes socialistes. Leur nombre s'accroissait alors de plus en plus rapidement; en 1900, ils étaient plusieurs centaines rien qu'à Tiflis. Ce qui était plus important encore, c'est que dans les groupes clandestins il y avait plus d'ouvriers que d'intellectuels : les liaisons avec les usines étaient solides et, maintenant, la grande masse des travailleurs pouvait être touchée. Le temps était bien venu de passer des lectures sur les principes socialistes devant quelques douzaines d'individus bien choisis au travail syndical et politique systématique dans les masses. Dans le jargon russe, cela fut appelé « transition de la propagande à l'agitation ». Propagande s'entendait alors dans un sens extrêmement différent de ce que le mot est arrivé à signifier aujourd'hui. Il ne s'agissait pas d'étourdir le grand public avec d'habiles trucs publicitaires, de « vendre une idée » aux crédules, ou d'imposer des chefs. C'était l'exact opposé. Il s'agissait d'une discussion de principes, modeste et sérieuse, dans de petits groupes d'études, d'un commerce d'idées plus que de mots d'ordre. C'est alors, au passage d'un siècle à l'autre, que les socialistes russes sentirent qu'une telle propagande n'était plus suffisante. Pour un travail politique systématique sur une échelle de masses, ils avaient besoin d'un parti organisé, avec une direction nationale reconnue, qui ait à sa disposition assez de ressources morales et matérielles pour conduire, éclairer et coordonner les activités des divers groupes locaux. Ce qu'il manquait, en d'autres termes, c'était un parti à l'échelle de la nation, d'une certaine cohésion, d'une certaine puissance d'attaque.

Plus de vingt ans après que Plékhanov avait provoqué la scission de la conférence de *Narodnik* à Voronège, aucun parti de ce genre ne s'était encore constitué : seuls des groupes locaux dirigés par des chefs locaux existaient, il en était encore ainsi quand Djougachvili devint socialiste. La conférence qui se tint à Minsk en 1898 fut la première tentative pour créer un parti. Mais presque tous les participants furent pris par la police et leurs résolutions étaient destinées à rester sur le papier quelque temps encore. Le principal porte-parole du marxisme, Plékhanov, vivait en exil en Europe occidentale et avait tendance à perdre le contact avec la Russie. Les jeunes socialistes ressentaient un besoin aigu d'unifier les groupes dispersés. Perdu dans un village du Nord-Est de la Sibérie, dans la province de Yénisséï, à cinq cents kilomètres de la station de chemin de fer la plus proche, Lénine, âgé alors de trente ans, attendait impatiemment la fin proche de sa déportation. En Sibérie, il avait écrit plusieurs essais et un copieux et pesant traité économique sur le *Développement du capitalisme en Russie*, qui lui valut du premier coup une réputation d'écrivain marxiste de premier plan. Mais l'exilé ne se satisfaisait pas d'un succès littéraire. Il était dévoré par l'ambition de construire un véritable parti socialiste.

Libéré de Sibérie, Lénine reprit contact avec ses amis de Saint-Pétersbourg et de Moscou. Ceux-ci soutenaient qu'il fallait consulter le « grand vieux » Plékhanov et ses amis pour travailler avec eux. Lénine s'empressa

aussitôt de le faire. Au bout de quelques mois il partit à l'étranger et créa les liens entre les vieux et les jeunes marxistes. Le résultat ne fut pas encore un parti, mais une entreprise qui, malgré des apparences beaucoup plus modestes, devait entrer dans l'histoire russe et même mondiale. Dans les derniers jours de 1900, le premier numéro d'un nouveau périodique appelé *Iskra* (*L'Étincelle*) fut publié à Stuttgart. Le nom de cette feuille était un symbole; de cette étincelle devait jaillir l'incendie de la Révolution russe. Les éditeurs ne bornaient pas leur rôle à commenter les événements d'actualité dans un journal. Ils faisaient en sorte que leur feuille atteignît régulièrement les lecteurs en Russie; les exemplaires passaient en fraude la frontière, grâce aux membres du mouvement clandestin. Il n'y avait rien d'extraordinaire ni de nouveau à cela; les nombreuses publications russes qui, depuis des décades, avaient été éditées par les exilés entraient en Russie de la même manière, peut-être seulement moins régulièrement. Le caractère réellement nouveau de l'*Iskra*, caractère qui devait rendre son aventure unique dans toute l'histoire du journalisme, était que cette feuille était aussi le centre organisateur du parti clandestin à l'intérieur de la Russie. Le comité de rédaction possédait un certain nombre de propagandistes et d'agents qui voyageaient secrètement à travers tout le pays, se mettaient en contact avec les groupes locaux ou créaient des groupes là où il n'en existait pas, et veillaient à ce que les groupes entretiennent une correspondance régulière avec le comité de rédaction à l'étranger, de façon à agir suivant ses directives. C'est ainsi que tous les fils du mouvement clandestin jusqu'alors inorganisé, se trouvèrent bientôt converger à la rédaction de l'*Iskra* qui s'était transportée de Munich à Genève, puis à Londres, hors d'atteinte de la police tsariste. Les éditeurs de cette feuille acquirent vite une bonne appréciation sur la force et la vie intérieure des groupes dispersés à travers tout l'empire russe; et d'une équipe de commentateurs et de journalistes ils se transformèrent en une sorte de pouvoir exécutif véritable du mouvement clandestin. Ils étaient maintenant en mesure de donner au mouvement informel et balbutiant l'allure d'un parti national. Tous les socialistes qui, en Russie, partageaient ces vues se nommèrent *Iskrovoïtsy* ou « hommes de l'*Iskra* ». Le modeste journal devenait ainsi un levier de la révolution.

Le Caucase n'était pas négligé par les propagandistes de l'*Iskra*. A Tiflis, de jeunes socialistes étaient prêts à se ranger parmi les hommes de l'*Iskra* et Djougachvili était l'un d'eux. Comme les autres, il attendait impatiemment maintenant les numéros successifs du journal, qui parvenaient par courrier clandestin, à de longs intervalles. L'arrivée d'un nouveau numéro était un événement fêté. Il y avait là une autorité intellectuelle à laquelle il pouvait prêter confiance, car chaque numéro de l'*Iskra* fournissait un aliment à l'esprit et une abondance d'arguments solides, qui pouvaient utilement être introduits dans le débat avec les adversaires. Cette publication renforçait ainsi la confiance en soi du jeune homme. Il pouvait maintenant confondre ses adversaires avec des arguments acérés et des phrases tranchantes forgées par les dirigeants théoriques de l'étranger, et un peu du crédit accordé à ceux-ci revenait aux hommes qui luttèrent sur place. Il était naturellement trop jeune et trop peu instruit, bien qu'il fût l'un des porte-drapeau locaux, pour apporter à l'*Iskra* une contribution personnelle quelconque. Mais son esprit était assez entraîné à assimiler les

grandes lignes, sinon toutes les nuances subtiles, des conceptions qu'elle proposait. Aux ouvriers dont il avait la charge politique, il apportait maintenant autre chose que les idées générales du socialisme et les raisons pour lesquelles il fallait combattre le tsarisme et l'exploitation capitaliste : il avait aussi des arguments particuliers contre le socialisme agraire, le « marxisme légal » et « l'économisme ». Toute son activité intellectuelle était désormais fondée sur ces lignes de raisonnement et il y trouva le fond de ses propres écrits géorgiens.

Les deux années qui suivirent son renvoi du séminaire devinrent ainsi une phase importante dans son développement mental et politique. Quand il avait quitté le séminaire, ses conceptions socialistes semblaient encore vagues. Il subissait l'attrait de la théorie marxiste. Mais il avait du mal à se familiariser avec elle, encore plus à l'assimiler. Son patriotisme géorgien cédait le pas à une conviction plus large, à la croyance que le socialisme international en finirait avec l'oppression nationale et raciale aussi bien qu'avec l'exploitation économique. Mais le sentiment patriotique demeurerait toujours présent, semble-t-il. Deux ans plus tard, sans doute sous l'influence des œuvres de Plékhanov, Lénine et leurs compagnons, son opinion était faite, à en juger par ses premiers essais politiques publiés en 1901. Ses tendances au patriotisme géorgien étaient surmontées. Toute son attention était absorbée par le problème « social », distingué du problème « national »; et il parlait déjà le langage d'un marxiste convaincu et intransigeant.

Quelques mois après son renvoi du séminaire, du mois de mai à la fin de 1899, Djougachvili ne trouva pas d'emploi et n'eut pas de domicile fixe. Il passa une partie de son temps avec sa mère à Gori, puis retourna à Tiflis où il vécut probablement chez quelques-uns des travailleurs conscients qui suivaient ses conférences. Ses amis lui procurèrent l'occasion de gagner un peu d'argent en donnant des leçons dans les maisons petites-bourgeoises. À la fin de l'année il trouva une place d'employé à l'Observatoire de Tiflis. Son salaire était mince, mais cet emploi comportait d'importants avantages. Il n'était pas astreint à trop de travail; et il avait une chambre à lui dans l'Observatoire, pour la première fois il avait une vie privée. Maintenant il pouvait, à l'occasion, tenir des réunions dans sa chambre, avec l'espoir que la respectable couverture de l'Observatoire le mettrait à l'abri, pour un temps, des yeux de la police. Cela était important car au cours des derniers mois la police avait arrêté plusieurs membres de *Messame Dassy*. Il y avait échappé. Il savait comment se rendre insoupçonnable. Prudent, taciturne, sur ses gardes et doué d'une grande présence d'esprit, il était déjà sous bien des rapports l'idéal du militant clandestin.

Durant ses premiers mois à l'Observatoire, il prépara activement avec d'autres la première manifestation du 1^{er} Mai au Caucase. C'était un défi à l'autorité en même temps qu'un acte de solidarité avec les travailleurs d'Europe. Défi encore un peu timide. Ce jour-là, quatre ou cinq cents ouvriers quittèrent la ville et se rassemblèrent au lac Salé, dans la grande banlieue de Tiflis, où il était vraisemblable que la police ne les surveillerait pas. Là, les manifestants se formèrent en cortège et déployèrent des drapeaux rouges. Ils brandirent des portraits de Marx et Engels faits par des amateurs. Ce modeste meeting ressemblait plutôt à une procession

religieuse orthodoxe où les icônes et les images saintes étaient remplacées par les portraits de Marx et Engels. Djougachvili s'adressa à l'assemblée. C'était son premier discours public. Il y eut encore deux ou trois discours suivis du chant d'hymnes socialistes, puis le petit attroupement se dispersa bien vite. Rétrospectivement, cet événement peut paraître complètement dénué d'importance; le comportement des manifestants peut sembler extrêmement timide. Mais, dans l'atmosphère de ces jours, cela avait un aspect bien différent. C'est de cette manière que le socialisme commençait à rassembler ses forces; au 1^{er} Mai suivant les manifestants allaient défier l'*Okhrana* en plein cœur de la ville¹.

Les deux autres événements de quelque importance dans cette année qui, par ailleurs, en comptait peu, furent une grève des ateliers de chemins de fer et l'arrivée à Tiflis d'un ami de Lénine, Victor Kurnatovsky. Djougachvili eut un certain rôle dans cette grève; il discuta avec ses camarades de la tactique gréviste des cheminots et aida à sortir des tracts. Mais la grève était conduite par les cheminots qualifiés et par des Russes déportés, Kalinine, Allilouyev et autres². L'arrivée de Kurnatovsky à Tiflis donna une impulsion au mouvement socialiste. Cet ami de Lénine dut sans doute parler à la fois de l'homme qu'il admirait et des idées et des plans qui étaient les siens. De l'avis de tous, l'émissaire de Lénine attirait lui-même la sympathie. Il devint plus tard un héros légendaire de la Révolution de 1905. Il fit grande impression sur Djougachvili qu'il considéra de son côté comme un membre de l'équipe dirigeante locale en qui il pouvait avoir confiance; mais il n'y eut pas de liens étroits entre eux³.

L'année 1901 allait être riche en événements. Le 1^{er} Mai fut une grande aventure du socialisme, de bien plus grande portée que l'année précédente. Le défi lancé aux autorités fut plus audacieux et plus direct. « Les travailleurs de toute la Russie, précisait un tract publié à Tiflis, ont décidé de célébrer ouvertement le 1^{er} Mai dans les plus grandes rues de leur ville. Ils déclarent fièrement aux autorités que les cravaches et les sabres des Cosaques, les tortures de la police et de la gendarmerie ne leur font pas peur⁴. » L'*Okhrana* de Tiflis décida de frapper la première. Le 21 mars, Kurnatovsky et les plus actifs des socialistes locaux furent emprisonnés. La chambre de Djougachvili à l'Observatoire fut perquisitionnée; la police avait fini par voir clair dans le jeu de cet employé insoupçonnable. Djougachvili n'était pas chez lui et échappa à l'arrestation. Mais il ne pouvait revenir à l'Observatoire et devait dire adieu à son si confortable emploi. Il ne pouvait pas non plus vivre ailleurs sous son vrai nom, car la police aurait immédiatement retrouvé sa trace. Il ne pouvait pas continuer plus longtemps à mener une existence légale. Il lui fallait changer d'identité. Même auparavant, peu de camarades avaient connu son nom véritable; la plupart l'appelaient de divers pseudonymes. A partir de maintenant, toute son existence allait se dissimuler sous des pseudonymes et des faux papiers;

1. Okhrana ou troisième bureau, était la police politique créée en 1881 après l'assassinat d'Alexandre II. Une description de cette manifestation est donnée par F. Makharadzé et G. V. Khachapuridzé, *Ocherki po Istorii Robochevo i Krestyanskovo Dvizheniya v Gruzii*, pp. 164-165, et S. Allilouyev, *Proidennyi Put*, pp. 46-48.

2. S. Allilouyev, *op. cit.*, pp. 46 sq. Voir aussi *Krasnyi Arkhiv*, n° 3, 1939.

3. *Razkazy o Velikom Stalime*, p. 91. L. Berya, *op. cit.*, p. 22. S. Allilouyev, *op. cit.*, pp. 74-80. L. Trotsky, *Staline*, pp. 27-28.

4. L. Berya, *op. cit.*, p. 23.

il eut près de vingt identités au cours des quinze années suivantes. Jusque-là il avait vécu à la limite qui séparait la clandestinité de la légalité. Maintenant il descendait dans la lutte souterraine d'où il ne sortit qu'en 1917, peu de temps avant de devenir membre du premier gouvernement soviétique. Sa vie dépendait entièrement de l'aide que son organisation, riche d'ambition et d'enthousiasme mais financièrement pauvre, pouvait lui fournir et de l'assistance de ses amis personnels. Décider de prendre cette voie, c'était faire un vœu de pauvreté qui couronnait en quelque sorte son noviciat socialiste. L'ancien séminariste entraînait dans un ordre athée de chevaliers errants, de pèlerins de la révolution dont la vie ne comportait que peu ou pas d'intérêt et d'attirance pour ce qui n'était pas leur service.

Son premier soin après les arrestations qui venaient d'avoir lieu fut de parer le coup de l'*Okhrana*. L'action du 1^{er} Mai devait être menée à bonne fin. Il ne fallait pas donner à l'*Okhrana* la satisfaction d'un succès réel. Personnellement, l'arrestation des autres dirigeants donnait à Djougachvili une belle occasion de montrer son courage, maintenant qu'il se trouvait automatiquement promu à un plus haut poste dans le mouvement clandestin. Le défi qui avait été lancé devait être tenu à tout prix. Le 1^{er} Mai une foule de près de deux mille ouvriers — quatre ou cinq fois plus forte que l'année précédente — se rassembla au Soldatsky Bazaar, près du Jardin Alexandre, au centre de la ville. La police et les Cosaques occupaient déjà les lieux. Dans le choc qui s'ensuivit, quatorze manifestants furent blessés et quinze arrêtés. Quelques semaines après, la rédaction de l'*Iskra* commentait cette manifestation comme l'annonce de grands événements à venir : « Ce qui s'est produit le dimanche 22 avril à Tiflis est d'une importance historique pour tout le Caucase. Ce jour a marqué le début d'un mouvement révolutionnaire ouvert au Caucase. »

Jusqu'alors Djougachvili avait écrit de courts tracts et proclamations de circonstance. Maintenant, il s'essayait au journalisme révolutionnaire. Ketskhoveri, qui était parti pour Bakou, avait réussi à y installer l'imprimerie clandestine dont il rêvait depuis si longtemps¹. Il pouvait assurer désormais la publication d'un journal illégal en langue géorgienne. Le premier numéro de cette feuille appelée *Brdzola* (*La Lutte*) sortit en septembre 1901.

Le programme du journal était exposé dans une déclaration faite par les « éditeurs » dont Staline devait réclamer la paternité en la faisant figurer, en 1946, dans la première édition des *Œuvres choisies*. Du point de vue du style, cette déclaration ne ressemble guère à ses écrits ultérieurs. Elle fut probablement écrite collectivement par plusieurs mains et Djougachvili y apporta une contribution essentielle. Claire et simple, sans rhétorique, elle n'expose pas les idées générales du socialisme qui sont ici supposées admises. Dès le début, les auteurs y mènent une attaque politique contre la majorité modérée de *Messame Dassy*. Ils expliquent pour quelles raisons ils sont obligés d'imprimer clandestinement : « Nous considérerions comme une grave erreur de la part d'un parti ouvrier de penser qu'un journal légal... pourrait défendre les intérêts des travailleurs. Le gouvernement, pour montrer quel intérêt il porte aux travailleurs, a gentiment encouragé les

1. L. B. Krassine, *Dela Davno Minuvchyykh Dnei*, pp. 14-17. Krassine qui était responsable de toutes les questions techniques dans l'organisation appelle Ketskhoveri « un organisateur de génie ».

journaux publiés légalement. De tels journaux sont soumis à un tas de fonctionnaires appelés censeurs... Les consignes sont lancées l'une après l'autre au conseil de censure : *Rien ne doit être dit au sujet des ouvriers, rien ne doit être publié à tel ou tel sujet, etc.*¹ »

Brdzola était en ce sens le premier journal libre, car il s'était complètement libéré de la censure. Plus caractéristique encore était la modestie politique des rédacteurs. Ils marquaient expressément qu'ils n'avaient pas l'ambition de faire une politique qui leur fût propre, car le mouvement ouvrier géorgien devait n'être qu'une partie du mouvement ouvrier de toute la Russie. Ainsi leur politique serait inévitablement subordonnée à celle des leaders du socialisme de l'empire tsariste. C'était encore là plus qu'un coup d'épingle à la majorité du *Messame Dassy* qui avait tendance à favoriser un parti géorgien en tant que tel, fédéré au parti russe mais non subordonné à lui.

Le numéro suivant de *Brdzola* parut trois mois plus tard, en décembre 1901. Il comprenait un essai de belle longueur et sans signature sur « le Parti Social-Démocrate Russe et les tâches immédiates ». Djougachvili en est l'auteur. Cet essai est un résumé des conceptions de l'*Iskra* et plus spécialement de Lénine lui-même : mais le futur Staline pouvait sans risque d'erreur y être reconnu au style et au mode d'exposition, au vocabulaire et même à des expressions favorites que l'auteur allait, plusieurs décades après, reprendre dans des circonstances très différentes et qui, transmises dans le monde entier, entreraient dans l'histoire. Il y avait une singulière énergie dans l'accent mis sur les points essentiels de l'argumentation, dans la répétition quelque peu ennuyeuse qu'on retrouve aussi de façon caractéristique dans le style de Lénine et dans un certain goût pour une sombre imagerie hyperbolique qui rappelle les sermons orthodoxes du dimanche : « Il a fallu beaucoup de tempêtes, beaucoup de sang répandu en Europe occidentale pour qu'une fin soit mise à l'oppression de la majorité du peuple par une minorité; mais les souffrances n'ont pas cessé, les blessures sont restées aussi vives qu'avant et la peine devient chaque jour plus insupportable². » Laissant là ces images ternes, l'auteur donne alors un bref résumé populaire de l'histoire du socialisme en Europe et en Russie, comme la plupart des propagandistes socialistes de l'époque pouvaient le faire sur la base du *Socialisme utopique* et *Socialisme scientifique* d'Engels et des œuvres de Plékhanov ou de Lénine. Il se sert des exemples concrets de récents événements locaux pour amener cette conclusion que le Caucase, du point de vue de la maturité socialiste, est resté en arrière du reste de la Russie. Puis il s'en prend aux « économistes » qui veulent que les ouvriers luttent seulement pour leur pain quotidien et non contre l'autocratie et pour le socialisme. Les « économistes » allient un gramme de sagesse à une livre de folie comme les socialistes modérés d'Europe occidentale; par exemple, les partisans d'Edouard Bernstein en Allemagne croient à de modestes réformes et abandonnent le grand idéal socialiste. Cette référence aux querelles entre socialistes allemands était tirée de l'*Iskra*, car l'auteur ne connaissait pas l'allemand; mais elle montre qu'il était attentif aux tendances et courants du socialisme d'Europe occidentale

1. J. Staline, *Sotchineniya*, vol. I, pp. 3-10.
2. *Ibid.*, p. 311.

bien que son témoignage soit de seconde main. En Europe occidentale, poursuit-il, les socialistes réformistes peuvent au moins prétendre qu'ils vivent sous un capitalisme civilisé « où les droits de l'homme ont déjà été conquis »; mais comment peut-on croire qu'un progrès puisse s'accomplir petit à petit sous le despotisme tsariste? « Seuls de grands buts peuvent susciter de grandes énergies. » Ce qui ne veut pas dire que les socialistes doivent se désintéresser de la lutte ouvrière pour le pain quotidien. Au contraire, les socialistes doivent aider à cette lutte, car dans le cours de celle-ci, même si ces objectifs immédiats sont minces, les travailleurs sont amenés à prendre connaissance de leur force et à se heurter, à cette occasion, à l'État qui ne représente rien d'autre que la force organisée des classes possédantes.

La seconde partie de cet essai débutait par un tableau plein d'amertume et de colère de la Russie opprimée :

La classe ouvrière n'est pas seule à gémir sous le joug du tsarisme. D'autres classes sociales sont également étranglées sous l'étreinte de l'autocratie. La paysannerie russe affamée gémit... Ils gémissent les petits citadins, les employés subalternes, ...les petits fonctionnaires, en un mot cette multitude de petites gens dont l'existence est tout aussi peu assurée que celle de la classe ouvrière et qui a des raisons suffisantes de se plaindre de sa situation sociale. Elle gémit aussi la bourgeoisie petite et moyenne qui ne peut pas supporter le knout et la trique tsaristes, spécialement la partie instruite de la bourgeoisie... Elles gémissent les nationalités et les religions opprimées, notamment les Polonais et les Finlandais chassés de leur terre natale et outragés dans leurs sentiments les plus sacrés. L'autocratie a brutalement foulé aux pieds les droits et les libertés que l'histoire leur avait donnés. Ils gémissent sous les persécutions et les humiliations incessantes les Juifs privés même de ces misérables droits dont jouissent les autres sujets russes — droit de vivre où ils veulent, droit d'aller à l'école, etc. Ils gémissent les Géorgiens, les Arméniens et les autres peuples qui ne peuvent ni avoir leurs propres écoles ni être fonctionnaires de l'État et sont obligés de se soumettre à la honteuse et oppressive politique de russification... Ils gémissent les millions de membres des sectes religieuses qui préfèrent pratiquer le culte que leur dicte leur propre conscience plutôt que celui des prêtres orthodoxes¹.

Ce tableau de la Russie opprimée, que de lourdes mais efficaces répétitions rendent emphatique, était calculé pour donner au lecteur l'impression des grandes possibilités de la révolution imminente. La classe ouvrière, la plus révolutionnaire de toutes les classes, avait des alliés dans toutes les couches de la société.

1. J. Staline, *Sotchineniya*, vol. I, pp. 21-22. L'ordre dans lequel l'auteur cite les peuples qui « gémissent » mérite d'être noté. Viennent en premier les classes de la société russe elle-même puis les Polonais et les Finlandais, puis les Juifs; et c'est seulement après les Juifs que l'auteur mentionne *entre autres* les Géorgiens, son propre peuple, pour terminer par les sectes religieuses russes persécutées. Cet ordre n'est pas fortuit. Il est calculé pour situer le problème géorgien dans une large perspective internationale, afin qu'il apparaisse comme un cas particulier seulement, et non le plus important, d'une oppression générale à l'échelle de l'Empire. Cette façon de traiter le problème géorgien dans un journal géorgien était délibérément presque provocante. L'auteur était clairement résolu à réagir contre l'égoïsme politique si caractéristique de tout peuple opprimé et dont les autres groupes politiques de Géorgie n'étaient pas exempts. La promesse de *Brdzola*, dans son premier numéro, de traiter le socialisme géorgien comme partie intégrante du socialisme russe est scrupuleusement respectée ici.

Ici, cependant, l'auteur introduit un discret avertissement : « Hélas, la paysannerie russe est encore hébétée par un esclavage séculaire, par la misère et par une profonde ignorance; elle s'éveille seulement maintenant, elle ne saisit pas où est son ennemi. Les peuples opprimés de Russie ne peuvent même pas penser à se libérer de leur propre mouvement aussi longtemps qu'ils ont contre eux non seulement le gouvernement, mais encore le peuple russe, toujours inconscient que l'autocratie est un ennemi commun. » Mais l'avertissement le plus marqué visait la duplicité de l'opposition bourgeoise au tsarisme : « La bourgeoisie de tous les pays ne sait que trop bien s'approprier le fruit des victoires remportées par les autres; elle ne sait que trop bien tisonner le feu avec les mains des autres. Elle n'a jamais envie de risquer ses propres privilèges, même relatifs, dans une lutte où la victoire n'est pas aisée à remporter. Bien que mécontente, elle cède toujours avec beaucoup d'empressement à la classe ouvrière et au bas peuple le droit d'exposer son échine aux coups de cravaches des Cosaques, de combattre sur les barricades, etc. » La classe ouvrière industrielle devait donc assumer le rôle dirigeant. Toute victoire sur l'autocratie serait illusoire si elle était obtenue sous une direction bourgeoise, car la bourgeoisie foulerait aux pieds les droits des ouvriers et des paysans une fois que ceux-ci auraient « tiré les marrons du feu » pour la bourgeoisie¹. Si l'autocratie était renversée par le peuple conduit par le prolétariat socialiste, le résultat serait « une constitution largement démocratique donnant des droits égaux au travailleur, au paysan opprimé et au capitaliste ».

Lue près d'un demi-siècle après qu'elle a été écrite, cette conclusion démocratique modérée (droits égaux même aux capitalistes) peut paraître en contradiction avec ce que l'auteur vient de dire de la bourgeoisie. Mais une telle contradiction était alors commune à tous les socialistes russes. Leur thèse commune était que la Russie n'était pas mûre pour le socialisme et qu'une révolution ne pouvait rien amener d'autre que le remplacement de l'autocratie féodale par un capitalisme démocratique². C'était un paradoxe familier alors dans l'attitude des socialistes qui, adversaires du capitalisme, devaient néanmoins lutter pour la victoire de la démocratie capitaliste dans leur pays. Quelques années plus tard, c'est en raison de ce paradoxe qu'une scission fondamentale devait se produire dans leurs rangs. Les socialistes modérés ou Mencheviks allaient avancer que, dans une révolution qui devait seulement remplacer le féodalisme par le capitalisme, la classe moyenne libérale devait inévitablement jouer le rôle principal; et que les socialistes après avoir aidé le libéralisme à écraser l'autocratie et à obtenir le pouvoir, devaient jouer le rôle d'une opposition socialiste ordinaire dans une république capitaliste parlementaire. Les Bolcheviks

1. J. Staline, *Sotchineniya*, vol. I, p. 23. En 1939, Staline essaya de justifier l'avance l'accord avec Hitler qu'il préparait alors, en disant qu'après Munich les puissances occidentales désiraient que la Russie « tire les marrons du feu pour elles ».

2. Dans la préface à ses *Œuvres*, écrite en 1946 (*Sotchineniya*, vol. I, pp. XIV-XV), Staline explique pourquoi il pensait que la Russie n'était pas mûre pour le socialisme à cette époque. Il « acceptait alors la thèse courante parmi les marxistes, d'après laquelle une des conditions majeures pour la victoire de la révolution socialiste était que le prolétariat devienne la majorité de la population. En conséquence, dans les pays où le prolétariat ne constituait pas encore la majorité de la population, parce que le capitalisme n'était pas suffisamment développé, la victoire du socialisme était impossible ».

allaient dire de leur côté exactement ce qu'avancait Staline en 1901 : qu'il n'était pas possible de faire confiance au libéralisme bourgeois pour vaincre l'autocratie; et que les socialistes devaient assumer la direction dans la révolution antiféodale quand bien même ils paveraient ainsi la voie à une sorte d'ordre démocratique qui demeurerait capitaliste dans sa structure économique. Ce débat politique n'allait prendre toute son ampleur qu'à la veille de la Révolution de 1905. Et dès lors la thèse maîtresse des Bolcheviks demeurerait immuable dans ses grandes lignes jusqu'en 1917.

Ainsi Djougachvili, si « modérée » que fût l'orthodoxie démocratique qui l'amenait à croire aux droits égaux pour les ouvriers, les paysans et les capitalistes, restait fidèle à l'esprit du socialisme russe en ce temps-là. Ce qui est peut-être surprenant, c'est qu'à l'origine, plusieurs années avant la scission entre Bolcheviks et Mencheviks, alors qu'il n'avait que vingt-deux ans, le point de vue de Djougachvili ait déjà été celui que devait ensuite adopter le bolchevisme. Il parlait déjà le langage qui devait être jusqu'en 1917 celui de Lénine. Ses idées politiques étaient déjà cristallisées à tel point qu'elles changèrent à peine au cours des dix ou quinze années suivantes. L'influence de Lénine sur lui avait dès alors été décisive, en dépit du fait que le fondateur du bolchevisme n'eût publié que ses premiers écrits, que son influence restât en général anonyme, la plupart de ses essais et articles ayant paru sous différents noms de plume ou même sans signature. Cela ne signifie pas que le jeune Caucasiens était également impressionné par tous les aspects de la personnalité complexe de Lénine. Certaines des préoccupations maîtresses et des idées de Lénine, et plus encore certaines des tendances profondes de son esprit, dépassaient considérablement le domaine mental de son disciple et le dépassèrent toujours. Mais aux traits de la pensée de Lénine qu'il pouvait saisir, il avait répondu avec empressement dès le début.

Le jeune écrivain n'était pas un simple propagandiste; il se révéla un technicien de la révolution passionné par les moyens capables de conduire le Parti au but qu'il se proposait. Il analysa les diverses méthodes d'action, leurs mérites et leurs faiblesses et fit une étude comparative de l'efficacité relative des grèves, des journaux clandestins et des manifestations de rues. La presse clandestine pouvait atteindre seulement un cercle restreint de lecteurs, c'était sa limite. Les grèves étaient plus efficaces, mais comportaient des risques; elles avaient cependant tendance à se retourner contre les ouvriers grévistes eux-mêmes. Les démonstrations de rues étaient la forme d'action de loin la plus efficace. Djougachvili avait évidemment à l'esprit la première manifestation du 1^{er} Mai au Caucase qui avait été réussie et avait fait connaître le mouvement. Il se peut que, grisé par ce succès, il se soit exagéré son importance. Mais, son analyse montrait une lueur de compréhension aiguë tant de la psychologie des masses que du mécanisme par lequel le tsarisme se suicidait en se défendant. Les manifestations d'une poignée de révolutionnaires, annonçait-il, attiraient la curiosité d'un public indifférent; et rien ne peut être plus dangereux pour une autorité tyrannique que la curiosité du peuple¹. La démonstration dans la rue captive l'attention des observateurs neutres qui ne peuvent demeurer neutres pendant longtemps. La police avait brutalement dispersé les mani-

1. J. Staline, *Sotchineniya*, vol. I, pp. 26-27.

festants et des curieux éprouvèrent de la sympathie pour les victimes de la répression. Dans sa rage stupide, la police n'avait pas distingué entre les curieux et les manifestants, les uns et les autres avaient senti son knout. Les rangs du dernier défilé socialiste étaient grossis par quelques-uns de ceux qui avaient seulement regardé en curieux la manifestation précédente. Le knout même devient notre allié, commentait Djougachvili. À la fin de ce développement, il prophétisait « le spectre d'une révolution populaire ». Il avait si grande confiance à ce sujet qu'il se risquait à une prédiction très particulière : il ne faudrait pas plus de deux ou trois ans pour que le « spectre » fasse son apparition¹. Rarement prophétie politique a été mieux confirmée. Trois ans exactement passèrent et la Révolution de 1905 éclatait.

Quelle que fût sa valeur politique, cet essai n'avait rien d'un exploit littéraire. Rien de savant là dedans. À l'âge de Djougachvili — vingt-deux ans — Lénine avait écrit des études économiques et statistiques dont plus d'un conférencier ou même professeur d'économie politique n'aurait pas songé à rougir. Trotsky, né la même année que Djougachvili, se distingua bientôt comme un des collaborateurs importants de l'*Iskra*. Une œuvre comme celle de Djougachvili aurait trouvé difficilement place dans les colonnes de l'*Iskra*, encore moins dans celles du journal plus distingué *Zaria* (*L'Aurore*) publié par Plékhanov et Lénine. Comparé à ces modèles, l'essai était trop l'œuvre d'un disciple et d'un imitateur; son raisonnement était sans détours, son style, malgré un effort d'originalité, restait terre à terre. Les éditeurs de l'*Iskra* et spécialement Lénine pouvaient aisément dire desquels de leurs propres articles l'auteur provincial présentait une ressucée et pouvaient indiquer quels paragraphes il avait empruntés tels quels. Mais il aurait été de mauvaise foi d'appliquer aux premiers écrits de Djougachvili les critères de l'élite littéraire hautement raffinée du socialisme russe, spécialement quand *Brdzola* se présentait modestement à ses lecteurs comme le porte-parole géorgien de cette élite. D'après les critères locaux du Caucase, l'essai de Djougachvili était un chef-d'œuvre. Ceux qui l'étudiaient aujourd'hui avec les œuvres ultérieures de l'auteur présentes à leur esprit ne peuvent manquer de s'étonner de la maturité de son style, relativement très grande. L'essai de *Brdzola* fait partie des meilleures choses que l'auteur ait écrites en près d'un demi-siècle; il y en a peu de meilleures et nombreuses sont celles d'un contenu et d'un style beaucoup plus pauvre.

Une relation détaillée de ce que fit Djougachvili dans les mois ou même les années qui suivirent donnerait une histoire monotone. Il menait maintenant l'existence typique d'un agitateur et organisateur socialiste traqué; grèves, manifestations de rues, réunions secrètes, conférences, etc., constituaient la substance de sa vie. Son action était si typique des gens de son espèce que personne ne se soucia de la raconter. Ce n'est que trente ou quarante ans plus tard que des recherches y projetèrent quelque lumière. Amis et adversaires se jetèrent alors sur chaque détail se rapportant à sa première activité. L'un s'efforça de montrer quel extraordinaire prestige émane du grand chef dès sa jeunesse; l'autre n'est pas moins décidé à

1. J. Staline, *Sotchineniya*, vol. I, p. 28.

retrouver jusque dans son berceau les vices de cet homme néfaste. Les volumes d'apologétique comme ceux qui veulent l'accabler contribuent peu à une connaissance exacte de Staline. Un petit nombre seulement de faits indubitables peuvent être retenus de cette polémique sans intérêt.

En novembre 1901, Djougachvili fut formellement élu membre du Comité Social-Démocrate de Tiflis. Cet organisme comprenait neuf personnes; il dirigeait les groupes socialistes dans la capitale caucasienne et fut pendant un temps l'Exécutif de fait pour tout le Caucase. Djougachvili était donc placé dans une situation avantageuse pour contrôler le mouvement dans toute la province. Deux semaines environ après sa nomination, toutefois, il quittait Tiflis pour Batoum, nouveau centre de l'industrie pétrolière à la frontière turque, qui venait juste d'être relié à Bakou par un pipe-line. La figure centrale du Comité de Tiflis était Sylvestre Djibladzé, celui-là même qui avait attaqué le Principal du séminaire théologique avant de devenir le tuteur de Djougachvili dans le mouvement socialiste. Les deux hommes n'étaient pas en bons termes. Djibladzé a peut-être traité son disciple avec quelque hauteur et heurté son orgueil. En outre, il était avec l'aile modérée de *Messame Dassy*. Des antagonismes politiques aussi bien que personnels rendaient leur coopération plus difficile. Le départ de Djougachvili pour Batoum était probablement la solution la meilleure pour tous, pour Djibladzé, pour Djougachvili et pour le Comité de Tiflis. Batoum avait besoin d'un organisateur socialiste énergique et le plus jeune des deux rivaux y trouva un exutoire pour son énergie et ses ambitions¹.

Ce fut incidemment durant son séjour dans cette ville, sur la frontière turque, que Djougachvili commença à utiliser le pseudonyme de Koba, c'est-à-dire en turc « l'indomptable ». Koba était aussi le nom d'un héros hors-la-loi, le « vengeur du peuple » d'un poème du poète géorgien Kazbegi, écrivain favori de Djougachvili dans ses années d'enfance. Le révolutionnaire allait être bien connu parmi ses camarades sous le nom de Koba avant de prendre le pseudonyme plus fameux de Staline et, même après, les vieux Bolcheviks caucasiens continuèrent à l'appeler Koba².

Batoum était une ville beaucoup plus petite que Tiflis; elle comptait 25.000 habitants, tandis que Tiflis en avait 150.000. Mais, comme centre industriel, elle croissait rapidement en importance, principalement à cause de l'afflux du capital étranger. Les plus grosses installations pétrolières étaient la propriété du groupe Rothschild; et plus d'un quart des ouvriers d'industrie de tout le Caucase vivaient à Batoum. Bien qu'elle connût déjà une propagande socialiste, la ville ne pouvait s'enorgueillir de posséder une organisation clandestine. Koba venait pour combler cette lacune. Quelques semaines après son arrivée, il convoqua une conférence socialiste — sous la couverture d'un joyeux et inoffensif réveillon de Jour de l'An — pour élire le Comité Social-Démocrate de Batoum. Son second objectif était de créer une imprimerie clandestine semblable à celle de Ketskhoveli à Bakou. La presse fut installée dans une petite chambre qui lui servait de logement. « Les caractères étaient dans des boîtes d'allumettes et de cigarettes et dans des morceaux de papier », d'après les souvenirs de l'un des imprimeurs qui étaient eux-mêmes, naturellement, socialistes. Les témoins oculaires se

1. L. Berya, *op. cit.*, pp. 24-25. L. Trotsky, *Staline*, pp. 29-30.

2. A. S. Allilouyeva, *Vospominaniya*, p. 110.

souviennent de Koba assis à sa table au milieu de l'imprimerie, écrivant des tracts et les passant sur les presses¹.

De temps à autre, Koba faisait un voyage à Tiflis, y prenait contact avec les membres du Comité, prenait part à leurs discussions et faisait un rapport sur sa propre activité à Batoum. Les tracts rédigés par lui et imprimés dans son propre logement faisaient leur chemin dans les installations pétrolières, les chantiers et les usines et firent bientôt sentir leur effet par une fermentation politique et une agitation ouvrière. Un rapport confidentiel de la police secrète déclare : « Dans l'automne de 1901, le Comité Social-Démocrate de Tiflis a envoyé un de ses membres Joseph Vissarionovitch Djougachvili, ancien élève de sixième année du séminaire de Tiflis, à Batoum, dans le but d'y mener la propagande chez les ouvriers d'usine. En résultat de l'activité de Djougachvili..., des organisations social-démocrates commencent à apparaître dans toutes les usines de Batoum. Les effets de la propagande pouvaient être constatés dès 1902 dans la longue grève à l'entreprise Rothschild et dans des manifestations de rues². » Pendant l'une de ces manifestations, le bataillon de chasseurs caucasiens ouvrit le feu sur la foule et quinze ouvriers furent tués et de nombreux blessés. L'*Okhrana* redoubla aussitôt d'efforts pour mettre la main sur l'imprimerie clandestine et les agitateurs socialistes. Le 5 avril 1902, Koba fut arrêté au cours d'une réunion du Comité de Batoum. L'imprimerie ne fut pas découverte.

Son séjour à Batoum n'avait duré que quatre mois et demi, mais des mois d'intense activité... Un incident mérite d'être mentionné, car il projette son ombre sur ce qui allait arriver par la suite. L'action de Koba à Batoum appela des critiques de la part des socialistes modérés du cru dirigés par Nicolas Tchkhéidzé. C'est Tchkhéidzé, ancien séminariste comme Koba qui avait semé, avec circonspection sur les rives de la mer Noire, les premières graines du socialisme; il était tenu en haute estime pour son vaste savoir et ses dons d'orateur. Apparemment, ce propagandiste hésita, le moment venu, à fonder une organisation réellement clandestine. Il ne croyait pas qu'une telle organisation ait une chance de survivre dans un aussi petit pays que Batoum où le secret n'était pas facile à garder et l'activité clandestine serait étouffée dans l'œuf par l'*Okhrana*. Il considérait les plans de Koba comme téméraires et le supplia personnellement et par le truchement d'amis, d'y renoncer pour laisser le socialisme local suivre sa propre voie. Mais Koba n'était pas homme à se laisser convaincre. Quoique dénoncé par son adversaire comme un « désorganisateur » et un

1. Voir les mémoires de S. Todrya et G. Kaladzé dans *Batumskaya Demonstratsya* 1902 goda, pp. 53-73.

2. Voir les rapports de police sur les activités de Staline, *ibid.*, pp. 177-190. Une description pittoresque de l'atmosphère orientale primitive qui était celle de l'organisation de Batoum se trouve dans Staline, *Khachim*, pp. 14-32. Pourchassé par la police, Koba se rendit dans un village d'Abkhazie près de Batoum. Il y vécut dans la maison d'un vieux Musulman, Khachim, chez qui il installa l'imprimerie. Les membres de l'organisation qui venaient chercher les tracts illégaux se déguisaient en femmes, le visage couvert de la *Chadras*, le long voile traditionnel des femmes caucasiennes. Les voisins se doutèrent de quelque chose et la rumeur courut que Koba s'était mis à faire de la fausse monnaie. Lorsque les gens de son village commencèrent à demander une part des profits, la situation devint dangereuse. Mais Koba réussit apparemment à expliquer la nature réelle de son travail aux villageois et à gagner leur confiance. Toutefois, il avait dû promettre à Khachim d'embrasser la foi islamique.

« fou furieux », il mit ses plans à exécution et dénonça à son tour Tchkhéidzé comme un lâche¹. Les deux Géorgiens eurent de plus grandes occasions de se rencontrer par la suite. Dix ans après, en 1912, Tchkhéidzé était le grand orateur menchevique de Saint-Petersbourg et présidait la fraction parlementaire socialiste à la *Douma* (le pseudo-parlement tsariste), tandis que Koba était l'un des dirigeants clandestins du bolchevisme et tirait les fils des députés bolcheviques à la *Douma*. En 1917, Tchkhéidzé était le président menchevique du soviet de Pétersbourg (fonction où il fut remplacé par Trotsky lorsque la marée bolchevique déferla); Staline était alors membre du Comité Central bolchevique. Cette année-là, les deux anciens séminaristes géorgiens prirent part au combat dans l'ancienne capitale des Tsars en échangeant des épithètes pas tellement différentes de celles qu'ils s'étaient d'abord envoyées à Batoum.

1. L. Berya, *op. cit.*, p. 29. *Batumskaya Demonstratsya* 1902 goda, pp. 64-65, 187-190.

CHAPITRE III

LA RÉPÉTITION GÉNÉRALE

Staline en prison à Batoum. — Les prisons tsaristes centres d'éducation révolutionnaire. — Origines du bolchevisme. — Lénine et le § 1 des statuts du Parti. — Staline déporté en Sibérie (1903). — Évasion et retour à Tiflis (1904). — Conflit entre Bolcheviks et Mencheviks. — Staline devient bolcheviste à la fin de 1904. — La révolution de 1905. — Le Soviet de Saint-Petersbourg. — Les révoltes paysannes et les émeutes de soldats dans le Caucase. — Staline disciple de Lénine. — Hors de la clandestinité. — Staline (sous le pseudonyme d'Ivanovitch) assiste à la Conférence Nationale du Parti à Tammersfors (1905) et rencontre Lénine pour la première fois. — Staline fait son premier voyage à l'étranger pour le Congrès de Stockholm (1905). — Désaccord avec Lénine sur la réforme agraire. — Les « brigades de combat ». — Le Congrès du Parti s'oppose aux expropriations. — Trotsky accuse les Bolcheviks.

Quand, au début d'avril 1902, les portes de la prison de Batoum se fermèrent derrière Koba-Djougachvili, celui-ci n'avait pas besoin d'avoir une âme de martyr pour supporter son sort. Les prisons tsaristes, pour mal famées qu'elles fussent, paraissent douces, presque humanitaires à une génération qui a connu les cruautés d'un Himmler ou d'un Iéjov et les camps de la mort de Belsen et d'Auschwitz. Le régime des prisons et des lieux d'exil sous le Tsar était un mélange de brutalité et d'inefficacité « libérale ». Il y avait assez de brutalité pour fortifier la haine des prisonniers envers l'ordre existant et assez peu d'efficacité pour que le travail révolutionnaire puisse se poursuivre effectivement à l'intérieur même de la prison. Pour beaucoup de jeunes socialistes, les prisons étaient leurs « Universités », où ils avaient l'occasion de recevoir une bonne éducation révolutionnaire, souvent sous la conduite de conseillers expérimentés. En général, les prisonniers politiques, jouissant de certains privilèges que l'on n'accordait pas aux criminels, organisaient leur vie commune dans un esprit de solidarité et d'assistance mutuelle. La prison était habituellement un lieu de discussion. Il ne faut donc pas s'étonner si dans leurs Mémoires, quelques-uns des anciens prisonniers rappellent la douce nostalgie qu'ils ressentirent en quittant leurs cellules pour la liberté.

Koba s'imposait une discipline rigide, se levait tôt, travaillait dur, lisait beaucoup et était un des principaux orateurs du collectif de la prison. Plusieurs années après, d'anciens compagnons se le rappelaient attaquant

les socialistes agraires et les autres adversaires de l'*Iskra*. Il discutait d'une manière logique, tranchante et dédaigneuse. En dehors de telles discussions, il était taciturne, froid et distant. Là-dessus, presque tous ceux qui ont écrit des Mémoires semblent être d'accord, mais leur avis diffère sur d'autres points. Ses amis se le rappellent patient, sensible et serviable tandis que ses adversaires le décrivent comme un orateur plein de suffisance et un sombre intrigant, aimant à injurier ses critiques et à exciter contre eux ses partisans fanatiques¹. De Batoum, Koba fut transféré dans une autre prison à Koutaïs et de là fut renvoyé à Batoum. Il passa en tout plus d'une année dans les prisons caucasiennes, jusque fin novembre 1903. L'accusation n'avait pas de preuve précise contre lui à part les rapports d'agents de la police secrète qu'un juge ordinaire n'acceptait pas comme motifs valables de condamnation. Comme la plupart des suspects que l'on ne pouvait accuser d'aucune faute, Koba fut condamné « administrativement » à être déporté pendant trois ans. Il devait être exilé dans le village de Novaya Uda, dans la province d'Irkoutsk, en Sibérie orientale. Le prisonnier ne pouvait pas invoquer l'*habeas corpus*; aucune loi ne pouvait le protéger contre l'exercice arbitraire du pouvoir par les autorités.

Deux événements se produisirent alors que Koba était en prison : l'un était de caractère local et jeta quelque lumière sur son rôle dans le mouvement clandestin; l'autre était d'une plus grande importance pour l'avenir de la Russie, le socialisme mondial, et la carrière de Koba. En mars 1903, les groupes social-démocrates du Caucase formèrent une Fédération transcaucasienne. Koba absent fut nommé membre du pouvoir exécutif. Il était très rare de voir une association quelconque donner à un membre emprisonné une place prépondérante, à moins que le rôle qu'il jouait dans la clandestinité ne rendit utile pour l'organisation de le consulter dans sa prison sur les affaires importantes. On a beaucoup écrit depuis pour amoindrir ou exagérer le rôle de Koba à cette époque. Tel laisse entendre qu'à vingt-deux ans il était déjà une sorte d'« Éminence grise » du mouvement clandestin de sa province natale. Il n'était certainement pas un membre obscur de la troupe, le personnage insignifiant décrit par Trotsky. Il n'était pas non plus « le Lénine du Caucase » que voient ses hagiographes; sa personnalité, si éminente qu'elle fût, était encore trop terne.

L'autre événement, beaucoup plus important, commença en juillet dans une arrière-salle de la Maison du Peuple Socialiste de Bruxelles, une pièce remplie de balles de laine et pleine de puces, et se termina à Londres dans la seconde quinzaine d'août. C'est à Bruxelles que se réunit le Congrès Social-Démocrate russe préparé par les hommes de l'*Iskra*. C'était en fait le premier Congrès des socialistes russes, bien que par déférence pour la réunion manquée de Minsk en 1898, les historiens l'aient appelé le Second Congrès. Au bout de quelques jours, les délégués s'aperçurent que leurs allées et venues étaient étroitement surveillées par les espions du Tsar; et le Congrès fut hâtivement transféré de Bruxelles à Londres. Les délégués espéraient couronner le travail de l'*Iskra* en parvenant à la formation définitive d'un parti russe. Mais cela ne se produisit pas, car c'est au cours de ce Congrès que commença la division du socialisme russe en deux fractions, les Bolcheviks et les Mencheviks, les révolutionnaires et les modérés,

1. F. Yaroslavsky, *op. cit.*, p. 31. *Batumskaya Demonstratsiya 1902 goda*, pp. 96-97.

ou encore les « durs » et les « mous » comme on les appelait au début. La séance du groupe de l'*Iskra* au cours de laquelle eurent lieu les premières escarmouches était présidée par Trotsky qui avait alors vingt-trois ans, les dirigeants plus âgés n'ayant pu se mettre d'accord sur un autre président. Quatorze ou quinze ans plus tard, cette division devait ébranler l'Europe et le monde non moins violemment qu'un autre schisme provoqué par Martin Luther quatre cents ans auparavant. Certes, la querelle semblait tout à fait insignifiante à son début. La cathédrale de Wittenberg a certainement été un cadre moins minable pour la naissance de la Réforme que les balles de laine infestées de puces de la Maison du Peuple à Bruxelles pour celle du bolchevisme. Luther avait provoqué la papauté en affichant ses quatre-vingt-quinze thèses sur la porte de la cathédrale. Le défi de Lénine était au début contenu dans la seule petite clause d'un unique paragraphe. Si Luther avait été surpris mais réconforté de voir combien il avait d'adversaires, Lénine fut si bouleversé par la scission qu'il avait provoquée que, immédiatement après le Congrès, il fut atteint de dépression nerveuse¹. On dit que les thèses de Luther furent connues de toute l'Allemagne moins de quinze jours après leur publication. Le premier paragraphe de Lénine pour les statuts du Parti devait rester ignoré du grand public. Cependant, le mouvement qu'il a déclenché dans l'histoire en juillet-août 1903 n'a pas encore épuisé ses effets.

Le § 1 des statuts du Parti avait pour but de définir qui pouvait être considéré comme membre du Parti. Apparemment il ne se posait pas de question de principe ni même de tactique. En fait, le Congrès commença à en discuter comme d'une simple question d'organisation, après s'être mis d'accord sur un programme et des résolutions communes sur la tactique. Les délégués se trouvaient devant deux projets. Celui de Lénine était le suivant : « Peut être membre du Parti Ouvrier Social-Démocrate Russe toute personne qui accepte son programme, soutient le Parti du point de vue matériel et participe personnellement à l'une de ses organisations. » Dans l'autre projet, présenté par Martov, les mots « participe personnellement à l'une de ses organisations » étaient remplacés par « coopère personnellement et régulièrement sous la direction de l'une de ses organisations² ». Les deux formules étaient en apparence identiques, et la discussion semblait n'être qu'un ergotage. Derrière la querelle, cependant, il y avait deux conceptions distinctes et même opposées quant au rôle et à la structure du Parti. Lénine maintenait que seuls seraient considérés comme membres ceux qui participeraient régulièrement à son organisation clandestine et auraient le droit formel d'influencer la politique du Parti. Il ne voulait pas inclure dans les cadres du Parti la masse croissante des sympathisants et des suiveurs, qu'ils fussent des intellectuels ou des ouvriers. Les membres de l'organisation clandestine devaient être des soldats de la révolution, acceptant volontairement sa discipline et prêts à agir suivant les ordres et les instructions d'un Comité Central. On ne pouvait tenir les sympathisants pour des soldats fidèles et sûrs de la révolution; ils n'en étaient que la réserve civile anonyme et changeante. Le Parti tel que le voyait Lénine devait être un organisme cohérent, étroitement uni

et centralisé, fait pour frapper à coup sûr. Sa force serait diminuée et son pouvoir émoussé si l'on y devait introduire la masse incertaine et changeante des sympathisants. Lénine démontrait que c'était exactement le danger qui se cachait dans la formule vague de Martov, qui exigeait des membres « une simple coopération sous la direction de l'organisation » au lieu du « travail discipliné » dans l'organisation elle-même.

Le Parti devait être l'instrument de la révolution. Jusqu'ici seule la forme de cet instrument prêtait à discussion. Les deux tendances admettaient qu'elles étaient du même avis sur la nature de la révolution elle-même. Il est vrai que, même avant le Congrès, les éditeurs de l'*Iskra* avaient vaguement conscience de certaines divergences de vues. En plaisantant presque, ils se qualifiaient réciproquement de « durs » et de « mous ». Que Lénine fût dur, c'était hors de doute. « C'est l'étoffe dont sont faits les Robespierre », remarquait Plékhanov en parlant de son ancien élève qui visait alors clairement à prendre la direction et lançait un défi à la Vieille Garde. Également incontestable était la « mollesse » de Martov. Mais jusqu'alors on avait considéré ces divergences comme des différences de dispositions individuelles et de tempérament, ce qui est naturel dans tout groupe d'hommes poursuivant un but commun; ces différences de tempérament n'avaient pas encore eu le temps de se traduire en antagonismes politiques ouverts. Au Congrès, les protagonistes eux-mêmes furent surpris et consternés de voir la nature passionnée de la querelle. Ils sentirent qu'ils se laissaient emporter plus loin que la raison ne pouvait le justifier. Ils se réconfortèrent à la pensée que cette tempête inattendue serait suivie d'une accalmie; et que la légère fissure qui s'était faite dans leur unité pourrait être facilement réparée. Sur le résultat immédiat — le § 1 des statuts — Lénine fut vaincu. Le projet de Martov passa par 28 voix contre 23. Lénine accepta sa défaite de bonne grâce. « Je ne pense pas, dit-il, que nos divergences soient importantes au point de constituer une question de vie ou de mort pour le Parti. Nous pourrions difficilement périr à cause d'une pauvre clause de nos statuts¹. » Tous les acteurs semblent se dérober devant leur propre rôle et prendre le prologue du drame pour son épilogue.

Un nouvel orage survint vers la fin du Congrès, lorsque les délégués furent amenés à élire le Comité Directeur du Parti et le comité de rédaction de l'*Iskra*. Contrairement à ce que l'on pensait, les candidats de Lénine furent élus et ceux de Martov battus. Le résultat fut pour une grande part dû au hasard. Quelques-uns des délégués modérés avaient quitté le Congrès, de telle sorte que les deux tiers seulement des délégués avaient voté. Les candidats de Lénine furent élus à une majorité de 2 voix seulement (19 contre 17 et 3 abstentions). Lénine soutint que le scrutin était légitime comme il avait le droit de le faire. Mais la « minorité » refusa d'accepter sa défaite. A partir de ce moment, les partisans de Lénine furent appelés majoritaires, *Bolcheviki*. C'est ainsi que le terme impropre de bolchevisme, dont le suffixe cosmopolite s'accorde mal à la racine russe, est entré dans le vocabulaire politique. Les partisans de Martov étaient les minoritaires, *Mencheviki*. Ces nouveaux termes en « isme » qui ne reflétaient pas les différences de principe mais le résultat d'un seul scrutin, semblaient marquer une division superficielle et passagère. En fait, ils indiquaient un abîme qui devait scinder le mouvement de fond en comble.

1. F. Dan, *op. cit.*, p. 281 et 2 Syezd R. S. D. R. P., p. 278.

1. N. Kroupskaïa, *Souvenirs sur Lénine*, pp. 72-80. L. Trotsky, *Mein Leben*, p. 154.
2. Lénine, *Sotchineniya*, vol. II, pp. 55-69. F. Dan, *Proiskhozhdenie Bolchevizma*, pp. 266-280.

Après le Congrès, les Mencheviks refusèrent de reconnaître l'autorité du Comité Central bolchevique et décidèrent de le boycotter. Lénine insista sur la lettre de la décision prise par le Congrès. La majorité qui avait élu ses candidats était valable, disait-il, et le Comité Central était l'autorité suprême légitime du Parti; le boycottage menchevique était un acte d'individualisme et d'anarchisme intolérable qu'on ne pouvait supporter. A partir de là reprit, et avec plus de vigueur, la querelle sur la nature et la structure du Parti. Les Mencheviks protestèrent contre « l'état de siège » que Lénine introduisait dans le Parti et contre l'idée qu'il se faisait de ce que devait être le Parti. Ils l'accusèrent d'imposer inutilement au socialisme une discipline de caserne. Petit à petit le terrain de la dispute s'élargissait bien qu'il fallût plusieurs années à Lénine pour en saisir toutes les conséquences.

Ceci au moins devint bientôt clair : les différentes conceptions de l'organisation reflétaient les différentes façons d'aborder les questions cruciales de la révolution. Les Mencheviks voyaient dans le Parti une organisation plutôt large et par conséquent assez lâche qui s'efforceraient d'englober la classe ouvrière et l'intelligentsia socialiste et qui à la fin s'identifierait à elles. Cette conception était basée sur la croyance que le socialisme était tellement dans la nature du prolétariat que l'on pouvait considérer tout le prolétariat comme le Parti Social-Démocrate en puissance. Aux yeux de Lénine, c'était là une naïveté. Il voyait dans la classe ouvrière une grande masse hétérogène, divisée par des points de vue et des origines différentes et partagée par des intérêts de catégories. Il pensait que toutes les fractions du prolétariat ne pouvaient pas arriver à un haut degré de compréhension socialiste. Quelques-unes étaient profondément plongées dans l'ignorance et les préjugés. Si le Parti voulait englober tout le prolétariat ou même sa plus grande partie, il deviendrait hétérogène comme le prolétariat lui-même; il en prendrait la faiblesse aussi bien que la force, l'ignorance aussi bien que l'aspiration au socialisme, le retard aussi bien que l'élan. Il deviendrait une image inerte de la classe ouvrière au lieu d'être son inspirateur, son chef et son organisateur¹. Il était ridicule, dans l'esprit de Lénine, de compter sur le désir spontané du socialisme qu'avaient les ouvriers parce que, de leur propre chef, ils n'attendraient jamais qu'un pur et simple syndicalisme qui, en soi, est compatible avec l'ordre capitaliste. Citant l'autorité reconnue de la doctrine marxiste, Karl Kautsky, Lénine soutint que le socialisme avait été introduit de l'extérieur dans le mouvement ouvrier par des intellectuels bourgeois, par Marx, Engels et d'autres. Cela tendait à prouver que ce n'était pas la peine de compter sur le socialisme « inné » des masses. Le Parti doit être un corps choisi n'englobant que les membres les plus éclairés et les plus courageux de la classe ouvrière, son avant-garde réelle qui ne recule pas devant l'action résolue et disciplinée. Pour les Mencheviks, ce n'était là qu'une réédition inquiétante du blanquisme, car le maître de la Commune de Paris avait eu pour doctrine que, pour mener à bien la révolution, il fallait qu'une petite minorité de conspirateurs agisse directement sans se soucier de la décision de la majorité. Pour les marxistes, blanquisme était un anathème, et Lénine voulut se disculper. Il expliqua que dans son esprit la révolution ne pouvait aboutir que si elle était désirée et soutenue par la majorité du peuple, ce en quoi

1. Lénine, *Sotchinienya*, vol. VI, pp. 456-459.

il différait de Blanqui. Mais la majorité devait être dirigée par une minorité active et bien organisée — ce en quoi il différait des Mencheviks et des socialistes d'Europe occidentale qui, comme Kautsky et Rosa Luxembourg, soutenaient les Mencheviks.

Remontant plus loin dans l'histoire pour trouver une autre analogie, les Mencheviks, surtout Trotsky qui en était au début le vigoureux porte-parole, blâmaient Lénine pour son « jacobinisme ». Lénine ne prit pas ombrage de cette appellation. Il l'acceptait même avec fierté et faisait seulement remarquer que tandis que les Jacobins étaient le parti de la classe moyenne pauvre, de la petite bourgeoisie, lui était un socialiste prolétarien. Mais après tout les Jacobins n'étaient-ils pas les artisans de la Révolution française? Et n'était-il pas étrange que des révolutionnaires fassent du jacobinisme une insulte? Il en conclut que ses critiques n'étaient que les Girondins d'alors, les imitateurs de ces timides conciliateurs que la révolution avait dû balayer pour pouvoir s'élever à son apogée jacobine¹. Parvenu à ce point, le souffle de l'histoire semble passer sur les discussions qui faisaient rage dans de petites brochures et d'obscurs périodiques « sectaires ». Trotsky fut prompt à se rappeler que l'histoire jacobine ne s'était pas terminée avec la suprématie de la révolution et que son épilogue était le massacre mutuel des dirigeants jacobins. Les Jacobins, écrivait Trotsky en 1903, « tranchèrent des têtes, nous voulons, nous, que le socialisme éclaire l'esprit humain... La tactique jacobine des Bolcheviks peut amener à l'occasion le mouvement prolétarien international, accusé d'être trop conciliant, à comparaître devant un tribunal révolutionnaire. La tête de lion de Marx serait la première à rouler sous la guillotine ». Lénine ne voyait là qu'une rhétorique vide et prétentieuse. Ces spéculations sur une époque post-révolutionnaire lointaine ne l'impressionnaient pas. Son esprit et sa volonté dynamiques étaient tout entiers absorbés par la tâche pressante de préparer la révolution elle-même et d'en forger les instruments. Trotsky et les autres Mencheviks n'avaient rien de satisfaisant à opposer à sa conception du Parti, le parti qu'ils imaginaient n'était donc pas capable d'accomplir une révolution.

Au cours de l'année suivante, en 1904, les premières secousses d'un bouleversement politique se firent sentir à travers toute la Russie. Le Tsar subit sa première défaite dans la guerre contre le Japon commencée en février. Les classes moyennes libérales, encouragées par les événements, commencèrent à revendiquer ouvertement la fin de l'autocratie et l'établissement d'une monarchie constitutionnelle. Qu'allaient faire les social-démocrates? Les Mencheviks prétendaient qu'il était de leur devoir de soutenir le libéralisme de la classe moyenne contre l'autocratie parce que, dans une révolution « bourgeoise » (c'est-à-dire antiféodale mais non pas anticapitaliste), c'était de toute façon la classe moyenne qui était destinée à diriger. Lénine désapprouvait toute alliance avec la classe moyenne libérale, il ne pouvait, à plus forte raison, accepter d'être sous sa direction. Le courage tout nouveau des libéraux était trompeur. Lénine prévoyait qu'ils ne résisteraient à l'autocratie ni bien longtemps ni d'une manière effective parce qu'ils craignaient la révolution autant que les Tsars eux-mêmes.

1. L. Trotsky, *Nacht Politicheskoye Zadachi*, pp. 90-102. Lénine, *Sotchinienya*, vol. VII, p. 353.

La classe ouvrière, c'est-à-dire les socialistes, devait prendre la tête du mouvement, même si la révolution n'apportait pas le socialisme¹. A ce stade, toutes les questions de tactique et de principe étaient remises au creuset. La division s'accroissait, devint plus profonde et plus aiguë.

Au II^e Congrès, Lénine avait gagné la première manche mais il devait bientôt perdre la suivante. Il maintint ses positions avec un entêtement si fanatique et combattit ses adversaires si impitoyablement que ses alliés et même ses partisans ne le suivirent pas. Les rebelles mencheviques refusèrent de se soumettre et continuèrent à boycotter le Comité Central bolchevique et le comité de rédaction de l'*Iskra*. Plékhanov, qui avait soutenu Lénine au Congrès, désirait maintenant trouver un compromis avec les Mencheviks. Le Comité Central, sans cesse boycotté, était lui-même embarrassé par son autorité formelle et refusait de l'imposer à des membres peu disposés à l'accepter. Lénine se trouva à peu près isolé. Il démissionna du comité de rédaction de l'*Iskra*, laissant le journal aux mains des Mencheviks. Il perdit ainsi une partie du bénéfice qu'il avait acquis, car l'*Iskra* régnait sur presque tout le mouvement clandestin en Russie. Bien qu'ayant manqué sa chance immédiatement après le Congrès, lorsqu'il était apparemment très fort, Lénine ne fut pas découragé de cet isolement. Au contraire, son énergie redoubla et il semble qu'il retrouva toutes ses ressources de tacticien, quoiqu'il demeurât presque seul, abandonné par ses amis et raillé par ses adversaires. Il recommença la lutte en Russie dans le mouvement clandestin. Il fit appel aux comités locaux pour lutter contre les Mencheviks et contre les Bolcheviks qui cherchaient à se réconcilier avec eux.

Alors que les colonies d'émigrés russes en Europe occidentale se passionnaient pour la nouvelle controverse, Koba-Djougachvili était transféré de prison en prison jusqu'à sa déportation à Novaya Uda en novembre 1903. Il se peut qu'il ait eu quelques échos de la scission avant que le convoi des exilés, escorté de gendarmes, ait quitté la côte de la mer Noire pour un long et terrible voyage à travers l'hiver sibérien. Koba n'arriva qu'un mois plus tard à Novaya Uda. Le convoi s'arrêtait souvent en chemin pour prendre d'autres déportés. Plus ils allaient vers l'Est, plus les exilés sentaient proche la guerre qui allait éclater entre la Russie et le Japon. Il y avait trop d'agitation et trop de fièvre dans l'air pour que Koba accepte l'idée d'être éloigné de la politique pendant trois ans. Il n'était pas plutôt arrivé à destination qu'il préparait déjà son évasion. Dans la confusion qui régnait à la veille de la guerre, la vigilance des autorités au voisinage de la frontière de Mandchourie s'était relâchée. Le mouvement clandestin pouvait préparer des évasions en masse. Le 5 janvier 1904, Koba entreprit le voyage de retour à travers les étendues neigeuses de ce qui est aujourd'hui une grande région industrielle, le bassin du Kouznetsk, mais qui n'était alors qu'un désert sauvage. Une charrette de paysans le conduisit vers l'Ouest, vers l'Oural. En chemin, il souffrit du froid, mais il réussit à rentrer à Tiflis à la fin de janvier ou au début de février.

L'organisation caucasienne avait alors appris ce qui s'était passé au Congrès. Trois délégués caucasiens étaient rentrés de Londres où ils avaient

soutenu Lénine. Comme on peut le penser, les Bolcheviks étaient peints sous un jour favorable dans leurs rapports. Léonide Krassine, le futur diplomate, avait lui aussi suivi Lénine. Son influence était très grande dans le Caucase où, comme technicien éminent occupant un poste important dans l'industrie, il pouvait rendre au mouvement clandestin des services discrets mais précieux. Un peu avant le retour de Koba de Sibérie, Tiflis avait également eu la visite d'un des plus jeunes défenseurs de Lénine, Léon Kamenev, qui fit sa bonne part de propagande. Mais le succès initial du bolchevisme dans le Caucase fut rapidement compromis. Et ce fut Krassine lui-même qui monta contre Lénine les Bolcheviks conciliateurs. Il ne voulait pas laisser la scission ruiner la jeune organisation et dirigea son activité comme si rien ne s'était passé. A la grande indignation de Lénine, il céda l'excellente imprimerie de Bakou où était tirée l'*Iskra* aux Mencheviks qui avaient maintenant le journal. Dans les rangs des Mencheviks aussi les conciliateurs et les irréconciliables étaient en désaccord.

Ainsi Koba à son retour tombait au milieu d'un monde confus et changeant de fractions et de sous-fractions. L'objet même de la controverse était obscurci par cette exaspérante décomposition. La première réaction de Koba à l'égard du bolchevisme ne pouvait qu'être vague. Plusieurs années après, ses biographes officiels devaient prétendre que, doué d'une clairvoyance apostolique, il avait été aux côtés de Lénine avant même d'être déporté en Sibérie. Cela a été démenti par Trotsky qui affirme que Koba fut au début menchevique¹. Il n'y a actuellement aucun fait qui permette de croire que Koba ait jamais été menchevique ou se soit proclamé bolchevique aussitôt après la scission. Il est probable qu'il s'abstint au début de se compromettre avec l'un quelconque des groupes, cherchant à connaître les faits et leur signification au milieu de la confusion créée par des rapports contradictoires. Ses hésitations, si un tel mot peut convenir à son état d'esprit, ne durèrent pas longtemps. Quelques mois après son évasion de Sibérie, il décida de soutenir Lénine. A la fin de l'année 1904, il travaillait déjà très activement pour le bolchevisme.

Sa première prise de position journalistique sur la scission fut l'article *La Classe des Prolétaires et le Parti des Prolétaires*, écrit en Géorgie à la fin de l'année et publié au Jour de l'An 1905 dans *Prolétariat Brdzola (La Lutte prolétarienne)*². Ce périodique paraissait à peu près tous les trimestres et remplaçait le *Brdzola* dans lequel il avait fait ses débuts trois années plus tôt. Cet article était un résumé de la fameuse brochure de Lénine, *Un pas en avant, deux pas en arrière*. Le Parti, disait Staline, est un groupe militant de dirigeants. Il doit donc être : a) moins nombreux que la classe ouvrière; b) supérieur par sa conscience et son expérience; et c) plus cohérent qu'aucun autre organisme de la classe ouvrière. « Le parti des prolétaires en lutte ne peut être un groupement fortuit d'individus. Il doit être une organisation centralisée et cohérente... L'unité de vue sur le programme, les méthodes et l'organisation forme la base sur laquelle est fondé notre Parti. Si l'unité de vue disparaît, le Parti, lui aussi, disparaîtra. Mais il

1. L. Trotsky, *Staline*, p. 50. — Trotsky a basé son affirmation sur une seule phrase d'un rapport de police écrit en 1911. Ce rapport renferme encore d'autres inexactitudes. Il dit par exemple que Staline n'a rejoint le Parti social-démocrate qu'en 1902.

2. J. Staline, *Sotchineniya*, vol. I, pp. 62-73.

1. Lénine, *Sotchineniya*, vol. IX, pp. 32-48. F. Dan, *op. cit.*, pp. 358-362.

ne suffisait pas d'accepter passivement les vues du Parti. Il ne manquait pas de bavards et de sots prêts à accepter n'importe quel programme. Et les batailles menées par la classe ouvrière ne pouvaient pas être gagnées par des francs-tireurs : « Jusqu'à présent notre Parti a été une famille patriarcale hospitalière, accueillant dans son sein n'importe quel sympathisant. Maintenant, nous le transformons en une forteresse dont on n'ouvrira les portes qu'à ceux qui le méritent. » Combien différente était cette forteresse de la salle de banquets socialiste qui plaisait tant aux Mencheviks. Koba avait pris chez Lénine tout son raisonnement et même ses comparaisons. Il n'apportait qu'un élément nouveau en insistant, comme il l'avait déjà fait dans ses premiers articles, sur le besoin d'une unité de vue complète au sein du Parti. Il avait conscience d'être sur ce point plus énergique et plus formel que Lénine lui-même; mais il était sûr d'agir dans les intentions de Lénine. Les Mencheviks, disait-il,

...ne parlent que de la nécessité d'accepter le programme pour être membre du Parti. Ils ne soufflent mot des méthodes et de l'organisation. Cependant, l'unité de vue sur les méthodes et l'organisation est aussi essentielle pour l'unité du Parti que l'unité de vue sur le programme. On nous dira que la formule de Lénine n'en parle pas non plus. C'est vrai. Mais Lénine n'avait pas besoin de discuter cette question dans sa formule. Ne comprend-on pas que celui qui travaille dans une organisation du Parti, qui combat avec le Parti et se soumet à son organisation ne peut pas suivre d'autres méthodes, d'autres principes d'organisation que ceux du Parti ?

Il ne lui venait pas à l'esprit que l'on pouvait être membre du Parti, accepter son programme et sa discipline et être en désaccord cependant sur des questions secondaires de méthode et d'organisation. Son idéal avait déjà un avant-goût de l'orthodoxie « monolithique » qui devait être celle du bolchevisme après sa victoire, largement sous l'impulsion propre de Koba. Mais ce « monolithisme »-là appartenait encore à un avenir lointain. Lénine lui-même ne pensait pas que la scission fût irrémédiable. Il espérait encore une fusion éventuelle des fractions et pensait qu'à l'intérieur du Parti, il pouvait y avoir de légères divergences d'opinion, pourvu que les facteurs d'unité — principes communs, centralisation et discipline volontaire — soient assez forts pour compenser des divergences.

Pendant l'été de 1904, Kamenev, le jeune lieutenant de Lénine qui venait de sortir d'une prison de Moscou, revint à Tiflis. Bien qu'il fût de trois ans plus jeune, Kamenev avait déjà vu et appris plus que Koba. Il avait participé à l'activité révolutionnaire de l'Université de Moscou, effectué des voyages à Genève, Paris et Londres, travaillé à l'étranger sous la direction personnelle de Lénine et discuté avec d'autres personnalités de l'*Iskra*. Il ne pouvait manquer d'exercer quelque influence sur Koba. Il était alors chargé de préparer une conférence régionale des Bolcheviks caucasiens. Des conférences identiques étaient organisées dans le Nord et le Sud de la Russie. Pour des raisons inconnues, Koba ne participa pas à la conférence caucasienne qui eut lieu en novembre. Les trois conférences régionales élurent un bureau bolchevique russe, que présidait le futur Premier Ministre soviétique Alexey Rykov et le futur commissaire aux Affaires

étrangères Maxime Litvinov. Ce bureau était pour Lénine un contrepoids au Comité Central vacillant. Lénine pouvait maintenant proclamer que son attitude inconciliable envers les Mencheviks avait l'assentiment du mouvement clandestin ouvrier en Russie. Il proposa la réunion d'un nouveau congrès qui mettrait fin à la situation ambiguë qui avait régné jusqu'alors. Les Bolcheviks partisans d'une réconciliation acceptèrent cette proposition. Koba fut entraîné dans la campagne en faveur du Congrès qui s'étendit sur toute la fin de cette année et le commencement de la prochaine.

On ne doit pas chercher très loin les raisons pour lesquelles les méthodes bolcheviques plaisaient à Koba. De par son tempérament, il appartenait au clan des révolutionnaires « durs ». On ne pouvait trouver chez lui aucune douceur sous quelque forme que ce soit. Les idées de Lénine le séduisaient parce qu'il y retrouvait ses propres qualités. Elles étaient claires et précises et cela lui plaisait beaucoup. En plus de cela, un certain aspect du léninisme, même à ses débuts, avait un effet apaisant sur son esprit et sa passion tendus. Le menchevisme semblait amoindrir ou même ravalier le rôle de l'homme en tant qu'individu, alors que le bolchevisme semblait l'exalter. Dans la conception de Lénine, le révolutionnaire professionnel, l'agitateur et l'organisateur, pauvre et traqué sans relâche, était le « sel de la terre ». C'était lui qui infusait régulièrement le vrai socialisme à l'intérieur du mouvement ouvrier spontané. Les hommes de comités de l'espèce de Koba étaient les hommes élus de la révolution. Il n'est pas difficile d'imaginer quelle confiance et quelle fierté la théorie de Lénine doit avoir données à Koba, qui n'avait pas de place dans la société officielle, qui ne pouvait même pas jouer un rôle brillant dans le mouvement clandestin. Il devait avoir grand besoin d'une compensation psychologique quelconque. Et voici que se présentait une théorie qui faisait de lui rien moins qu'un principe suprême d'organisation opposé au chaos régnant. Dans le miroir que lui tendait la conception léniniste, il pouvait se voir en Atlas sur les épaules duquel reposait l'avenir de l'humanité.

Le mouvement clandestin commençait à organiser son équipe avec ses dignitaires et ses bureaucrates. Ni les Mencheviks ni les Bolcheviks ne pouvaient se passer de cela. De tels dignitaires n'étaient en aucune façon inférieurs aux dignitaires officiels de n'importe quel parti européen normal et respectable. Par certains côtés — l'idéalisme, le dévouement à la cause et même l'éducation, — ils leur étaient supérieurs. Dans la conception menchevique du Parti, ils n'avaient pas de place ou de rôle défini. En théorie, mais pas en réalité, on mettait sur le même pied d'égalité tout le monde, « tout combattant ou intellectuel socialiste ». Martov, idéologue et homme de lettres, n'avait pas de rôle prépondérant. Il n'en était pas de même de Lénine. Bien qu'il n'ait pas son pareil comme idéologue et propagandiste, il était aussi, dès ses débuts, à la tête d'une administration révolutionnaire. Il sentait et se conduisait en conséquence, sans retenue ni réserve. Il définissait clairement la structure de cette administration et situa ses activités sur un plan idéal¹. Dans l'adhésion empressée que Koba apporta à Lénine, il y

1. « Nous devrions porter le nom et l'importance de membre du Parti toujours et encore plus haut », c'est ainsi que Lénine terminait au Congrès son discours sur le § 1 (*Sotchineniya*, vol. VI, 459) : « Nous aurions dû créer, ajouta-t-il plus tard, un ministère de l'*Iskra* honnête et cohérent. » (*Ibid.*, vol. VI, p. 65.)

avait une part d'inconsciente gratitude pour la promotion morale qu'il lui apportait.

Alors que le mouvement clandestin socialiste était déchiré par les polémiques, que les fractions se livraient une querelle plus furieuse, on s'aperçut à peine que la première révolution russe avait éclaté. Les Bolcheviks préparaient un nouveau Congrès qui devait se réunir à Londres en avril 1905. Lénine, qui s'était retiré de l'*Iskra*, réussit enfin à publier un nouveau périodique à Genève, *Vperyod* (*En Avant*). Les Mencheviks annoncèrent qu'ils boycotteraient le Congrès et réuniraient leur propre conférence. Pendant ce temps, la guerre russo-japonaise se terminait par la chute de Port-Arthur et la défaite de la Russie. Le 9 janvier 1905, selon le vieux calendrier orthodoxe, une foule considérable d'ouvriers, conduite par le prêtre Gapone, marcha sur le Palais d'Hiver à Saint-Petersbourg pour présenter une pétition au Tsar. Le défilé devait avoir un caractère pacifique. Ses participants avaient foi en le Tsar auquel, croyaient-ils, de mauvais conseillers avaient caché la vérité concernant la condition du peuple. Le ton de cette pétition était plaintif et timide. Le caractère loyal de la démonstration était confirmé par les nombreuses icônes et les portraits du Tsar que portaient les manifestants. Les gardes du Tsar les accueillirent par des coups de feu. Les balles tirées sur la foule furent le signal de la révolution. Les grèves s'étendirent dans tout le pays. Les révolutionnaires assassinèrent le grand-duc Serge, l'un des chefs de la camarilla impériale.

La première vague de grèves se terminait à peine quand éclatèrent des révoltes paysannes en divers points du pays. La fièvre gagna les frontières de l'empire. Les grèves dans la cité polonaise de Lodz aboutirent à un soulèvement armé qui dura près d'une semaine. Des barricades s'élevèrent dans les rues et les places de Varsovie et d'Odessa. Dans le port d'Odessa l'équipage du croiseur *Potemkine* se joignit à la révolte. Dans quelques villes les grévistes élurent des conseils de délégués ouvriers. C'étaient les premiers soviets qui sortaient du tourbillon de la révolte populaire. Le Tsar, dont l'assurance avait été ébranlée, fit une concession et promit de réunir une « Douma », Assemblée Consultative, dans laquelle les ouvriers ne seraient cependant pas représentés. Tous les partis de l'opposition, des libéraux aux Bolcheviks, protestèrent contre cet édit. En octobre, une grève générale éclata à Moscou et Saint-Petersbourg et gagna tout le pays. Toutes les communications ferroviaires furent interrompues. Les grévistes de Saint-Petersbourg élurent un Conseil de Députés Ouvriers, le soviét de Saint-Petersbourg, qui devint bientôt le centre le plus spectaculaire de la révolution. Pendant une courte période, le soviét de Saint-Petersbourg fut en fait un rival de l'administration officielle. Ses ordres et ses instructions étaient unanimement exécutés. Le soviét demanda aux campagnes de ne plus payer les impôts qu'elles devaient au Tsar. Ses membres, y compris son jeune président Léon Trotsky, furent arrêtés. De nouvelles grèves éclatèrent, qui se terminèrent par le soulèvement de décembre de Moscou, point culminant réel de la première révolution. Le soulèvement fut réprimé et, à partir de ce moment, le flot révolutionnaire commença à baisser. Bien qu'il fût encore capable de nouvelles vagues, chaque sursaut l'affaiblissait jusqu'à ce que finalement son élan fût épuisé. Pendant toute l'année de 1906 et même une partie de 1907, le ferment révolutionnaire était encore

si fort que peu de dirigeants politiques purent remarquer le recul du mouvement. Mais le Tsar, qui reprenait peu à peu confiance, retira les concessions libérales qu'il avait accordées dans son désarroi. Le coup d'Etat du 3 juin 1907 marqua la fin de la révolution. Ce jour-là, le nouveau Premier Ministre Stolypine procéda à la dissolution de la « Deuxième Douma » et fit arrêter cinquante-cinq de ses députés, dont tous les social-démocrates.

Dans les années suivantes, Lénine décrivit la Révolution de 1905 comme la « répétition générale » du soulèvement de 1917. Comment, peut-on se demander, se conduisirent, au cours de cette répétition générale, les principaux acteurs de 1917? Comment jouèrent-ils leur rôle et quel en fut le résultat? La réponse est surprenante : la plupart des acteurs principaux ne firent aucune apparition sur la scène. Le futur premier rôle lui-même, Lénine, se contenta d'un rôle secondaire, si loin de la scène que les vrais acteurs pouvaient à peine entendre sa voix. Quand la révolution commença, il resta en exil à Genève. Il ne quitta la Suisse que vers la fin d'octobre 1905, près de dix longs mois après la procession de Saint-Petersbourg. Quand il arriva enfin à Petersbourg, la grande grève générale était terminée, le cours des événements était réglé; la révolution atteignait son point culminant ultime et sans espoir : le soulèvement de Moscou. Le grand architecte de la révolution ne pouvait pas faire grand-chose.

Pour quels motifs Lénine se tint-il éloigné de la Russie durant ces mois cruciaux? Il avait toute raison de croire que la police tsariste le rechercherait à son retour, comme elle le fit lorsqu'il réapparut à Saint-Petersbourg. Mais ce n'est pas pour cela qu'il retarda son départ de Suisse. Il savait le rôle qu'il pouvait jouer dans la révolution, et ne pouvait avoir aucun doute quant à l'importance qu'il y avait pour lui à être près du lieu de l'action. Quand finalement il revint, il dirigea ses partisans d'une retraite clandestine; il aurait pu le faire beaucoup plus tôt. Ne saisissait-il pas la pleine signification des événements qu'il avait espérés et prédits depuis si longtemps? Ce qu'apparemment il ne réalisait pas pleinement c'était l'importance du temps dans la révolution. Il avait dû penser que le processus serait plus long qu'il ne le fut réellement; que le point culminant n'était pas encore proche; et que les revers de fortune ne seraient pas aussi sévères qu'ils ne le furent en l'occurrence. Il persista dans cette erreur même après que le cours des événements eut définitivement tourné.

En attendant, il voulait employer son temps à parfaire sa méthode révolutionnaire, à l'inculquer à ses partisans, à leur apprendre l'art de l'insurrection, etc. Il en était encore à faire des expériences dans le laboratoire de la politique révolutionnaire quand la révolution, sans attendre le résultat de ses travaux, frappa à sa porte. Quel dilemme pour ce savant et ce spécialiste pratique de la révolution! D'une part, il voyait que tout le mouvement russe était spontané, qu'il était poussé par toutes sortes d'impulsions fortuites, qu'il manquait d'une coordination, d'une forme et de chefs. Or, il n'avait pas confiance en la spontanéité. Il voulait préparer son parti à assumer le commandement et il pensait qu'il ne pouvait y parvenir qu'en l'obligeant à écarter les conceptions mencheviques. Même alors, il aurait pu avoir plus d'influence sur les événements s'il était sorti de sa retraite suisse plus tôt cette année-là. Le jeune Trotsky, le seul des dirigeants émigrés à s'être rendu sur le champ de bataille aussitôt qu'il l'avait pu, devint le principal chef de la première révolution. Au moment où Lénine revint

en Russie, Trotsky était sur le point d'être nommé président du soviet de Pétersbourg. Après 1905, Lénine doit avoir pensé plus d'une fois aux occasions qu'il avait manquées; il était résolu à ne pas manquer la prochaine; et en 1917, il n'hésita pas à traverser l'Allemagne impériale, alors en guerre avec la Russie, pour être dans la capitale russe au début de la seconde révolution.

L'échec relatif de Lénine lors de la « répétition générale » ne fut pas une exception. Aucun des grands dirigeants du menchevisme, aucun des hommes moins marquants du bolchevisme, ne fit mieux. Tandis que la grande vague de 1905 déferlait, Plékhanov, Martov, Axelrod et d'autres s'échouaient. A part Trotsky, les chefs de 1905 ne furent que des anonymes poussés par l'enthousiasme ou l'indignation populaire mais qui possédaient peu de technique et d'expérience révolutionnaires. Trotsky parvint presque à la place qu'il occupa en 1917; il fut les deux fois président du soviet de Saint-Petersbourg. Mais rien ne peut mettre mieux en évidence « le manque de maturité » de la première révolution que le contraste entre les rôles qu'il joua en 1905 et 1917. Dans la première révolution, il avait marqué les événements en tant qu'individu presque isolé. En 1917, ses immenses efforts personnels furent appuyés par la solide puissance du Parti bolchevique qu'il avait rejoint dans l'intervalle. En 1905, il se dépensa en brillantes démonstrations oratoires, en gestes quelque peu théâtraux et en défis révolutionnaires, sans aucun effet pratique immédiat, bien qu'ils aient séduit l'imagination des masses et aient servi, par conséquent, la cause. Quand les Cosaques et les gendarmes cernèrent le soviet de Saint-Petersbourg, alors en séance, c'est Trotsky qui ordonna à ses membres armés de déposer leurs revolvers et de se rendre puisque la résistance armée ne servait à rien. Mais le discours inspiré qu'il prononça devant la cour martiale tsariste, pour glorifier la révolution et proclamer le droit à l'insurrection armée, pénétra l'esprit de nombreux ouvriers et fut l'une des semences de la prochaine révolution. Il y avait encore dans tout cela une grande part d'amateurisme, un amateurisme que l'on ne devait pas retrouver chez le Trotsky de 1917 quand, sous sa présidence, le soviet de Pétersbourg, loin de déposer les armes, lança avec succès l'insurrection d'Octobre.

Que fit Koba-Djougachvili durant toute cette « année de folie révolutionnaire » ? Pendant toute cette période, il ne joua aucun rôle à l'échelle nationale. Il resta l'un des chefs provinciaux caucasiens. Le Caucase, il est vrai, était un centre très important de cette révolution. Plusieurs fois, bien qu'étant de la province, il montra l'exemple au reste de l'Empire et il fut le dernier à accepter la défaite quand s'établit la contre-révolution et que le reste de la Russie sombra dans l'apathie. En décembre 1904, quelques semaines avant la marche sur le Palais d'Hiver à Pétersbourg, une grève opiniâtre des ouvriers des raffineries de Bakou, qui traînait en longueur, s'était terminée par la conclusion d'un accord collectif entre ouvriers et employeurs. C'était le premier accord collectif que l'on signait en Russie. Les industriels furent obligés de discuter avec un comité de véritables hors-la-loi, les dirigeants clandestins de la grève. A un certain point de vue, les événements de Bakou furent le prélude réel de la révolution. Koba était alors en train de faire une tournée de conférences contre les Mencheviks, les anarchistes, les fédéralistes, les dachnaks arméniens socialistes-nationalistes et d'autres. Il interrompit sa tournée et vint très rapidement

à Bakou. Il n'a pas dirigé la grève lui-même car il n'est resté que quelques jours dans la ville, mais ses conseils ont sûrement influencé les dirigeants. Les événements de Bakou et ses voyages en province, où les conscrits protestaient contre leur enrôlement dans l'armée, lui firent fortement pressentir ce qui allait se passer.

Gardant l'oreille si près de son sol natal, il ne manqua pas d'entendre les premiers grondements de la révolution. Dès janvier 1905, la veille du « dimanche sanglant » de la capitale, l'Union Caucasienne des Social-Démocrates fit paraître une proclamation intitulée : *Ouvriers du Caucase, l'heure de la revanche a sonné*¹. Son auteur était Koba. Il affirmait que « l'autocratie tsariste était en train de perdre son principal instrument, ses guerriers dignes de confiance », c'est-à-dire l'armée qui, pensait-il, se tournait contre le gouvernement. Il surestimait la force du mouvement. L'une des raisons qui permit au Tsar de soutenir le choc de la première révolution et d'y survivre fut précisément l'attachement de ses « guerriers ». Dans l'ensemble, l'armée acceptait encore de marcher contre les révolutionnaires. Huit ou neuf soldats sur dix étaient des moujiks; et l'attitude de l'armée reflétait ce fait car la paysannerie ne se rangeait pas de bon cœur derrière la révolution. On peut facilement expliquer l'erreur de Koba par les circonstances particulières qui prévalaient alors dans le Caucase. Dans son pays natal, en Géorgie, la condition des paysans était bien plus mauvaise que dans le reste de la Russie. Le besoin de terre s'y faisait plus sentir; et les révoltes de paysans et soulèvements de soldats étaient beaucoup plus étendus qu'ailleurs².

A d'autres égards aussi, Koba avait tendance à surestimer les obstacles que le Tsar avait à surmonter. Il prédit que le gouvernement ferait bientôt faillite parce qu'il perdait son crédit en Europe occidentale. En fait, la Bourse de la France républicaine faisait au Tsar des prêts généreux qui l'aidaient à mettre un peu ses finances en ordre. Koba avertissait ses lecteurs que le tsarisme était en train de changer de peau, que dans sa panique il resterait à l'écart du knout et offrirait quelques bouchées de pain au peuple; mais « le temps est venu de détruire le gouvernement tsariste et nous le détruirons... La Russie ressemble à un fusil chargé et armé prêt à partir à la moindre secousse... Donnons-nous donc la main et rallions les comités du parti... Nous ne devrions pas oublier un seul moment que seuls les comités du Parti peuvent nous conduire d'une manière efficace, qu'eux seuls peuvent éclairer la route de la Terre promise, c'est-à-dire du monde socialiste. Le Parti, qui nous a ouvert les yeux et nous a montré nos ennemis, nous a organisés en une armée imposante et nous a conduits au combat, le parti qui ne nous a jamais abandonnés, que ce soit dans la joie ou dans la peine et qui a toujours marché devant nous, c'est le Parti Ouvrier Social-Démocrate ». Comme on retrouvait vivant et bien marqué dans cet énergique homme de comité l'ancien séminariste! Dans sa vision des choses, le peuple errait dans le désert à la recherche de la Terre promise du socialisme, le Parti, comme le pilier de feu biblique, lui montrait le chemin.

1. J. Staline, *Sotchineniya*, vol. I, pp. 74-80.

2. Un rapport officiel déclare que le groupe des partisans dans la région du Caucase consistait principalement en « serfs à temps ». Voir *Istoriya Klassovoi Borby v Zakavkazi*, vol. I, p. 23.

Qui d'autre pouvait alors conduire le peuple « que ce soit dans la joie ou dans la peine » si ce n'étaient les prêtres et les lévites des comités du Parti? La proclamation se terminait par ces mots d'ordre : « A bas l'autocratie tsariste! Vive l'Assemblée Populaire Constituante! Vive la République Démocratique! Vive le Parti Ouvrier Social-Démocrate Russe! »

Pour faire face à la menace de révolution, le ministre tsariste de l'Intérieur lâcha les bandes des *Cent Noirs* contre les socialistes de toutes les tendances, les libéraux et les Juifs. A Bakou, les *Cent Noirs* entrèrent en action peu après la grève des raffineries. Les Arméniens étaient dans le Caucase ce qu'étaient les Juifs dans les autres parties de l'empire, c'est-à-dire des boucs émissaires sur lesquels le tsarisme essayait de rejeter le mécontentement populaire. En effet, dans le Caucase, l'inimitié entre Turcs et Arméniens couvait sans cesse, nourrie par les passions qu'avait provoquées le massacre des Arméniens sur la frontière turque, aussi bien que par la haine que l'on ressentait dans ce pays contre la classe moyenne arménienne. Rien n'était plus facile pour les *Cent Noirs* que d'inciter une bande de mahométans à massacrer les Arméniens et à plonger ainsi le Caucase dans de sanglantes luttes de races. Serge Allilouyev, beau-père de Staline, décrit d'une manière réaliste dans ses Mémoires les troubles effroyables de cette époque¹ :

Les autorités, soutenues activement par les fonctionnaires de tous les services et de tous les grades qui étaient membres des *Cent Noirs* de Bakou et par la police de la ville et de la province, armèrent les assassins de « l'Union du Peuple russe ». Tout d'abord ces bandes excitèrent les enfants turcs et arméniens les uns contre les autres. Après ces disputes d'enfants commencèrent les querelles entre adultes. Les *Cent Noirs* en embuscades, tuèrent des Arméniens et des Turcs et mirent le feu aux maisons. Excitant la haine par toutes sortes de ruses, les autorités réussirent à atteindre l'objectif visé : en août, les Arméniens et les Turcs commencèrent à s'entre-tuer sauvagement. La ville retentit de coups de feu. Les boutiques arméniennes furent pillées et les habitations saccagées. Des cadavres jonchaient les routes et les trottoirs; et on pouvait entendre partout les gémissements des blessés. De-ci de-là des soldats et des policiers regardaient tranquillement le massacre. Les *Cent Noirs* mirent alors le feu aux usines et aux puits de pétrole et répandirent le bruit que cela avait été fait par les grévistes. Sous prétexte de « combattre les incendiaires », les bandits et les assassins poursuivirent les ouvriers les plus en vue de notre Parti... Pour nous tous la vie était une sorte d'enfer. Les incendies des raffineries devenaient de plus en plus menaçants. Tout autour de nous grondaient les éléments furieux, des flammes terrifiantes, sauvages et indomptables, la mort et la destruction, étaient partout.

Pendant de nombreux mois la révolution était presque vaincue ou s'immobilisait, dans les cités du Caucase où l'on trouvait toutes les races. Koba écrivait tract sur tract, mettant les ouvriers en garde contre une lutte fratricide et prêchant la solidarité internationale. Il montrait quelques exemples où des foules de Turcs, d'Arméniens, de Persans et de Russes avaient marché en processions fraternelles des églises aux mosquées et aux cimetières, faisant le serment de s'aimer². Il exhortait le Parti à encourager de telles

1. S. Allilouyev, *op. cit.*, p. 130.

2. J. Staline, *Sotchinyaya*, vol. I, pp. 81-88.

démonstrations et préconisait des accords avec les autres partis et fractions prêts à engager une action commune contre les massacres et les pogroms.

En même temps, la querelle menchevique-bolchevique se poursuivait. En mai, Koba publia un *Bref Exposé des différends survenus dans le Parti*¹, nouvelle répétition des arguments de Lénine, article émaillé des métaphores invariables sur la Terre promise du socialisme. Cet article, comme tous les autres, montrait bien que Koba était un léniniste implacable. Les Bolcheviks n'avaient pour eux qu'une petite minorité du mouvement clandestin caucasien. Le pays natal de Koba, la Géorgie, était la forteresse menchevique *par excellence*. Le point de vue qu'il adoptait était celui d'une minorité dans la minorité, puisque la plupart des dirigeants bolcheviques de la province cherchaient à se rapprocher des Mencheviks. A ce moment, Koba attira inévitablement sur lui l'attention de Lénine. En effet, Lénine avait pensé que sa position n'était pas exposée avec assez de vigueur et de conviction dans le Caucase et il fut agréablement surpris lorsque Maxime Litvinov lui apprit que Koba avait publié une brochure en russe, géorgien et arménien. Nadjeda Kroupskaïa, la femme et la collaboratrice de Lénine, demanda un exemplaire de la brochure et de l'article en géorgien dans lesquels Koba avait exposé les vues de Lénine. Ce fut le premier contact indubitable, quoique indirect, entre Lénine et son futur successeur. Il n'est pas certain que Koba aurait pu retenir l'attention de Lénine à ce moment-là si des Bolcheviks plus éminents avaient sincèrement soutenu Lénine. C'était une des caractéristiques de Lénine lorsqu'il sentait qu'il ne pouvait compter sur les autres dirigeants bolcheviques de chercher à établir un contact direct avec des Bolcheviks de moindre envergure qui étaient plus décidés à le soutenir. Il les encourageait alors, mettait sa confiance en eux et aidait à leur avancement dans le Parti. Le manque de succès que rencontra sur place Koba fut largement compensé par les premiers signes de l'attention bienveillante de Lénine. Le style de ses écrits contre les gros bonnets locaux du menchevisme devint de plus en plus fanatique et amer, reflétant à la fois le sentiment de son isolement dans cette région et la confiance que lui donnait le fait de savoir qu'il marchait sur les traces de Lénine lui-même. Le sentiment de son isolement doit avoir été le plus fort à cause de la mort de ses deux amis et maîtres : Tsouloukidzé et Ketskhoveli. Ces deux leaders de la minorité du *Messame Dassy* auraient pu devenir de vrais Bolcheviks comme lui s'ils avaient vécu. Mais Ketskhoveli fut fusillé par ses geôliers au château de Metekhy, la terrible prison de Tiflis; Tsouloukidzé mourut poitrinaire.

Pendant ce temps, Koba suivait le développement des nouvelles idées de son maître sur la technique de la révolution. Déjà en avril, à la Conférence de Londres, Lénine avait posé devant ses partisans la question de l'insurrection armée². De retour à Genève, il continua à approfondir la question. Il disait que le tsarisme ne capitulerait pas de plein gré, qu'il faudrait le renverser par une insurrection armée. C'était un truisme qu'acceptaient tous les socialistes. Mais beaucoup d'entre eux envisageaient l'insurrection comme une révolte spontanée du peuple, un phénomène

1. J. Staline, *Sotchinyaya*, pp. 89-130.

2. Lénine, *Sotchinyaya*, vol. VII, p. 336.

élémentaire de la révolution, aussi inévitable que le lever et le coucher du soleil et qu'il n'était pas nécessaire d'organiser. Lénine les appelait avec mépris les Micawbers romantiques de la révolution. L'insurrection, démontrait-il, était un art que l'on devait apprendre à pratiquer. Il rappela au Parti des maximes élémentaires, par exemple que l'insurrection ne pouvait aboutir que si elle passait constamment à l'offensive et que la défensive était sa perte; il encouragea ses partisans à fonder dans le Parti des sections militaires spécialisées.

Koba reprit l'argument dans le *Prolétariat Brdzola* :

Beaucoup de nos organisations ont déjà résolu le problème et consacrent une partie de leurs forces et de leurs ressources à l'armement du prolétariat. Notre lutte contre l'autocratie a maintenant atteint le stade où chacun reconnaît qu'il nous faut nous armer. Mais il ne suffit pas de reconnaître cette nécessité, il faut poser carrément devant le Parti le problème de la réalisation pratique. Nos comités devraient commencer à armer localement le peuple, former des groupes spéciaux chargés de ce travail, instituer des centres régionaux pour la collecte des armes, organiser des ateliers où l'on préparerait toutes sortes d'explosifs et instaurer des plans pour la saisie des magasins d'armes et arsenaux privés et d'Etat... Les luttes de fractions ne devraient en rien gêner l'unification dans cette voie de toutes forces social-démocrates ¹.

Si Koba avait traduit les instructions de Lénine en géorgien, il les mit aussi en pratique. Il aida à construire et à guider l'organisation militaire provinciale qui avait à sa disposition un laboratoire secret d'explosifs très important, fondé par Krassine. Il est vrai que l'idée de Lénine d'un soulèvement prévu et dirigé par un Comité Central ne devait pas se réaliser durant la première révolution. Précisément, les « brigades de combat » firent leur apparition dans les nombreuses révoltes non coordonnées qui éclatèrent cette année-là. Dans le Caucase, elles résistèrent aux *Cent Noirs*, protégèrent les quartiers ouvriers contre les luttes de clans, et restèrent en liaison avec les guérillas paysannes. Le rôle de Koba dans la nouvelle branche d'activité du Parti ne fut pas celui d'un officier combattant, mais celui d'un organisateur, d'un administrateur et d'un inspirateur.

L'organisation de ce nouveau secteur du Parti devait être gardée tout à fait exceptionnellement secrète. Sa hiérarchie et ses membres restaient dans la clandestinité, plus encore que le reste du Parti. En fait, on réduisait au minimum les contacts entre le secteur technique et les autres secteurs.

Dans le feu de la révolution, les rangs du Parti s'étaient grossis de nouveaux membres non éprouvés. Au fur et à mesure que diminuait le régime de terreur tsariste, le Parti relâcha cette discipline sévère et agit plus ouvertement. Avant 1905, les comités, les membres dirigeants, et les permanents du Parti étaient en général nommés par des comités plus élevés et à leur discrétion. L'organisation venait d'en haut et la base ne connaissait pas les membres des divers organismes dirigeants. Dans le cours de la première révolution, on changea la méthode d'organisation : les comités furent soumis à un contrôle démocratique de la masse. Les comités ne furent plus nommés par les leaders, mais élus par tous les membres ².

1. J. Staline, *Sotchineniya*, vol. I, p. 34.

2. V. K. P. (b) *v Rezolutsyakh*, vol. I, p. 59. N. Popov, *Aperçu de l'histoire du Parti communiste*, vol. I, p. 174.

Le principe électoral ne put cependant pas être introduit dans le secteur technique. Une part importante des activités de Koba pendant toute la révolution, surtout pendant son déclin, se déroula à l'intérieur de la plus secrète redoute du Parti, hors de la vue et du contrôle de ses membres.

L'insurrection armée, si elle réussissait, aboutirait à l'établissement d'un gouvernement révolutionnaire provisoire. Prévoir ce gouvernement et ses fonctions fut la seconde préoccupation de Koba. Là encore il suivit fidèlement Lénine : la Russie n'était pas mûre pour le socialisme et, par conséquent, le gouvernement révolutionnaire provisoire ne pouvait être une « dictature prolétarienne ». Ce ne serait pas non plus un gouvernement parlementaire, car cela n'était pas possible en pleine révolution. Lénine l'appelaient une « dictature démocratique des ouvriers et des paysans ». Cette formule obscure et contradictoire n'a jamais été expliquée clairement, ni par son auteur ni par ses disciples, bien qu'elle ait été la base de toute la propagande bolchevique de 1905 à 1917. En 1917, le manque de clarté sur ce point conduisit à l'une des crises les plus sévères de l'histoire du bolchevisme, pourtant si riche en querelles et en crises internes.

Selon Koba, le gouvernement révolutionnaire provisoire aurait à accomplir les tâches suivantes : désarmer « les forces obscures de la contre-révolution »; diriger la guerre civile; puis convoquer par des élections générales une assemblée constituante. Entre la formation du gouvernement révolutionnaire, qui ne tirait son pouvoir d'aucune source constitutionnelle, et la convocation de l'Assemblée Constituante, le gouvernement décréterait une série de réformes radicales dont aucune ne dépasserait les limites de la démocratie bourgeoise. Ces réformes comprendraient : la proclamation de la liberté de la presse et des réunions, l'établissement de comités paysans révolutionnaires chargés de la réforme agraire, la séparation de l'Eglise et de l'Etat, la journée de travail de huit heures, l'instauration de services sociaux et de bourses du travail, etc.

Dans l'ensemble, ce programme était beaucoup plus modéré que celui que devait adopter exactement quarante ans plus tard le gouvernement travailliste de Grande-Bretagne. Pour la Russie cependant, au commencement du siècle, quarante ans à peine après l'abolition du servage, il signifiait un bouleversement complet ¹.

Koba, comme tous les Bolcheviks, soutenait que le programme exposé plus haut ne pourrait être appliqué que si la classe ouvrière socialiste s'alliait aux paysans individualistes parce que la classe moyenne libérale des villes ne soutiendrait pas la révolution. Il réalisait qu'en fin de compte la classe ouvrière et la paysannerie poursuivaient des buts différents et qu'éventuellement leurs intérêts et leur politique pourraient se heurter. Mais le choc ne se produirait qu'au moment où les socialistes essaieraient le capitalisme et cela n'était pas la tâche de la révolution en Russie. Ainsi la dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie « serait purement démocratique parce que dans son programme il n'y avait pas une once de socialisme pur. Ce serait une dictature parce que même un objectif aussi limité que l'établissement d'une république parlementaire non socialiste nécessiterait la suppression de l'Ancien Régime par des moyens dictatoriaux et violents; elle serait basée sur la coalition de deux classes et

1. J. Staline, *Sotchineniya*, vol. I, pp. 138-159.

cela signifiait que les représentants de différents partis siégeraient au gouvernement. Il s'ensuit que le Parti Social-Démocrate devait nécessairement entrer dans le gouvernement pour y représenter les intérêts de la classe ouvrière et assurer ainsi « l'hégémonie du prolétariat ». En d'autres termes, les socialistes guideraient le parti ou les partis des paysans qui, par définition, étaient moins avancés, moins clairvoyants et résolus que ne l'était le parti du prolétariat.

Les Mencheviks persistaient à penser que la classe moyenne libérale dirigerait la révolution. De là, ils tiraient la conclusion que le Parti Social-Démocrate ne devait pas participer au gouvernement révolutionnaire provisoire, parce que ce n'était pas le travail des social-démocrates de diriger les affaires d'une administration non socialiste. A cette époque, la majorité écrasante des socialistes de tous les pays du monde, même les modérés, regardait encore une participation de socialistes à un gouvernement de coalition quelconque comme un acte d'opportunisme intolérable, sinon comme une trahison directe du socialisme. Quand le socialiste français Millerand accepta un portefeuille dans un ministère bourgeois, il fut automatiquement mis à l'écart. Les Mencheviks accusaient alors Lénine de millerandisme. Dans leur esprit, le fait de vouloir une participation social-démocrate à un gouvernement non socialiste se rapprochait fort de l'opportunisme pur et simple. Koba contre-attaquait en disant que les Mencheviks confondaient les différents types de gouvernement. « Un gouvernement provisoire, sorti de la révolution, qui devait accomplir des réformes radicales, différait entièrement d'une administration ordinaire dont le travail consiste seulement à conserver l'ordre existant. Qu'est-ce qu'un Conseil des Ministres? demandait-il. La conséquence d'une administration régulière. Qu'est-ce qu'un gouvernement provisoire? La conséquence de la destruction de l'administration régulière. Le premier fait respecter les lois existantes avec l'aide de l'armée régulière. Le second les modifie et impose la volonté de la révolution avec l'aide du peuple insurgé. Il est étrange que les Mencheviks aient oublié l'ABC de la révolution. » Lénine, d'après cette interprétation, n'était certainement pas un ministérieliste avéré, un méprisable Millerand.

Une autre critique des Mencheviks — et qui reflétait mieux encore leurs craintes réelles — c'était que le programme de Lénine se moquait des règles constitutionnelles. Car le gouvernement provisoire, tel qu'il le voyait, devait décréter une série de réformes totales, même avant la convocation d'une Assemblée Constituante.

L'Assemblée, prévoyait les critiques — et leur prédiction se réalisa en 1918 — devrait accepter le fait accompli de ces réformes ou bien serait dissoute par le gouvernement dictatorial. Dans l'esprit de Koba, ces scrupules constitutionnels étaient ridicules. Il ne voyait pas pour quelle raison l'Assemblée s'opposerait aux réformes décrétées par le gouvernement révolutionnaire provisoire durant un interrègne constitutionnel : les réformes radicalement démocratiques, mais non socialistes, devaient fatalement avoir l'appui d'une immense majorité du peuple. Pourquoi discuter pour savoir si, oui ou non, le gouvernement révolutionnaire provisoire devait différer les réformes jusqu'à la réunion de l'Assemblée Constituante, alors qu'on devait bien se rendre compte que la guerre civile inévitable retarderait les élections à l'Assemblée et que, dans l'intervalle, le gouvernement révolution-

naire provisoire serait guidé par le désir du pays de voir les terres distribuées aux paysans, de décréter la journée de travail de huit heures, etc.? L'instinct de conservation de la révolution déterminerait le cours des événements. « Ce raisonnement (menchevique) demandait Koba, ne sent-il pas le libéralisme pourri? Le Menchevik ne rappelle-t-il pas le condamné qui, au moment de mettre la tête dans le nœud coulant du bourreau, demande à ce dernier de ne pas égratigner le bouton qui se trouve sur son cou? »

Les Bolcheviks et les Mencheviks avaient la même conception de l'objectif général de la révolution : elle devait être « démocratique et bourgeoise » et rien de plus. La différence résidait dans les méthodes. Les Mencheviks adaptaient leurs méthodes au seul objectif stratégique tandis que les méthodes révolutionnaires que Lénine adoptait sans réserve étaient en totale contradiction avec celui-ci. Les Bolcheviks pouvaient facilement prouver que l'orthodoxie « bourgeoise démocratique » à laquelle leurs adversaires restaient fidèles impliquait l'abandon de la révolution. Il était encore plus facile pour les Mencheviks de prouver que les termes de la conception bolcheviste se contredisaient. Les critiques formulées par chaque parti étaient également justes et d'une logique sans défaut. L'argument menchevique avait sans aucun doute plus de poids, mais il recélait une arrière-pensée troublante de résignation pacifiste, qui était un mauvais présage pour le parti s'il était entraîné dans le tourbillon de la révolution. Le raisonnement de Lénine était confus, dans les exposés sommaires de Koba il était même parfois incohérent; mais son ton reflétait la volonté révolutionnaire d'arriver au pouvoir. A l'occasion — prévoyait quelques-uns des critiques de Lénine — Lénine aurait à mettre en accord sa stratégie avec sa tactique. Il devrait soit abandonner sa tactique extrême, soit s'évader de la structure d'une révolution non socialiste, purement démocratique et tenter l'expérience du socialisme. Lénine répétait qu'une telle expérience en Russie serait une aventure absurde. Le seul socialiste qui, en 1905, croyait que la révolution, si elle était victorieuse, ne pouvait manquer de mener à la dictature prolétarienne et au socialisme, c'était Trotsky; les Mencheviks et les Bolcheviks traitaient ses prédictions de divagations extravagantes¹. Durant la répétition générale, les principaux acteurs, excepté Trotsky, n'apparurent pas dans les actes les plus importants, mais leur rôle même fut différent de celui qu'ils devaient jouer lors de la vraie représentation. Ceci fut également vrai de Koba.

En octobre, le Tsar publia un Manifeste par lequel il promettait la liberté constitutionnelle. Les libéraux triomphaient. Ils espéraient pouvoir transformer le tsarisme en une monarchie constitutionnelle et voyaient dans la Douma, le Parlement nouvellement convoqué, l'instrument de cette transformation. La plupart des Mencheviks, et quelques Bolcheviks également, pensaient qu'ils devaient prendre part aux élections. A vrai dire, le droit de vote allait être limité, la classe ouvrière serait pauvrement représentée et la Douma était par conséquent certaine d'avoir une majorité de libéraux modérés. Cela, soutenaient les Mencheviks, n'avait pas une très grande importance. Durant la Révolution française, le mouvement populaire avait obligé l'Assemblée modérée à faire place à la Convention de tendance plus

1. Les vues de Trotsky étaient partagées par Helphand-Parvus dont le rôle dans la Révolution russe ne fut qu'épisodique.

radicale. Koba ne partageait pas ce point de vue. Il préconisait le boycott des élections parce que toute élection qui aurait lieu maintenant « à la veille d'un soulèvement populaire russe » ne ferait que détourner l'attention du peuple d'une action révolutionnaire directe. Dans un appel qu'il écrivit au nom du Comité de Tiflis il dit : « Le prolétariat ne demande pas au gouvernement des concessions insignifiantes comme l'abolition de la loi martiale ou la cessation des exécutions dans quelques villes ou villages... Celui qui demande de telles concessions au gouvernement ne croit pas à son renversement, alors que le prolétariat le souhaite fermement... La liberté du peuple ne peut s'obtenir qu'aux dépens des oppresseurs. Seul le sang des oppresseurs peut permettre au peuple de gouverner¹. » Lénine, qui approuvait quelquefois ces expressions de colère plébéienne, version russe des « Aristos à la lanterne », ne s'y laissa jamais aller lui-même. Il était trop raffiné pour cela. Mais il n'était pas choquant d'entendre de tels mots sortir de la bouche de Koba, fils d'anciens serfs. Dans une autre de ses proclamations, celui-ci réclama « une lutte sans merci contre les libéraux ennemis du peuple », parce que les libéraux traitaient alors avec le Tsar. De là à dénigrer les Mencheviks, il n'y avait qu'un pas, bien que Mencheviks et Bolcheviks fussent encore membres d'un même parti : « Ou bien les bourgeois libéraux sont devenus Mencheviks, remarqua Koba, ou bien les Mencheviks se sont transformés en libéraux bourgeois. »

Le Manifeste du Tsar provoqua une tempête de protestations. Il était trop tiède pour satisfaire l'opposition, et c'était un tel signe de faiblesse qu'il devait fatalement encourager d'autres revendications. Les protestations furent suivies de grèves générales et de soulèvements locaux. Deux mois après le geste pseudo-libéral du Tsar, le surintendant de la police du Caucase faisait à son chef de Pétersbourg le rapport suivant : « La province de Koutaïs se trouve dans une situation critique... Les révoltés ont désarmé les gendarmes, se sont rendus maîtres de la ligne de chemin de fer de l'Ouest, vendent eux-mêmes les billets et font le service d'ordre... Je ne reçois plus de nouvelles de Koutaïs; les gendarmes se sont repliés et concentrés sur Tiflis. Les courriers qui portent les rapports sont pourchassés par les révolutionnaires qui se saisissent des documents; la situation ici devient intenable... Le vice-régent a une crise nerveuse; la situation n'est pas encore désespérée. Le comte s'occupe de rapports plus importants, mais il est très faible. J'enverrai si possible des détails par poste, sinon je dépêcherai un messager². »

Les partis étaient sortis de la clandestinité. Des quotidiens socialistes étaient édités et vendus ouvertement. A Pétersbourg, Litvinov et Krassine éditaient la *Novayajizn* (La Vie nouvelle). Trotsky éditait le *Natchalo* (Le Départ), l'entreprise de journalisme la plus brillante de la première révolution, qui tirait à environ cinq cent mille exemplaires. A Tiflis, Koba-Djougachvili et S. Chaumian³ publiaient en commun un quotidien bolchevique au nom un peu moins symbolique, *Karkasky Rabtchy Listok* (Le Journal des Ouvriers caucasiens). Ces journaux ne parurent pas longtemps,

1. J. Staline, *Sotchineniya*, vol. I, pp. 189-190.

2. L. Berya, *op. cit.*, p. 80.

3. Chaumian était le futur commissaire bolchevique de Bakou, l'un des vingt-quatre commissaires fusillés par les contre-révolutionnaires russes pendant l'intervention anglaise dans le Caucase.

ils furent supprimés par la police dès que les soulèvements échouèrent. Dans l'intervalle, Koba partageait son temps entre les bureaux où le journal était publié légalement, les comités semi-clandestins social-démocrates du Caucase et de Tiflis, et aussi la section technique clandestine du Parti. A côté de ces diverses activités, il préparait aussi la IV^e Conférence des Bolcheviks caucasiens, durant laquelle il fut lui-même élu délégué à la Conférence Nationale du Parti réunie par Lénine pour la première fois en Russie. En fait, la Conférence eut lieu dans la ville finnoise de Tammerfors, parce que la Finlande jouissait d'une autonomie et d'une liberté plus grandes que le reste de l'empire tsariste et que les délégués s'y sentaient plus en sûreté.

C'était la première fois que Koba quittait le Caucase à demi asiatique pour la Russie d'Europe, les coulisses de Tiflis pour un rassemblement vraiment national. Ce fut également à Tammerfors qu'il rencontra Lénine pour la première fois. Il décrivit plus tard d'une manière caractéristique, vivante et crue, l'impression que lui avait faite son maître¹ :

J'avais espéré voir l'aigle de notre Parti, tant au point de vue physique qu'au point de vue politique. Je m'étais imaginé Lénine comme un géant, majestueux et imposant. Combien grande fut ma déception lorsque je vis un homme tout à fait ordinaire, d'une taille au-dessous de la moyenne, ne différant en aucune façon du commun des mortels... Généralement, un grand homme arrive en retard à une réunion pour faire attendre sa venue dans le bourdonnement des voix retenues. Juste avant son entrée, on murmure : « Chut!... Silence... il arrive. » Ce rite ne me semblait pas superflu, car il provoque une impression et inspire le respect. Combien je fus déçu de voir que Lénine était arrivé à la conférence avant les autres délégués, qu'il était installé dans un coin et qu'il conversait simplement, le plus simplement du monde avec le plus quelconque des délégués. Je ne vous cacherai pas qu'à l'époque cela me parut être une violation de certaines règles essentielles.

Rien ne pouvait mieux résumer les conceptions provinciales de Koba à cette époque que ces paroles. Ce descendant de serfs avait peut-être appris à se servir d'un idiome marxiste élémentaire pour discuter du mécanisme de la révolution. Mais il s'étonnait encore de constater que le leader de la révolution n'avait pas une allure de seigneur. L'ancien séminariste qui avait tourné le dos à l'Eglise s'imaginait encore Lénine comme le grand prêtre ou le mandarin du socialisme.

Il fixait Lénine, écoutait avidement son discours et surveillait ses moindres gestes. Il y avait assez de qualités dans l'homme pour produire une profonde impression sur le délégué de Tiflis : la logique irrésistible de son discours, son intrépidité politique, ses larges vues historiques, la subtilité et la simplicité de ses conclusions et — *last but not least* — son sens pratique et sa modération. Les délégués étaient arrivés à Tammerfors d'humeur fort gaie, très excités à la pensée d'un renversement rapide du tsarisme, espoir qui était encouragé par les premiers échos du soulèvement de Moscou². Lénine lui-même était gagné par l'optimisme général; et il y eut à

1. J. Staline, *Sotchineniya*, vol. II, p. 54.

2. Voir le compte rendu de G. Kramolnikov dans *Trudy Pervoi Vsesoyuznoi Konferentsii Istoričesk-Marksistov*, vol. I, pp. 210-247.

certain moments de la Conférence des scènes d'opéra-comique comme, par exemple, les intervalles entre les séances pendant lesquels les délégués allèrent s'exercer dans les bois au tir au pistolet. Cela ne fit cependant pas sortir Lénine de sa réserve et de sa circonspection. A la séance d'ouverture, il proposa que, malgré tout ce qui arrivait durant ces « jours de liberté », les délégués prendraient des pseudonymes au lieu d'utiliser leurs noms réels. L'*Okhrana* n'avait pas encore été vaincue et il était encore trop tôt pour sortir complètement de la clandestinité. Koba prit le surnom de Ivanovitch. Son propre rôle à la Conférence fut aussi modeste et sans prétention que ce surnom. Ce n'est pas encore à ce moment que Lénine et lui se lièrent étroitement, sans parler d'une amitié entre eux. Mais il rencontra un grand nombre de personnes qui devinrent plus tard très importantes : Lozovsky, le futur dirigeant de l'Internationale Professionnelle Rouge (Profintern) et porte-parole officiel durant la guerre germano-russe de 1941-1945; Yaroslavsky, futur dirigeant de la société des Sans-Dieu; Borodine, qui devait devenir ambassadeur de Staline et conseiller militaire du général Tchang-Kai-Tchek exactement vingt ans plus tard; Nadjeda Kroupskaïa, la femme de Lénine, et plusieurs autres.

Koba dut apprendre avec quelque surprise que le point principal de l'ordre du jour de la Conférence était la fusion entre les Mencheviks et les Bolcheviks. Les événements avaient rapproché les deux fractions. La tendance à l'unification était plus forte dans la Russie centrale que dans le Caucase, où la scission n'avait pratiquement pas d'importance, étant donné que les Bolcheviks y avaient peu d'influence. Les deux fractions se rendaient compte que la brèche s'amenuisait et désiraient y mettre fin. A Tammerfors, Lozovsky proposa l'unification immédiate à l'échelon local, sans attendre l'accord formel entre les dirigeants. Sa motion fut acceptée. En même temps que les Bolcheviks, les Mencheviks se réunissaient et adoptaient une décision semblable en faveur de l'unité. Les deux conférences devaient être suivies de négociations entre les dirigeants à Pétersbourg. L'autre question qui fut soulevée à Tammerfors fut celle des élections à la Douma. Les social-démocrates devaient-ils y prendre part ou non? A la conférence des Bolcheviks caucasiens, Koba avait préconisé le boycottage : la place de la classe ouvrière était sur les barricades et non dans les bureaux de vote. Cependant, à Tammerfors, à sa grande surprise, Lénine se déclara en faveur de la participation aux élections ou du moins à quelques-unes de ses phases, puisque l'élection devait être à plusieurs degrés. La tactique du boycottage lui semblait négative et stérile, et l'antithèse entre les barricades et les bureaux de vote trop grosse pour une bonne politique. On pouvait dire, en faveur des conceptions mencheviques, qu'une Douma modérée pourrait être, sous la pression populaire, remplacée par une Convention révolutionnaire; et il croyait au proverbe *les absents ont toujours tort*. Il n'était pas partisan du parlementarisme ordinaire, avec son art oratoire, ses habitudes de compromis et de négociations; mais il ne voyait pas pourquoi on ne pourrait pas servir la cause de la révolution dans un organisme parlementaire. Dans les années qui suivirent, il devait dire que l'on pouvait même prêcher la révolution du haut d'un tas de fumier ou dans une porcherie : pourquoi ne pas la prêcher dans cette « porcherie » qu'était la Douma tsariste. Pour la plupart des délégués de Tammerfors, pour les ouvriers qui étaient venus à la conférence avec les oreilles bourdonnantes encore du

grondement furieux des grèves et des soulèvements, le raisonnement de Lénine n'était que de l'opportunisme menchevique pur. De concert avec d'autres délégués provinciaux, Koba s'opposa fortement aux propositions de son maître. De même que d'autres, il doit avoir pensé que le grand chef, comme beaucoup d'émigrés, n'était plus au courant de la vie en Russie et qu'il sous-estimait l'importance des récents événements. Eux, les praticiens ouvriers qui n'avaient pas suivi le déroulement de la révolution dans les bibliothèques de Genève, de Londres ou de Paris mais dans les taudis de Moscou, de Kazan ou de Bakou, ils en savaient plus long. La force de l'opposition fit chanceler Lénine. Peut-être admit-il que, après tout, les praticiens ouvriers avaient raison; et il annonça jovialement qu'il « abandonnait ses positions en bon ordre ». Koba-Ivanovitch fut élu membre de la Commission qui devait établir une résolution sur ce sujet. C'était son premier succès à l'Assemblée Nationale du Parti. Qu'il l'ait obtenu contre Lénine n'a pu que renforcer la confiance qu'il avait en lui-même¹.

La Conférence prit fin le dernier jour de cette année décisive. Selon un rapport secret de la police, dont un agent se trouvait parmi les délégués, le lendemain de la Conférence le Comité Central Social-Démocrate et un certain nombre de délégués mencheviques et bolcheviques se réunirent au 9 de la rue Zagorodny à Pétersbourg pour discuter sur la fusion des deux partis. Le rapport dit qu'Ivanovitch, délégué de Tiflis y était présent. Koba fut témoin d'une scène curieuse; Lénine et Martov discutèrent des affaires courantes sur un ton des plus conciliants. Martov alla même jusqu'à accepter le fameux § 1 de Lénine sur les statuts du Parti, paragraphe qui avait provoqué la scission, Lénine pouvait bien avoir triomphé. La social-démocratie semblait enfin se reprendre et ceci, selon ses vues à lui, Lénine.

Au début de janvier 1906, alors que Koba était sur le chemin du retour, le cours de la révolution avait déjà changé. Le soulèvement de Moscou avait échoué. Les révoltes de Géorgie ne faisaient que couvrir sous les cendres. Le vice-régent qui s'était alors remis de sa dépression nerveuse donna l'ordre de supprimer le *Journal des Ouvriers caucasiens*. Mais le changement survenu dans la situation ne se fit sentir que progressivement. Les dirigeants ne voyaient dans les revers de la révolution que les simples zigzags d'un graphique compliqué. Dans un article intitulé *Deux escarmouches*, Koba analysait les événements de l'année depuis la procession de Pétersbourg jusqu'à la défaite de la révolte de Moscou². Le soulèvement a échoué parce qu'il s'est maintenu sur la défensive alors qu'il aurait dû constamment passer à l'attaque. Il a manqué de dirigeants, et cela est le résultat

1. Le *Komitetchik* (membre du Comité), écrit Kroupskaïa, était généralement une personne assez assurée, qui se rendait compte de la grande influence que le travail des comités exerçait sur les masses; il ne reconnaissait généralement aucune démocratie à l'intérieur du Parti. « Ce démocratisme (qui impliquait l'élection des comités par les masses) ne réussit qu'à nous faire tomber dans les mains des autoritaires... », disaient les *Komitetchiks*. Et intérieurement, ces membres des comités méprisaient plutôt ces « gens de l'étranger (c'est-à-dire les leaders en exil), on devrait les envoyer travailler sous le régime russe, tel était leur verdict. Les *Komitetchiks* n'aimaient pas les innovations... En 1904-1905, leur responsabilité fut énorme... mais beaucoup d'entre eux surmontèrent les difficultés en s'adaptant aux occasions croissantes de travailler légalement et aux méthodes de lutte ouverte » (*Mémoires de Lénine*, p. 93). Les paroles de Kroupskaïa reflétaient indiscutablement l'opinion de Lénine sur les membres des comités.

2. J. Staline, *Sotchineniya*, vol. I, pp. 196-205.

de la scission qui s'était produite à l'intérieur de la social-démocratie. Les événements ont montré le besoin d'une unité, qui serait heureusement bientôt accomplie.

Mais l'unité, ce remède bienfaisant, fut administrée plutôt tardivement; et on se demanda jusqu'à quel point son contenu correspondait à l'étiquette. Les Mencheviks qui s'étaient laissé entraîner par l'atmosphère radicale des derniers mois de l'année recouvraient leur attitude première, plus modérée et timide. Les Bolcheviks s'assurèrent contre le risque que présentait une fusion en formant un bureau bolchevique caucasien secret, une sorte de parti dans le « parti unifié ». Après ces précautions préliminaires, les fractions envoyèrent leurs délégués au IV^e Congrès, qui s'était réuni à Stockholm en avril 1906 pour sanctionner la fusion. Onze délégués représentaient le Caucase au Congrès : dix Mencheviks et un Bolchevik. Ce Bolchevik était Koba-Ivanovitch.

Pendant ce premier voyage à l'étranger, il n'eut pas le temps d'étudier la vie en dehors de la Russie. Le Congrès s'éternisa en de longues séances et en débats et querelles interminables. Il prit plusieurs fois la parole pour défendre le point de vue de Lénine. Cependant, lorsqu'on en arriva au point crucial du débat — la réforme agraire — il adopta une position indépendante¹. Les Mencheviks voulaient que l'on dépouillât les propriétaires de leurs terres et que celles-ci devinssent propriété de la municipalité. Lénine préconisait la nationalisation des terres. Les Mencheviks, comme toujours, voyaient la future République russe dominée par la classe moyenne libérale et voulaient renforcer le gouvernement local plus populaire contre l'administration centrale. Lénine, pensant en termes de « dictature démocratique des ouvriers et des paysans », voulait que le droit de propriété de toutes les terres soit dévolu au gouvernement central. Koba-Ivanovitch était à la fois contre la nationalisation et la municipalisation. La réforme agraire qu'il aurait voulu voir adopter, c'était simplement le partage des grands domaines entre les paysans. Déjà avant le Congrès il exposa son point de vue sur la réforme agraire dans le périodique géorgien *Elva* (*Tempête*²). Contre la politique de nationalisation de Lénine, il avança deux arguments dont l'un semblait emprunté aux Mencheviks, l'autre était de lui. Le futur gouvernement, déclara-t-il, serait un gouvernement bourgeois et ce serait une erreur que de le renforcer indûment en lui accordant le droit de propriété de toutes les terres. Koba n'essayait même pas d'expliquer comment ceci s'accordait avec « la dictature démocratique des ouvriers et des paysans » en faveur de laquelle il faisait lui-même de la propagande. Mais sa principale objection à la nationalisation et à la municipalisation, c'est que ni l'une ni l'autre ne pourrait satisfaire les paysans. Lui, le révolutionnaire de souche paysanne, ressentait plus que les autres le désir impérieux de terre qu'avaient les moujiks. « Jusque dans leurs rêves, écrivait-il, les paysans considèrent le champ du propriétaire comme leur propre bien ». « La théorie du partage », comme on appela ce point de vue, fut considérée par la plupart des socialistes comme une concession réactionnaire à l'individualisme paysan. Lénine tempérait contre « les praticiens ouvriers du Parti » qui cherchaient à gagner la faveur du moujik

1. J. Staline, *Sotchineniya*, vol. I, pp. 236-238.

2. *Ibid.*, pp. 214-235.

arriéré et qui, ignorant tout principe socialiste, jouaient sans scrupules avec son désir de posséder des biens. Ivanovitch répondit que la réforme agraire qu'il préconisait développerait naturellement le capitalisme dans les campagnes, mais c'était précisément pour cela que, d'un commun accord, on faisait la révolution. Les petites propriétés et le capitalisme rural marqueraient certainement un progrès sur le féodalisme. Comme les Mencheviks détenaient la majorité, Lénine vota finalement pour le groupe pro-moujik de sa propre section, espérant ainsi battre les Mencheviks; mais il continuait à s'irriter contre les « réalistes » à l'esprit étroit tels que Koba.

L'incident fut un prélude significatif, quoique lointain, à la révolution agraire qui eut lieu en Russie en 1917 et aux réformes agraires qui devaient être votées en Europe orientale et dans l'Est de l'Allemagne sous les auspices de l'Armée Rouge en 1945. En 1917, les Bolcheviks partagèrent en fait les terres entre les paysans, bien qu'en théorie elles fussent nationalisées. En 1945, les biens des junkers prussiens et des propriétaires polonais et hongrois furent distribués aux paysans sans même qu'il soit question de nationalisation théorique. En 1906, à Stockholm, Ivanovitch avait prévu plus clairement que Lénine la tournure que prendraient de telles révolutions agraires; ceci n'empêcha pourtant pas Ivanovitch-Staline d'écraser le « capitalisme rural » qu'il avait défendu et de le remplacer en 1930 par la propriété collective. Quarante ans plus tard, dans la préface à ses *Oeuvres complètes*¹, Ivanovitch-Staline essaya d'expliquer le différend qui s'était élevé à Stockholm entre lui et Lénine, et reconnaissant ses torts, il l'attribua à l'étroitesse d'esprit et au manque de perspicacité théorique de la part des « praticiens ouvriers » dont il était. Nous, confessait-il, les « praticiens », ne pouvions pas comprendre que Lénine envisageait déjà la Révolution russe telle qu'elle serait lorsqu'elle serait passée de la phase « bourgeoise-démocratique » à la phase socialiste. Lui, Staline, pensait que les deux phases seraient séparées par une longue période de développement capitaliste; en effet, il ne pouvait concevoir qu'une révolution socialiste puisse avoir lieu avant que la classe ouvrière ne soit en majorité dans le pays. Confession curieuse : sur la foi de ce principe, la Russie serait restée jusqu'à nos jours un pays capitaliste. Cette confession donne un aperçu de l'évolution complexe du bolchevisme lui-même et de la façon hésitante dont les dirigeants, poussés par les événements, changeaient le cours de leur « voyage révolutionnaire ».

De retour de Stockholm, Ivanovitch fit un rapport au « Congrès de l'Union » dans un article spécial signé « Camarade K.² ». A ses yeux, le Congrès était un échec. Ses résolutions reflétaient l'esprit opportuniste des Mencheviks. Il n'était donc pas étonnant de voir les libéraux de la classe moyenne se réjouir de son dénouement.

Parmi les nombreuses résolutions adoptées par le Congrès de Stockholm, il y en avait une qui avait un rapport étroit avec l'action secrète de Koba dans le groupe technique. Sur la proposition des Mencheviks, le Congrès condamna les raids que les brigades de combat faisaient aux dépens des banques, des transports du trésor et des troupes gouvernementales. Lénine, croyant que la révolution était encore sur la bonne pente et que les raids

1. J. Staline, *Sotchineniya*, pp. XI-XV.

2. *Ibid.*, vol. I, pp. 250-276.

de partisans constituait un excellent moyen d'entraîner les brigades de combat en vue de l'insurrection nationale prévue, s'opposa violemment à cette résolution. Les Mencheviks n'avaient pas été du tout dans leur élément tant qu'avaient duré les révoltes et les soulèvements. Ils réalisèrent plus vite que les Bolcheviks que la révolution battait maintenant en retraite, bien que personne n'osât encore le dire.

Plékhanov termine par ces mots ses secondes réflexions sur le soulèvement de décembre : « Nous n'aurions pas dû prendre les armes. » Pour Lénine, cela constituait un véritable blasphème; il ne se sentait pas disposé à regretter les « folies » de 1905. De nombreux Mencheviks n'osaient encore soutenir la position de Plékhanov, mais ses paroles reflétaient exactement l'état d'esprit dans lequel ils se trouvaient.

Au début, le différend concernant les brigades de combat s'était trouvé relégué au second plan après l'autre querelle qui avait une portée bien plus grande. Si le soulèvement de décembre avait été une grande faute, les raids des brigades de combat en furent une plus grande encore. Malgré tout, si la révolution devait encore progresser, les brigades auraient un rôle essentiel à jouer. Le Congrès de Stockholm avait banni en principe « la guerre de partisans » mais n'avait pas pu se décider à prononcer un verdict catégorique¹. Il interdit toutes les formes de raids à l'exception de la saisie d'armes et d'arsenaux. Les sections techniques tirèrent bientôt le meilleur parti de cette échappatoire et continuèrent à lancer attaque sur attaque contre les hauts dignitaires tsaristes, les banques, les courriers, en même temps que contre les arsenaux. Ce fut le chapitre le plus obscur et peut-être aussi le plus romantique de la révolution. Il abonda en incidents dramatiques et en exploits ignorés. Les héros furent des idéalistes intrépides, des saints et des aventuriers originaux. Mais il y avait aussi des agents provocateurs et des gangsters exerçant leur métier sous l'étendard de la révolution. Il n'était pas facile de les distinguer des autres et de démêler les mobiles de chacun. Pendant longtemps en Europe occidentale, lorsqu'on écrivait sur cet épisode de l'histoire russe, ou lorsqu'on en parlait, on en faisait quelque chose de typiquement russe qui reflétait le mystère de l'âme slave. Selon leurs goûts, les Européens de l'Ouest témoignaient de l'admiration ou de l'horreur pour les exploits des terroristes, quoique la sympathie des libéraux de l'Europe occidentale allât généralement aux « combattants indomptables contre la tyrannie tsariste ».

Mais ceux qui approuvaient comme ceux qui condamnaient ces exploits pensaient que c'étaient là des choses si lointaines, si exotiques, qu'elles ne pourraient jamais se produire dans un milieu civilisé comme l'Europe occidentale. Malheureusement, ou peut-être heureusement, l'Europe occidentale ne fut pas épargnée par cette expérience « exotique » lorsqu'elle fut submergée par l'invasion nazie. Ce que les divers mouvements de résistance, les maquis, les guérillas ont accompli en France, en Italie, en Belgique et en Norvège, les Russes l'avaient fait aussi quelque quarante années plus tôt; la résistance européenne a été seulement plus vaste, mieux financée, beaucoup plus « terroriste » et plus coûteuse en vies humaines. Les révolutionnaires russes se considéraient en guerre contre l'autocratie de leur propre pays et ils trouvaient dans ce fait la justification morale de leur

attitude. Comme dans l'Europe occupée par les nazis, en Russie tsariste le noyau héroïque et idéaliste du mouvement fut entouré d'éléments douteux. Les types fondamentaux — combattants, idéalistes, aventuriers, héros et gangsters — se trouvaient en nombre à peu près égal dans les deux mouvements, et un grand nombre de fameux « mystères de l'âme russe » se révélèrent d'une façon saisissante dans l'âme française, italienne, belge ou danoise.

En dépit de la justification morale, dont les révolutionnaires pensaient pouvoir couvrir cette méthode particulière d'opposition, de nombreux Bolcheviks se sentaient mal à l'aise. Les guérillas ne pouvaient jouer qu'un rôle secondaire dans la révolution, tout comme quarante ans plus tard elles n'ont été que l'auxiliaire de la guerre principale que faisaient les armées régulières. « L'armée régulière » à laquelle devaient être subordonnées les brigades de combat, était, aux yeux de Lénine, tout le peuple russe insurgé. Non suivie d'un soulèvement général, abandonnée à elle-même et isolée, la guerre des partisans devait forcément dégénérer en une aventure désespérée et démoralisante. Logiquement, on aurait pu s'attendre à ce que Lénine arrêât la guerre de partisans et licenciât les brigades de combat dès qu'il apparut que le recul de la révolution n'était pas temporaire et que des années se passeraient avant qu'elle ne puisse avancer à nouveau. Au début, durant l'année 1906, Lénine continua à espérer que la révolution n'avait pas encore épuisé toutes ses forces; et ceci peut expliquer l'entêtement avec lequel il défendit les brigades de combat, même lorsque le Comité Central du Parti unifié, dominé par les Mencheviks, insista pour leur dissolution.

Mais il y avait autre chose encore. La défaite laissa les Bolcheviks, aussi bien que les autres groupes, dans un grand embarras financier. En 1905, le nombre des membres du Parti augmentait par bonds et par sauts, de même que le montant des cotisations. De riches sympathisants contribuaient pour une large part à sa trésorerie. Après que la contre-révolution eut éclaté, en 1907 et 1908, le nombre des membres diminua plus vite encore qu'il n'avait augmenté; les compagnons de route tournaient le dos à la révolution battue; et ainsi le Parti, dont l'appareil avait entre temps atteint de vastes dimensions, n'était plus financièrement en mesure de continuer à vivre. Lénine, en vrai chef d'une administration révolutionnaire, n'était pas homme à voir son administration périr faute d'argent. Même si cette révolution était battue, pensait-il, on devait préparer la suivante, et il était décidé à se procurer les fonds nécessaires pour accomplir cette tâche. Qui, sinon les brigades combattantes, fournirait au Parti les moyens dont il avait besoin pour survivre à la mauvaise période de contre-révolution et émerger avec des forces nouvelles dans la seconde révolution? Lénine se plaisait à dire que s'il le fallait un révolutionnaire devait être capable de ramper vers l'objectif le ventre dans la boue; il ordonnait maintenant à ses brigades de ramper dans la boue pour soutenir la révolution. Conscient du risque moral, il proposa de soumettre les brigades au contrôle sévère du Parti pour qu'elles soient débarrassées de tout élément douteux et peu digne de confiance¹.

Le Caucase était le principal champ d'opération des brigades. On les

1. *Protokoly Objedinitchnovo Sjezda RSDRP v Stokholme v 1906*, pp. 262-7, 336-7.

1. V. K. P. (b) *v Rezolutsyakh*, vol. I, p. 678. L. Trotsky, *Staline*, p. 97.

entoura au début d'une auréole de romantisme qui ne convenait que trop bien à la tradition locale de brigandage chevaleresque. On compte que 1.150 actes de terrorisme furent commis dans le Caucase entre 1905 et 1908¹. L'attaque la plus fameuse (ou « expropriation » comme on dit plus tard) eut lieu dans l'un des principaux quartiers de Tiflis le 23 juin 1907. Une autre se déroula à bord du vapeur *Nicolas II*, dans le port de Bakou. Le raid de Tiflis rapporta 25.000 roubles qui furent transférés à l'étranger à la trésorerie bolchevique. Comme le butin consistait surtout en billets de grande valeur, il n'était pas facile de les échanger dans les banques étrangères qui avaient été prévenues et qui en connaissaient l'origine. Plusieurs Bolcheviks importants, parmi lesquels le futur commissaire aux Affaires étrangères Litvinov, furent arrêtés en Europe occidentale alors qu'ils essayaient de changer l'argent. La presse russe et européenne s'empara de l'affaire. Les Mencheviks crièrent haro sur Lénine et amenèrent la question devant un tribunal du Parti qui était présidé par un autre futur commissaire aux Affaires étrangères, futur patron et rival de Litvinov, Tchitcherine qui était alors encore Menchevik. Trotsky accusa Lénine dans le journal social-démocrate allemand et attira l'attention de l'Internationale Socialiste sur ce qu'il appelait le danger de désintégration et de démoralisation du socialisme russe².

Le rôle de Koba dans toute cette affaire fut très important, bien qu'il n'ait jamais été clairement défini. C'était une sorte d'officier de liaison entre le bureau bolchevique caucasien et les brigades de combat. En cette qualité, il ne fut jamais directement engagé dans les raids. Il approuvait ou désapprouvait les attaques prévues par les brigades, donnait à celles-ci des conseils, dressait les plans d'action lors d'une opération importante et veillait de loin à l'exécution. La police tsariste qui recherchait les auteurs ne soupçonna jamais que Koba fût en rapport avec eux. Il savait dissimuler si habilement que son rôle ne fut même pas connu du Parti. Les deux chefs légendaires des brigades étaient ses élèves et hommes de confiance, Ter Petrossyan (« Kamo ») et Kote Tsindzadé, tous les deux forts et généreux, romantiques et révolutionnaires pleins de ressources, infatigables, qui endurèrent des tortures inhumaines lorsqu'ils furent pris par l'*Okhrana* sans trahir un seul de leurs secrets³. Koba, qui savait deviner les qualités de ses camarades, était sûr qu'il pouvait avoir confiance en eux, et il se borna apparemment à avoir des contacts avec eux, les plus sûrs parmi les sûrs. Néanmoins, il semble que les Mencheviks caucasiens se soient doutés du rôle qu'il jouait car ils essayèrent de l'attaquer devant un jury du Parti pour avoir enfreint l'interdit jeté sur ces attaques lors du dernier Congrès. Mais il s'arrangea pour éviter d'être jugé et quitta Tiflis pour Bakou.

Dans la cité du pétrole, les Bolcheviks étaient plus forts que dans la capitale du Caucase, et là, en tant que chef du Comité de Bakou, il put défer ses accusateurs. A cause du rôle qu'il avait joué derrière les brigades, sa réputation parmi ses adversaires politiques qui n'avait jamais été bien grande, diminua encore. On le traitait régulièrement de « fou » et de « désor-

ganisateur ». Koba ne se souciait pas de l'opinion de ses adversaires politiques, il savait que Lénine l'approuvait. Il se laissa menacer d'expulsion du parti « émigré » par les Mencheviks locaux. Dans son esprit, cette unité n'était de toute façon faite qu'à moitié. Il ne fut pas troublé non plus par l'effet lamentable que la guerre des partisans avait sur l'atmosphère politique dans le Caucase. Pour beaucoup, la révolution fut un synonyme de vulgaire brigandage. Les raids amenèrent les autorités à de terribles représailles qui semèrent la peur parmi le peuple et qui, tout en redoublant la haine pour le tsarisme, augmentaient encore l'apathie dans laquelle sombrait la contre-révolution. Les méthodes téméraires des brigades de combat furent un gaspillage d'énergie et de vies humaines. Dans ses Mémoires, S. Allilouyev brosse de ce gaspillage héroïque un sombre tableau qui ressemble à une accusation involontaire, contre le commandement politique des brigades exercé, localement du moins, par Koba, son futur gendre¹. Toutes les difficultés qui surgissent dans les luttes de guérillas, difficultés auxquelles dut s'attaquer toute la clandestinité européenne pendant la seconde guerre mondiale, se dressèrent devant les socialistes russes à cette époque. Même si l'on examine trois ou quatre ans après la façon dont ces difficultés furent surmontées, il est encore difficile de juger, d'approuver sans réserve ou de condamner les dirigeants qui, sous la pression des événements et au milieu d'innombrables incertitudes, prirent des décisions risquées et périlleuses.

Les Bolcheviks n'étaient pas les seuls à pratiquer les guérillas et les « expropriations ». Dans le Caucase, les fédéralistes arméniens, groupe beaucoup plus modéré, faisaient de même, et les Mencheviks géorgiens qui pourtant étaient les premiers à dénoncer les raids bolcheviques, ne dédaignaient pas de faire des raids semblables ou de partager le butin des attaques bolcheviques. En Pologne, c'était la droite du groupe socialiste plutôt que la gauche qui se spécialisait dans le terrorisme révolutionnaire. Le terroriste polonais le plus célèbre fut le futur maréchal et dictateur de Pologne, Pilsudski. L'un des principaux assistants de Pilsudski, lors de l'organisation des raids, fut un ouvrier polonais, Arciszewski, qui devait devenir plus tard Premier Ministre du gouvernement polonais antisoviétique émigré à Londres en 1945. Koba et Pilsudski semblaient avoir les mêmes idées à cette époque. Mais leurs méthodes, et plus encore leurs raisons d'agir, étaient différentes. Pilsudski, au nationalisme romantique légèrement teinté de socialisme, repensait aux soulèvements de la noblesse polonaise des XVIII^e et XIX^e siècles dont la bravoure était plutôt du don-quistottisme, et se considérait comme le descendant d'une longue lignée de héros nationaux polonais qui comptait Kosciuszko, Mieroslawski et d'autres. Il n'avait pas grande confiance en une révolution populaire quelle qu'elle soit, le socialisme mis à part, mais il espérait bien délivrer la Pologne de la domination russe par une lutte de guérillas. Koba ne partagea pas ces illusions. Les brigades devaient rester les instruments, et certainement pas les plus décisifs, d'une grande révolution populaire.

Ceci, en passant, explique pourquoi les deux hommes considéraient d'une manière différente leurs premiers exploits de partisans lorsqu'ils devinrent chefs de leurs pays. Dans la Pologne de Pilsudski, les exploits des brigades

1. L. Trotsky, *Staline*, id.

2. *Ibid.*, p. 105, et *Mein Leben*, pp. 209-210.

3. L. Trotsky, *Staline*, pp. 104-108.

1. S. Allilouyev, *op. cit.*, pp. 159-166.

furent entourés d'un culte officiel. L'anniversaire de chaque grande action était célébré solennellement et en grande pompe. Tous les détails historiques ayant trait aux exploits de Pilsudski furent exhumés et racontés dans un grand nombre de livres et d'articles, et maints détails furent forgés *post factum* par des historiens complaisants. En Russie, un silence officiel discret a entouré le rôle de Staline dans la lutte de guérillas. Tous ses biographes officiels ont même évité de faire allusion à ce rôle, tandis que Staline lui-même n'a jamais ouvert la bouche pour confirmer ou nier les bruits qui couraient au sujet de cette phase de sa carrière. Même la chronique biographique, pourtant si détaillée, qui fut ajoutée à ses *Œuvres complètes*, dans laquelle il a retracé sa propre activité pendant la première révolution, mois après mois, semaine après semaine, ne fait pas une seule fois mention de la campagne de guérillas¹. Tout ce qu'on en sait a été révélé par ses adversaires ou choisi par ceux qui étaient ses subordonnés dans le Caucase, longtemps avant son ascension au pouvoir absolu. Suivant la tradition léniniste, son rôle dans les brigades de combat manquait trop de respectabilité pour être mis en lumière. Ce n'était guère qu'un écart ou un à-côté de la carrière de Staline ou même de celle de Lénine. Ce qu'il en ressort, c'est que dans son premier exploit quasi militaire, Koba montra un réel penchant pour une méthode de guerre téméraire et prodigue, caractéristique qui devait s'affirmer de plus en plus dans les années à venir.

En mai 1907, Koba qui avait repris le pseudonyme d'Ivanovitch, alla à Londres pour assister à un nouveau Congrès du Parti. Son mandat de délégué fut mis en doute par les Mencheviks. Il fut admis en fin de compte au Congrès, mais à titre consultatif. Sa province natale était devenue une telle forteresse menchevique qu'il ne lui fut pas facile d'obtenir de mandat d'une organisation caucasienne reconnue. Il se consolait à la pensée que les Bolcheviks dirigeaient l'organisation dans d'autres régions de la Russie, à Pétersbourg, Moscou et ailleurs². Au Congrès, les Bolcheviks obtinrent une légère majorité et parvinrent à influencer les décisions et les résolutions. On en vint inévitablement à discuter de la guerre des partisans. Martov invectiva Lénine qui, cette fois, ne riposta pas à l'attaque. L'opposition contre les brigades de combat avait gagné le groupe bolchevique lui-même : la plupart des partisans de Lénine voulaient mettre un terme à ces activités. A cet égard, le Congrès fut un succès facile pour les Mencheviks qui interdirent toutes les actions armées et « expropriations ». Pendant tout le Congrès, Koba-Ivanovitch se tint prudemment à l'écart, sans doute parce que Lénine l'avait averti de ne pas s'exposer. Lénine s'abstint de prendre part au vote sur cette question bien que de nombreux délégués indignés l'aient pressé de le faire. Il se préparait très certainement à enfreindre l'interdiction et à essayer de procéder encore à quelques « expropriations ». A part cela, les débats furent plutôt calmes parce que les Mencheviks et les Bolcheviks attendaient encore une « nouvelle explosion révolutionnaire » imminente; les Mencheviks cependant adaptaient déjà leur politique aux conditions de la période de contre-révolution³.

A son retour à Bakou, Koba-Ivanovitch parla du Congrès dans le nouveau

journal clandestin *Bakinsky Proletarii* (*Le Proletaire de Bakou*). Le bolchevisme, écrivait-il, représentait l'aspiration des ouvriers avancés de la Russie centrale dont la plupart étaient employés dans l'industrie lourde. Il expliquait la prépondérance menchevique dans son pays natal par le « caractère arriéré et petit-bourgeois » de la province. Les Mencheviks dénonçaient la bureaucratie bolchevique mais, au Congrès, ils avaient plus de dirigeants et moins d'ouvriers que le groupe de Lénine. De plus, il y avait peu de vrais Russes parmi les socialistes modérés. La plupart étaient Juifs ou Géorgiens, tandis que presque tous les Bolcheviks étaient de vrais Russes. « Quelqu'un parmi les Bolcheviks remarqua en plaisantant que les Mencheviks étant le groupe des Juifs et les Bolcheviks celui des Russes d'origine, cela nous conduirait à un pogrom dans le Parti. » On ne pouvait guère interpréter cette remarque facétieuse comme une preuve d'antisémitisme car personne n'avait condamné plus brutalement que Koba les préjugés de race. Mais la plaisanterie était assez ambiguë pour indisposer un grand nombre de socialistes.

Le rapport de Koba contenait une autre observation caractéristique. Le Congrès, rapportait-il, était divisé en deux fractions; Trotsky, qui ne s'était affilié à aucune d'elles, avait prouvé qu'il était « magnifiquement inutile ». Ce fut au Congrès de Londres que Koba rencontra pour la première fois son futur grand rival. L'ancien président du soviet de Pétersbourg, condamné à l'exil en Sibérie à perpétuité, avait réussi à s'échapper juste à temps pour assister au Congrès. Il s'éleva très violemment contre la guerre des partisans menée par Lénine. On voit que, dès leur première rencontre, les futurs grands rivaux étaient déjà engagés dans une âpre controverse; pourtant, ils n'échangèrent directement aucun propos durant les réunions qui se tinrent dans la Brotherhood Church de Londres, où le Congrès siégea pendant près de trois semaines.

C'était la propre position de Koba dans le Parti qui était en jeu dans cette controverse. Il ne pouvait manquer d'être blessé par ce que Trotsky avait dit au sujet des « expropriations ». Lorsqu'il parla de la « magnifique inutilité de Trotsky », il avoue l'impression esthétique que produisait le grand talent oratoire de Trotsky et probablement aussi l'irritation que ce talent faisait naître chez Lénine, car il semble que Koba ait dit cette phrase d'après Lénine. Les deux hommes, Koba et Trotsky, étaient deux étoiles de grandeur et de clarté absolument différentes à l'époque. Il était difficile de prévoir qu'ils deviendraient un jour les héros de la plus grande rivalité de toute l'histoire russe. Trotsky jouissait déjà d'une réputation nationale et européenne alors que Koba n'était connu que dans le Caucase, et encore fort peu. Mais déjà, lors de cette première rencontre à Londres, Koba commença à éprouver un certain ressentiment contre l'ancien président du soviet de Saint-Petersbourg.

1. J. Staline, *Sotchineniya*, vol. I, p. 422, vol. II, pp. 50-51.

2. *Ibid.*, vol. II, p. 501.

3. V. K. P. (b) *v Resolyutsyakh*, vol. I, pp. 109-110. F. Dan, *Proiskhozhdenie Bolshevizma*, pp. 388-389.

CHAPITRE IV

Koba devient Staline

Triomphe de la contre-révolution (1907-1912). — « Liquidateurs » et « boycotteurs ». — *Le travail de Staline à Bakou (1907-1910).* — *Son emprisonnement et sa déportation à Solvytchegodsk.* — *Evasion et retour à Bakou (1909).* — *Staline accuse les dirigeants émigrés, y compris Lénine, « d'être éloignés de la réalité russe ».* — *Staline se cache parmi les travailleurs tartares du pétrole.* — *Staline, correspondant de la presse socialiste russe.* — *Son second exil à Solvytchegodsk (1910-1911) et la fin de son activité dans le Caucase.* — *Dernière scission entre Bolcheviks et Mencheviks.* — *Staline devient membre du Comité Central bolchevique et édite le premier numéro de la Pravda (avril 1912).* — *Il prend part aux élections pour la Quatrième Douma.* — *Ses voyages à Cracovie et Vienne.* — *La Question nationale et la Social-Démocratie.* — *Staline rencontre Boukharine et Trotsky à Vienne.* — *À son retour en Russie il est dénoncé par un agent provocateur et arrêté.* — *Il est exilé dans le Nord de la Sibérie (1913-1917).* — *La première guerre mondiale.* — *Le défaitisme révolutionnaire de Lénine.* — *Inactivité de Staline durant la guerre.*

« Une ère de contre-révolution est ouverte; et elle durera quelque vingt ans, à moins que le tsarisme ne soit dans l'intervalle ébranlé par une guerre importante ¹. » C'est sur ces mots que Lénine se séparait d'un de ses amis lorsque, en décembre 1907, il décida de retourner à Genève. La terreur du gouvernement Stolypine, « le régime du 3 juin », faisait rage dans le pays; et même dans sa cachette de Finlande, Lénine cessait d'être en sécurité. Neuf ans plus tard encore, il ne croyait pas que la seconde Révolution était proche. En janvier 1917, quelques semaines avant la chute du tsarisme et quelques mois avant sa propre ascension au pouvoir, il concluait une adresse à la jeunesse socialiste suisse où il commémorait la première Révolution russe en assurant que si sa génération ne vivait pas assez pour voir la seconde Révolution, les jeunes, eux, seraient certainement témoins de son triomphe ². L'intervalle entre les deux révolutions dura en fait moins de dix ans : les cinq premières années seulement méritent d'être considérées comme l'ère contre-révolutionnaire proprement dite. À partir de 1912, il y eut en effet un nouvel essor du mouvement révolutionnaire. À la fin de 1907, toutefois, le pessimisme de Lénine semblait tout à fait justifié. Le tsarisme était ferme-

ment remis en selle. La classe ouvrière était sous le coup de la fatigue et de la déception. À l'apogée de la révolution, plus de 2 millions de travailleurs avaient pris part à des grèves déclenchées pour la plupart pour des fins politiques. En 1908, 174.000 ouvriers seulement firent grève, 64.000 seulement en 1909, et 46.000 en 1910. La liberté relative de parole, de réunion, de presse, disparut dans une large mesure. Les partis clandestins étaient épuisés et démoralisés. La défaite répandait le cynisme et le scepticisme parmi les membres et les sympathisants. Les enfants prodiges de l'intelligentsia désavouèrent l'extrémisme et cherchèrent à être réadmis dans la société respectable. La bohème littéraire, que ses rêveries avaient fait vivre sur les frontières du mouvement clandestin, s'adonnait maintenant à un mysticisme découragé, à la sexualité, à l'art pour l'art. Les organisations clandestines étaient comme des ballons dégonflés. Ce qui en restait fourmillait d'agents provocateurs qui donnaient à l'*Okhrana* les informations de première main sur le personnel et les activités des différents groupes. Les agents de l'*Okhrana* pénétraient même dans les centres dirigeants des divers groupes et faisaient de leur mieux pour exacerber leurs querelles intestines et pour transformer la clandestinité en un cloaque d'intrigues perfides, de craintes et de suspicions.

L'aversion envers le travail clandestin fut une réaction caractéristique. Elle fut élevée à la hauteur d'un principe politique par des écrivains mencheviques qui demandèrent que le Parti liquidât son activité clandestine, abandonnât ses habitudes anciennes et se transformât lui-même en une opposition ordinaire qui travaillerait ouvertement dans les limites prescrites par la loi, comme les partis socialistes européens. Ceux qui prêchaient cette « révision des valeurs » étaient catégoriquement étiquetés par Lénine « liquidateurs » et fossoyeurs du Parti. La taupe de la révolution, concluait Lénine, doit continuer à creuser sa galerie dans le souterrain de la clandestinité en dépit de l'atmosphère corrompue des groupes clandestins. À cette époque, Bolcheviks et Mencheviks regardaient les uns et les autres avec envie vers l'Europe de l'Ouest et spécialement vers le socialisme allemand avec son puissant appareil politique et syndical, sa vigoureuse presse populaire, ses campagnes électorales et ses représentations parlementaires impressionnantes. Plus grand était le dégoût résultant de la désintégration du mouvement clandestin russe, plus grand devenait le désir d'européaniser le mouvement.

La société russe était non européenne dans sa structure. Le tsarisme restait une autocratie presque asiatique. Mais en vérité, même le régime du 3 juin n'effaçait pas l'acquis de la première Révolution. Après la première vague de terreur, il restait çà et là quelques îlots de liberté. Les partis de l'opposition reprirent ouvertement la publication de leurs périodiques. Mais, supervisés par une censure sévère et malveillante, ceux-ci ne pouvaient exprimer leur point de vue que sous une forme atténuée, en ayant recours à des insinuations et à des allusions dignes d'*Esope*. Sous ce régime, la vie des périodiques était de courte durée. Le poing de l'*Okhrana* les écrasait sous le plus petit prétexte. Il en était de même pour les quelques syndicats, cercles d'éducation et associations de gauche existants. La situation des parlements fantômes que furent les quatre Doumas n'était pas beaucoup meilleure. Toutes les quatre, élues entre les deux révolutions, furent arbitrairement dissoutes par le Tsar et dans aucune d'entre elles les

1. L. Krassine, *Léonide Krassine*, p. 37.

2. Lénine, *Sotchineniya*, 3^e éd., vol. XIX, p. 357.

députés socialistes ne disposèrent de l'immunité parlementaire. Ces députés passèrent le plus clair de leur mandat parlementaire déportés en Sibérie. Ceux qui, avec de tels handicaps, tentaient de greffer un « Labour Party » européen sur le corps politique russe, pouvaient tout aussi bien essayer de faire pousser des fruits tropicaux dans une région polaire. Plusieurs dirigeants mencheviques souhaitaient conserver les organisations clandestines existantes, tout en espérant que les principaux aspects du travail du Parti pourraient trouver des formes d'action légale. Seul Plékhanov, par bien des côtés le plus modéré de tous les Mencheviks, continuait d'attribuer à la clandestinité la même importance qu'auparavant. Cela servit de base à la dernière alliance politique entre Lénine et lui, alliance qui se termina seulement à l'éclatement de la première guerre mondiale.

Revenant sur cette période, Lénine écrivait quelques années plus tard : « Les partis révolutionnaires devaient compléter leur éducation. Ils avaient appris comment attaquer... Il leur restait à apprendre... que la victoire était impossible... tant qu'ils ne sauraient pas à la fois comment attaquer et comment battre en retraite correctement. De toute l'opposition battue et de tous les révolutionnaires, les Bolcheviks furent ceux qui effectuèrent la retraite la plus ordonnée ¹. »

Quelques-uns des compagnons et partisans de Lénine refusaient d'appréhender l'art de « battre en retraite ». La tactique de Lénine était d'éviter les chocs sans espoir avec l'autocratie et d'économiser les forces de la révolution. Il défendait le Parti clandestin contre les « liquidateurs », mais il voulait que le Parti utilisât des formes d'action aussi bien légales que clandestines. Avant même que s'installât la contre-révolution, il avait rejeté le boycottage des élections parlementaires et, voyant que ses partisans persistaient dans la tactique du boycottage, il n'hésita pas à voter avec les Mencheviks contre toute sa fraction pour que le socialisme fût présent au bureau de vote ². Il insistait aussi sur le fait que ses partisans devaient publier autant de périodiques, de livres et de brochures que la censure le permettait et qu'ils devaient travailler dans les associations d'éducation et les syndicats existants. C'est seulement de cette manière que le Parti serait capable de communiquer ses idées et ses vues à un public beaucoup plus large que celui qui était accessible à la propagande clandestine. Cette propagande ouverte devait naturellement se limiter à dire peu de chose; mais elle devait être complétée par une propagande clandestine échappant à la censure. Un comité secret devait diriger et contrôler toutes les formes d'activité, tant légales que clandestines.

Si le dégoût de la clandestinité était l'ambiance dominante parmi les Mencheviks, les Bolcheviks de leur côté répugnaient à agir ouvertement. Pendant tout 1907 et même 1909, le « boycott » dominait leur esprit. Lounatcharsky, Bogdanov, Krassine, Gorki, les meilleurs écrivains, propagandistes et organisateurs, furent à la tête de « l'ultra-gauche » bolchevique.

Le contenu comme la forme de l'action socialiste étaient encore une fois remis en cause. Ceux qui tournaient le dos à la clandestinité prêchaient bon gré mal gré une certaine conciliation avec l'ordre existant. Il était impossible de défendre le renversement du tsarisme dans des publications

1. Lénine, *Sotchineniya*, vol. XXV, p. 177.

2. F. Dan, *Proiskhozhdenie Bolchevizma*, pp. 427-428; V. K. P. (b) v *Resolutsyakh*, vol. I, p. 113.

qui étaient censées passer par la censure tsariste. Lénine démontrait en conséquence que ceux qui voulaient cantonner le Parti dans des formes d'action permises par l'autorité abandonnaient virtuellement le principe de la République. Comme les libéraux des classes moyennes en qui ils voyaient les chefs légitimes de l'opposition, les Mencheviks plaçaient maintenant leur espoir dans la transformation graduelle du tsarisme en une monarchie constitutionnelle. Aux yeux de Lénine de tels espoirs étaient aussi indignes des social-démocrates que vides de sens. Les « boycotteurs », de l'autre côté, étaient des sectaires et non des révolutionnaires pratiques. En faisant de la clandestinité un fétiche, en négligeant les occasions d'une action plus large, ils tendaient à réduire la révolution à l'impuissance. Ils étaient des « liquidateurs » à rebours ¹.

Ce fut durant l'intervalle entre les deux révolutions que Koba devint Staline; l'activiste passablement obscur du mouvement clandestin en Géorgie s'éleva au point de devenir l'un des dirigeants nationaux du bolchevisme. Son ascension paraît d'autant plus énigmatique qu'en dix années, de 1907 à 1917, il en passa près de sept dans les prisons, sur le chemin de la Sibérie, dans l'exil sibérien et à s'évader des lieux de déportation. Ses écrits politiques de toute cette période, réunis avec beaucoup de soin, ne constituent pas plus d'un mince volume de ses œuvres. Le lecteur le plus indulgent de ce volume peut difficilement y trouver quelque preuve d'un talent intellectuel ou politique remarquable. L'homme qui, au début de 1917, revint précipitamment de Sibérie à Saint-Petersbourg pour diriger les Bolcheviks jusqu'au retour de Lénine de Suisse, avait fait peu de progrès par rapport au jeune auteur des essais publiés dans le *Brdzola*. Son avancement était dû plutôt à son activité pratique qu'à un quelconque talent littéraire ou journalistique.

Il était resté à Bakou pendant que Lénine et les autres dirigeants plantaient encore une fois leur tente en Europe occidentale. Il n'était pas de ces dirigeants dont le Parti avait besoin à l'étranger et qu'il ne pouvait laisser à la merci de l'*Okhrana*. Il n'était pas non plus de ces ouvriers en qui le Parti mettait ses espoirs et que le Parti envoyait compléter leur éducation révolutionnaire dans ses différentes écoles de l'étranger. Dans l'entourage personnel de Lénine on le considérait comme capable de s'instruire par lui-même. Excepté deux brefs voyages à Cracovie et à Vienne, il passa toutes ces années en Russie, retranché dans la clandestinité, plongé dans le pénible travail de la routine révolutionnaire, si différent des orages et de l'excitation des grands festivals de la révolution. Ce fut la source d'une grande force aussi bien que d'une grande faiblesse chez lui. Il n'avait pas idée des larges perspectives internationales que la vie en Europe occidentale avait ouvertes aux dirigeants émigrés. Comme chaque Bolchevik, il était évidemment internationaliste; cependant, son internationalisme était plus une question de principe que d'expérience vécue. Son horizon intellectuel restait provincial. Il savait quelles sanglantes disputes opposaient entre eux les clans et peuples du Caucase; il avait vu s'y manifester les folies de l'égoïsme national. Mais son internationalisme ignorait toute compréhension directe des grandes tendances de la vie européenne, toute

1. Lénine, *Sotchineniya*, vol. XV, pp. 417-424.

sensibilité aux couleurs et aux nuances de cet éblouissant arc-en-ciel qu'était la civilisation européenne. En réalité, il ne tirait sa force que de son sol natal. C'est dans cette terre qu'il avait ses racines, parce qu'il y était né d'abord et s'y était élevé dans l'échelle sociale, parce qu'ensuite il y avait fait sa fortune politique.

Le 25 octobre 1907, il fut élu membre du Comité de Bakou. « Deux ans de travail révolutionnaire au milieu des ouvriers du pétrole de Bakou, écrivait-il plus tard, m'endurcirent comme lutteur pratique et firent de moi l'un des activistes dirigeants. Au contact des ouvriers avancés de Bakou, ...dans le feu des plus grands conflits entre ouvriers et industriels du pétrole... j'appris pour la première fois ce que signifie diriger de grandes masses ouvrières. C'est ainsi que je reçus là, à Bakou, mon second baptême du feu révolutionnaire¹. » A Bakou, l'Europe et l'Asie se rencontraient et s'interpénétraient plus étroitement qu'à Tiflis. L'industrie du pétrole en rapide expansion comportait les méthodes européennes d'organisation technique et économique. Le commerce de transit avec la Perse avait un caractère oriental. Quarante-huit pour cent des travailleurs employés à Bakou à cette époque étaient Russes et Arméniens. Vingt-deux pour cent étaient Persans, Lezghines et Tartares. Presque toute la main-d'œuvre persane était nomade. Un dixième était turque. C'était une tentative extraordinaire que d'essayer d'amener cet assemblage de races, de nationalités et de religions, dont chacune avait ses mœurs et ses habitudes propres, dans les cadres d'une organisation marxiste unique. Les Russes étaient les travailleurs les plus qualifiés, les pionniers d'un mode de vie moderne. Les musulmans étaient les moins qualifiés, le prolétariat misérable. Les Tartares pratiquaient la flagellation aux jours de leur fête *Chakhssey-Vakhsee*. La tradition des disputes de clans sanglantes n'était que légèrement moins puissante que dans les déserts d'Arabie. Dans les quartiers musulmans de la ville, chaque famille vivait d'une vie toujours semblable d'où étaient exclus tout intérêt et toute curiosité pour le monde des colonies russes et arméniennes. A cause de cela même, le quartier musulman était très favorable à un travail clandestin. Les Bolcheviks y avaient leurs imprimeries secrètes. C'est là que Koba, ayant pris le nom de Gayoz Nicharadzé, se cachait de la police.

Mais la masse des travailleurs musulmans ne se prêtait facilement ni à la propagande ni à être organisée. Ce n'est pas seulement dans la composition de la classe ouvrière que se retrouvait l'influence de l'Asie; elle colorait également la politique des compagnies pétrolières, bien que les actionnaires en fussent européens. Le système des salaires était une curieuse combinaison de paiement en nature et de pourboires, ainsi que le disait Koba dans ses articles. L'exploitation abusive, que l'Europe occidentale ne connut que dans les premiers temps de la révolution industrielle, et toutes les ruses que la finesse orientale pouvaient inventer servaient à « récompenser » les ouvriers des puits de pétrole. Le système des salaires dans les ateliers de mécanique était plus européen, mais ces différences divisaient encore les travailleurs et rendaient difficile aux syndicalistes de coordonner leurs revendications. Le système du paiement en nature rendit même les Russes si dépendants de leurs employeurs, qu'en 1909 la « Caspian Oil

1. J. Staline, *Sotchineniya*, vol. VIII, p. 174.

Company » pouvait se permettre d'interdire à ses ouvriers de se marier sans l'autorisation de la firme. Rien d'étonnant que les conflits du travail aient acquis ici un caractère aigu et explosif en dépit de l'hétérogénéité et de l'arriération de la population ouvrière.

A la fin de 1904, on s'en souvient, l'agitation révolutionnaire à Bakou précéda le « dimanche sanglant » de Pétersbourg. Plus tard, la vie politique s'enlisa dans les querelles intestines sanglantes. Bakou vécut finalement une nouvelle flambée révolutionnaire vers la fin de 1907, alors que la fermentation dans le reste de la Russie était terminée. Le mouvement clandestin s'effritait moins vite qu'ailleurs. A la fin de septembre, aux élections primaires pour la Douma dans lesquelles chaque province désignait séparément ses électeurs, la curie ouvrière élut des Bolcheviks pour la représenter et Koba écrivit une *Instruction des Ouvriers de Bakou à leurs députés*¹. Le député, y lisait-on, devait rester un membre du Parti et mettre à exécution les instructions et les directives de son comité central. Il ne devait pas considérer sa tâche comme celle d'un législateur. Il devait déclarer franchement à la Douma que ni une législation progressive ni une réforme pacifique ne seraient de la moindre utilité tant que le tsarisme survivrait. Il devait demeurer un agitateur de la révolution. Cette *Instruction* constituait un modèle de tactique bolchevique au Parlement.

Après les élections, Koba s'occupa des conflits du travail dans l'industrie du pétrole. Les travailleurs des puits de pétrole en particulier appartenaient à un syndicat qui était sous l'influence bolchevique, tandis que ceux des ateliers de mécanique étaient organisés séparément et dirigés par les Mencheviks. Ce que Koba prêchait alors était très semblable aux principes du C. I. O. : la fédération d'industrie opposée à l'organisation des métiers. Les compagnies pétrolières, insistait-il, devaient négocier avec les délégués de toute la branche d'industrie. Un métier ne doit pas acquérir des avantages aux dépens d'un autre. Le système des salaires devait être changé. Les ouvriers n'ont plus que faire de pourboires; il leur faut un mode de rétribution à l'européenne. Les travailleurs se prononçaient pour les méthodes européennes contre les pratiques asiatiques des employeurs. Dans le *Goudok* (*Le Signal*), publication légale des syndicats bolcheviks, Koba exposa ses idées dans une série de petits articles signés K. Cato². Lorsque les industriels eurent accepté de traiter avec les délégués représentant tous les métiers de la branche d'industrie, il appela les « cinquante mille ouvriers de Bakou » à élire leurs délégués. Les patrons promirent l'immunité aux délégués. Ce fut un succès pour les Bolcheviks, car les Mencheviks avaient défendu l'ouverture de négociations avec les compagnies pétrolières sans poser aucune condition préalable, tandis que les socialistes révolutionnaires et les *Dachnaks* arméniens avaient préconisé le boycottage inconditionnel des négociations.

La Conférence des Délégués tint session plusieurs mois, débattant chaque point des accords collectifs, contrôlant les grèves et exposant au grand jour ses points de vue politiques. « Tandis que dans toute la Russie la réaction noire régnait, un véritable parlement de travailleurs siégeait à Bakou », écrit Serge Ordjonikidzé, le futur commissaire à l'Industrie lourde, un des

1. J. Staline, *Sotchineniya*, vol. II, pp. 78-80.

2. *Ibid.*, vol. II, p. 98.

amis intimes de Koba à cette époque. Il y avait de l'audace et de l'orgueil dans le défi lancé par Bakou au régime du 3 juin. Lénine suivait les événements avec une admiration mélancolique : « Voilà les derniers des Mohicans de la grève politique de masse¹. » Il savait que Bakou ne pouvait mettre en mouvement le reste de la Russie. La révolution était simplement passée aux combats d'arrière-garde dans le Caucase. Mais les chefs bolcheviks de Bakou, les commandants de cette bataille, attirèrent son attention. Qui étaient ces hommes qui se dressaient contre l'apathie et la résignation qui régnaient partout ? Eh bien, c'étaient Ivanovitch-Koba — qu'il avait vu à Tammerfors, à Stockholm et à Londres, l'homme des brigades de combat dont le nom véritable n'était pas encore connu même dans les listes secrètes de Lénine — Ordjonikidzé, Vorochilov (secrétaire du Syndicat des Travailleurs du pétrole et futur maréchal), les frères Yenoukidzé (l'un d'eux devint vice-président de l'Union Soviétique), Spandarian, Djaparidzé et Chaoumian, futurs commissaires de Bakou.

Dans le silence de mort qui s'étendait sur le reste de la Russie et lui faisait comme une table d'harmonie, le « signal » de Bakou se représentait avec une force extraordinaire. Un autre fait rendit peu à peu le pseudonyme de Koba plus familier à Lénine. Il avait cessé d'écrire dans sa langue natale, le géorgien. Il y avait peu de Géorgiens à Bakou ; la langue russe était un facteur d'unité dans la diversité des langues et des dialectes nationaux. *Goudok* et le clandestin *Bakinsky Proletarii* édités par Koba ou avec son aide étaient des journaux russes. Ils étaient régulièrement envoyés au quartier général bolchevique à l'étranger, où Lénine étudiait avec le plus grand soin chaque article et chaque note imprimés par ses compagnons. Les écrits de Koba n'étaient saisissants ni par leur nombre ni par leur niveau intellectuel, mais ils traduisaient un dévouement fanatique que Lénine estimait hautement. Ainsi en quittant Tiflis pour la cité du pétrole, à la frontière de Perse, Koba était réellement sorti des eaux stagnantes du ruisseau natal pour le grand courant de la politique nationale.

Après huit ou neuf mois de travail au Comité de Bakou et plusieurs grèves dans les champs pétrolifères, Koba-Nicharadzé et son ami Serge Ordjonikidzé furent pris par l'*Okhrana* et emprisonnés à la prison de Bailov. De longs mois passèrent en prison politique à attendre les ordres de déportation, à discuter avec les condamnés des différentes tendances, à échanger des messages secrets et des documents imprimés avec les camarades en liberté, à rédiger des feuilles clandestines, à passer en fraude des manuscrits à l'extérieur de la prison et ainsi de suite. Les débats entre les membres des différentes fractions étaient rendus acharnés par l'exaspération de la défaite. Des deux porte-parole bolcheviques dans la prison, l'un, Koba, était froid, sans nuance et maître de lui ; l'autre, Ordjonikidzé, était susceptible, exubérant et prompt à prendre la tangente dans une discussion désordonnée. Les discussions étaient empoisonnées par la suspicion. L'*Okhrana* avait glissé ses agents provocateurs jusque dans les cellules. De temps à autre, les prisonniers, énervés par une fièvre de suspicion, cherchaient un suspect ; dans certains cas ils l'auraient tué ainsi que les lois de la clandestinité le permettaient, et ils demandèrent même l'assassinat des agents provocateurs comme mesure de sécurité. Des innocents, assez mal-

1. Lénine, *Sotchineniya*, vol. XVI, p. 368.

chanceux pour avoir éveillé les soupçons, ont peut-être été punis de mort dans de telles circonstances ; car il y avait là une issue pour l'obsession et aussi l'occasion de régler des comptes personnels. Chaque fraction était prompt à détecter des agents provocateurs parmi ses adversaires mais lente à les démasquer dans ses propres rangs. Des mémorialistes malveillants, qui ont partagé la cellule de Koba dans la prison de Bailov, le décrivent excitant sournoisement les autres à persécuter et à transformer en victimes des innocents qui avaient encouru son hostilité¹. Il est impossible de dire quelles parts de vérité et d'invention il y a dans de telles histoires. On a rapporté la même chose au sujet de beaucoup de militants clandestins et cela reflète la suspicion partout répandue à cette époque.

A d'autres égards aussi, il y avait une grande différence entre la prison de Bakou et la relativement tranquille prison de Batoum, à la discipline souple, où Koba avait été incarcéré quelques années auparavant. Les détenus attendant leur exécution étaient souvent gardés avec les autres. Les exécutions avaient lieu dans la cour. Les nerfs étaient tendus à l'extrême quand les hommes voyaient leurs camarades de discussion conduits à la potence. Dans la tension de pareils moments, Koba pouvait, si l'on en croit un témoin, dormir profondément, étonnant ses camarades par la solidité de ses nerfs ; ou bien il continuait à essayer vainement d'assimiler les difficultés de la grammaire allemande. Au milieu de ces misères déprimantes, il trouvait le moyen de suivre les luttes dans l'industrie du pétrole et de tenir une rubrique suivie dans le *Goudok* et le *Bakinsky Proletarii*². Mais le ton de ses commentaires était devenu moins tranchant. Il ne conseillait pas à ses camarades de compter sur une grève générale : « Faire grève pour des revendications particulières est la forme la plus avantageuse du combat en retraite, la forme la mieux adaptée à l'époque présente. » Il engageait les travailleurs à se garder de la « terreur économique », des actes de désespoir, des attaques individuelles des ouvriers contre leurs employeurs et leurs directeurs qui devenaient de plus en plus fréquentes ; et il préconisait au lieu de cela l'organisation du mouvement ouvrier. Mais quand le journal libéral local — « le porte-voix des magnats du pétrole » — commença à prêcher la morale aux syndicalistes socialistes et les blâma pour leur indifférence vis-à-vis de la terreur économique, Koba rétorqua par une « philippique » courroucée contre les pitoyables conditions d'existence du prolétariat du pétrole, responsables de son désespoir et de sa violence. Il dédaigna une suggestion menchevique suivant laquelle les socialistes devaient coopérer jusqu'à un certain point avec les autorités contre la terreur économique. De lui-même et dans son propre intérêt, concluait Koba, le mouvement ouvrier organisé freine le désespoir et la violence, mais il ne doit pas dénoncer les coupables aux autorités. Il ne doit pas non plus flatter le libéralisme, en soi légitime, des magnats du pétrole.

En novembre, il reçut un ordre de déportation pour un endroit appelé Solvytchegodsk, où il resta deux ans sous la surveillance de la police. Solvytchegodsk, petite colonie fondée au XVI^e siècle par des pionniers du commerce russe, marché central du sel et des fourrures, se trouve dans la partie nord de la province Vologda, en Russie d'Europe. Son climat est

1. L. Trotsky, *Staline*, pp. 117-121.

2. J. Staline, *Sotchineniya*, vol. II, p. 98.

moins dur que celui des lieux de déportation de Sibérie du Nord. Le temps de déportation de Koba fut ainsi agréablement doux. Il réussit pleinement à passer inaperçu aux yeux de l'*Okhrana* et évita d'être marqué d'une croix rouge. Dans la dernière partie du voyage de Vologda à Solvytchegodsk, il fut atteint du typhus mais, à la fin de février 1909, il était arrivé. Il s'évada au bout de quatre mois. Il partit pour le Caucase par Saint-Petersbourg, où il rendit visite à son futur beau-père, Allilouyev, et entra par lui en contact avec l'état-major secret du Parti. Muni d'un faux passeport nouveau, en juin il réapparut à Bakou sous le nom de Zakhar Grégorian Mélikyants. Au quartier général de Saint-Petersbourg, il avait reçu un accueil cordial. Les ouvriers du Parti admiraient l'indomptable forteresse de Bakou. C'est alors que de collaborateur occasionnel il devint correspondant au Caucase de l'organe central du Parti à l'étranger. C'est dans ce rôle qu'il attira de nouveau l'attention de Lénine.

Sur le chemin de Saint-Petersbourg à Bakou, il fut amené à de déplorables réflexions sur ce qu'il avait vu et entendu dans la capitale. L'organisation qui, là-bas, comptait huit mille membres en 1907 était maintenant réduite à peine à trois cents. Cela semblait montrer l'inefficacité de l'état-major du Parti. Il avait demandé avidement des nouvelles du Caucase mais n'avait reçu aucune information de l'état-major. Les contacts entre Saint-Petersbourg et les chefs émigrés étaient rares. La distribution de la presse clandestine était faible. Il ne pouvait s'empêcher de sentir sa main le démanger : il lui fallait être au quartier général de Saint-Petersbourg.

La situation dans laquelle il trouva, un an et demi après son emprisonnement, la forteresse révolutionnaire de Bakou n'était pas encourageante non plus. Là aussi l'organisation était réduite à quelques centaines de membres; deux ou trois cents Bolcheviks et une centaine de Mencheviks. La base des syndicats n'était pas beaucoup plus importante. Les cercles d'éducation (« Science » et « Savoir, c'est pouvoir ») donnaient peu de signe de vie. Dans les champs pétrolifères, les heures de travail avaient été augmentées de huit à douze et, bien qu'un essor ait commencé dans l'industrie du pétrole, les travailleurs ne tiraient aucun avantage de la puissance qu'ils représentaient dans des négociations. L'organisation avait tourné le dos au prolétariat tartare. Elle avait cessé de le toucher par des tracts ou des journaux dans sa langue. Les fonds du Parti étaient épuisés. Pas un seul numéro de la publication clandestine en russe *Bakinsky Prolétarii* n'avait été publié pendant l'année où il avait été déporté. Les choses semblaient meilleures ici qu'ailleurs, mais ce n'était plus le vieux Bakou plein d'audace.

La première chose que fit Koba-Mélikyants, après s'être installé un logement secret à l'intérieur du champ pétrolifère de Balakhana, fut de faire revivre le *Bakinsky Prolétarii*. Trois semaines après son retour, un numéro du journal sortait avec un éditorial non signé : « La crise dans le Parti et nos tâches ¹. » Il ne mâchait pas ses mots dans son diagnostic de la crise et l'analyse qu'il faisait s'adressait aussi bien au quartier général du Parti à l'étranger qu'au lecteur du cru : « Le Parti n'a pas de racines dans la masse des ouvriers », déclarait-il en donnant quelques-unes des infor-

mations qu'il rapportait de la capitale. « Péttersbourg ne sait pas ce qui se passe dans le Caucase, le Caucase ne sait pas ce qui se fait dans l'Oural. Chaque coin vit sa propre vie isolée. Strictement parlant, ce Parti organisé qui vivait d'une vie commune, ce Parti dont nous étions fiers en 1905, 1906, 1907, n'existe plus. » Les centres émigrés mencheviques et bolcheviques étaient également en défaut parce que leurs périodiques — ici il mentionnait le *Prolétarii* de Lénine aussi bien que le *Golos* menchevique — « ne lient pas et ne peuvent pas lier les organisations éparpillées à l'intérieur de la Russie, ils ne peuvent pas leur insuffler une vie de parti commune. Il serait même étrange de penser que les organes étrangers, éloignés comme ils le sont de la réalité russe, puissent organiser le travail d'un parti qui a depuis longtemps dépassé la phase des petits cercles de propagande ¹ ». La dernière partie de l'exposé traitait d'un autre sujet. L'auteur montrait que le mouvement clandestin n'était pas plus fort maintenant qu'aux jours où la vieille *Iskra* avait rassemblé les petits groupes de pionniers propagandistes en un parti. Mais Koba faisait montre de l'impatience d'un révolutionnaire indigène envers les chefs émigrés « éloignés de la réalité russe »; et il ne songeait pas à exempter Lénine de ses reproches. Des remèdes variés, poursuivait-il, ont été suggérés, tels que la liquidation du mouvement clandestin ou le transfert de toutes les fonctions de la clandestinité à des militants ordinaires. Le premier équivaldrait à la liquidation du Parti, le second présenterait une petite amélioration aussi longtemps que le vieux système d'organisation continuerait en fait à « utiliser ses vieilles méthodes de travail et à avoir sa « direction » à l'étranger ». Il plaçait le mot « direction » entre des guillemets méprisants.

Dans sa conclusion, cependant, il était plus circonspect, car il ne demandait pas le transfert de la direction en Russie. Ce dont on avait besoin, c'était un journal publié en Russie qui se tiendrait en contact avec la vie sur place et intégrerait les éléments dispersés du Parti. C'était au Comité Central de créer un tel journal et de le diriger. « C'est le Comité Central qui est en tout cas dans l'obligation de diriger le travail du Parti. Mais actuellement cette obligation est mal remplie. » On était encore aux jours du compromis entre les deux fractions. À l'intérieur du Comité Central, entre les Bolcheviks et les Mencheviks, c'était une impasse chronique. Koba n'abordait pas du tout ce point. Son accusation contre le Comité Central dans son ensemble était : « éloignement de la réalité russe ». Son idée d'un journal national était une proposition pratique. Mais il fallut encore trois ans avant que la *Pravda* (*La Vérité*) soit créée avec Koba parmi ses rédacteurs. En attendant, le rédacteur au *Bakinsky Prolétarii* avait posé indirectement sa candidature à un travail au quartier général de Péttersbourg. En passant, il remarquait que, à la différence de la plupart des autres sections, la section de Bakou du Parti « avait jusqu'à ce jour préservé ses contacts avec les masses ».

Dans le même *Bakinsky Prolétarii*, il publiait une résolution du Comité de Bakou écrite par lui-même sur les discussions entre les chefs bolcheviques à l'étranger. La résolution blâmait ouvertement Lénine de diviser sa fraction sur ce que Koba pensait être des divergences mineures ². Car,

1. *Ibid.*, p. 147.

2. *Ibid.*, pp. 165-168.

à cette époque, le fondateur du bolchevisme était en désaccord avec les extrémistes et les partisans du boycottage, le philosophe et économiste Bogdanov, l'écrivain Lounatcharsky, le chroniqueur Manouïlsky et divers autres. Les extrémistes accusaient Lénine de trahir le bolchevisme. En incitant ses partisans à combiner le travail clandestin avec l'activité légale, Lénine les encourageait, du point de vue de ces critiques, à oublier les principes et à mener une propagande émasculée quasi menchevique. Les divergences tactiques étaient curieusement compliquées par une discussion philosophique. Les extrémistes mettaient en doute quelques-unes des notions de la philosophie marxiste et tentaient de réviser le matérialisme dialectique à la lumière de la philosophie néo-kantienne ou empirio-critique. Pour un moment, Lénine se détacha de la politique quotidienne et, au grand embarras de ses disciples, s'enferma dans les bibliothèques de Paris en vue de produire son *magnum opus* philosophique, *Matérialisme et empirio-criticisme*, où il malmène les néo-kantien, les « chercheurs de Dieu » et tous ceux qui cherchaient querelle à la philosophie marxiste¹. Les adversaires fondèrent des écoles rivales pour les militants du Parti qui étaient attirés par la discussion. L'école de Lénine était à Longjumeau, près de Paris. Les extrémistes et « chercheurs de Dieu », dont l'école était patronnée par Maxime Gorki, prêchaient leurs idées dans l'île italienne de Capri. Les écoles se faisaient concurrence pour les élèves et les fonds. Les militants qui arrivaient de Russie à leur grand péril, avec le désir d'apprendre l'économie politique, la politique pratique et la technique du travail clandestin, se trouvaient soumis à un cours intensif de philosophie, sommés de choisir entre les théories de la connaissance qui s'affrontaient et de voter pour ou contre l'exclusion des hérétiques même s'ils se trouvaient par hasard soutenir leur propre point de vue en ce qui concernait la politique. Les discussions entre Longjumeau et Capri mettaient hors de lui le dirigeant du Comité de Bakou, caché parmi les Tartares des champs pétroliers de Balakhana. L'éloignement des émigrés de la réalité russe, qu'il avait critiqué, atteignait les limites de l'aberration mentale. Le Comité de Bakou le leur dit et essaya de les ramener à la raison. Sa motion exprimait un accord de tactique et le point de vue politique de Lénine contre les radicaux, mais elle protestait contre l'exclusion de Bogdanov par Lénine en même temps que contre le mépris de Bogdanov envers la discipline du Parti. Comme ces sous-fractions pensaient la même chose sur toutes les questions politiques importantes, elles devaient travailler ensemble. Et Lénine aurait dû cesser de piétiner les droits de la minorité. Bakou refusa de prendre position dans la controverse entre Longjumeau et Capri, au sujet de laquelle il n'était pas suffisamment informé. Lénine prit note du blâme. Dans son journal, il essaya paisiblement d'expliquer à son critique caucasien qu'il ne faisait pas la chasse aux sorcières, mais avait dû exclure les extrémistes uniquement parce qu'ils refusaient de se comporter de manière disciplinée².

S'étant employé à centrer le quartier général à l'étranger, Koba était

soucieux de ne pas se brouiller lui-même avec Lénine. En novembre ou décembre 1909, il écrivit une série de « Lettres du Caucase » pour le *Social-Démocrate* qui était publié à Paris et Genève par un comité central commun bolchevique-menchevique. Le comité de rédaction comprenait Lénine, Zinoviev, Kamenev, Martov et Dan. Les « lettres » donnaient un rapport solide et informé sur les questions caucasiennes. L'auteur exposait la situation concernant l'industrie pétrolière, le gouvernement local, les syndicats, les relations entre les nationalités dans le Caucase, le travail clandestin et l'activité socialiste légale, les contrastes entre Tiflis et Bakou. Le tout dans le même style d'homme d'affaires, concret mais trivial. Quelques-unes des « lettres » dans lesquelles il critiquait durement les Mencheviks caucasiens et leur chef Noëh Jordania, provoquèrent les objections de Dan et Martov et furent publiées dans le bulletin de discussion dans lequel les sujets ainsi controversés étaient habituellement donnés; en même temps, la publication d'une lettre était refusée. Le correspondant caucasien s'y montrait léniniste opiniâtre. Il s'abstenait de faire allusion aux critiques contre Lénine qu'il avait publiées sans signature sous le couvert du Comité de Bakou dans le *Bakinsky Proletarii*. Lénine était heureux de recevoir une telle assistance du correspondant caucasien. Prompt à comprendre l'état d'esprit de ses partisans en Russie, il s'empara de la demande de créer un quartier général national d'organisation en Russie et l'imposa aux Mencheviks. En attendant, Bakou haussait le ton. Dans une autre résolution écrite par Koba en 1910, Bakou sollicitait « le transfert du centre dirigeant pratique en Russie ». Cette demande était justifiée par un pronostic de la première phrase de la résolution : « L'état de dépression et de torpeur qui paralysait les forces agissantes de la Révolution russe commence à passer¹. » En cela Koba s'opposait, comme en une ou deux occasions antérieures, à la plupart des émigrés bien qu'à Vienne une appréciation similaire fût portée à la même époque par Léon Trotsky. Le Comité de Bakou, travaillant maintenant de toute évidence avec Lénine, demandait aussi l'exclusion définitive des « liquidateurs » et une fusion entre les Bolcheviks et ceux des Mencheviks qui, comme Plékhanov, défendaient le mouvement clandestin.

En mars, au milieu des préparatifs pour une grève générale dans l'industrie pétrolière, Koba-Mélikyants fut de nouveau arrêté. Le jour de son emprisonnement, paraissait un tract de lui, écrit en l'honneur de l'ouvrier Auguste Bebel, chef de la social-démocratie allemande, qui fêtait ses soixante-dix ans et « dont les mots firent trembler les têtes couronnées de l'Europe ». Après huit mois de travail intensif, il devait maintenant attendre une fois encore pendant six mois en prison la prochaine sentence « administrative ». Elle ne fut pas dure cette fois non plus. L'ordre lui fut donné d'achever à Solvytchegodsk son temps d'exil. Après quoi, il lui serait interdit de vivre dans le Caucase et dans les plus grandes villes de Russie pour cinq autres années. Puis ce fut le voyage vers le Nord, maintenant familier. Il y resta cette fois environ neuf mois, jusqu'à la fin de sa peine, le 27 juin 1916, sans chercher à s'évader. Il quittait le Caucase pour de bon. Par la suite, il fit de courts voyages dans sa province natale, mais seulement afin d'ins-

1. Dans ses souvenirs, le professeur Pokrovsky raconte comment les Bolcheviks envoyèrent à Lénine une délégation pour lui demander d'abandonner ses études philosophiques et de revenir au travail pratique. Pokrovsky lui-même faisait partie de cette délégation. Lénine ne se laissa pas convaincre.

2. J. Staline, *Sotchinyeniya*, vol. II, pp. 391-392.

1. *Ibid.*, pp. 197-200.

pecter les sections locales pour le Comité Central. Le chapitre du Caucase était désormais clos.

La renaissance prévue du mouvement révolutionnaire se manifesta bientôt. Des manifestations de rue lors des funérailles de Léon Tolstoï en marquèrent le commencement. Le mouvement acquit son véritable élan en 1912, quand les travailleurs protestèrent par de vastes grèves contre la fusillade de plusieurs centaines de grévistes dans les mines d'or de la Léna, en Sibérie. Cependant, l'unité artificielle du Parti Social-Démocrate se brisa irrémédiablement. En janvier 1912, Lénine convoqua à Prague une conférence des Bolcheviks et de quelques plékhanovistes afin de proclamer la constitution de sa fraction en parti indépendant ou, mieux, de faire de sa fraction le Parti. Ce devait être la rupture finale avec la grande masse des Mencheviks. Comme le Congrès de Bruxelles en 1903, cette conférence eut lieu à « la Maison du Peuple ». Les socialistes tchèques servirent d'hôtes aux révolutionnaires russes. Ce fut à la Conférence de Prague que Lénine plaça le nom de Koba sur la liste des candidats au Comité Central qu'il soumettait aux délégués. Mais Koba ne fut pas élu. Son nom n'évoquait rien à la plupart des délégués qui s'étaient connus les uns les autres dans les diverses colonies de l'émigration. Ordjonikidzé, l'ancien adjoint de Koba et son bouillant compagnon de captivité à Bakou, fut élu, probablement parce qu'il venait en droite ligne de l'école de Lénine à Longjumeau où il avait été élève. Mais Lénine ne laissa pas là cette affaire. D'après les statuts du Parti, le Comité Central avait le droit de coopter de nouveaux membres. Sur la demande de Lénine le Comité utilisa ce droit en faveur de Koba. Les autres membres du Comité Central étaient Lénine, Zinoviev, Ordjonikidzé et le polonais russifié Malinovsky, qui était un agent provocateur de l'*Okhrana*.

Qu'est-ce qui explique ce penchant de Lénine envers Koba? Au début de la renaissance politique Lénine désirait s'assurer au maximum des coudees franches. Il rompait l'alliance paralysante avec les Mencheviks de sorte qu'aucun compromis ou aucune considération unitaire ne le contraignît à limiter sa propagande et ses mots d'ordre. Maintenant il pouvait façonner son organisation à son idée. Dans les scissions précédentes, il s'opposait à ses collègues les plus habiles. Sa dernière décision de brûler tous ses vaisseaux derrière lui, lui laissait peu d'associés d'envergure. Trotsky était maintenant à la tête d'une coalition bigarrée de Mencheviks de droite, de Bolcheviks de gauche, d'anti-Mencheviks et d'anti-Bolcheviks, de liquidateurs, de boycotteurs, de « chercheurs de Dieu » et de simples trotskistes qui menaient féroce charge journalistique contre le léninisme. Zinoviev et Kamenev étaient les aides de camp intimes de Lénine, mais même Kamenev, beau-frère de Trotsky, avait commencé à hésiter. Lénine tourna le dos à l'intelligentsia émigrée. Il choisit des militants pratiques de la clandestinité pour le nouveau Comité Central. Peu après son élection, le Comité créa un bureau russe qui devait diriger les activités du Parti à l'intérieur de la Russie. Ce bureau se composait de quatre membres : Koba, Ordjonikidzé, Spandérian et un certain Golochechekim. Les trois premiers avaient tous été membres du Comité de Bakou. Le groupe du Caucase allait devenir le pilier de l'organisation bolchevique et jouer un rôle tout à fait hors de proportion avec l'importance de cette province. La réputation que Bakou

tirait des grèves et démonstrations de 1908 était très haute, sans doute même exagérée, aux yeux de Lénine. L'œuvre essentielle que Lénine devait avoir en vue exigeait des hommes de granit, opiniâtres, tranchants, des hommes comme les chefs de Bakou. Dans les listes de Kroupskaïa, le nom de code pour le groupe de Bakou était « les chevaux ». Maintenant Lénine mettait ses chevaux dans les harnais¹.

L'avancement de Koba ne venait pas à l'improviste. Lénine avait entendu dire beaucoup de bien de lui par des militants caucasiens à l'étranger. A l'école de Longjumeau, Ordjonikidzé peignait Koba dans les discussions comme « l'homme fort » du Comité de Bakou. Le candidat lui-même ne négligeait pas de donner quelques coups de pouce discrets et bien calculés qui pouvaient l'aider à progresser. Depuis son exil, il gardait contact avec des ouvriers influents du Parti qui pouvaient glisser au quartier général un mot en sa faveur; et il essayait de se montrer à tous aussi aimable que possible. Dans une lettre écrite à Solvytchegodsk à un membre du Comité Central, Siméon Schwartz, il suggéra encore une fois la formation d'un centre russe, en offrant indirectement ses propres services. Le ton de la lettre était extrêmement déférent envers le Comité Central émigré, plein de dévouement à Lénine et de mépris pour ses adversaires. (« Lénine est un moujik sensible qui sait bien où l'écrevisse se cache en hiver. ») Lénine ne pouvait pas ignorer le contenu de la lettre, il avait maintenant toute raison de croire que son admirateur caucasien, si visiblement impatient d'obtenir de l'avancement, serait un exécuteur fidèle pour ses idées².

A la fin de juin 1911, Koba avait terminé son temps d'exil. Comme il lui était interdit de vivre dans n'importe quelle grande ville il choisit la ville de Vologda suffisamment proche de Moscou et de Saint-Petersbourg. Au bout de deux mois il quitta précipitamment Vologda pour Saint-Petersbourg et frappa encore une fois à la porte d'Allilouyev.

La maison d'Allilouyev était gardée par des espions de l'*Okhrana* mais Koba, mis en garde à ce sujet, s'impacienta de ce qu'il lui semblait être un excès de prudence et de méfiance. C'est par hasard ce même jour que le Premier Ministre Stolypine fut assassiné à Kiev par un « agent provocateur » repentant, Bagrov, qui souhaitait se racheter aux yeux du mouvement clandestin. L'*Okhrana* prise de panique embarqua tous les suspects. Koba fut arrêté sous un nouveau pseudonyme Chiznikov³. Il passa à nouveau quelques mois en prison et fut ensuite renvoyé en déportation à Vologda pour trois ans.

Pendant qu'il était sur le chemin du retour, les délégués de la Conférence de Prague étaient assemblés à l'étranger. Il n'apprit les résultats de la Conférence qu'au milieu de février 1912 quand Ordjonikidzé, devenu membre et émissaire du Comité Central nouvellement élu, vint le voir à Vologda. « J'ai été voir Ivanovitch, déclara Ordjonikidzé à Lénine, et j'ai tout arrangé avec lui. Il était très heureux d'entendre comment les choses ont tourné. Les nouvelles ont fait sur lui une impression magnifique⁴. » Apparemment, Koba n'avait pas d'objection à la rupture finale de Lénine avec les Mencheviks. A part des considérations de principe, le fait que

1. L. Krassine, *Dela Davno Minurskykh Dnei*, p. 16.

2. J. Staline, *Sotchineniya*, vol. II, pp. 209-212.

3. A. S. Allilouyeva, *Vospominaniya*, pp. 108-109.

4. E. Yaroslavsky, *Landmarks*, p. 75.

son propre avancement était en relation avec cette rupture l'aurait engagé à suivre la politique de Lénine. La première chose qu'il fit fut de se soustraire à la surveillance de la police de Vologda et de retourner dans la capitale. Pendant qu'il préparait son évasion, il écrivit une proclamation expliquant les décisions de la Conférence de Prague aux socialistes en Russie. Sous ce document il mit la signature du Comité Central du Parti Ouvrier Social-Démocrate Russe. Pour la première fois il parlait maintenant au nom de la direction nationale du bolchevisme¹. Six mille exemplaires de cette proclamation furent mis en circulation dans les grandes villes industrielles. La presse russe respectable de l'époque mentionna avec peine cet événement. Koba était désormais parvenu à une étape décisive dans son chemin vers le pouvoir. Cinq ans plus tard, après l'abdication du Tsar, revenant de Sibérie à Saint-Petersbourg il assumait, fort de cette ancienneté dans le grade, acquise en 1912, la direction des Bolcheviks jusqu'au retour de Lénine.

Il serait faux de croire, cependant, qu'à ce point de sa carrière la position de Koba parmi les Bolcheviks n'était inférieure qu'à celle de Lénine, comme ses biographes officiels le prétendent. Loin de là. Le brassage du personnel était continu. Il n'y avait rien de stable dans la hiérarchie d'alors, excepté sa figure centrale, Lénine, dont l'autorité était basée sur ses ressources intellectuelles et politiques illimitées et non sur quelque serment de loyauté ou d'obéissance de ses partisans. L'essaim de satellites qui tournait autour de Lénine perdait sans cesse, capricieusement, de vieilles étoiles et en gagnait perpétuellement de nouvelles. Extrêmement peu d'hommes, dont les noms sont depuis tombés dans l'oubli, tinrent dans la hiérarchie bolchevique un rang comparable à celui de Koba. Mais c'est seulement à la lumière de sa carrière ultérieure que sa promotion de 1912 apparut aussi significative. A la différence des autres, il parvint à se maintenir. A cette époque, son élévation au Comité Central apparaissait comme un des nombreux changements dans le personnel du Parti. Il était de règle que le nouveau venu n'avait pas à faire preuve d'initiative idéologique ni de génie politique. Il devait être le bras droit du Comité Central, non son cerveau, ni son cœur.

La nature accidentelle, presque fortuite de ce changement dans la carrière de Koba fut soulignée ultérieurement par le manque d'ampleur de son activité dans les cinq années qui s'écoulèrent entre son élévation et la seconde révolution. Seulement durant la première de ces années, il accomplit les tâches d'un membre du Comité Central. Pendant les quatre autres il fut déporté dans l'extrême Nord. Même dans le cours de cette première année, il fut hors « du circuit » pendant environ cinq mois; une nouvelle fois il fut arrêté et déporté et une nouvelle fois s'évada. Son travail politique effectif dura en tout sept mois et cinq seulement intensément. Ce fut suffisant pour qu'il pût se faire la main à ce travail, pour se familiariser avec les dirigeants du Parti, peut-être pour renforcer sa propre position mais insuffisant pour qu'il pût gagner une grande expérience nouvelle ou changer radicalement sa situation.

Il consacra ses tout premiers temps à un travail ardu. Il alla directement de Vologda vers le Sud pour se faire entendre des Bolcheviks caucasiens

au sujet des décisions de la Conférence de Prague. Du Caucase, il rejoignit en hâte Moscou pour échanger ses impressions avec Ordjonikidze sur la réponse aux différents points de la nouvelle « ligne » de Lénine. Vers le milieu d'avril il était de retour dans la capitale, le temps de mettre la main aux préparatifs du 1^{er} Mai. Ce fut ensuite son inévitable proclamation du 1^{er} Mai, signée par le Comité Central mais où résonnent les accents du séminaire¹. « Toujours plus loin s'étend l'Océan du mouvement ouvrier, englobant toujours de nouveaux pays et Etats de l'Europe, de l'Amérique et jusqu'à l'Asie, l'Afrique et l'Australie... La mer du courroux prolétarien s'élève en hautes vagues qui frappent de coups toujours plus menaçants les rocs croulants du capitalisme... Confiants dans leur victoire, calmes et forts, les travailleurs marchent fièrement sur la route de la terre promise... les ouvriers russes devraient dire aujourd'hui que, comme les camarades des pays libres d'Europe, ils n'adorent pas et ne veulent pas adorer le veau d'or... »

Ce séjour à Saint-Petersbourg ne dura que douze jours jusqu'à sa prochaine arrestation. Il prit contact avec les députés bolcheviques de la Douma dont il devait contrôler l'activité pour le Comité Central, éditée avec un goût nouveau trois numéros de *Zvezda* (Etoile), remplissant la plupart des colonnes avec ses propres articles et préparant la publication du premier numéro de la *Pravda*. Le 22 avril 1912, la *Pravda* sortit enfin avec un éditorial de Koba². Comme la réponse des militants à la rupture finale de Lénine avec les Mencheviks n'était pas très favorable, Koba parlait un langage d'une douceur raisonnable. La *Pravda*, promettait-il, ne travestira pas les différences entre les socialistes : « Nous pensons qu'un mouvement fort et plein de vigueur est impensable sans controverse; une totale conformité de vues peut seulement mener au cimetière. » Beaucoup plus de choses unissaient les différentes nuances du mouvement ouvrier qu'il n'y en avait qui ne le divisaient. C'est pourquoi la *Pravda* appellera à l'unité socialiste dans la lutte de classe, « unité à tout prix... Exactement comme nous devons être irréconciliables vis-à-vis de nos ennemis, nous devons nous faire des concessions les uns les autres; guerre aux ennemis du mouvement ouvrier, paix et collaboration amicale à l'intérieur du mouvement ». Ce texte de circonstance devait être plus tard renommé pour son conformisme stalinien. Le jour où ces mots sortirent de l'imprimerie, leur auteur était logé à la prison de Saint-Petersbourg. Au bout de trois mois vint l'ordre habituel de déportation, pour trois ans cette fois, et dans la province de Narym, Sibérie de l'Ouest. Exactement deux mois plus tard, Koba s'enfuit de Narym et réapparut à Saint-Petersbourg juste à temps pour diriger son Parti dans les élections de la Quatrième Douma.

La campagne dans la *Curie ouvrière* procédait par plusieurs étapes : élections de délégués dans les usines et les ateliers, élection des électeurs et finalement l'élection des députés. Après le premier scrutin, les autorités annulèrent les résultats des élections dans quelques-unes des plus grandes usines. Koba convoqua le Comité Exécutif bolchevique de Saint-Petersbourg et l'engagea à proclamer une grève de protestation. Mais le gouvernement fit marche arrière. A toutes les étapes de la campagne, les Bolcheviks et

1. J. Staline, *Sotchinyeniya*, vol. II, pp. 213-218.

1. J. Staline, *Sotchinyeniya*, vol. II, pp. 219-224.
2. *Ibid.*, pp. 248-249.

les Mencheviks rivalisèrent pour obtenir les voix des travailleurs. A l'assemblée des électeurs ouvriers dans la capitale, l'*Instruction au Député ouvrier*¹ de Koba, fut distribuée, tout à fait dans la ligne de l'*Instruction* qu'il avait écrite à Bakou pendant les élections précédentes. Les députés ouvriers étaient appelés à faire connaître les revendications ouvrières (« le programme intégral de 1905 »), à agir comme les porte-parole de la révolution, et à ne pas avoir d'indulgence pour le vain jeu législatif de la Douma tsariste. Lénine qui inspirait la campagne et la dirigeait de Cracovie, en Pologne, était enchanté de la franchise de l'*Instruction* et du succès de Koba. Dans les *curies ouvrières*, les Bolcheviks eurent le dessus. Treize députés furent élus finalement : six Bolcheviks et sept Mencheviks. Mais tous les Bolcheviks étaient élus dans les *curies ouvrières*, tandis que la plupart des Mencheviks venaient des collèges électoraux des classes moyennes. Ainsi, la classe ouvrière, en conclut Lénine, soutenait le bolchevisme dans sa première lutte ouverte avec le courant modéré. Dans ses articles de la *Pravda* et ses correspondances au *Social-Démocrate*, Koba freinait doucement l'optimisme de Lénine, montrant que, tandis que les slogans radicaux des Bolcheviks séduisaient les ouvriers, la scission ouverte entre les fractions socialistes ne les intéressait pas. Immédiatement après les élections, en novembre 1912, Koba alla pour quelques jours à Cracovie où le Comité Central se réunissait pour faire le point de la situation. Lénine poussait vigoureusement à une séparation publique entre les députés bolcheviques et mencheviques à la Douma. Il était sûr que les travailleurs verraient en définitive la justification de cette division; mais il était prêt à tracer une ligne de démarcation nette entre bolchevisme et menchevisme, même si cela devait être impopulaire. A son retour à Saint-Petersbourg Koba émoussa le tranchant de la politique de Lénine. Les députés bolcheviques n'avaient pas envie d'exposer leurs divergences internes aux yeux de la Douma dominée par l'extrême-droite. Lénine indigné découvrit que la *Pravda*, elle aussi, escamotait la scission. Peut-être se demanda-t-il si le Caucasiens qu'il avait introduit dans les conseils les plus fermés du Parti n'était pas en train de l'abandonner maintenant. Dans sa biographie de Staline, Trotsky décrit l'incident comme un des malins complots de Koba contre son maître². Lénine voyait difficilement cela sous ce jour. Il le considérait comme fâcheux, mais seulement comme un désaccord passager qu'il espérait aplanir complètement de la manière astucieuse et pleine de tact qui lui était particulière. Il convoqua une conférence commune du Comité Central et des six députés bolcheviques à Cracovie et se prépara à prendre de court la rédaction de la *Pravda*, de telle sorte qu'il n'offenserait pas Koba.

A la fin de décembre 1912, Koba quitta la Russie pour environ six mois, son plus long séjour à l'étranger dans toute sa carrière³.

1. J. Staline, *Sotchineniya*, vol. II, pp. 250-252, 398-399.

2. Lénine, *Sotchineniya*, vol. XVIII, pp. 398-401. A. F. Badayev, *Bolcheviki v Gosudarstvennoi Dume*, pp. 194-211. L. Trotsky, *Staline*, pp. 143-149.

Un récit de ces événements est contenu dans les rapports de l'omnisciente *Okhrana* publiés dans le *Krasnyi Arkhiv*, n° 1, 1939, pp. 77-80. D'après la correspondance de Sverdlov interceptée par l'*Okhrana*, il est clair que les cadres bolcheviques n'étaient pas favorablement impressionnés par la manière dont Staline dirigeait la *Pravda*.

3. Staline décrit sa journée à Cracovie à sa belle-sœur, A. S. Allilouyeva. Il voyageait sans passeport. Dans la petite ville-frontière entre les territoires polonais

Ses faits et gestes pendant cette brève période eurent une grande importance pour son avenir. Les différences immédiates furent aplanies et ne laissèrent aucun sentiment de malaise entre maître et disciple. Lénine trouva le moyen de persuader les six députés de se séparer de leurs collègues mencheviques. Il tança la *Pravda* pour son ton conciliateur et envoya tranquillement à Saint-Petersbourg un certain Jacob Sverdlov pour se charger du journal. Sverdlov (futur président de la République Soviétique) contrôlait la rédaction sur place — il s'y trouvait le jeune étudiant Skryabin-Molotov — et fit souffler un vent nouveau dans les voiles de la *Pravda*. Lénine adoucit abondamment la pilule de Koba en lui donnant une tâche importante à Cracovie et à Vienne.

Indubitablement, en cette période, Lénine souhaitait se renseigner plus étroitement sur son protégé. Quelle était sa structure mentale? Connaissait-il à fond la doctrine marxiste? Quels étaient ses points forts et quelles étaient ses faiblesses? Lénine était un connaisseur d'hommes et il usait d'une véritable méthode socratique pour les aborder. D'abord, il questionna certainement Koba sur toutes sortes de choses : le déroulement des élections à Saint-Petersbourg, la situation du mouvement clandestin, les races et les nationalités du Caucase, etc. L'examen, on peut le deviner, n'eut rien de pédant. L'examineur devait déjà connaître les limites de son élève. Mais il trouva le résultat satisfaisant. Le jeune homme — Koba avait maintenant trente-trois ans — bien qu'il ne pensât pas par lui-même, était d'esprit ouvert, fin et très bien informé des choses qui avaient une importance pratique. Il était, par exemple, exceptionnellement bien expérimenté en ce qui concernait l'insoluble question des nationalités du Caucase. Bientôt les conversations entre les deux hommes roulèrent sur ce point. Lénine avait ses idées sur ce problème; Koba, par son expérience, était capable de donner « chair et sang » aux schémas de son maître. Au cours d'une telle discussion, Lénine suggéra que Koba écrive un essai sur ce sujet pour *Prosveshchenye* (*Lumière*), l'organe sociologique sérieux du Parti.

La suggestion était flatteuse, jusqu'ici Koba n'avait pas osé entrer dans le champ de la théorie compliquée. Mais le problème des nationalités était beaucoup plus vaste que l'enchevêtrement racial de son Caucase natal. Ici, à Cracovie, capitale médiévale de la Pologne, ville des rois et des poètes, il

de Russie et d'Autriche, il n'avait aucune relation, mais il lia par hasard connaissance avec un pauvre homme qui vivait là :

En chemin, ils causèrent... C'était un Polonais, un cordonnier... Ils allèrent chez lui... L'hôte le pria de se reposer et de partager son repas... Avec gentillesse et discrétion, son hôte lui demanda seulement s'il venait de loin.

« De loin », répondit Staline qui regarda les outils et les formes du cordonnier dans un coin et dit : « Mon père était aussi cordonnier, là-bas, chez nous en Géorgie.

— En Géorgie? reprit le Polonais. Vous êtes Géorgien, alors? J'ai entendu parler de votre pays, c'est joli là-bas, des montagnes, des vignobles. Et des gendarmes tsaristes, exactement comme en Pologne...

— Oui, exactement comme en Pologne, dit Staline. Pas d'écoles dans notre langue, mais des quantités de gendarmes. » Ils s'observaient l'un l'autre. « Puis-je me fier à lui? » se demandait Staline. Et ayant pris son parti, il dit : « Il faut que je passe la frontière aujourd'hui. »

« L'homme ne posa pas de questions. « Très bien, dit-il, je vous ferai passer la frontière, je connais le chemin... » A la frontière, Staline voulut le payer... Mais le guide repoussa sa main. « Non, dit-il, fermement, ne faites pas cela... Nous sommes les fils des nations opprimées et nous devons nous aider les uns les autres. » (A. S. Allilouyeva, *Vospominaniya*, pp. 185-187.)

était impossible de dédaigner les aspirations nationales de la Pologne. Presque à une portée de fusil de la maison de Lénine, Pilsudski était en train de préparer les cadres de sa légion pour l'insurrection contre la Russie. « Les Polonais détestent la Russie, disait Lénine, et non sans raison. Nous ne pouvons ignorer la force de leur sentiment national. Notre révolution aura à les traiter avec beaucoup d'égards et même à les autoriser à rompre avec la Russie si c'est nécessaire¹. » Ensuite, il y avait les relations complexes entre les différentes races et nationalités de l'empire austro-hongrois : Magyars, Germains, Tchèques, Slaves du Sud. Les socialistes autrichiens avaient mis sur pied un programme pour leurs problèmes nationaux. Il valait certainement la peine de comparer la politique bolchevique et autrichienne. Discrètement, sans blesser l'amour-propre de son disciple, Lénine lui suggéra probablement le plan de son essai, ses arguments principaux et ses conclusions. L'essai exigeait quelques semaines d'un travail pour lequel Vienne, capitale de l'empire multinational des Habsbourg, était l'endroit le mieux approprié. Un émissaire du Comité Central devait, de toute façon, aller à Vienne pour régler certains détails pratiques, l'impression des résolutions et l'acheminement du courrier du Parti de Paris à Cracovie; ainsi Koba pouvait faire d'une pierre deux coups. Ce fut l'origine de l'essai *la Question nationale et la Social-Démocratie*, qui parut sous la signature de K. Staline (l'homme d'acier). C'est largement à cause de sa réputation d'expert en la matière que cet essai lui apporta, que son auteur devint commissaire aux Nationalités du gouvernement de Lénine, cinq ans plus tard.

En attendant, après que les députés et les autres membres du Comité Central furent partis, Koba resta à Cracovie quelques semaines. Assis aux pieds de Lénine, il doit avoir réfléchi pour son propre compte à « l'éloignement des émigrés de la réalité russe ». Quelle sorte d'homme était Lénine après tout? Le disciple ne pouvait pas manquer d'examiner son maître. Lénine ne lui semblait pas éloigné du tout de la réalité. Il avait un sens étrangement sûr des faits, de l'essentiel de chaque situation en Russie. Sa connaissance du mouvement clandestin avait de quoi confondre n'importe quel Bolchevik fanatique du terroir. Sa maîtrise des hommes était superbe. Il atteignait maintenant la quarantaine. Son jugement et sa puissance de volonté, trempés par l'expérience, étaient parfaitement intégrés dans une personnalité en pleine maturité et bien équilibrée. En tant que chef d'une administration révolutionnaire, il n'avait aucun rival parmi les hommes brillants qui menaient le socialisme russe. Cette particularité de Lénine exerça certainement un attrait plus fort sur Koba-Staline que n'importe quoi d'autre. Comment cet homme d'action pouvait-il donc perdre si souvent son énergie en chamailleries sectaires et en ratiocinations doctrinaires? Pourquoi ce chef véritable de l'équipe clandestine s'abandonnait-il à une controverse aussi futile et décevante que celle qui l'opposait aux philosophes de Capri?

Koba-Staline, comme presque tous les praticiens du bolchevisme, était suffisamment imprégné des habitudes marxistes de pensée pour saisir les implications politiques d'une dispute philosophique. Le point de vue marxiste était radicalement *moniste*. Pour lui, science, philosophie, socio-

logie politique et tactique étaient étroitement liées en un seul système d'idées. Mais les praticiens du type de Staline ne portaient qu'un intérêt strictement limité aux matières philosophiques et théoriques. Ils acceptaient certaines formules de base de la philosophie marxiste, que leur transmettaient les vulgarisateurs de la doctrine, comme constituant une sorte de convention intellectuelle et politique. Ces formules semblaient offrir un merveilleux fil conducteur pour aborder les problèmes les plus complexes, et il n'y a rien de plus rassurant pour des gens à l'éducation incomplète que de tels fils conducteurs. Les semi-intellectuels parmi lesquels le socialisme recrutait quelques-uns de ses cadres moyens prisaient le marxisme comme un procédé capable d'économiser de la réflexion, d'un emploi commode et d'une efficacité fabuleuse. Il suffisait en somme de presser un bouton par ici pour donner le coup de grâce à une idée et de presser un bouton par là pour se débarrasser d'une autre. Il est rare que celui qui utilise un outil capable d'économiser le travail réfléchisse sur les difficiles recherches qui ont conduit à son invention. Et il ne réfléchit pas plus à la recherche désintéressée et en apparence sans but pratique qui fera qu'un jour cet outil deviendra à son tour caduc. Ceux qui utilisaient les instruments intellectuels du marxisme, et cela pour comprendre, en usaient d'une manière utilitaire. A la différence de nombre de ceux qui le suivaient, Lénine étudiait de manière critique dans le laboratoire de la pensée. Il inclinait finalement toujours ses trouvailles vers quelque usage politique; et ses trouvailles n'entraient jamais en conflit avec ses convictions marxistes. Mais lorsqu'il se consacrait à des recherches, il y appliquait un esprit ouvert et désintéressé. Lorsque à l'occasion il lui sembla qu'il y avait une lacune sérieuse dans ses connaissances, il n'hésitait pas à prendre une année sur l'action politique, à s'enfermer au British Museum ou à la Bibliothèque Nationale et à assimiler une quantité de nouvelles données avant de faire peser son opinion dans un débat. En de tels moments, ceux qui, comme Staline, utilisaient les procédés du marxisme, montraient quelque impatience à l'égard de ce penseur scrupuleux. L'homme d'étude, en Lénine, restait indifférent à ce mécontentement, mais non le chef du Parti. Inversement, les disciples contenaient leur irritation contre le théoricien à cause de leur confiance sans borne dans le chef. Il y avait une véritable barrière mentale entre Lénine et son disciple, lorsqu'il le rencontra à Cracovie. En encourageant son jeune compagnon à s'attaquer à un problème important de théorie politique, Lénine s'efforça de réduire cette barrière. Il n'était pas seulement penseur et chef de parti, mais aussi un maître subtil et attentif qui appréciait que son disciple se soit forgé dans de dures conditions. Sans se laisser rebuter par sa lourdeur d'esprit, Lénine l'aidera à manifester ouvertement ses meilleures qualités.

Dans la seconde moitié de janvier 1913, Koba partit pour Vienne. Il resta là-bas environ un mois pendant lequel il rédigea son travail sur les minorités nationales, quelques articles et proclamations et organisa les liaisons techniques entre les différents centres bolcheviques. Il rencontra aussi quelques exilés importants, alors à Vienne : Nicolas Boukharine, futur chef de l'Internationale Communiste; Alexandre Troyanovsky, futur ambassadeur des soviets aux U. S. A., et Léon Trotsky¹. Boukharine, à peine âgé

1. Staline racontait cela au général Sikorski en 1941.

1. L. Trotsky, *Staline*, p. 158.

de vingt ans, s'était fait une réputation d'écrivain talentueux et cultivé. A cette époque, il travaillait à sa critique de l'école économique viennoise de l'utilité marginale, dont le professeur Boehm-Bawerk était le représentant le plus remarquable. Le jeune homme doit avoir servi de cicerone au rustre caucasien qui, avec sa connaissance très rudimentaire de l'allemand, se sentait emprunté dans la capitale autrichienne. Boukharine peut l'avoir aidé à chercher les livres et les citations dont il avait besoin. Boukharine s'opposait à Lénine sur des points cruciaux du marxisme théorique et politique, entre autres sur la question nationale. Tandis que Lénine défendait le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et interprétait ce droit dans le sens que les Polonais, les Ukrainiens, les Lettons et autres avaient le droit de se séparer de l'empire russe et de constituer eux-mêmes des nations indépendantes, Boukharine discutait ce point de vue et voyait en cela une concession superflue aux nationalismes polonais, ukrainien et autres. Il croyait que la révolution dépasserait les divisions nationales existantes. L'argumentation de Boukharine ne laissa pas de trace sur l'essai de Staline, qui était léniniste. Néanmoins, les deux hommes semblent s'être quittés amicalement. Leur rencontre à Vienne fut le prologue de leur association politique intime dix ans plus tard, association qui se termina par la destruction de Boukharine par Staline.

Ni Trotsky ni Staline n'ont décrit leur rencontre à Vienne, Trotsky rappelle simplement « l'éclat de l'animosité » dans les yeux jaunes de Staline. Il n'y avait rien de surprenant dans cette animosité. Plusieurs années auparavant, en dénonçant les brigades de combat bolcheviques, Trotsky avait, sans le savoir, écrasé les orteils de Staline. La vieille rancune s'était envenimée, et une nouvelle s'y ajoutait. La campagne de Trotsky contre la rupture finale de Lénine avec les Mencheviks venait d'atteindre son point culminant. Dans son point de vue sur les tâches de la révolution, Trotsky n'était ni Menchevik ni Bolchevik. Il ne partageait pas le point de vue de Lénine que la révolution n'aurait pas un caractère socialiste. Il ne partageait pas non plus les penchants mencheviques vers les classes moyennes libérales. S'opposant aux uns et aux autres, il prêchait la dictature du prolétariat pour la Russie et prévoyait que la révolution passerait rapidement du stade antiféodal au stade anticapitaliste, ou mieux encore, que les deux stades seraient entremêlés dans le cours des événements. Mais comme la Russie n'était pas « mûre pour le socialisme », son salut était lié à un soulèvement européen. La Révolution russe stimulerait la révolution dans le reste de l'Europe maintenant mûre pour la transformation socialiste. C'était, réduite à sa plus simple expression, sa théorie de la « révolution permanente », qui à de nombreux égards le plaçait à la gauche des Mencheviks et des Bolcheviks. Dans la controverse à l'intérieur du Parti, cependant, Trotsky se tenait entre les deux fractions dans la mesure où il prêchait l'unité de tous les socialistes. Sa polémique fulgurante était à l'époque dirigée presque exclusivement contre Lénine, parce que c'était Lénine qui écartait franchement l'idée de l'unité et divisait délibérément le Parti. Trotsky dénonçait la Conférence de Prague comme « une supercherie et une escroquerie » ; mais c'était précisément à cette « escroquerie » que Staline devait son avancement dans la hiérarchie bolchevique.

Mais ce n'était pas seulement sur des questions de principe que les futurs rivaux étaient en contradiction. A l'époque, Trotsky s'en prenait

duement pour la seconde fois, sans le savoir, à la situation personnelle de Koba dans le mouvement clandestin. Comme dans une tragédie grecque, il y eut un enchaînement essentiellement fatal dans les circonstances et les incidents qui créèrent les premiers éléments du conflit longtemps avant que le drame réel commençât. Staline était chargé de la *Pravda* bolchevique à Saint-Petersbourg. Trotsky tirait à boulets rouges contre la « rupture » léniniste dans sa propre *Pravda* viennoise. Pendant les récentes élections à la Douma, Trotsky alimenta le journal des « liquidateurs » mencheviques de Petersbourg avec ses articles. Résumant les résultats des élections peu de temps avant son voyage à Vienne, Staline écrivait dans sa *Pravda* : « La pratique du mouvement écarte le plan enfantin de Trotsky pour noyer l'insubmersible... Après avoir proposé une unité imaginaire, Trotsky s'est transformé en un complice des liquidateurs... Trotsky fait de son mieux pour veiller à ce qu'il y ait deux journaux concurrents, deux programmes concurrents, deux conférences rivales, et maintenant ce champion aux muscles creux vient nous chanter son hymne à l'unité¹. » Simultanément, dans une lettre au *Social-Démocrate* dans lequel sa signature apparaissait pour la première fois (12 janvier 1913), Staline écrivait² : « On dit que Trotsky avec sa campagne pour « l'unité » a apporté à nouveau de l'eau au moulin des liquidateurs. Mais ce n'est même pas vrai. Malgré tous ses efforts héroïques et ses menaces terribles, il est prouvé qu'il est un bruyant bateleur aux muscles creux. Après cinq années d'efforts, il n'a réussi à unifier personne, sauf les liquidateurs. » Cinq ans plus tard, Trotsky était salué par les Bolcheviks comme le chef de la révolution, le second après Lénine, le bâtisseur de l'Armée Rouge et le vainqueur de la guerre civile. Mais le ricanement contre le bruyant bateleur aux muscles creux résonnait toujours dans l'esprit de Staline. Derrière la vulgarité des mots, leur auteur visait clairement le point faible de Trotsky : son inaptitude aux jeux tactiques et à la manœuvre dans lesquels Staline lui-même allait se montrer un maître accompli. D'un autre côté, Trotsky doit avoir observé avec curiosité le membre inconnu du nouveau Comité Central de Lénine. Penseur impérieux, et esthète, il pouvait difficilement avoir été impressionné par l'homme étrange qui parlait un russe indigent avec un accent géorgien prononcé et n'apportait aucune idée originale dans la discussion. Il mésestimait certainement le sens pratique, l'habileté et l'esprit inflexible de son interlocuteur. « Avec quels gens lourds et apathiques Lénine a maintenant lié son sort », doit-il s'être murmuré. Peu après cela, il écrivit à Tchekidze, leader des Mencheviks de la Douma (celui qui, à Batoum en 1901, stigmatisait Koba comme un « désorganisateur » et un « fou ») : « A quelle obsession insensée de chamailleries systématiques ce malheureux a été poussé par le maître chamailleur Lénine... cet exploitateur professionnel des arriérations du mouvement ouvrier russe³ ! » Aux yeux de Trotsky, Staline doit avoir été un échantillon de ces « arriérations ».

Au milieu de février, Staline était déjà sur le chemin du retour. Il était en verve. Son travail sur les minorités nationales rencontra l'appréciation enthousiaste de Lénine. Presque certainement le « vieux » élagua l'essai

1. J. Staline, *Sotchineniya*, vol. II, pp. 159-160.

2. *Ibid.*, pp. 271-284.

3. Cité par N. Popov, *Outline History*, vol. I, p. 289. Trotsky n'a jamais démenti l'authenticité de cette lettre.

des incongruités de style et de logique dont l'original devait être truffé. Mais il ne pouvait pas être sans admirer l'habileté avec laquelle son disciple, examinant la mosaïque des nationalités européennes de l'Est, embrassait une grande masse de faits et couronnait son analyse par un exposé clair et vigoureux du programme bolchevique. Dans une lettre à Gorki¹, Lénine mentionnait avec quelque fierté pour son protégé, le travail du « merveilleux Géorgien ». La « gêne » des récentes divergences était oubliée, et Lénine était seulement trop heureux de voir son disciple gagner ses galons de théoricien. Koba avait secrètement nourri cette ambition depuis longtemps. N'ayant pas de chance de la satisfaire, il avait quelquefois heureusement caché sa frustration en exagérant son attitude d'homme d'action à l'esprit étroit. Maintenant, il pouvait perdre cette attitude. Son rang formel dans le Parti était rehaussé par une distinction intellectuelle.

Une semaine après son retour à Saint-Petersbourg, le 23 février, son activité fut interrompue par la police politique. Cette fois son arrestation fut suivie d'une déportation pour quatre ans. Les circonstances de sa disparition étaient grotesques. Il fut dénoncé à l'*Okhrana* par son collègue au Comité Central, le député bolchevique de Moscou, Malinovski. L'agent provocateur avait rapporté chaque détail de la Conférence de Cracovie au chef de la police secrète, Beletzky, lequel à son tour communiqua l'information au ministre de l'Intérieur Makarov. Les filets étaient tendus pour le retour des membres du Comité Central. Le jour de son arrestation, Staline assistait à une matinée musicale inoffensive organisée par les Bolcheviks et autorisée par la police, l'une des nombreuses activités éducatives au moyen desquelles le Parti gardait le contact avec ses sympathisants. Staline, sans soupçons, demanda à Malinovski s'il y avait quelque risque à être présent. Vraisemblablement, l'agent provocateur le rassura et immédiatement prévint l'*Okhrana*. Sentant le danger, les camarades de Staline essayèrent de le sauver du piège en l'habillant avec un manteau de femme pour déjouer les espions de l'*Okhrana*². Mais le stratagème échoua. Lénine fut désolé par la nouvelle mais espéra organiser une évasion rapide de Staline. La personne sollicitée pour la préparer fut... Malinovski. Car il n'était pas seulement membre du Comité Central, mais appartenait aussi à un petit groupe chargé d'éliminer les agents provocateurs et d'organiser les évasions importantes. Lénine, Kroupskaïa, et Malinovski réunis, travaillèrent à élaborer des codes de « laisser-passer », codes de noms, etc. Ainsi, Lénine chargea « Numéro 3 » de faire sortir Vassil. Mais « Numéro 3 » (Malinovski) sabota cette mission et la gendarmerie dans la province de Turukhamsk dans la Sibérie du Nord, veilla plus étroitement sur Vassil (Staline) et l'éloigna de plus en plus loin dans la toundra sub-polaire². Pendant ce temps, Lénine était au désespoir, car tous ses émissaires importants, parmi lesquels Jacob Sverdlov, rédacteur de la *Pravda*, disparaissaient de la même manière. Cependant, il ne se permit pas de suspecter Malinovski, bien que les Mencheviks aient à plusieurs reprises fait peser leurs soupçons sur lui. Plus tard, Malinovski donna sa démission de son siège à la Douma parce que le nouveau chef de l'*Okhrana* avait peur du scandale. L'orateur libéral de la Douma, Rodzianko, connaissait l'affaire mais garda le secret. Même

1. W. I. Lénine, *Lettres à Maxime Gorki*, p. 74.

2. A. E. Badagev, *op. cit.*, pp. 283-284.

après la démission de Malinovski, Lénine refusa de douter de son intégrité et l'exclut du Parti simplement sous le motif de conduite indisciplinée. C'est seulement en 1917, quand les archives furent ouvertes, que l'étonnante vérité fut révélée¹.

Plus d'un an après son arrestation, en mars 1914, Staline fut transporté à l'établissement de Kureika sur la rive du Yénisséï inférieur. Environ dix mille Russes et colons indigènes étaient dispersés dans un pays grand comme l'Ecosse. Ils vivaient dans de minuscules hameaux, séparés les uns des autres par des dizaines ou des centaines de kilomètres de désert glacé. Là-bas, l'hiver durait huit ou même neuf mois et l'été était court, brûlant et sec. En été, les habitants, Ostyaks, vivaient dans des tentes en peau de renne, l'hiver ils se retiraient dans des huttes à demi enterrées. Le sol gelé ne produisait aucune nourriture, les Ostyaks vivaient de la chasse et de la pêche et se réchauffaient avec des fourrures et de la vodka. Ce n'est que depuis le plan quinquennal que leurs conditions de vie ont été améliorées par des « engins motorisés » et par des méthodes modernes d'agriculture. Pendant les années de déportation de Staline, ce pays était un désert effroyable. La santé de l'exilé, qui avait grandi dans le Caucase sub-tropical, fut mise à l'épreuve. La solitude et l'inactivité étaient égayées par des livres et des journaux que des amis envoyaient et que des postiers errants délivraient une fois tous les quelques mois. D'abord les deux ex-rédacteurs de la *Pravda*, Staline et Sverdlov, partagèrent une chambre. Sverdlov décrivait ainsi leur vie commune :

Nous sommes deux ici, car je partage la chambre avec le Géorgien Djougachvili; c'est un bon garçon mais avec beaucoup trop d'individualisme dans la vie quotidienne, alors que je ne peux pas vivre sans au moins quelque apparence d'ordre. C'est pourquoi je suis nerveux en ce moment... Ce qui est, c'est qu'il n'y a pas moyen de s'isoler de la famille du propriétaire de la maison. Notre chambre fait suite à la leur et n'a pas d'entrée séparée. Ils ont des enfants et les gosses naturellement passent de nombreuses heures avec nous. Parfois, ils sont partis. Mais les gens de la colonie nous rendent visite. Ils viennent, s'assoient, gardent le silence pendant une heure et demie et ensuite se lèvent brusquement et disent : « Bon ! il faut que je parte, adieu ! » Aussitôt que l'un est parti, un autre entre et c'est de nouveau la même chose. Comme par hasard, ils viennent le soir, le meilleur moment pour lire. Il n'y a pas de bougies ici, et nous devons lire à la lumière des chandelles².

Apparemment les deux hommes n'étaient pas bien ensemble... Sverdlov fut bientôt transféré dans une autre colonie et Staline resta seul pour le reste du temps, pêchant, chassant et lisant. D'abord l'idée d'une évasion occupa son esprit mais elle s'effaça graduellement comme la surveillance autour de lui se resserrait, jusqu'à ce que l'éclatement de la guerre mondiale la lui fit sortir de la tête pour de bon. Avec la loi martiale, en Russie, les exilés préféraient rester où ils étaient. Au début, Staline poursuivit ses études sur les minorités nationales, écrivit un nouvel essai sur ce sujet et l'envoya à Lénine par l'ineffable Allilouyev qui vivait alors à Saint-

1. Le rôle de Malinovski a été décrit par Badagev, *op. cit.*, pp. 100-102, Kroupskaïa et Pyanitsky...

2. Cité par L. Trotsky, *Staline*, p. 171. Voir aussi A. S. Allilouyeva, *op. cit.*, p. 115.

Pétersbourg¹. Il ne fut jamais publié, soit qu'il se perdit en chemin, soit qu'il ne fut pas à la hauteur de son travail précédent et ne plut pas à Lénine. Pendant le reste de son séjour à Kureika, il n'écrivit presque rien. Dans ses *Ouvres complètes*, il y a un vide entre février 1913 et mars 1917 que les éditeurs essaient d'expliquer par le fait que les écrits de Staline, à cette période, n'ont pas été retrouvés². Puisque Staline fut libéré de sa déportation par la révolution et que ses écrits ne peuvent pas avoir été détruits par l'*Okhrana*, l'explication ne semble pas plausible. Il est plus probable que, pendant qu'il était coupé de toute activité pratique il ne prit pas la plume. C'était un praticien de la révolution et non un homme de lettres.

Ce fut dans sa solitude à Kureika qu'il apprit le début de la première guerre mondiale. Cet événement ne tombait pas du ciel, mais il confondait tout autant le socialisme russe que celui d'Europe. Dans les années précédentes, le Congrès socialiste international avait adressé de grands appels antimilitaristes aux classes laborieuses du monde, mais peu des chefs croyaient réellement à l'imminence de la guerre. Dans les deux années qui précédèrent le début de la guerre, Lénine plongé dans les querelles fractionnelles, dans ses écrits n'indiquait guère qu'il connaissait le danger; quand la guerre éclata, il fut pris au dépourvu par le comportement du socialisme européen. Quand il lut dans les journaux suisses que les parlementaires du socialisme allemand soutenaient la guerre impérialiste, il refusa d'en croire ses yeux et traita d'abord cette nouvelle comme un canard émanant de l'État-Major général allemand pour escroquer à la classe ouvrière son approbation². Ainsi, sa foi en la force de l'internationalisme socialiste était grande et simple. Pendant un bref moment il fut si abattu qu'il pensa abandonner tout à fait la politique. Mais il se reprit et décida de « déclarer la guerre à la guerre ». Il n'était pas pacifiste. Sa réponse à la guerre était la révolution. Il clouait au pilori les trusts, cartels, et banques comme les coupables réels, dénonçait la trêve patriotique entre les classes prêchée par la plupart des socialistes dans les pays belligérants et lança le mot d'ordre « transformer la guerre impérialiste en guerre civile ». Pas effrayé par l'accusation qu'en déclenchant la révolution dans son pays il pouvait provoquer sa défaite, il se donnait franchement pour un révolutionnaire défaitiste. La défaite du tsarisme, expliquait-il, serait le moindre mal en tous les cas et si elle hâtait la révolution, elle serait le mieux. Après tout, tous les partis de l'opposition en Russie, y compris les libéraux des classes moyennes, avaient adopté une attitude défaitiste, dix ans seulement auparavant, pendant la guerre russo-japonaise. Il allait plus loin et refusait d'avoir le moindre rapport avec les socialistes qui ne partageaient pas son point de vue. Aucune unité n'était possible avec ceux des chefs ouvriers qui étaient devenus de vils pourvoyeurs de chair à canon pour les états-majors de l'Europe. Ils étaient à ses yeux des traîtres au socialisme; et toute association avec eux serait une trahison. La Seconde Internationale (socialiste) était morte, il n'y avait rien d'autre à faire qu'à recommencer à bâtir la III^e Internationale à partir des fondations. Maintenant, comme quelquefois dans le passé, Lénine était loin en avant de la plupart de ses disciples et partisans. Cela ne veut pas dire qu'eux aussi étaient entraînés par le chauvinisme de

1. A. S. Allilouyeva, *op. cit.*, p. 118.

2. J. Staline, *Sotchineniya*, vol. II, p. vi.

l'époque de guerre. Ils restaient fidèles à leurs convictions antimilitaristes et opposés à la guerre. Mais il leur semblait que Lénine avait dangereusement exagéré son procès. Ils étaient perplexes de le voir avec Zinoviev exprimer son point de vue défaitiste dans ses écrits de Suisse. Environ à la même époque, Trotsky prêchait à Paris : « Ni la victoire ni la défaite, mais la révolution. » Et de nombreux Bolcheviks voyaient là plus de sens commun. Ils étaient aussi abasourdis par l'appel de Lénine pour une rupture avec la Seconde Internationale qu'ils avaient été habitués à regarder comme l'incarnation de tous les rêves et espoirs socialistes. Entre les socialistes qui soutenaient la guerre (« social-patriotes » ou défensistes) et ceux qui s'y opposaient, il y avait une large masse de socialistes aux opinions flottantes qui étaient rebutés par les actes des « social-patriotes » mais répugnaient à s'embarquer dans un schisme irrévocable.

La plupart des dirigeants bolcheviques en Russie même craignaient, en adhérant strictement à la politique de Lénine, de se couper de ce secteur hésitant mais important. Au commencement de la guerre, le gouvernement tsariste emprisonna les députés bolcheviques et les accusa de trahison. Avec eux, Kamenev qui depuis la déportation de Staline inspirait leur politique, et rédigeait la *Pravda*, prit place sur le banc des prévenus. L'accusation utilisa les déclarations défaitistes de Lénine comme preuve contre les inculpés. Kamenev et quelques-uns des députés se désolidarisèrent de Lénine, en partie parce qu'ils avaient réellement des objections contre son défaitisme et en partie parce qu'ils étaient anxieux de parer les coups de l'accusation. Les députés et Kamenev furent déportés dans les colonies de la province de Yénisséï. Leur arrivée donna lieu à des débats confus et venimeux parmi les exilés. Les partisans de Lénine — les défaitistes — leur reprochaient leur manque de principes politiques et leur conduite sans dignité devant le tribunal. Les exilés avaient l'habitude de parcourir des centaines de kilomètres en traîneaux à chiens ou à rennes pour aller à un meeting dans une des colonies où les débats avaient lieu. Staline avait suivi lui aussi quelques-uns de ces meetings. Ce qu'il dit alors et de quel côté il se rangea, cela est resté inconnu. Ses biographes officiels disent qu'il était le porte-parole en chef des défaitistes révolutionnaires — les canons de l'orthodoxie stalinienne défendent d'admettre que leur héros ait jamais pu être en désaccord avec Lénine — et les biographes antistaliniens ont été également catégoriques à souligner qu'il était en désaccord. Selon toute probabilité, Staline se tut comme il le fit constamment en 1917, immédiatement après son retour à Pétersbourg.

En tout cas, il ne prit pas la controverse trop à cœur. Il était éloigné de milliers de kilomètres de toute scène d'action politique; et effeuiller des principes pour leur propre valeur, sans qu'ils aient la moindre chance de trouver une application immédiate, n'était pas son occupation favorite. Les exilés les plus ardents ou ceux qui étaient plus portés à une pensée spéculative s'agitèrent, discutèrent et écrivirent des traités et des thèses tout au long des deux ou trois longs hivers arctiques. Staline restait de plus en plus à l'écart jusqu'à se retirer finalement dans une solitude d'ermite.

Très peu de choses peuvent être dites sur la vie privée de Staline, bien qu'il soit déjà arrivé au milieu de la trentaine. Lui-même ne fut pas disposé plus tard à donner quelque lumière à ce sujet. Il est vrai que l'existence

d'un révolutionnaire professionnel ne laissait qu'une marge des plus étroites à sa « vie privée ». Dans sa jeunesse il avait épousé Ekaterina Syanidzé, sœur de son compagnon de classe socialiste au séminaire de Tiflis. Elle mourut pendant la première révolution, laissant un fils qui fut élevé par ses grands-parents dans le Caucase. Staline ne s'était pas remarié en 1918. Mais il était déjà en relation d'amitié étroite avec la famille de Serge Allilouyev, son futur beau-père. Et les Allilouyev prenaient souvent soin de lui. Ils lui envoyaient des colis de vivres, des habits et des livres pendant sa déportation.

Son existence solitaire dans le Yénisséï dut lui donner quelque amertume. La cause à laquelle il s'était dévoué semblait être mal en point. S'il jetait un regard en arrière sur ses nombreuses années de travail dans la clandestinité, il ne pouvait retirer de grande consolation de leurs résultats. Sa vie privée était vide et frustrée. Il parle de sa solitude dans une lettre à Olga Evgeyevna Allilouyeva, sa future belle-mère. C'est, par hasard, sa seule lettre privée non politique que nous connaissions. Il y remerciait les Allilouyev pour leurs paquets et leur demandait de ne pas dépenser d'argent pour lui, car ils en avaient besoin pour eux. Tout ce qu'il souhaitait, c'étaient des cartes postales illustrées parce que, où il était, dans le Yénisséï la nature dans sa « morne laideur » n'offrait rien aux yeux que l'infini glacé de la toundra. « Dans cette campagne maudite... j'ai été vaincu par le simple désir de voir quelque paysage, serait-ce seulement sur du papier¹. »

1. A. S. Allilouyeva, *op. cit.*, pp. 117-118.

CHAPITRE V

1917

Staline inapte au service militaire. — La Révolution de Février. — Les Conseils de députés ouvriers et soldats (Soviets). — Staline et Kamenev rentrent à Pétersbourg le 12 mars et freinent les Bolcheviks de gauche dirigés par Molotov et Chlyapnikov. — Retour de Lénine le 3 avril et ses « Thèses d'Avril ». — Crise dans le Parti bolchevique. — Staline évoque ses rapports avec Lénine. — Elu au Comité Central il se consacre à organiser le Parti. — Les hauts et les bas de la révolution. — Le rôle de Staline pendant les « Journées de Juillet ». — Staline engage Lénine à se cacher et dirige le VI^e Congrès du Parti. — Trotsky rejoint les Bolcheviks. — La révolte du général Kornilov. — Les Bolcheviks obtiennent la majorité aux soviets. — Plans de Lénine pour une insurrection. — La Révolution d'Octobre. — Trotsky dirige l'insurrection. — Staline absent des organismes dirigeants. — Son travail de rédacteur à la Pravda. — Son attaque contre Maxime Gorki. « La Révolution n'a pas à regretter ni à enterrer ses morts. »

A la fin de 1916, le tsarisme était complètement épuisé par la guerre. La fleur des hommes russes gisait dans la boue des fronts innombrables et l'on se mit à appeler sous les drapeaux même les déportés politiques de Sibérie. Dans les derniers jours de l'année, Djougachvili-Staline quitta la ville de Kureika pour Krasnoyarsk où il devait comparaître devant un Conseil de révision. Grâce à un défaut du bras gauche qu'il tenait de son enfance, le futur généralissime fut déclaré inapte au service militaire¹. En février, il lui fut permis de s'établir pour le reste de son temps dans les alentours de Krasnoyarsk; mais c'étaient déjà les derniers jours du tsarisme.

Une semaine plus tard, la Russie entendit sonner le glas de l'ordre ancien. Les grèves et les manifestations, dans la capitale, commencées à l'anniversaire du dimanche sanglant de 1905, culminèrent dans un soulèvement spontané pendant lequel la garnison passa aux côtés du peuple. La Révolution était là. Elle vint du peuple lui-même mais elle avait été stimulée et aidée par une révolution de palais dans laquelle une partie de la cour, les chefs des classes moyennes libérales et la diplomatie anglaise agirent ensemble contre le Tsar, dans l'espoir que son renversement libérerait la politique russe de l'influence des cliques pro-allemandes de la cour et permettrait à la Russie de mener la guerre plus vigoureusement. Le 2 mars, le Tsar abdi-

1. A. S. Allilouyeva, *Vospominanya*, p. 167.

quait en faveur de son frère le grand-duc Michel. Le jour suivant le grand-duc démissionnait du trône. Les ministres du Tsar étaient arrêtés. Le prince Lvov, monarchiste libéral, formait un gouvernement provisoire avec le professeur Milioukov comme ministre des Affaires étrangères et l'ex-député de gauche Kérensky, comme ministre de la Justice. Les titres constitutionnels du gouvernement étaient douteux : il était formé sur l'initiative de quelques membres de la dernière Douma, ce pseudo-parlement discrédité qui avait par-dessus le marché été dissous par le Tsar. Malgré cela, le gouvernement provisoire commença son existence au milieu de l'enthousiasme populaire; il avait le soutien bénévole du Conseil des Députés ouvriers et soldats (soviets) de Pétersbourg qui s'était constitué quelques jours avant l'abdication du Tsar.

Les membres du soviet étaient élus dans les usines, les ateliers et plus tard aussi dans les casernes des régiments qui tenaient garnison dans la capitale. De la même façon, des soviets furent établis dans toutes les plus grandes villes de la Russie et plus tard dans les campagnes. En raison de leur mode d'élection, ils ne représentaient ni la noblesse ni les classes moyennes numériquement faibles. C'étaient des parlements du peuple par excellence, dont les classes supérieures étaient par définition exclues. En l'absence d'institutions parlementaires, c'étaient les organes les plus larges et les plus représentatifs que la Russie possédât en 1917. Les députés au soviet n'étaient pas élus pour une période déterminée. Les électeurs avaient le droit de les remplacer par d'autres hommes à n'importe quel moment. La composition des soviets fut donc renouvelée par des élections partielles fréquentes de sorte qu'ils devinrent le reflet très sensible d'une opinion populaire changeante. C'était là la source de leur autorité morale sans rivale. Outre qu'ils avaient donné une représentation quasi parlementaire aux classes populaires, ils étaient aussi un pouvoir exécutif *de facto* contre lequel l'administration ordinaire discréditée n'avait guère de pouvoir. Les décisions du soviet avaient force de loi dans les usines, les gares, les postes et dans les régiments. Dès les premières heures de son existence, le gouvernement provisoire était incapable d'imposer une seule décision importante si elle n'avait pas été endossée par les chefs du soviet de Pétersbourg. Ainsi le gouvernement était virtuellement le prisonnier du soviet sans toutefois que ni l'un ni l'autre en fussent conscients. Le conflit tantôt latent tantôt évident entre eux est à la base du développement de la révolution dans son entier. Cependant, le peuple profitait encore de la lune de miel de la révolution : les conflits que l'avenir tenait en réserve étaient encore cachés et, pour le moment, un sentiment d'euphorie recouvrait tout. La liberté avait été gagnée et cela s'était produit au milieu des malheurs de la guerre.

Des groupes de prisonniers politiques qui revenaient de Sibérie étaient accueillis et fêtés tout le long du chemin. D'une ville sibérienne, trois exilés sur le chemin du retour câblèrent leurs salutations fraternelles à Lénine, en Suisse. C'étaient Staline, Kamenev et l'ex-député bolchevique Mouranov. Les souvenirs des discordes passées étaient estompés, tous trois étaient anxieux de calmer leur maître dans les premières heures de la liberté. Le 12 mars, Staline et ses compagnons arrivèrent à Saint-Petersbourg où ils furent accueillis sur place comme les grands chefs du Parti. Les dirigeants émigrés n'étaient pas encore rentrés. A Saint-Petersbourg,

un bureau temporaire du Comité Central avait dirigé l'organisation bolchevique pendant la Révolution de Février. Ce bureau avait été composé de trois hommes très jeunes : Vyacheslav Skryabin-Molotov, le collaborateur de la *Pravda* avant la guerre, Alexandre Chlyapnikov et Peter Zaloutsky, deux énergiques ouvriers qui s'étaient éduqués eux-mêmes. Le trio n'avait pas assez de savoir ou d'expérience politiques pour formuler une ligne claire adaptée aux circonstances imprévues de la révolution. Le Parti était en pleine confusion. Les Bolcheviks de droite et de gauche étaient en querelle constante; aucun groupe n'avait de chef pourvu d'assez d'autorité pour diriger le Parti entier. Le trio représentait la gauche bolchevique. Il était mécontent de la composition du gouvernement du prince Lvov où les libéraux dominaient et de la politique modérée du soviet dans lequel les Mencheviks et les socialistes agrariens ou les socialistes révolutionnaires prédominaient. Le trio voyait avec hostilité l'intention gouvernementale avouée de pousser la guerre « jusqu'à une conclusion victorieuse », et l'attitude patriotique (ou défensisme) des Mencheviks¹. La *Pravda* éditée par Molotov demanda le renversement immédiat du prince et le transfert de tout le pouvoir au soviet. Une aile droite chez les Bolcheviks, conduite par Voytinsky, prêchait le soutien du prince Lvov, le « défensisme » et la réunification des Bolcheviks et des Mencheviks en un seul Parti. Avec le retour de Kamenev, la droite bolchevique fut puissamment renforcée. Staline, tâtant prudemment le terrain, resta à égale distance des groupes opposés et essaya de réduire le fossé qui les séparait. Fort de son ancienneté comme membre du Comité Central depuis 1912, il « limogea » le trio de Saint-Petersbourg et prit avec Kamenev le contrôle de la *Pravda*². Pendant à peu près trois semaines et jusqu'à ce que Lénine revint de Suisse, il exerça la direction du Parti. Son attitude centriste le rendit plus ou moins acceptable aux deux ailes du Parti, son nom ne signifiait rien pour la masse des ouvriers, mais le nom de la plupart des chefs du mouvement clandestin qui avaient été obligés de se cacher dans l'anonymat ne signifiait pas plus. Leur anonymat même était un avantage politique et personnel, car il suggérait un passé de services consciencieux et désintéressés. Quelques jours après son retour, quand il parut à une séance du Comité Exécutif du soviet de Pétersbourg, comme représentant bolchevique à ce Comité, il ne fut accueilli en vieille connaissance que par quelques Mencheviks géorgiens qui, comme Tchkhéidzé, jouaient maintenant un rôle important dans la capitale. Pour les autres, il était un soldat inconnu de la révolution.

Le changement dans la direction bolchevique ne passa pas inaperçu. Au soviet aussi bien que dans la *Pravda*, les Bolcheviks prirent un ton plus conciliant. Kamenev était le grand avocat de la modération. Les articles de Staline étaient plus à gauche que ceux de Kamenev, mais largement moins radicaux que ceux de Molotov. Deux jours après son retour, il publia un court essai sur le rôle des soviets³. Les soviets représentaient l'alliance de deux classes, les ouvriers et les paysans; il considérait cette alliance — suivant une vieille conception bolchevique — comme la garantie

1. A. Chlyapnikov, *Semnadtsatyi God*, vol. II, pp. 170-188. Voir aussi les Mémoires de Molotov (Lénine i Partya za Vremya Févral'skoi revoliutsii), in *U velikoi Mogily*, pp. 533-534.

2. A. Chlyapnikov, *op. cit.*, pp. 175-188.

3. J. Staline, *Sotchineniya*, vol. III, pp. 1-3.

de la victoire révolutionnaire finale, mais les liens entre les deux classes n'étaient pas encore suffisamment solides. La tâche était de « renforcer les soviets..., de les rassembler sous la direction d'un soviet central... organe de gouvernement du peuple révolutionnaire ». On trouve déjà clairement ici le mot d'ordre qui devint celui des Bolcheviks après le retour de Lénine en Russie : « Tout le pouvoir aux soviets. » Cette orientation semblait impliquer une opposition implacable au gouvernement du prince Lvov. Mais Staline se contentait de poser ce principe positif et s'abstint d'en tirer l'orientation d'opposition auquel il menait. Il faisait tenir le programme de la révolution dans une « coquille de noix » : « La terre aux paysans, défense des droits ouvriers et République démocratique pour tous les citoyens de Russie. » Autrement dit, la révolution devait être antiféodale, mais non anticapitaliste; il fallait être « démocrate-bourgeois » et non socialiste.

Son article suivant *Sur la guerre* était un mélange de radicalisme dans les principes généraux et de vague dans les conclusions pratiques¹. Le caractère de la guerre était impérialiste, même après le renversement du tsarisme : « Nous sommes profondément convaincus que le cours des événements en Russie démontrera la fausseté des clameurs sur la *liberté en danger*, le rideau de fumée patriotique se dissipera et le peuple verra clairement les véritables intentions des impérialistes russes à l'égard des détroits..., à l'égard de la Perse... » C'était une page empruntée aux œuvres de Lénine, mais « le misérable » slogan *A bas la guerre* est tout à fait déplacé car il ne mène pratiquement à rien. Avec quelques réserves, Staline fit bon accueil au manifeste mi-pacifiste mi-défensiste que le soviet de Saint-Petersbourg adressa aux peuples du monde; mais il mettait en doute que cet appel puisse atteindre tous les travailleurs des pays belligérants. Ouvriers, paysans et soldats devaient imposer au gouvernement provisoire de déclarer sa volonté d'entreprendre immédiatement des négociations de paix. Cela ressemblait presque à une demande de paix séparée avec l'Allemagne. Mais dans la phrase suivante, l'auteur engageait le gouvernement provisoire « de tenter d'abord ouvertement et de façon à être entendu de tous, de persuader toutes les puissances belligérantes d'ouvrir immédiatement des négociations de paix... ». Tout bien pesé, c'était un argument de grand poids apporté aux thèses « anti-impérialistes », mais il sous-entendait que les « défensistes », mencheviques ou même libéraux, puissent agir de bonne foi; et Lénine allait bientôt tourner en dérision une telle idée.

Quelques jours plus tard, Staline commenta un rapport du ministre des Affaires étrangères Milioukov sur les buts de guerre en Russie : « Les lecteurs de la *Pravda* savent que ces buts de guerre sont impérialistes : conquête de Constantinople, annexion de l'Arménie, démembrement de l'Autriche et de la Turquie, annexion du Nord de la Perse... Cela démontre que les soldats russes donnent leur sang sur les champs de bataille non pour *défendre leur patrie*, non pour la *liberté*, comme la presse bourgeoise vénale nous l'affirme, mais pour conquérir des terres étrangères... » Le ministre de la Justice, Kérénsky, appartenant à la gauche, déclara que Milioukov avait exprimé son opinion personnelle et non celle du gouvernement. « De deux choses l'une, remarquait Staline, ou Kérénsky n'a pas dit la vérité, ou Milioukov doit partir. » (Il pouvait difficilement venir à l'idée de l'auteur

que trente ans plus tard environ, lui-même se mettrait à ruminer quelques-uns des buts de guerre de Milioukov, tandis que Milioukov, en exil à Paris, applaudirait généreusement de son lit de mort celui qui l'avait autrefois critiqué.)

Une note de grande inquiétude sur les perspectives de la révolution perce dans l'un des articles que Staline écrivit juste une semaine après son retour de Sibérie. Il a maintenant bien saisi le conflit latent entre les soviets et le gouvernement provisoire. La force de la révolution était dans la capitale, dans le soviet de Saint-Petersbourg. Le gouvernement provisoire tirait sa puissance de la province. La dualité de pouvoir ne pouvait pas durer longtemps. Le gouvernement provisoire représentait la bourgeoisie modérée, qui était effrayée, au point d'en perdre la raison, par les « excès » de la révolution, avant même que celle-ci se soit mise à marcher à grands pas. Un tel gouvernement pouvait devenir le paravent derrière lequel se préparait une contre-révolution à la fois féodale et bourgeoise. La révolution devait donc rallier la province. Les travailleurs devaient être armés dans la Garde Rouge. L'armée « se trouvait entre la révolution et la contre-révolution » mais dans des circonstances critiques les soviets ne pouvaient compter sur elle parce qu'elle était constamment déplacée de garnison en garnison et en état de dislocation. Finalement, la révolution avait besoin de la sanction d'une Assemblée Constituante, qui serait sans aucun doute plus à gauche que le gouvernement provisoire.

A la fin du mois de mars, une conférence bolchevique panrusse, la première qui eut lieu depuis l'abdication du Tsar, se tint à Pétersbourg dans un luxueux palais, réquisitionné à la maîtresse du Tsar, la danseuse de la cour Kchesinskaya, et transformé en quartier général bolchevique. Cette conférence fut caractérisée par un trouble et un malaise profonds¹. Les délégués essayèrent de déduire des schémas bolcheviques sur la révolution une politique comme celle que Lénine avait prêchée avant la guerre. Mais l'histoire semblait avoir bouleversé ces schémas. Les événements d'alors ne pouvaient plus s'y ajuster. Il avait été admis que la révolution serait démocratique et non socialiste et qu'il en résulterait une République démocratique des travailleurs et des paysans, mais non une dictature du prolétariat. Tout le monde s'en tenait à cette hypothèse. A tel point que, lorsqu'un délégué, en plaisantant, mit en question cet axiome, le président lui retira la parole. Il était en outre admis que la classe moyenne libérale voudrait rétablir le tsarisme envers et contre tous, que la classe laborieuse dirigerait le soulèvement démocratique; que le gouvernement provisoire serait donc une coalition des partis ouvriers et paysans où les marxistes révolutionnaires tiendraient le rôle des premiers violons. Au lieu de cela, les couches libérales de la noblesse et des classes moyennes abandonnaient le Tsar et tenaient le gouvernail de la République. Les conceptions mencheviques semblaient avoir été plus réalistes. Quel devait être le rôle des socialistes prolétariens? Resterait-ils en opposition avec le gouvernement libéral en veillant aux intérêts de la classe ouvrière industrielle, comme les Mencheviks l'avaient toujours suggéré depuis 1905? Mais l'histoire avait joué aussi un tour aux schémas mencheviques, car les Mencheviks se trouvaient

1. J. Staline, *Sotchineniya*, vol. III, pp. 4-8.

1. Le rapport officiel de cette conférence fut publié par Trotsky dans *The Stalin School of Falsification*, pp. 231-301.

à la tête d'une coalition avec les libéraux petits-bourgeois. Les Bolcheviks modérés souhaitaient que leur Parti donnât un soutien circonstanciel à l'administration du prince Lvov. Pour les tendances bolcheviques les plus à gauche, imprégnées par l'extrémisme plébéien qui avait cours dans le Parti, c'était une absurdité incroyable. La révolution antiféodale n'avait pas encore réellement vaincu, expliquaient-ils, parce que le Tsar était parti; l'aristocratie foncière régnait encore sur toute la campagne russe; le prince Lvov n'expropriait pas sa propre classe en faveur de la paysannerie; seule la classe ouvrière, les soviets, pouvaient garantir la révolution agraire. Dans cette perspective, cependant, les ouvriers industriels devraient porter le fardeau principal de la révolution tandis que les paysans en seraient les grands bénéficiaires. L'ouvrier pouvait difficilement se passionner pour une politique qui ne ferait de lui que le protecteur politique du paysan. La logique de la situation exigeait que les ouvriers aient des raisons aussi claires et aussi impérieuses de se soulever que les paysans; que la socialisation de l'industrie soit liée au morcellement des terres seigneuriales; que la révolution soit à la fois anticapitaliste et antiféodale. Mais cela signifiait jeter par-dessus bord le vieil axiome que la Russie ne pouvait pas commencer une révolution socialiste. Aucun des disciples de Lénine n'eut le courage de procéder à une révision aussi radicale en matière de doctrine. Ils restaient convaincus de l'impasse d'une révolution strictement antiféodale où les Bolcheviks modérés ne voyaient pas d'utilité pour la gauche et où les gauchistes ne trouvaient pas un terrain suffisant pour leur élan révolutionnaire.

Pendant près d'une semaine Staline présida les querelles avec une habileté circonspecte mais impuissante. Comme porte-parole principal du Comité Central croupion, il se souciait moins de trancher le dilemme qui était à la base des discussions, de trouver la formule qui le voilerait en réservant les solutions pour plus tard et en prévenant une scission dans le Parti. Traitant des « Deux gouvernements », l'administration du prince Lvov et le soviet, il déclara :

Il y a et il y aura des frictions et des luttes entre eux. Les rôles doivent être divisés. Le soviet des députés ouvriers et soldats doit, en fait, prendre l'initiative d'une transformation révolutionnaire effective. Le soviet est le guide révolutionnaire du peuple en insurrection, c'est un organe de contrôle du gouvernement provisoire. D'un autre côté, le gouvernement provisoire s'est chargé de fortifier les conquêtes du peuple révolutionnaire. Le soviet mobilise les forces et exerce le contrôle pendant que le gouvernement provisoire tout en pataugeant de manière décevante se charge de fortifier les conquêtes du peuple... Une telle situation a ses avantages aussi bien que ses désavantages. Il ne serait pas à notre avantage à présent de forcer les événements et de nous mettre ainsi immédiatement à dos les couches bourgeoises qui nous trahiront inévitablement dans l'avenir. Il est nécessaire pour nous de gagner du temps en freinant la désaffection de ces couches afin que nous puissions nous préparer au combat contre le gouvernement provisoire¹...

Il modifiait d'ailleurs le ton de ses explications suivant les besoins changeants du moment, proposant tantôt un soutien limité au gouvernement,

1. L. Trotsky, *The Stalin School of Falsification*, pp. 237-238.

tantôt lui refusant toute aide, ou bien suggérant évasivement que la question n'était pas de savoir si le gouvernement devait ou non être soutenu, mais si le gouvernement voulait soutenir les initiatives révolutionnaires du soviet.

Une nouvelle alliance se constitua contre la proposition d'unification avec les Mencheviks. Un seul groupe restait partisan de l'unification sans aucune condition. Au nom de la gauche, Molotov se prononçait contre; l'unité n'était possible, expliquait-il, qu'avec ceux qui acceptaient un programme nettement tranché de la lutte contre la guerre. Staline insistait pour que les négociations en faveur de l'unité commencent sur la base de l'adhésion aux « principes de Zimmerwald et Kienthal »; les principes établis par les conférences socialistes internationales qui se tinrent dans les deux villes suisses étaient d'ailleurs considérés par Lénine comme manquant d'esprit révolutionnaire. Staline rejetait les objections de Molotov : « Il n'est pas utile de se jeter en avant et d'anticiper sur les désaccords. Aucune vie de parti n'est possible sans désaccords. Nous survivrons aux divergences de vues mineures à l'intérieur du Parti¹. » Il rassurait toutefois la gauche en disant, des négociations qui seraient tentées, que le Parti ne serait pas lié par leurs résultats. En fait, les négociations allèrent assez loin et ne furent interrompues qu'après le retour de Lénine.

Aussitôt après le retour de Lénine, Staline cessa d'occuper le devant de la scène ou se retira même dans les coulisses. Les quelques semaines passées à la direction avaient suffi à lui montrer quelle était sa voie. Il fut du Parti, fit corps avec lui, mais ne se mit pas à sa tête. Il évita les tendances extrêmes et adhéra au centre, quand bien même cela dût l'obliger à marquer le pas et à hésiter. Il dirigea parce qu'il suivait l'état d'esprit général, qu'il exprimait en un assemblage grisâtre de formules. Il n'essayait pas de façonner des idées nouvelles. Sa manière de diriger pouvait convenir à la gestion d'un parti qui aurait vécu au train normal d'un ordre établi; mais elle n'était pas d'un type à faire du bolchevisme l'enfance d'une nouvelle révolution.

Le 3 avril, après son fameux voyage « en wagon plombé² » à travers l'Allemagne, Lénine rentra à Saint-Petersbourg où il fut accueilli par une foule d'ouvriers, de marins et de soldats. De la gare, il fut conduit triom-

1. L. Trotsky, *The Stalin School of Falsification*, p. 275.

2. Lénine arrangea ce voyage par l'intermédiaire des socialistes français, suisses, suédois et allemands connus. La seule obligation qu'ait acceptée Lénine à l'égard du gouvernement allemand était de faire de son mieux pour faire sortir de Russie un certain nombre de civils allemands. Le gouvernement allemand, connaissant l'opposition de Lénine à la guerre, espérait certainement bénéficier de la propagande qu'il ferait en Russie. Lénine eut quelque scrupule à profiter de ces facilités à travers l'Allemagne. Ces scrupules cédèrent devant sa préoccupation majeure, celle de se trouver le plus vite possible au centre de la Révolution. Il aurait préféré aller en Russie par l'Angleterre mais le gouvernement britannique lui refusa le transit. A son arrivée, personne ne lui fit de reproche sur ce voyage. Les chefs des partis modérés l'accueillaient comme un des vieux dirigeants éprouvés. Quelques semaines plus tard, Martov et d'autres Mencheviks suivirent son exemple et revinrent par la même voie sans encourir de reproches ou de critiques. C'est seulement plus tard, quand l'influence de Lénine commença à grandir, que le « wagon plombé » fut utilisé par quelques-uns de ses adversaires pour accuser les Bolcheviks de liaison infâme avec l'Etat-Major général allemand. (N. Soukhanov, *Zapiski o Revoliutsii*, vol. VII, pp. 10-13. Lénine, Comment nous sommes arrivés, *Oeuvres choisies*, vol. XX, livre I, pp. 91-93; *Léninskiï Sbornik*, vol. VII, pp. 376-406, 410-412, 448-457.)

phalement par un convoi de voitures blindées à travers les rues de la capitale¹.

Il pouvait difficilement contenir son ennui pendant les nombreux discours de bienvenue prolixes et débonnaires qu'il dut subir. Il bouillait d'impatience de rencontrer ses camarades et ses partisans. Son esprit et sa force de volonté étaient occupés par le renversement qu'il aurait à opérer dans son propre parti avant que celui-ci soit capable d'accomplir une nouvelle révolution dans le pays. Il était encore mal revenu de l'accueil inattendu qu'il venait de recevoir après avoir mis au point ses dix Thèses en style télégraphique rapide. Celles-ci — à la fois profession de foi de Lénine, nouveau plan pour la révolution et nouvelle charte du bolchevisme — furent présentées à la Conférence bolchevique le lendemain de son arrivée.

Ses partisans s'apprêtaient à rencontrer les Mencheviks en conférence d'unité, quand Lénine leur jeta ses Thèses à la tête². En les présentant, il commença par des railleries indignées contre l'idylle politique qu'il venait de trouver. Sur le chemin de la Russie, disait-il, il s'attendait à être emmené directement de la gare à la forteresse Pierre et Paul, la redoutable prison pour crimes politiques. Au lieu de cela, il était félicité par les ennemis du socialisme et ceux qui le trahissaient. Quelque chose n'allait pas. Le « défensisme » était victorieux en Russie comme ailleurs. La bourgeoisie et les Mencheviks étaient en train de tromper le prolétariat. « Ce qui est particulier à la Russie, c'est ce passage extraordinairement rapide de la violence sauvage aux illusions les plus raffinées », par lesquelles les masses furent amenées à croire à la justesse des buts de guerre de leurs gouvernants. Les Bolcheviks ne devaient avoir aucun rapport avec les défensistes et semi-défensistes. Leur tâche était d'établir la dictature du prolétariat. En février, la classe laborieuse avait virtuellement tout le pouvoir en main, mais ne sachant qu'en faire elle l'avait simplement cédé à la bourgeoisie.

« Même nos Bolcheviks témoignent de la confiance pour le gouvernement. Cela peut ne s'expliquer que par une intoxication passagère de la révolution. C'est la mort du socialisme. Vous, camarades, avez confiance dans le gouvernement. Si cela est vrai, nos chemins divergent. Je préfère rester dans la minorité. » Un révolutionnaire comme l'antimilitariste allemand Karl Liebknecht était préférable à tout un lot de Mencheviks, social-patriotes et défensistes. « Si vous êtes d'accord avec Liebknecht et si vous tendez, ne serait-ce qu'un seul doigt aux « défensistes », vous commettrez une trahison envers le socialisme international. »

S'il était soucieux d'éloigner les griefs personnels et préférerait laisser ses disciples mal inspirés rectifier tranquillement leur itinéraire, Lénine néanmoins attaqua sans pitié la *Pravda* : « La *Pravda* a demandé au gouvernement de renoncer aux annexions. Demander à un gouvernement capitaliste de renoncer à ses conquêtes est un non-sens... une moquerie évidente... une nuée grosse de déceptions. Il est grand temps de reconnaître cette erreur... Assez de congratulations et de résolutions ! Il est temps de se mettre au travail. » Les phrases révolutionnaires des Mencheviks étaient de pures « flagorneries du peuple révolutionnaire ». Il ne défendit pas une prise immédiate du pouvoir parce que les Bolcheviks étaient encore en

minorité dans les soviets. Aussi longtemps qu'ils ne seraient pas en majorité, ils devaient patiemment expliquer leur politique aux masses, qui font encore confiance aux Mencheviks, jusqu'à ce qu'ils aient persuadé la majorité du peuple travailleur de la nécessité d'une nouvelle révolution. Jusque-là, ils devaient dire au peuple que ce qu'ils voulaient réaliser c'était « non une république parlementaire... » mais une république des soviets... l'abolition de la police, de l'armée (permanente) et de l'administration officielle. « Les paysans veulent la terre... ils ne demanderont pas votre permission... Nous prendrons la terre et les propriétaires fonciers ne seront jamais capables de la reprendre. » Mais ce n'était pas tout. La révolution était entrée dans une phase socialiste. Toutes les banques devaient être réunies en une banque nationale unique, contrôlée par les soviets. L'industrie ne pouvait pas être socialisée immédiatement, mais la production et la distribution devaient être placées sous le contrôle ouvrier. Il est grand temps de remplacer l'ancien programme du Parti et même son nom. « Je propose que... nous le nommions Parti Communiste... La majorité des social-démocrates officiels ont trahi le socialisme... Avez-vous peur de revenir sur nos vieux souvenirs ? Mais, pour changer notre linge, nous devons enlever la chemise sale et en mettre une propre. » Sa dernière thèse posait les fondations de la nouvelle Internationale, la Troisième. Il termine le tout par un avertissement : si ses camarades n'étaient pas prêts à le suivre, il n'hésiterait pas... Il préférerait rester seul comme Liebknecht en Allemagne et lutter contre cela, sûr qu'il était que l'avenir était à lui.

Un auteur non bolchevique, qui par hasard était présent à la Conférence, décrivit plus tard l'impression que firent les paroles de Lénine : « Je n'oublierai jamais que ce discours effraya et surprit comme un coup de tonnerre, non seulement moi, un hérétique accidentellement présent, mais aussi tous les fidèles sans exception. J'affirme que personne ne s'attendait à quoi que ce soit de semblable. C'était comme si tous les éléments de l'esprit même de la destruction universelle étaient sortis de leurs repaires, sans connaître ni barrières, ni doute, ni difficultés personnelles, ni considérations personnelles, pour voler à travers les salles d'apparat de la Kchesinskaya, au-dessus de la tête des disciples ensorcelés¹. »

Les jours suivants, Lénine renouvela son tour de force. Kamenev, Kalinine et d'autres retournaient contre lui ses propres formules et schémas, ses déclarations catégoriques sur l'impréparation de la Russie à la dictature du prolétariat et au socialisme. Il ripostait par d'après invectives contre « les vieux Bolcheviks qui, plus d'une fois, ont joué un triste rôle dans l'histoire de notre Parti », parce qu'ils s'accrochaient à de vieilles formules qu'ils avaient apprises par cœur au lieu de les reconsidérer d'un œil critique à la lumière d'une nouvelle expérience. Il admettait que la Russie isolée du reste de l'Europe n'était pas prête pour un régime socialiste, mais l'Europe était un tout, et la Russie était appelée à accomplir un début de révolution socialiste européenne. C'est du trotskysme et non du léninisme, grommelaient les léninistes en se référant une fois encore aux anciennes disputes. Après quelques jours d'une discussion intense, Lénine emporta le gros du Parti avec lui. Un seul groupe de Bolcheviks, l'extrême droite, quitta le Parti en bloc en traitant son ancien chef de « conspirateur anarchiste », de

1. N. Soukhanov, *op. cit.*, vol. III, pp. 26-27.

2. Lénine, *Œuvres choisies*, vol. XX, livre I, pp. 95-III.

1. N. Soukhanov, *op. cit.*, vol. III, pp. 26-27.

nouveau Bakounine. Les groupes de gauche cependant, dont Molotov et Chlyapnikov avaient été les porte-parole, étaient très intéressés. Ils trouvaient dans les Thèses de Lénine une rationalisation systématique de leur propre état d'esprit. Le schéma d'une révolution purement démocratique qu'ils avaient été eux-mêmes trop timides pour briser parce qu'il avait été sanctionné par la doctrine du Parti, mais qu'ils sentaient obscurément insuffisant pour alimenter leur ambition révolutionnaire, était maintenant ouvertement brisé par l'auteur même de la doctrine. Le coup de Lénine ne portait si étonnamment bien que parce qu'il répondait à une nécessité psychologique dans son propre parti. Il donnait de l'audace et une orientation à des hommes qui marchaient à tâtons et dans le brouillard. Pour ses adversaires, le changement semblait si brutal et si abrupt que cela seul le condamnait à leurs yeux comme sans valeur. Kamenev, Kalinine et d'autres enfourchant leur dada insinuaient que le séjour prolongé de Lénine hors de Russie lui avait fait perdre le contact avec la réalité russe et espéraient que le Parti reviendrait tôt ou tard de son enjouement pour ce léninisme nouvelle manière et reviendrait à une politique moins aventurée et plus paisible. Pendant l'année de la révolution et spécialement à la veille du soulèvement d'octobre, les hostilités entre le nouveau et le vieux léninisme mirent continuellement à l'épreuve l'unité entre les dirigeants et cette controverse éclata à nouveau à la suite de la mort de Lénine dans la lutte pour sa succession. Mais à partir d'avril, le bolchevisme était lancé dans la dangereuse et rapide poursuite d'une seconde révolution.

Devant les arguments et les railleries de Lénine, Staline se réfugia dans un silence protecteur. Ce n'était pas la première fois que son esprit circospect hésitait à suivre une initiative hasardeuse de son maître. Cette fois-ci, il ne pouvait pas suspecter Lénine de légèreté d'esprit ou de donquichottisme. Il le connaissait déjà trop bien. Bien qu'il ne lui fût pas toujours facile de suivre le cours impétueux de l'imagination politique de son maître, il avait voué au réalisme de Lénine une foi aveugle. Ce ne pouvait être par pure fantaisie que Lénine prenait cette position, doit-il s'être dit. Il avala les reproches faits par Lénine à la *Pravda*, bien qu'il dût être humiliant pour lui de recevoir de tels coups sur les doigts, juste après avoir joué au dirigeant du Parti. Il n'était pas trop sévèrement pris à partie par Lénine cependant, du moment qu'il avait décidé de ne pas répondre aux critiques. Après tout, il n'avait pas été un « conciliateur » ouvert comme Kamenev. Il avait oscillé entre les conciliateurs et la gauche assez prudemment pour être capable d'accepter les Thèses de Lénine sans trop perdre la face. Ses hésitations avaient reflété son embarras; c'était maintenant un soulagement d'être libéré de cela. Lénine, de son côté, ne s'était pas appliqué à faire perdre la face à ceux qui dirigeaient le Parti en son absence, du moment qu'ils ne s'obstinaient pas. Staline resta rédacteur en chef de la *Pravda* et Lénine l'aïda. Dix jours après la sortie des Thèses de Lénine, Staline s'empessa de démontrer dans la *Pravda* sa solidarité avec Lénine. Son éditorial intitulé *la Terre aux paysans* était une réfutation de ce qu'il avait lui-même défendu¹. Le ministre de l'Agriculture, Chingarev, avait défendu aux paysans de cultiver les domaines des seigneurs, qui, effrayés par l'esprit de *jacquerie* dans les campagnes, avaient fui vers

1. J. Staline, *Sotchineniya*, vol. III, pp. 34-36.

les villes et abandonné leurs propriétés. Le ministre engageait les paysans à attendre patiemment que l'Assemblée Constituante institue une réforme agraire : « Puisque la date de la convocation de l'Assemblée reste inconnue, expliquait Staline, puisque le gouvernement provisoire est en train de l'ajourner... alors la terre doit être laissée en friche..., les seigneurs doivent garder leurs domaines, les paysans rester sans terre et la Russie — les ouvriers, les paysans et les soldats — manquer de pain. » Il appelait les paysans à se faire justice de leurs propres mains, à former des comités de paysans et cultiver la terre de façon organisée, sans attendre aucune permission, « sans prêter attention aux ministères réactionnaires qui mettent des discours dans les roues de la révolution ». Quelques jours auparavant, il avait expliqué que les Bolcheviks ne devaient pas maintenant forcer les événements parce que cela leur mettrait à dos les bourgeois progressifs. Maintenant, il traitait le même point de vue d'« utopie réactionnaire », « la marche victorieuse de la Révolution russe les balayerait (les bourgeois progressifs) comme d'inutiles déchets, agréables et plaisants seulement pour les ennemis de la révolution ». Quelques jours auparavant, il avait douté que les ouvriers d'Europe occidentale puissent prêter l'oreille à une propagande contre la guerre. Maintenant, il affirmait dans la proclamation qu'il écrivit (pour le 1^{er} Mai) au nom du Comité Central¹ que « sous le tonnerre de la Révolution russe les travailleurs de l'Ouest, eux aussi, sortiront de leur sommeil..., le sol est brûlant sous les pieds des bandits capitalistes. La bannière rouge de l'Internationale se lève sur l'Europe ». Les espoirs d'unité avec les socialistes modérés s'étaient dissipés car ceux-ci étaient maintenant « fatigués de la révolution ». « Ceux qui essayent d'arrêter la révolution resteront inévitablement en arrière; et il n'y a pas de merci pour qui reste en arrière. La révolution les rejettera dans le camp de la contre-révolution. »

A la fin d'avril, une nouvelle Conférence Nationale des Bolcheviks eut un nouveau Comité Central de neuf membres parmi lesquels Lénine, Zinoviev, Kamenev, Staline, Sverdlov. C'était la première fois que Staline obtenait d'un large vote sa confirmation dans la direction, au cours d'une élection directe, ouverte. Parmi les cadres du Parti, il était maintenant une figure familière, bien qu'à l'extérieur il fût seulement un nom. A la Conférence, il rapporta sur le problème des nationalités². Le gouvernement provisoire était justement entré en conflit avec les Finlandais qui se séparaient de la Russie. « Il est impossible, dit Staline, que nous acceptions qu'une nation soit maintenue par la force dans le cadre d'un Etat. Si nous le faisons, nous serions nous-mêmes les continuateurs de la politique tsariste. » Ce Géorgien ne voulait pas la séparation du Caucase de la Russie; mais si les peuples caucasiens la désiraient, personne n'aurait le droit de les retenir. Quand le Polonais Félix Dzerjinsky, futur fondateur de la police politique bolchevique, objecta que les aspirations séparatistes des diverses nationalités étaient réactionnaires, Staline rétorqua : « Le combat des Irlandais contre les Anglais, n'est-il pas révolutionnaire? » La question était de très grande importance à vrai dire, car cela intéressait le sort de tous les peuples coloniaux. Soutenir les aspirations nationales de ces peuples, c'était « jeter un pont entre l'Est et l'Ouest » et s'assurer un vaste soutien asiatique pour

1. *Ibid.*, pp. 37-38.

2. *Ibid.*, pp. 49-57.

la révolution socialiste en Europe. L'éditeur de la *Pravda* confirmait sa réputation de premier expert du Parti en la matière.

Pendant ce temps, les eaux du bolchevisme commençaient à monter. Les 133 délégués à la Conférence Nationale représentaient environ 76.000 membres¹. Aux jours de la Révolution de Février, le nombre des membres du Parti atteignit 30.000 au plus. Ce n'était qu'une poignée d'hommes qui n'aurait pas pesé lourd dans des élections parlementaires normales. Mais ce n'était pas dans une telle balance que les influences sociales et politiques se mesuraient l'année de la révolution.

La poignée de Bolcheviks consistait en responsables bien organisés et disciplinés opérant aux points stratégiques de l'industrie et des transports, dans l'armée et dans les soviets. La plupart d'entre eux étaient délégués d'entreprises, députés aux soviets, délégués d'usines et de régiments et disposaient d'une influence toujours croissante sur les masses d'ouvriers et de soldats. C'étaient des « activistes », l'avant-garde révolutionnaire; derrière eux se préparait à la bataille une véritable levée en masse politique. Dans chaque soviet, les Bolcheviks agissaient en formation serrée; comme leur nombre augmentait à chaque élection, leur poids était toujours beaucoup plus fort que leur nombre. Quelqu'un devait surveiller cette vaste masse d'agitateurs, de délégués d'entreprises et de membres des soviets. Quelqu'un devait garder le contact avec eux de jour en jour, leur communiquer les décisions du Comité Central et leur indiquer comment voter dans les soviets et comment se comporter envers les autres partis. Ce travail ardu était mené par Staline et Sverdlov. Les difficultés de transport et le fait que Pétersbourg était le foyer de la révolution rendaient impossible aux membres du Comité Central de visiter régulièrement les groupes de province du Parti. A tour de rôle, les délégués venaient dans la capitale assister aux conférences nationales des soviets, aux réunions des comités de l'armée, aux rassemblements syndicaux et paysans. Les deux organisateurs en chef du Comité Central utilisaient de telles occasions pour réunir les délégués et les informer soit au palais Kchesinskaya — quartier général du Parti — soit au palais Tauride — siège du soviet de Pétersbourg. Pendant que Lénine, Zinoviev ou Kamenev montaient à la tribune et engageaient la bataille des mots d'ordre et des résolutions, Staline et Sverdlov étaient les conducteurs infatigables et invisibles des groupes bolcheviques dans les assemblées, faisant en sorte que la base se comporte et vote à l'unisson avec les dirigeants. L'organisateur tenace et habile à qui Lénine avait assigné un rôle si décisif dans ses plans de révolution avait maintenant à faire ses preuves, non dans les limites étroites de la clandestinité, mais au milieu d'un mouvement populaire ouvert et grandissant. Pourtant en raison de sa nature, son rôle restait aussi anonyme et effacé qu'il avait été. Cette popularité et cette renommée que la révolution dispensait généreusement et vite à ses grands tribuns et à ses maîtres orateurs n'étaient pas pour lui.

A cette époque le bolchevisme acquit un nouveau tribun en Léon Trotsky; celui-ci par son courage, sa fougue politique, son brillant talent oratoire, éclipsa bientôt les chefs doués qui, jour après jour, s'adressaient au pays de la tribune du soviet de Pétersbourg. Trotsky était revenu en Russie directement d'un camp d'internement du Canada, un mois après Lénine.

1. N. Popov, *Outline History*, vol. I, p. 364.

Il avait hâte de clore sa longue controverse avec le fondateur du bolchevisme et de se joindre à lui¹. La guerre avait en partie changé ses perspectives. Il abandonnait son vieux dessein d'unifier les Bolcheviks et les Mencheviks. Il avait espéré que, sous la pression de la révolution, les Mencheviks oscilleraient vers la gauche et que les Bolcheviks se débarrasseraient de ce qu'il considérait comme une étroitesse sectaire caractéristique. Il voyait maintenant que, sous cette pression, les Mencheviks avaient oscillé vers la droite et étaient devenus « défenseurs ». D'un autre côté, les Bolcheviks lui paraissaient être devenus « d'esprit plus ouvert » depuis qu'ils étaient sortis de la clandestinité. Il était prêt à admettre que dans la controverse sur la nature du parti révolutionnaire, sa structure et sa discipline, ce n'était pas lui, mais Lénine qui avait raison. Il se consolait à la pensée que, dans les Thèses d'Avril, le fondateur du bolchevisme avait adopté le point de vue exposé depuis longtemps par lui, Trotsky, que la Révolution russe allait vers la dictature du prolétariat et ce n'est pas sans raison que les vieux Bolcheviks écarquillaient les yeux devant la « déviation trotskyste » inattendue de Lénine.

A Pétersbourg, Trotsky dirigeait un petit groupe de socialistes très doués et influents, connus comme « Méjrayontsy » (l'organisateur inter-rayons qui rejoignit le Parti bolchevique en juillet). A ce groupe appartenaient des hommes comme Lounatcharsky, futur commissaire à l'Instruction publique, le grand historien Pokrovsky, Ryazanov, biographe de Marx, et les futurs diplomates Manouïlsky, Yoffé, Karakhan, Youreniev et d'autres. Même avant une adhésion formelle, Trotsky et quelques-uns de ses compagnons agissaient en accord avec Lénine et défendaient souvent le point de vue des Bolcheviks à l'intérieur et à l'extérieur du soviet. Toute une pléiade de grands et ardents tribuns révolutionnaires, tels que l'Europe n'en avait pas connu depuis l'époque de Danton, Robespierre et Saint-Just, tint le devant de la scène, tandis que Staline continuait son travail dans la pénombre des coulisses. Pendant les mois de mai et juin, la fièvre révolutionnaire à Pétersbourg augmenta continuellement. Les élections municipales dans la capitale montrèrent la faiblesse des démocrates-constitutionnels de Milioukov (les cadets), le parti qui prédominait au gouvernement. La moitié des voix alla aux socialistes modérés, faisant des deux partis extrêmes, cadets et Bolcheviks, des minorités influentes. Le gouvernement, à majorité cadets, céda la place à une coalition de cadets, de Mencheviks et de socialistes-révolutionnaires. Mais le nouveau gouvernement, en essayant de remonter le courant, montra peu de signes de force. Les Bolcheviks étaient en train de devenir les maîtres dans la classe travailleuse des faubourgs de Pétersbourg. De l'armée venaient des clameurs de paix toujours plus bruyantes, tandis que les alliés occidentaux de la Russie poussaient le haut commandement russe à engager une offensive ultime contre les Allemands. Les Bolcheviks opposèrent à la nouvelle coalition une hostilité farouche; mais ils déployaient pour la combattre une imagination tactique subtile qui ne pouvait manquer de rapporter rapidement des fruits énormes.

Ils n'attaquaient pas le gouvernement en bloc, car ils savaient que la classe laborieuse était très favorablement impressionnée par le fait que les partis socialistes étaient maintenant au ministère, pour la première fois

1. N. Soukhanov, *op. cit.*, vol. IV, pp. 185-194. L. Trotsky, *Histoire de la Révolution russe*, vol. II, pp. 313-314.

dans l'histoire de la Russie. Mais la classe ouvrière était aussi méfiante à l'égard de la classe moyenne des cadets, les plus anciens membres de la coalition. Lénine pressait donc les socialistes modérés de rompre la coalition et de former un gouvernement à eux, appuyé sur les soviets. Dans les faubourgs rouges de la capitale une multitude d'agitateurs bolcheviques répandaient deux mots d'ordre : « A bas les dix ministres capitalistes ! » et « Tout le pouvoir aux soviets ! » Le premier slogan excitait les soupçons déjà énormes envers les cadets, communs à la base des Mencheviks et des Bolcheviks. Demander que tout le pouvoir soit transféré aux soviets équivalait à demander que les socialistes modérés prennent le pouvoir seuls, puisqu'ils avaient la majorité dans les soviets ; ce mot d'ordre avait donc aussi beaucoup d'attrait pour l'ouvrier menchevique ordinaire. Pendant les mois de mai et juin, des légions d'ouvriers mencheviques furent convertis au bolchevisme. Le 18 juin, un demi-million d'ouvriers et de soldats parcoururent les rues de la capitale à l'appel des chefs mencheviques des soviets. La masse immense des manifestants brandissait des pancartes et des bannières portant presque exclusivement des mots d'ordre bolcheviques. Le I^{er} Congrès panrusse des Soviets siégeait juste à ce moment et les délégués des provinces, parmi lesquels les Bolcheviks étaient en minorité à un contre six, ne pouvaient pas manquer d'être impressionnés par cette démonstration de l'influence bolchevique dans la capitale¹. Au Congrès des Soviets, un incident significatif était survenu : Un des ministres socialistes expliquait emphatiquement la nécessité d'un gouvernement largement représentatif et soutenait qu'aucun parti ne pourrait lutter par ses seules forces contre la désintégration et le chaos engendrés par la guerre ; Lénine, de la salle, interrompit l'orateur pour déclarer brièvement que son Parti était prêt à assumer tout le pouvoir². Ces paroles de Lénine furent accueillies par des rires bruyants et moqueurs ; mais les défilés de masses dans les rues de la capitale leur conféraient un sérieux mortel.

En fait, les Bolcheviks n'étaient pas encore prêts à prendre le pouvoir. Ils continuaient à considérer les soviets comme la source légitime de l'autorité révolutionnaire ; et aussi longtemps que son Parti était en minorité dans les soviets, Lénine gardait pour règle d'éviter toute tentative pour s'emparer du pouvoir. Mais il avait fort à faire pour tenir en laisse les groupes impatients semi-anarchistes d'ouvriers, de soldats et de marins que sa tactique prudente irritait. Il voyait que son plan d'action était mis en péril par le rythme inégal et impétueux de la révolution. Tandis que sa politique était trop à gauche pour la classe ouvrière de province, une large fraction de la garnison et du prolétariat de la capitale commençait déjà à suspecter les Bolcheviks d'une modération excessive ou d'une action révolutionnaire insuffisante. Dans la *Pravda*, Staline était contraint de mettre en garde les faubourgs rouges contre les agitateurs anarchistes et semi-anarchistes qui poussaient les travailleurs à descendre dans la rue prématurément. Pendant les quelques mois suivants, le bolchevisme balançait avec inquiétude entre le danger qu'il y avait à différer la révolution et les risques d'une action prématurée.

Danger et risques étaient accrus par le fait que la contre-révolution,

1. L. Trotsky, *Histoire de la Révolution russe*, vol. I, pp. 446-468. N. Soukhanov, *op. cit.*, vol. IV, pp. 282-375.

2. *Ibid.*, *op. cit.*, vol. IV, p. 232.

elle aussi, se préparait à faire sa rentrée. Généraux monarchistes, ligues d'officiers patriotes, associations d'anciens fonctionnaires et de petits bourgeois cadets, tous avaient pris note de la signification de cette manifestation de juin et se disposaient à briser la marée montante du bolchevisme par la violence. Les chefs socialistes modérés étaient intimidés et jouaient vaguement avec l'idée qu'une telle réaction écraserait leurs rivaux de gauche, contre qui eux-mêmes étaient de plus en plus impuissants. Lénine et ses compagnons étaient résolus à ne pas se laisser entraîner dans une insurrection prématurée. Ils étaient parfaitement convaincus qu'en s'appuyant sur les masses prolétariennes de la seule capitale, ils pouvaient s'emparer immédiatement du pouvoir ; mais ils étaient également convaincus qu'ils ne pourraient pas le garder contre l'opposition du reste du pays¹. Ils étaient enfin conscients du fait que toute manifestation de rues à Pétersbourg avait toute chance de dégénérer en combats de rues. Les ouvriers étaient armés, les soldats répugnaient à participer à une démonstration quelconque sans leurs fusils. Chaque défilé sans armes offrait une cible aux bandes contre-révolutionnaires. Le Comité Central du Parti bolchevique bannit donc toute démonstration. Il fut cependant incapable de faire respecter cette interdiction. L'état d'esprit révolutionnaire dans les faubourgs et les casernes avait grandi au delà des limites de son contrôle. Tel fut l'arrière-plan de cette grave crise des « Journées de Juillet » dans lesquelles Staline joua un rôle curieux et qui se terminèrent par un recul sérieux bien que temporaire du bolchevisme.

Un rapport vivant et apparemment véridique de ces événements fut donné par Staline lui-même dans un rapport au VI^e Congrès du Parti qui eut lieu quelques semaines après les « Journées de Juillet »². Le 3 juillet dans l'après-midi, une délégation d'un des régiments fit irruption à la conférence du Parti et déclara que son régiment et d'autres étaient décidés à « descendre dans la rue » le soir même, qu'ils avaient déjà envoyé des messages aux autres régiments et aux usines pour appeler tout le monde à se joindre à la révolte. Volodarsky, qui dirigeait le Comité de Pétersbourg, rappela sévèrement aux soldats que le Parti attendait, comme de ses autres membres, qu'ils observent l'interdiction des démonstrations. Le Comité Central, le Comité de Pétersbourg et l'organisation militaire bolchevique se réunirent ensuite, confirmèrent encore une fois l'interdiction et envoyèrent des agitateurs dans les usines et les casernes pour faire respecter ses décisions. En même temps, le Comité Central délégua Staline au Comité Exécutif des soviets contrôlé par les Mencheviks pour l'informer de ce nouveau développement. Deux heures après le début de ces événements, Staline avait rempli sa mission. Mais l'avalanche était déjà en mouvement. Vers le soir, des foules d'ouvriers et un certain nombre de régiments armés jusqu'aux dents et drapeaux déployés se massèrent devant les bureaux du Comité de Pétersbourg du Parti. Des orateurs bolcheviques exhortèrent la foule à se disperser paisiblement mais ils furent interrompus par des huées et des sifflets. Les éléments révolutionnaires déchaînés leur passaient par-dessus la tête. Les manifestants furent ensuite entraînés vers le palais Tauride, siège du soviét, pour soumettre leurs revendications

1. L. Trotsky, *Histoire de la Révolution russe*, vol. II, pp. 73-95. J. Staline, *Sotchinienya*, vol. III, p. 122.

2. J. Staline, *Sotchinienya*, vol. IV, pp. 156-168.

à l'Exécutif des soviets. Au son de la *Marseillaise*, le défilé se mit en marche. Pendant toute la nuit la foule assiégea le palais Tauride, attendant en vain une réponse à sa revendication majeure : que les chefs du soviet déposent le gouvernement provisoire et assument eux-mêmes le pouvoir.

Mencheviks et socialistes-révolutionnaires passaient le temps à attendre, cependant, d'être secourus par les troupes « loyales » du gouvernement. Assez longtemps les meetings et les défilés furent pacifiques, mais avec chaque heure l'excitation bouillonnait jusqu'à l'explosion. Le ministre de l'Agriculture, Tchernov, fut reconnu par la foule et « mis aux arrêts » par un groupe d'enragés. C'est seulement grâce à la présence d'esprit de Trotsky et à sa courageuse intervention que le ministre, vieux révolutionnaire lui-même, fut sauvé de la violence et délivré¹. Longtemps après minuit, du balcon du palais Tauride, Zinoviev discutait infatigablement avec la foule de sa voix puissante, essayant d'obtenir l'impossible — c'est-à-dire qu'elle rentre chez elle; sans ralentir son ardeur révolutionnaire mais en la conservant au contraire brûlante.

Le Comité Central bolchevique était en séance permanente, aux prises avec un malencontreux dilemme. Il décida finalement que le Parti prendrait part à la manifestation avec l'ordre de la diriger et de la contenir dans des limites pacifiques. Il y avait un risque de n'y pas parvenir, de ne pas éviter une bataille et que cela puisse se terminer en une grande défaite qui ferait pencher la balance en faveur de la contre-révolution. Le plus probable était que les Bolcheviks échouent à opérer un renversement et qu'en tout cas ils encaissent des coups. Il n'y avait qu'une autre voie possible qui était de se dissocier des manifestants et de laisser les événements suivre leur cours. Le Parti de la révolution ne pouvait tout de même pas montrer une telle indifférence. Les masses livrées à elles-mêmes, à la passion et à l'impatience, allaient sûrement se précipiter dans le piège d'une guerre civile. Elles ne pardonneraient jamais aux Bolcheviks s'ils désertaient en pleine crise. Les Bolcheviks ne pouvaient pas risquer de se discréditer aux yeux de ceux dont la confiance et le soutien étaient indispensables à leur victoire finale.

Les quelques jours suivants, les manifestations grandirent en force et en impétuosité, aboutirent à des bagarres sporadiques et le sang fut versé. Mais les pires craintes des Bolcheviks ne se réalisèrent pas. Ces bagarres ne menèrent pas à une guerre civile générale. L'ensemble du mouvement épuisa son élan et se dissipa. Presque simultanément un contre-mouvement avait rassemblé ses forces. Au soulagement des classes supérieures et moyennes des groupes armés de droite entrèrent en action. Le quartier général bolchevique et les bureaux de la *Pravda* furent saccagés. La nouvelle de la faillite de l'offensive russe sur le front parvint au milieu de ce tourbillon. On accusait les Bolcheviks, des cris de vengeance s'élevèrent. Les agitateurs de droite accusèrent Lénine et ses partisans d'être des espions allemands. Un journal populaire publia de faux documents tendant à démontrer cette accusation. Les troupes gouvernementales se lancèrent dans des expéditions punitives contre les faubourgs rouges.

Pendant toutes les « Journées de Juillet », Staline parla au nom du

1. N. Soukhanov, *op. cit.*, vol. IV, pp. 422-427. L. Trotsky, *Histoire de la Révolution russe*, vol. II, pp. 51-52.

Comité Central avec le Comité Exécutif des soviets et fit de son mieux pour garder le contrôle d'éléments peu maniables. Au début, il porta à la connaissance de l'Exécutif la décision bolchevique contre la manifestation et n'apprit que plus tard que cette décision avait été modifiée. Il eut probablement à rapporter ce changement aux leaders du soviet et à en expliquer les raisons. Dans les cercles dirigeants des soviets, la bonne foi de Staline était apparemment admise, car lorsque le gouvernement décréta ensuite l'arrestation de la plupart des chefs bolcheviques, lui, bien que membre du Comité Central, ne fut pas inquiété. Cela l'amena à accomplir l'acte final pour détourner cette semi-insurrection, la reddition des rebelles de la puissante forteresse Pierre et Paul. Accompagné par un membre menchevique de l'Exécutif des soviets, Staline se rendit à la forteresse située sur une île en face du quartier général bolchevique, juste au moment où celui-ci était occupé par les troupes gouvernementales. La garnison de la forteresse était constituée par les fiers marins de Cronstadt, les mitrailleurs qui avaient l'initiative de la révolte et des gardes rouges civils; tous avaient refusé de capituler et se préparaient à un siège long et sanglant. Il est facile d'imaginer combien la mission de Staline était difficile et délicate. Il était aidé par l'assurance officielle que les rebelles ne seraient pas punis mais ils persistèrent à refuser de se rendre. A la fin, Staline eut la finesse de les engager à faire leur soumission devant l'Exécutif des soviets, ce qui sonnait plus honorablement qu'une reddition au gouvernement. Un bain de sang fut évité¹.

Le recul bolchevique fut superficiel, comme les événements le prouvèrent. Immédiatement après les « Journées de Juillet », toutefois, ce recul fut exagéré par tous les partis. La plupart des dirigeants bolcheviques, y compris Lénine, pensaient être plus complètement battus qu'ils ne l'étaient réellement. Les Bolcheviks furent harcelés, Lénine et Zinoviev furent accusés d'être des espions à la solde de l'Allemagne. Les socialistes modérés savaient que l'accusation était fautive, mais leur rancune contre les Bolcheviks était assez forte pour les empêcher de défendre Lénine et ses compagnons contre cette accusation. Plusieurs d'entre eux suspectaient Lénine d'avoir fait une sérieuse tentative au cours des « Journées de Juillet » pour s'emparer du pouvoir.

Le Comité Central discuta alors pour savoir si Lénine et Zinoviev devaient se présenter aux autorités ou s'ils devaient se cacher. Lénine et Zinoviev étaient hésitants. Ils craignaient que, s'ils évitaient un jugement, les accusations lancées contre eux ne se trouvent confirmées aux yeux de l'opinion non informée. Ce fut d'abord aussi le point de vue de Lounatcharsky et Kamenev; Staline, au contraire, leur conseillait de se cacher. Ce serait une folie, disait-il, de faire confiance à la justice du gouvernement provisoire. Une hystérie antibolchevique était si forte et si trouble qu'un jeune officier ou enseigne qui escorterait les « espions allemands » à la prison ou de la prison au tribunal pourrait croire accomplir un acte d'héroïsme patriotique en les assassinant en chemin. Lénine hésitait à suivre les conseils de Staline. Staline, qui approchait le Comité Exécutif des soviets, lui annonça que Lénine était prêt à affronter le tribunal si l'Exécutif garantissait sa vie et sa sécurité personnelle contre des violences illégales. Les Mencheviks et

1. J. Staline, *Sotchininya*, vol. III, pp. 11-112, 161.

les socialistes-révolutionnaires refusant d'endosser une telle responsabilité, Lénine et Zinoviev se décidèrent à se cacher.

Le 8 juillet, Lénine disparut; il se souvint sans doute de l'exemple de Robespierre qui, peu de temps avant son accès au pouvoir, était poursuivi de la sorte et trouva refuge chez un charpentier jacobin. Le charpentier de Lénine était le travailleur Allilouyev, vieil ami de Staline. Lénine vécut quelques jours dans sa maison¹. Le 11 juillet, Staline et Allilouyev escortèrent Lénine à travers les rues obscures de la ville jusqu'à la gare maritime d'où Lénine partit, d'abord pour des villages proches de la capitale, ensuite en Finlande. Dès lors, et jusqu'à la Révolution d'Octobre, il resta dans la clandestinité, inspirant la stratégie — sinon la tactique — de son Parti par des brochures, des articles et des lettres, dont il bombardait le Comité Central. Zinoviev partit avec Lénine. Quelques jours après, Kamenev était emprisonné. Trotsky aussi, — après qu'il eut ouvertement déclaré sa solidarité avec Lénine — Lounatcharsky et d'autres. Les grands chefs et tribuns étaient dispersés. A ce moment critique, Staline accéda encore une fois à la direction du Parti. Son anonymat relatif le mit en bonne place; car son nom n'éveillait pas le courroux et la haine inspirés par les autres.

Peu après le départ de Lénine, il publia sous sa signature entière (K. Staline, membre du Comité Central, etc.) un appel intitulé *Serrez les rangs*, adressé au Parti qui venait de subir une défaite mais n'était pas en déroute². Il répétait qu'au cours des « Journées de Juillet », la main des Bolcheviks avait été forcée par les événements, que la contre-révolution était passée à l'attaque et que les « conciliateurs » s'étaient chargés d'une lourde responsabilité. L'offensive de la contre-révolution n'était pas encore terminée, « de l'attaque contre les Bolcheviks, ils sont maintenant passés à une attaque contre tous les partis du soviet et contre les soviets eux-mêmes ». Il prévoyait une nouvelle crise politique : « Soyez prêts pour les batailles qui viennent... Notre premier avertissement est : « Ne tombez pas dans une « provocation contre-révolutionnaire. » Notre second avertissement est : « Serrez-vous plus étroitement autour du Parti... encouragez les faibles... « ralliez ceux qui restent en arrière. » Il répéta les mêmes instructions à la conférence locale des Bolcheviks qui avaient commencé avant les « Journées de Juillet » et était maintenant réunie à demi secrètement. La conférence adopta un manifeste écrit par Staline dans un style qui réalise un singulier mélange entre les jargons révolutionnaires oriental et ecclésiastique.

Ces messieurs espèrent évidemment confondre nos rangs pour semer le doute et la confusion parmi nous et nous faire nous méfier de nos chefs. Les malheureux ! Ils ne savent pas que jamais les noms de nos chefs (c'est-à-dire les noms de Lénine, Trotsky, Zinoviev, Kamenev) n'ont été aussi chers à la classe ouvrière et proches d'elle qu'ils le sont maintenant quand les bourgeois impudents les malmènent et les couvrent de boue. Les traîtres vénaux ! Ils n'ont jamais supposé que le poids des calomnies lancées par des mercenaires bourgeois renforce l'amour des travailleurs pour leurs chefs... Le honteux stigmata des calomnieux... Prenez ce stigmata de la main de trente-deux mille travailleurs organisés de Pétersbourg et emportez-le dans vos tombeaux...

1. N. Kroupskaya, *Souvenirs sur Lénine*, p. 372. S. A. Allilouyeva, *Vospominaniya*, pp. 183-184. Allilouyeva décrit Staline en barbier de Lénine, collant la barbe et la moustache de Lénine pour le rendre méconnaissable.

2. J. Staline, *Sotchineniya*, vol. III, pp. 104-107.

Et vous, messieurs les capitalistes, et seigneurs banquiers et profiteurs, prêtres et agents du contre-espionnage... Vous avez célébré vos victoires trop tôt. Vous avez enterré trop tôt la Grande Révolution russe. La Révolution est en vie. C'est maintenant que vous allez vous en apercevoir, messieurs les fossoyeurs¹.

Les Bolcheviks, à vrai dire, se remirent rapidement du coup. A la fin de juillet, ils étaient capables de tenir à demi secrètement un congrès national, auquel deux cent quarante mille membres, trois fois autant qu'en avril, furent représentés. Staline et Boukharine étaient les porte-parole principaux du Comité Central. Le point culminant du Congrès fut un débat entre Staline, Boukharine et Préobrajensky sur le caractère de la révolution qui approchait. Ce débat était en partie un écho de la controverse sur les Thèses d'Avril de Lénine; c'était en partie une lueur d'anticipation sur une controverse plus dramatique des années à venir. Staline soutenait une motion suivant laquelle la Révolution russe victorieuse tendrait ses forces en « alliance avec le prolétariat révolutionnaire des pays avancés pour obtenir la paix et la reconstruction socialiste de la société² ».

Préobrajensky, jeune économiste marxiste, soutenait un amendement disant que le gouvernement révolutionnaire « tendrait ses forces vers la paix et — la révolution prolétarienne se réalise en Occident — vers le socialisme ». Dans les deux versions, « l'alliance » entre la Révolution russe et le prolétariat d'Europe occidentale était considérée comme admise. Du point de vue de Préobrajensky, toutefois, la Russie ne pouvait pas s'aventurer dans une construction socialiste sans que l'Europe occidentale soit aussi en révolution. S'il manquait cela, la révolution pourrait seulement obtenir la paix (et probablement la consolidation de l'ordre démocratique). Boukharine définissait les objectifs de la révolution dans le même sens. Staline ne voyait pas la raison pour laquelle la Russie ne pourrait pas commencer à construire le socialisme, sans s'occuper s'il y avait ou non une révolution à l'Ouest :

Vous ne pouvez pas exclure des possibilités, disait-il contre Préobrajensky, que la Russie soit précisément le pays qui pavera le chemin du socialisme... La base de la révolution est plus vaste en Russie, qu'en Europe occidentale où le prolétariat est seul contre la bourgeoisie. Chez nous la classe ouvrière est appuyée par la paysannerie pauvre... En Allemagne l'appareil du pouvoir d'Etat travaille avec une efficacité incomparablement plus grande... Nous devrions écarter l'idée désuète que seule l'Europe peut nous montrer le chemin. Il existe un marxisme dogmatique et un marxisme créateur. J'opte pour ce dernier³.

A cette époque, le point de vue de Staline semblait être identique à celui de Trotsky, aussi paradoxal que cela puisse paraître; car Trotsky aussi expliquait que la Russie *commencerait* la révolution socialiste avant l'Europe. Staline n'exposait pas alors l'idée du socialisme dans un seul pays, le point de vue que la Russie par elle-même, isolée du reste du monde, pourrait bâtir jusqu'au bout l'édifice du socialisme. C'est seulement sept ou huit

1. J. Staline, *Sotchineniya*, vol. III, pp. 241-242.

2. *Ibid.*, pp. 186-187.

3. *Ibid.*, vol. III, p. 187.

années plus tard qu'il formula ce point de vue, conjointement avec Boukharine et contre Trotsky. Mais, dès maintenant, il y avait dans ses paroles un accent plus fort mis sur la mission socialiste particulière de la Russie, que dans celle de Trotsky ou de Lénine. Dans les écrits de Trotsky ou de Lénine de cette époque, l'accent existait aussi; mais il était compensé par leur insistance tout aussi catégorique que le sort du socialisme en Russie dépendait en fin de compte de la révolution prolétarienne à l'Ouest. La Russie pouvait commencer et commencerait la construction du socialisme avant les autres pays plus avancés, mais elle ne pourrait guère aller plus loin par elle-même, disaient Lénine et Trotsky. Staline tendait à rejeter la première moitié de ces thèses mais non la seconde. Ses paroles respirationnelles en fait la croyance implicite, seulement à demi consciente, que la Révolution russe se suffisait à elle-même. En juillet et en août 1917, personne n'était conscient de ces aperçus pleins de signification sur le futur schisme.

Il y a une part d'ironie dans le fait qu'à un congrès conduit par Staline, le groupe de Trotsky fusionna formellement avec le Parti bolchevique et que Trotsky venant d'être emprisonné, fut élu au nouveau Comité Central. Les autres membres étaient Lénine, Staline, Kamenev, Zinoviev, Sverdlov, Rykov, Boukharine, Noguine, Ouritsky, Milioukine, Kollontaï, Artem, Krestinsky, Dzerjinsky, Yoffé, Sokolnikov, Smilga, Boubnov, Mouralov, Chaumian, Berzine. Le Congrès rendit hommage aux dirigeants persécutés en élisant Lénine, Trotsky, Zinoviev, Lounatcharsky, Kamenev et Kollontaï à la « présidence d'honneur ».

Cependant, l'homme qui dirigeait le Parti en l'absence du plus grand n'apporta pas de grandes idées. Il n'y avait pas trace de pensée originale dans ses discours. Ses paroles étaient sèches et manquaient de flamme. Mais il avait une assurance d'homme qui, au milieu de la bataille, avait su profiter d'une brèche. Sa fermeté et la confiance qu'il inspirait étaient suffisantes pour stopper la panique qui aurait pu naître dans les rangs du Parti. Pendant qu'il faisait son rapport au Congrès, la nouvelle parvint d'expéditions punitives contre les Bolcheviks dans différentes villes, y compris Tsaritsyne (le futur Stalingrad) et qu'une loi martiale de fait régnait dans différentes régions. Le Congrès ne s'émua pas. Comme le Koba de l'époque ancienne de Bakou, pendant le reflux de la première révolution, le Staline de cette époque était aussi capable de faire calmement face à la tempête.

Après le Congrès, quand les chefs emprisonnés, d'abord Kamenev et ensuite Trotsky, Lounatcharsky et d'autres furent peu à peu relâchés, Staline retourna à nouveau dans la pénombre de la coulisse.

A la fin du mois d'août, la capitale fut alarmée par la révolte du général Kornilov, commandant en chef, contre le gouvernement provisoire; cette révolte confirmait les avertissements persistants des Bolcheviks contre une contre-révolution imminente. L'origine du coup de force était obscure. Le Premier Ministre, Kérensky, avait envisagé d'en finir avec les Bolcheviks et il avait demandé au général Kornilov d'envoyer des forces sur lesquelles on pouvait compter dans la capitale. Le général n'était pas d'accord avec ce plan d'écrasement du bolchevisme. Il voulait purger le pays des soviets, des socialistes modérés et aussi de Kérensky lui-même. Gonflé de suffisance, persuadé que sa mission personnelle était de « sauver la société », il

ne fit pas mystère de ses intentions, retira son obéissance au gouvernement et ayant abandonné Riga aux Allemands, ordonna à ses troupes de marcher sur Pétersbourg.

Le gouvernement, les soviets, les comités et directions mencheviques et socialistes-révolutionnaires étaient maintenant pris par la panique. Ils n'avaient pas les moyens de vaincre le coup de force de Kornilov, sans être aidés par les Bolcheviks, sans armer les ouvriers qui suivaient Lénine, sans revivifier les soviets et sans reconstituer les gardes rouges dissoutes lors des « Journées de Juillet ». Kérensky, lui-même, demanda aux Bolcheviks d'amener les marins de Cronstadt, qui avaient été si actifs lors des mutineries de juillet, pour « protéger la révolution ». Ravalant leurs griefs et leurs rancunes, les Bolcheviks répondirent à l'appel et combattirent « au premier rang » contre Kornilov. La contre-révolution se ruinait elle-même en poussant toutes les fractions socialistes à former un « front unique » qui signifiait sa condamnation. Les Bolcheviks, d'un autre côté, étaient soucieux de ne pas commettre une erreur semblable. Quand les marins de Cronstadt visitèrent Trotsky dans sa prison et lui demandèrent s'ils ne pourraient pas en finir avec Kornilov et Kérensky d'un seul coup, Trotsky leur conseilla d'empoigner leurs adversaires un par un. Quelques jours plus tard, le coup de force de Kornilov échoua.

La contre-révolution avortée donna au bolchevisme l'élan qui lui était nécessaire pour le dernier tour de roue sur le chemin du pouvoir. Les Bolcheviks émergeaient de la crise avec une auréole de défenseurs les plus résolus, sinon les seuls, de la révolution. Après l'effondrement de la révolte de Kornilov, Lénine appela ouvertement les Mencheviks et les socialistes-révolutionnaires à rompre leur association avec les cadets, complices de Kornilov, à prendre les rênes du gouvernement dans leurs mains et à le fonder exclusivement sur les soviets; il promit que si son conseil était suivi les Bolcheviks joueraient le rôle d'une opposition anticonstitutionnelle légale dans les limites des soviets; et lorsque les Mencheviks et les socialistes-révolutionnaires rejetèrent cette suggestion, ils se discréditèrent irrémédiablement aux yeux de la classe ouvrière¹. La popularité des Bolcheviks grandissait dans l'armée en même temps qu'une campagne toujours plus bruyante pour la paix et pour la terre aux paysans. Le style simple et incisif de l'agitation bolchevique, en ces jours, peut être illustré par l'éditorial non signé de Staline dans *Rabotchiy* (le 31 août) et ces écrits de Staline étaient réellement la même monnaie de la propagande bolchevique :

La contre-révolution des propriétaires fonciers et des capitalistes a été brisée, mais non détruite.

Les généraux kornilovistes ont été battus, mais le triomphe de la Révolution n'a pas été garanti.

Pourquoi?

Parce que les conciliateurs parlementent avec nos ennemis au lieu de les combattre sans pitié.

Parce que les défenseurs passent des accords avec les propriétaires fonciers et les capitalistes au lieu de rompre avec eux.

Parce que le gouvernement les invite dans les ministères au lieu de les mettre hors la loi.

1. L. Trotsky, *Histoire de la Révolution russe*, vol. II, pp. 322-323. Lénine, *Sotchiennya*, vol. XXI, pp. 132-136.

Dans le Sud de la Russie, le général Kalédine fomenta une révolte contre la Révolution. Mais ils ont nommé son ami le général Alexeyev, chef d'Etat-Major général.

Dans la capitale de la Russie, le parti de Milioukov a ouvertement soutenu la contre-révolution et ses représentants, les Makhakov et les Kichkine sont invités à entrer dans le ministère.

Il est temps de mettre fin à ce crime contre la Révolution.

Il est temps de déclarer fermement et irrévocablement que l'on combat les ennemis et ne conclut pas d'accord avec eux.

Contre les propriétaires fonciers et les capitalistes, contre les généraux et les banquiers, pour les intérêts des peuples de Russie, pour la paix, pour la liberté, pour la terre. Tels sont nos mots d'ordre.

Rompre avec la bourgeoisie et les propriétaires fonciers, telle est la première tâche.

Former un gouvernement des ouvriers et des paysans, telle est la seconde tâche¹.

Quelques jours après l'arrestation du général Kornilov, un événement important eut lieu au soviet de Pétersbourg. En résultat de récentes élections partielles, les Bolcheviks devinrent le Parti majoritaire. Des changements similaires se produisirent dans les soviets de Moscou et d'autres villes. Bientôt, Trotsky, mis en liberté sous caution, fut élu président du soviet de Pétersbourg, fonction qu'il avait occupée en 1905. Sous sa direction, le soviet demanda à l'Exécutif Central, dominé par les socialistes modérés, que le second Congrès panrusse des Soviets soit convoqué et que tout le pouvoir lui soit transféré. Logiquement, cette résolution était le prélude à l'insurrection. Aussi longtemps que les Mencheviks et les socialistes-révolutionnaires avaient été en majorité, le cri de ralliement bolchevique « Tout le pouvoir aux soviets » ne pouvait pas avoir de conséquences pratiques immédiates. Ce slogan signifiait que la majorité au soviet, Mencheviks et socialistes-révolutionnaires, prendrait tout le pouvoir. C'était à cette majorité de suivre ou de ne pas suivre cette voie. Mais actuellement « Tout le pouvoir aux soviets » impliquait le pouvoir pour les Bolcheviks, nouveau Parti majoritaire. Et que se passerait-il — la question se posait inévitablement — si le gouvernement provisoire refusait d'accéder à cette demande et de s'effacer en faveur des soviets? Les soviets seraient alors dans l'obligation politique de lancer un appel contre le gouvernement provisoire, de le renverser et de mettre fin à la dualité de pouvoir existante. Cela ne pouvait se faire qu'au travers d'une insurrection.

Vers le milieu de septembre, Lénine avait atteint cette conclusion et décidé de faire pression sur le Comité Central pour qu'il prépare un soulèvement². Comme il était incapable d'assister en personne à la séance, il communiqua avec ses compagnons par une série de lettres qui (avec des fragments de procès-verbaux du Comité Central) offrent un panorama unique sur les préliminaires de l'insurrection et plus spécialement sur la controverse dramatique parmi les chefs bolcheviques qui la précéda. Les lettres parvenaient par un messenger à la maison de Serge Allilouyev où Lénine s'était caché après les « Journées de Juillet » et dans laquelle Staline avait emménagé peu après son départ. C'était la fonction de Staline de maintenir la liaison entre Lénine et le Comité Central. Le 15 septembre,

1. J. Staline, *Sotchinyenya*, vol. III, pp. 266-267.
2. Lénine, *Sotchinyenya*, vol. XXI, pp. 193-194.

il apporta avec lui, à la séance du Comité, deux mémorandums de Lénine : *les Bolcheviks doivent prendre le pouvoir et Marxisme et Insurrection*¹. « Traiter l'insurrection à la manière marxiste, écrivait Lénine, c'est la traiter comme un art. Nous devons sans attendre une minute organiser un état-major des détachements insurgés, distribuer les forces, placer les régiments en qui on peut avoir confiance aux points les plus importants, encercler le Théâtre Alexandreinsky (où l'Assemblée dite démocratique siégeait), s'emparer de la forteresse Pierre et Paul, arrêter l'état-major général et le gouvernement..., s'emparer des services télégraphiques et téléphoniques, placer notre état-major insurrectionnel au central téléphonique, être en liaison téléphonique avec toutes les usines, les régiments, les postes extérieurs, etc.² ». Ce premier plan du soulèvement avait peu de points communs avec le cours des événements. Lénine ne précisait pas les conditions politiques du soulèvement, ni l'autorité qui devait en sanctionner l'accomplissement. Il était trop loin de la scène d'action pour mettre au point un plan d'opération. A la lumière de cette insurrection, sa première esquisse semble un essai d'aventure quelque peu naïf. Ce plan fut accueilli par des haussements d'épaules chez Trotsky, Staline et les autres membres du Comité. Lénine lui-même ne le présentait que comme une suggestion. Son intention était de faire sentir à ses compagnons l'urgence du problème, de les mettre en garde contre des calculs d'amateurs sur un « soulèvement populaire » spontané, de leur rappeler que l'insurrection devait être considérée comme un art et de les pousser à une action immédiate. Le Comité Central était divisé. Trotsky était d'accord avec Lénine pour mettre l'accent sur l'urgence, mais proposait un plan personnel, plus savamment élaboré du double point de vue politique et militaire. Il repoussait l'idée que le Parti devait assumer seul la responsabilité de l'insurrection et réclamait que le soviet y soit associé, l'autorité morale du « Parlement Ouvrier » étant sans aucun doute plus grande aux yeux des ouvriers que celle du Parti. Cet argument politique et psychologique déterminait le moment de l'action. Le Congrès panrusse des Soviets devait se réunir dans la capitale à la fin d'octobre; et le mouvement devait donc coïncider avec le Congrès.

Du point de vue stratégique, Trotsky était d'accord avec Lénine; du point de vue tactique, il s'opposait à lui. Kamenev et Zinoviev, eux, étaient en désaccord avec Lénine sur les principes stratégiques mêmes. Quand les premières lettres de Lénine sur l'insurrection furent lues à la séance du 15 septembre, Kamenev eut si peur que le plan d'action proposé par Lénine ne compromette le Parti qu'il proposa de brûler ces lettres. Six membres du Comité Central votèrent cette proposition de Kamenev. Staline proposa que ces lettres fussent soumises à la discussion d'organismes plus larges; en suggérant une discussion plus ample du problème qui ferait passer le Parti de la discussion à l'action, Staline donnait à entendre qu'il soutenait Lénine. Mais selon Trotsky, Staline espérait au contraire que, soumise aux organisations provinciales, la question serait écartée; car les provinciaux étaient encore plus timorés que le Comité Central³. Quoi qu'il en soit, la proposition de Staline ne fut pas acceptée.

1. J. Staline, *Sotchinyenya*, vol. III, p. 421. L. Trotsky, *Histoire de la Révolution russe*, vol. IV, pp. 125-126. Lénine, *Sotchinyenya*, vol. XXI, pp. 193-199.

2. Lénine, *ibid.*, p. 199.

3. L. Trotsky, *Staline*, p. 222.

Au cours des semaines suivantes, partisans et adversaires de l'insurrection s'affrontèrent au Comité Central et dans les milieux dirigeants intermédiaires. Ils eurent bientôt l'occasion d'éprouver leur force respective à propos de la convocation par le gouvernement d'un Préparlement, extraordinairement tardive et faible tentative de Kérénsky pour étayer son régime par un organisme représentatif opposé aux soviets. Le Préparlement devait être une assemblée purement consultative; et le gouvernement lui-même devait nommer ses membres. Les Bolcheviks devaient-ils accepter les sièges qui leur étaient offerts et participer au Préparlement ou boycotter celui-ci? Cette question ne se confondait pas entièrement avec celle de l'insurrection; mais elle y était liée. Les partisans résolus de l'insurrection pensaient qu'ils n'avaient rien à attendre d'un pseudo-Parlement dont les jours, de toute façon, étaient comptés. Ceux qui refusaient le plan de Lénine étaient pour la participation au Préparlement. Cette question fit l'objet d'un vote à une conférence nationale du Parti où Trotsky et Staline parlèrent en faveur du boycottage. Ce fut une des rares occasions où les futurs rivaux eurent le même point de vue. Kamenev et Rykov cependant, qui défendaient la participation, emportèrent la majorité à la Conférence. Ainsi, un mois à peine avant l'insurrection, le plan insurrectionnel montrait des dispositions que Lénine fustigea avec indignation comme une « déviation de la voie prolétarienne révolutionnaire »¹.

Pendant ce temps le pays s'enfonçait de plus en plus bas dans la défaite et le chaos. Le gouvernement et l'état-major général envisagèrent un moment d'évacuer Pétersbourg et de transférer les ministères à Moscou. Les rumeurs à ce sujet firent souffler un nouveau vent dans les voiles bolcheviques, car ce plan fut interprété comme un complot contre-révolutionnaire. On dirait que, par la reddition de la cité rouge, le gouvernement espérait décapiter la révolution. Cette crainte fit se dresser le soviet de la ville qui se proposa d'assumer la responsabilité de défendre Pétersbourg. Au fur et à mesure que le pouvoir commençait à venir à leur portée, les Bolcheviks avaient changé leur opposition absolue à la guerre pour une attitude quasi défensive; ils appelèrent alors à la défense de Pétersbourg, capitale de la révolution, mais non à celle de l'empire. Le défensisme traditionnel habituel aux socialistes modérés coïncidait pour l'heure avec le nouveau défensisme des Bolcheviks. La décision prise par le soviet d'assumer la responsabilité de défendre la capitale avait donc le soutien de tous les partis qui s'y trouvaient représentés.

En prenant cette initiative, le soviet acquérait un renouveau d'importance et d'autorité qui lui donnerait, le moment venu, la force de déposer le gouvernement provisoire. Trotsky, dont toute l'activité était dominée par ses fonctions de président du soviet, réussit à présenter ce premier pas décisif de la révolution comme une mesure dictée par les exigences nationales de la République. Le soviet établit alors, d'abord en principe, ensuite en fait, son droit à contrôler les mouvements des troupes dans la capitale et dans la région avoisinante, c'est-à-dire le droit de contrôler les postes de commandement et leurs ordres. La méfiance populaire à l'égard du corps des officiers, extrêmement vive depuis la révolte de Kornilov, renforça les pouvoirs du soviet pour tous les conflits à venir. L'orga-

nisme qui se chargea de ces questions pour le compte du soviet fut le Comité Militaire Révolutionnaire nommé par le Comité Exécutif du soviet le 13 octobre¹. Le président du soviet présidait en même temps ce Comité qui était par destination l'état-major de l'insurrection.

Ce qui fut extraordinaire dans ce développement, c'est que l'organe de l'insurrection n'était pas un groupe clandestin se désignant lui-même ou une clique de conspirateurs, mais un corps élu au grand jour par une institution aussi largement représentative que le soviet. La conspiration était pour ainsi dire couverte par la légalité du soviet, circonstance qui paralysa en partie l'opposition des socialistes modérés. Les Mencheviks et socialistes-révolutionnaires siégeaient au soviet comme des témoins impuissants et effarés, jusqu'à un certain point comme des complices de leur propre anéantissement. Trotsky — tous les fils de l'insurrection se trouvant maintenant entre ses mains — réussit à donner au soulèvement l'apparence d'une opération défensive destinée à prévenir, plutôt à faire échouer une contre-révolution; ce stratagème tactique rangea les fractions hésitantes de la classe ouvrière et de la garnison du côté des insurgés.

Cela ne signifie pas que le caractère défensif du soulèvement ne fut qu'un faux prétexte. Le gouvernement et, derrière lui, les généraux monarchistes et les politiciens de droite préparaient un coup de force : à la veille de l'insurrection, Kérénsky mit hors la loi le Comité Militaire Révolutionnaire, prit de nouveaux décrets pour l'arrestation des chefs bolcheviques et tenta de mobiliser les troupes loyales et de supprimer la presse bolchevique. Mais, dans cette course entre la révolution et la contre-révolution, celle-ci avait déjà un très long retard, encore accentué par le soin avec lequel le chef de l'insurrection dissimula ses projets, jusqu'au bout, sous l'apparence de la défensive.

Tandis que Trotsky marquait ainsi, sans cesse, des points au soviet, Lénine, de sa retraite, centrail ses efforts contre l'opposition de Zinoviev et Kamenev au Comité Central. Il trouva moyen de persuader ses compagnons de se retirer du Préparlement de Kérénsky, comme Trotsky et Staline l'avaient conseillé. Le 7 octobre, le Préparlement perçut le grondement de la révolution toute proche dans une déclaration enflammée et tonnante où Trotsky commentait le départ des Bolcheviks de « ce conseil de connivences contre-révolutionnaires »; c'était la révolution qui grondait dans ces cris de : « Pétersbourg est en danger! La révolution est en danger! Le peuple est en danger! » qui accompagnèrent les Bolcheviks lorsqu'ils quittèrent l'Assemblée². Le 8 octobre, Lénine revint secrètement de Finlande à Pétersbourg. Deux jours plus tard, le Comité Central prenait la décision finale. Zinoviev et Kamenev donnèrent toute leur éloquence : « Devant l'histoire, devant le prolétariat international, devant la révolution russe et la classe ouvrière russe, nous n'avons pas le droit de jouer tout l'avenir sur la carte d'un soulèvement armé ». Ils pressèrent le Comité Central d'attendre l'Assemblée Constituante que le gouvernement promettait maintenant de convoquer et qui, espéraient-ils, serait dominée par une majorité de gauche. Ils concevaient le nouveau régime comme une combinaison de République soviétique et de démocratie parlementaire. Ils lan-

1. Lénine, *Sotchinyenya*, vol. XXI, p. 287.

1. L. Trotsky, *Histoire de la Révolution russe*, vol. III, pp. 92-95.

2. *Ibid.*, pp. 62-70.

çaient l'avertissement que la politique de Lénine conduirait à la débâcle finale de la révolution : « Il y a des situations historiques où une classe opprimée doit reconnaître qu'il est mieux d'aller à la défaite que d'être vaincu sans combat. La classe ouvrière russe se trouve-t-elle à présent dans une telle situation? Non, mille fois non ¹! » Ils repoussaient l'insurrection pour deux raisons, dont l'une fut bientôt réfutée par les événements, alors que l'autre fut vérifiée par l'avenir. Les partisans de l'insurrection, disaient-ils, surestiment leur propre force et minimisent celle du gouvernement provisoire; ils ont aussi des illusions sur la proximité de la révolution prolétarienne en Europe occidentale.

Lénine rejeta avec impatience tous les scrupules concernant l'Assemblée Constituante, le gouvernement en avait ajourné tant de fois la convocation — quelle garantie y avait-il qu'il ne le ferait pas encore? Différer l'insurrection signifiait donner aux généraux à la Kornilov le temps de préparer un coup de force et d'établir leur dictature. Lénine considérait les vues pessimistes de ses adversaires sur le rapport des forces comme l'expression d'une couardise. Les Bolcheviks avaient derrière eux la majorité de la classe laborieuse russe; et toute « l'Europe prolétarienne » les soutiendrait à coup sûr ². Sur les douze membres présents à cette séance, dix — dont Staline — votèrent pour l'insurrection. Zinoviev et Kamenev votèrent contre. Après le vote, un bureau politique fut élu, sur la proposition de Dzerjinsky, « afin d'assurer la direction politique dans l'avenir immédiat ». Ses membres étaient : Lénine, Zinoviev, Kamenev, Trotsky, Staline, Sokolnikov et Boubnov ³. Ce groupe d'hommes allait dominer puissamment l'Etat, le Parti et la révolution qui venaient. A la même séance, le 20 octobre fut fixé comme jour de l'insurrection.

Le Bureau Politique était incapable d'accomplir la tâche qui lui était assignée. Zinoviev et Kamenev refusaient de se soumettre à la décision sur l'insurrection et firent l'impossible pour arriver à la faire rapporter. Lénine, qui avait assisté à la séance du 10 octobre sous un déguisement et avec une perruque, avait regagné sa retraite et ne pouvait pas prendre part aux préparatifs au jour le jour. Toute son énergie était absorbée par un effort tendu et presque désespéré pour vaincre les « hésitations honteuses », la « confusion et la couardise surprenantes » des deux hommes qui avaient été ses amis et ses disciples les plus intimes ⁴. Trotsky était trop occupé au soviet et au Comité Militaire Révolutionnaire pour participer beaucoup au travail du Comité Central. En outre, les plans de Lénine pour le soulèvement ne le séduisaient pas. Ecartant son premier pour un coup de force à Pétersbourg, Lénine suggéra que le coup soit frappé d'abord à Moscou. Puis il proposa que l'insurrection commençât à Helsinki et se transformât en une offensive contre Pétersbourg ⁵. Trotsky continuait de hausser les épaules à ces « conseils de loin », comme Lénine lui-même les appelait. Staline faisait de même et un peu plus tard, faisant non sans ironie le compte des variations de Lénine sur l'insurrection : « Nous pensions que nous, les pra-

1. Cité d'après l'édition anglaise des *Œuvres choisies* de Lénine, vol. XXI, deuxième partie, pp. 328-332.

2. *Ibid.*, pp. 108-128.

3. *Ibid.*, p. 328.

4. *Histoire de la Guerre civile*, vol. II, p. 193.

5. Voir les lettres de Lénine dans l'édition anglaise de ses *Œuvres complètes*, vol. XXI, livre 2, pp. 65-70, 103-104.

tiens ouvriers, pourrions mieux voir tous les ravins, trous et fondrières de notre route. Mais Ilyitch (Lénine) est grand, il n'est pas effrayé par les dangers et il dit : « Debout et marchez directement au but!... » Mais nous, les praticiens ouvriers, voyions qu'il ne fallait pas agir ainsi, qu'il était nécessaire d'éviter les obstacles afin d'être ensuite capables de prendre le taureau par les cornes. Et malgré tous les appels de Lénine, nous ne l'avons pas suivi ¹... » En dehors de leurs absurdités militaires, les plans de Lénine avaient tous le même grand défaut politique : ils tendaient à restreindre la base politique de l'insurrection, à priver le soulèvement de la sanction du soviet, à réduire l'acte populaire que préparait Trotsky à une stricte affaire du Parti bolchevique. Ils visaient aussi à dépouiller l'insurrection de son apparence défensive et à lui donner un caractère offensif non déguisé qui serait apparu comme une provocation même à ceux qui étaient les mieux disposés envers cette révolution.

Une autre réunion du Comité Central, le 16 octobre, élargie aux militants en vue qui n'en étaient pas membres, confirma la précédente décision en faveur de l'insurrection. Le lendemain, Zinoviev et Kamenev engagèrent la lutte contre Lénine de manière ouverte et mirent en garde l'opinion publique contre l'insurrection dans le journal de Gorki, *Novaya Jizn* (*La Vie nouvelle*), qui était à mi-chemin entre le bolchevisme et le menchevisme. Lénine, furieux de cette indiscrétion, fulmina contre ses deux compagnons qu'il traita de « briseurs de grèves », « de traîtres à la révolution », et demanda leur exclusion immédiate du Parti. Cette sanction semblait trop rigoureuse aux autres membres du Comité Central. Staline publia une violente attaque de Lénine dans le journal bolchevique, mais en amoindrit l'effet par un éditorial conciliateur qui s'efforçait de faire le pont entre les deux points de vue opposés. A la séance du Comité Central du 16 octobre, lui-même avait polémique contre Zinoviev et Kamenev. « Ce que proposent Zinoviev et Kamenev conduit objectivement à donner à la contre-révolution une chance de se préparer et de s'organiser. Nous battons sans fin en retraite et perdons la révolution... Il faut maintenant plus de confiance. Il y a ici deux politiques : l'une est de s'orienter vers la victoire de la révolution et de regarder vers l'Europe; l'autre n'a pas confiance dans la révolution et espère que le Parti restera simplement un parti d'opposition... Le soviet de Pétersbourg s'est déjà embarqué sur la route de l'insurrection ². »

Cette dernière phrase signifiait que, tandis que le Comité Central perdait son temps, le soviet, sous la direction de Trotsky, était passé à l'action. Pourquoi Staline protégeait-il maintenant ses deux compagnons indiscrets qui faisaient tous leurs efforts pour entraver par leurs discours la roue de l'insurrection? Avait-il peur d'une fissure dans le Parti? Ou bien les mises en garde et les cris de panique de Kamenev et de Zinoviev l'avaient-ils rendu, lui aussi, quelque peu hésitant? Ou bien même, comme l'avance Trotsky, voulait-il prendre une assurance en cas d'échec sans désertier ouvertement les rangs des partisans de l'insurrection? A la séance suivante du Comité Central, Staline prit encore la défense de Kamenev lorsque celui-ci annonça sa démission de la direction. La démission fut acceptée; Staline alors, lui aussi, ayant essuyé les critiques de Lénine pour son éditorial,

1. J. Staline, *Sotchineniya*, vol. IV, pp. 317-318.

2. J. Staline, *Sotchineniya*, vol. III, pp. 381-382.

offrit sa démission. Celle-ci, cependant, ne fut pas acceptée par le Comité Central qui ne voulait pas pousser l'éditeur du journal du Parti dans les bras des adversaires du soulèvement. Le faux pas de l'éditorial lui étant pardonné, Staline de son côté avait maintenant hâte de montrer qu'il était vraiment en communion d'idées avec les défenseurs de l'insurrection. Il proposa que les deux dirigeants les plus résolus de la majorité qui soutenait l'insurrection, Lénine et Trotsky, seraient les porte-parole principaux du Parti au prochain Congrès panrusse des Soviets, le Congrès de la Révolution.

Cependant l'Exécutif menchevique retardait encore l'ouverture du Congrès pour cinq jours, jusqu'au 25 octobre. C'est dans ces quelques jours que les préparatifs décisifs pour l'insurrection furent complétés. Le 21 octobre, une conférence des comités de régiments de Pétersbourg reconnut le Comité Militaire Révolutionnaire comme le maître réel de la garnison, aucun ordre ne devait être exécuté s'il ne portait pas le contreseing d'un représentant du Comité, Trotsky et ses adjoints Antonov-Ovseenko, Podovsky, ou par des commissaires dûment autorisés. Le 23 octobre, le Comité Militaire Révolutionnaire nomma ses commissaires auprès de presque tous les détachements stationnés dans la capitale et autour, assurant ainsi sa liaison avec toutes les forces qui se trouvaient en fait sous son commandement. Les ordres des quartiers généraux officiels ayant pour but la redistribution des troupes furent ignorés. Les détachements qui reçurent l'ordre de quitter la capitale ne bougèrent pas. Les officiers qui n'acceptèrent pas de se soumettre à l'autorité du soviet furent déplacés et un certain nombre d'entre eux arrêtés. Finalement, le 24 octobre, le gouvernement décida de frapper, procurant ainsi un prétexte au soulèvement. Les troupes gouvernementales occupèrent les bureaux du journal que Staline éditait et fermèrent son imprimerie. Une délégation d'ouvriers de l'imprimerie demanda au Comité Militaire Révolutionnaire d'envoyer ses troupes au bureau du journal et d'en assurer la publication. Ce fut fait. « Un morceau de cire à cacheter sur la porte de la salle de rédaction bolchevique, écrivit plus tard le chef du mouvement, ce n'était pas une bien grande mesure militaire. Mais c'était un magnifique signal pour la bataille ¹ » Cette bataille s'étendit rapidement aux ponts, aux gares, aux postes et autres points stratégiques : tout fut occupé sans un coup de feu par les troupes sous le commandement de Trotsky. Le seul combat réel fut celui qui éclata pendant que les insurgés donnaient l'assaut au Palais d'Hiver, siège du gouvernement provisoire. Même cette opération conduite par Antonov-Ovseenko, futur ambassadeur des soviets en Pologne et en Espagne durant la guerre civile, n'alla pas sans des épisodes comiques, comme le croiseur *Aurore* bombardant le Palais avec de vieux chiffons. Le gouvernement provisoire était politiquement si isolé et les insurgés jouissaient d'un soutien si éclatant qu'ils purent le faire tomber d'une légère poussée. Quand le 25 octobre, le Second Congrès panrusse des Soviets se réunit, l'insurrection était presque accomplie et la majorité bolchevique du Congrès entérina le soulèvement ².

Staline n'était pas parmi les grands artisans de l'insurrection. Plus encore que d'habitude, il resta dans l'ombre, fait qui devint une cause

1. L. Trotsky, *Histoire de la Révolution russe*, vol. III, p. 205.

2. Jusqu'à présent les dates qui ont été données sont celles du vieux calendrier russe qui avait cours avant la Révolution. Les dates qui suivent correspondent au nouveau calendrier.

d'embarras pour ses biographes officiels et justifie sans doute Trotsky lorsqu'il dit « que plus grands étaient les événements, plus mince était la place que Staline y occupait ». Cela était partiellement dû à l'inefficacité du Comité Central dans lequel le poids propre de Staline était beaucoup plus grand qu'à l'extérieur. A la séance critique du Comité Central du 16 octobre, Staline et quatre autres membres (Sverdlov, Boubnov, Dzerjinsky et Ouritsky) furent désignés pour représenter le Parti au sein du Comité Militaire Révolutionnaire du soviet. S'il faut en croire le président du Comité, Trotsky, la contribution de Staline au travail de cet organe de l'insurrection fut nulle ¹. Le témoignage de Trotsky pourrait être écarté à cause de son caractère partisan si dans la masse des documents sur l'insurrection il était possible d'en trouver, ne serait-ce que quelques-uns, qui se rapportent au rôle que Staline y aurait joué directement. Mais il n'en a été trouvé aucun.

Depuis que Staline accéda au pouvoir absolu, le nom de Trotsky a été expurgé assidûment, systématiquement, de toutes les histoires officielles de la révolution, il n'est plus mentionné que comme celui d'un « traître » et d'un « saboteur » de l'insurrection d'alors. Tous les histoires et recueils de textes parlent de la direction de Lénine et de Staline ou attribuent ceux des faits et déclarations de Trotsky qu'on ne peut omettre à l'anonyme Comité Militaire Révolutionnaire. Mais, en dépit des meilleures intentions et d'un zèle indubitable, les historiens soviétiques officiels ont été incapables d'écrire le nom de Staline dans les blancs laissés par l'effacement de Trotsky. Même une compilation aussi dépourvue de scrupules que l'*Histoire de la Guerre civile en U. R. S. S.*, éditée par Staline lui-même, Jdanov, Vorochinov, Molotov, Gorki et Kirov, ne contient pas un seul document ou fait concret qui puisse appuyer les déclarations toutes crues sur le rôle dirigeant de Staline dans le Comité Militaire Révolutionnaire, à moins que l'on puisse ranger parmi les documents historiques les peintures à bon marché et criantes de fausseté d'un Svaroga ou d'un Vladimirsky, peintures faites de longues années après l'événement et où un Staline intrépide et d'une singulière beauté est représenté en train de donner ses instructions aux insurgés. La chronique biographique de Staline est également muette sur ce point. Il est assez surprenant qu'il n'ait même pas assisté à la séance du Comité Central qui se tint le matin de l'insurrection. « Non qu'il fût un poltron. Rien ne permet d'accuser Staline de lâcheté (c'est un commentaire de Trotsky), simplement, il n'était pas politiquement engagé. Le prudent calculateur préférerait rester sur la réserve au moment crucial. Il attendait de voir comment tournerait l'insurrection avant de définir son attitude. En cas de faillite, il aurait dit à Lénine, à moi-même et à nos partisans : « Tout est de votre faute ». Il faut retrouver l'atmosphère chauffée au rouge de ces jours-là pour apprécier le sang-froid de cet homme dans la désertion ou, si l'on préfère, sa duplicité ². »

L'explication de Trotsky semble contradictoire : la duplicité qu'il attribue à son rival apparaît après coup bien proche de la lâcheté. Il est impossible d'admettre l'interprétation de Trotsky pour une première raison : Staline s'engagea, en fait, au delà du 10 octobre quand le premier vote sur l'in-

1. L. Trotsky, *Staline*, p. 234.

2. *Ibid.*, p. 234.

sururrection intervint au Comité Central. Il avait voté alors avec Lénine et Trotsky. Le 16 octobre, il vota encore pour l'insurrection et parla en faveur de cette thèse, cette fois, non dans le cercle étroit du Comité Central, mais dans une conférence plus large où étaient présents les délégués de l'organisation de Pétersbourg, de la section militaire du Parti, des syndicats et du soviet de Pétersbourg, aussi bien que des délégués des comités d'entreprise, des cheminots, etc. Un prudent calculateur préférant se tenir sur la réserve au moment crucial aurait difficilement pris parti avec autant de poids aux côtés de Lénine, devant une assemblée de cette sorte. Il n'est pas possible de trouver une autre explication à l'absence de Staline ou à son inactivité au quartier général durant l'insurrection, mais le fait étrange et indéniable demeure.

Le seul poste auquel il accomplit indéniablement son devoir à travers la période critique fut la rédaction en chef du *Rabotchi Pout* (*La Voie ouvrière*), nouveau nom de la *Pravda*. Là, il parlait au nom du Parti, surtout dans des éditoriaux anonymes. Il n'appelait pas ouvertement, cela va de soi, à l'insurrection. Comme Trotsky au soviet, Staline dans son journal utilisait une couverture défensive pour faire passer une politique essentiellement offensive, c'était un prudent camouflage de l'insurrection. Le 10 octobre, avant même que le Comité Central ait émis son premier vote sur le soulèvement, il écrivait : « La première conspiration korniloviste a manqué son but mais la contre-révolution n'a pas été anéantie... La seconde conspiration korniloviste qui se trame en ce moment, doit être étouffée dans l'œuf afin que tout danger soit écarté de la révolution pour une longue période d'avenir... Que les soviets et les comités prennent toutes les mesures dont dispose la révolution pour abattre la seconde tentative contre-révolutionnaire ¹. » Trois jours plus tard, il commença à être plus explicite : « Le moment est venu où le mot d'ordre « Tout le pouvoir aux soviets ! » doit enfin être réalisé. » Le matin même de l'insurrection, il résumait ainsi le développement de la révolution : « Après la victoire de la Révolution de Février, le pouvoir fut laissé aux mains des propriétaires fonciers et des capitalistes, des banquiers et des spéculateurs, des profiteurs et des margoulins, là était la fatale erreur des ouvriers et des paysans... Cette erreur doit être corrigée aujourd'hui ². » Faisant écho à Lénine et s'attaquant à mots couverts à l'opposition de Zinoviev et Kamenev, il poursuivait : « Le moment est venu où différer plus longtemps menacerait tout l'édifice de la révolution de destruction... Le gouvernement actuel, qui s'est nommé lui-même et n'est ni élu par le peuple ni responsable devant lui, doit être remplacé par un gouvernement élu par les représentants des ouvriers, des soldats et des paysans, et responsable devant eux. » Quatorze ans plus tard, Trotsky décrivait ainsi l'état d'esprit des insurgés : « Tous ceux qui prenaient part à l'insurrection, de la tête à la base — là résidait sa puissance, là aussi son talon d'Achille — étaient imbus d'une confiance absolue que la victoire serait obtenue sans accident ³. » Les mots de Staline, écrits quelques heures avant l'insurrection, respiraient précisément une telle confiance : « Si vous agissez seulement avec un esprit de camaraderie et sans vous laisser ébranler, rien

1. J. Staline, *Sotchineniya*, vol. VII, pp. 362-363.

2. *Ibid.*, p. 388.

3. L. Trotsky, *Histoire de la Révolution russe*, vol. III, p. 521.

ne pourra s'opposer à la volonté du peuple. L'ancien gouvernement fera alors place le plus paisiblement du monde au nouveau que vous ferez fort et bien organisé ¹. »

L'expression sans doute la plus authentique des émotions et de l'état d'esprit de Staline à la veille du grand événement, peut être trouvée dans un article où il traite de maintes questions insidieuses ou angoissées qu'on posait de tous côtés au sujet des plans et des intentions bolcheviques. Cette réponse de Staline est un chef-d'œuvre pour ce qui est de menacer sans répondre aux questions ² :

Voici la réponse. En ce qui concerne la bourgeoisie et son « appareil » : nous leur réglerons leur compte l'un après l'autre. En ce qui concerne les agents et les mercenaires de la bourgeoisie : nous nous en remettrons au contre-espionnage. Celui-ci pourra les « renseigner » et ils pourront à leur tour « renseigner » les autres sur le jour et l'heure du coup de force — celui dont le plan a déjà été tramé par les agents provocateurs... Quant à ces héros (les socialistes modérés), qui se sont rangés aux côtés du gouvernement contre les ouvriers, les soldats et les paysans, nous ne leur devons aucune explication. Mais nous veillerons à ce que les noms de ces champions de l'escroquerie ne soient pas oubliés par le Congrès des Soviets.

Son attaque la plus aigre était réservée à Maxime Gorki, écrivain et révolutionnaire fameux, compagnon de route de Lénine pendant de nombreuses années, l'homme que Staline lui-même devait sacrer un jour prophète de la civilisation nouvelle. Le journal de Gorki, celui-là même où Zinoviev et Kamenev avaient écrit contre l'insurrection, avait aussi demandé à Lénine et à ses compagnons de « mettre cartes sur table » ; et Gorki lui-même attaquait les Bolcheviks dans un article intitulé : *Je ne peux pas garder le silence*, titre emprunté à un vieil écrit antitsariste de Tolstoï. Staline lui répondit par une explosion de dépit :

Quant aux neurasthéniques du *Novaya Jizn* (le journal de Gorki) nous sommes embarrassés pour comprendre ce qu'ils nous veulent. S'ils souhaitent savoir le « jour » de l'insurrection pour être capables de mobiliser à l'avance les forces des intellectuels apeurés pour une fuite en temps utile, disons en Finlande, alors nous n'avons... que de l'estime pour eux, car nous sommes en général pour la mobilisation de toutes les forces. S'ils veulent connaître le « jour » du soulèvement dans le but de calmer leurs nerfs « d'acier », alors nous les assurons que, même si le « jour » de cette action avait été fixé et si les Bolcheviks le murmuraient à leurs oreilles, nos neurasthéniques n'en éprouveraient pas le plus petit soulagement ; ce seraient alors de nouvelles questions, crises d'hystérie, etc.

D'autres chefs bolcheviques étaient également ennuyés par l'attitude de Gorki ; mais aucun ne l'attaqua, lui ni ses compagnons, d'une manière aussi personnelle et venimeuse, allant jusqu'à parler de couardise, de trahison et ainsi de suite. Plus injustes même et plus grossiers étaient les griefs de Staline :

1. J. Staline, *Sotchineniya*, vol. III, p. 390.

2. *Ibid.*, pp. 383-386.

Comment faut-il comprendre le « Je ne peux pas garder le silence » de Gorki ? C'est incroyable mais vrai. On peut rester tranquille et garder le silence quand les propriétaires fonciers... poussent leurs paysans au désespoir et aux émeutes de la faim. On peut rester tranquille et garder le silence quand les capitalistes et leurs mercenaires préparent le lock-out des ouvriers de toute la Russie... mais les mêmes gens, semble-t-il, ne peuvent pas garder le silence quand l'avant-garde de la révolution, le soviet de Pétersbourg, se lève pour la défense des ouvriers et des paysans qu'on a trompés jusqu'ici ! Et leur premier mot est un reproche adressé, non à la contre-révolution mais à cette même révolution dont ils parlaient avec enthousiasme autour d'une tasse de thé mais qu'ils fuient comme la peste au moment le plus critique.

Cette attaque culminait dans les paroles lourdes de sens que voici :

La révolution n'a pas détrôné que quelques autorités. Ce qui exprime sa puissance c'est — entre autres — qu'elle ne s'incline pas devant « les grands noms ». La révolution les a enrôlés à son service mais elle les rejette dans le néant s'ils ne veulent pas apprendre d'elle. Des grands noms que la révolution a rejetés en chemin, il y en a légion : Plékhanov, Kropotkine, Zassoulitch et généralement tous ces vieux révolutionnaires qui ne sont remarquables que parce qu'ils sont vieux. Nous craignons que les lauriers de ces célébrités n'empêchent Gorki de dormir. Nous craignons que de telles antiquités n'aient porté un coup fatal à Gorki. Eh bien, chacun est son propre maître... La révolution n'a pas à regretter ni à enterrer ses morts.

Pour l'auteur de ces lignes, descendant de serfs géorgiens et membre de l'équipe dirigeante bolchevique, la révolution n'était visiblement pas seulement la revanche des classes opprimées. Elle était aussi le triomphe de l'anonyme et obscur homme de comité sur les « grands noms » du socialisme russe. Il n'était pas attaché ni organiquement lié à aucune tradition, même pas à la tradition socialiste. En cela, il était très différent des autres dirigeants et spécialement de Lénine qui, même dans le feu de la polémique la plus frénétique, ne se serait jamais laissé entraîner à dire de son ancien maître Plékhanov qu'il n'était « remarquable que parce qu'il était vieux ». Il n'est pas difficile de sentir derrière les railleries sans nuances de Staline, la sourde rancune d'un homme à qui ses dons particuliers ne donnaient pas un « grand nom » alors même qu'il avait déjà atteint le sommet du pouvoir. Tout en rejetant quelques « grands noms » dans « le néant », la révolution en créait de nouveaux qui brillaient d'un éclat encore plus grand et se gravaient dans le cœur et l'esprit du peuple.

Plus tard, les événements accordèrent aux paroles de Staline la signification d'un défi inconscient ou à demi conscient à ces nouveaux noms. Pour le moment, la révolution tournait seulement une de ses faces vers le monde, celle qui rayonnait d'enthousiasme et de noble espoir. Son autre face, celle du monstre dévorant ses propres enfants, était encore cachée. Mais, c'était cette autre face que Staline semblait déjà adorer à l'époque : « La révolution n'a pas à regretter ni à enterrer ses morts », quelle prémonition de la grande purge dont il devait donner le spectacle, près de vingt ans plus tard.

CHAPITRE VI

STALINE PENDANT LA GUERRE CIVILE

Introduction : dilemmes de la révolution. — Staline est nommé commissaire aux Nationalités. — Le premier gouvernement de Lénine. — Coalition des Bolcheviks et des socialistes-révolutionnaires de gauche. — Staline va à Helsinki pour proclamer l'indépendance de la Finlande. — Ses points de vue sur « le droit à disposer d'elles-mêmes » des petites nations. — Son esquisse de la première Constitution soviétique (1918). — La paix de Brest-Litovsk (le 3 mars 1918). — Staline vote avec Lénine pour la paix et combat la gauche bolchevique qui réclame la « guerre révolutionnaire » contre l'Allemagne. — Terreur et contre-terreur. — Staline conduit les négociations de paix avec la Rada ukrainienne à Koursk, en mai 1918. — La guerre civile s'étend. — La mission de Staline à Tsaritsyne (Stalingrad) en juin 1918. — Il appuie Vorochilov et Boudienny contre Trotsky. L'origine de la grande querelle. — Staline demande les pleins pouvoirs sur le front sud. — Lénine tente de réconcilier Staline et Trotsky. — Rapports contradictoires sur la défense de Tsaritsyne. — Staline rappelé à Moscou en octobre 1918. — Sa réaction aux mouvements révolutionnaires de 1918 en Europe : Ex oriente lux. — Staline défend Pétersbourg : mai 1919. — Trotsky et Staline reçoivent l'ordre du drapeau rouge. — Staline administrateur. — Son rôle dans la guerre russo-polonaise de 1920. — Le soulèvement de Cronstadt et la nouvelle politique économique (1921). — Système du parti unique et interdit jeté sur les groupes d'opposition bolcheviques. — Staline bénéficie de l'influence grandissante de l'équipe dirigeante bolchevique.

Le soulèvement d'octobre, qui s'était déroulé en douceur et pratiquement sans effusion de sang, fut suivi d'une guerre civile cruelle et d'une intervention étrangère qui dura près de trois ans. La formation du nouvel Etat révolutionnaire devait moins à l'influence des idées prêchées par les Bolcheviks lorsqu'ils s'emparèrent du pouvoir, qu'aux dures exigences de la guerre civile. Ce furent les événements qui contraignirent le Parti de la révolution à abandonner quelques-unes de ses aspirations, de ses espérances, de ses illusions, afin de sauver l'essentiel de la révolution. Dans ces circonstances, le Parti lui-même, ses chefs et ses militants subirent une profonde transformation spirituelle et politique.

Une telle transformation est très largement commune à toutes les révolutions. Chaque grande révolution commence par une explosion d'énergie, d'impatience, de colère et d'espoir populaires. Chacune se termine par la

fatigue, l'épuisement et la désillusion de la masse révolutionnaire. Dans la première phase le Parti qui donne à l'enthousiasme populaire son expression la plus pleine, éclipse ses rivaux, gagne la confiance des masses et accède au pouvoir. Le Parti le plus révolutionnaire n'est parfois même pas encore assez révolutionnaire aux yeux de la fraction la plus avancée de l'opinion. La marée montante le pousse et lui fait surmonter tous les obstacles qu'il rencontre et défier toutes les puissances de conservation. Ainsi survient l'épreuve inévitable de la guerre civile. Le Parti révolutionnaire marche du même pas que la majorité de la nation. Il a une conscience aiguë de son unité avec le peuple, de la profonde harmonie entre ses propres objectifs et les souhaits et les désirs de la masse. Il peut appeler la masse de la nation à des efforts et des sacrifices de plus en plus grands; il est sûr de la réponse. Dans cette phase héroïque, le Parti révolutionnaire est dans un sens très démocratique, même s'il applique à ses ennemis les méthodes d'une implacable dictature et s'il n'observe aucun principe constitutionnel strict. Les dirigeants font implicitement confiance à la masse de leurs partisans plébéiens; et leur politique repose sur cette confiance. Ils ont la volonté et même l'ardent désir de soumettre leur politique au débat public et d'accepter le verdict populaire. Bien qu'ils aspirent à diriger les masses, ils admettent aussi d'être dirigés. L'heureuse alliance entre le Parti de la révolution — qu'il s'appelle Indépendant, Jacobin ou Bolchevik — et la masse du peuple ne dure pas longtemps. Elle survit difficilement à la guerre civile. Nombreux sont les militants dévoués et énergiques qui périssent dans la guerre civile. D'autres s'élèvent d'une existence modeste et sans prétention au pouvoir, souvent aussi aux privilèges. Dans son triomphe, le Parti de la révolution se dresse avec un orgueil et une confiance en soi terribles, mais aussi intérieurement fatigué et énervé. La lassitude du peuple est encore plus profonde. Le pays, ravagé par la guerre civile et les interventions, sombre dans une misère qui peut être pire que ce contre quoi le peuple s'est révolté. En 1920, la Russie souffrait plus de la famine et des privations qu'en 1917. La cruauté des nouveaux dirigeants, une cruauté dictée par les circonstances et les nécessités de « l'instinct de conservation » provoque une réaction. C'est sans doute parmi ceux qui avaient auparavant poussé le Parti à suivre la ligne qui avait rendu cette cruauté inévitable, que la réaction était la plus forte.

Voici les basses eaux de la révolution. Les dirigeants sont incapables de tenir leurs promesses anciennes. Ils ont détruit le vieil ordre mais sont incapables de satisfaire aux besoins quotidiens de la population. A coup sûr, la révolution a créé la base d'une meilleure organisation de la société et d'un progrès dans un avenir pas très éloigné. Cela la justifiera aux yeux de la postérité. Mais les fruits de la révolution mûrissent lentement et, dans l'immédiat, il n'y a que les misères des premières années post-révolutionnaires. C'est dans leur ombre que ce nouvel état prend forme, une forme qui révèle le divorce entre le Parti révolutionnaire et le peuple. Telle est la tragédie qui s'empare du Parti de la révolution. Si son action doit être dictée par l'état d'esprit du peuple, il devra maintenant s'effacer ou au moins abandonner le pouvoir. Mais aucun gouvernement révolutionnaire ne peut abdiquer après une guerre civile victorieuse, car les seuls prétendants réels au pouvoir sont les restes encore importants de la contre-révolution battue. Abdication signifierait suicide. Ce serait aussi anéantir ce vaste travail de

révolution, par lequel la société a été transformée, mais qui n'a pas encore été consolidé. Le mécanisme politique d'un régime autour duquel toutes les passions de la révolution et de la contre-révolution se sont déchaînées, ne possède pas les soupapes de sûreté qu'assure à un système parlementaire, quelque peu stable, la succession plus ou moins possible des gouvernements, qui ne se guillotinent pas les uns les autres. Le Parti de la révolution ignore les démissions. C'est pour avoir obéi à la volonté de ce même peuple qui l'abandonne maintenant, qu'il en est arrivé à la situation actuelle. Il continuera à faire ce qu'il considère comme étant son devoir sans écouter la voix du peuple. Finalement, il bâillonnera et étouffera cette voix.

D'abord le Parti de la révolution n'est en aucune façon conscient de toutes les implications de la nouvelle phase. Il a assumé sa tâche de gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple. Le voilà dépouillé d'un au moins des attributs de son honneur : il cesse d'être le gouvernement par le peuple. Le Parti espère encore que sa brouille avec l'état d'esprit du pays n'est que passagère; et qu'en s'efforçant honnêtement dans une direction ou une autre, il pourra enflammer à nouveau l'imagination du peuple et retrouver l'héroïsme d'un passé récent. Mais le divorce se fait de plus en plus profond. Ceux qui gouvernent acquièrent les habitudes d'arbitraire gouvernemental et en viennent eux-mêmes à être gouvernés par leurs habitudes. Ce qui avait commencé dans l'espoir d'une grande et généreuse aventure populaire dégénère en une froide et mesquine autocratie. Dans cette période transitoire, le Parti de la révolution est déchiré entre les initiateurs de la nouvelle orientation ou ceux qui s'y sont ralliés et les autres. Quelques-uns des chefs s'inquiètent du divorce entre la révolution et le peuple. D'autres justifient la conduite du Parti par le fait que le divorce est sans remède. D'autres encore, les gouvernants du moment, nient le fait même du divorce; car l'admettre serait agrandir encore plus le fossé entre gouvernants et gouvernés. Quelques-uns clament que la révolution a été trahie, car le gouvernement par le peuple est à leurs yeux l'essence même de la révolution sans quoi il ne peut y avoir de gouvernement pour le peuple. Les dirigeants se trouvent justifiés à leurs propres yeux par leur conviction que tout ce qu'ils font servira, en fin de compte, les intérêts de la grande masse de la nation; il est vrai que dans l'ensemble ils usent de leur pouvoir pour consolider la plupart des conquêtes économiques et sociales de la révolution. Au milieu des accusations contradictoires, la tête des chefs révolutionnaires commence à tourner et la puissance de l'Etat post-révolutionnaire commence à emporter décisivement sur la société qu'il gouverne.

Ce schéma général du développement révolutionnaire doit sembler simplifié et confus. La vérité historique réside moins en de grandes généralisations qu'en un enchaînement complexe d'événements qui diffèrent dans chaque révolution. Quelques traits qui n'apparaissent que faiblement dans l'image d'une révolution sont bien clairs et distincts dans telle autre. Là où, par exemple, le jacobinisme s'était consumé et détruit en quelques mois, le bolchevisme fut lentement travaillé pendant des décades entières; et le résultat de cette évolution était aussi à maints égards totalement différent. Mais ce qui importe, de notre point de vue, c'est la tendance générale des événements; et celle-ci a été commune à toutes les grandes révolutions. C'est dans cette large perspective que la métamorphose du

bolchevisme triomphant et du destin propre à Staline peut le mieux être comprise.

Peu d'hommes passent de l'obscurité, de la pauvreté et de la persécution au pouvoir et à la gloire d'une façon aussi soudaine et aussi brusque que les chefs du bolchevisme lorsqu'ils devinrent gouvernants de la Russie. Quelques instants après avoir ôté son maquillage, sa perruque et son travesti et rencontré ses amis au Smolny la nuit de l'insurrection, Lénine confessait ironiquement la sensation de vertige que lui donnait cette transition. Un sentiment semblable doit s'être emparé de Staline quand le 26 octobre 1917, il entendit Kamenev lire au Congrès des Soviets les noms des hommes qui formaient le premier gouvernement soviétique, le premier Conseil des Commissaires du Peuple. Cette liste comprenait le nom de Joseph-Vissarionovitch Djougachvili-Staline : « Président du commissariat aux Nationalités. »

Le gouvernement dont il devenait membre fut boycotté par tous les partis non bolcheviques. Sur ses quinze membres, onze étaient des intellectuels et quatre seulement des ouvriers. Lénine était président et Trotsky commissaire aux Affaires étrangères. Rykov était chargé du ministère de l'Intérieur, Milioutine de l'Agriculture et Chlyapnikov du Travail. L'Armée et la Marine étaient confiées à trois hommes : Antonov-Ovseenko, révolutionnaire et ancien officier, Krylenko, ancien enseigne de vaisseau et avocat; et F. Dybenko, un géant à demi illettré, marin brutal mais d'un bon naturel, qui s'était distingué comme chef révolutionnaire de la flotte de la Baltique. Le « chercheur de Dieu » et savant A. Lounatcharsky était responsable à l'Education. Le nouveau gouvernement rompait avec les habitudes traditionnelles et les marques extérieures de l'autorité. Son goût pour les innovations démonstratives se montrait même dans les dénominations, dans le remplacement du titre de ministre par celui de commissaire. Chaque commissariat devait être dirigé par un comité ou Collège dont le commissaire était le président. L'organisation du gouvernement reflétait son radicalisme démocratique. On ne peut dire que l'orientation de cette première équipe de commissaires répondait à cette « résolution impitoyable » ou à ce « zèle fanatique » que devait plus tard évoquer le terme même de bolchevisme. Au contraire « la bonté d'âme » de la plupart des commissaires mit bientôt le gouvernement à plus d'une reprise dans une situation tragique. Il suffit de rapporter ici deux ou trois épisodes caractéristiques.

Pendant le soulèvement bolchevique de Moscou le bruit courut que le Kremlin avait subi des destructions au cours du combat. Le commissaire à l'Education Lounatcharsky démissionna de son poste pour protester contre le « vandalisme » des gardes rouges. « Camarades, s'écriait-il dans une proclamation, ce qui s'est produit à Moscou est un horrible, un irréparable malheur... Le peuple dans sa lutte pour le pouvoir a mutilé notre glorieux capital... Il est particulièrement terrible en ces jours de luttes violentes, de guerre destructive, d'être commissaire à l'Education... Même le plus ignorant s'éveillera et comprendra quelle source de joie, de force et de sagesse est l'art¹... » Le bruit qui avait couru s'avéra fort exagéré et, avec quelque difficulté, Lénine réussit à persuader le commissaire sensible de reprendre son poste.

1. Cité par John Reed, *Dix jours qui ébranlèrent le monde*, p. 304.

Dès les premiers jours de son existence le gouvernement fut boycotté par les fonctionnaires civils qui refusèrent d'obéir aux ordres de leurs nouveaux maîtres. « Alexandra Kollontaï, raconte un témoin oculaire, ...nommée commissaire à la Santé publique, fut accueillie par une grève de tous les fonctionnaires du ministère à l'exception de quarante d'entre eux. Immédiatement les pauvres des grandes villes... furent plongés dans un affreux dénuement, des délégations d'infirmités affamées, d'orphelins aux visages bleuis par les dures privations assiégèrent le ministère. Les larmes coulant sur son visage, Kollontaï arrêta les grévistes et leur fit rendre les clés des bureaux et des coffres¹. » La révolution avait brisé le sabotage de ses ennemis avec des larmes coulant sur son visage.

Un des premiers décrets du Conseil des Commissaires abolit la peine de mort en dépit des protestations de Lénine. Le général des Cosaques Krasnov qui marchait sur Pétersbourg pour renverser les Bolcheviks et disperser les soviets fut fait prisonnier par les gardes rouges et relâché sur sa promesse solennelle de ne pas reprendre le combat. Plus tard, Krasnov prit la tête d'une armée blanche dans le Sud de la Russie. Il fallut du temps avant que la révolution, à force de cruelles expériences de guerre civile, effaçât ses larmes, cessât de croire aux promesses de ses ennemis et apprit à agir avec cette résolution fanatique et acquit quelques traits nouveaux repousants auxquels elle dut pourtant sa survivance. Nous trouverons bientôt « l'homme d'acier » parmi ceux qui détachèrent la révolution de son idéalisme sensible, voire sentimental.

Dans son propre ministère Staline ne rencontra pas de sabotage de la part des fonctionnaires civils; car il n'avait existé jusqu'alors aucun service traitant spécialement des problèmes des diverses nationalités non russes. Il avait à organiser son commissariat à partir de zéro. D'abord tout l'appareil de son ministère consistait en une simple table — dans une chambre du palais Smolny — sur laquelle avait été épinglé un morceau de carton portant le nom du commissaire fortement souligné. Plus tard, il assura un siège plus impressionnant à son commissariat par une intervention à poigne dans la lutte assez comique qui se déroulait entre les commissaires pour l'installation de leurs services. Ensuite, il rassembla autour de lui un état-major d'assistants, Géorgiens, Polonais, Ukrainiens et Juifs, gens compétents pour traiter les problèmes de son commissariat².

Il avait à peine commencé sa tâche quand le premier Conseil des Commissaires du Peuple cessa d'exister. L'aile droite du Parti, les anciens opposants à l'insurrection, représentés fortement au gouvernement, travaillaient dans les coulisses pour une réconciliation avec les Mencheviks et les socialistes-révolutionnaires. Ils poussaient leur parti à partager le pouvoir avec les socialistes modérés. Ce point de vue était appuyé par Rykov, commissaire à l'Intérieur, Milioutine, commissaire à l'Agriculture, Noguine, commissaire à l'Industrie et au Commerce, Lounatcharsky, Kamenev (qui venait d'être élu président de la République) et Zinoviev. Ces commissaires donnèrent leur démission et contraignirent ainsi Lénine à ouvrir les négociations avec les autres partis³. Les tentatives de réconciliation échouèrent cependant,

1. John Reed, *op. cit.*, pp. 220-221.

2. L. Trotsky, *Staline*, p. 256.

3. John Reed, *op. cit.*, pp. 223-224.

parce que les Mencheviks insistaient pour que Lénine et Trotsky, les deux inspirateurs de l'insurrection, ne fassent pas partie de la coalition gouvernementale. Il y eut quelques hésitations au sujet de cette condition dans le Comité Central bolchevique; mais la majorité y vit une tentative de « décapiter le Parti Bolchevique » et la rejeta. Staline vota contre l'exclusion de Lénine et Trotsky et pour la fin des négociations avec les Mencheviks. Une nouvelle série de démissions du gouvernement et du Comité Central suivit, qui ne fut stoppée que lorsque les récalcitrants furent menacés d'exclusion du Parti. Lénine, Trotsky et Staline furent les premiers à signer la déclaration concernant cette menace d'exclusion. La crise mena néanmoins à la formation d'un nouveau gouvernement dont faisait partie l'aile gauche des socialistes-révolutionnaires. Ce groupe, le seul qui voulait coopérer avec Lénine et Trotsky, le fit d'abord dans le but de mener jusqu'à sa fin la révolution agraire.

Il est difficile de comprendre le rôle crucial que Staline fut amené à jouer dans le gouvernement soviétique depuis sa formation, à moins d'admettre qu'il a été provoqué par l'effet qu'avait sur Lénine la « mollesse » de la plupart des leaders bolcheviques. Leurs oscillations l'emplissaient d'appréhension et d'inquiétude. Il voyait son gouvernement aux prises avec des obstacles presque insurmontables : chaos intérieur, paralysie de l'économie, contre-révolution inévitable et tout l'héritage de la guerre. Il cherchait autour de lui sur lequel de ses collègues, dans le gouvernement et le Comité Central, il pourrait compter pour former un petit noyau capable d'agir avec la détermination et la rapidité nécessaires dans les difficultés à venir. Il pensait établir un cabinet restreint de préférence à un triumvirat dictatorial. Peu après la révolution, le Comité Central bolchevique avait nommé un Exécutif de quatre membres : Lénine, Staline, Trotsky, Sverdlov. Après la formation de la coalition entre les Bolcheviks et les socialistes-révolutionnaires de gauche, le gouvernement délégua le travail important et urgent au cabinet restreint qui consistait en cinq commissaires : trois Bolcheviks et deux socialistes-révolutionnaires. Les trois membres bolcheviques étaient Lénine, Trotsky, Staline¹. Nous avons vu comment Staline devint membre du Comité Central en 1912. Lénine était alors en désaccord avec ses compagnons les plus éminents (quelques-uns d'entre eux rentrèrent dans le Parti en 1917). La sélection d'une nouvelle direction bolchevique avait été dictée par leur élimination ou leur retrait; et les dirigeants intellectuels avaient été remplacés par des militants expérimentés du mouvement clandestin, principalement les hommes du Comité de Bakou. Quelque chose de similaire se passait maintenant. La promotion de Staline était également due à la dissidence de nombre de membres du Comité Central. A vrai dire, les dissidents ne quittèrent pas le Parti, ne furent pas exclus et même regagnèrent plus tard leur influence dans les conseils intérieurs du bolchevisme. Mais ils restaient sur la réserve en attendant leur heure. Cela ne veut pas dire que Staline était complètement immunisé contre les doutes et les hésitations des dirigeants plus modérés. Il avait eu son moment d'hésitation à la veille de l'insurrection d'octobre. Mais il était essentiellement un satellite de Lénine. Il se mouvait invariablement dans l'orbite de Lénine. De temps à autre, son propre

1. L. Trotsky, *Staline*, p. 291.

jugement et son instinct politique l'avaient engagé à s'en éloigner et, en quelques occasions importantes, son jugement avait été plus sûr que celui de Lénine. Mais, au moins dans les premières années qui suivirent la révolution, l'influence du maître sur lui était suffisamment forte pour le garder fermement à l'intérieur de l'orbite. Lénine était indubitablement conscient de cela; et il ne répugna pas à en profiter pleinement. En matière d'idéologie et de principes, il considérait les points de vue de la plupart des autres membres du Comité Central plus sérieusement que ceux de Staline; mais dans les affaires courantes du gouvernement, dans ce vaste travail administratif, il appréciait l'assistance de Staline peut-être plus que celle de n'importe qui d'autre. Bien qu'il ne s'accordait aucune ressemblance avec Don Quichotte, il était heureux d'avoir un Sancho Pança. C'est aux côtés de Lénine que Staline passa la nuit du 27 au 28 octobre, à Pétersbourg, au quartier général militaire, veillant aux mesures prises pour repousser la marche du général Krasnov sur la capitale. Il était à ses côtés encore, quelques jours plus tard, quand Lénine demanda au commandant en chef, le général Doukhonine, d'offrir un armistice au commandement allemand et d'ordonner le « Cessez le feu! » et qu'après le refus du général Doukhonine, Lénine le destitua et nomma Krylenko commandant en chef. Ce fut le commencement de l'activité militaire de Staline qui allait grandir en étendue et en importance avec les progrès de la guerre civile.

Il fit sa première apparition publique de commissaire aux Nationalités au Congrès du Parti Social-Démocrate Finlandais à Helsinki, trois semaines après le coup d'Etat bolchevique. Ce fut pour les Finlandais une occasion extraordinaire et mémorable : le représentant du nouveau gouvernement russe proclama l'indépendance de leur pays vis-à-vis de la Russie. L'absorption graduelle de la Finlande par l'empire tsariste avait commencé sous le Tsar Alexandre I^{er} après les guerres de Napoléon. Le gouvernement démocratique de Kérensky, qui se considérait comme l'héritier légitime de l'empire, maintint sa souveraineté sur la Finlande au moment même où sa souveraineté sur la Russie devenait une vaine prétention. Maintenant, enfin, une vieille erreur était réparée. La scène du Congrès d'Helsinki avait cela d'extraordinaire : l'homme qui, au nom du gouvernement russe, prononçait l'acte solennel de justice historique était lui-même non un Russe, mais membre d'une autre petite nation qui avait souffert de l'oppression tsariste. Le contenu énergique de son discours contrastait avec sa diction monotone et sans effet. L'orateur murmurait presque ce jugement prononcé avec un fort accent étranger. Mais cela ajoutait seulement une autre touche de sincérité en dépouillant l'événement de toute pompe. « La pleine liberté de déterminer leur propre vie est donnée aux Finlandais aussi bien qu'aux autres peuples de Russie! Une alliance volontaire et honnête entre les peuples russes et finlandais! Pas de tutelle, pas de contrôle d'en haut sur le peuple finlandais! Tels sont les principes directeurs de la politique au Conseil des Commissaires du Peuple¹. » C'était le message de la nouvelle Russie, que le fils de la Géorgie méridionale apportait aux citoyens libres de la septentrionale Finlande. Le décret portait les signatures de Lénine et Staline.

1. J. Staline, *Sotchinienya*, vol. IV, pp. 1-5.

Cet acte magnanime s'accordait avec le programme que Staline avait esquissé dans son traité sur le *Marxisme et la question nationale* en 1913. Dans ce traité, il défendait le droit des peuples opprimés par l'empire tsariste à disposer d'eux-mêmes et il interprétait le principe dans le sens que tous les peuples opprimés devaient se libérer de la Russie en se séparant d'elle et se constituer en Etats indépendants. Il était vrai que le socialisme ne favorisait pas les séparatismes nationaux et la formation d'innombrables petits Etats inviables. Son objectif ultime était une société socialiste internationale. Le progrès social et économique réel demandait — du point de vue socialiste — l'abolition des barrières qui séparaient les nations. Mais la société socialiste internationale ne pouvait être fondée, disait Staline, que par l'accord volontaire des peuples qui la formeraient; et cet accord volontaire impliquait que chaque nation puisse d'abord rentrer en possession de sa complète liberté. Lénine défendait ce point de vue en un spirituel parallèle entre cette liberté et la liberté de divorce que défendaient les socialistes : « Nous ne pensons pas à pousser les femmes à divorcer d'avec leurs maris, disait Lénine, nous désirons pourtant qu'elles soient libres de le faire. » De la même manière, les Bolcheviks plaidaient pour le droit des peuples non russes à se séparer de la Russie, sans encourager les aspirations séparatistes.

Une semaine après la révolution, le 2 novembre, ces principes prenaient corps dans la « Déclaration des Droits des Peuples de Russie ». Cette Déclaration, dont Lénine et Staline étaient les auteurs, était un des documents tendant à montrer au monde les principes de la révolution. « Le Conseil des Commissaires du Peuple, disait-il, a décidé d'adopter... les principes suivants comme base de son activité :

- « 1. Egalité et souveraineté des peuples de Russie.
- « 2. Droit des peuples de Russie à disposer librement d'eux-mêmes, y compris de se séparer et de former des Etats indépendants.
- « 3. Abolition de tous les privilèges et exclusives nationaux et nationaux-religieux.
- « 4. Libre développement des minorités nationales et des groupes ethniques habitant le territoire de Russie¹. »

Les chefs bolcheviques espéraient que les nationalités non russes suivraient l'exemple de la Russie et accompliraient leurs propres révolutions; et qu'ayant obtenu le droit de divorce, elles rejoindraient toutes ensuite la Russie dans une union libre des nations socialistes. Mais le droit des Finlandais, des Ukrainiens, des Baltes et autres à se séparer de la Russie ne dépendait pas du régime qu'ils établiraient dans leur propre pays. Le 22 décembre 1917, Staline plaidait ainsi devant l'Exécutif Central des soviets auquel il soumettait le décret d'indépendance de la Finlande : « Si nous regardons attentivement ce tableau... nous voyons que le Conseil des Commissaires du Peuple a — sans considérer ses intentions — donné la liberté, non au peuple, non aux représentants de la classe ouvrière de Finlande, mais à la bourgeoisie finlandaise qui... a pris le pouvoir et reçu l'indépendance des mains des socialistes de Russie. » C'est « le manque de hardiesse, l'incompréhensible couardise » des sociaux-démocrates finlandais qui devaient être blâmés pour cela; mais « rien au monde ne ferait

1. Lénine et Staline, *Sbornik Proizvedenii k Izuchenii Istorii V. K. P. (b)*, vol. II, pp. 17-19.

que le Conseil des Commissaires du Peuple trahisse ses propres engagements », à reconnaître l'indépendance de la Finlande. Quoique le Conseil fût blâmé pour sa politique, il traiterait les revendications de la bourgeoisie finlandaise avec une « parfaite impartialité¹ ».

Cette politique fut, en effet, critiquée de différents côtés. Les partis bolcheviques s'élevaient à grands cris contre la « mise à l'encan » de la Russie. Des Bolcheviks comme Boukharine et Dzerjinsky voyaient dans la politique de Staline une concession inutile au nationalisme bourgeois des petites nations, une concession faite aux dépens de la Révolution russe. Mais Staline, soutenu par Lénine, s'en tint aux principes.

Bientôt, cependant, il devint clair que les principes avaient tendance à se heurter avec la réalité. Dans tous les pays frontières de la Russie, de nouveaux gouvernements naissaient. Tous étaient anti-Bolcheviks; et tous insistaient pour se séparer complètement de la Russie. Lénine et Staline étaient pris au mot. L'Ukraine présentait le plus grave problème. Son gouvernement provisoire établi récemment, la *Rada*, entra en conflit avec les soviets. L'ataman Petlioura, « commandant en chef des forces armées ukrainiennes », donna l'ordre à toutes les unités ukrainiennes de quitter le front et de rentrer en Ukraine. Du point de vue bolchevique, c'était pousser à l'absurde le droit à disposer de soi-même. « Dans une déclaration officielle, Staline exposait les raisons cachées de ce conflit naissant². Les Bolcheviks admettaient le droit pour chaque nation d'avoir sa propre armée; mais ils n'étaient pas encore en mesure de regrouper les forces armées de façon à faire droit à la revendication ukrainienne. Ils étaient pressés de terminer la guerre et de conclure la paix avec l'Allemagne : et ils avaient déjà obtenu un court armistice et entamé les négociations de paix, à Brest-Litovsk. Mais il ne leur était pas possible de briser l'armée, de disloquer le front et de désorganiser le système des transports avant que la paix soit conclue. Dans la vieille armée tsariste, il n'y avait pas eu de répartition des soldats par nationalités; et inaugurer une telle discrimination maintenant signifierait désarmer la Révolution russe en face d'une armée allemande qui obéissait toujours aux ordres du Kaiser. Là se trouvait le conflit entre les aspirations nationalistes ukrainiennes et les intérêts de la Révolution russe. Ce conflit réapparut sous diverses formes. Dans le Sud de la Russie, le général cosaque Kaledine rassembla une armée contre-révolutionnaire et commença la guerre civile. Le gouvernement soviétique avait hâte d'envoyer des troupes dans le Sud, où le district rouge des mines de charbon du Donetz était exposé à une offensive de Kaledine. L'Ukraine était enfoncée comme un coin entre le Nord et le Sud de la Russie. La *Rada* ukrainienne refusait de permettre aux troupes rouges de traverser son territoire. Les soviets devaient-ils maintenant se plier à la décision de la *Rada* par déférence pour le droit de l'Ukraine à disposer d'elle-même, même si cela devait livrer la Russie du Sud aux armées blanches? Le dilemme ne s'arrêtait pas là. La Révolution soviétique s'était, en fait, propagée en Ukraine aussi; et une âpre lutte se développait entre les soviets ukrainiens et la *Rada*. La *Rada* était en train de disperser les soviets par la force armée. La ville rouge de Pétersbourg devait demeurer immobile

1. J. Staline, *Sotchinienya*, vol. IV, pp. 22-24.
2. *Ibid.*, pp. 6-14.

et ne rien faire pendant que les villes rouges de Kiev et de Kharkov étaient submergées par la contre-révolution indigène? Le commissaire aux Nationalités n'hésita pas longtemps. Il décrivit le dilemme au III^e Congrès pan-russe des Soviets qui se tint en janvier 1918 et plaida une révision de la politique : le principe du « droit à disposer d'elles-mêmes » pour les petites nations devait être compris comme le droit à disposer d'elles-mêmes, non de la bourgeoisie, mais des masses travailleuses de la nation en question. Le principe de libre disposition devait être utilisé comme un moyen dans la lutte pour le socialisme et devait être subordonné aux principes du socialisme¹. » Au nom des Mencheviks, Martov critiqua le commissaire aux Nationalités. Pourquoi, demandait-il, les Bolcheviks garantissent-ils l'indépendance à la bourgeoisie finlandaise et non à l'ukrainienne?

Pourquoi Staline est-il pressé de soutenir les soviets ukrainiens, pendant que Trotsky, négociant déjà la paix à Brest-Litovsk, demande seulement que des plébiscites aient lieu en Pologne et dans les autres régions frontalières occupées par les Allemands? La réponse de Staline était qu'il n'y avait pas de différence entre le point de vue de Trotsky et le sien; mais il n'y avait pas de soviets en Pologne et les autres pays frontières, et les Bolcheviks n'avaient pas l'intention de les « inventer » ou d'en créer artificiellement. Tandis qu'en Ukraine, les soviets existaient déjà et les Bolcheviks ne pouvaient pas revenir des soviets au « parlementarisme bourgeois ». Le Congrès fut d'accord avec le commissaire aux Nationalités.

Une autre révision de principe était contenue dans un projet de motion que Staline soumit au même Congrès, sur la constitution de l'Etat soviétique. Cette motion prévoyait une organisation fédérale des soviets². Dans son ouvrage sur la question nationale, Staline s'était, comme Lénine, opposé au fédéralisme. Les peuples opprimés, exposait-il, étaient libres de se séparer complètement de la Russie; mais s'ils choisissaient de faire partie de la Russie, ils devaient accepter la structure centralisée du nouvel Etat, car l'économie moderne exigeait un haut degré de centralisation du pouvoir et des barrières entre les différentes nationalités d'un même Etat étaient politiquement indésirables. Tel était le point de vue de Staline en 1913. Au début de 1918, il devint clair que les soviets ne pouvaient pas permettre la séparation de toutes les petites nations. Une constitution fédérale du nouvel Etat semblait établir le meilleur équilibre entre les nécessités de la Russie bolchevique et les aspirations des petites nations.

Cependant, le temps n'était pas encore venu d'établir réellement une constitution. Le gouvernement soviétique n'était pas encore maître chez lui. Il venait juste d'être obligé de procéder à un autre coup de force afin de conserver le pouvoir. Dans les premiers jours de janvier 1918, il dispersa l'Assemblée Constituante qui avait refusé d'endosser ses mesures révolutionnaires : établissement du contrôle ouvrier sur l'industrie, nationalisation des banques, expropriation des grands propriétaires fonciers et appel pour l'ouverture immédiate des négociations de paix, qui avait été adressé par Trotsky à tous les belligérants. L'Assemblée, élue sur la base d'une loi qui avait été élaborée sous Kérénsky, ne reflétait sans doute pas le changement

dans l'état d'esprit du pays qui s'était produit à la veille de la Révolution d'Octobre. Sa dispersion ne présentait pas de difficultés. L'Assemblée était incapable de rallier à sa défense une fraction quelconque de la population. En la dispersant, les Bolcheviks et les socialistes-révolutionnaires de gauche arrachèrent jusqu'aux racines cette première pousse russe de la démocratie parlementaire. Les soviets demeuraient la seule institution représentative et les seuls dépositaires du pouvoir.

Une crise beaucoup plus grave éclata à propos du problème de la guerre et de la paix. Les Bolcheviks avaient espéré que la révolution gagnerait l'Europe comme un incendie et mettrait fin aux hostilités. Cela ne se produisit pas. En dépit de toutes les « fraternisations » dans les tranchées entre troupes russes et allemandes, que les Bolcheviks encourageaient dans l'espoir qu'elles introduiraient parmi les Allemands le germe de la révolution, l'armée du Kaiser n'avait encore perdu que peu ou même rien de sa capacité de combat. La Grande-Bretagne, la France et l'Italie, encouragées par l'entrée en guerre des Etats-Unis, n'étaient pas disposées à parler de paix. La Russie était incapable de continuer la lutte. La liste de ses pertes était prodigieuse; l'équipement et l'armement de ses forces étaient pires que misérables. Le nouveau gouvernement s'était fait fort de terminer la guerre, il allait être jugé sur sa capacité ou non à le faire. La révolution agraire portait le coup final aux armées en campagne. Les moujiks désertaient les tranchées et renaient chez eux en hâte pour bénéficier du partage des grands domaines. « Ils votaient pour la paix... avec leurs pieds », comme Lénine le remarquait. Les soviets ne pouvaient rien faire d'autre que poursuivre une paix séparée. La paix ne pouvait être obtenue qu'aux conditions dictées par les Allemands. Celles-ci comprenaient l'annexion à l'Allemagne, sous une forme ou une autre, de la Pologne, des Etats baltes et d'une partie de l'Ukraine, en tout cas la région qui avait été occupée par les forces allemandes. Les Bolcheviks avaient demandé la conclusion d'une paix « sans annexion, ni indemnité ». Cela avait été un des mots d'ordre principaux de leurs agitateurs; ils avaient même été plus loin et souvent dit qu'ils ne voudraient faire la paix qu'avec un gouvernement allemand révolutionnaire et non avec les laquais du Kaiser. Une fois encore idéal et réalité étaient irrécouvrablement en conflit.

Lénine fit de son mieux pour convaincre ses compagnons du caractère absolument désespéré de la situation et pour les persuader d'accepter la paix. Ils devaient se soumettre, expliquait-il, aux exigences de l'impérialisme allemand, afin de sauver la jeune République encore chancelante. La révolution en Allemagne et dans le reste de l'Europe était ajournée; elle serait étouffée dans l'œuf si pendant ce délai la Révolution russe était écrasée par la force des armes allemandes. La survivance des soviets, même si elle devait être obtenue au prix d'une humiliation ou d'un reniement apparent des principes, encouragerait en fait le prolétariat européen à se révolter. Le terrain qu'on céderait maintenant ne serait pas perdu pour longtemps, car le répit chèrement acquis serait utilisé pour préparer la revanche.

D'abord, les exhortations de Lénine se heurtèrent à un mur. L'écrasante majorité de ses compagnons et partisans tenait pour une « guerre révolutionnaire contre l'impérialisme allemand ». Boukharine était la tête du Parti de la guerre, des communistes de gauche comme ils furent appelés : il arguait

1. J. Staline, *Sotchinénia*, vol. IV, pp. 31-32.

2. *Ibid.*, pp. 32-33.

qu'une paix rendrait les mains libres au gouvernement du Kaiser pour combattre la révolution naissante chez lui. La Révolution russe se discréditerait si, pour sauver sa propre peau, elle trahissait le socialisme allemand et international et approuvait l'annexion de pays étrangers par l'empire des Hohenzollern. Même si les soviets étaient écrasés dans un combat inégal, la défaite et l'écrasement seraient encore préférables à une existence dans la honte et la trahison. Leur exemple inspirait à d'autres l'idée de reprendre ou de continuer le combat comme l'avait fait l'exemple héroïque de la Commune de Paris un demi-siècle auparavant. Lénine, disaient-ils, poussait les Bolcheviks à sacrifier leurs seules raisons de vivre afin de rester vivants.

Trotsky conduisait les négociations de paix à Brest-Litovsk en restant à l'écart des deux fractions. Il était d'accord avec Lénine que les soviets étaient incapables de soutenir une guerre révolutionnaire; mais il était aussi d'accord avec Boukharine qu'ils se discréditeraient s'ils acceptaient les conditions de paix. A Brest-Litovsk, il faisait traîner les négociations dans l'espoir que dans l'intervalle la Révolution allemande pourrait commencer à se mettre en mouvement. Il jouait devant les généraux et diplomates allemands et autrichiens étonnés et irrités, de ses plus brillants talents d'orateur révolutionnaire, afin de dévoiler la perfidie du Diktat allemand et d'émouvoir la conscience des classes laborieuses allemandes. Mais le fruit de cette propagande révolutionnaire mûrissait lentement; et pendant ce temps la question de vie ou de mort devait être résolue. Trotsky réussit à persuader le Comité Central d'annuler son vote en faveur de la guerre révolutionnaire et d'adopter sa propre formule : « Ni paix ni guerre ! » Les événements allaient bientôt montrer la nature fragile de cette formule. Les soviets eurent à opter entre la guerre et la paix. « Refuser de choisir » était une phrase de propagandiste et de journaliste, mais non une position d'homme d'Etat et de politicien.

Où se tenait Staline dans cette controverse dramatique? Il était insensible aux exhortations de la gauche communiste et à ses discours sur la moralité révolutionnaire. L'idée que la révolution devait se sacrifier pour la cause de la révolution européenne lui était complètement étrangère, même si Lénine, malgré tout son réalisme, hésitait à écarter à la légère ce raisonnement. Pour l'homme qui avait passé la majeure partie de sa vie active à Bakou et Tiflis, la révolution européenne était un concept trop brumeux, trop lointain pour influencer ses pensées quand il s'agissait peut-être de décider de la vie ou de la mort de la République soviétique, cette même République dont il avait contribué à faire une réalité faible mais tangible. Il n'était pas non plus impressionné par l'attitude de Trotsky. Il ne pouvait que hausser les épaules ou se moquer de cette idée que des appels au prolétariat allemand lancés par Trotsky à Brest-Litovsk, affecteraient de quelque façon que ce soit le rapport des forces sur le front. Il vota avec Lénine et son infime fraction pour la paix. Lénine tournait en dérision les communistes de gauche comme des gens qui disaient : « Nous misons sur le mouvement socialiste international; nous sommes par conséquent libres de commettre des sottises. » Il comparait Boukharine et ses partisans au gentilhomme polonais « qui meurt dans une attitude magnifique, le sabre dans le ventre, disant : « La paix est une honte, la guerre c'est l'honneur. » Ils se placent au point de vue de ce gentilhomme. Je me place à celui du paysan »,

disait Lénine¹. Qui pouvait mieux comprendre un tel langage que le fils de paysans géorgiens?

Staline ne brilla pas dans les débats qui firent rage pendant les deux mois suivants au Comité Central, au gouvernement, au IV^e Congrès des Soviets et au VII^e Congrès du Parti. (Il se tenait de préférence à l'écart des grands débats, véritables tournois d'idées auxquels le Parti s'adonnait périodiquement durant la vie de Lénine.) Mais il en dit assez à une séance du Comité Central pour montrer quel chemin suivait son esprit : « En acceptant le mot d'ordre de la guerre révolutionnaire nous faisons le jeu de l'impérialisme. L'attitude de Trotsky n'est pas une attitude du tout. Il n'y a aucun mouvement révolutionnaire en Occident, il n'y a pas de faits (indiquant l'existence) d'un mouvement révolutionnaire, il y a seulement une potentialité et nous ne pouvons pas baser notre travail sur une simple potentialité. Si les Allemands commencent à avancer, cela renforcera la contre-révolution dans leur pays... En octobre, nous parlions d'une guerre sainte contre l'impérialisme parce que nous disions que le seul mot de « paix » ferait surgir la révolution en Occident... Cela n'a pas été vérifié²... » Bien qu'il votait avec Lénine, il y avait une différence subtile dans l'accent de leurs discours. Lénine, comme d'habitude, ne perdait pas de vue les faits et les potentialités de la situation; il parlait d'un retard dans le développement du mouvement révolutionnaire en Occident. Staline s'emparait des faits et écartait les potentialités : « Il n'y a pas de mouvement révolutionnaire dans l'Ouest. » En vérité, ajoutait-il, si le « ni paix ni guerre » de Trotsky était accepté, « cela créerait les conditions les plus mauvaises possibles pour un mouvement révolutionnaire en Occident ». Il laissait entendre que lui aussi se préoccupait de cet aspect du problème. Mais dans le contexte de son raisonnement, ce n'était guère plus qu'un tribut donné en passant au style bolchevique obligatoire. Le poids réel de son argumentation portait sur l'absence actuelle d'un mouvement révolutionnaire en Occident et sur cette remarque acide concernant les illusions détruites d'octobre.

Après bien des hauts et des bas dans cette controverse orageuse qui menaça à l'époque de réduire le Parti en pièces, après l'échec de l'armistice et une nouvelle avance rapide de l'armée allemande presque jusqu'aux portes de Pétersbourg, après la signature d'une paix séparée avec l'Allemagne par la *Rada* ukrainienne, après une impitoyable démonstration de l'impuissance militaire des soviets, après plusieurs pressants appels et cris d'alarme de Lénine, après tout cela la majorité du Comité Central et, en fin de compte, la base, furent contraintes de soutenir le Parti de la paix. Le 3 mars, Sokolnikov qui avait remplacé Trotsky à la tête de la délégation soviétique à Brest-Litovsk signa les conditions de paix. Lénine ne fit pas d'effort pour embellir cet acte. Personne n'alla plus loin que lui dans la dénonciation de son caractère « honteux ». Il comparait le traité de Brest-Litovsk à l'humiliante et injuste paix de Tilsit que Napoléon imposa à la Prusse en 1807, mais que les hommes d'Etat prussiens progressifs avaient utilisée pour procéder à de vastes réformes à l'intérieur et préparer le triomphe de la Prusse³. Il prophétisait une guerre révolutionnaire dans un proche avenir.

1. *The Essentials of Lenin*, vol. II, pp. 304-305.

2. J. Staline, *Sochineniya*, vol. IV, p. 27.

3. *The Essentials of Lenin*, vol. II, pp. 290-295.

A la fin de l'année, les monarchies allemande et autrichienne avec tous leurs moyens militaires avaient roulé dans la poussière et c'est une armée allemande en révolution qui évacuait l'Ukraine. Ainsi la paix de Brest-Litovsk fut automatiquement annulée.

La controverse sur Brest-Litovsk eut des prolongements complexes. Ses conséquences politiques furent multiples. Les communistes de gauche furent inconciliables. Bien qu'ils fussent battus sur les questions immédiates, ils représentaient un état d'esprit significatif dans le Parti, un malaise idéologique, une inquiétude au sujet des compromis et de l'opportunisme auxquels la révolution victorieuse avait été et serait amenée de plus en plus. Ils représentaient une fidélité simple aux principes premiers, donquichottesque ou utopique; la pureté instinctive de la foi révolutionnaire supprimée ou battue à une étape, cet état d'esprit réapparaissait à la suivante et, changeant constamment de forme, d'expression et même de porte-parole, il allait longtemps entretenir le trouble dans l'esprit bolchevique.

Une conséquence plus particulière de Brest-Litovsk fut la rupture de la coalition entre les Bolcheviks et les révolutionnaires socialistes de gauche. Les derniers se retirèrent du gouvernement en mars. Leurs motifs étaient en partie identiques à ceux des communistes de gauche, en partie dictés par le nationalisme ordinaire. A partir de maintenant le pouvoir allait être exercé par un parti unique. Le gouvernement par un parti unique n'avait pas jusqu'ici été un des articles du programme bolchevique. Mais le cours des événements était tel que les Bolcheviks ne pouvaient pas éviter de devenir les dirigeants uniques du pays après que leurs partenaires aient refusé de partager la responsabilité de la paix. Seuls en place, ils s'abstinrent encore de supprimer leurs adversaires, excepté ceux d'extrême-droite, initiateurs de la guerre civile. C'est seulement en 1918, alors que la guerre civile battait son plein, que les Mencheviks et les socialistes-révolutionnaires de droite furent temporairement mis hors la loi, pour la raison que quelques-uns de leurs membres étaient passés avec les gardes blancs. Les Mencheviks furent autorisés à redevenir légaux en novembre de la même année, quand ils s'engagèrent à agir en opposition loyale dans les cadres du régime soviétique.

Mais dès juillet, les socialistes-révolutionnaires de gauche provoquaient la première explosion réelle de la terreur bolchevique. Pour tenter de rompre la paix et de forcer les Bolcheviks à reprendre la guerre contre l'Allemagne, le socialiste-révolutionnaire de gauche Jacob Bloumkine, assassina le comte de Mirbach, ambassadeur allemand. Une série d'insurrections organisées par le même parti éclatèrent en différents endroits, y compris Moscou où le gouvernement avait transféré son siège après la conclusion de la paix. Le 30 août, Lénine fut blessé et deux autres chefs bolcheviques, Ouritsky et Volodarsky, furent assassinés par les socialistes-révolutionnaires. Trotsky échappa de peu à un attentat contre sa vie. Les Bolcheviks répliquèrent officiellement par des représailles de masse; leur propre défense fut au moins aussi sauvage que l'attaque dont ils étaient l'objet. L'esprit de ces journées peut être apprécié d'après une dépêche que Staline envoya à Sverdlov de Tsaritsyne, le futur Stalingrad, où il était allé comme commissaire politique : « Le conseil de guerre de la région militaire du Nord-Caucase, ayant appris le criminel attentat des mercenaires capitalistes contre la vie du plus grand révolutionnaire, du dirigeant et éducateur éprouvé

du prolétariat, le camarade Lénine, répond à cette ignoble attaque d'embuscade par l'organisation d'une terreur en masse ouverte et systématique contre la bourgeoisie et ses agents¹. » Le message était signé par Staline et Vorochilov, commandant de l'armée de Tsaritsyne. La Tcheka (Commission extraordinaire), ébauche du Guépéou, dirigée par le Polonais Dzerjinsky se lança dans une activité fiévreuse qui ne recula pas devant des exécutions d'otages. Le parti rendu responsable des attentats et des assassinats fut naturellement mis hors la loi. Telles furent les passions libérées par la paix de Brest-Litovsk et ses sombres conséquences. Où il était placé à Tsaritsyne, Staline tint parole. La terreur rouge dans la ville qui devait porter son nom devint bientôt proverbiale, exactement comme les atrocités du jeune jacobin Fouché à Lyon étaient proverbiales en France, environ cent trente ans auparavant. Terreur et contre-terreur s'accrurent inexorablement en une spirale sans fin toujours élargie.

Une autre conséquence moins importante de la controverse sur Brest-Litovsk concerne le standing personnel des différents chefs bolcheviques. Lénine en sortit avec un énorme crédit moral. Il avait montré cette logique non dogmatique et le courage de ses convictions qui lui avaient donné la force de défier l'état d'esprit qui prévalait dans le Parti, cet extraordinaire pouvoir de persuasion qui lui avait finalement permis de modifier l'opinion du Parti. Le Parti et le pays qui ne l'avaient que peu vu et entendu pendant le soulèvement d'octobre, pouvaient maintenant se rendre compte de son importance réelle et de l'exceptionnelle force de son esprit et de son caractère. Pendant la crise, le « déserteur et briseur de grève » d'octobre, Zinoviev, s'était rangé à ses côtés; et Lénine fut aussi prompt à oublier ses griefs anciens qu'il avait été âpre à les proclamer. De l'autre côté, Trotsky subit une éclipse temporaire. Il avait mis à nu une de ses faiblesses importantes, un certain manque de réalisme pur et simple, une propension aux solutions verbales et aux gestes théâtraux dans une situation qui ne tolérât ni l'un ni les autres. Cette éclipse n'était pas sérieuse. Son autorité morale venait encore en second, après celle de Lénine. Il donna sa démission du commissariat aux Affaires étrangères, où il fut remplacé par Tchitcherine et devint commissaire à la Guerre. A son nouveau poste, il atteignit bientôt un nouvel apogée de sa gloire comme bâtisseur de l'Armée Rouge. Mais parmi les dirigeants, son attitude pendant la crise de Brest-Litovsk n'était pas oubliée, cela devait servir contre lui, sept ans plus tard, dans l'âpre lutte pour la succession de Lénine.

La position de Staline était d'autant rehaussée, bien que depuis que la coalition gouvernementale s'était brisée, le triumvirat bolchevique du cabinet restreint eût cessé d'exister. N'étant pas apparu à la tribune pour prendre publiquement position en faveur de la paix, Staline n'avait pas gagné en popularité. Mais il s'était rendu encore plus indispensable à Lénine dans la lutte que celui-ci menait contre les « chevaliers de la phrase romantique » et les rêveurs ultra-révolutionnaires. « Utilisez le répit », « disciplinez-vous et organisez-vous ! » — telles étaient les consignes de Lénine à ses partisans. Dans cette nouvelle orientation, Lénine croyait pouvoir faire fond sur le commissaire aux Nationalités.

Mais le prix qu'il fallait verser pour ce répit n'avait pas encore été

complètement payé. La République vivait toujours dans la crainte que la guerre ne reprenne avec l'Allemagne. Le traité de paix devait être exécuté clause après clause, chacune plus humiliante que les précédentes. L'une d'elles prévoyait la séparation de l'Ukraine. Tel était l'état d'esprit lorsque, le 2 avril 1918, peu après la signature de la paix, Staline demanda au gouvernement soviétique d'ouvrir les négociations de paix avec la *Rada* ukrainienne, avec laquelle les soviets étaient en effet toujours en guerre. Le Conseil des Commissaires du Peuple hésita pendant près d'un mois. La raison de ces hésitations était que, juste avant de signer la paix, les Bolcheviks avaient préparé un coup de force en Ukraine et constitué un gouvernement à eux, rival de la *Rada*. Staline lui-même avait gardé le contact avec les soviets ukrainiens et leur avait même donné pour instruction d'envoyer des délégués à Brest-Litovsk. Maintenant, il proposait de désavouer les soviets ukrainiens et de reconnaître la *Rada*. Cela ne pouvait apparaître au Conseil des Commissaires que comme de l'opportunisme poussé trop loin et, pendant un mois, aucune décision ne fut prise. Dans l'intervalle, le commandement allemand ordonna l'occupation militaire de toute l'Ukraine. Le 27 avril, le Conseil des Commissaires tomba finalement d'accord pour ouvrir des négociations avec la *Rada* et nomma Staline chef de la délégation soviétique qui devait rencontrer les envoyés ukrainiens à Koursk. Les négociations avaient à peine commencé quand la nouvelle survint que le commandement allemand avait déposé la *Rada* socialiste modérée et lui avait substitué un gouvernement fantoche présidé par l'ataman monarchiste Skoropadsky. Les forces allemandes occupaient maintenant, en plus de l'Ukraine, les régions industrielles russes sur la mer Noire, Taganrog et Rostov-sur-le-Don, en même temps que la Crimée.

L'armistice sur le front, ordonné par Lénine et Staline, le 5 mai, vint trop tard pour redresser la situation. Staline revint de Koursk à Moscou pour consulter le gouvernement. La question se posait de savoir si les Bolcheviks devaient entrer en pourparlers avec le gouvernement fantoche de Skoropadsky, hautement impopulaire en Ukraine. Staline n'était pas tourmenté par les scrupules. Dans une interview aux *Izvestiya*, il déclara que « pour le moment le bouleversement actuel en Ukraine n'a pas défavorablement affecté les pourparlers de paix. Au contraire, on peut être certain que le bouleversement en Ukraine n'exclut en rien la possibilité de conclure la paix entre les soviets et le gouvernement ukrainien ¹ ». Les événements, poursuivait-il, ont seulement démontré la futilité des efforts de la *Rada* pour trouver une position à mi-chemin entre l'impérialisme allemand et le bolchevisme. Staline laissait entendre que le gouvernement fantoche ouvertement contre-révolutionnaire de Skoropadsky, pourrait être un partenaire sérieux dans des négociations de paix. Il avait appris rapidement ses leçons à l'école de l'opportunisme.

Toutes les régions frontalières de la Russie ayant été occupées par les forces allemandes, la tâche de Staline au commissariat aux Nationalités devenait insignifiante. Même dans son Caucase natal, il ne pouvait presque rien faire. Les Allemands occupèrent la Géorgie sans protestation du gouvernement menchevique géorgien. Les Turcs entrèrent à Batoum. Ces

événements du Caucase confirmèrent Staline dans sa conviction qu'entre le marteau du militarisme allemand et l'enclume du bolchevisme, il n'y avait pas place pour préserver l'indépendance nominale des petites nations. Alors que les Bolcheviks leur laissaient le droit à disposer d'elles-mêmes, elles devenaient l'une après l'autre la proie de l'impérialisme allemand. Pour un temps, Staline tourna son attention vers les tribus arriérées qui habitaient l'Est de la Russie, à la frontière entre l'Europe et l'Asie. Faire entrer ces races et tribus dans la structure soviétique était, à certains égards, beaucoup plus aisé et, à d'autres, beaucoup plus difficile que de soviétiser les peuples avancés des marches occidentales de la Russie. Les aspirations politiques des Tartares, des Bachkirs ou des Turcs, étaient très primitives. Aucune forte tendance séparatiste ne se manifestait parmi eux. C'était néanmoins une tâche formidable que d'ajuster leur mode de vie précapitaliste, souvent préféodal et même nomade, à la politique communiste du gouvernement central. Staline fit une première tentative en ce sens lorsqu'il parraina, en mai 1918, la République des Tartares et des Bachkirs qui devait faire partie intégrante de la Fédération Soviétique de Russie.

Cette tentative n'était pas sitôt faite qu'elle dut être abandonnée à cause de nouveaux dangers que couraient les soviets. Au printemps et en été 1918, les armées blanches remportèrent de si grands succès que le territoire sur lequel les soviets exerçaient leur pouvoir se réduisit momentanément au Grand-Duché de Varsovie. A l'Est, la légion tchécoslovaque, composée d'anciens prisonniers de guerre, fit cause commune avec les gardes blancs et occupa, en quelques semaines d'une avance foudroyante, tous les centres vitaux stratégiques et économiques en Sibérie, dans l'Oural et sur le cours moyen de la Volga. La nouvelle République des Tartares et des Bachkirs était déjà perdue pour les soviets. En août, les Blancs s'emparèrent de Kazan, faisant peser une menace directe sur Moscou. Dans le Sud, les Cosaques du général Krasnov tentèrent d'avancer vers le Nord et de faire leur jonction avec les forces blanches de Kazan. Dans leur avance, ils coupèrent la voie ferrée reliant Tsaritsyne à Moscou. La capitale soviétique était ainsi coupée du Caucase septentrional qui était, après la perte de l'Ukraine et de la Sibérie, son seul fournisseur de blé. La ration de pain des ouvriers de Moscou et de Pétersbourg tomba à environ trente grammes par jour. En même temps, les forces alliées, qui combattaient toujours sur le front occidental, commencèrent les opérations contre les Bolcheviks. Les troupes américaines débarquèrent en Sibérie. Les Anglais occupèrent Arkhangelsk au nord de Bakou et au sud. C'est pendant que la force militaire des soviets était à son point le plus bas que les socialistes-révolutionnaires se révoltèrent et que se produisit un attentat contre Lénine.

A ce moment de danger suprême, presque tous les membres du gouvernement avaient quitté Moscou pour courir aux secteurs les plus vitaux du front. Au Kremlin, Lénine, assisté de quelques techniciens, dirigeait toute la lutte, gardant un contact constant avec les hommes qui agissaient sur place. Deux hommes furent envoyés pour rétablir la situation où elle semblait le plus menacée. Pour essayer de sauver la capitale de la menace militaire, le commissaire à la Guerre, Trotsky, partit dans son train blindé qui devait devenir légendaire dans la guerre civile, pour Svyajsk, près de Kazan. Staline, escorté par une garde armée forte de près d'un bataillon, vint à Tsaritsyne, sur la Volga, pour essayer de sauver la capitale de la

1. J. Staline, *Sotchinienya*, vol. IV, p. 83.

famine qui la menaçait. Il devait organiser le transport du blé du Caucase-Nord à Moscou. Sa tâche, essentiellement civile, devait normalement durer peu de temps, après quoi il devait opérer au sud de Bakou. Mais son séjour à Tsaritsyne fut prolongé par des circonstances imprévues; et plus il durait, plus Staline était mêlé à la conduite de la guerre civile dans le Sud, entrant en conflit avec Trotsky, au point que finalement cette mission dans la ville de la Volga devint une étape importante de sa carrière.

Le jour qui suivit son arrivée, le 7 juin, il fit un rapport à Lénine de ses premières interventions. Il avait trouvé une débauche de spéculations « dans la région de la Volga et avait commencé par décréter le rationnement de la nourriture et le contrôle des prix à Tsaritsyne. Le fonctionnaire du soviet chargé du commerce avait été arrêté : « Dites à Schmidt (commis-saire au Travail) de ne plus envoyer de telles crapules. » C'était un langage d'administrateur énergique, avec un penchant pour le contrôle et la répression qui — étant donné les circonstances — était probablement justifié. Il n'avait pas de sympathie pour le chaos ultra-démocratique qui s'était répandu avec la révolution ». Les transports par rail ont été complètement désorganisés par les efforts conjugués d'une multitude de collèges et de comités révolutionnaires. Après qu'ils eurent déposé les anciennes directions de l'industrie et de l'administration, les Bolcheviks essayèrent d'abord le contrôle par les comités. Ils commençaient maintenant à éliminer ce système ultra-démocratique et impraticable pour rétablir la direction et la responsabilité individuelles. Les communistes de gauche s'opposaient passionnément à ce changement. Staline ne laissa aucun doute sur sa position. Il nomma des commissaires pour remédier au chaos des transports.

Au bout d'un mois qu'il était à Tsaritsyne, il demanda des pouvoirs militaires spéciaux sur le front sud. Du fait des opérations des Cosaques de Krasnov, l'approvisionnement de Moscou devenait au premier chef une question militaire. En réplique à une communication de Lénine sur les mutineries socialistes-révolutionnaires, il assura à Moscou « que tout sera fait pour prévenir de possibles surprises ici. Soyez assurés que notre main ne tremblera pas¹. La liaison par rail entre Tsaritsyne et la région agricole du Caucase-Nord n'a pas encore été rétablie. Je bouscule et je réprimande tous ceux qui en ont besoin. Soyez assurés que nous n'épargnerons personne, ni nous-mêmes, ni les autres, et que nous amènerons le pain... ». Dans ses messages, une sobriété pratique se mêlait à une étrange prédilection pour les expressions de détermination implacable.

Le même message où il demandait des pouvoirs militaires donnait la première indication sur son conflit avec Trotsky. Il comprenait la remarque suivante : « Si seulement nos « spécialistes de la guerre » (les savetiers!) ne s'étaient pas endormis sans rien faire, la ligne n'aurait pas été coupée; et si la ligne est rétablie, ce ne sera pas à cause des militaires mais malgré eux. » C'est sur ce point que la fameuse dispute de Tsaritsyne commença.

Quelques mois auparavant après la désintégration complète de l'ancienne armée, Trotsky avait commencé à édifier l'Armée Rouge, d'abord avec des volontaires, puis avec des conscrits ouvriers et paysans. Comme la nouvelle armée n'avait pas d'organes de commandement, Trotsky mit des officiers de l'ancienne armée tsariste à la tête des divisions et des régiments

1. *Ibid.*, p. 118.

nouvellement formés; mais comme la loyauté politique des anciens officiers était douteuse, il leur attacha des communistes comme commissaires politiques. Les « spécialistes militaires » devaient entraîner l'armée et la mener au combat, tandis que les commissaires devaient surveiller la conduite des officiers, les empêcher éventuellement de trahir et faire l'éducation politique de la troupe. Chaque ordre militaire devait être signé par le commandant et le commissaire et tous deux étaient responsables de la discipline militaire. Cette expérience neuve et audacieuse fut regardée au début avec une appréhension sceptique par les chefs du Parti. Elle souleva une très violente opposition de la part des communistes de gauche. Lénine, lui-même, n'abandonna ses doutes que lorsqu'il eut appris de Trotsky que près de quarante mille « spécialistes » étaient déjà employés par l'Armée Rouge et que toute la machine de guerre de la République s'effondrerait s'ils étaient congédiés. Impressionné par cette expérience pertinente, il mit tout le poids de son influence du côté de Trotsky dont il décrivait l'action comme une construction du socialisme avec des briques récupérées dans les ruines de l'ordre ancien, méthode de construction dont on ne pouvait se passer.

Quoique indispensable, cette expérience n'allait pas sans accroc. Les cas de trahison des anciens officiers étaient fréquents; d'autant plus fréquents que les chances militaires des soviets apparaissaient plus minces aux yeux de ceux-là. Au plus fort de la guerre civile, des commandants de régiments, de divisions et même d'armées passèrent aux gardes blancs, parfois suivis de leurs troupes. Chaque cas de trahison renforçait les adversaires de Trotsky et de Lénine. La tension et les soupçons régnaient à tous les échelons de commandement, des P. C. de compagnies au Grand Quartier Général, où un ancien colonel tsariste, Vatssetis, avait été promu par Trotsky commandant en chef. Les relations entre les commissaires et les officiers étaient envenimées par les suspicions des premiers, souvent exprimées de manière brutale et par l'orgueil blessé des officiers. Ce n'était là qu'une partie d'un conflit plus large. Trotsky s'efforçait de fondre une multitude de détachements de partisans et de gardes rouges en une armée uniforme, avec un système efficace de commandement, d'administration et d'intendance centralisés. Cette transformation était combattue par beaucoup de chefs de partisans rouges qui s'étaient déjà distingués dans la guerre civile et répugnaient au plus haut point, c'était assez naturel, à obéir à des officiers conservateurs. Les communistes de gauche les plus pointilleux se refusaient par principe à la centralisation de l'autorité militaire. Ils rappelèrent à Lénine et à Trotsky les promesses grandiloquentes qu'ils avaient faites avant la prise du pouvoir, d'abolition par les soviets une fois pour toutes de l'armée permanente, ainsi que de la police politique, pour les remplacer par des milices populaires. Comme beaucoup d'autres promesses bolcheviques faites avant octobre, celles-ci avaient dû être abandonnées.

Tsaritsyne était le centre d'une opposition virulente à la nouvelle politique militaire. Le commandant de la X^e Armée, qui y avait ses quartiers généraux, était Klim Vorochilov, un ouvrier qui, dix ans auparavant, était le collègue de Staline au Comité bolchevique de Bakou et dirigeait le syndicat des ouvriers du pétrole. Vorochilov avait lui-même été sous-officier pendant la guerre. Un autre commandant de ce secteur était Boudienny, ancien sergent-major, un soldat de métier dans la cavalerie et valeureux chef de partisans. Ordjonikidzé était commissaire politique à la

X^e Armée. A son arrivée, Staline se trouva donc au milieu de vieux amis qui partageaient les souvenirs de ses anciennes luttes. C'était presque comme si l'ancien Comité de Bakou avait été transféré au Quartier Général de la X^e Armée. Cela en soi devait le disposer favorablement à l'égard du « groupe de Tsaritsyne », même s'il considérait son action d'un œil critique.

Le groupe de Tsaritsyne refusait de se soumettre à l'autorité du commandant du front sud, Sytine, ancien officier tsariste. Ses plaintes continuelles sur l'insubordination de Vorochilov étaient télégraphiées du commandement du front sud au Quartier Général et du Quartier Général à Trotsky. Trotsky à son tour multiplia les exhortations, les injonctions, les ordres, les remontrances, au commandement de Tsaritsyne. Plusieurs exemples de trahisons commises par des spécialistes de ce secteur augmentèrent « l'opposition des sous-ords », comme Trotsky appelait le groupe de Tsaritsyne.

La sympathie de Staline pour l'opposition est de prime abord déconcertante, même compte tenu de ses anciens liens avec Vorochilov. Au gouvernement et au Comité Central, il soutenait l'autorité centrale et la discipline. Sa propre capacité à renforcer par des mesures sévères la discipline sur les éléments confus et semi-anarchistes était une des qualités principales pour laquelle on l'estimait. Qu'est-ce donc qui le disposa à s'associer au défi lancé à l'autorité par Tsaritsyne? La méfiance plébéienne du groupe de Tsaritsyne pour l'ancienne intelligentsia, pour la noblesse à laquelle les anciens officiers appartenaient probablement, trouva une résonance dans ce commissaire issu de la paysannerie géorgienne. De plus, dans cette querelle, toutes les bonnes raisons n'étaient pas d'un seul côté, ni tous les torts de l'autre. Boudienny, par exemple, demandait au commandement de former une cavalerie rouge et de l'utiliser par larges formations de masse ou même comme une armée distincte. Cette idée audacieuse de l'ancien sergent-major fut ignorée par les spécialistes militaires un peu de la même façon que d'autres spécialistes rejetèrent des suggestions pour l'usage des tanks en formations massives au commencement de la seconde guerre mondiale. L'idée de Boudienny fut d'abord rejetée par Trotsky aussi, qui craignait que la cavalerie ne fût formée principalement de Cosaques, les cavaliers-nés de la Russie, qui étaient hostiles aux soviets. C'est seulement quelque temps plus tard que Trotsky lança son mot d'ordre : « Les prolétaires à cheval », qui donnait corps à l'idée et la légende la plus romantique de la guerre civile commença : celle de la cavalerie rouge et de son commandant Boudienny. Pendant ce temps-là, à Tsaritsyne, l'ancien sergent-major donnait libre cours à sa rancœur et à ses ressentiments contre le Quartier Général et le commissaire à la Guerre et il trouva un auditeur complaisant et attentif en Staline.

La raison majeure pour laquelle Staline patronna le groupe de Tsaritsyne est cependant ailleurs, dans la rivalité naissante entre lui et Trotsky. Pendant plusieurs années le public ne sut rien, car cet antagonisme se développa et devint de plus en plus âpre derrière les portes closes du Bureau Politique. Même au Bureau Politique, sous l'œil vigilant de Lénine, les adversaires se comportèrent avec une relative discrétion, si bien que même les initiés mésestimaient l'amère férocité de leur rivalité. Déjà au gouvernement, avant la rupture de la coalition avec les socialistes-révolutionnaires, cette rivalité s'esquissait. Dans le cabinet restreint les Bolcheviks étaient représentés par Lénine, Trotsky et Staline. Staline était le plus jeune membre

du trio. Les deux membres plus âgés du trio jouissaient d'un grand prestige et d'une affection populaire. Dans le langage courant leurs noms étaient liés. Le gouvernement était habituellement désigné comme celui de Lénine et Trotsky. Le Parti également était désigné, d'abord en Russie, puis dans le monde entier comme celui de Lénine et Trotsky, aussi bien par ses amis que par ses ennemis. L'apparition des deux hommes dans les congrès et les meetings était invariablement saluée par des ovations tumultueuses. L'enthousiasme de la jeune République se concentrait spontanément sur les deux chefs qui n'avaient pas besoin de claques officielles pour les faire valoir. Le benjamin du trio restait inconnu. Le contraste entre sa puissance et son obscurité aurait été irritant, même pour une personne de moindre ambition et de moindre fierté. Cela était insupportable pour un homme qui, à travers son extraordinaire carrière, n'avait jamais vu depuis son âge le plus tendre ses efforts tempérés par les honneurs, pour un homme dont le sentiment cuisant d'infériorité avait encore été excité par son ascension elle-même, qui avait comporté en général un fort élément de hasard. La supériorité de Lénine ne le blessait pas. Il avait été accoutumé à la considérer comme un fait immuable, de même que leur différence d'âge. Mais l'ascendant de Trotsky ne pouvait qu'éveiller en lui un aigre ressentiment. Son rival avait presque le même âge. Ils étaient nés la même année. Quelques années seulement auparavant, Staline avait, avec la pleine approbation de Lénine, attaqué Trotsky de la manière la plus insultante comme le « champion aux faux muscles », le « poseur grandiloquent », le vil allié des liquidateurs mencheviques. C'était pour lui une situation d'une déplaisante ironie, que d'être si désespérément rejeté dans l'ombre par Trotsky, de voir celui-ci constamment salué comme le grand champion de la révolution et d'entendre sa grandiloquence acclamée par des foules bolcheviques enthousiastes. Le ressentiment de Staline doit s'être accru quand, après la rupture avec les socialistes-révolutionnaires, le gouvernement fut renversé et le trio dissous. L'influence de Staline dans le gouvernement diminua aussi rapidement qu'elle avait grandi; tandis que celle de Trotsky augmentait avec l'importance de plus en plus grande du commissariat à la Guerre qui, avec le développement de la guerre civile, devint le pilier du gouvernement. Les graines du ressentiment et de la jalousie commencèrent à germer à Tsaritsyne.

Ainsi, la querelle la plus grande et la plus violente de l'histoire russe était banale dans son origine. Il peut sembler absurde qu'un formidable enchaînement d'événements ait eu sa source dans une jalousie et une envie mesquines. C'est pourtant un fait indéniable. Il est certain que des raisons plus vastes et plus puissantes, idéologiques et politiques, entrèrent plus tard en ligne de compte dans le conflit entre Staline et Trotsky. Une rivalité personnelle en elle-même n'aurait pas pu atteindre les proportions de ce grand drame dont le déroulement devait progressivement bouleverser toute la vie de la République soviétique et de l'Internationale Communiste. Mais, au début, c'était une rivalité purement personnelle; et c'est pourquoi elle fut mesquine. Ce ne fut d'abord rien d'extraordinaire ou d'extravagant. Il n'y avait rien là de différent des animosités personnelles qu'on rencontre habituellement parmi les chefs d'un parti ou d'un gouvernement dans n'importe quel pays, et qui fournissent la matière à commérages dans les colonnes de la grande presse. L'étude la plus scrupuleuse de leur action publique

ne montre pas de sérieuses divergences de principes entre le commissaire à la Guerre et le commissaire aux Nationalités. (Même dans la controverse sur la politique militaire, Staline se trouva en fin de compte ouvertement aux côtés de Trotsky ou, plutôt, de Lénine qui soutenait lui-même Trotsky.) Chacun d'eux à sa manière et dans son domaine, travaillait dans une même perspective. L'un et l'autre s'efforçaient selon leurs dons et leur énergie à sauver la révolution de la défaite. Il était simplement humain que, tout en obéissant à leur vocation révolutionnaire, ils n'aient pas dépouillé leurs ambitions et leurs passions personnelles.

Staline n'était pas seul à avoir envers Trotsky une attitude inamicale. Les vieux militants du mouvement clandestin, les révolutionnaires professionnels et les organisateurs de Lénine avaient un esprit de corps particulier. Pour beaucoup d'entre eux, Trotsky était un nouveau venu. Sa situation exceptionnelle dans le Parti offensait vaguement leur sentiment collectif. Aucune équipe politique n'aime qu'une brillante recrue adhère au Parti, y gagne en tempête le cœur des adhérents et domine de haut les hommes de l'équipe. En vérité, quand en 1917, Trotsky avait rejoint les Bolcheviks, il fut reçu par eux à bras ouverts. Mais le Parti s'efforçait alors seulement d'atteindre le pouvoir et Trotsky avait adhéré aux jours de la crise de juillet, quand tous les ennemis du Parti lui donnaient la chasse et qu'on ne savait pas si la prochaine étape le rejeterait dans la clandestinité ou le porterait au pouvoir. L'adhésion d'un homme de l'envergure de Trotsky donnait un coup de fouet à la confiance en soi du Parti temporairement défaillante. Les dangers de la guerre civile cimentèrent à nouveau les rangs des Bolcheviks dont l'avenir, dans la mesure où il dépendait d'un individu, était suspendu au succès ou à l'échec du commissaire à la Guerre. La force des événements maintint encore une fois l'équipe dirigeante en place. Mais il y avait toujours assez d'hommes de comité autour qui gardaient vif le souvenir des querelles passées et qu'il n'était pas difficile de tourner contre Trotsky, spécialement quand de nouveaux griefs donnaient une force nouvelle aux souvenirs anciens.

Les transports de ravitaillement du Caucase-Nord arrivèrent à Moscou comme Staline l'avait promis. Ainsi, le Conseil des Commissaires du Peuple avait une raison d'être reconnaissant de son envoi à Tsaritsyne. Staline n'ayant pas reçu de réponse à sa première demande — quelque peu timide — de pouvoirs militaires spéciaux, la renouvela avec plus d'insistance, dans une dépêche à Lénine datée du 10 juillet 1918. Ce message qui ne fut publié pour la première fois qu'en 1947, contenait une violente attaque contre Trotsky et du même coup une remontrance à Lénine. Si Trotsky continuait à envoyer ses hommes dans le Caucase-Nord et sur le Don sans que les gens qui étaient sur place en aient connaissance, disait Staline, alors, « dans un mois tout ira de travers dans le Caucase-Nord et nous perdrons irrémédiablement ce pays... Passez un savon à Trotsky... Pour le bien de la cause, de pleins pouvoirs militaires me sont indispensables ici. J'ai écrit à ce sujet mais n'ai pas reçu de réponse. Alors, c'est bon. Dans ce cas, j'agirai seul et casserai sans aucune formalité ces commandants et commissaires qui gâchent le travail... L'absence d'un mandat de Trotsky ne m'arrêtera naturellement pas ¹ ».

1. J. Staline, *Sotchineniya*, vol. IV, pp. 120-121.

Techniquement, cette ingérence de Staline dans les questions militaires était illégale. Exiger qu'aucune nomination ne soit faite par les états-majors centraux sans que lui-même et Vorochilov fussent consultés, outrepassait également la mission qui lui avait été confiée. Néanmoins, les problèmes de ravitaillement et les opérations militaires étaient alors liés; et Staline sentait que, comme membre du gouvernement et l'un des plus hauts dirigeants du Parti, il avait qualité pour agir comme il faisait, quelle que fût sa situation formelle à l'égard de l'armée. Trotsky, pour sa part, insistait sur ce qu'aussi longtemps qu'il serait attaché à l'état-major de Tsaritsyne, Staline était subordonné au haut commandement militaire et n'avait pas à utiliser sa position au gouvernement ou au Comité Central pour saper l'autorité militaire ¹. Bien que l'insistance de Trotsky, à ce sujet, fût techniquement juste, elle manquait de réalisme psychologique. Staline avait un sens aigu de sa haute place dans la hiérarchie. Il refusa de s'incliner sous les yeux de ses amis d'autrefois. Lénine, quoi qu'il ait pu penser du ton des dépêches de Staline, prit garde de ne pas jeter de l'huile sur le feu. Il appréciait le travail des deux hommes, tout en les mesurant à des toises différentes, et était soucieux d'éviter les frictions entre eux. Sans montrer à Trotsky les dépêches les plus violentes de Staline, il essaya d'apaiser l'un et de fléchir l'autre. Avec l'accord de Trotsky, Staline fut gratifié des pleins pouvoirs qu'il avait demandés. De l'autre côté, il ne fut pas laissé dans le doute quant au soutien que Lénine donnait aux mesures destinées à renforcer l'autorité du commandement central.

Il serait fastidieux de suivre l'affaire de Tsaritsyne dans le détail. Le compromis proposé par Lénine n'avait pas mis fin aux frictions. Le fil direct entre Moscou et Tsaritsyne continuait à transmettre ordres, menaces, plaintes et messages d'exhortation. Sur l'un des ordres de Trotsky, Staline écrivit cette remarque : « N'en pas tenir compte ² ! » En septembre, Vorochilov rejeta les gardes blancs de l'autre côté du Don. Staline transmit ce succès au Conseil des Commissaires : « L'ennemi a été mis en déroute, la situation à Tsaritsyne est solide, l'offensive continue ³. » Peu après, pendant une visite de Staline à Moscou, Lénine et lui envoyèrent un message commun avec les « félicitations fraternelles aux chefs et aux troupes héroïques du front de Tsaritsyne ⁴ ». Le ton confiant de ces messages était mal fondé, cependant, car Tsaritsyne tomba bientôt aux mains des gardes blancs. Le voyage de Staline à Moscou avait pour cause les plaintes répétées de Trotsky : « J'insiste catégoriquement pour le rappel de Staline, câblait Trotsky à Lénine, les choses se gâtent à Tsaritsyne, malgré une surabondance de forces. Vorochilov est capable de commander un régiment, mais non une armée de cinquante mille hommes. Je le laisserai, cependant, au commandement de la X^e Armée, pourvu qu'il soit sous les ordres du commandant de l'armée du Sud, Sytine. Jusqu'ici, Tsaritsyne n'a même pas envoyé de rapports sur ses opérations... J'ai demandé que les rapports sur les reconnaissances et les opérations soient envoyés tous les deux jours. Si cela n'est pas fait dès demain, je déférerai Vorochilov... à une cour

1. L. Trotsky, *The Stalin School of Falsification*, pp. 206-208.

2. K. Vorochilov, *op. cit.*, p. 47. E. Yaroslavsky, *Landmarks*, p. 115.

3. J. Staline, *Sotchineniya*, vol. IV, p. 129.

4. *Ibid.*, p. 130.

martiale et publierai cela dans un ordre du jour de l'armée¹. » Trotsky répéta cette menace dans un entretien avec Vorochilov qui se soumit finalement.

La piètre opinion qu'avait Trotsky pour les compétences du futur commissaire à la Guerre et futur commandant en chef fut partagée par la plupart des généraux soviétiques; ensuite, elle reçut une confirmation lorsqu'en 1941, Vorochilov, de même que Boudienny, se montra absolument incapable de mener la guerre contre l'Allemagne. Cependant, appelé à s'expliquer devant le Conseil révolutionnaire de guerre sur son attitude, Staline s'était brutalement désolidarisé de l'opposition des sous-ords et réconcilié, au moins en apparence, avec Trotsky. Le 11 octobre 1918, juste avant que la ville tombe aux mains des Blancs, il retourna à Tsaritsyne. Quelques jours plus tard, les vainqueurs furent à nouveau repoussés et, cette fois, pour de bon.

Ce fut cette victoire de Tsaritsyne qui donna lieu à une interminable dispute pour savoir au crédit de qui elle devait être portée. D'après la version de Trotsky, version admise par la plupart des généraux soviétiques jusqu'à la grande épuration des années 30, les lauriers devaient en revenir au commandement du front sud, dont les forces avaient brisé, de l'extérieur, l'encerclement de Tsaritsyne. Staline, Vorochilov et Boudienny revendiquaient ces lauriers pour eux. Ce n'était qu'une de ces futilités guerrières militaires qu'il n'est guère possible de trancher équitablement et qui ne revêtaient une importance démesurée qu'en raison des circonstances politiques dans lesquelles elle s'inscrivait. Au Kremlin, les demandes du groupe de Tsaritsyne furent apparemment rejetées, car ce fut précisément après la levée du siège de Tsaritsyne que Lénine céda finalement à la demande de Trotsky, rappela Staline du front sud et donna à Trotsky toute liberté d'action à l'égard de Vorochilov. Cette controverse devait être ranimée quelques années plus tard par le groupe de Tsaritsyne, dont les prétentions constituaient une part de la légende militaire de Staline, elle-même facteur important, quoique secondaire, dans les prétentions beaucoup plus vastes de Staline à l'obtention du pouvoir suprême. Cinq ans environ après l'événement, Tsaritsyne fut rebaptisée Stalingrad. En 1942, quand Staline décida d'engager la bataille décisive de la deuxième guerre mondiale dans les faubourgs et les rues de Stalingrad, il n'obéissait pas seulement aux nécessités stratégiques de la situation. Il était aussi poussé par ce que l'on pourrait appeler un « complexe de Tsaritsyne ». Il défendait devant l'Histoire sa première légende, tout en en créant une seconde qui était beaucoup plus près de la vérité.

À la fin de l'été 1918, le danger qui menaçait Moscou à l'est avait été écarté. Tant que ce danger avait existé, l'état-major n'avait attaché au front sud qu'une importance secondaire. Mais en octobre, les Tchèques avaient été rejetés jusqu'à l'Oural et Trotsky pouvait tourner toute son attention vers le Sud sans plus tolérer la discussion de ses ordres de bataille. Le front sud était maintenant trop petit pour les deux antagonistes. L'un des deux devait céder la place et ce fut Staline. Lénine fit de son mieux pour adoucir la pilule. Il envoya le président de la République, Sverdlov, pour ramener Staline à Moscou par train spécial avec tous les honneurs possibles.

1. L. Trotsky, *Staline*, p. 288, et *Kak Vooryalas Revolyutsya*, vol. I, pp. 350-351.

Cet épisode est caractéristique de la façon d'agir de Lénine à l'égard de Staline. Il avait une vue très perspicace des faiblesses de l'homme et prenait bien garde de ne pas heurter inutilement sa susceptibilité et son amour-propre. L'attitude de Trotsky était exactement l'inverse. Il sous-estimait son adversaire sans prendre en considération son ambition et l'offensait à peu près à chaque occasion. Cela résultait plutôt de son comportement naturel que d'une intention délibérée. En rentrant à Moscou, le train qui amenait Sverdlov et Staline croisa le train de Trotsky en route pour Tsaritsyne. Une entrevue entre les deux antagonistes, préparée à force de diplomatie par Sverdlov, eut lieu dans le wagon de Trotsky. D'après la version de Trotsky, Staline lui demanda avec quelque timidité de ne pas traiter les « hommes de Tsaritsyne » trop sévèrement. La réponse de Trotsky fut tranchante et hautaine : « Ces charmants garçons vont ruiner la révolution qui n'a pas le temps d'attendre qu'ils aient l'âge de raison. » Par la suite, Vorochilov fut transféré de Tsaritsyne en Ukraine.

Staline arriva dans la capitale juste avant la célébration du premier anniversaire de la révolution. Il écrivit pour la *Pravda* un bref et sec résumé des événements de l'année écoulée :

Du commencement à la fin, disait-il, l'insurrection a été inspirée par le Comité Central du Parti, avec le camarade Lénine à la tête. Lénine vivait à cette époque à Pétersbourg dans un appartement secret du quartier de Vyborg. Le 24 octobre, dans la soirée, il fut appelé au palais Smolny pour prendre la direction générale du mouvement. Tout le travail pratique concernant l'organisation du soulèvement fut réalisé sous la direction immédiate du camarade Trotsky, Président du soviet de Pétersbourg. On peut affirmer avec certitude que le parti est redevable en premier lieu principalement au camarade Trotsky de la rapidité avec laquelle la garnison s'est ralliée au soviet et de la manière efficace dont fut organisé le travail du Comité Militaire Révolutionnaire.

Trente ans après que ceci fut écrit, l'appréciation par Staline du rôle de Trotsky dans la révolution sonne comme un éloge fantastique. Ce passage fut d'ailleurs supprimé radicalement par son auteur dans ses *Œuvres complètes* en 1947. Durant ces vingt dernières années, aucun écrivain ou historien soviétique n'a osé le citer, tellement les propres paroles de Staline sont devenues dangereusement hérétiques. Mais à l'époque où elles furent écrites, elles ne constituaient rien moins qu'un éloge. Leur but, fort subtil, tendait à minimiser le rôle de Trotsky et à le représenter, sans tenir compte des faits réels, comme un simple exécutant — fort capable sans doute — des idées de Lénine. C'était alors l'extrême limite que pouvait atteindre Staline dans l'expression de sa haine. Il ne pouvait blesser son rival que par une épine dissimulée sous les fleurs.

Quelques jours après le premier anniversaire de la Révolution russe, l'Allemagne et l'Autriche voyaient la révolution embraser leur propre sol. La première guerre mondiale touchait à sa fin. Les trônes des Hohenzollern et des Habsbourg gisaient dans la poussière. Des conseils de députés ouvriers et soldats — des soviets — naissaient spontanément à Berlin, à Munich, Varsovie et Riga. Les socialistes modérés prenaient les rênes du pouvoir dans les pays vaincus. Les Bolcheviks étaient persuadés que ce

mouvement se terminerait par un « Octobre » européen, sinon mondial, que les gouvernements socialistes modérés seraient rapidement, très rapidement renversés par les socialistes d'extrême gauche, exactement comme Kérensky avait été renversé en Russie. Dans quelques semaines, quelques mois au plus, la Révolution russe serait délivrée de son isolement et les fondations de la Société Socialiste Internationale seraient alors posées. Les pays avancés, industrialisés, civilisés de l'Ouest dirigeraient le majestueux mouvement et remorqueraient la Russie arriérée et semi-asiatique vers une plus haute civilisation. Pleins de cette illusion, tous les leaders bolcheviques, sans exception, observaient avec espoir le cours des événements en Occident. Ceux qui, comme Lénine, Trotsky, Kamenev, Lounatcharsky, Zinoviev, Kollontaï, Boukharine et d'autres avaient passé de nombreuses années dans l'émigration en Europe occidentale, déchiffraient les présages et les interprétaient pour leur propre peuple. Les yeux de la Russie étaient fixés sur l'Ouest.

Au XIX^e siècle, une des grandes divisions de la vie spirituelle et politique russe opposait occidentalistes et slavophiles, ceux qui s'efforçaient d'européaniser la Russie et ceux qui avaient foi dans la mission particulière de la Russie d'instaurer sa civilisation propre, indépendante de celle de l'Europe occidentale, sinon complètement opposée. Le marxisme russe fut à l'origine un rejeton de la tendance « occidentale ». Dans le bolchevisme, les deux tendances s'étaient rejointes. Déjà en 1913, Lénine écrivit un article sur *l'Europe arriérée et l'Asie progressive*. Envisageant la poussée vers la révolution et le socialisme comme le trait le plus progressif de la civilisation moderne, il décrivait l'Ouest incapable de se libérer des liens du conservatisme et de l'impérialisme, comme « arriéré », et l'Est bouillonnant de troubles sociaux, comme « avancé »¹. Dans la mesure où il appliquait ce critère, on peut dire de lui qu'il représentait la tendance « orientale », quoique l'Orient, à la différence des slavophiles, ne se bornât pas pour lui à la Russie et aux peuples slaves; il y incarnait les races de couleur, les peuples coloniaux en train de s'éveiller. Mais Lénine demeurait un « Occidental » sous divers rapports. Pour lui, le progrès signifiait l'adoption par les peuples de l'Est du marxisme, produit de la philosophie allemande, de l'économie politique anglaise et du socialisme français. De plus, il ne pensait pas que l'Est pouvait réaliser seul son émancipation finale. L'Ouest, après qu'il se serait débarrassé de l'impérialisme et du capitalisme, lui semblait destiné à montrer le chemin à l'Est, à cause de sa plus haute organisation et de son industrialisation plus poussée. Suivant les circonstances, l'une ou l'autre tendance prenait le pas dans son esprit. Maintenant que l'aube de la révolution semblait se lever sur l'Europe, l'élément « occidental » était celui qui prenait le plus de poids dans la doctrine léniniste. C'est à cette époque que l'Internationale Communiste fut activement formée; elle s'appuyait, en dehors des Bolcheviks, sur l'extrême gauche du socialisme occidental.

Comment Staline réagissait-il devant la nouvelle situation? Il ne pouvait pas dire grand-chose au sujet des événements de l'Ouest. Ce domaine appartenait aux leaders émigrés dont les jugements s'appuyaient sur leur connaissance de l'Ouest et sur leur longue étude de ses problèmes parti-

1. Lénine, *Sotchineniya*, vol. XIX, pp. 77-78.

culiers. La contribution de Staline au débat consista en deux articles qui portaient les titres significatifs : *N'oubliez pas l'Est* et *Ex Oriente lux*. L'homme qui avait grandi parmi les travailleurs du pétrole russes, tartares et persans, et les paysans géorgiens, à la frontière entre l'Europe et l'Asie, s'identifiait intimement avec la tendance « orientale » du bolchevisme. Le fait est d'autant plus remarquable que les deux tendances n'étaient pas du tout distinctes et qu'aucun des leaders — en tout cas pas Staline — n'avait alors conscience d'une mésentente potentielle entre eux. Toute suggestion, quant à une préférence raisonnée de la part de Staline pour l'élément oriental dans l'orientation bolchevique à ce stade, doit céder en face des faits historiques. Ses prédilections étaient purement instinctives. A ses yeux également, c'était « d'abord, là, dans l'Ouest que les chaînes de l'impérialisme qui ont été forgées en Europe, et qui étranglent le monde entier, seront brisées »¹. Mais la remarque sur l'importance de l'Ouest dans la révolution, quoique d'une grande portée dans sa forme, était purement accidentelle. Elle était destinée à faire ressortir son avertissement : « N'oubliez pas l'Est! » On dénote une pointe de jalousie politique, due au fait que l'Ouest monopolisait alors l'attention de tous, dans les mots suivants : « En un tel moment, l'Est avec ses centaines de milliers d'êtres, esclaves de l'impérialisme, s'estompe automatiquement à notre vue et se trouve oublié. » Parlant d'une conférence de communistes musulmans qui allaient entreprendre la propagande en Perse, aux Indes et en Chine, il insistait : « Une fois pour toutes, vous devez apprendre cette vérité, que celui qui désire le triomphe du socialisme ne peut pas se permettre d'oublier l'Est. » Son autre article, qui traitait des nouveaux remous du bolchevisme en Ukraine, avait pour conclusion ces mots : « *Ex Oriente lux*. L'Ouest, avec ses cannibales impérialistes, est devenu le foyer de l'obscurantisme et de l'esclavage. Notre tâche est de détruire ce centre pour la joie et la jubilation des travailleurs de tous les pays. » C'était vraiment le cri du cœur de l'homme du Comité de Bakou installé au Kremlin... Du point de vue de la stratégie bolchevique, insister comme il le faisait sur l'importance de l'Est était certainement légitime, et son ton « anti-occidental » était assez vague pour ne soulever aucune objection. Néanmoins, l'image de l'Ouest socialiste révolutionnaire était beaucoup moins nette dans son esprit que celle de l'Ouest « centre d'obscurantisme et d'esclavage ». L'intervention franco-anglaise contre les Bolcheviks devait renforcer encore ce point de vue, et c'est alors que Staline réduisit au silence les partisans de la non-intervention politique en Grande-Bretagne. Ces derniers craignaient de la part de l'Angleterre le déclenchement d'opérations militaires plus importantes contre la Russie soviétique, en réponse à ce qu'ils appelaient « une mauvaise farce ». L'embargo mis sur les envois de munitions à la Pologne, par les dockers anglais en 1920, fut le résultat, rien moins que négligeable, de la « mauvaise farce » en question.

Il est intéressant de comparer les expressions de Staline avec l'Ordre du jour de l'Armée et de la Marine Rouges — ordre n° 159 — qui fut publié par Trotsky le 24 octobre 1919, pendant l'avance de Youdenitch sur Pétersbourg, quand l'état d'esprit anti-anglais était le plus fort en Russie.

1. *Ibid.*, p. 171.

Combattants rouges! Sur tous les fronts vous vous trouvez en face des menées hostiles des Anglais. C'est avec des canons anglais que les troupes contre-révolutionnaires vous tirent dessus; ce sont des munitions fabriquées en Angleterre que vous avez trouvées dans les camps de Tchenkoursk et d'Onega sur les fronts de l'Ouest et du Sud; les prisonniers que vous faites portent des équipements anglais. Les femmes et les enfants d'Arkhangelsk et d'Astrakhan sont assassinés et mutilés par les aviateurs anglais et par les terribles explosifs anglais; les bateaux anglais bombardent nos côtes.

Pourtant, même maintenant, au moment du combat le plus âpre contre l'homme de paille des Anglais, Youdenitch, je vous adjure de n'oublier jamais qu'il existe une autre Angleterre. A côté de l'Angleterre avide de profits, de violence, de corruption et assoiffée de sang, il existe une Angleterre ouvrière, douée de puissance spirituelle, d'idéaux élevés et du sens de la solidarité internationale. C'est l'Angleterre du Stock Exchange, la vile et méprisable Angleterre qui combat contre nous. L'Angleterre travailleuse, le peuple anglais est avec nous ¹.

Combien différentes étaient les résonances et les nuances qui se mêlaient dans la voix du bolchevisme en ces jours-là! Les accents occidentaux dominaient pour un temps toute voix orientale; mais c'est aux voix orientales que l'avenir appartenait.

La guerre civile atteignait son point culminant en 1919. Ce fut l'année où l'intervention des puissances occidentales parvint à son maximum d'intensité. Au début de l'année, les troupes blanches de Koltchak, venant de l'Est, avancèrent de nouveau et s'emparèrent de Perm. Koltchak n'était pas plus tôt repoussé que Denikine engageait son offensive au Sud, prenait Kiev et Koursk et poussait en direction de Moscou. Presque simultanément en mai, Youdenitch marchait sur Pétersbourg espérant se rendre maître de la ville avec l'aide de la cinquième colonne qui comptait plusieurs membres parmi les chefs de la garnison. Staline fut envoyé dans l'ancienne capitale pour prendre le commandement de la résistance. Il démasqua les conspirateurs, dirigea les opérations militaires et garda la ville aux soviets. En octobre, Youdenitch essaya de nouveau de prendre Pétersbourg et cette dernière offensive l'amena jusque dans la banlieue de la ville. Cette fois ce fut Trotsky qui sauva la cité.

C'est en octobre que la situation devint le plus critique, parce que Moscou et Pétersbourg à la fois semblaient à la merci des gardes blancs. Les forces blanches étaient soutenues par les Français et les Anglais. Koltchak qui se proclamait lui-même dictateur de Russie, fut reconnu officiellement par le Conseil suprême des Alliés à Paris. Denikine recevait l'aide des navires alliés qui étaient entrés dans la mer Noire. Les troupes françaises occupaient Odessa. La flotte anglaise aidait Youdenitch dans la baie de Finlande. Churchill en Grande-Bretagne et Clemenceau en France étaient les partisans les plus résolus de l'intervention. Mais ni les généraux blancs — dont chacun désirait se réserver le rôle exclusif de sauver la Russie — ni les puissances occidentales n'étaient capables de concerter leurs actions; de la sorte, les Bolcheviks vinrent à bout de leurs ennemis l'un après l'autre. En novembre 1919, les armées blanches battaient en retraite en désordre sur tous les fronts. Pour la révolution la guerre civile était virtuellement

1. Cité d'après L. Trotsky, *Mein Leben*, p. 1416.

gagnée. Le dernier acte, la campagne contre le général Wrangel dans le Sud, qui suivit la guerre russo-polonaise en 1920, était de peu d'importance à côté des campagnes précédentes. En novembre, Moscou la Rouge célébra son triomphe et décerna à Trotsky et à Staline l'Ordre du Drapeau Rouge.

Aussi longtemps que dura la guerre civile et même jusqu'en 1925, Trotsky demeura à la tête de l'Armée Rouge et il fut salué comme le Père de la Victoire. Staline, quoique décoré de l'ordre le plus élevé, n'était pas plus populaire à la fin de la guerre civile qu'à son début. Les nombreux récits et Mémoires écrits par ceux qui y avaient pris part mentionnaient à peine son nom. Mais il serait faux d'étayer sur ce seul fait des conclusions sur le rôle réel qu'il y joua. A la lumière de la correspondance militaire secrète de cette époque — dont une faible partie a été publiée par Staline et une non moins faible partie par Trotsky — son rôle apparaît beaucoup plus important que ne l'auraient laissé deviner les écrits publiés lorsque Trotsky était au pouvoir, bien qu'infiniment moins vaste que dans les récits officiels de l'ère stalinienne.

Les controverses stratégiques de cette époque ont donné naissance à toute une littérature destinée principalement à favoriser la légende de l'un ou l'autre de ceux qui prétendaient au pouvoir suprême. Ainsi qu'il est naturel aucun des leaders n'était infallible. Chacun d'eux avait tour à tour fait preuve d'une grande sagacité ou commis de lourdes fautes en d'autres occasions. La stratégie de Trotsky contre Koltchak avait été prudente jusqu'à frôler la timidité. Quand les troupes de Koltchak se trouvaient démoralisées par la défaite, il avait refusé de les poursuivre au delà de l'Oural et c'est sur l'insistance de Staline entre autres, que l'Armée Rouge reprit sa poursuite et débarrassa la plus grande partie de la Russie asiatique des gardes blancs. D'un autre côté, le plan de Trotsky, lors de la campagne contre Denikine, avait été à tous égards brillant, ainsi que les événements devaient le prouver. Il proposait une offensive basée sur le district minier du Donetz, dont la population était favorable à l'Armée Rouge. L'état-major général, cependant, soutenu par Lénine et Staline, préférait porter la bataille dans la région du Don, habitée par les Cosaques contre-révolutionnaires. De même que, pendant le soulèvement d'Octobre, Trotsky avait eu la notion la plus juste de la façon dont le facteur militaire et le facteur social réagissaient l'un sur l'autre en cas de guerre civile. Son plan fut dédaigné par ses collègues jusqu'au jour où l'avance de Denikine sur Orel les obligea à changer leur opinion. De même, lorsque Youdenitch avançait sur Pétersbourg pour la seconde fois, Lénine surestima la force de l'assailant et pour assurer efficacement la défense de Moscou, proposa la reddition de Pétersbourg. Trotsky et Staline s'opposèrent tous les deux et les événements leur donnèrent raison. Ces disputes ne reflétaient pas une opposition de principe stratégique ou politique; elles ne résultaient que des manières différentes d'envisager les opportunités militaires du moment. Les messages secrets de Staline et ses rapports provenant des divers fronts le montrent dans une lumière bien différente de celle qui se dégage de ses discours publics et de ses articles de journaux. Il y a un contraste extraordinaire entre le style de ses déclarations publiques et confidentielles et c'est à la tribune ou dans les journaux que ses faiblesses se montraient le plus. Son langage trahit une étonnante pauvreté d'imagination, assez rare parmi les politiciens. Il était terne, sec, sans couleur — « soporifique »

comme disait Trotsky. Son argumentation se répétait d'une manière insupportable, s'étirait lamentablement farcie d'illogismes. Ses images et métaphores étaient en général parfaitement impropres. Heureusement elles étaient peu nombreuses et fort espacées. Une vingtaine de métaphores, au plus, apparaissent dans ses écrits au cours d'une période de près de vingt années et il ne devait pas en utiliser beaucoup plus dans les trente années qui suivirent. Une fois que son esprit avait saisi une image, il la ruminait et y revenait sans cesse avec une monotonie qui révélait l'étroitesse de son imagination. En face d'un auditoire de masse, il était incapable de tirer la moindre étincelle de lui-même ou de son public. Ce n'était pas seulement un manque de dons littéraires ou oratoires. L'homme se sentait mal à l'aise sous l'attention publique et il en résultait une altération de sa voix qui prenait des intonations de ventriloque. Dans ses manières et dans son style, il y avait quelque chose de rigide et d'artificiel, l'affectation du mauvais comédien qui se rend compte de son insuffisance.

Mais quel homme différent transparaissait dans ses messages confidentiels. Leur style était le plus souvent clair et incisif, concis et précis. Là, s'exprimait un grand administrateur, libéré des contraintes qui le paralysaient en public. On n'y retrouvait pour ainsi dire aucune trace de ses fatigantes répétitions, de ses bizarres impropriétés, de ses métaphores incohérentes. Là, le sobre enquêteur, l'inspecteur des secteurs menacés rendait compte du résultat de ses recherches en termes nets d'homme d'affaires. On pouvait presque le voir au travail. Il était à peine arrivé à destination qu'il jetait un coup d'œil froid et sans illusions autour de lui, aux points faibles de la machine militaire, sur la pagaie qui régnait dans le commandement, dans les comités du Parti, dans les soviets locaux, etc. Sa première opinion formée, il rendait compte à Moscou. Après quoi, il commençait à « donner la chasse » à ceux qui l'entouraient et à les « secouer », continuant à se renseigner, mettant au jour de nouvelles insuffisances et omissions, soit sur place, soit provenant du commandement supérieur. Alors, il formait un petit groupe étroitement soudé d'hommes sur qui il sentait qu'il pouvait compter, à qui il donnait de l'avancement, en limogeait d'autres, en envoyait d'autres encore en cour martiale, organisait le ravitaillement et, de nouveau, rendait compte à Moscou. A la fin de presque chaque message, il y avait une pointe contre Trotsky. Tel était *grosso modo* le schéma de ses messages envoyés de Perm, Pétersbourg, Smolensk, Serpoukhov et d'ailleurs, dont un résumé aurait sa place dans une histoire de la guerre civile, plutôt que dans sa biographie. La plus remarquable de ses inspections fut peut-être celle de Perm, au début de 1919. Il s'y rendit avec Félix Dzerjinsky, chef de la police politique récemment formée, pour rechercher les causes d'une récente débâcle de la III^e Armée.

A notre point de vue (déclarait le compte rendu rédigé par Staline), la faiblesse ne provient pas seulement de la III^e Armée mais aussi :

- 1^o Des états-majors généraux et régionaux qui... ont envoyé... sur le front des unités sur lesquelles on ne pouvait notoirement pas compter;
- 2^o Du Bureau pan-russe des commissaires politiques qui envoie des enfants et non des commissaires aux unités de l'arrière;
- 3^o Du Conseil militaire révolutionnaire de la République qui désorganise avec ses soi-disant directives et ordres l'administration des fronts et armées¹.

1. J. Staline, *Sotchininya*, vol. IV, p. 190.

Les réserves semi-blanches envoyées du Centre ne pouvaient être d'aucun secours à la III^e Armée. Au cours de la retraite, la fatigue et l'épuisement de la III^e Armée étaient tels que des groupes entiers de soldats s'effondraient dans la neige et demandaient aux commissaires de les achever : « Nous n'avons plus assez de forces pour tenir debout, encore moins pour marcher, nous sommes à bout, finissez-en avec nous, camarades ! » Nous devons en finir avec ce système qui consiste à mener une guerre sans avoir de réserves. Les réserves n'afflueront que si l'on change radicalement le mode de recrutement actuellement en vigueur défendu par l'Etat-Major général, et si le personnel de l'Etat-Major est lui-même renouvelé. (C'était une attaque contre le protégé de Trotsky, le commandant en chef Vatsetis. Vatsetis devait être bientôt remplacé par le protégé de Staline, Kamenev, qui, de même que son prédécesseur, avait été officier d'Etat-Major du tsarisme.)

Des gens indignes de confiance font partie des soviets (locaux); les comités de paysans pauvres sont entre les mains des paysans aisés (koulaks); les organisations du parti sont faibles, d'une loyauté douteuse, sans liaison avec le centre; le travail du parti est négligé et les leaders locaux essaient de compenser la faiblesse générale du parti et des institutions soviétiques par le travail accru de la Tcheka (police politique) qui devient le seul représentant du pouvoir soviétique dans cette province... Les journaux du parti et des soviets de Perm et de Vyatka travaillent mal... (Vous ne trouverez rien en eux, excepté des phrases creuses sur « la révolution sociale mondiale ».) Sur quatre mille sept cent soixante-six fonctionnaires des institutions soviétiques de la ville de Vyatka, quatre mille quatre cent soixante-sept occupaient déjà les mêmes postes dans l'administration du district au temps du tsarisme¹.

Ces nombreuses suggestions techniques et politiques en vue d'une réforme se terminaient par la proposition de former un commissariat spécial qui contrôlerait et surveillerait toutes les autres branches de l'administration. La proposition devait être acceptée peu après et Staline allait prendre la tête de ce nouveau commissariat.

Lénine étudiait les messages d'un œil clairvoyant. Il goûtait le sel des critiques contre Trotsky. Quand Trotsky excéda de ces attaques démissionnaires, le Bureau Politique vota une motion unanime le suppliant de rester en fonction. (Staline, qui avait indirectement demandé la démission de Trotsky, joignit son vote également à cette motion.) Cependant, la réputation de Staline comme grand administrateur augmentait à chacune de ses nombreuses inspections. Lorsque quelque temps après sa nomination au commissariat à l'Inspection des Ouvriers et Paysans, un membre en vue du Parti critiqua l'accumulation de tant de postes importants entre les mains d'un seul homme, Lénine répliqua : « Il nous faut quelqu'un à qui n'importe quel représentant national puisse en appeler... Où pouvez-vous me trouver cet homme-là? Je ne pense pas que Préobrajensky puisse indiquer quelqu'un d'autre que Staline. C'est pareil pour l'Inspection Ouvrière et Paysanne. Le travail y est énorme. Pour s'y mesurer avec succès il faut à la tête un homme qui possède de l'autorité². »

Les campagnes contre Denikine et Youdenitch furent suivies par la guerre russo-polonaise, pendant laquelle Staline fut commissaire politique dans le secteur sud du front. En mai 1920, l'armée polonaise sous le commandement du maréchal Pilsudski avança en Ukraine et s'empara de Kiev. Ce

1. J. Staline, *Sotchininya*, vol. IV, p. 208.

2. Lénine, *Sotchininya*, vol. XXVII, pp. 263-264.

fut une victoire sans lendemain. L'armée de Pilsudski ne pouvait surmonter le handicap que représentait l'hostilité de la paysannerie ukrainienne. Les paysans craignaient que la victoire des Polonais n'amène le rétablissement de la domination de la petite noblesse polonaise dans leur région. En juin, les Polonais évacuaient Kiev, vigoureusement poursuivis par Toukhatchevsky au nord et Yégorov et Boudienny au sud. En une offensive-éclair, l'Armée Rouge atteignit la rivière Bug qui sépare approximativement la Pologne ethnique de l'Ukraine. Fallait-il traverser le Bug, porter la guerre en terre purement polonaise et essayer de prendre Varsovie? Telle était la question qui se débattait alors au Bureau Politique. Lénine insistait pour l'offensive, tandis que Trotsky préconisait une offre de paix aux Polonais. Staline partagea d'abord le point de vue de Trotsky, puis se rallia à celui de Lénine.

Les intérêts en jeu étaient d'importance. Lénine espérait que l'entrée de l'Armée Rouge en Pologne amènerait la classe ouvrière polonaise à la révolution communiste. Son principal objectif ne se trouvait pourtant pas en Pologne, mais en Allemagne où régnait à l'époque une fermentation révolutionnaire. Il visait à effectuer une jonction entre la Révolution russe et allemande. Il caressait l'idée que le communisme, trop faible encore dans l'Ouest pour s'emparer tout seul du pouvoir, pourrait recevoir une aide décisive grâce à l'avance de l'Armée Rouge¹, idée qui s'opposait de façon frappante à ses propres avertissements sur la vanité des essais pour porter la révolution à l'étranger sur la pointe des baïonnettes. Son attitude d'alors reflétait son désespoir devant l'isolement persistant des soviets, et c'était un essai pour en sortir. Lénine était soutenu par Zinoviev et Kamenev, qui, de même qu'en 1917, voyaient peu d'espoir pour le communisme en Russie sans une révolution à l'Ouest. Leur politique se fondait d'autre part sur une grossière méconnaissance de la résistance que le peuple polonais tout entier — sans excepter les classes travailleuses — tout à la joie de sa récente indépendance opposerait à l'invasion soviétique.

Une vue plus juste de l'état d'esprit en Pologne poussa Trotsky et Staline à s'opposer au projet d'une marche sur Varsovie. Même avant la reprise de Kiev par les Rouges, Staline avertissait le Parti dans la *Pravda* que « à l'intérieur de la Pologne, l'avantage reviendrait aux Polonais, au contraire de ce qui s'était passé avec Koltchak et Denikine... C'est une nation unie et cohérente... Son attitude prédominante est patriotique... Si les forces polonaises étaient amenées à se battre en Pologne, il serait sans aucun doute très difficile de les combattre² ». Il répéta ses avertissements avec une plus rude franchise encore après le début de l'offensive russe : « Je pense que les vantardises et les dangereuses complaisances de certains camarades sont déplacées. Quelques-uns ne veulent pas se contenter des succès obtenus sur le front et réclament à cor et à cri une « marche sur Varsovie »; d'autres, au lieu de se borner à défendre notre République contre toute agression hostile, déclarent avec arrogance qu'ils ne signeront la paix qu'avec « les soviets rouges de Varsovie ». Inutile de dire que ces fanfaronnades et ces complaisances ne sont aucunement conformes à la politique du gouvernement soviétique et méconnaissent l'équilibre des forces sur le front³. » Après quoi, il joignit son vote à ceux des « vantards

1. Klara Zetkin, *Souvenirs sur Lénine*, pp. 19-21.

2. J. Staline, *Sotchinienya*, vol. IV, p. 323.

3. *Ibid.*, p. 333.

complaisants », partisans de l'offensive! Les adversaires de la marche sur Varsovie, Trotsky et les deux Polonais Dzerjinsky et Radek (le fameux pamphlétaire révolutionnaire germano-polonais), qui avaient rejoint les Bolcheviks, furent battus. Comme parfois dans le passé, Staline, maintenant encore, s'était laissé influencer par l'opinion de son maître et, cette fois, contre sa propre appréciation qui était meilleure. Il regagna son quartier général sur le front sud le 12 juillet, quand le front entier se portait en avant d'un mouvement irrésistible. En quelques semaines, l'armée de Toukhatchevsky arriva à proximité des faubourgs de Varsovie. Mais les lignes de communication s'étiraient dangereusement et les réserves s'épuisaient. Pilsudski, assisté du général français Weygand, commença à monter une contre-offensive sur le flanc sud de Toukhatchevsky. Le commandement suprême des soviets ordonna aux commandants de l'armée sud, Yégorov et Boudienny, de frapper un coup décisif vers le nord en direction de Varsovie, afin de paralyser la contre-attaque de Pilsudski. Mais les commandants de l'armée sud avaient leurs buts propres. Ils voulaient s'emparer de Lwow en même temps que Toukhatchevsky entrerait à Varsovie. De même qu'à Tsaritsyn, Staline, au mépris des ordres du centre, encouragea Yégorov et Boudienny à marcher sur Lwow. Alors la fortune des armes tourna brusquement. Les Polonais remportèrent la fameuse bataille de la Vistule. Entre temps, Staline, Yégorov et Boudienny avaient changé d'idée et s'étaient précipités au secours de Toukhatchevsky. C'était trop tard. L'Armée Rouge repartait déjà en désordre, abandonnant Varsovie.

Alors suivit l'inévitable discussion sur les fautes qui avaient provoqué la défaite. Trotsky et Toukhatchevsky blâmaient le commandement du front sud pour son retard à changer la direction de Lwow pour celle de Varsovie. Staline reprenait ses habituelles attaques contre Trotsky et l'état-major général qui se montraient incapables d'amener de fortes réserves à l'arrière des lignes. Ces critiques mutuelles étaient toutes justifiées. Mais la principale cause de la défaite résidait moins dans les fautes commises pendant l'offensive que dans la décision même de porter la guerre profondément à l'intérieur de la Pologne¹.

Après la guerre de Pologne et une rapide campagne contre le baron Wrangel, dont les forces furent chassées de Crimée et jetées à la mer à l'isthme de Pérékop, la Russie retrouva enfin la paix. Le pouvoir des soviets était maintenant consolidé, le Parti au pouvoir était bien en selle et les leaders faisaient parade de leurs lauriers. Mais le pays était dévasté, affamé et malade.

La nécessité avait conduit le Parti au pouvoir à agir maintes et maintes fois à l'encontre de ses intentions premières, à se contredire et à se duper

1. Lénine admit son erreur dans ses conversations avec Klara Zetkin, citées plus haut. Le point de vue de Trotsky se trouve dans *Ma vie*, pp. 439-444 (éd. allemande) et dans son *Staline*, pp. 328-330 (éd. anglaise). Le point de vue stalinien est donné par Vorochilov dans *Lénine, Staline y Krasnaya Armia*, p. 58. Voir aussi E. Wollenberg, *The Red Army*, pp. 121-148. Toukhatchevsky exposa ses vues personnelles dans un essai intéressant sur la *Révolution vue de l'extérieur* réimprimé dans son *Voïna Klassov*, pp. 50-60, et dans des conférences sur la guerre de 1920. Une traduction polonaise de ces publications se trouve en appendice à l'ouvrage de J. Pilsudski : *R. K. 1020*, qui, de même que W. Sikorski dans *Nad Wisła i Wkra*, analyse la guerre du point de vue polonais officiel.

lui-même. Les Bolcheviks s'étaient juré d'abolir la police et l'armée permanente. Au lieu de cela, la police politique, « l'épée de la révolution », croissait en importance jusqu'à devenir, comme Staline l'écrivait à Perm, « la seule représentation du pouvoir des soviets » dans de nombreuses régions du pays. Au début, les Bolcheviks essayèrent de faire preuve de tolérance à l'égard de leurs adversaires. Aux congrès des soviets et des syndicats, les orateurs mencheviques, socialistes-révolutionnaires, syndicalistes, anarchistes, critiquèrent librement et sévèrement le gouvernement. Il existait encore une certaine liberté d'expression. Le parti gouvernemental, lui-même, restait plein de vitalité, ouvert à la discussion, toutes les idées s'exprimant vigoureusement et n'épargnant aucun détenteur de l'autorité. Ses membres étaient libres de constituer des groupes et fractions distincts, afin de faire valoir leur opinion à l'intérieur du parti. Il n'y avait pas de ligne de partage bien définie ou même stable entre les groupes et les fractions, qui se modifiaient suivant les événements et les problèmes qui se présentaient. Cet esprit libertaire de la révolution survécut quelque temps après que la guerre civile eut atteint son point culminant, c'est-à-dire environ la moitié de l'année 1920. C'est dans les dernières phases de la lutte, quand la victoire semblait virtuellement assurée, qu'il commença à disparaître et que le Parti dirigeant, lui-même, vit sa liberté mise en lisière des mesures de restriction et de coercition.

La raison de cet état de choses, en apparence paradoxal, était que le danger le plus grave menaçait le régime au moment même où se tiraient les derniers coups de feu de la guerre civile. La révolution avait écrasé ses ennemis, mais elle avait aussi perdu la majeure partie de ses amis. Pour nourrir les villes affamées et assurer le ravitaillement des armées, le gouvernement avait dû réquisitionner les récoltes des paysans et se montrer implacable. Dans le feu de la guerre civile, la réquisition régulière dégénéra trop facilement en un pillage organisé. Les paysans, qui avaient assuré la victoire, du bolchevisme en 1918 et 1919, se tournèrent contre lui en 1920, et leur attitude s'affirma d'autant plus résolument qu'ils étaient maintenant assurés que le pouvoir des seigneurs et des généraux blancs avait été brisé. Les révoltes des paysans s'étendirent à tout le pays. Le régime n'était pas plus assuré du soutien des ouvriers de l'industrie qui avaient été les plus actifs partisans du bolchevisme. C'est en leur nom que s'exerçait la dictature. Cependant, leurs rangs s'étaient terriblement éclaircis. Les plus énergiques et les plus idéalistes d'entre eux avaient péri. Les survivants étaient fatigués et conduits au désespoir par la faim, le chômage et l'inflation monétaire qui réduisait à rien le pouvoir d'achat du rouble. L'activité industrielle n'atteignait qu'un cinquième de la normale¹. Les aciéries produisaient cinq pour cent de leur rendement d'avant guerre. Dans les quelques usines et ateliers qui, par miracle, continuaient à marcher, les ouvriers recevaient leur salaire en nature et il leur fallait perdre leur temps et user leurs forces à troquer ces objets contre de la nourriture. La classe ouvrière industrielle devint « déclassée », elle avait été déracinée de son milieu normal et sain, et jetée dans la corruption du marché noir.

1. Voir la description par Lénine de la situation économique dans *The essentials of Lenin*, vol. II, pp. 710-724, et dans la *Révolution trahie* de Trotsky, pp. 28-30. Voir aussi les discours de Rykov dans *Tretii Profsoyuzov*, pp. 79-86, et L. Kritsman, *Gervicheskii Period Velikoi Russkoi Revoliutsii*, pp. 149-162.

La « dictature du prolétariat » avait été plus ou moins consolidée, mais ce faisant, le prolétariat lui-même s'était évanoui comme élément conscient et comme facteur d'organisation.

En vue de remettre l'industrie en marche, le gouvernement s'achemina graduellement vers une militarisation du travail. Tout d'abord, les troupes qui se trouvaient au repos entre deux combats avaient été utilisées pour des travaux de première nécessité tels que l'abatage des arbres ou le transport du combustible ou du ravitaillement. Elles furent réorganisées sous le nom d'« Armée du Travail ». C'était là une idée de Trotsky. Staline, en tant que commissaire politique sur le front ukrainien, devint président du Conseil ukrainien de l'Armée du Travail. Par la suite, la même méthode fut employée sur une plus grande échelle et dans un sens opposé. On n'employait plus seulement, au travail, des soldats recrutés dans la conscription, mais des ouvriers de l'industrie furent recrutés et enrégimentés pour le travail comme des soldats. En 1920, Trotsky défendit la militarisation du travail devant le Congrès annuel des Syndicats¹. Malgré l'opposition des Mencheviks, les syndicats consentirent à se faire les agents de la militarisation. Ainsi le Parti qui avait promis d'abolir l'armée de métier était en train de transformer la population ouvrière en une immense armée.

Pendant la guerre civile, le gouvernement ne pouvait agir différemment. Mais à présent les dirigeants faisaient une vertu de ce qui avait été une terrible nécessité. Ils demandaient au peuple d'accepter leurs décisions, non comme des mesures d'urgence, mais comme un véritable socialisme, comme le nouveau mode d'existence, la civilisation supérieure de la Société soviétique. C'était là la principale illusion de ce communisme de guerre. Tandis que Lénine et Trotsky soutenaient que les armées du Travail étaient un des traits essentiels du socialisme, Boukharine préconisait la catastrophique inflation et la dévaluation de la monnaie comme préliminaires à une vraie économie communiste sans signes monétaires. Ces notions contrastaient étrangement avec la lenteur délibérée et la prudence qui avaient présidé à la nationalisation des industries de base au lendemain de la révolution. Les Bolcheviks avaient alors pleinement conscience de la complexité du passage de l'économie russe, encore à demi féodale, à une économie socialiste. Mais dans l'atmosphère de guerre civile, le Parti dirigeant semble avoir échangé son réalisme du début contre une passion obstinée et extravagante d'atteindre l'Utopie. Comme le dit Karl Radek, les Bolcheviks espéraient se frayer un chemin par un raccourci, fusil en main, vers une parfaite société sans classes. Par-dessus tout, ils avaient acquis l'habitude du commandement militaire et persistaient dans cette habitude alors qu'ils se trouvaient aux prises avec un chaos économique et social, dont nul commandement militaire ne pouvait faire sortir l'ordre.

En mars 1921, le mécontentement du pays éclata brusquement avec le soulèvement de Cronstadt qui coïncida avec le X^e Congrès du Parti : « Ce fut, dit Lénine, une flamme qui éclaira la réalité mieux que ce soit d'autre. » Il y avait une amère ironie dans le fait que le théâtre du soulèvement était Cronstadt, la forteresse bolchevique de 1917. Sympathisants des gardes blancs, anarchistes et même Bolcheviks combattaient côte à côte les troupes rouges accourues à travers la surface gelée de la baie de Fin-

1. *Tretii Syezd. Profsoyuzov*, pp. 87-95.

lande sur l'ordre de Toukhatchevsky pour maintenir la révolte. La mesure de l'inquiétude provoquée par ce soulèvement dans le Parti dirigeant est donnée par le fait que, à l'annonce de la révolte, le Congrès interrompit ses débats et envoya la plupart de ses délégués prendre part à l'assaut contre Cronstadt. A aucun moment critique de la guerre civile, on n'avait vu semblable panique.

Les insurgés de Cronstadt demandaient la fin de la dictature du Parti bolchevique et le retour à un gouvernement normal des soviets, tel que les Bolcheviks avaient promis de l'établir. Ils demandaient aussi la fin de l'oppression politique et économique. Quelques-uns des leaders du soulèvement étaient des anarchistes ou des communistes de gauche et leurs mots d'ordre étaient empruntés aux slogans bolcheviques dans les premiers jours de la révolution. Toutefois, malgré sa nuance d'extrême gauche, le soulèvement réveilla de nouveaux espoirs dans les rangs de la contre-révolution battue. La dictature avait atteint un point où, suivant l'expérience d'autres révolutions, après avoir vaincu les partisans de l'ancien régime, il voyait se dresser devant lui la droite et la gauche, conservateurs et révolutionnaires, dans une commune et amère opposition. Pour un instant, l'ombre de la charrette qui transporta Robespierre à la guillotine, parmi les clameurs de la plèbe et de l'aristocratie parisienne, dut apparaître aux yeux de Lénine.

Le soulèvement fut vaincu, mais de cette expérience, Lénine tira les conclusions suivantes : « ...Nous avons été trop loin... nous ne nous étions pas assuré une base suffisante... les masses ont senti ce que nous-mêmes ne pouvions pas encore formuler consciemment... à savoir, que le passage direct à des formes purement socialistes, à une distribution purement socialiste était au-dessus de nos forces et que, à moins que nous nous montrions capables de battre en retraite et de nous limiter à des tâches plus faciles, nous serions menacés d'un désastre¹. » Le système du communisme de guerre fut aboli et remplacé par ce qu'on appela la nouvelle politique économique. Cette politique, connue sous les initiales de la N. E. P., établissait une économie mixte. Les industries de base et les transports demeuraient propriété de l'Etat. L'entreprise privée était autorisée dans les petites et moyennes industries et dans le commerce. La réquisition des denrées agricoles à la campagne fut arrêtée; elle fut remplacée par un impôt agricole ordinaire, d'abord en nature, puis en argent. Plus tard, le rouble fut stabilisé. Le but principal de ces réformes d'envergure était de rééquiper l'industrie pratiquement anéantie, de reprendre les échanges entre l'industrie et les biens de consommation et matières premières, en un mot de rétablir une économie en fonctionnement avec l'aide du capital privé. L'Etat se réservait, à côté de la propriété de la grande industrie, un contrôle économique général.

Dans ce schéma, les « secteurs » socialiste et privé de l'Economie nationale devaient entrer en concurrence l'un avec l'autre sur une base commerciale. On espérait que, dans cette compétition, le secteur socialiste s'étendrait graduellement, tandis que le secteur privé perdrait du terrain. Aux yeux de Lénine, la supériorité des industries de base sur le petit commerce et la politique discrètement protectionniste du gouvernement en faveur

1. *The essentials of Lenin*, vol. II, pp. 813-814.

du secteur socialiste rendaient l'éventuelle victoire de ce dernier fort probable, sinon certaine. Cependant, cette lutte devait garder un caractère essentiellement pacifique et commercial. Le socialisme devait faire ses preuves dans une expérience économique¹. Rien naturellement, quelques points cruciaux du programme demeuraient vagues ou à préciser; et la discussion sur ces points allait faire partie de la lutte pour le pouvoir qui suivit la mort de Lénine. Staline ne contribua en rien au programme original de la N. E. P., qui était en entier une création de Lénine. Et son adoption ne souleva pas de notables divergences de vues. La réforme fut réalisée dans l'émoi causé par le soulèvement de Cronstadt sans aucun débat préliminaire.

Presque simultanément, mais plus discrètement, une autre décision était prise dont les auteurs eux-mêmes ne pouvaient guère prévoir les conséquences. Tandis que la dictature économique se relâchait radicalement, la dictature politique était renforcée. Pendant la dernière phase de la guerre civile, les partis de l'opposition, Mencheviks et socialistes-révolutionnaires furent finalement supprimés. L'étape suivante fut d'interdire la formation de tout groupe d'opposition à l'intérieur du Parti communiste même. Inconsciemment et presque à tâtons, le bolchevisme atteignait maintenant le seuil de ce qui devait être appelé plus tard l'Etat totalitaire. Il est indispensable de s'arrêter ici un moment pour considérer la perspective du bolchevisme et analyser les impulsions et les motifs de ses leaders, si nous voulons comprendre l'évolution future des soviets et l'ascension de Staline qui en résulta.

L'interdiction des groupes d'opposition à l'intérieur du Parti dirigeant fut prononcée par le X^e Congrès après un débat dramatique sur le rôle des syndicats dans le système soviétique. Trois ou quatre points de vue s'étaient fait jour dans la controverse enflammée qui s'engagea à la veille du soulèvement de Cronstadt. L'Opposition Ouvrière, conduite par l'ancien commissaire au Travail Chlyapnikov et par Alexandra Kollontaï, réclamait la syndicalisation de l'Etat — le transfert de tout le pouvoir économique aux syndicats. Chose assez curieuse, les chefs des syndicats, Tomsy et Roudzoutak, n'étaient pas parmi les leaders de l'Opposition Ouvrière dont la motion n'exprimait nullement les aspirations de la direction syndicale mais le mécontentement de beaucoup de sans-grade du bolchevisme à l'égard de la dictature économique du Parti. L'Opposition critiquait la bureaucratie économique croissante et sa façon brutale de trancher des droits et des intérêts des travailleurs.

Chlyapnikov et Kollontaï affirmaient que les syndicats en tant que représentants directs des classes laborieuses devaient avoir la responsabilité de planifier et de diriger l'économie nationale et qu'ils devaient faire contre-poids au Bureau Politique et au gouvernement, tous deux dominés par les mêmes personnalités². Un autre groupe de mécontents, la fraction du « centralisme démocratique » reprenait certaines de ces critiques et reprochait aux dirigeants du Parti de favoriser le « centralisme bureaucratique³ ». Ce groupe qui réclamait surtout la liberté à l'intérieur du Parti et des soviets

1. *Ibid.*, pp. 777-780.

2. *Desyatyi Syezd R. K. P.*, pp. 41-54-55. Voir aussi A. M. Kollontaï, *L'Opposition ouvrière en Russie*, p. 31.

3. *Desyatyi Syezd R. K. P.*, pp. 339-341.

était à bien des égards le précurseur d'oppositions futures beaucoup plus influentes.

Les tenants les plus forcenés du « centralisme bureaucratique » étaient représentés au Congrès par Trotsky et ses amis qui demandaient l'intégration des syndicats dans la machine gouvernementale. Trotsky faisait remarquer que les syndicats avaient survécu à leurs anciennes fonctions. L'Etat était un Etat ouvrier. Par définition, son gouvernement représentait l'intérêt général et commun du prolétariat que les syndicats avaient toujours défendu. Les revendications particulières d'un groupe d'ouvriers ne pouvaient s'opposer à leur intérêt commun en général. Les syndicats devraient maintenant coopérer avec le gouvernement dans la réalisation de ses plans économiques plutôt que de défendre individuellement des ouvriers ou des groupes d'ouvriers contre l'Etat ouvrier. Tandis que Chlyapnikov et Kollontaï demandaient à l'Etat et au Parti de remettre leur pouvoir économique aux syndicats, Trotsky demandait aux syndicats de renoncer à leur indépendance et de capituler devant l'Etat et le Parti¹.

Soutenu par douze membres du Comité Central, dont Staline, Lénine essaya de trouver un compromis. Il rejeta la demande de Trotsky et de Boukharine concernant l'absorption des syndicats par l'Etat. Les soviets, fit-il remarquer, n'étaient pas strictement parlant l'Etat ouvrier. Ils représentaient deux classes : les ouvriers et les paysans, et de plus, ils souffraient de « déformation bureaucratique ». Avec sa meilleure dialectique, il expliqua que si les ouvriers avaient le devoir de défendre l'Etat, ils avaient aussi le droit de se défendre eux-mêmes contre cet Etat par le canal des syndicats, ce qui impliquait l'indépendance de ceux-ci vis-à-vis du gouvernement. De plus, les ouvriers devaient aussi jouir d'une certaine indépendance vis-à-vis des syndicats et devaient être libres d'y adhérer ou non.

La lutte la plus chaude n'avait cependant pas pour protagonistes Lénine et Trotsky. Tous deux faisaient cause commune contre l'Opposition Ouvrière et le groupe de Centralistes Démocratiques, car c'était de ce côté que l'autorité du Parti et du gouvernement était le plus directement menacée. La gravité de la menace était visible à l'apreté extraordinaire avec laquelle Lénine attaqua ces « anarcho-syndicalistes » comme il étiqueta ses adversaires, avec une amertume qui ne lui était pas habituelle, décrivant même leurs conceptions sans parler de leurs agissements, comme « un danger politique immédiat pour l'existence même de la dictature prolétarienne² ». Ce fut le motif de l'interdiction des groupes d'opposition à l'intérieur du Parti. Ce qui paraissait si dangereux à Lénine dans l'Opposition Ouvrière n'était pas tant leurs conceptions particulières sur les syndicats que leur désir caché d'assigner au Parti un rôle plus modeste que celui qu'il jouait actuellement. Lénine essaya sans grande conviction d'adoucir la rigueur de la condamnation : les membres du Parti auraient la possibilité d'exprimer leurs différences d'opinion dans un bulletin de discussion spécial, et quelques-uns des chefs de l'Opposition furent réélus au Comité Central. Mais il détruisit lui-même l'effet de son geste libéral lorsqu'il convainquit le Congrès de proclamer que « la propagande des idées (anarcho-syndicalistes) est incompatible avec l'appartenance au Parti communiste russe³ ». Le

1. *Ibid.*, pp. 192-194.

2. *The essentials of Lenin*, vol. II, p. 685.

3. *Ibid.*, pp. 683-686.

Congrès donnait au Comité Central le pouvoir d'exclure du Parti les leaders élus par ce même Congrès, menaçant aussi directement les porte-parole de l'Opposition Ouvrière qui venaient d'être réélus. Les trois secrétaires du Parti capables, instruits et d'esprit indépendant, Krestinsky, Serebriakov et Préobrajensky qui inclinaient vers l'opposition ou lui témoignaient quelque indulgence furent déplacés et leur emploi fut donné à des gens « sûrs » tels que Molotov et Yaroslavsky. Les nouveaux secrétaires touchaient Staline de très près. Trotsky vota pour l'interdiction, sans se douter qu'il préparait l'arrêt de mort de sa propre opposition.

L'idée qu'un parti unique devait gouverner les soviets n'était nullement inhérente au programme bolchevique. Moins encore, l'idée que seul un parti unique aurait l'autorisation d'exister. « La proscription des autres partis, écrivait Trotsky, était manifestement en opposition avec l'esprit de la démocratie soviétique et les leaders du bolchevisme la regardaient, non pas comme un principe, mais comme une nécessité passagère d'auto-défense¹. » Pour un parti habitué à une discussion absolument libre et incontrôlée, la proscription des groupes d'opposition intérieure représentait le plus radical reniement de ses traditions anciennes et respectées. Le Parti était maintenant en conflit avec sa propre nature. Il se contredisait lui-même dans le temps même où il essayait de s'affirmer.

Vers la fin de la guerre civile, le bolchevisme était en opposition avec les classes qui l'avaient soutenu jusque-là. Le mécontentement des paysans et des ouvriers s'exprimait par la voix des Mencheviks, des socialistes-révolutionnaires et des anarchistes, dont les critiques contre les Bolcheviks étaient maintenant aussi efficaces et convaincantes qu'elles avaient été vaines et inefficaces de 1917 à 1919. Si le mécanisme de la démocratie soviétique avait pu fonctionner réellement, si les soviets avaient été librement élus, et libres d'élire le gouvernement, il est à peu près certain qu'ils auraient balayé les Bolcheviks des postes de commandement et auraient restitué le pouvoir aux partis mêmes qu'ils avaient rejetés auparavant. Les Bolcheviks étaient résolus à empêcher cela. Dans leur esprit, la révolution n'était en sécurité que si le Parti de la révolution demeurait au pouvoir. Toutes leurs récentes expériences les confirmaient dans cette idée. La révolution avait obtenu ses conquêtes malgré et souvent contre tous les doutes, hésitations et obstructions des Mencheviks et des socialistes-révolutionnaires. Les socialistes modérés n'avaient ni le cran ni l'endurance voulus pour soutenir une guerre civile. Leur retour au pouvoir, d'après les Bolcheviks, ne serait qu'un épisode avant le retour des gardes blancs et la restauration de l'ancien régime. Il était assez certain que, sous l'influence de la fatigue et de l'épuisement, la masse du peuple était maintenant encline à soutenir les Mencheviks ou les anarchistes. Mais fallait-il autoriser la masse à mettre en péril toute l'œuvre de la révolution? Fallait-il rendre aux soviets leur liberté d'action quand tout indiquait qu'ils s'en serviraient pour leur propre destruction? C'était une situation dans laquelle, selon les mots de Dante, le peuple s'écriait : « Mort à notre vie! Vie à notre mort! » et la plupart des leaders bolcheviques refusaient d'écouter.

Cependant, tandis que les interprètes du mécontentement populaire étaient déplacés ou réduits au silence, le mécontentement demeurait. Et

1. Léon Trotsky, *La Révolution trahie*, p. 96.

l'existence d'intérêts en conflit dans les diverses classes, spécialement des paysans, ne pouvait pas non plus être conjurée par la répression de leurs porte-parole. Puis le Parti dirigeant lui-même, ce vainqueur solitaire, resté maître du champ de bataille, commença à donner des signes de désappointement et de mécontentement. Tour à tour, l'une ou l'autre section du Parti se mit à exposer ses griefs particuliers et ses motifs de plainte. Les divisions existant dans le pays menaçaient de diviser le Parti dirigeant lui-même et il fallait maintenant conserver unis ses divers éléments avec des liens de fer. La sensibilité du Parti devait être émoussée, son regard obscurci et ses oreilles bouchées afin de le préserver de toute influence fâcheuse. La nécessité de tout cela semblait devenir encore plus urgente en raison des réformes de la N. E. P. Les groupes et les intérêts capitalistes s'étaient vu allouer un nouveau champ d'action dans le domaine économique mais aucun parti ne les représentait plus dans le domaine politique. Ils devaient normalement chercher des moyens de s'exprimer même à l'intérieur du seul parti politique existant. Seul un isolement *absolu* pouvait empêcher le Parti de se scinder en un grand nombre de partis hostiles les uns aux autres.

Le bolchevisme s'attaquait là à un problème à peine plus aisé à résoudre que la quadrature du cercle ! Pour sauver les conquêtes de la révolution, il lui fallait supprimer le rythme normal de la vie politique du pays. Mais en agissant ainsi, le Parti se mutilait lui-même, corps et âme. Dorénavant, ses membres craindraient d'exprimer une opinion qui, à l'analyse, pourrait être suspecte de refléter « la pression d'une classe étrangère ». La plus haute autorité pourrait seule décider si un point de vue était bolchevique et prolétarien ou ne l'était pas. Tous les points de doctrine devenaient mystérieusement insaisissables et le Bureau Politique devint le seul dépositaire de la sagesse révolutionnaire. La plupart des leaders perdaient tout contact avec les sentiments réels de leurs partisans, puisque le courant d'idées ne suivait plus qu'une seule direction, du sommet du Bureau Politique à la base. Le Parti était en train de se transformer progressivement en une machine bureaucratique. Il est certain que le souci de maintenir l'esprit de la révolution obligeait le bolchevisme à suivre la voie tracée par le X^e Congrès. Mais il est également vrai qu'en adoptant cette attitude, le bolchevisme perdait de plus en plus son caractère original. Dans le but de sauver la révolution, le Parti cessait d'être une libre association de révolutionnaires courageux, à l'esprit critique et indépendant. Sa masse se soumit à la puissance sans cesse grandissante de la machine du Parti. Elle ne voyait aucune autre solution. Ceux qui tenaient les leviers de la machine et l'approchaient de plus près, ceux qui par leur éducation ou leur tempérament s'accordaient le mieux avec la nouvelle orientation bureaucratique devinrent automatiquement les chefs de l'ère nouvelle. L'administration commença à chasser de son poste l'idéologue; le bureaucrate et l'homme de comité éliminèrent l'idéaliste. Qui pouvait être favorisé par cette évolution et qui pouvait la favoriser plus fortement que Staline, l'homme de comité par excellence ? L'Homme de Comité, avec des majuscules ?

Cette tendance des événements ne fut pas très rapidement apparente. Elle se développa progressivement avec des zigzags contradictoires, toujours à l'opposé avec les habitudes d'autrefois. La séparation entre les administrateurs et les idéalistes n'était ni brutale ni rapide. Les administrateurs ne manquaient pas d'idéalisme et les idéologues capitulaient volon-

tiers au début devant les bureaucrates ou même rivalisaient avec eux de dévotion envers la nouvelle discipline. Ainsi dans le débat sur les syndicats, l'idéologue Trotsky encouragea à tel point les aspirations bureaucratiques qu'il choqua même les bureaucrates les mieux assis et compromit considérablement sa popularité. En Lénine, des traits de caractère différents étaient presque parfaitement mariés. C'est pourquoi il convenait si idéalement pour présider au passage de son Parti d'une étape à l'autre.

Pour le moment, son autorité morale établit un compromis temporaire et branlant entre les tendances opposées, compromis qui se brisa après sa mort. Mais de son vivant même le poids de l'équipe dirigeante bureaucratique s'accrut considérablement bien qu'insensiblement, mois après mois; et en même temps croissait le rôle de Staline dans cette équipe.

CHAPITRE VII

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Staline accumule les pouvoirs. — Son rôle comme commissaire à l'Inspection Ouvrière et Paysanne. — Sa position à l'intérieur du Bureau Politique. — Staline nommé secrétaire général du Comité Central (3 avril 1922). — Les fonctions du secrétaire général et de la Commission Centrale de Contrôle. — Staline dirige les premières « épurations ». — La maladie de Lénine. — Le conflit de Staline et des Bolcheviks géorgiens hostiles aux ordres de Moscou. — On reparle du « chauvinisme grand-russien ». — Staline, auteur de la Constitution de 1924. — Son conflit avec Lénine. — Le testament de Lénine. — Lénine attaque Staline, commissaire à l'Inspection Ouvrière et Paysanne (janvier-février 1923). — Le succès de Staline au XII^e Congrès du Parti. — Le triumvirat : Zinoviev, Kamenev et Staline. — La controverse de 1923. — La lutte entre les triumvirs et Trotsky. — L'origine du culte de Lénine. — Mort de Lénine (21 janvier 1924). — Staline jure fidélité à Lénine. — Le testament de Lénine conseillant d'écarter Staline est lu en séance du Comité Central (mai 1924). — Zinoviev sauve Staline. — Un portrait de Staline en 1925. Sa tactique à l'égard de ses adversaires et de ses alliés. — La « discussion littéraire » de l'automne 1924. — Staline défend Zinoviev et Kamenev contre Trotsky. — Staline contre « le socialisme dans un seul pays » (printemps 1924). — Il change d'avis en automne. — La « Révolution permanente » de Trotsky. — Le fond psychologique du « socialisme dans un seul pays ».

Peu d'événements importants de l'histoire ont été aussi peu frappants et ont semblé aussi insignifiants aux yeux de leurs contemporains que l'étonnante accumulation de la puissance dans les mains de Staline qui eut lieu du vivant même de Lénine. Deux ans après la fin de la guerre civile, la société russe vivait déjà sous l'empire virtuel de Staline sans connaître même le nom de son dirigeant. Fait encore plus étrange, il a été élu, investi de tout son pouvoir par ses rivaux. Il devait y avoir une abondance de drames dans la lutte qui l'opposa plus tard à ses rivaux. Mais cette lutte ne commença qu'après qu'il se fut assuré de tous les leviers de commande et lorsque ses adversaires, mis en éveil par le rôle qu'il jouait, essayèrent de le déloger de sa position prépondérante. Mais ils s'aperçurent alors qu'il ne pouvait être ébranlé.

Trois des fonctions qu'il remplissait immédiatement après la guerre civile étaient d'une importance capitale : il était commissaire aux Nationalités, commissaire à l'Inspection Ouvrière et Paysanne et membre du Bureau Politique.

En tant que commissaire aux Nationalités, il réglait les affaires de la moitié environ de la population de la République Socialiste Fédérative Soviétique Russe, comme on appelait maintenant l'Etat qui avait remplacé la vieille Russie; soixante-cinq millions d'habitants sur cent quarante appartenaient à des nationalités étrangères. Ils représentaient tous les niveaux possibles de civilisation, du mode de vie presque européenne des Ukrainiens à l'existence primitive des vingt-cinq millions de bergers turcs organisés en tribus. On trouvait, entre la société moderne et la communauté tribale, à divers stades de développement intermédiaires, les Biélorussiens, Kirghizes, Uzbeks, Azerbaïdjanais, Tartares, Arméniens, Géorgiens, Tadjiks, Bouriates et Yakoutes, et une foule d'autres peuplades pour lesquelles il ne semble pas exister de noms dans la langue. Le bolchevisme, désireux d'attirer toutes ces nationalités et d'effacer toute trace d'oppression tsariste, leur offrit, avec l'autonomie, de se gouverner eux-mêmes. On n'en trouvait qu'un très petit nombre ayant à quelque degré une conscience « nationale ». Il y en avait encore moins ayant le minimum d'éducation indispensable à la formation d'un gouvernement autonome. Pour le règlement de leurs affaires, ils avaient besoin d'une aide extérieure : c'est-à-dire de l'aide du commissariat aux Nationalités. Pour la plupart d'entre eux, les problèmes de doctrine du communisme étaient aussi lointains que les théories d'Einstein pour les khans de Boukhara. Dans leur pays, la révolution était synonyme de libération des communautés primitives de la domination des émirs, khans ou moullahs, et signifiait un certain degré d'eupéanisation.

Excepté l'Ukraine, régie par un gouvernement indépendant, présidé par Christian Rakovsky, le commissariat aux Nationalités dut tout d'abord affronter la vaste masse inerte, orientale, qui vivait aux frontières de la Russie. Aucun autre des dirigeants — la plupart avaient passé la plus grande partie de leur vie d'adultes en Europe occidentale — n'était plus apte à présider le commissariat que Staline. Il connaissait mieux que personne les coutumes et les mœurs de ses administrés. Il savait mieux que personne démêler les complexités de leurs problèmes politiques dans lesquels les rivalités sanglantes et le goût oriental de l'intrigue se mêlaient à une impulsion sincère vers la civilisation moderne. Il y avait, chez lui, juste ce qu'il fallait de patience, de fermeté patriarcale et de finesse. Le Bureau Politique se fiait à cela et se garda d'intervenir.

La périphérie asiatique et semi-asiatique devint ainsi son premier domaine incontesté. Immédiatement après la révolution, alors que la nation était dirigée par les villes avancées et turbulentes de la Russie d'Europe, en premier lieu par Saint-Petersbourg et Moscou, le poids de cette « périphérie » ne se faisait pas trop sentir. Avec le recul de la révolution, les provinces primitives prirent leur revanche; elles réaffirmèrent leur existence de mille façons, économique, politique et culturelle. Leur climat spirituel devint, en un sens, décisif pour l'avenir du pays. Le fait que ce climat était surtout oriental prit une grande signification. Staline, qui était tout désigné pour parler au nom du communisme aux peuples des frontières orientales,

était fait aussi pour « orientaliser » son Parti. Durant les années où il fut commissaire, il établit et développa des contacts avec les dirigeants bolcheviques des pays frontières, sur l'appui dévoué desquels il put compter, et on devait en trouver plus tard au Kremlin un grand nombre dans son entourage.

Sur la proposition de Zinoviev, il fut nommé commissaire à l'Inspection Ouvrière et Paysanne en 1919. Le *Rabkrin*, comme on appelait ce commissariat, fut créé pour contrôler tout l'appareil administratif, de haut en bas, en vue d'en éliminer les deux défauts principaux, l'incapacité et la corruption, hérités de l'administration civile tsariste. Il devait être le vérificateur sévère et clairvoyant de toute la machine gouvernementale chancelante; dépister les abus de pouvoir et la bureaucratie; former une élite de fonctionnaires civils sûrs pour toutes les branches administratives. Le commissariat comprenait des équipes d'ouvriers et de paysans qui avaient le droit de pénétrer à n'importe quel moment dans n'importe quel service dépendant de n'importe quel commissariat et de vérifier le travail qu'on y faisait. Finalement, les équipes du *Rabkrin* assistèrent régulièrement aux conférences intérieures des ministères et même aux réunions du Conseil des Commissaires. Ce système était destiné à former une élite de la fonction publique; mais en fait, il permettait au *Rabkrin* de surveiller tous les rouages de la machine gouvernementale¹.

Ce bizarre plan d'inspection était, dans son ensemble, une des idées chères à Lénine. Exaspéré par l'incapacité et la malhonnêteté des fonctionnaires, il chercha à y remédier par un « contrôle d'en bas » sévère et impitoyable dont le commissariat devait en être le moyen. Que Staline ait été choisi pour cet emploi montre que Lénine avait une grande confiance en lui, car l'Inspection devait être une sorte de « super-gouvernement », lui-même exempt des tares de la bureaucratie.

Le remède de Lénine se révéla aussi mauvais que le mal. Les fautes des services publics, comme le fit souvent remarquer Lénine, reflétaient le manque effroyable d'éducation du pays, sa misère matérielle et spirituelle; on n'y pourrait remédier que progressivement, ce qui demanderait au moins une génération. Le *Rabkrin* aurait dû être un commissariat d'anges pour pouvoir s'élever sans parler d'élever les autres au-dessus de cette vallée d'enfer qu'était la bureaucratie russe. Croyant ainsi aux vertus inférentes de la classe ouvrière, Lénine fit appel aux ouvriers contre sa propre bureaucratie. Mais au contact de la bureaucratie, les ouvriers devinrent eux-mêmes des bureaucrates. Le commissariat à l'Inspection, comme devait le découvrir plus tard Lénine, devint une autre source de désordre, de corruption et d'intrigue bureaucratique. A la fin, il devint une police non officielle, mais officieuse, chargée de la fonction publique. Mais ne devançons pas les faits. Il suffit de dire ici qu'en tant que chef à l'Inspection, Staline arriva à contrôler toute la machine gouvernementale, son fonctionnement et son personnel plus étroitement que n'importe quel autre commissaire.

Une autre position-clé fut celle qu'il occupa dans le Bureau Politique.

1. Voir Lénine, *Sotchinénia*, vol. XXVII, pp. 14-20; *Lettres de Lénine*, pp. 455-456, 474-475; *Discours de Zinoviev* dans 8 *Syezd R. K. P. (b)*, pp. 162-163, 501, 225-226, et 290-291; et *Kratkii Otchet Narkom. R. K. I.*

Pendant toute la guerre civile, le Bureau Politique ne comprit que cinq hommes : Lénine, Trotsky, Staline, Kamenev et Boukharine. Depuis la séparation entre les Bolcheviks et les socialistes-révolutionnaires, il avait été le vrai gouvernement du pays. Lénine était à la fois le chef reconnu du gouvernement et du Parti. Trotsky était responsable de la conduite de la guerre civile. Kamenev s'occupait de diverses affaires en tant que délégué de Lénine. Boukharine était chargé de la presse et de la propagande. Le règlement des questions journalistiques était confié à Staline. Le Bureau Politique s'occupait de la grande politique. Un autre organisme fut, comme le Bureau Politique, élu par le Comité Central, le Bureau d'Organisation pour s'occuper du personnel du Parti dont il pouvait librement disposer, dont il dirigeait le travail et qu'il répartissait dans l'armée et l'administration selon les besoins de la guerre civile. Dès le début de 1919, Staline fut le seul officier de liaison permanent entre le Bureau Politique et le Bureau d'Organisation. Il assurait l'unité de la politique et de l'organisation; c'est-à-dire qu'il rassemblait les forces du Parti suivant les directives du Bureau Politique. Contrairement à tous ses collègues, il était plongé dans la routine quotidienne du Parti et dans ses cabales de couloirs.

A ce moment, son pouvoir était déjà formidable. Il le devint encore plus lorsqu'il fut nommé, le 3 avril 1922, Secrétaire Général du Comité Central. Le XI^e Congrès du Parti venait d'élire un nouveau comité central élargi et d'en modifier à nouveau les statuts. Les organismes dirigeants du Parti étaient devenus pléthoriques; un nouveau poste, celui de secrétaire général, fut créé, qui devait coordonner le travail de leurs ramifications croissantes qui, souvent, se chevauchaient. Ce fut à cette occasion, selon Trotsky, que Lénine exposa au cercle de ses compagnons intimes ses craintes au sujet de la candidature de Staline : « Ce cuisinier ne peut préparer que des mets épicés¹. » Mais ses doutes n'étaient en tout cas pas sérieux; et en fin de compte, il appuya lui-même la candidature du « cuisinier ». Molotov et Koubychev furent nommés adjoints de Staline; le premier avait déjà été l'un des secrétaires du Parti. La presse russe annonça sans commentaires cette nomination, comme un événement peu important de la vie intérieure du Parti.

Peu après, une lutte sourde pour l'autorité commença à se manifester entre les chefs du Parti. Les sept hommes qui formaient alors le Bureau Politique (en plus des cinq précédemment nommés, on avait élu Zinoviev et Tomsy) représentaient, pour ainsi dire, le cerveau et l'esprit du bolchevisme. On trouvait dans les bureaux du Secrétariat Général le pouvoir plus matériel de l'organisation et de la direction effective. Le Secrétariat Général était censé être subordonné à l'illustre et vénéré Bureau Politique. Mais celui-ci en vint à dépendre du Secrétariat au point que, sans cet organe, il semblait de plus en plus suspendu au-dessus du vide. Le Secrétariat préparait l'ordre du jour de chaque réunion du Bureau Politique. Il fournissait la documentation sur chaque affaire en discussion. Il transmettait les ordres du Bureau Politique aux échelons inférieurs. Il était journellement en contact avec les milieux de fonctionnaires du Parti de la capitale et des provinces. C'est lui qui les nommait, leur donnait de l'avancement et les licenciat. Il pouvait jusqu'à un certain point préjuger un

1. L. Trotsky, *Mein Leben*, p. 450.

avis du Bureau Politique sur toute question avant qu'elle soit débattue. Il pouvait altérer les décisions du Bureau Politique en cours d'exécution pratique, suivant le bon vouloir du Secrétaire Général. Des organisations semblables existent dans toute machine gouvernementale, mais dégèrent rarement en autorité indépendante. Ce qui les empêche habituellement d'outrepasser leurs droits, c'est une certaine diffusion du pouvoir dans tout l'appareil gouvernemental, qu'ils sont soumis à un contrôle effectif et que les fonctionnaires sont quelquefois intègres. La super-centralisation du pouvoir dans la direction bolchevique, le manque de contrôle effectif et, enfin, mais non la moindre raison, les ambitions personnelles du Secrétaire Général, tout cela contribuait à donner au Secrétariat Général l'importance extraordinaire qu'il avait commencé à acquérir quelques mois seulement après sa création.

Le tableau ne serait pas complet si l'on ne faisait mention d'une autre institution, la Commission Centrale de Contrôle, qui devint d'une grande influence dans les affaires bolchevistes. Son rôle vis-à-vis du Parti était analogue à celui du Commissariat à l'Inspection vis-à-vis de la machine gouvernementale : elle surveillait les mœurs du Parti. Elle avait été créée au X^e Congrès en 1921, à la demande de l'Opposition Ouvrière envers laquelle le Congrès s'était montré par ailleurs si dur. Elle avait la responsabilité des épurations. Celles-ci avaient été également instituées par le X^e Congrès, à la demande de l'Opposition. Elles étaient destinées à débarrasser périodiquement le Parti des carriéristes qui étaient entrés en grand nombre dans le Parti, des communistes qui avaient pris goût à une vie bourgeoise, et des commissaires à qui le pouvoir avait tourné la tête. Lénine, en adoptant cette idée, y voyait un moyen d'empêcher ses partisans d'abandonner le style puritain propre au Parti. Mais il s'en servit aussi contre les « anarcho-sindicalistes », les hésitants, les sceptiques et les dissidents, contre les vrais initiateurs de cette nouvelle pratique. Les méthodes d'épuration étaient différentes au début de ce qu'elles devinrent plus tard. Les épurations n'étaient pas du ressort de la justice. Elles étaient menées par les commissions de contrôle locales du Parti devant une assemblée publique de citoyens à laquelle avaient libre accès les Bolcheviks et les non-Bolcheviks. La conduite de chaque membre du Parti, du plus influent au plus humble, était soumise à un examen public rigoureux et sévère. Tout homme ou femme présent dans l'assistance pouvait venir témoigner. Le Bolchevik dont le dossier n'était pas satisfaisant, était blâmé ou, dans les cas extrêmes, expulsé du Parti. La Commission de Contrôle ne pouvait infliger d'autres peines que celles-là.

La justification première de ces épurations relevait donc du donquichotisme. Elles devaient permettre au peuple de faire claquer le fouet périodiquement aux oreilles de ceux qui détenaient le pouvoir. Mais, étant donné que le Parti dirigeant était convaincu qu'il ne pouvait se soumettre au contrôle populaire pour toutes questions politiques essentielles, ces nouveaux moyens pour raviver le contrôle populaire étaient *a priori* inutiles et ne pouvaient s'avérer qu'inefficaces. Ils illustraient le dilemme déjà familier en face duquel se trouvait le Parti : son éloignement croissant du peuple mais le désir de conserver son caractère populaire ; ce dilemme fut à la base des pathétiques expériences de Lénine sur son Parti durant les deux dernières années de son activité politique. Les épurations devaient remplacer

de vraies élections, elles devaient éloigner du pouvoir les membres corrompus sans en éloigner le Parti¹.

La Commission Centrale de Contrôle de Moscou devint bientôt la Cour suprême d'appel pour les victimes des épurations dans le pays tout entier. A l'origine, elle ne devait dépendre ni du Comité Central ni du Bureau Politique. Plus tard, elle alla presque de pair avec le Comité Central ; et les deux organismes assistaient régulièrement à des séances communes. Le Secrétariat Général était le lien qui les unissait. C'est ainsi qu'officieusement, Staline devint le chef principal des épurations.

Lénine, Kamenev, Zinoviev et, à un moindre degré, Trotsky, furent les répondants de Staline pour toutes les fonctions qu'il détint. Ses fonctions étaient d'une nature peu attirante pour les brillants intellectuels. Ces brillants doctrinaires, ces fins analystes politiques n'avaient que peu de talents utilisables pour l'Inspection Ouvrière et Paysanne ou le Secrétariat Général. Ce qui était indispensable pour occuper ces postes c'étaient une énorme capacité de travail, d'un travail dur et fastidieux, et un intérêt soutenu et patient pour chaque détail de l'organisation. Aucun de ses collègues ne disputa à Staline ses fonctions. Aussi longtemps que Lénine garda les rênes du gouvernement, ils le considérèrent simplement comme l'assistant de Lénine ; et tous acceptaient volontiers Lénine comme chef. Ni eux ni Lénine ne remarquèrent à temps le changement subtil qui s'opéra en Staline et le fit passer progressivement du rôle d'assistant à celui de coadjuteur.

Moins de deux mois après la nomination de Staline au poste de Secrétaire Général, les rênes du gouvernement échappèrent à Lénine. A la fin de mai 1922, il eut sa première attaque d'artériosclérose et de paralysie. Il ne pouvait presque plus parler et on l'emmena du Kremlin à la campagne, près de Moscou. Ce ne fut que dans le milieu de l'automne qu'il se remit suffisamment pour pouvoir reprendre son activité, mais cette reprise d'activité fut de très courte durée. A la fin de l'automne, une seconde attaque l'immobilisa à nouveau, et à la fin de l'hiver, en mars 1923, une troisième attaque l'éloigna de la scène politique bien qu'il luttât contre la mort jusqu'au 21 janvier 1924.

On peut difficilement exagérer le choc que produisit sur les dirigeants bolcheviques la maladie de Lénine. C'était toute une constellation qui cessait brusquement de briller de la lumière qu'irradiait ce maître spirituel ou de se mouvoir dans son orbite. Les disciples et les satellites de Lénine (seul Trotsky n'appartenait à aucune de ces deux catégories) commencèrent à agir de leur propre chef. Ils se dépouillèrent progressivement des caractères qui n'étaient qu'imités, de leur seconde nature, la meilleure. Le côté négatif de l'influence énorme et constante de Lénine sur ses partisans devenait maintenant remarquablement visible. Ce qui montre combien cette influence était grande, c'est le fait, confirmé par Trotsky, que durant les années passées avec leur chef, Zinoviev et Kamenev avaient été jusqu'à

1. Les épurations servirent de prétextes à toutes sortes de règlements de comptes personnels. En mai 1922, Lénine écrivit dans une lettre à Staline : « ... L'épuration du Parti a révélé la prédominance, dans la majorité des comités locaux d'investigation, de la rancune personnelle et de la méchanceté... Ce fait est incontestable et plutôt significatif. » Dans la même lettre, Lénine se plaint de ce que les hommes du Parti manquent « d'une instruction juridique adéquate... » leur permettant de résister à toutes les influences strictement locales. Voir *The essentials of Lenin*, vol. II, p. 809.

adopter l'écriture de Lénine. Maintenant ils continuaient à écrire comme lui, mais sans être inspirés par ses idées.

Dans un certain sens, Staline dépendait moins de Lénine que ses collègues; ses besoins intellectuels étaient plus limités que les leurs. Il s'intéressait à la mise en pratique des recettes léninistes, et non au mécanisme de la pensée léniniste. Sa propre conduite lui était dictée par les dispositions, les besoins et les passions de la vaste machine politique qu'il contrôlait. Sa propre philosophie politique s'effaçait pour pouvoir s'assurer la domination de cette machine par les moyens les plus pratiques et les plus commodes. Sous un régime ouvertement dictatorial, la répression est souvent la méthode d'action la plus pratique et la plus commode. Il se peut que le Bureau Politique se soit trouvé désorienté après la disparition de Lénine; il n'en fut pas de même pour son Secrétariat Général. Au contraire, comme il ne devait plus rendre de comptes au maître vigilant et avisé, il agit avec plus de fermeté et d'assurance. Cela fut également vrai pour l'Inspection Ouvrière et Paysanne. Le Secrétariat et l'Inspection s'attirèrent les critiques de Trotsky qui proposa la dissolution complète de cette dernière¹. Mais sa proposition ne fit qu'irriter les membres du Bureau Politique, l'institution n'avait-elle pas reçu la bénédiction de Lénine? Les critiques que Trotsky formula au sujet du Secrétariat n'eurent pas plus de succès. Le Secrétaire Général sut justifier tous les actes de répression contre les Bolcheviks mécontents grâce aux statuts du Parti tels qu'ils avaient été amendés, sur l'initiative de Lénine et avec l'appui de Trotsky, par les X^e et XI^e Congrès. Il eut soin d'expliquer que chaque décision qu'il avait prise était la conséquence inévitable des décisions précédentes adoptées d'un commun accord. Il plaça dans le bureau un grand nombre de ses amis, partisans et sympathisants, les hommes de Bakou et Tsaritsyne. Mécontents, ceux qu'il avait renvoyés allèrent se plaindre au Bureau Politique, où Trotsky prit leurs causes en main. En réponse, Staline se réfugia derrière un partage des responsabilités sur lequel tous avaient été d'accord : le Bureau Politique devait prendre les décisions en matière de grande politique; le Secrétariat Général et le Bureau d'Organisation s'occupaient du personnel du Parti. Les critiques pointilleuses de Trotsky ne firent qu'indisposer le Bureau Politique.

La seule accusation vraiment grave portée contre Staline était relative à ses agissements dans son pays natal, la Géorgie. On doit rapporter brièvement ici les antécédents peu édifiants de ce conflit. Jusqu'en février 1921, la Géorgie avait été dirigée par un gouvernement menchevique, bien que le reste du Caucase soit progressivement passé sous contrôle soviétique. Moscou s'accommodait tant bien que mal du régime menchevique de Tiflis, quoique le fait que Jordania et Ramichvili, ses vieux adversaires du temps du *Messame Dassy* gouvernassent Tiflis n'ait pu qu'irriter Staline. Le Bureau Politique attendit le bon moment, certain que la Géorgie menchevique ne pourrait tenir longtemps dans un Caucase soviétisé dont elle dépendait pour son pain et son combustible. La popularité du gouvernement menchevique commença en effet à décliner. Mais la patience de Staline s'évanouit encore plus rapidement. En février 1921, des détachements de la Seconde Armée Rouge envahirent la Géorgie par le Caucase

septentrional et obligèrent le gouvernement menchevique à se battre.

Il faut reconnaître que le nationalisme des Mencheviks géorgiens n'était pas très profond. Ils n'avaient réclamé l'indépendance de leur pays ni au temps du Tsar ni sous Kérénsky. Le plus qu'ils demandaient, c'était un certain degré d'autonomie à l'intérieur d'une Russie fédérale. Sous Kérénsky, ils s'opposèrent farouchement à la séparation de la Russie des pays-frontières, que ce fût la Finlande ou la Géorgie. Leur patriotisme d'une outrancière nouveauté n'était qu'une forme d'opposition au bolchevisme. Néanmoins, l'invasion de l'Armée Rouge irrita les montagnards géorgiens. Staline, qui, trois ans plus tôt, faisait aux Finlandais cette promesse : « Nous n'exercerons aucun contrôle, aucune tutelle sur le peuple finlandais », délivrait maintenant les ordres de marche pour l'invasion de la Géorgie. Son vieil ami, Serge Ordjonikidzé, était commissaire politique auprès de l'armée d'invasion. Les préparatifs de campagne furent tenus secrets jusqu'au dernier moment; mais au dernier moment, le mouvement fut appuyé par Lénine et le Bureau Politique à qui l'on avait dit qu'une révolte communiste avait éclaté à Tiflis et que l'Armée Rouge ne ferait que soutenir les Rouges, dont le succès était certain mais pourrait coûter plus cher si on les laissait combattre seuls. Il est vrai qu'une révolte communiste avait éclaté à Tiflis mais elle ne disposait pas d'un soutien populaire assez fort pour lui assurer la victoire¹.

Staline avait à peine pris sa revanche sur ses compatriotes mencheviques qu'il s'engagea dans une querelle avec les Bolcheviks de Tiflis. Quelques mois après l'invasion, il alla à Tiflis pour diriger le travail du comité caucasien du Parti. Dans l'automne de 1921, il défendit avec l'appui de Lénine l'idée d'une fédération caucasienne des républiques soviétiques². Mais l'idée n'avait soulevé que peu d'enthousiasme à Tiflis. Les Bolcheviks géorgiens préféraient que leur pays restât une république soviétique vraiment autonome, associée de loin à une fédération panrusse; ils ne voulaient pas abandonner leur souveraineté en faveur d'une organisation caucasienne régionale plus voisine.

Il est difficile de définir qui avait raison dans cette querelle. Partout dans le Caucase il y avait des rivalités sanglantes entre Géorgiens, Arméniens et Tartares qui étaient à des degrés différents opposés aux Russes. Les Cosaques, les Tchetchènes, les Ossètes et d'autres petites tribus de montagnards se livraient à de mutuels massacres sans merci, que Staline essaya d'arrêter par des transferts et des réinstallations de population, méthode qu'il devait appliquer un quart de siècle plus tard, à une plus grande échelle, aux Ukrainiens, aux Polonais, aux Allemands et autres étrangers. Il se peut bien que les dirigeants bolcheviques géorgiens qui s'opposèrent à la fédération caucasienne, Boudou Mdivani et Philippe Makharadzé, aient été eux-mêmes, comme disait Staline, gagnés par le « nationalisme local ». Mais il est plus probable qu'ils réalisèrent qu'une fédération caucasienne ne pourrait réussir dans une atmosphère surchauffée de rivalités sanglantes. Il se peut aussi qu'ils aient voulu défendre plus qu'un semblant d'indépendance, d'autant que durant les trois années de gouvernement menchevique, la vieille nostalgie patriotique géorgienne à

1. L. Trotsky, *Staline*, p. 267.

2. *Ibid.*, vol. IV, pp. 399-401.

demie éteinte était redevenue un sentiment populaire vivace. L'invasion avait heurté ce sentiment. Il le fut encore par les activités des agents russes de la police politique envoyés à Tiflis à l'instigation du commissariat aux Nationalités pour « nettoyer » les Mencheviks locaux. Quelques-uns des Bolcheviks géorgiens protestèrent contre les persécutions infligées aux Mencheviks qu'ils considéraient encore comme de vieux camarades, malgré toutes les divergences qui les séparaient et toutes les persécutions qu'eux-mêmes avaient endurées sous le régime menchevique.

Toute cette nouvelle politique ranima la vieille peur qu'avait la Géorgie de la domination russe. Il importait peu que son instigateur fût lui-même un Géorgien et qu'il s'adressât aux habitants de Tiflis dans leur langue maternelle. C'était Moscou qui parlait par sa voix. Le fait que l'on retrouvait le vieux Djougachvili dans ce dignitaire du Kremlin empirait encore les choses. Un autre envoyé du gouvernement central aurait pu considérer avec de la réserve et un certain détachement les querelles et disputes locales. Staline s'abandonna bientôt tout entier aux passions locales, et aux souvenirs de sa jeunesse. Une fois encore, il fut l'extrémiste frustré qui avait presque été chassé de Tiflis par la majorité « petite-bourgeoise » du *Messame Dassy*. Tout en étant le Djougachvili qui réglait de vieux comptes à quelques centaines de mètres du vieux séminaire, il réclamait aussi l'obéissance due à Staline. Mais il ne réussit pas à se faire obéir.

Le 6 juillet 1921, à Tiflis, il s'adressa à une réunion des membres du Parti et attaqua ses adversaires¹. Il parla des difficultés économiques que la Géorgie rencontrerait en tant qu'État « isolé » et fit ressortir les avantages d'une coopération avec le reste du Caucase. La Géorgie, dit-il, recevrait gratuitement du pétrole de Bakou. La Russie ferait aux républiques caucasiennes un prêt de plusieurs millions de roubles. Tout en offrant de tels cadeaux, il continuait à attaquer le « nationalisme local ». Il était choqué par le chauvinisme local qui s'était développé d'une manière extravagante dans le Caucase; et il leur opposait un tableau quelque peu exagéré de la « grande solidarité fraternelle » dans laquelle vivaient les classes ouvrières caucasiennes au temps où il était dans le Caucase. La première tâche à accomplir, pour les communistes géorgiens, était « la lutte sans merci contre le nationalisme local ». Ils devaient « brûler au fer rouge » les survivances nationalistes et écraser « l'hydre du nationalisme ». Le Parti devait expulser de ses rangs les patriotes locaux. Il ne fallait pas avoir peur des épurations. Le Parti russe n'avait que soixante-dix mille membres; il aurait pu facilement en avoir sept millions s'il s'était soucié du nombre et non de la qualité. Grâce à l'élite que formaient ses membres, le Parti russe avait pu faire la révolution et résister à toutes les attaques de l'impérialisme mondial. C'était un exemple à suivre.

Du point de vue géorgien, strictement local, les critiques de Staline sur les « nationalistes », si loin qu'elles allassent, étaient probablement justifiées et irréfutables. Elles auraient semblé normales si elles avaient été formulées par l'un des dirigeants locaux. Mais comme Staline parlait au nom de Moscou, il y avait inévitablement une pointe de « chauvinisme grand-russien » dans tout ce qu'il disait. Au temps des Tsars, toutes les affaires importantes des pays-frontières avaient été réglées par le gouvernement central russe.

On se demandait maintenant si la révolution avait apporté un changement notable à cet égard. Les Géorgiens avaient, plus que n'importe qui, des raisons d'être sceptiques, sinon cyniques. Les discours que prononçait Staline sur leur vice d'égoïsme ne firent que confirmer leur cynisme. C'était comme si un membre du Cabinet britannique avait formulé devant un auditoire à Dublin, des critiques sur « l'hydre » du nationalisme irlandais et ravivé les vieux souvenirs de l'impérialisme britannique. Même si ce ministre avait été d'origine irlandaise, même s'il avait parlé au nom d'un gouvernement révolutionnaire britannique qui aurait proclamé la complète dissolution de l'Empire, ses paroles auraient encore sonné faux, surtout s'il les avait prononcées juste après une nouvelle invasion anglaise. C'était à peu près l'effet que produisaient à Tiflis les discours de Staline.

Sans se soucier de son peu de succès, Staline ordonna à Ordjonikidzé de débarrasser le Parti des adversaires d'une fédération, des patriotes locaux et de ceux qui penchaient vers les Mencheviks. Il n'était pas besoin de sauvages répressions. Il fallait seulement expulser quelques-uns des « patriotes locaux » et réunir en conférences ceux qui acceptaient l'autorité d'Ordjonikidzé. Ceux qui hésitaient ou qui « n'avaient pas aligné » sur le Parti lorsqu'ils apprirent que le Bureau Politique avait unanimement appuyé l'idée de la fédération caucasienne. Ceci était d'ailleurs exact¹. En fin de compte, les dirigeants de l'opposition bolchevique, Mdivani et Makharadzé, furent régulièrement battus dans les votes de chaque conférence et de chaque réunion. Battus, ils continuèrent à protester contre le « chauvinisme grand-russien » du commissaire aux Nationalités.

L'évolution qui avait amené l'ancien socialiste géorgien à un poste où l'on pouvait l'accuser de « chauvinisme grand-russien » fut remarquable. Elle le fut plus encore que celle qui fit du Corse Bonaparte, le fondateur de l'empire français ou celle qui fit de l'Autrichien Hitler, le chef le plus agressif du nationalisme allemand. Les Corses avaient eu peu de griefs contre les Français; le père de Napoléon avait même adhéré au « parti français » de Corse. Le pangermanisme avait toujours eu en Autriche une grande influence, qui n'était tenue en échec que par l'intérêt de la dynastie décadente des Habsbourg. En Géorgie, il n'y avait pas, et il ne pouvait pas y avoir, une seule trace de sympathie en faveur de la Russie. Les griefs contre la Russie étaient fortement envenimés, quoique à un degré moindre que par exemple en Pologne. Ce n'était que grâce au bolchevisme que Staline était devenu un Russe d'adoption; et le bolchevisme avait attiré des hommes comme lui à cause de son internationalisme, surtout à cause de son attitude sympathique envers les nationalités opprimées. Bien qu'on l'ait depuis, et plus d'une fois, accusé de nationalisme russe, il n'était pas alors — et ne le fut pas même plus tard — animé par les émotions et préjugés habituels qui accompagnent le nationalisme. Il ne faisait que représenter le principe de centralisation commun à toutes les révolutions modernes.

1. Lénine accepta le fond de l'idée, mais dans un appel à ses partisans caucasiens, il les pressait de « comprendre la nécessité qu'il y a de ne pas copier nos méthodes, mais de les varier d'une manière réfléchie en fonction de la différence des conditions concrètes. » Davantage de douceur, de prudence, et plus d'empressement à « faire des concessions à la petite bourgeoisie, à l'intelligentsia et surtout aux paysans. » Appliquez dans vos Républiques, non la lettre, mais l'esprit. Le sens et la leçon de notre expérience de 1917-1921 ». (*The Essentials of Lenin*, vol. II, pp. 69-89).

Il donna à ce principe une expression brutale et exagérée. Mais quels qu'aient été ses mobiles, les conséquences pratiques de ses actes furent les mêmes que s'il avait été poussé par un chauvinisme pro-russe.

Il est inutile de démontrer que cette situation paradoxale lui procura une sensation bizarre, mais pas désagréable. Qui n'a pas rencontré des hommes, naturalisés Anglais, dont la confiance en soi est renforcée lorsqu'ils disent : « Nous autres Anglais » ou encore mieux : « Nous, l'Empire britannique... », ce fut un peu dans cet état d'esprit que Staline, dans un de ses discours aux communistes musulmans, dit que les sentiments nationaux chez les Russes n'avaient jamais révélé une importance capitale. Etant d'une nation qui a dominé les autres, les Russes en général et les communistes russes en particulier n'ont jamais connu d'oppression raciale et n'ont jamais eu affaire d'une façon générale à des tendances nationalistes dans leur sein, excepté quelques penchants pour « un chauvinisme de grande puissance » ; ils n'ont donc pas eu à réprimer de telles tendances ¹. C'était là une affirmation étonnante. Elle doit avoir surpris de nombreux Bolcheviks lorsqu'elle parut dans la *Pravda*, et Staline ne la répéta jamais. Il est assez vrai que dans les temps modernes, les Russes n'ont pas connu l'espèce de nationalisme ombrageux engendré par l'oppression étrangère. Mais leur nationalisme avait été celui des oppresseurs, dur et sauvage. C'était un nationalisme beaucoup plus dangereux. Lénine avait averti ses partisans des dangers de ce nationalisme, les invitant à se conduire avec patience et indulgence, même vis-à-vis des prétentions exagérées des anciens peuples opprimés, parce que les souvenirs du régime tsariste ne disparaîtraient que très lentement. Le chauvinisme grand-russien était le grand mal que devaient combattre les communistes russes, tandis que le devoir de leurs camarades des pays-frontières était de contrecarrer les manifestations trop débordantes du patriotisme local. Il n'était pas facile de concilier les généreuses injonctions de Lénine avec les exigences de ce gouvernement central qu'il défendait aussi. Ces deux aspects de sa politique tendaient à s'opposer ; et seul un administrateur très avisé et judicieux aurait pu les équilibrer. Staline commit manifestement l'erreur de trop vouloir centraliser.

En commettant cette erreur, si c'est là le mot juste, il reflétait le courant d'idées, l'état d'esprit et les aspirations du corps de fonctionnaires russe, tel qu'il avait été refondu et remodelé après la révolution. La tendance était à une plus grande centralisation dans le gouvernement et même à une reconstitution d'une Russie grande et « indivisible ». Les communistes étaient partisans de la centralisation à cause de ses avantages économiques et administratifs. Mais les communistes n'étaient, selon les propos de Lénine, que des gouttes d'eau dans l'océan ². Ils avaient accompli une « grande révolution agraire générale » avec une audace jamais égalée dans aucun autre pays, et en même temps l'imagination leur manquait pour élaborer une réforme de dixième ordre concernant la routine administrative ³. La révolution ne pouvait éviter de devenir un chaos universel qu'en redonnant du service à la vieille bureaucratie tsariste qui, aussi incompétente qu'elle fût, battait les anciens révolutionnaires sur le plan de la routine administrative.

1. J. Staline, *Sotchineniya*, vol. V, p. 2.

2. *The Essentials of Lenin*, vol. II, p. 790.

3. *Ibid.*, p. 851.

Après la promulgation de la N. E. P., les conservateurs et les nationalistes des professions libérales offrirent leurs services aux nouveaux dirigeants. On les reçut à bras ouverts. Même parmi les émigrés blancs, l'espoir de voir renaître « la Mère Russie » était très fort. Il fut rationalisé par le professeur Oustrialov, ancien membre du gouvernement de Koltchak, sous la forme d'un programme politique. Oustrialov invitait ses partisans à se réconcilier avec le régime soviétique et à travailler dans son sein, à son évolution progressive grâce à la N. E. P. vers le capitalisme et le nationalisme. Vers 1920, les anciens fonctionnaires constituaient déjà un élément solide du nouveau corps de fonctionnaires ¹. Cela se fit surtout sentir dans les hautes sphères où l'on avait grand besoin d'experts. Les relations entre les communistes et les anciens fonctionnaires tsaristes étaient tendues. Les communistes considéraient « leurs compagnons de route » avec un mélange de méfiance et de respect. Les « compagnons de route » instruisaient les Bolcheviks avec un sentiment où se mêlaient la crainte, le mépris et la conscience patriotique. Malgré le conflit qui s'élevait entre eux, quelquefois très brutal, ils exerçaient les uns sur les autres une influence constante et profonde.

Rien n'était plus naturel pour les vieux serviteurs que de répandre, indirectement ou directement, l'idée d'une Russie « grande et indivisible » dans leur nouvel entourage. Ils y trouvaient une justification devant leur propre conscience conservatrice à leur soumission à la révolution. Ils accueillirent comme leur triomphe idéologique des événements comme l'invasion de la Géorgie et la réunion à la Russie d'autres provinces éloignées. Les léninistes authentiques, d'un autre côté, approuvaient ces mesures, les considérant comme des victoires de la révolution et non de la Russie. A leurs yeux, la Russie elle-même n'était que le berceau, le premier rempart de la révolution : ses intérêts devaient être subordonnés à la stratégie supranationale du socialisme militant. Pour l'instant, toutefois, les frontières de la Russie et du socialisme victorieux étaient les mêmes. Les léninistes croyaient encore que le socialisme exigeait l'égalité entre nations ; mais ils se rendaient compte aussi que la réunion de la plupart, sinon la totalité, des possessions du Tsar sous le drapeau soviétique servait les intérêts du socialisme. C'est à cet endroit que l'on ne pouvait définir nettement la ligne de démarcation entre le léninisme et l'oustrialovisme. Entre les deux, il ne manquait pas d'occasion d'équivoques. Le nouveau socialisme, mi-sincère, mi-contrefait, s'infiltrait dans les pensées politiques du Parti, ainsi que devait le reconnaître bientôt Staline ². Lui-même, plus que les autres dirigeants, faisait partie de ce corps de fonctionnaires composite. Il en enregistrerait les aspirations contradictoires avec une sensibilité « sismographique ». Dans l'affaire géorgienne, ses inclinations s'accordaient avec les influences impersonnelles beaucoup plus vastes qui se faisaient sentir dans l'Etat.

1. Environ cinq cent mille anciens fonctionnaires tsaristes étaient employés par le gouvernement soviétique après la guerre civile.

2. J. Staline, *Sotchineniya*, vol. V, p. 239. Le professeur Oustrialov écrivit lui-même en 1921, alors qu'il était encore émigré : « Le gouvernement soviétique s'efforcera par tous les moyens de réunir les pays éloignés au centre, au nom de la révolution mondiale. Les patriotes russes combattront pour atteindre ce même but au nom de la Russie grande et indivisible. Malgré toutes les différences idéologiques, ils suivent pratiquement la même voie. » (N. V. Oustrialov, *Patriots in Smirna vekh*, p. 59.)

Dans l'été de 1922, son commissariat connut un nouveau conflit, cette fois avec l'Ukraine. Le gouvernement ukrainien protesta lui aussi contre l'intervention. Ses dirigeants, Rakovsky, descendant influent d'une famille aristocratique révolutionnaire bulgare-roumaine, et Skrypnik, vétéran bolchevique, avaient pris au pied de la lettre les promesses du Parti concernant l'indépendance des républiques éloignées; ils exigeaient que ces promesses soient tenues, bien que les interventions de Staline à Kiev et Kharkov ne fussent pas aussi énergiques qu'elles l'avaient été à Tiflis. Les Ukrainiens et les Géorgiens se ligüèrent et décidèrent de l'attaquer lors des prochains débats sur la réforme constitutionnelle. Il serait faux, toutefois, d'exagérer l'importance de ces conflits. L'activité de Staline présentait aussi un côté plus brillant. Il travailla avec ardeur et résolution à l'un des problèmes les plus difficiles qu'avait à résoudre la révolution. On se rappelle qu'en 1918, il avait institué la république autonome de Bachkirs. Au printemps de 1920 fut fondée une république soviétique autonome des Tartares. En octobre de la même année, ce fut le tour du gouvernement autonome kirghize. Après la guerre, une république du Daghestan fut constituée, qui comprenait une multitude de tribus, parlant trente-six langues et idiomes. Les Caréliens, Yakoutes et autres, organisèrent leurs propres administrations. Aucune de ces républiques n'était et ne pouvait être vraiment indépendante; mais toutes jouissaient d'un certain degré d'autonomie et de liberté intérieure; et, sous la direction du commissariat de Staline, elles goûtèrent toutes quelques-uns des bienfaits de la civilisation moderne. Au milieu de la misère matérielle de cette période, le commissariat apporta son aide à la fondation de milliers d'écoles dans des régions où il n'en existait auparavant que quelques douzaines. On fit des plans d'irrigation et de développement hydro-électrique. Le tartare devint une langue officielle au même titre que le russe. Il fut interdit aux Russes de s'établir dans les steppes kirghizes qui étaient maintenant réservées à la colonisation des nomades indigènes. Des lois libérèrent progressivement les femmes asiatiques de la tyrannie du patriarcat et de la tribu. Tout ce travail qui, par nécessité, ne pouvait être exécuté qu'à une petite échelle, constituait le modèle de tentatives futures; et même lors de ses modestes débuts, il y avait un enthousiasme et un souci sérieux de progrès qui captiva maints adversaires sérieux du bolchevisme.

Au cours de l'été de 1922, après la première attaque de Lénine, le Bureau Politique commença à discuter d'une réforme constitutionnelle qui devait définir les relations entre la Russie et les républiques de la périphérie. Staline fut le principal architecte de la réforme. Pendant toute la seconde moitié de l'année 1922, il exposa les principes de la nouvelle constitution. Voici en bref quelles étaient ses idées : la fédération des républiques soviétiques serait remplacée par une union des républiques. L'union se composerait de quatre entités régionales : la Russie, la Transcaucasie, l'Ukraine et la Biélorussie¹. (Ce fut à propos de ce projet qu'il engagea les Géorgiens à se joindre à la fédération transcaucasienne.) Il s'opposait à l'idée que l'union devrait être constituée directement par les républiques qui la composaient; et il insistait sur la nécessité d'établir des liens intermédiaires entre l'administration centrale et les gouvernements de chaque république.

1. J. Staline, *Sotchineniya*, vol. V, pp. 152-153.

Il prétendait que le contrôle central serait plus effectif s'il était exercé par quatre organes principaux plutôt que de dispenser son activité en un plus grand nombre de contacts directs entre Moscou et les administrations locales. Les commissariats seraient classés en trois catégories :

a) Affaires militaires, Politique étrangère, Commerce extérieur, Transports et Communications relèveraient uniquement et exclusivement du gouvernement de Moscou. Il n'y aurait pas dans les gouvernements des diverses républiques de commissariats s'occupant de ces questions.

b) Dans la deuxième catégorie se trouvaient les ministères des Finances, des Affaires économiques, du Ravitaillement, du Travail et l'Inspection Ouvrière et Paysanne. Ils ne devaient pas être subordonnés au gouvernement central, mais seraient cependant susceptibles d'être coordonnés de Moscou.

c) Les Affaires intérieures, la Justice, l'Education et l'Agriculture appartenaient à une troisième catégorie et devaient être administrées en toute indépendance par les gouvernements provinciaux. Le pouvoir souverain appartiendrait au Congrès de l'Union des Soviets et, entre les congrès, au Comité Exécutif Central. Ce dernier devait être composé de deux chambres : le Conseil suprême et le Conseil aux Nationalités. Tous les groupes ethniques devaient être représentés, par un nombre égal de délégués, au Conseil aux Nationalités. Le Comité Exécutif Central nommait le Conseil des Commissaires du Peuple, le gouvernement.

Au cours de sa première convalescence, Lénine fut consulté sur ce programme et l'accepta. Le Bureau Politique invita à nouveau les Géorgiens à se joindre à la fédération transcaucasienne. Les Ukrainiens ne voulurent pas laisser Moscou conduire la politique étrangère en leur nom et refusèrent de liquider leur propre commissariat aux Affaires étrangères. En théorie, cependant, ce plan laissait aux républiques une grande part d'autonomie. Il leur permettait de gérer indépendamment leurs affaires intérieures, la sécurité et la police qui, étant donné les circonstances, étaient les services les plus importants. Mais les activités du gouvernement étaient déjà en conflit flagrant avec le principe de cette réforme¹. Ce fut cette circonstance qui donna lieu à un conflit entre Lénine et Staline, le premier et le dernier désaccord vraiment profond qui se produisit au cours de leur longue et amicale association.

Dans la seconde moitié de cette année, alors que Lénine était en convalescence à la campagne, Staline lui rendit plusieurs visites et le tint au courant des événements courants. Par un article sur une de ces visites qu'il fit paraître dans la *Pravda*, article qui débordait d'adoration pour le leader malade, le Parti apprit que Lénine se remettrait bientôt au travail. Les discussions du Bureau Politique, les attaques de Trotsky contre le commissariat à l'Inspection, le projet de nouvelle constitution et les oppositions rencontrées en Géorgie et en Ukraine doivent avoir été des points essentiels de leurs conversations. Lénine acceptait apparemment la version de Staline, quelle qu'elle fût, car il soutenait sans réserves le Secrétaire Général. Même plus tard, en octobre, quand il eut repris son travail, il persista

1. Quand la constitution fut finalement adoptée, elle octroyait à Moscou, effectivement, le contrôle de la police politique dans toutes les Républiques.

dans son attitude et fit tout son possible pour augmenter le prestige du Secrétaire Général. Il admonesta avec colère les Géorgiens récalcitrants; il repoussa les critiques formulées contre l'Inspection, et il se préparait à défendre le projet constitutionnel de Staline devant le X^e Congrès des Soviets qui devait se réunir en décembre. La confiance absolue qu'il avait en son lieutenant semblait inébranlée.

Puis, en novembre ou au commencement de décembre, un événement survint qui ébranla irrémédiablement cette confiance. Selon toutes probabilités, ce changement n'a pas été provoqué par un seul incident. Les dirigeants de l'opposition géorgienne répondirent aux accusations de Staline par un rapport détaillé, exposant leur opinion, qui dut donner à Lénine matière à réflexions. A peu près à la même époque, une commission d'enquête dirigée par Dzerjinsky, chef de la police politique, revint de Géorgie et Dzerjinsky fit part à Lénine de ses découvertes. C'est lui qui mit Lénine au courant de quelques actes de brutalité commis par Ordjonikidzé. Furieux, Lénine exigea que son ancien élève de l'école de Longjumeau soit expulsé du Parti et démis de ses fonctions. Mais il se méfiait et ne voulait pas s'en tenir au seul rapport de Dzerjinsky. Le chef de la police politique, homme intègre et mû par un idéal élevé mais fanatique, à l'esprit confus, s'était mêlé, d'une manière suspecte, des affaires des autres services gouvernementaux, et Lénine l'en avait publiquement blâmé lors du Congrès du Parti¹. Il soutint aussi la politique de Staline à Tiflis. Lénine demanda alors à ses secrétaires particuliers de lui préparer un rapport complet sur la Géorgie.

Il n'y avait pas que l'affaire géorgienne qui commençait à troubler l'esprit de Lénine. De retour à son poste, il avait conscience qu'un changement vague mais indiscutable était survenu dans son entourage. La machine administrative marchait plus mal qu'avant son absence. Il était devenu difficile d'obtenir des réponses rapides et franches aux questions posées. Les gens se plaignaient de la grossièreté que l'on rencontrait dans certains services, du bureaucratisme dans d'autres et des abus de pouvoir dans d'autres encore. Ses propres ordres et instructions étaient arrêtés, on ne savait par qui, et n'atteignaient pas leur destination. Il sentait qu'il se passait quelque chose de louche derrière son dos. Déjà avant sa maladie, il avait confié au Parti le sentiment d'inquiétude qu'il éprouvait. Il avait dit que toute la machine gouvernementale prenait une direction différente de ce que lui, qui se tenait à la barre, avait pensé. Cette sensation devenait maintenant encore plus forte. Essayant de définir la cause du changement, il s'en prit directement aux services du Secrétariat Général. La Géorgie, les désaccords survenus dans le Bureau Politique, tout commença à apparaître dans une lumière quelque peu différente.

Au milieu de décembre, Lénine subit sa seconde attaque. Il se remit assez au bout d'une semaine pour pouvoir dicter quelques notes; mais il se sentait près de la mort. Le 25 décembre 1922, il dicta à son secrétaire un bref mémorandum tenant lieu de testament. Il commença par exposer ses craintes au sujet d'une scission dans le bolchevisme : « Notre Parti repose sur deux classes : les paysans et les ouvriers; et si un accord ne peut durer entre ces deux classes, sa chute est inévitable... Aucune mesure ne

1. *The Essentials of Lenin*, vol. II, p. 793.

serait capable d'empêcher une scission¹. » Mais ce danger était lointain et improbable. Les désaccords qui survenaient couramment dans le Bureau Politique, disait Lénine, ne reflétaient pas l'antagonisme des deux classes. Pourtant, il fallait quand même craindre le danger d'une « proche scission ». Là s'arrêtait brutalement le raisonnement marxiste sociologique de Lénine; et Lénine n'essaya même pas de laisser entendre quel était, à son avis, le fond social de la discorde qui régnait dans le Bureau Politique. Au lieu de cela, il continua d'exposer, brièvement, et avec une prudence extrême, son opinion sur ses successeurs, comme s'il supposait que, bien qu'elle puisse acquérir plus tard une grande signification, la discorde n'était encore due qu'à des animosités personnelles. Il n'hésitait pas à désigner comme principaux antagonistes Staline et Trotsky, « les deux dirigeants les plus compétents du Comité Central actuel ». Cette opinion surprit presque tous les compagnons et disciples de Lénine lorsqu'ils en entendirent parler pour la première fois. Trotsky considérait son rival avec mépris; et jusqu'à ses derniers jours le traita de « morne médiocrité ». Et aucun des autres membres du Bureau Politique n'était d'accord avec Lénine sur ce point; chacun se sentait intellectuellement supérieur au Secrétaire Général. Lénine, lui-même, savait très bien lequel de ces deux rivaux était le plus capable. « Personnellement... le camarade Trotsky est certainement l'homme le plus compétent du Comité Central actuel. » Lénine n'était cependant pas certain que les qualités de Trotsky lui permettraient d'obtenir le pouvoir. Tout le testament laissait percer l'incertitude au sujet de l'issue de cette lutte et le désir de l'arrêter avant qu'il soit trop tard.

« Le camarade Staline, devenu Secrétaire Général, a maintenant un énorme pouvoir entre les mains; et je ne suis pas certain qu'il sache toujours user de ce pouvoir avec assez de prudence. » Chaque mot était ici soigneusement pesé. Lénine laissait revenir les craintes et les doutes qui l'avaient assailli avant sa rechute, mais il n'avait pas assez de preuves pour pouvoir prononcer une condamnation directe. En comparaison de ce qu'il avait dit de Staline, le portrait qu'il faisait de Trotsky était plus dur, malgré le plus grand nombre de qualités qu'il lui attribuait. Lénine rappelait un exemple récent de la « lutte de Trotsky contre le Comité Central », où Trotsky avait manifesté « une trop grande confiance en soi et montré qu'il était trop attiré par le côté purement administratif des affaires ». Si les membres du Parti avaient eu à choisir entre « les deux hommes les plus compétents » en se basant sur ces seules remarques, les chances auraient pu être légèrement en faveur de Staline. Non seulement il mettait l'accent principal sur les défauts de Trotsky, mais il laissait entendre que Trotsky était enclin à s'opposer au Comité Central, faute grave pour le dirigeant d'un parti qui avait grandi dans la discipline et le travail d'équipe, et qui se méfiait de « l'individualisme ». Lénine évitait soigneusement de prêter à l'un ou à l'autre des rivaux de mauvaises intentions : « Cela pourrait conduire tout à fait innocemment à une scission. Si notre Parti ne prend

1. Ce passage du testament de Lénine est tiré du livre de Trotsky, *La Situation réelle en Russie*, pp. 320-321. Le texte du testament n'a jamais été publié en Russie, mais des écrivains officiels en ont souvent cité des passages contre Boukharine, Zinoviev et Kamenev en des termes identiques à ceux donnés par Trotsky, confirmant ainsi indirectement la version de Trotsky. Voir par exemple de N. Popov, *Les Grands Testaments de l'histoire*, vol. II, p. 264. En fait, presque tout le testament a été cité officiellement à l'exception des passages défavorables à Staline.

pas des mesures pour l'empêcher, une scission peut survenir d'une manière inattendue. »

Il n'y avait pas tant à dire des autres dirigeants. Il rappela à ses partisans que l'opposition de Zinoviev et de Kamenev à la Révolution d'Octobre 1917 « n'était pas accidentelle », ce qui montrait discrètement mais fermement qu'il était convaincu que ses deux plus proches disciples manquaient de caractère et d'audace révolutionnaire. Mais « on ne devait pas plus se servir de l'épisode d'octobre contre eux personnellement que de l'antibolchevisme de Trotsky contre Trotsky ». En d'autres termes, le Parti devait se souvenir de leurs vieux défauts, mais ne devait pas leur objecter ces défauts. Le fait de rappeler que, dans le passé, Trotsky n'avait pas été Bolchevik, montrait qu'à aucun prix il ne fallait l'oublier. Le testament se terminait par de brèves remarques sur les deux leaders plus jeunes : Boukharine (le théoricien le plus grand et le plus valable), « le favori de tout le Parti » chez lequel on trouvait malheureusement « quelque chose de scolastique » et Piatakou (« très capable, mais en qui on ne pouvait se fier pour des questions politiques sérieuses »).

Comme dernière volonté, comme testament, ces remarques de Lénine étaient décevantes en ce sens qu'elles étaient peu concluantes. Son pressentiment d'une scission dans le Parti contrastait avec son incapacité absolue d'offrir une solution pratique. Il conseilla seulement de « porter de cinquante à cent le nombre des membres du Comité Central », conseil qui devait s'avérer complètement inutile. Contrairement à la prévision de Lénine, le pouvoir du Bureau Politique et du Secrétariat Général ne diminua pas dans le Comité Central élargi, il augmenta.

Alors que Lénine méditait son testament, Staline dirigeait le travail du X^e Congrès panrusse des Soviets qui adopta en principe la réforme constitutionnelle. Il prônait la réforme « comme un pas décisif vers l'union des travailleurs du monde entier en une république socialiste soviétique mondiale¹ ». Trois jours plus tard, le 30 décembre, au Congrès de fondation des Soviets de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (U. R. S. S.), il dit que la réforme était une mesure aussi importante que l'organisation de l'Armée Rouge dans la guerre civile. Ceci constituait, naturellement, une exagération qui signifiait : « Je n'ai pas fait moins que Trotsky. » C'est le jour, continuait-il, du triomphe de la nouvelle Russie sur l'ancienne, sur la Russie qui était le gendarme de l'Europe et le bourreau de l'Asie... Que ce Congrès soit une démonstration pour ceux qui n'ont pas encore perdu la capacité « de comprendre que les communistes peuvent bâtir de nouvelles choses aussi bien que les vieilles ».

Lénine, qui écrivait à cette époque quelques-uns de ses derniers essais vigoureux, se garda de prononcer en public un seul mot au sujet du célèbre événement. Le 30 décembre, jour de l'ouverture du Congrès des Soviets de l'U. R. S. S., il dicta des notes sur le conflit en Géorgie.

Je pense que la précipitation et l'impulsion administrative de Staline ont joué ici un rôle fatal, ainsi que sa hargne contre le « social-chauvinisme » notoire; la hargne joue en général le plus mauvais rôle possible en politique. Je crains aussi que Dzerjinsky ne se soit distingué par ses penchants vraiment

russe (il est bien connu que les peuples russifiés d'origine étrangère ne dépassent toujours en matière de penchant vraiment russe)... Il est nécessaire de distinguer le nationalisme des nations oppressives du nationalisme des nations opprimées... Il nous appartient de tenir Staline et Dzerjinsky pour responsables de cette campagne vraiment nationaliste en faveur de la Grande-Russie².

Au cours des cinq jours qui s'étaient écoulés depuis que Lénine avait dicté son testament, les soupçons qu'il portait sur Staline étaient devenus une certitude; et il passait maintenant des critiques prudentes à une accusation non dissimulée. Il se peut que durant ces cinq jours il ait reçu des visiteurs de province qui étaient venus à Moscou pour le Congrès; ou que ses secrétaires lui aient remis leur rapport sur le problème géorgien ou qu'il ait eu lui-même une entrevue désagréable avec le Secrétaire Général; ou que tout cela se soit produit en même temps. Il suffisait qu'il sût maintenant à quoi s'en tenir et qu'il revoie son testament. Le 4 janvier 1923, il dicta un *post-scriptum* débordant de la colère d'un homme qui avait été déçu par son adjoint favori.

Staline est trop brutal... et ce défaut devient intolérable au poste de Secrétaire général. Par conséquent, je propose aux camarades de trouver un moyen de le démettre de cette fonction et d'y nommer un autre homme... plus patient, plus loyal, plus poli et plus attentif envers ses camarades, moins capricieux, etc... Cette question peut sembler une bagatelle insignifiante mais je pense que tant du point de vue des moyens d'empêcher une scission que du point de vue des relations entre Staline et Trotsky que j'ai observées plus haut, ce n'est pas une bagatelle ou alors c'est une bagatelle qui peut prendre une signification décisive³.

A l'exception de la femme de Lénine, Kroupskaïa, et de ses secrétaires, personne ne connut l'existence du testament de Lénine. Craignant la paralysie complète ou une mort soudaine, Lénine se hâta de noter ses accusations contre Staline et ses conseils au Parti. Peu après sa santé parut s'améliorer à nouveau; et il commença à attaquer lui-même le Secrétaire Général, d'abord prudemment, puis avec une vigueur toujours croissante. Une partie de la description de cet incident est basée sur les révélations de Trotsky par la suite, dont des sceptiques peuvent mettre en doute la véracité. Mais la partie essentielle de cette histoire est basée sur les propres déclarations de Lénine parues dans la *Pravda* et reproduites dans toutes les éditions de ses œuvres; et non seulement celles-ci concordent avec les révélations de Trotsky, mais elles leur apportent un puissant support. Aucune autre version des événements n'a en tout cas été présentée, ni par Staline ni par ses apologistes.

Le 25 janvier 1923, la *Pravda* publia les premières critiques de Lénine sur l'Inspection Ouvrière et Paysanne, dont le ton était encore modéré et les conclusions pratiques encore confuses⁴. Dans la première semaine de février⁵, Lénine dicta son article *Moins mais mieux*, attaque accablante

1. L. Trotsky, *La Situation réelle en Russie*, pp. 322-323.

2. *Ibid.*, pp. 322-323.

3. *The Essentials of Lenin*, vol. II, pp. 841-843.

4. Voir Lénine (*Biographie officielle*), p. 188.

contre le commissaire à l'Inspection, Staline. L'article, le dernier qu'il publia dans la *Pravda*, ne fut pas imprimé avant le 4 mars, quatre semaines après l'avoir écrit. Dans l'intervalle, de vaines tentatives furent apparemment faites, soit par Staline, soit par ses amis, pour dissuader Lénine de lancer son attaque.

« Disons franchement », tels étaient les mots de Lénine, « que le Commissariat du Peuple à l'Inspection Ouvrière et Paysanne ne jouit pas du moindre prestige. Chacun sait qu'il n'existe pas une institution plus mal organisée que notre Inspection Ouvrière et Paysanne et que, dans les conditions actuelles, on ne peut rien espérer de ce Commissariat ¹ ». Le nom de Staline n'était pas mentionné une seule fois; mais l'insinuation personnelle était évidente dans l'attaque. Pendant quatre ans, depuis sa création, Staline avait été à la tête du Commissariat. « En vérité », continuait Lénine, « quelle est l'utilité d'établir un Commissariat du Peuple qui se comporte tant bien que mal, qui ne jouit pas de la moindre confiance, et dont le travail ne représente presque rien?... Notre principal souci... est de changer tout cela ». « Nous devons vraiment nous mettre au travail, créer quelque chose d'exemplaire, quelque chose qui méritera le respect de tous sans exception et ce, non seulement à cause d'un rang et d'un titre. » Les remarques de Lénine sur les qualités que devrait avoir un Commissariat réformé étaient autant de critiques du Commissariat que dirigeait Staline : « Espérons que notre nouvelle Inspection Ouvrière et Paysanne ne sera pas affligée de la prétention ridicule... qui affecte la bureaucratie des soviets et de notre Parti. Qu'il soit dit, entre parenthèses, que nous avons des bureaucrates dans notre Parti aussi bien que dans les bureaux soviétiques. » Le manque de manières civilisées était à la racine du mal. « Les gens insistent trop longuement et avec trop de désinvolture sur la culture prolétarienne. Nous nous contenterions au début d'une vraie culture bourgeoise, et nous serions heureux, au début, de pouvoir nous passer des caractères trop brutaux de la culture pré-bourgeoise, c'est-à-dire d'une culture bureaucratique ou servile, etc. En matière de culture, les mesures hâtives et radicales sont les pires choses possibles. » Le Commissariat qui, dirigé par le fils de serfs géorgiens, devait vérifier les travaux de toute l'administration baignait lui-même dans une culture servile et bureaucratique.

C'était le premier coup que Lénine portait en public. Mais il se préparait en secret une attaque finale qu'il déclencherait au XII^e Congrès du Parti, en avril, et il était d'accord avec Trotsky pour mener une action commune. Le 5 mars, lendemain du jour où la *Pravda* publia enfin ses critiques du commissariat de Staline, il eut une vive altercation avec Staline. Puis il envoya une courte lettre à Staline, lui disant « qu'il rompait toutes relations personnelles avec lui ». Le lendemain, 6 mars, il télégraphia un message aux dirigeants de l'opposition géorgienne, leur promettant de défendre leur cause devant le Congrès. « Je suis outré de l'arrogance d'Ordjonikidzé et de la complicité de Staline et de Dzerjinsky ². » Il se mit à nouveau en rapport avec Trotsky pour discuter des méthodes à employer dans l'affaire géorgienne; et il chargea Kamenev qui devait partir pour Tiflis de mener une enquête spéciale. C'est juste au beau milieu de ces événements, le 9 mars, qu'il subit sa troisième attaque dont il ne devait pas se remettre.

1. *The Essentials of Lenin*, vol. II, p. 846.

2. L. Trotsky, *The Stalin School of Falsification*, pp. 68-69.

Staline ne connaissait pas exactement les intentions de Lénine, mais il pressentait le danger. Il connaissait assez bien son formidable adversaire pour avoir que toute sa carrière était en jeu. La nouvelle rechute de Lénine ne pouvait lui procurer que des sentiments mitigés, pour ne pas dire plus ¹. Que Lénine ne soit pas là pour l'attaquer devant le Congrès le délivra d'avance d'une grande partie de son embarras. Il avait encore à compter avec Trotsky, qui pouvait être un critique dangereux, mais qui pouvait aussi n'être « qu'un champion aux faux muscles ». Il s'employa donc à réduire Trotsky à l'inactivité. A la séance du Bureau Politique qui discuta des nouvelles mesures pour le Congrès, le premier Congrès dans toute l'histoire du Parti qui ne devait pas être dirigé par Lénine, Staline proposa que, à la place de Lénine, Trotsky parle au Congrès au nom du Comité Central en tant que premier rapporteur ². La scène qui eut alors lieu, telle que l'a racontée Trotsky, fut une véritable farce dans laquelle il était difficile de dire lequel des deux rivaux jouait le rôle le plus faux. Trotsky refusa de jouer le rôle habituel de Lénine, de peur que les gens ne pensent qu'il prétendait au pouvoir avant même que Lénine soit mort. Ses appréhensions étaient certainement sincères. Mais alors il proposa que Staline, en tant que Secrétaire Général, prenne, étant donné son poste, la place de Lénine. Staline lui aussi eut la prudence de refuser. A la fin, Zinoviev accepta cet honneur scabreux.

Pendant ce temps, Staline faisait preuve de modestie et de naïf dévouement envers Lénine. De telles attitudes écartaient de lui une bonne moitié des charges portées contre lui. Quelques jours après la nouvelle attaque de Lénine, il publia un essai sur la *Stratégie et la Tactique communistes* ³, dans lequel il parlait en termes élogieux du malade. (« Cet essai n'est qu'un exposé schématique et condensé des idées du camarade Lénine. ») Même si, au Kremlin, on avait eu vent de leur violent conflit, la plupart des gens y auraient cru difficilement. Il continua de faire de vagues avances à Trotsky. Aux séances du Bureau Politique, il était soumis et conciliant, acceptant volontiers tous les amendements aux motions qu'il préparait pour le Congrès. Il se réjouissait presque d'avoir l'occasion de faire quelquefois des concessions verbales à ceux qui le critiquaient. En fin de compte, sa

1. C'est le plus que l'on puisse dire au sujet de l'attitude de Staline vis-à-vis de la mort de Lénine. Trotsky suggère que Staline ait pu empoisonner Lénine. Mais ce n'est qu'un vague soupçon, comme il le dit lui-même; et il s'évanouit lorsqu'on songe que Trotsky n'a jamais lancé cette accusation, n'en a même jamais touché un mot, pendant les nombreuses années que dura sa lutte contre Staline, jusqu'en 1939-1940 où il en parla pour la première fois. (L. Trotsky, *Staline*, pp. 372-382.) Apparemment, Trotsky remontait à l'expérience des grandes épurations de 1930 et jusqu'en 1924. Mais cela est en contradiction avec ce que Trotsky a dit lui-même de Staline : « Si Staline avait pu prévoir dès le début, dit Trotsky, où l'aurait conduit sa lutte contre le trotskysme, sans aucun doute il se serait arrêté, malgré l'espoir de vaincre tous ses adversaires. Mais il n'a rien prévu. » (*Ibid.*, p. 393.) C'est ainsi qu'après avoir accusé Staline de l'empoisonnement de Lénine, Trotsky traitait encore le Staline de 1924 comme un homme foncièrement honnête mais ne voyant pas loin, ce qui ne s'accorde pas bien avec l'accusation. Il y a aussi le fait que Staline n'ait pas agi de même avec Trotsky lui-même, alors que ce dernier était en Russie, ce dont il aurait été fort capable s'il avait vraiment assassiné Lénine. Toute l'histoire des relations entre Lénine et Staline à cette époque semble toutefois justifier cette conclusion : la mort de Lénine a soulagé Staline d'un grand poids.

2. L. Trotsky, *Staline*, p. 366.

3. J. Staline, *Sotchineriya*, vol. V, pp. 160-180.

motion sur la politique à adopter envers les petites nationalités semblait venir de Trotsky plutôt que de lui. C'était surtout une réprobation des « fonctionnaires soviétiques » centraux et provinciaux qui, à cause de leur chauvinisme, considéraient l'Union des Républiques Soviétiques comme le « commencement de la reconstitution de la « Grande et Indivisible Russie ». Il y avait aussi un amendement qui prévoyait explicitement que l'on pouvait faire des exceptions à sa fameuse réforme constitutionnelle, en laissant aux républiques indépendantes leur gouvernement, jusqu'à ce que la bureaucratie russe soit capable d'accorder « une considération vraiment prolétarienne et vraiment fraternelle aux besoins et aux exigences des nationalités arriérées ¹ ». Mais Staline obtint aussi la condamnation des « nationalistes locaux », une échappatoire lui permettant de justifier sa propre ligne de conduite.

Frédéric le Grand dit un jour qu'il avait conclu avec le peuple un pacte en vertu duquel celui-ci pouvait dire ce qui lui plaisait et lui, Frédéric, pouvait agir comme bon lui semblait. Aussi longtemps qu'il pouvait faire ce qu'il voulait, Staline acceptait de parler comme le désirait Trotsky. Après toutes ces concessions, le Bureau Politique décida de ne pas communiquer au Congrès les notes de Lénine sur l'affaire géorgienne, sous le prétexte qu'on ne connaissait pas le but dans lequel Lénine voulait les utiliser. Ce fut le premier succès tactique remporté par Staline. Il en remporta un second lorsque Trotsky ne lança pas, au Congrès, l'attaque qu'il avait préparée contre le Secrétaire Général. Un seul des membres du Bureau Politique, Boukharine, soutint ouvertement les oppositions géorgiennes et ukrainiennes. Espérant que Lénine se remettrait et croyant qu'une action menée de concert avec lui serait plus efficace que son propre effort solitaire, Trotsky attendit son heure. Mais Staline ne restait pas inactif pendant ce temps.

C'est à peu près à cette époque qu'un triumvirat, composé de Staline, Zinoviev et Kamenev, se forma au sein du Bureau Politique. Ce qui avait créé une solidarité entre ces trois hommes, c'était leur résolution d'empêcher l'accession de Trotsky à la direction du Parti. Séparément, aucun d'entre eux ne pouvait se mesurer avec Trotsky. Réunis, ils représentaient une puissante association de talent et d'influence. Zinoviev était le politicien, l'orateur, le démagogue populaire. Kamenev était le stratège du groupe, son cerveau puissant, rompu aux questions de doctrine, qui devait jouer un rôle considérable dans la lutte pour le pouvoir. Staline était le tacticien du triumvirat et sa force organisatrice. A eux trois, ces hommes contrôlaient virtuellement tout le Parti et, par lui, le gouvernement. Kamenev avait été l'adjoint de Lénine et avait présidé le soviet de Moscou. Zinoviev était président du soviet de Pétersbourg que l'on devait bientôt appeler Léninegrad. Staline avait le contrôle de presque toutes les provinces. Zinoviev était en outre président de l'Internationale Communiste, dont l'autorité morale en Russie était alors assez grande pour que tout prétendant s'efforce d'obtenir son appui.

En définitive, ces trois hommes représentaient la tradition même du Parti. Ils avaient été associés sans interruption au bolchevisme depuis la

1. J. Staline, *Sotchininya*, p. 190.

selon de 1903; ils avaient pour eux l'ancienneté dans la direction. Des autres membres du Bureau Politique, Trotsky mis à part, Boukharine était beaucoup plus jeune et Tomsy, chef des syndicats, n'était du Bureau Politique que depuis peu. Les anciens bénéficiaient de l'aurole d'un passé héroïque qui se distinguait par un inlassable dévouement au bolchevisme. Ces trois hommes refusaient maintenant de suivre « l'ancien Menchevik » Trotsky, lequel, bien qu'affilié au Parti depuis seulement cinq ans, était communément considéré comme le successeur de Lénine. Cette raison fut la seule qui cimentait leur solidarité et les poussa à agir de concert. Comme les autres membres du Bureau Politique allaient chacun de son côté, les triumvirs obtinrent automatiquement la majorité. Leurs motions et propositions, sur lesquelles ils se mettaient généralement d'accord avant chaque séance du Bureau Politique, étaient inévitablement adoptées. Les autres membres du Bureau Politique avaient pieds et poings liés par la discipline de celui-ci. Toute tentative faite par l'un d'eux de porter devant le public leurs controverses intérieures serait apparue comme un acte de déloyauté.

Dans ces conditions, Staline n'avait pas grand-chose à craindre d'un Congrès. Il n'avait contre lui que des adversaires de deuxième ordre, incapables de gagner la majorité des délégués. De nombreux délégués dépendaient du Secrétariat Général du point de vue de leur situation politique. Staline indiqua lui-même jusqu'où allait cette dépendance lorsqu'il décrivit au Congrès le travail du service du personnel du Secrétariat Général. Son compte rendu éclaira la façon dont le Parti s'assurait le contrôle de chaque secteur de la vie publique. L'année précédente, 27 % seulement des dirigeants régionaux des syndicats étaient membres du Parti. A présent, 57 % d'entre eux étaient communistes. Le pourcentage des communistes dans la direction des coopératives était passé de 5 à 50; et dans les services centraux des forces armées de 16 à 24. Il en était de même pour toutes les autres institutions que Staline appelait les « courroies de transmission » reliant le Parti au peuple. Aucune institution publique ne devait échapper à ce système de courroies de transmission ¹.

Afin de disposer ses forces en ordre de bataille, le service du personnel tenait d'importants fichiers avec les dossiers les plus détaillés sur les « hommes-clés » du Parti. Celui-ci comptait alors, après les premières épurations, 400.000 membres ordinaires et environ 20.000 responsables. Jusqu'alors, le service du personnel avait réuni les dossiers concernant les couches supérieures et moyennes, y compris 1.300 directeurs de l'industrie. Les enquêtes, révéla Staline, étaient permanentes. Les fichiers tenaient spécialement compte de la qualification et de la spécialité professionnelles de chaque membre, de son honnêteté politique et de sa moralité. Chaque faute y était dûment enregistrée. « Il est nécessaire d'étudier chaque exécutant et dans les moindres détails, dit Staline ². Autrement, une politique perd son sens et devient une vaine gesticulation ³. » Le service du personnel devait satisfaire ou aider à satisfaire toute demande des responsables, il avait tendu un réseau de sections dans tout le pays. Il avait pouvoir d'ordonner aux membres du Parti de changer d'occupation et de lieu de rési-

1. J. Staline, *Sotchininya*, vol. V, p. 197 et suiv.

2. *Ibid.*, p. 210.

3. *Ibid.*, p. 216.

dence dans le plus bref délai, de quitter la capitale pour les déserts de Sibérie ou pour une ambassade à l'étranger pour y remplir n'importe quelle mission. Sous le prétexte d'une affectation même honorable, une punition pouvait être infligée à un membre quelque peu indocile. Peu de personnes, quels que soient leurs mérites, pouvaient être certaines qu'au cas où leur orientation politique déplairait au Secrétariat Général, quelque faux pas commis dans le passé ne leur serait pas publiquement reproché. Mais, jusqu'alors, cela n'était pas devenu une pratique courante.

Le Secrétaire Général était également chargé de la nomination des dirigeants provinciaux du Parti. Il parlait de cela avec une feinte tristesse. Il était temps, dit-il au Congrès, que les organisations provinciales élisent leurs secrétaires au lieu de les faire désigner d'en haut. Malheureusement, le manque d'hommes qualifiés était si aigu que les sections locales importunaient sans cesse le Secrétariat Général pour qu'il leur envoie des gens du Centre. « Il est très difficile de former des chefs. Cela demande cinq, dix ans ou même davantage. Il est beaucoup plus facile de conquérir tel ou tel pays avec l'aide de la cavalerie du camarade Boudienny que de former deux ou trois chefs sortis des rangs. » Il défendit les comités provinciaux qui avaient été si souvent attaqués et ridiculisés dans les journaux. Il plaida en faveur de toute la phalange de ses secrétaires; et il excusa même leurs querelles et leurs intrigues qui avaient leurs bons côtés aussi bien que leurs mauvais, car elles favorisaient la cristallisation de « noyaux cohérents de chefs »¹. En d'autres termes, les comités provinciaux étaient des répliques en miniature du Bureau Politique avec leurs propres petits triumvirats et duumvirats et leurs groupes d'opposants.

Au Congrès, Staline, pour répondre à une critique, admit publiquement pour la première fois, l'existence du triumvirat et déclara qu'il resterait solidaire pour résister à toute opposition. « Osinsky, ce furent les propres paroles de Staline, a loué Staline et a loué Kamenev, mais il a attaqué Zinoviev pensant qu'il suffisait pour l'instant d'en éloigner un et que le tour des autres viendrait ensuite. Son but est de détruire ce noyau qui s'est formé au sein du Comité Central après tant d'années d'efforts... Il est de mon devoir de l'informer qu'il court au-devant d'un mur contre lequel je crains qu'il ne se brise la tête »². A une autre critique³ qui demandait une plus grande liberté de discussion dans le Parti, Staline répondit que le Parti n'était pas un lieu de parlottes. « La Russie était entourée par les « loups » de l'impérialisme »; et discuter de toutes les questions importantes dans vingt mille cellules du Parti équivalait à montrer son jeu à l'ennemi. » Au milieu d'applaudissements prolongés; il conclut ainsi : « Il y a longtemps que je n'ai pas vu un congrès aussi uni que celui-ci et inspiré à tel point par une seule idée. Je regrette que le camarade Lénine ne soit pas là. S'il y avait été, il aurait pu dire : J'ai soigné le Parti pendant vingt-cinq ans et je l'ai rendu grand et fort »⁴. A aucun autre congrès auparavant, Staline n'avait parlé avec une confiance qui approchât si peu que ce soit celle de maintenant.

1. *Ibid.*, p. 216.

2. La critique qui écrivait sous le nom d'Osinsky était le prince Obolensky, économiste bolchevique éminent.

3. Cet autre critique, Lutovinov, devait bientôt se suicider.

4. J. Staline, *Sotchineniya*, vol. V, p. 235.

Les mécontents privés de chefs et de soutien furent battus au Congrès. Trois mois plus tard, en août 1923, de nombreuses grèves éclatèrent soudain dans l'industrie qui alarmèrent le Bureau Politique. Depuis la promulgation de la N. E. P. en 1921, l'économie de la Russie commençait à se relever. Mais le rétablissement était lent et laborieux. L'industrie était encore incapable de suppléer aux besoins essentiels du pays. Elle ne pouvait donner aux paysans les produits qui les auraient amenés à vendre des biens alimentaires. Les bas salaires, le chômage et la famine poussaient la classe ouvrière au désespoir. Comme les syndicats refusaient de prendre en considération les revendications ouvrières, le mécontentement se manifestait par des grèves sauvages. La tendance à l'indocilité pénétrait jusque dans le Parti au pouvoir. Des groupes d'opposition clandestins furent découverts dans ses rangs. Quelques-uns de ces groupes étaient à demi mencheviques; d'autres tout à fait bolcheviques comprenaient aussi bien les restes des oppositions qui avaient été bannies en 1921 que de nouveaux éléments. Leur principale revendication était la liberté de critique à l'intérieur du Parti. Quelques-uns des dissidents furent exclus, d'autres emprisonnés. C'étaient les premiers exemples d'opposition clandestine parmi les communistes. Jusque-là, les groupes secrets avaient agi sans se concerter et manquaient de dirigeants. Mais les triumvirs craignaient que des liens ne s'établissent entre leurs rivaux et la base mécontente¹. Ils réagirent à la crise d'une façon contradictoire. Ils présentèrent au Comité Central une motion sur la nécessité de restaurer la démocratie et la liberté de discussion pour les membres du Parti. D'autre part, ils mobilisèrent la police politique contre les oppositions secrètes. La police s'aperçut que les Bolcheviks du rang refusaient souvent de coopérer à la chasse aux groupes de l'opposition. Dzerjinsky demanda au Bureau Politique d'autoriser la police à entreprendre aussi une action contre les Bolcheviks qui ne coopéraient pas. C'est à ce moment que la lutte entre Trotsky et les triumvirs entra dans une nouvelle phase. Sans dire très clairement qu'il pensait que l'on devait accepter la demande de Dzerjinsky, Trotsky attaqua le triumvirat. Ce qui était arrivé, déclara-t-il, était symptomatique de l'état d'esprit du Parti, de son sentiment de frustration, de sa méfiance envers les chefs. Même pendant la guerre civile, « le système de nomination par en haut n'avait pas eu le dixième de l'extension qu'il a maintenant. C'est maintenant de règle de désigner les secrétaires des comités provinciaux ». Il reconnaissait qu'il y avait un grain de démagogie dans les revendications de démocratie ouvrière « en raison de l'incompatibilité entre une démocratie ouvrière pleinement développée et le régime de dictature ». Mais la discipline de la guerre civile aurait dû céder la place à une responsabilité plus vivante et plus large du Parti. Au lieu de cela « la bureaucratisation de l'appareil du Parti s'est développée dans des proportions inouïes; et les critiques et le mécontentement qui n'ont pu se manifester ouvertement ont pris des formes clandestines, incontrôlables et dangereuses »².

Les triumvirs usèrent de faux-fuyants et accusèrent Trotsky de malveillance, d'ambition personnelle et de négligence dans ses tâches gouvernementales, etc. Ils l'accusèrent d'essayer de s'emparer de la succession de

1. *Ibid.*, pp. 354-361. N. Popov, *Abrégé de l'Histoire*, vol. II, pp. 194-204.

2. M. Eastman, *Après la mort de Lénine*, Appendice IV, pp. 142-143.

Lénine¹. Cette dernière accusation était en un sens vraie, car la lutte pour cette succession était inhérente à la situation. Cependant, cette accusation aussi bien que les autres, ne faisaient que déplacer les questions car la crise du Parti, comme l'avait diagnostiquée Trotsky, était un fait.

Au milieu de ce débat, quarante-six communistes éminents publièrent une déclaration dont le fond était identique aux critiques de Trotsky².

Parmi les signataires se trouvaient : Piatakov, un des deux dirigeants les plus compétents de la jeune génération dont Lénine faisait mention dans son testament, Préobrajensky et Sérébriakov, anciens membres du Bureau Politique; Antonov-Ovseenko, le chef militaire de la Révolution d'Octobre, Smirnov, Osinsky, Boubnov, Sapronov, Mouralov, Drobnit et d'autres dirigeants qui s'étaient distingués dans la guerre civile, hommes de grande intelligence et de caractère. Quelques-uns d'entre eux avaient dirigé des oppositions précédentes contre Lénine et Trotsky, exprimant le malaise qui se faisait sentir dans le Parti lorsque la direction commençait à sacrifier les premiers principes aux expédients. Fondamentalement, ils donnaient une voix à ce même malaise qui s'était accru au fur et à mesure que le Parti avait continué à s'éloigner de ses premiers principes. Il n'est pas certain que Trotsky ait inspiré directement cette manifestation. Jusque-là, il ne se disputait avec les triumvirs que derrière les portes closes du Bureau Politique. Le Parti dans son ensemble était sous l'impression qu'il avait toujours soutenu de plein gré la politique officielle. Il se trouvait ainsi dans la plus mauvaise posture : la responsabilité d'une politique à laquelle il était opposé, pesait sur lui et il n'avait rien fait pour rallier à temps ceux qui auraient pu le soutenir.

En novembre, l'inquiétude provoquée par la crise amena les triumvirs à présenter une motion en faveur d'une réforme démocratique dans le Parti. Comme dans l'affaire géorgienne, Staline acceptait maintenant de faire une concession verbale à Trotsky. La motion fut adoptée à l'unanimité par le Bureau Politique. Trotsky n'avait pas d'autre choix que de voter pour. Le 7 novembre, sixième anniversaire de la révolution, Zinoviev annonça officiellement l'ouverture d'une discussion publique sur toutes les questions qui avaient jeté le trouble dans la pensée bolchevique. L'état de siège dans le Parti, à ce qu'il pouvait sembler, était enfin levé.

Tel n'était pourtant pas le cas. L'état de choses contre lequel s'élevait l'opposition n'était pas le simple résultat de l'ambition et de la mauvaise volonté de Staline ou des autres triumvirs. Il avait des racines plus profondes. La révolution s'était sauvée en bâtissant une machine politique massive. L'apathie, sinon l'hostilité des masses, conduisit celle-ci à s'imposer de plus en plus par la contrainte plutôt que par la persuasion. Qui pouvait dire avec certitude que le temps était maintenant venu de renverser tout cela, de supprimer ou même de freiner cette machine politique et de compter sur la vigueur de l'opinion populaire? Qui pouvait être sûr que cela ne mettrait pas en danger la révolution? S'il fallait une démocratie ouvrière, cela signifiait-il que les Mencheviks et les socialistes-révolutionnaires devaient pouvoir revenir? La plupart des adversaires de Staline, y compris Trotsky, estimaient que les Mencheviks devaient rester hors la loi.

Dans leur esprit, le moment n'était pas encore venu de lever l'état de siège dans la République, ils ne voulaient le lever que dans le Parti. Mais était-il possible que le Parti soit un îlot de liberté dans une société condamnée, pour le meilleur et pour le pire, à un gouvernement dictatorial? Tout cela mis à part, la massive machine dictatoriale portait maintenant un intérêt évident à sa propre perpétuation, intérêt qui pouvait être identifié à l'intérêt le plus général de la révolution. Les deux parties, dans cette querelle, avaient conscience de se trouver devant un dilemme, mais alors que pour l'une d'elles, l'opposition, c'était une source de faiblesse, c'était pour l'autre une source de force.

C'est pourquoi Trotsky ne réclamait rien de plus qu'une réforme limitée, décrétant d'en haut un certain degré de libéralisme administratif. Il avait jusqu'ici pris soin de ne pas faire appel à l'opinion publique, ni même à l'opinion communiste, contre les dirigeants. Il sentait cependant le besoin de faire éclater la querelle. L'ouverture officielle d'une discussion publique lui donnait l'occasion de le faire, c'est-à-dire l'occasion de faire appel à l'opinion publique contre les dirigeants et cela avec la permission formelle des dirigeants eux-mêmes. Son inconséquence, réelle ou apparente, était dictée par des considérations plus profondes. Il croyait qu'il était possible de trouver un équilibre entre la dictature et la liberté, qu'il était possible de restreindre ou d'augmenter l'une ou l'autre, selon les circonstances. Il espérait qu'avec la renaissance économique de la Russie et le progrès du socialisme, le régime pouvait s'imposer de moins en moins par la coercition et de plus en plus par une adhésion spontanée. La révolution devait pouvoir retrouver sa jeunesse. Le divorce entre elle et le peuple n'avait, pensait-il, qu'un caractère temporaire. Les triumvirs, et surtout Staline, étaient beaucoup moins optimistes.

Nous touchons ici la racine de la plupart des divergences entre le trotskysme et le stalinisme. L'un et l'autre insistaient sur leur fidélité fondamentale au point de vue marxiste; et il n'y a pas de raison de douter de leur profession de foi. Proclamer leur allégeance au marxisme et au léninisme était aussi naturel pour les deux tendances que de se réclamer du christianisme pour les protestants et les catholiques. Dans un cas comme dans l'autre, les professions de foi, communes aux deux camps, ne jouaient à peu près pas de rôle dans leur antagonisme. L'attitude de Trotsky sous-entendait un optimisme révolutionnaire prudent mais cependant réel, la croyance que si seulement les dirigeants appliquaient une juste politique socialiste, les classes laborieuses les soutiendraient. En vérité, cette croyance était implicite dans la philosophie marxiste; et Staline ne l'avait jamais ouvertement contredite. Mais, entre les lignes de sa politique, on peut lire toujours présent, un profond doute quant à la popularité du socialisme, et même plus : une attitude essentiellement pessimiste à l'égard de l'homme et de la société. En dernière instance, l'optimisme révolutionnaire met son espoir en un franc appel au peuple, même lorsqu'il peut paraître espérer contre tout espoir. Le pessimiste au pouvoir se méfie de ceux qu'il dirige. Le communiste pessimiste traite sa propre doctrine comme une sorte de connaissance ésotérique. Il ne croit pas que les classes laborieuses soient réellement capables de l'accepter à moins que — pour parler brutalement — on ne la leur fasse admettre de force. L'optimiste et le pessimiste sont l'un et l'autre convaincus que le communisme est le seul remède aux maux

1. N. Popov, *Outline History*, vol. II, pp. 144-196.

2. *Ibid.*, pp. 144-196.

de la société capitaliste. Mais, tandis que le premier est convaincu que, tôt ou tard, — et plus généralement tôt que tard — le patient lui-même, s'il est convenablement éclairé, réclamera le remède, le second est porté à ordonner le remède sans trop s'occuper des désirs du malade. Mais cette digression anticipe peut-être sur notre histoire.

Quelques semaines après que Zinoviev eut officiellement ouvert le débat public, Staline parlait aux communistes de Krasnaya Presnya, quartier ouvrier de Moscou, de la signification du « Cours Nouveau »¹. Il reconnut franchement que le Parti était en effervescence et qu'il avait perdu le contact avec l'état d'esprit qui régnait dans le pays. Il en voyait la raison dans le fait que les organisations locales avaient cessé de discuter des affaires publiques et avaient abandonné les élections au profit des nominations par en haut. La faute de la direction, s'il y avait faute, était de n'avoir pas découvert à temps ces conditions anormales : « En 1917, continuait-il, nous pensions que nous allions former une commune, une association de travailleurs, que nous allions en finir avec la bureaucratie... C'est un idéal que nous sommes encore loin d'atteindre... Ce qu'il faut pour libérer l'Etat des éléments bureaucratiques, c'est un haut degré de civilisation dans le peuple et, autour de nous, une sécurité complète, la paix assurée autour de nous afin que nous n'ayons pas besoin d'une structure militaire importante..., qui met son empreinte sur les autres institutions gouvernementales ?... » Le « Cours Nouveau » pouvait en partie remédier aux tares de cet état de choses. Mais le Parti devait avoir la prudence de ne pas trop profiter de la liberté. Il fallait revenir à la pratique des élections, mais les restrictions sur les élections devaient rester en vigueur. La liberté d'expression devait être respectée, mais les restrictions précédemment imposées devaient toujours être appliquées. A la queue de cette histoire se trouvait le venin. Quelques critiques, disait Staline, s'appuyaient sur des citations de Trotsky. Lui, Staline, ne savait pas quel droit ils avaient de le faire, car il connaissait Trotsky (et son ton devenait ici presque révérencieux) comme un homme qui soutenait que le Parti n'était pas un club de discussion et qu'il devait maintenir une discipline dans l'action. Il donna ainsi à son auditoire l'impression que Trotsky suivait la politique du Secrétariat Général. A la lumière de la correspondance qui avait été précédemment échangée entre Trotsky et les triumvirs, cette déclaration avait certainement pour but d'amener Trotsky à un débat public.

Trois jours plus tard, le 5 décembre, Trotsky répondit par une lettre ouverte aux communistes de Krasnaya Presnya². S'appuyant sur les récentes décisions du Bureau Politique, il avertissait catégoriquement la base que si elle n'exerçait pas une pression vigilante sur les dirigeants, les décisions ne seraient jamais appliquées. « Certains camarades à l'esprit conservateur (il ne citait pas de noms) sont portés à surestimer le rôle de l'appareil et à sous-estimer l'activité propre du Parti et prennent une attitude critique envers la résolution du Bureau Politique. Ils disent que le Comité Central entreprend une tâche impossible, que la résolution ne fera

que semer de fausses illusions et ne conduira qu'à des résultats négatifs. » Ce n'était pas ce qu'il pensait, lui, Trotsky. Il estimait qu'il était temps que le Parti reprenne son activité et le contrôle de soi qu'il avait abandonnés au profit de l'appareil. « Le Parti se subordonnera son appareil sans cesser pour cela un instant d'être une organisation centralisée. » Il devrait exercer son droit de critique « sans peur et sans parti pris »... Et avant tout, il faut révoquer de leur poste ceux qui, aux premiers signes de critiques, d'objections ou de protestations, sont portés à demander les papiers dans le Parti pour prendre des sanctions. « Le « Cours Nouveau » doit commencer par là : dans tout l'appareil et du haut en bas du Parti, tous doivent sentir que personne n'ose terroriser le Parti. » Trotsky faisait appel à la jeunesse; et, comme s'il s'adressait aux triumvirs, la « vieille garde » du bolchevisme, il faisait remarquer au Parti qu'il n'était pas rare que les « vieilles gardes » révolutionnaires aient dégénéré en bureaucraties. Cela s'était produit avec les dirigeants du socialisme réformisme en Europe; et cela pourrait arriver aussi aux Bolcheviks. Ce fut par cette lettre que le public soupçonna, pour la première fois, qu'une brèche s'était ouverte dans le Bureau Politique.

Les triumvirs relevèrent instantanément le défi. L'impulsif Zinoviev proposa que Trotsky fût immédiatement arrêté; Staline, plus prudent et conscient de l'immense popularité de Trotsky, s'opposa à une telle mesure. Chose assez curieuse, à ce moment et même plus tard, il se donnait du mal pour apparaître le plus modéré, le plus raisonnable et le plus conciliant des triumvirs. Les critiques qu'il formulait contre Trotsky étaient moins directes que celles de Zinoviev ou de Kamenev. Sentant qu'en rabaisant Trotsky on irritait le Parti, il laissa à ses partenaires le soin de répandre les calomnies les plus grossières, dont devait forcément souffrir leur propre prestige aussi bien que celui de Trotsky. Il se concentra lui-même sur un travail plus discret, la prise en main de la machine du Parti. Habitué à attacher aux aspects techniques de la vie du Parti l'importance qui convenait, il chercha à obtenir d'une assemblée communiste nationale un verdict formel contre l'opposition. Il était encore trop scabreux de soumettre la controverse à un Congrès élu. Il fut par conséquent décidé de convoquer une conférence nationale à laquelle les organismes de base étaient représentés par leurs secrétaires, les responsables et ceux que le Secrétariat Général nommait. Une telle assemblée était faite pour servir les triumvirs; et son verdict contre Trotsky aurait à son tour une influence certaine sur le reste du Parti. La conférence fut convoquée pour janvier 1924.

Dans l'intervalle, à la fin de décembre, Staline se mêla à la bagarre en lançant une première attaque publique dirigée, en premier lieu, contre les extrémistes de l'opposition et, seulement en second, contre Trotsky. Son argumentation, hérissée de solécismes et d'incohérences, était néanmoins très efficace parce qu'elle mettait en lumière les restrictions mentales et les conséquences de l'opposition. L'opposition exigeait-elle l'abolition du régime établi par Lénine qui interdisait les fractions et les groupes à l'intérieur du Parti? Oui ou non? C'est précisément à cette question que l'opposition ne pouvait répondre d'une façon précise. Trotsky, en tout cas, était en contradiction avec lui-même; il voulait que soit maintenu le régime établi par Lénine et qu'il avait lui-même approuvé; mais il proclamait qu'on en avait abusé. Ce fut sur ce point que Staline concentra son attaque,

1. J. Staline, *Sotchinienya*, vol. V, pp. 354-370.

2. *Ibid.* C'était naturellement insinuer que la cause du mal n'était pas dans le Parti, mais dans l'armée, c'est-à-dire dans les services de Trotsky.

3. Appendice VI du livre de M. Eastman, *Après la mort de Lénine*, pp. 146-147.

obligeant Trotsky à battre en retraite, à hésiter, à abandonner ses positions l'une après l'autre, puis à tenter de regagner le terrain perdu alors que les partisans de Trotsky avaient déjà été découragés et débauchés.

C'est dans ce débat, alors que Lénine était sur son lit de mort, que le culte du léninisme fut en fait inauguré. Réclamer directement ou indirectement l'abolition d'une mesure inspirée par Lénine, fut désormais une offense impardonnable au tacite code du savoir-vivre. Quand Préobrajensky déclara que le Parti voulait retrouver la liberté « léniniste » de discussion dont il avait joui avant 1920, durant la controverse au sujet de Brest-Litovsk, Staline répliqua : « Les coutumes et habitudes de cette époque n'étaient guère dignes d'être imitées. » Préobrajensky et ses semblables, les communistes de gauche, n'avaient-ils pas eu l'intention, demandait-il, de renverser le gouvernement de Lénine et de le remplacer par le leur ? Ceci était en partie vrai. Cependant, durant la controverse de Brest-Litovsk, et même plus tard, personne n'aurait pensé qu'il y avait quoi que ce soit de répréhensible dans une telle idée. Les communistes de gauche, adversaires de la paix avec l'Allemagne, avaient eu un moment la majorité au Comité Central ; et il leur avait semblé naturel de se demander s'ils ne devraient pas eux-mêmes former le gouvernement et assumer la responsabilité de mener une guerre à laquelle Lénine était opposé¹. Ceci n'empêcha ni eux ni Lénine de travailler ensemble dès que la controverse de Brest-Litovsk fut terminée. Mais déjà en 1923, l'épisode de 1918 semblait être une conspiration sinistre ou un acte de blasphème. Le Parti, suggérait Staline, devrait se méfier de ceux qui prônaient le retour à des pratiques aussi pernicieuses.

À la lumière du culte léniniste, la position de Trotsky était des plus vulnérables. Il avait averti le Parti du danger de « dégénérescence » de la vieille garde bolchevique ; mais il avait employé la première personne du pluriel : « Nous les vieux Bolcheviks », expression qui n'était justifiée que pour autant que plus de 90 % des membres actuels du Parti ne l'avait rallié qu'après la Révolution d'Octobre². « Je dois défendre Trotsky contre Trotsky », répliquait sarcastiquement Staline, car sans aucun doute, il n'était pas de cette vieille garde dont il disait qu'elle était maintenant en train de dégénérer. La dégénérescence des vieux Bolcheviks, poursuivait-il, était un produit de l'imagination de Trotsky. Il y avait des éléments de décomposition dans le Parti, mais c'était parmi les Mencheviks, qui avaient rejoint ses rangs mais restaient étrangers à son esprit³. L'allusion se passait de commentaires.

Ce débat, avec toutes ces incidences et manœuvres, n'était qu'un aspect du spectacle qui se préparait pour la conférence toute proche. Parallèlement, le Secrétariat Général affaiblit l'opposition en dispersant ses chefs. Trotsky, malade et gêné par des restrictions mentales, n'était pas très actif.

1. Boukharine souleva certainement cette idée. Ce fut le grain de vérité dans l'accusation d'avoir conspiré contre Lénine qui fut lancée contre lui dans les procès d'épuration des années 1930. En 1923-1924, Staline évita de faire mention de Boukharine à ce propos, car Boukharine venait de devenir son allié contre Trotsky. Voir 15 *Konferentsiya Vsesoyuznaya Kom. Partii*, p. 558.

2. J. Staline, *Sotchineniya*, vol. VI, p. 202.

3. *Ibid.*, vol. V, pp. 384-385.

On eut soudain besoin de Rakovsky à la légation soviétique de Londres, en raison de l'établissement de relations russo-britanniques en février 1924. Krestinsky fut envoyé en mission diplomatique en Allemagne et Yoffé en Chine. L'opposition ne pouvait protester contre ces nominations que leur bien-fondé suffisait à justifier. Les diplomates, récemment nommés, ne pouvaient se mêler des affaires intérieures du Parti. L'Ukraine avait été une forteresse de l'opposition à l'époque où Rakovsky était premier ministre ; et le Secrétariat Général délégua maintenant l'ancien ouvrier du cuir, Lazare Kaganovitch, administrateur implacable, pour nettoyer ce nid de guêpes. À Moscou, les articles et brochures de Trotsky étaient pratiquement retirés de la circulation ; les membres hésitants ou sceptiques n'avaient guère de chance de connaître le pour et le contre de la discussion. Les fonctionnaires provinciaux n'avaient aucun doute quant aux désirs des triumvirs ; et l'issue de la conférence était décidée d'avance.

À la conférence, Staline exposa son point de vue plus brutalement qu'il ne l'avait jamais fait : « Je ne dirai qu'une chose, c'est qu'il est évident qu'il n'y aura aucune vraie démocratie, aucune démocratie complète¹. » Les gens oublient qu'il y a des moments où elle est impossible à adopter et où elle ne rimerait à rien, même à l'intérieur des limites étroites du Parti. La prospérité économique, la sécurité militaire et des membres du Parti éduqués, telles étaient les conditions qui permettaient le fonctionnement d'une démocratie ouvrière ; ces conditions faisaient défaut. Bien que le Parti ne soit pas démocratique, il était faux de l'accuser d'être bureaucratique. Son argumentation était embrouillée ; sa description d'une organisation qui n'était ni démocratique ni bureaucratique était confuse ; mais la force de son argumentation résidait précisément dans son caractère confus, calculé pour satisfaire les esprits hésitants. Il dressa ensuite une liste des « six erreurs » commises par Trotsky. Trotsky avait voté pour la motion du Bureau Politique sur le « Cours Nouveau » ; ensuite, il avait critiqué le Bureau Politique ; il se plaçait au-dessus de ses collègues et se prenait pour un surhomme. Il avait refusé de dire clairement s'il était avec le Comité Central ou avec l'opposition. Trotsky, « ce patriarche des bureaucrates », excitait le Parti contre son appareil et les jeunes contre le Parti. Il s'était fait le porte-parole de l'intelligentsia petite-bourgeoise, tandis que les autres dirigeants parlaient au nom du prolétariat. Il avait attaqué le régime du Parti comme ayant permis la formation de fractions et de groupes secrets, alors que les marxistes savaient que la variété de groupes reflétait des intérêts de classe divergents. Le Parti devait être d'une seule pièce, un parti d'acier monolithique. On devait y admettre sur-le-champ deux cent mille ouvriers venus de l'atelier ; ils amèneraient avec eux un ferme esprit prolétarien, exempt d'individualisme petit-bourgeois, ce fut ce qu'on appela la promotion léniniste. Finalement, Staline fit sensation en rendant publique une clause ignorée de la résolution de Lénine au X^e Congrès, qui permettait au Comité Central d'exclure ses membres coupables de travail fractionnel. Il demanda à la conférence de reprendre à son compte cette clause. Toutes ses propositions furent acceptées. La conférence condamna l'opposition pour « déviation petite-bourgeoise à l'égard du léninisme ».

1. *Ibid.*, vol. VI, pp. 7-11.

Trois jours plus tard, le 21 janvier 1924, Lénine mourait. En dépit de toutes les déceptions et de toutes les misères des dernières années, il fut pleuré par le peuple comme bien peu de chefs ont été pleurés dans toute l'histoire. Dans l'esprit populaire, son nom restait attaché à la grande promesse de la révolution, celle d'une société d'hommes libres et égaux. Les foules en deuil tournaient déjà des yeux anxieux vers ses disciples : lequel d'entre eux prendrait sa place à la tête de l'Etat? Malgré les récentes querelles et excommunications, les pensées de beaucoup allaient à Trotsky. Mais on ne le vit pas près du cercueil de Lénine, lorsque la foule rendit son dernier hommage au chef disparu, exposé sur un lit de parade, ni aux nombreuses cérémonies organisées en sa mémoire. Trotsky était parti se faire soigner dans le Caucase; et s'il faut en croire son témoignage, il ne put revenir assister aux funérailles à Moscou, parce que Staline lui avait indiqué une fausse date. A l'échelle historique, on peut dire que l'incident n'avait que peu d'importance. Mais le fait est que les triumvirs, et non Trotsky, s'imposèrent à une imagination populaire émue par des cérémonies funèbres longues et soigneusement préparées. Une mise en scène habile mettait en vedette les triumvirs qui occupaient symboliquement le vide laissé par Lénine. La « chronique biographique » officielle de Staline raconte l'histoire avec des détails caractéristiques, jour par jour, et même heure par heure :

21 janvier, 6 h. 50 : Lénine meurt à Gorki; 9 h. 30 : Staline et les autres membres du Bureau Politique arrivent à Gorki.

22 janvier : Staline publie un manifeste « A tous les travailleurs de l'U. R. S. S. » et envoie des messages aux fédérations du Parti, leur demandant de rester fidèles aux encouragements du chef disparu.

23 janvier, 9 heures : Staline et les autres dirigeants portent le cercueil de Lénine depuis sa maison de Gorki; 13 h. 30 : Staline et ses amis accompagnent le cercueil de la gare Paveletsky à la Maison des Syndicats à Moscou, où le corps de Lénine est exposé pendant quatre jours; 18 h. 10 : Staline monte la garde d'honneur près du cercueil.

25 janvier : Staline fait appel aux membres du Parti, leur demandant de rassembler des souvenirs de Lénine pour l'Institut Lénine qui vient d'être fondé.

26 janvier, 20 h. 24 : Au Second Congrès des Soviets, Staline lit un serment de fidélité à Lénine.

27 janvier, 8 heures : Staline prend sa place dans la garde d'honneur autour du cercueil de Lénine; 8 h. 30 : Staline se place devant le cercueil; 9 heures : Staline et d'autres sortent le cercueil de la Maison des Syndicats; 16 heures : fin du cortège funèbre sur la place Rouge. Staline et d'autres portent le cercueil dans la crypte du futur mausolée.

28 janvier : Staline prend la parole lors d'une cérémonie commémorative.

Cette cérémonie compliquée était en complète contradiction avec les idées de Lénine dont la simplicité et l'aversion pour les fastes étaient presque proverbiales. Elle était calculée pour impressionner l'esprit d'un peuple primitif, semi-oriental et pour lui inculquer un sentiment d'exaltation pour le nouveau culte léniniste. Il en était de même pour le mausolée de la place Rouge dans lequel on déposa le corps embaumé de Lénine en dépit des

protestations de sa veuve et de l'indignation de nombreux intellectuels bolcheviques. Pour des milliers de paysans, dont les instincts religieux avaient été réprimés pendant la révolution, le mausolée devient bientôt un lieu de pèlerinage, l'étrange Mecque d'une croyance athée qui avait besoin d'un prophète et de saints, d'un saint-sépulcre et d'icones. Tout comme le christianisme originel qui, en se propageant dans les pays païens, absorba les éléments des croyances et des rites païens et les mêla à ses propres idées, le marxisme, produit de la pensée d'Europe occidentale, absorbait les éléments de la tradition byzantine, si profondément ancrée en Russie, et du style orthodoxe grec. Ce processus était inévitable. Les principes abstraits du marxisme pouvaient exister dans toute leur pureté dans l'esprit des intellectuels révolutionnaires, surtout de ceux qui avaient été exilés en Europe occidentale. Maintenant que la doctrine avait réellement pénétré en Russie et était arrivée à dominer les destinées d'une grande nation, elle ne pouvait à son tour que s'assimiler au climat spirituel de la nation, à ses traditions, coutumes et habitudes. Cela se faisait imperceptiblement déjà depuis un moment. Personne ne s'en était aperçu mieux que Lénine et ne s'en était senti plus embarrassé. Sa propre mort fut l'exutoire qui permit à beaucoup de ses disciples de se libérer des inhibitions du marxisme pur. Elle montra à quel point s'étaient intégrés l'un à l'autre la doctrine et le milieu.

Il était sans doute naturel que celui des triumvirs qui avait été formé dans un séminaire grec orthodoxe, devienne le principal artisan de ce changement et lui donne sa pleine expression. Le serment à Lénine, qu'il lut au II^e Congrès des Soviets, reste jusqu'à ce jour la révélation la plus complète, la plus organique de sa structure mentale. Le style du *Manifeste communiste* s'y mêle étrangement à celui du livre de prières orthodoxes, et la terminologie marxiste mêlée au vieux vocabulaire slavonique. Ses invocations révolutionnaires rendent le son d'une litanie composée pour un chœur d'église :

Camarades, nous, Communistes, sommes d'une contexture particulière. Nous avons été faits d'une étoffe spéciale. Il n'est pas de titre plus enviable que celui de membre du Parti dont le camarade Lénine a été le fondateur et le chef. Il n'est pas donné à tout le monde d'être membre d'un tel parti. Les fils de la classe ouvrière, les fils de la misère, et du combat, les fils de privations incroyables et d'efforts héroïques, ceux-là avant tous les autres, doivent être membres d'un tel parti...

En nous quittant, le camarade Lénine nous a ordonné de porter haut et de garder pur le grand titre de membre du Parti. Nous Te jurons, camarade Lénine, que nous accomplirons Ton commandement avec honneur...

En nous quittant, le camarade Lénine nous a ordonné de veiller à l'unité du Parti comme à la prune de ses yeux. Nous Te jurons, camarade Lénine, que nous accomplirons aussi avec honneur Ton commandement que voilà...

En nous quittant le camarade Lénine nous a ordonné de préserver et de renforcer la dictature du prolétariat. Nous Te jurons, camarade Lénine, de ne pas épargner nos forces pour accomplir aussi avec honneur Ton commandement que voilà...

En nous quittant, le camarade Lénine nous a ordonné de renforcer de tous nos moyens l'alliance des ouvriers et des paysans. Nous Te jurons, camarade Lénine, d'accomplir avec honneur Ton commandement que voilà...

En nous quittant, le camarade Lénine nous a ordonné de renforcer et d'élargir l'Union des Républiques. Nous Te jurons, camarade Lénine, d'accomplir avec honneur Ton commandement que voilà...

En nous quittant le camarade Lénine nous a ordonné de rester fidèles aux principes de l'Internationale Communiste. Nous Te jurons, camarade Lénine, que nous n'épargnerons pas nos vies pour nous efforcer de renforcer et d'élargir l'alliance des Travailleurs du monde entier — l'Internationale Communiste¹.

Etant donné tout ce qui s'était passé récemment entre Lénine et Staline, on pouvait penser que ce serment presque mystique était un chef-d'œuvre d'hypocrisie. Une telle conclusion simplifierait trop, semble-t-il, la question, bien que l'on ne puisse guère douter que ces adieux exaltés de Staline ne contiennent leur part de fausseté. Toutefois, il était certainement sincère lorsqu'il pensait qu'il avait le droit de se considérer comme le disciple orthodoxe de Lénine. Il y avait vingt ans qu'il avait adhéré au bolchevisme; il avait été membre des comités centraux de Lénine pendant dix ans; et pendant plus de la moitié de ce temps, pendant six années difficiles et orageuses, il avait servi sous les ordres directs de Lénine, avec énergie et dévouement. Leur bref et violent conflit pouvait-il faire oublier leur longue et intime association? Staline se sentait encore autorisé à penser que ce heurt n'avait été qu'un épisode fâcheux, un malentendu qui, si Lénine s'était remis, aurait pu être aplani à leur mutuelle satisfaction. Il était certainement convaincu que son attitude vis-à-vis du fond de la doctrine léguée par Lénine était au-dessus de tout reproche. Selon toute probabilité, il ne se rendait pas compte que le culte léniniste et surtout son serment quasi religieux, résonnait comme une dérision du vrai Lénine.

A présent, il expliquait Lénine, comme il le comprenait, à la jeunesse communiste et aux étudiants de l'Université de Sverdlov où le Parti formait sa nouvelle élite intellectuelle². Ce qu'il avait à dire sur le sujet était si peu original et si ennuyeux que cela ne vaut guère la peine de le résumer. Le seul aspect original de son exposé était dans la forme. Il présentait la doctrine de Lénine, qui était essentiellement sociologique et expérimentale, comme une série de canons rigides, une stratégie uniforme et des recettes tactiques pour le salut de l'humanité; tout cela catalogué et énuméré avec une précision de comptable. Il codifiait le léninisme et le réduisait en formules dans le style faussement simple et compréhensible qui plaît tant à l'esprit peu rompu aux questions sociologiques. Il appuyait chacune de ses affirmations par une citation de Lénine, quelquefois hors de propos et quelquefois arrachée du contexte, de la même façon que le scolastique du moyen âge cherchait dans l'Écriture sainte la justification de ses spéculations. Il est vrai que Lénine avait quelquefois soutenu son argumentation en se référant à Marx. Mais Staline poussa cette façon de faire à un tel degré de perfection qu'à la fin il aurait pu paraphraser Archimède : « Donnez-moi une citation de Lénine et je ferai bouger la terre. »

En attendant, le seul texte de Lénine qui aurait pu faire trembler le sol sous les pieds de Staline, son testament, n'était pas encore connu, ni du Parti ni de lui-même. Ce ne fut qu'en mai, quatre mois après la mort de

1. J. Staline, *Sotchinénia*, vol. VI, pp. 46-51.
2. J. Staline, *Sotchinénia*, vol. VI, pp. 69-188.

Lénine, qu'on en fit la lecture à une séance plénière du Comité Central qui devait décider si ce document serait rendu public au prochain congrès du Parti.

Un embarras terrible paralysa tous ceux qui étaient présents, rapporte un témoin de la scène¹. « Staline, assis sur les marches de la tribune, paraissait petit et misérable. Je l'étudiai soigneusement; en dépit du sang-froid et du calme dont il faisait preuve, on voyait clairement que sa destinée était en jeu. » En pleine atmosphère de culte léniniste, ne pas tenir compte du testament de Lénine aurait été un sacrilège. A ce moment si dramatique pour lui, il fut sauvé par Zinoviev. « Camarades, commença Zinoviev, chaque parole de Ilyitch (Lénine) fait loi pour nous... Nous avons juré de faire tout ce que Lénine mourant nous a ordonné de faire. Vous savez parfaitement bien que nous respecterons cette promesse. (Beaucoup baissèrent les yeux, ils ne pouvaient regarder en face le vieux comédien.) Mais nous sommes heureux de dire que, sur un point, les craintes de Lénine se sont avérées sans fondement. Je veux parler du cas de notre Secrétaire Général. Vous avez tous été témoins de notre coopération harmonieuse des derniers mois; et, comme moi-même, vous serez heureux de dire que les craintes de Lénine se sont avérées sans fondement. » Kamenev prit ensuite la parole et demanda au Comité Central de maintenir Staline à son poste. Mais s'il devait en être ainsi, il n'était pas indiqué de faire connaître au Congrès le testament de Lénine. Kroupskaïa protesta contre la suppression du testament de son mari, mais en vain. Trotsky, qui assistait à cette réunion, était trop fier pour intervenir dans un débat où sa situation était aussi en jeu. Il garda le silence, mais son air et ses grimaces montraient que cette scène l'écœurail. La motion de Zinoviev, selon laquelle le testament ne serait pas publié mais communiqué confidentiellement à quelques délégués choisis, fut adoptée par quarante voix contre dix. Staline pouvait respirer. Il était à nouveau en selle, solidement, pour de bon.

La solidarité des triumvirs résista à cette épreuve extraordinaire parce que Zinoviev et Kamenev étaient convaincus qu'ils n'avaient rien à craindre de Staline, alors qu'ils avaient peur de Trotsky. Zinoviev, président de l'Internationale Communiste, était toujours le plus ancien et le plus populaire des triumvirs. Kamenev avait conscience de sa supériorité actuelle sur ses associés. Tous deux considéraient Staline comme leur auxiliaire; et bien qu'ils aient découvert chez lui un certain degré de perversité, ils ne le soupçonnaient pas d'avoir l'ambition de devenir le seul successeur de Lénine. D'ailleurs, les membres du Parti en général n'avaient aucun soupçon à cet égard. D'autre part, il n'était pas difficile de pousser le Parti à se méfier de Trotsky. Les agents du triumvirat faisaient courir le bruit que Trotsky était le futur Danton, ou bien encore, le Bonaparte de la Révolution russe. Cette campagne porta ses fruits car, depuis le début, le Parti avait eu coutume de se reporter au grand précédent français. On avait toujours admis que l'histoire pouvait se répéter; et qu'une fois encore un Directoire ou un seul usurpateur pouvait s'emparer du pouvoir derrière le dos de la révolution. On admettait volontiers que l'usurpateur russe serait, comme son prototype français, une personnalité douée d'une renommée brillante et légendaire gagnée sur le champ de bataille. Le masque de Bonaparte ne

1. B. Bajanov, *Stalin, der Rote Diktator*, pp. 32-34.

semblait que trop convenir à Trotsky. En fait, il aurait pu convenir à n'importe quelle personnalité, Staline excepté. C'est là que résidait une partie de sa force.

Cela même qui, dans d'autres circonstances, aurait été un obstacle pour un homme aspirant au pouvoir — son obscurité — était pour lui un avantage important. Le Parti avait appris à se méfier de « l'individualisme bourgeois » et à essayer de réaliser un collectivisme. Aucun de ses chefs ne semblait plus éloigné du premier que Staline et ne semblait exprimer mieux que lui le second. Ce qui était frappant chez le Secrétaire Général, c'est justement qu'il n'y avait rien de frappant en lui. Sa personnalité presque impersonnelle semblait être l'agent idéal des forces anonymes d'une classe et d'un parti. Son attitude semblait être le comble de la modestie. Il était plus à la portée du responsable ou du militant que les autres dirigeants. Il soignait ses relations avec les gens qui, d'une façon ou d'une autre, faisaient et défaisaient les réputations avec les secrétaires provinciaux, les écrivains satiriques populaires et les visiteurs étrangers. Taciturne, il n'avait pas son égal pour écouter patiemment les autres. On le voyait quelquefois dans le coin d'un escalier fumant la pipe et écoutant sans bouger, pendant une heure ou deux, un interlocuteur agité, ne sortant de son silence que pour poser quelque question. C'était l'une de ses qualités qui semblaient indiquer un manque total d'égoïsme. L'interlocuteur, heureux d'avoir l'occasion de dire ce qu'il pensait, réfléchissait rarement au fait que Staline n'avait pas donné son avis sur la question. Car Staline, d'après son secrétaire¹, ne confiait à personne ses pensées les plus secrètes. Ce n'était que très rarement qu'il faisait part à ses plus proches associés de ses idées et de ses impressions. Il possédait à un haut degré le don du silence et, à cet égard, était unique dans un pays où tout le monde parlait beaucoup trop.

Sa vie privée, elle aussi, échappait à tout reproche et à tout soupçon. « Ce politicien passionné (dit Bajanov) n'a pas d'autres vices. Il n'aime ni l'argent, ni le plaisir, ni le sport, ni les femmes. Les femmes, excepté la sienne, n'existent pas pour lui. » En pleine guerre civile, il se maria pour la seconde fois. Sa femme Nadejda Allilouyeva, fille d'un ouvrier chez lequel s'était caché Lénine en juillet 1917, était de vingt ans plus jeune que lui. Elle avait été l'une des secrétaires de Lénine après la révolution et alla à Tsaritsyne en 1919. C'est là qu'était né l'amour entre le commissaire et la jeune communiste. Ils eurent un petit logement au Kremlin, dans ce qui avait été les chambres de domestiques; et Nadejda Allilouyeva faisait de sérieuses études au collège technique de Moscou. La simplicité et même l'austérité de la vie privée du Secrétaire Général plaisaient au Parti dont l'esprit puritain commençait à s'inquiéter des premiers signes de corruption et de vie désordonnée qui régnaient au Kremlin.

Mais à cette époque, c'est moins parce qu'il était intransigeant que parce qu'il était le chef bolchevique qui convenait que Staline causait une profonde impression sur les gens. Il était, comme nous l'avons vu, moins violent dans ses attaques contre l'opposition que les autres triumvirs. Ses discours reflétaient un ton d'optimisme accommodant et apaisant — et même facile — qui s'harmonisait bien avec la satisfaction de soi croissante qui régnait dans le Parti. Dans le Bureau Politique, quand on discutait des

questions de grande politique, il ne semblait jamais imposer ses points de vue à ses collègues. Il suivait avec soin le cours du débat pour voir de quel côté soufflait le vent et votait invariablement avec la majorité, à moins qu'il ne se soit assuré lui-même la majorité à l'avance. La majorité le trouvait par conséquent agréable. Aux yeux du Parti, il apparaissait comme un homme sans rancœur ni rancune personnelle, comme un léniniste désintéressé, un gardien de la doctrine qui ne critiquait les autres que pour le salut de la cause. Il donnait cette impression même lorsqu'il parlait derrière les portes closes du Bureau Politique. En pleine lutte avec lui, Trotsky décrivait encore Staline à un visiteur étranger digne de confiance, comme un « révolutionnaire brave et sincère¹ ». Quelques descriptions des scènes qui se déroulaient au Bureau Politique donnent un aperçu vivant de ce Staline, bonne âme :

Quand j'assistai pour la première fois à une session du Bureau Politique (écrit Bajanov) la lutte entre les triumvirs et Trotsky battait son plein. Trotsky arriva le premier à la séance. Les autres étaient en retard, ils étaient encore en train de comploter... Zinoviev arriva le second. Il passa près de Trotsky; l'un et l'autre firent comme s'ils ne s'étaient pas vus. Quand Kamenev entra, il salua Trotsky d'un léger signe de tête. Enfin Staline fit son entrée. Il s'approcha de la table à laquelle était assis Trotsky, le salua de la manière la plus amicale et lui donna par-dessus la table une vigoureuse poignée de main².

Au cours d'une autre séance, en automne 1923, l'un des triumvirs proposa que Staline reçoive le pouvoir de contrôleur au commissariat à la Guerre, dont Trotsky était encore le chef. Trotsky, irrité par cette proposition, déclara qu'il démissionnait de son poste; il demanda à être relevé de toutes les fonctions et charges qu'il occupait en Russie, et à être autorisé à aller en Allemagne où l'on semblait être alors à la veille d'un soulèvement communiste, pour y prendre part à la révolution. Zinoviev contra le coup en sollicitant la même chose pour lui. Staline mit fin à cette scène en déclarant « que le Parti ne pouvait se passer des services de deux dirigeants aussi importants et aussi aimés³ ».

Il rassemblait lentement ses cartes et attendait. L'opposition, bien qu'à nouveau condamnée par le XIII^e Congrès, en mai 1924, était un facteur avec lequel il fallait encore compter. On devait aussi tenir compte de l'attitude de l'Internationale Communiste. Les chefs du communisme européen, les Allemands, les Polonais et les Français avaient soit protesté contre la campagne qui visait Trotsky, soit essayé de persuader les antagonistes de conclure la paix. Zinoviev dut se livrer à beaucoup de manœuvres pour faire taire tout ce « tapage ». Il avait pour lui le prestige du seul parti communiste victorieux, le mythe international, pour ainsi dire, de la Révolution d'Octobre, avec lequel très peu de communistes osaient rompre! Il avait aussi à sa disposition la caisse de l'Internationale, à laquelle le Parti russe était le seul à verser de grandes sommes et dont dépendaient jusqu'à un certain point quelques partis européens. En utilisant tous les

1. B. Bajanov, *Stalin, der Rote Diktator*, p. 21.

1. M. Eastman, *Après la mort de Lénine*, p. 55.

2. B. Bajanov, *Stalin, der Rote Diktator*, p. 21.

3. *Ibid.*, p. 52.

moyens de pression, à commencer par l'exclusion ou le limogeage de nombreux chefs communistes, le triumvirat réussit à obtenir une condamnation de l'opposition russe, au V^e Congrès de l'Internationale qui siégea à Moscou en juin et juillet 1924. Staline, qui était jusque-là resté à l'écart du Komintern, fit une démarche personnelle auprès de la commission polonaise et reprocha aux Polonais leur penchant pour Trotsky¹.

Les dissensions entre les triumvirs étaient pour Staline une raison supplémentaire de se montrer prudent; c'est seulement un an plus tard, en 1925, qu'ils se brouillèrent, mais déjà des jalousies personnelles troublaient leurs relations. Zinoviev et Kamenev commençaient à réaliser que Staline resserrait son emprise sur l'appareil du Parti et qu'il les privait de tout moyen de contrôle. Staline envoyait leur autorité dans les questions de doctrine. Peu après la condamnation de Trotsky, il lança une première attaque publique, hors de propos quant à son contenu, contre le manque de sérieux doctrinal de Kamenev². Chacun des triumvirs avait assez de raisons de penser que leur séparation pourrait pousser l'un d'entre eux à s'associer avec Trotsky contre les autres. Cela n'amena pourtant pas Zinoviev et Kamenev qui, par la suite, devaient faire bloc avec Trotsky, à adoucir leurs attaques contre lui; mais cela faisait partie des calculs tactiques de Staline. C'est comme tacticien qu'il se révéla supérieur à ses partenaires.

En fin de compte, il attendait que l'adversaire commette les fautes inhérentes à son attitude. Trotsky avait accepté le culte léniniste, bien que son esprit rationnel et ses goûts européens en fussent choqués. L'unique forme de disciple de Lénine était, de toute façon, trop étroit pour lui. La mystique léniniste, néanmoins, était devenue déjà trop puissante pour que quiconque voulait se faire écouter d'un auditoire communiste pût l'ignorer et, à plus forte raison, la combattre. Trotsky s'aventura ainsi à lutter sur un terrain où il était faible. Les triumvirs lui lancèrent à la tête des citations antitrotskyistes de Lénine et, ce qui était encore plus embarrassant pour lui, les critiques qu'il avait formulées lui-même contre Lénine, douze ou quinze ans plus tôt. Dans l'esprit du jeune communiste, ce choix de citations renforçait encore le portrait d'un Trotsky s'opposant avec malveillance à Lénine, à chaque étape de la scission de 1903, aux débats sur Brest-Litovsk, et sur les syndicats. A la lumière du dogme léniniste, Trotsky faisait figure de coupable.

Si Trotsky rejetait le dogme, cela signifiait qu'il faisait appel à l'opinion non communiste contre le Parti. C'était la seule chose que Trotsky ne ferait pas, Staline pouvait en être absolument certain. En dehors du Parti, les déceptions révolutionnaires, sans forme définie, se mêlaient à des tendances nettement contre-révolutionnaires.

Le groupe au pouvoir ayant choisi Trotsky pour cible, cela lui attirait automatiquement la sympathie frelatée de beaucoup d'entre ceux qui l'avaient haï jusque-là. Lorsqu'il paraissait dans les rues de Moscou, il était tout de suite applaudi par des foules où des communistes idéalistes côtoyaient des Mencheviks, des socialistes-révolutionnaires et la nouvelle bourgeoisie de la N. E. P., par tous ceux qui, en fait, pour des raisons diverses,

1. J. Staline, *Sotchinienya*, vol. VI, pp. 264-272.
2. *Ibid.*, p. 257.

souhaitaient un changement¹. Précisément, parce qu'il refusait d'être soutenu par ces éléments très mêlés, il se montra timide et hésitant dans presque toute son action. Il ne pouvait cesser de s'opposer aux triumvirs qui s'étaient identifiés au Parti; et cependant, même dans sa rébellion, il restait à genoux devant le Parti. Chacun de ses actes était ainsi une démonstration de faiblesse. Staline pouvait se permettre d'attendre jusqu'à ce que son rival se soit perdu lui-même par une série de manifestations de ce genre.

La tragédie qui se nouait alors ne devait être tranchée que douze ou treize ans plus tard par les jugements d'épuration. C'est là qu'il faut chercher la clé pour comprendre ces jugements. Au Congrès de mai 1924, Trotsky, face à la cohorte implacablement hostile des secrétaires du Parti, était sur le point de capituler devant ceux qui l'attaquaient et d'abjurer l'opposition. Kroupskaïa, Radek et d'autres exhortaient les antagonistes à conclure la paix. Zinoviev, toutefois, ne se laissa pas persuader. Il exigeait que Trotsky se soumit en pensée comme en actes, qu'il admit qu'il avait eu tort dans ses critiques. C'était la première fois dans l'histoire du bolchevisme qu'un membre du Parti était accusé d'une manière vague d'avoir commis un « crime de conscience », accusation purement théologique : Trotsky, s'il s'était soumis à la discipline du Parti sans abjurer, semblait encore, aux yeux des triumvirs, un formidable adversaire. Zinoviev ajouta donc aux termes de la soumission une condition tout à fait inacceptable qui forcerait Trotsky à continuer cette lutte inégale. Ainsi, la première mention d'un « crime de conscience » contre le Parti, était due à l'homme qui, douze années plus tard, devrait la mort à une épouvantable rétractation de ses propres « crimes de conscience ». Staline, du moins en apparence, n'avait rien à voir dans cette affaire. Il répétait que la paix ne serait conclue que si Trotsky cessait ses attaques. A plusieurs reprises, il eut l'air de tendre la main à son adversaire.

La réponse de Trotsky à Zinoviev annonçait la tragédie qui devait écraser Zinoviev et Kamenev plus cruellement encore que lui-même :

Le Parti — dit Trotsky — en dernière analyse, a toujours raison parce que le Parti est le seul instrument historique donné au prolétariat pour résoudre ses problèmes fondamentaux. J'ai déjà dit que, devant son propre parti, rien ne pouvait être plus facile que de reconnaître une faute, rien ne pouvait être plus facile que de dire : toutes mes critiques, toutes mes déclarations, tous mes avertissements, toutes mes protestations, tout n'a été qu'une pure et simple erreur. Je ne peux cependant dire cela, camarades, parce que je ne le pense pas. Je sais que l'on ne doit pas avoir raison *contre* le Parti. On ne peut avoir raison qu'avec le Parti et à travers le Parti, car l'histoire n'a pas créé d'autre voie pour la réalisation de ce qui est juste. Les Anglais ont un proverbe qui dit : « Qu'il ait raison ou tort, c'est mon pays. » Avec des justifications historiques plus grandes, nous pouvons dire : qu'il ait tort ou raison, sur telle question particulière distincte, c'est mon parti²...

Ces paroles du leader de l'opposition ressemblaient moins à celles que peut prononcer un patriote anglais qu'à celles d'un hérétique du moyen

1. M. Eastman, *Après la mort de Lénine*, p. 128. B. Bajanov, *Stalin, der Rote Diktator*.

2. 13 *Syезд Vsesoyuznoi Kommunisticheskoi*, pp. 166 et 245. Voir aussi M. Eastman, *Après la mort de Lénine*, pp. 88-89.

âge confessant son hérésie, se repentant et cependant obstiné dans sa conviction, incapable de concevoir le salut en dehors de l'Eglise. Staline écarta ironiquement la déclaration de Trotsky en disant que le Parti n'avait pas la prétention d'être infaillible...

Le stade suivant de la lutte fut ce qu'on a appelé « le débat littéraire », qui eut lieu à l'automne de la même année. Trotsky l'ouvrit en publiant un livre, *les Leçons d'Octobre*, qui orientait la polémique vers de nouveaux sujets apparemment sans aucun rapport avec les questions auxquelles il avait jusqu'à présent consacré son attention. Ce livre était une étude sur la mécanique de la révolution et le rôle qu'y jouait une direction déterminée. Le fond de son argumentation était qu'une « situation révolutionnaire » est une occasion fugitive que le Parti révolutionnaire devait fatalement manquer s'il n'y prenait pas garde ou s'il hésitait à la saisir. Il est vrai qu'on ne peut organiser arbitrairement une révolution; c'est le résultat d'une désintégration longue et relativement lente de l'ordre ancien, ceci est son aspect « objectif ». Mais une fois que la désintégration a atteint un stade décisif, commence le rôle du facteur « subjectif », c'est-à-dire de la direction. La situation révolutionnaire est par nature dynamique; c'est une rapide succession de hauts et de bas. La lutte des classes passe de la guerre de positions aux mouvements et manœuvres foudroyants, dans lesquels tout dépend de l'initiative et des décisions rapides de l'état-major général de la révolution. Même le parti le plus révolutionnaire souffre d'un certain degré d'inertie conservatrice. Son aile droite ne pense pas et n'agit pas selon les circonstances. Elle se dérobe à l'endroit et au moment décisifs, sans réaliser l'importance du temps et en espérant une prolongation indéfinie de l'occasion qui ne s'offre peut-être qu'une seule fois dans toute une époque. Illustrant sa thèse par les exemples de 1917, Trotsky rappelait énergiquement à ses lecteurs le profond désaccord qui avait surgi entre Lénine d'une part et Zinoviev et Kamenev d'autre part, à la veille du soulèvement d'Octobre.

Il semblait alors que le livre de Trotsky n'était qu'une étude objective, presque académique, des leçons de l'histoire récente. Cependant, pour une écrasante majorité du Parti, pour ceux qui n'y étaient entrés qu'après la révolution, la version qu'il donnait des événements de 1917 paraissait une indiscretion sensationnelle, presque indécente. Trotsky traitait les deux plus anciens triumvirs de porte-parole de l'aile droite, de « briseurs de grève » (selon les paroles de Lénine) de la révolution. Dans sa préface, il actualisa son argumentation et compara la stratégie bolchevique de 1917 à ce qu'avaient fait les communistes en Allemagne en 1923, au milieu de l'agitation provoquée par l'occupation française de la Ruhr¹. En l'automne de l'année 1923, soutenait Trotsky, l'Allemagne était mûre pour une révolution prolétarienne; mais les révolutionnaires manquèrent l'occasion parce qu'ils montrèrent la même timidité que Zinoviev et Kamenev en 1917. Apparemment, son attaque était dirigée contre les dirigeants du communisme allemand. En réalité, elle visait les triumvirs, surtout Zinoviev qui,

1. Voir L. Trotsky, *La Nécessité d'étudier Octobre*, dans *Les Erreurs du Trotskysme*, pp. 29-119.

en tant que président du Komintern, influençait la politique du groupe allemand.

Les triumvirs parèrent le coup. Ils publièrent leur propre version de l'histoire de la révolution, où ils minimisèrent et même nièrent leurs hésitations et leurs désaccords avec Lénine. Ils firent aussi tout leur possible pour diminuer le rôle qu'avait joué Trotsky en 1917. Ce fut le début d'une longue série de « révisions » et « corrections » qui, en fin de compte, devaient faire de l'histoire de la révolution un palimpseste à peu près inintelligible sur lequel de nombreux récits contradictoires se superposèrent. De plus, toutes les épithètes dont Trotsky avait qualifié Lénine et toutes les reparties de Lénine, qui dataient d'avant 1917, furent une fois de plus sorties des archives et republiées. La masse du Parti était écœurée de ce spectacle qui ne semblait avoir aucun rapport avec la misère du pays et les tâches constructives du gouvernement et du Parti. Beaucoup pensaient que les dirigeants faisaient une inexplicable exhibition de leur propre irresponsabilité.

Staline était le seul homme dont le prestige n'était pas atteint. Trotsky, quelle que soit la valeur de ses idées, encourait les blâmes pour avoir ouvert ce qui ne semblait être qu'une querelle sur le passé¹. Le rappel incessant de son passé antibolchevique n'était pas sans effet. Lui-même en réveillant le souvenir compromettant de la conduite de Zinoviev et de Kamenev en 1917, contribuait d'autre part largement à discréditer les deux hommes. Mais Trotsky ne pouvait dire grand-chose contre Staline; il ne pouvait que faire d'obscurcs allusions; car, quoi qu'ait fait ou dit Staline en 1917, il l'avait en général fait d'une manière anonyme ou, selon son habitude, évasive. Sans le vouloir, Trotsky l'aidait maintenant à prendre de l'ascendant sur Zinoviev et Kamenev. Ce dernier avait grand besoin du témoignage favorable du Secrétaire Général, qui semblait être le seul à pouvoir parler de façon désintéressée à ce sujet. Effectivement, en novembre 1924, Staline déclara publiquement que ses collègues avaient eu une conduite léniniste irréprochable². Zinoviev et Kamenev, disait-il, étaient de bons léninistes, des Bolcheviks. Leur désaccord avec le Parti n'avait été que passerager. Lui-même avait commis quelques fautes avant le retour de Lénine en Russie en 1917. Mais seul celui qui était dans le Parti sans en avoir l'esprit, celui qui considérait le Parti avec la mauvaise volonté d'un étranger, pouvait maintenant ressasser tous ces démêlés anciens et leur donner une telle importance. Quant à Trotsky, il « n'avait pas joué de rôle particulier » dans la Révolution d'Octobre. Il est vrai « qu'il avait bien combattu », mais seulement en tant qu'agent du Comité Central; et, soit dit en passant, même les socialistes-révolutionnaires de gauche, qui étaient devenus plus tard des ennemis de la révolution, s'étaient bien battus alors. Le véritable commandement du soulèvement appartenait à un « organe central du Parti », dont Trotsky n'était même pas membre. Ce fut la première contribution de Staline à la « révision » de l'histoire, contribution qui surprit ceux qui se rappelaient le dénouement réel de l'insurrection³. Toutefois, dans l'ensemble, l'argumentation de Staline semblait plausible, tandis que les révélations de Trotsky qui faisaient des dirigeants du Parti un corps inerte

1. Voir L. Trotsky, *La nécessité d'étudier Octobre* dans *Les Erreurs du Trotskysme*, pp. 29-119.

2. J. Staline, *Sotchinienya*, vol. VII, p. 6.

3. J. Staline, *La Révolution d'Octobre*, pp. 68-94.

que Lénine avait constamment forcé à agir, ne pouvaient que blesser l'amour-propre du Parti. On persuada la veuve de Lénine elle-même, qui connaissait cependant la vérité, de défendre dignement les deux plus proches disciples de son mari; et, pour la masse, son témoignage réglait la question.

Le « débat littéraire » traîna encore en longueur. Staline publia un recueil des articles qu'il avait écrits en 1917 et y ajouta une préface. Le débat aboutissait aux questions d'actualité et il prit un tour nouveau dont la signification se révéla pleinement dans la théorie de Staline sur le socialisme dans un seul pays.

Staline formula pour la première fois ses idées sur le socialisme dans un seul pays en automne 1924. La croyance au socialisme dans un seul pays devait bientôt devenir la suprême preuve de loyauté envers le Parti et l'Etat. Durant les dix ou quinze années qui suivirent, aucun de ceux qui n'avaient pas donné cette preuve ne devait échapper à la condamnation et au châtiement. Toutefois, si l'on étudie l'histoire de cet article de foi stalinien, on est frappé du fait que Staline l'avait avancé presque négligemment, comme un point de la discussion parmi d'autres dans la « discussion littéraire ». Pendant plusieurs mois, jusqu'à l'été de l'année suivante, aucun des rivaux de Staline, ni les autres triumvirs ni Trotsky, ne pensa que cette question valait la peine d'être discutée. Staline lui-même n'était pas encore fixé. Dans sa brochure intitulée *les Fondements du Léninisme*, publiée au début de 1924, il insistait sur ce point que, même si le prolétariat d'un pays pouvait s'emparer du pouvoir, il ne pourrait établir une économie socialiste dans un seul pays.

Mais le renversement (c'est Staline qui parle) du pouvoir de la bourgeoisie et l'établissement du pouvoir du prolétariat dans un pays ne signifie cependant pas que la victoire du socialisme ait été complètement assurée. La principale tâche du socialisme — l'organisation de la production socialiste — reste encore à remplir. Cette tâche peut-elle être remplie, la victoire finale du socialisme dans un seul pays peut-elle être assurée, sans les efforts communs des prolétaires de plusieurs pays avancés? Pour renverser la bourgeoisie il suffit des efforts d'un seul pays, l'histoire de notre révolution l'a prouvé. Pour la victoire finale du socialisme, pour l'organisation de la production socialiste, les efforts d'un seul pays, surtout d'une nation paysanne comme la Russie, sont insuffisants; pour cela il faut les efforts des prolétaires de plusieurs pays avancés¹.

Dans son livre, *les Problèmes du Léninisme*, cependant, qu'il écrivit plus tard cette année-là, Staline changea d'avis et soutint un point de vue opposé. Il retira de la circulation la première édition des *Fondements du Léninisme* et y renonça comme apocryphe. Au début, il ne se rendait pas compte du poids que les circonstances allaient bientôt donner à sa théorie du « socialisme dans un seul pays ». Il arriva à sa formule en tâtonnant, découvrant pour ainsi dire un nouveau continent, alors qu'il avait cru faire route vers un tout autre monde.

1. Cette citation est tirée de l'édition anglaise de J. Staline, *Problèmes du Léninisme* (p. 57), publiée à Moscou en 1945.

Son but immédiat était de discréditer Trotsky et de prouver pour la même fois que Trotsky n'était pas léniniste. En fouillant le passé de Trotsky, les triumvirs découvrirent la théorie de la « révolution permanente » qu'il avait formulée en 1905. Ils commencèrent à ergoter contre cette théorie; et c'est au cours de cette polémique que Staline arriva à sa formule. Son « socialisme dans un seul pays » étant ainsi à l'origine une riposte à la « révolution permanente » de Trotsky, il convient de résumer et d'analyser les deux formules en fonction l'une de l'autre.

Trotsky avait emprunté sa théorie à Marx et l'avait appliquée à la Révolution russe¹. Il parlait de la « permanence » de la révolution en un double sens : la révolution, prévoyait-il, serait poussée par les circonstances à passer de sa phase antiféodale (bourgeoise) à sa phase anticapitaliste (socialiste). Contrairement au point de vue qui était alors admis parmi les marxistes, ce ne seraient pas les pays avancés de l'Europe occidentale, mais la Russie arriérée qui serait la première à prendre la voie menant au socialisme. Mais la Russie isolée serait incapable d'aller très loin dans cette voie. La révolution ne pouvait s'arrêter à ses frontières nationales, elle devrait passer de la phase nationale à la phase internationale, c'était le deuxième aspect de la « permanence de la révolution ». Sous la poussée de la Russie, l'Europe occidentale entrerait aussi en révolution. C'est alors, seulement, que le socialisme pourrait s'établir sur une large base internationale. Le progrès de l'humanité, expliquait Trotsky, est maintenant entravé non seulement par le mode capitaliste de production, mais aussi par l'existence des Etats nationaux; et le résultat final de la transformation révolutionnaire ne pouvait être qu'un monde unique, un seul monde socialiste. Il y avait toutefois un point inquiétant dans ses pronostics. Qu'arrivera-t-il, demandait Trotsky en 1906, si la révolution ne s'étend pas de la Russie à l'Europe occidentale? Il répondait sans sourciller que la révolution succomberait devant une Europe conservatrice, ou bien qu'elle serait rongée par son milieu russe au niveau économique et culturel primitif.

Jusqu'en 1917, on s'en souviendra, cette théorie était une contribution personnelle de Trotsky à la pensée marxiste, rejetée par les Bolcheviks aussi bien que par les Mencheviks. En une ou deux occasions, Lénine avait vaguement tracé un tableau de l'avenir qui n'était pas très différent de celui-là; mais dans son ensemble, sa politique était solidement fondée sur le principe que la Révolution russe s'en tiendrait à ses objectifs antiféodaux. C'était sur ce point-là qu'il niait sa « permanence ». Cependant, il croyait lui aussi que la révolution bourgeoise en Russie favoriserait une révolution socialiste en Europe occidentale; et qu'alors, mais alors seulement, la Russie pourrait avec l'aide des « pays avancés » marcher vers le socialisme². Ce que Lénine niait, ce n'était pas le caractère international de la révolution, mais la capacité intrinsèque de la Russie d'accéder au socialisme avant l'Europe occidentale. Il reprochait à Trotsky de « négliger » la paysannerie, car ce n'est que si l'on ignorait l'attachement des paysans à la propriété individuelle que l'on pouvait penser qu'une nation paysanne,

1. Trotsky développa pour la première fois sa théorie dans sa fameuse brochure, *Itogi i perspektivy Russkoi Révolutsii*, publiée en 1906. Il en fit un exposé plus complet dans *Permanentnaya Révolutsiya* écrit en 1928, après sa déportation à Alma Ata, et publié à l'étranger en 1930.

2. Lénine, *Sotchnenya*, vol. IX, pp. 64-65 et suiv.

comme la Russie, pouvait passer elle-même de la révolution bourgeoise à la révolution socialiste.

En 1917, on s'en souviendra, Lénine changea d'avis. Pour l'essentiel, la thèse de la révolution permanente (mais non naturellement sa dénomination quelque peu livresque) fut adoptée par le Parti. La révolution passa en fait de la phase antiféodale à la phase anticapitaliste. Jusqu'au tout dernier moment, Lénine et ses partisans espéraient qu'elle s'étendrait au delà des frontières de la Russie. En attendant, ils considéraient leur propre pays comme une forteresse assiégée, assez vaste et assez puissante pour pouvoir tenir. Ils croyaient que l'on pouvait fortement avancer en organisant la vie interne de cette forteresse selon des principes socialistes. Pour stimuler ses partisans à travailler, Lénine (avec Trotsky) insistait pour faire ressortir les possibilités d'une expérience socialiste qui s'ouvrirait. Mais Lénine concevait essentiellement la société socialiste en termes internationaux. Nous avons vu qu'au début de 1924, Staline, lui aussi, soutenait encore que « pour la victoire finale du socialisme, pour l'organisation d'une production socialiste, les efforts d'un seul pays, surtout d'une nation paysanne comme la Russie, sont insuffisants ». Il déclarait maintenant que les efforts de la seule Russie suffiraient à l'organisation d'une économie socialiste complète. Une économie socialiste, cela avait jusqu'ici passé pour indiscutable, ne pouvait se concevoir que comme une économie d'abondance. Elle présupposait une industrie hautement développée, capable d'assurer un standard de vie élevé à l'ensemble du peuple. Comment alors, se demandait-on, un pays comme la Russie, dont la maigre industrie avait été réduite en ruine, pourrait-il réussir à réaliser le socialisme? Staline faisait ressortir les deux grands atouts de la Russie : ses vastes étendues et ses énormes richesses en matières premières. Un gouvernement prolétarien pouvait à son avis, par le contrôle de l'industrie et du crédit, développer ces ressources et mener à bien la construction du socialisme parce que, dans cet effort, il serait soutenu par la très grande majorité du peuple, y compris les paysans.

Cette partie essentielle de la formule de Staline était très simple. Il proclamait en termes clairs et intelligibles que la Révolution russe se suffisait à elle-même. Il est vrai que Staline esquivaient plus d'une question. Il n'essaya même pas de répondre aux objections qui furent faites à sa thèse, plus tard, par ses adversaires. Il rejeta simplement comme une calomnie hérétique contre la paysannerie l'objection selon laquelle la plupart des paysans attachés comme ils l'étaient à la propriété privée, opposeraient certainement une très forte résistance au collectivisme. Il ne considéra pas sérieusement, non plus, l'argument selon lequel le socialisme n'était possible que sur la base de l'industrialisation intensive déjà réalisée par les pays occidentaux les plus avancés et que la Russie ne serait pas capable par elle-même de rattraper ces pays. D'après ces objections, le socialisme ne pouvait battre le capitalisme que s'il représentait une plus forte productivité du travail et un standard de vie plus élevé que ceux atteints sous le régime capitaliste. Les adversaires de Staline en déduisaient que si la productivité du travail et le standard de vie devaient rester plus bas en Russie que dans les pays capitalistes, alors le socialisme, en fin de compte, échouerait en Russie même. Staline n'essaya pas non plus de réfuter cette prédiction que, dans une économie de pénurie comme serait l'économie russe isolée, une

nouvelle et monstrueuse inégalité matérielle se développerait à coup sûr entre les divers groupes sociaux.

Mais, quels que fussent les points faibles du raisonnement de Staline, points faibles qui n'étaient apparents que pour les hommes éduqués du Parti, sa formule était politiquement très efficace. Elle contenait, en tout cas, une proposition claire et positive : nous sommes capables de marcher tout seuls, de construire et d'achever la construction du socialisme. C'est ce qui faisait de cette formule une utilité pratique dans la polémique. Elle opposait une alternative simple à la conception de Trotsky. Pour diverses raisons, toutefois, Staline ne présenta pas sa thèse sous cette forme simple et nette. Il l'entoura de restrictions et de réserves. Une de ces réserves était que l'on ne pourrait considérer la victoire du socialisme en Russie, comme assurée, aussi longtemps que l'entourage capitaliste la menacerait d'une intervention armée. Le socialisme dans un seul Etat ne pouvait être vaincu par les « produits à bon marché » des pays capitalistes dont parlaient ses adversaires : mais il pouvait l'être par la force des armes. Dans les années qui suivirent, Staline brandit constamment devant la Russie ce danger jusqu'à sembler ainsi affaiblir sa propre cause. Il n'en continua pas moins à affirmer, bien qu'avec une confiance toujours décroissante, qu'il croyait que la révolution internationale était proche. Il proclamait que le socialisme russe se suffisait à lui-même dans une partie de sa thèse, et dans l'autre il disait le contraire.

L'étrangeté de cette dispute idéologique passionnée ne prend pas fin ici. Au fur et à mesure que se développait la controverse, Staline attribuait à ses critiques le point de vue selon lequel il n'était pas possible de construire le socialisme en Russie. Il présentait le débat comme opposant ceux qui croyaient à la « force créatrice » de la révolution et les « fauteurs de panique », « les pessimistes ». Mais la question n'était pas aussi simple que cela. Il est certain que ses critiques n'étaient pas coupables des fautes qu'il leur imputait. Eux aussi disaient qu'il était possible et nécessaire d'organiser l'économie du pays selon des principes socialistes. Trotsky en particulier, depuis la fin de la guerre civile, avait pressé le Bureau Politique de commencer à orienter l'administration vers une économie planifiée; et à cette époque il esquissait, pour la première fois, la plupart des idées qui devaient plus tard prendre corps dans les plans quinquennaux¹.

En étudiant cette controverse, on a souvent la sensation inquiétante que son objet même est indéfinissable; qu'après avoir provoqué des passions et des amertumes sans limite, il s'évanouit simplement dans l'air. Dépouillé des déformations polémiques le débat semble en fin de compte, à l'étonnement de celui qui l'étudie, se concentrer sur une bizarre inconséquence : la question n'était pas de savoir si l'on pouvait et devait construire le socialisme, mais si cette construction pouvait être achevée dans un seul Etat

1. N. Boukharine dans ses *Kritika Ekonomicheskoi Platformy oppositov*, entièrement consacrés à la critique des idées économiques de Trotsky, Piatakov et Prébrazjensky, cite la lettre de Trotsky au Comité Central (8 octobre 1923) dans laquelle Trotsky résume sa politique comme suit : « Economie planifiée, sévère concentration de l'industrie, sévère réduction des frais » (p. 54). Dans son *Cours nouveau*, publié plus tard la même année, Trotsky préconise la subordination de la politique financière et monétaire aux besoins de l'industrialisation. (*Ibid.*, pp. 71-72.) Ce qui le fit accuser de préconiser la « dictature de l'industrie et la super-industrialisation ». Voir N. Boukharine, *op. cit.*, pp. 353-354.

isolé. Pour employer une métaphore, les antagonistes ne discutaient pas pour savoir s'il était possible ou souhaitable d'ériger l'édifice qu'ils désiraient; ils n'étaient pas non plus en désaccord sur les matériaux, ni même sur la conception. De toute évidence, la seule question en litige était de savoir s'il était possible de mettre un toit à cet édifice. Le *oui* de Staline était aussi énergique que le *non* de ses adversaires¹. Les deux parties s'accordaient que ce toit ne pourrait être posé avant longtemps, qu'on ne passerait pas au socialisme sans classe avant une ou deux générations. Les deux parties pensaient aussi que des forces hostiles pourraient ruiner leur édifice, à un moment quelconque de leur œuvre, ils voyaient constamment planer l'ombre de la guerre sur la Russie. Enfin, Staline, comme ses critiques, prétendait penser que, longtemps avant que soit venu le moment de mettre le toit, le problème qu'il avait posé aurait cessé d'exister, parce que la révolution dans l'Ouest aurait libéré la Russie socialiste de son isolement.

Il pouvait donc sembler qu'il était absurde, de la part de ces adversaires qui étaient des hommes d'action, de poser le problème comme ils l'avaient fait et que, d'après ce qu'ils disaient eux-mêmes, ils auraient pu travailler très longtemps ensemble, en laissant à des scolastiques professionnels le soin de régler leurs divergences. Toute cette querelle n'était-elle donc qu'un rideau de fumée dissimulant le heurt d'ambitions personnelles? Sans aucun doute, les rivalités personnelles en étaient un fort élément. Mais l'historien qui réduirait à cela toute la question commettrait une faute criante. Il lui resterait à expliquer pourquoi le « socialisme dans un seul pays » divisait les rangs du bolchevisme du haut en bas, pourquoi il était devenu une question si sérieuse pour toute une génération russe, pourquoi il déterminait la perspective d'une grande nation pour un quart de siècle. L'autre suggestion que l'on a souvent faite, c'est que le « socialisme dans un seul pays » a été inventé pour dissiper les soupçons des gouvernements étrangers, alarmés par les activités « subversives » dirigées de Moscou. Cela est encore plus dénué de fondement. Quand Staline formula sa thèse, son nom n'était pas encore connu à l'étranger; et même plus tard, le désir de dissiper les soupçons étrangers ne l'empêcha pas de faire des déclarations sur le communisme en Europe qui donnèrent la chair de poule à plus d'un conservateur.

Comme cela arrive souvent dans des querelles importantes où les deux parties sont fortement liées par certains principes communs, on ne peut trouver l'explication de cette controverse dans le sens littéral des mots échangés, certainement pas non plus dans la répétition zélée de principes

1. Plus tard, à un autre stade du débat, en janvier 1926, Staline formula ainsi son point de vue : « Nous pensons possible de résoudre les contradictions entre les prolétaires et les paysans avec l'aide des forces intérieures de notre pays, possible pour le prolétariat de prendre le pouvoir et de s'en servir pour établir une société socialiste dans notre pays, avec la sympathie et le soutien des prolétaires des autres pays. Sans une telle possibilité, l'établissement du socialisme n'est pas certain; ce serait travailler sans être sûr que le socialisme soit établi. Ce n'est pas la peine de travailler à établir le socialisme si nous ne sommes pas sûrs qu'il peut l'être, si nous ne sommes pas sûrs que le retard technique de notre pays n'est pas un obstacle insurmontable à l'édification d'une société entièrement socialiste. Nier une telle possibilité, c'est montrer son manque de foi dans la cause de l'édification du socialisme, c'est abandonner le léninisme. » Voir J. Staline, *Problèmes du Léninisme*, p. 160.

« communs »; on doit plutôt chercher cette explication dans les changements subtils, souvent imperceptibles, dans l'accent mis sur tels ou tels arguments. Cette explication doit en outre être trouvée dans les dispositions et dans l'état d'esprit du milieu dans lequel les adversaires agissent et auquel ils s'adressent. En dernier ressort, la controverse doctrinale naît de cet état d'esprit; et c'est celui-ci qui constitue la boîte de résonance donnant leur timbre caractéristique aux formules apparemment impossibles à distinguer l'une de l'autre qui s'échangent. L'auditoire qui écoutait cette dispute restait insensible à leurs proclamations de même principe; il les considérait comme faisant partie d'un rituel familial. Mais il prêtait l'oreille attentivement aux différentes allusions et insinuations lancées des deux côtés; et il faisait sa pâture de tous les sous-entendus, de toutes les conclusions informulées. Il apprit rapidement à discerner les pointes efficaces au milieu de toutes les clauses restrictives et échappatoires qui semblaient les contredire.

La pointe efficace dans la thèse de Staline, l'idée qui était tellement nouvelle et frappante, c'était l'affirmation que la Révolution russe se suffisait à elle-même. Tout le reste n'était qu'une répétition des traditionnels axiomes bolcheviques dont quelques-uns avaient perdu leur signification et dont certains autres étaient devenus gênants, mais qu'il fallait répéter tous, car ils dégageaient une odeur de respectabilité doctrinale. L'aspect nouveau de l'argumentation de Staline représentait une révision radicale de l'attitude du Parti. Mais cette révision était entreprise d'une façon qui paraissait nier le fait même de la révision; elle se présentait comme un prolongement direct de la ligne de pensée orthodoxe; une méthode que l'histoire montre familière à mainte doctrine. Nous ne conduirons pas plus avant le lecteur dans l'enchevêtrement de cette bataille dogmatique. Qu'il suffise de dire que Staline fit de son mieux pour greffer sa formule sur le corps de doctrine qu'il avait hérité de Lénine.

Plus important que l'imbroglio dogmatique est le fait qu'à ce moment, dans les septième et huitième années de la révolution, une très grande fraction du Parti, probablement sa majorité, ressentait vaguement, mais déjà de manière certaine, le besoin d'une révision et d'un inventaire idéologiques. Ce besoin était émotionnel plutôt qu'intellectuel; et ceux qui le ressentaient ne souhaitaient en aucune façon une rupture ouverte avec l'orthodoxie bolchevique. Aucun parti révolutionnaire ne peut rester sept ans au pouvoir sans que surviennent de profonds changements dans ses perspectives. Les Bolcheviks s'étaient maintenant habitués à gouverner un énorme Etat, « un sixième du monde ». Ils avaient acquis progressivement la confiance en soi et le sens de sa propre importance, que confèrent les privilèges et les responsabilités du pouvoir. La doctrine et les conceptions qui avaient été les leurs quand ils étaient encore un parti méprisé ne convenaient pas à leur situation actuelle. Ils avaient besoin d'une idée ou d'un slogan qui exprimerait pleinement leur confiance nouvellement acquise. C'est ce que fit le « socialisme dans un seul pays ». Il les débarrassa d'une façon décisive du sentiment qu'ils dépendaient des événements de ces cinq sixièmes du monde sur lesquels ils n'avaient aucune influence. Il leur donnait la conviction théorique reconfortante que, à part la guerre, rien ne pourrait ébranler leur emprise sur la Russie : la paysannerie attachée à sa terre, la faiblesse industrielle de la nation, sa basse productivité

et son standard de vie plus bas encore, rien de cela n'impliquait un danger de restauration de l'Ancien Régime. Quiconque, comme Trotsky et plus tard Zinoviev et Kamenev, s'étendait sur les dangers inhérents pour la révolution à toutes ces circonstances, offensait le sentiment de satisfaction qu'avait le Parti.

Sous cette attitude psychologique qui se limitait aux dirigeants, il y avait un courant beaucoup plus profond : le Parti et les classes laborieuses s'étaient lassés d'attendre la révolution internationale, bien que cet espoir eût été le pain quotidien du bolchevisme. L'espoir avait été déçu en 1917, 1918 et 1920. Il renaquit en 1923, pendant la tourmente allemande. Cette fois, la déception fut trop forte et le Parti fut écœuré. « Les classes laborieuses européennes nous abandonnent; elles écoutent leurs dirigeants sociaux-démocrates et tremblent devant la matraque du capitalisme », c'est ainsi, en gros, que plus d'un ouvrier politisé commentait les nouvelles quotidiennes qui arrivaient de l'Ouest. Il était exaspérant de penser — ce qui était inséparable de la « révolution permanente » de Trotsky — qu'en dépit de tout, le sort du communisme russe devait dépendre, en fin de compte, de la victoire ou de la défaite du communisme à l'étranger. Il y avait quelque chose de blessant pour l'amour-propre national dans cette idée généralement répandue que la Russie était « arriérée » et l'Europe « avancée », bien que les orateurs du Parti fournissent des chiffres à l'appui pour comparer la pauvreté russe à la richesse occidentale. Le Bolchevik moyen ne voulait rien plus que chasser de son esprit de telles pensées; et Staline le fit, pour ainsi dire, pour lui.

Staline dit à peu près ceci au Parti : Naturellement, nous espérons une révolution internationale. Naturellement, nous avons été élevés à l'école du marxisme et nous savons que les luttes sociales et politiques contemporaines sont, de par leur nature même, internationales; nous croyons toujours, naturellement, que la victoire du prolétariat à l'Ouest est proche; et nous mettrons notre honneur à faire tout ce qu'il faut pour l'accélérer. Mais — et c'était là un « mais » puissant et suggestif — ne vous préoccupez pas tant de toute cette révolution internationale. Même si elle devait être retardée indéfiniment, même si elle ne devait pas se produire, nous sommes capables, dans ce pays, d'évoluer vers une société sans classe, en pleine possession de ses moyens. Concentrons-nous sur cette grande tâche constructive. Ceux qui nous disent que c'est une utopie, que je prêche « l'étroitesse d'esprit » nationale, sont eux-mêmes ou des aventuriers ou des sociaux-démocrates pusillanimes. Nous, avec nos Moujiks si méprisés, avons fait pour le socialisme plus que le prolétariat de tous les autres pays réunis; et si l'on nous laisse seuls avec nos Moujiks, nous ferons encore le reste du travail¹.

Débarassée de ses prétentions terminologiques et de sa profondeur pseudo-dialectique, la théorie de Staline se réduisait à une maxime simple et « pleine de bon sens ». Mais en tant qu'auteur de cette théorie, Staline s'imposait de lui-même comme idéologue. Il n'était plus seulement le Secrétaire Général, le magicien administratif du Parti : il était aussi l'auteur d'un nouveau dogme. Pour les vieux Bolcheviks instruits, c'était la surprise de leur vie. Quand, lors d'une réunion du Parti qui eut lieu à cette

1. J. Staline, *Sotchinénia*, vol. VII, p. 21.

époque, Staline se lança dans une argumentation théorique, il fut interrompu par une remarque mi-amusée, mi-indignée du vieux savant marxiste Ryazanov : « Arrête, Koba, ne te rends pas ridicule. Tout le monde sait que la théorie n'est pas exactement ton domaine. » L'ironie condescendante des marxistes instruits n'empêcha cependant pas le « socialisme dans un seul pays » de devenir une croyance nationale. Malgré toute sa banalité, l'innovation de Staline avait son poids et sa raison d'être. Les doctrines peuvent, d'une façon générale, être classées en deux catégories : celles qui, procédant d'une longue série d'idées, se projettent tardivement dans un avenir lointain et vague; et celles qui, bien qu'elles n'aient pas de racines profondes et qu'elles ne soient pas très originales, résument un fort courant d'opinion ou une émotion puissante jusque-là non formulée. Il est certain que la théorie de Staline appartenait à la seconde catégorie.

Le trait vraiment tragique de la société russe dans les années 20, c'était son désir de stabilité, d'ailleurs naturel après les expériences qu'elle venait de vivre. L'avenir réservait peu de stabilité à n'importe quel pays, mais moins encore à la Russie. Cependant, le désir d'avoir au moins un long, un très long répit après de dangereux efforts, devint le souci dominant de la politique russe. Le socialisme dans un seul pays, tel qu'il était alors interprété, contenait une promesse de stabilité. D'autre part, le nom même de la théorie de Trotsky, « la révolution permanente », ressemblait à un avertissement inquiétant; il semblait dire à une génération fatiguée qu'elle ne devait pas s'attendre à la paix ni au repos durant toute sa vie. Ceci devait se réaliser, non toutefois comme le pensait l'auteur; mais cette théorie ne pouvait guère retenir l'attention.

Dans sa polémique contre Trotsky, Staline fit directement appel à l'horreur du risque et à l'incertitude qui étreignaient de nombreux Bolcheviks. Il peignait Trotsky comme un aventurier ayant l'habitude de jouer à la révolution. L'accusation — il n'est pas besoin de le dire — était sans fondement. Aux moments cruciaux — en 1905, 1917 et 1920 — Trotsky avait prouvé qu'il était le plus sérieux stratège de la révolution et n'avait montré aucun goût pour s'aventurer à la légère. Il n'a en outre jamais incité le Parti à monter un coup de force à l'étranger, ce qu'on ne peut dire de Staline¹. Trotsky croyait fermement que le communisme de l'Europe occidentale gagnerait à cause de sa force intrinsèque, dans le cours ordinaire de la lutte de classe, où l'initiative et l'aide étrangère, quoique importantes à certains moments, ne pouvaient jouer qu'un rôle secondaire. En pesant les chances du communisme à l'Ouest, Staline était plus sceptique; et son scepticisme devait aller en s'accroissant. Quoi qu'il en soit, l'épithète d'*aventurier* resta à l'idéologue de la « révolution permanente ». Staline alla plus loin et accusa Trotsky d'avoir montré pour la Terre une prédilection qui aurait, soi-disant, horrifié Lénine. Cette accusation était injuste, surtout venant de Staline. Trotsky n'avait pas répugné à utiliser des moyens terroristes durant la guerre civile; mais on peut dire qu'il en était aussi partisan qu'un chirurgien aime à voir couler le sang. Toutefois, dans les circonstances que nous venons de décrire, l'accusation avait une éloquence vague mais distincte. Ceux qui craignaient la continuation du régime de

1. Voir chapitre X.

terreur étaient amenés à croire que l'homme qui avait lancé cette accusation contre Trotsky était lui-même au moins d'esprit libéral¹.

Le trait remarquable de Staline était sa faculté de sentir tous ces courants psychologiques dans le Parti et, autour de lui, les espoirs et les désirs non formulés dont il s'était fait lui-même le porte-parole. En cela, il était très différent des autres triumvirs. Au début de la controverse sur la « révolution permanente », ils agirent de concert; vers la fin, ils étaient déjà très éloignés les uns des autres. Comme l'admirent plus tard Zinoviev et Kamenev, ils commencèrent la campagne en vue de discréditer Trotsky en ressortant de vieilles citations de Lénine sur la « révolution permanente », mais, au fond, ils n'étaient pas en désaccord avec ses principes fondamentaux qui étaient devenus les idées courantes du Parti. Les attaques qu'ils lançaient contre la théorie de Trotsky n'avaient par conséquent pas de fondement, elles se bornaient à une chicane — qui ne rimait à rien — sur les épisodes depuis longtemps oubliés de l'époque de l'exil avant la révolution. Ils ne pensèrent même pas à s'opposer à Trotsky en publiant une doctrine à eux. Il en fut autrement de Staline. Ce qui pour lui aussi avait commencé en chicane idéologique, se développait en vraie lutte idéologique. Le thème de discussion devint une raison de lutter. Il en vint à haïr réellement le point de vue de son adversaire; et c'est pourquoi il devait contre-attaquer avec une arme positive. Il fit l'expérience que l'un de ses arguments provoquait une réaction plus forte que les autres dans la masse des responsables et militants du Parti, cette vaste boîte de résonance qui était sa *vox Dei*. Contrairement à ce que l'on pensait, la boîte de résonance vibra au « socialisme dans un seul pays ». Comme cela arrive aux visionnaires, cette création de son esprit, la vision du socialisme dans un seul pays s'empara de lui; mais elle le fit parce qu'elle correspondait aux idées qui étaient latentes dans tant d'autres esprits.

Pendant longtemps, Zinoviev et Kamenev ne réalisèrent pas le changement qui s'était produit chez leur partenaire. Ils haussaient les épaules lorsqu'il insistait bizarrement sur la possibilité d'un socialisme évolué dans un seul pays; ils prenaient cela pour un simple bâton, avec lequel leur partenaire intellectuellement inférieur avait choisi de s'attaquer à Trotsky; et ils ne prirent pas la peine de considérer cela de plus près. Ils ne firent même pas d'objections lorsque, en mars et avril 1925, Staline demanda à la XIV^e Conférence du Parti de sanctionner officiellement sa thèse et obtint satisfaction. Ce fut seulement pendant l'automne suivant, près d'une année après qu'il eut formulé son point de vue, qu'ils en réalisèrent la signification et qu'ils le critiquèrent comme abandon du bolchevisme traditionnel en faveur d'un communisme national. Trotsky ne combattit pas ce dogme avant 1926, alors qu'il avait déjà été largement accepté.

Les conséquences pratiques de la doctrine de Staline n'étaient pas encore claires. Le bolchevisme avait maintenant atteint un point très important de son histoire post-révolutionnaire; mais jusqu'ici le changement n'avait affecté que son esprit et non ses actions. On peut résumer ainsi les grandes lignes de ce changement : jusqu'ici, le bolchevisme considérait la Russie comme à la périphérie de la civilisation moderne. La

révolution avait commencé à cette périphérie; le socialisme y avait trouvé ses vrais pionniers. De là partait l'impulsion d'une transformation révolutionnaire à l'Ouest et à l'Est. On considérait le rôle de la Russie comme celui de l'initiateur puissant de tout le mouvement. Mais l'Europe occidentale restait encore le centre réel de la civilisation moderne; et, selon le vieux point de vue bolchevique, c'était là, au centre et non à la périphérie, que devraient arriver à se forger les formes d'une nouvelle vie sociale. Le processus comprendrait un double choc: celui de la Russie sur l'Ouest, puis celui de l'Ouest socialiste sur la Russie.

Dans la doctrine de Staline, la Russie n'était plus une simple périphérie du monde civilisé. C'est à l'intérieur de ses frontières que l'on devait trouver et réaliser les formes d'une nouvelle société. C'est sa destinée de devenir le centre d'une nouvelle civilisation, supérieure à tous égards à la civilisation capitaliste qui se défend si énergiquement en Europe occidentale. Ce nouveau point de vue sur l'avenir reflétait, certainement, l'exaspération du communisme russe dans son isolement, mais il peuplait cet isolement d'éblouissants espoirs. Fatiguée et déçue, la Russie bolchevique rentrait dans sa coquille, repaissant ses yeux des perspectives du « socialisme dans un seul pays ».

1. J. Staline, *La Révolution d'Octobre*, pp. 88 et 92.

CHAPITRE VIII

LE GRAND TOURNANT

Introduction : Staline, l'homme du juste milieu. — La défaite de Trotsky et la fin du triumvirat (1925). — La naissance de l'aile droite dirigée par Boukharine, Rykov et Tomsy. — Staline soutient la politique pro-moujik. — Points de vue opposés sur le capitalisme mondial. — Zinoviev et Kamenev se tournent contre Staline (1925) et se joignent à Trotsky (1926). — L'incident de Frounzé. — Staline défend Boukharine et Rykov contre Zinoviev et Kamenev. — Sa victoire au XIV^e Congrès du Parti (1925). — Le Comité Central léniniste uni autour de Staline. — Les révélations de Zinoviev et Kamenev sur Staline. — La « déclaration Clemenceau » de Trotsky. — Le XV^e Congrès exclut Trotsky et ses partisans. — Zinoviev et Kamenev « capitulent » devant Staline. — Staline contre Boukharine, Rykov et Tomsy (1928-1930). — Les paysans menacent d'affamer les villes. — Staline commence la collectivisation des campagnes. — Le Bureau Politique décide d'expulser Trotsky de Russie (1929). — Le limogement des dirigeants de l'aile droite. — « Staline est le Lénine d'aujourd'hui. » — Staline ordonne l'offensive contre le Koulak (fin 1929) et annonce son plan pour transformer la Russie en une puissance industrielle (juin 1930). — Confusion et guerre civile en puissance dans les campagnes. — Panorama de la scène soviétique pendant le premier plan quinquennal (1929-1932). — Staline et Cromwell. — Staline fait appel aux sentiments nationalistes. — Bouillonnement politique dans l'entourage de Staline. — Le suicide de Nadjeda Allilouyeva, femme de Staline (novembre 1932). — Politique sociale de Staline. — Travail dirigé, travail forcé et lutte contre l'égalitarisme. — La réalisation de l'industrialisation. — « L'accumulation primitive » du socialisme dans un seul pays.

En 1929, cinq ans après la mort de Lénine, la Russie soviétique s'engagea dans sa seconde révolution, qui fut dirigée seulement et exclusivement par Staline. Par sa portée et la répercussion qu'elle eut sur la vie de quelque cent soixante millions de personnes, la seconde révolution fut encore plus profonde et plus radicale que la première. Il en résulta une rapide industrialisation de la Russie; elle obligea plus de cent millions de paysans à abandonner leurs lopins de terre et à former des fermes collectives; elle arracha brutalement la vieille charrue de bois des mains du moujik et le força à prendre le volant d'un tracteur moderne; elle fit entrer à l'école dix millions d'illettrés et leur fit apprendre à lire et à écrire; du point de vue spirituel, elle détacha la Russie européenne de l'Europe et rapprocha

la Russie asiatique de l'Europe. Les résultats de cette révolution furent stupéfiants; mais son prix le fut aussi : la perte totale, pour toute une génération, de la liberté spirituelle et politique. Il faut faire un immense effort d'imagination pour mesurer l'énormité et la complexité de ce bouleversement auquel on ne peut guère trouver de précédent historique. Même si l'on tient compte de la différence d'échelle que les époques différentes donnent aux affaires humaines, les plus grands réformateurs de l'histoire russe, Ivan le Terrible et Pierre le Grand, de même que les grands réformateurs des autres nations, semblent largement dépassés par la silhouette géante du Secrétaire Général.

Et, cependant, le corps de Staline flotte quelque peu dans son accoutrement de géant. Il y a une disproportion déconcertante entre l'ampleur de la seconde révolution et la stature de son initiateur, disproportion que l'on ne remarquait pas dans la révolution de 1917. A cette époque, les dirigeants paraissaient égaux aux grands événements; maintenant c'étaient les événements qui semblaient projeter leur grandeur sur leur chef. Lénine et Trotsky avaient prévu leur révolution et l'avaient préparée de nombreuses années avant qu'elle se matérialisât. Leurs propres idées avaient fécondé le sol de la Russie pour la moisson de 1917. Il n'en était pas de même pour Staline. Les idées de la seconde révolution n'étaient pas les siennes. Il ne l'avait ni prévue ni préparée. Ce fut lui, cependant, et dans un certain sens lui seul, qui l'accomplit. Au début, il fut presque jeté dans cette vaste entreprise par des dangers immédiats. Il s'y engagea à tâtons et en dépit de ses propres craintes. Puis, entraîné par la force de ses actes, il avança à pas de géants, sans presque s'arrêter ou se reposer. Derrière lui ce fut un piétinement de myriades de pieds russes fatigués et saignants, toute une génération à la recherche du socialisme dans un seul pays. Sa personne semblait atteindre les dimensions d'un mythe. Vu de près, c'était encore un homme de stature ordinaire et aux pensées médiocres. Seuls ses poings et ses pieds contrastaient avec sa taille réelle. C'étaient les poings et les pieds d'un géant.

Notre récit en est resté aux années 25. Depuis cette époque, les adversaires communistes de Staline l'ont à plusieurs reprises décrit comme un chef d'une réaction antirévolutionnaire, alors que la plupart des anticommunistes ont vu et voient toujours le spectre du communisme incarné dans sa personne. Cependant, dès les années 20, il était parmi les chefs bolcheviques, avant tout, l'homme du juste milieu. Il avait une horreur instinctive pour les points de vue extrêmes qui cherchaient à se faire admettre par le Parti. Son rôle particulier fut d'apporter des formules qui paraissaient concilier les extrêmes. Pour la masse des membres hésitants du Parti, ses paroles résonnaient comme le bon sens même. Ils acceptèrent sa direction dans l'espoir que le Parti serait fermement maintenu « au milieu de la route » et que « sécurité d'abord » serait le principe directeur. On pourrait dire que c'était le Baldwin ou le Chamberlain, le Harding ou le Hoover du bolchevisme, si la simple association entre ces noms et le bolchevisme n'était pas trop incongrue.

Ce ne fut ni la faute ni le mérite de Staline de n'avoir pas réussi à tenir le milieu de la route et d'avoir été constamment obligé d'abandonner la « sécurité » pour les plus dangereuses aventures. Les régimes révolutionnaires ne tolèrent pas le juste milieu, ni le « bon sens ». Ceux qui, dans une

révolution, essaient de garder le milieu de la route sentent d'habitude le sol se dérober sous leurs pieds. A plusieurs reprises, Staline fut obligé de faire des embardées soudaines et démesurément violentes tantôt d'un côté de la route, tantôt de l'autre. Nous le verrons maintes et maintes fois ou bien à droite de ses adversaires de l'aile droite ou bien à la gauche de ceux qui le critiquaient de la gauche. Ses tournants brusques périodiques sont les efforts convulsifs d'un homme du juste milieu pour garder l'équilibre au milieu des cataclysmes de son époque. Ce qui est étonnant, c'est la façon dont il a su garder cet équilibre, car à chacune des embardées qu'il fit, n'importe quel chef de moins de ressort se serait brisé les reins.

Malgré sa tendance à concilier les points de vue opposés chez les bolcheviques, ce n'était pas l'homme des compromis. Mis à part le fait que ces points de vue s'excluaient mutuellement, ses caractéristiques personnelles n'étaient pas celles d'un conciliateur. Le seul trait qu'il avait en commun avec un homme des compromis, c'était sa méfiance pour les extrêmes. Mais il lui manquait ce qui fait un conciliateur politique; l'affabilité, le don de persuasion et un intérêt véritable pour ce qui pouvait rapprocher des conceptions opposées. Son tempérament était entièrement rétif aux compromis; et le conflit entre ce tempérament et ses conceptions explique une grande partie de son attitude. Il se présentait devant le Parti avec des formules dont quelques fragments étaient empruntés aux Bolcheviks de l'aile droite, les autres aux Bolcheviks de l'aile gauche. Mais c'étaient des étranges formules de compromis. Leur but n'était pas de rapprocher les extrêmes mais de les faire éclater et de les détruire. Il ne s'interposait pas entre ceux qui avaient l'air de marcher à sa droite ou à sa gauche; il les annihilait. Il personnifiait la dictature du juste milieu sur toutes les idées et doctrines rebelles qui prenaient naissance dans la société post-révolutionnaire, la dictature d'un juste milieu qui ne pouvait rester fidèle à soi-même.

Nous avons laissé Staline alors qu'il formulait le dogme du socialisme dans un seul pays. Suivons-le maintenant rapidement dans la lutte pour la succession de Lénine. En janvier 1925, il amenait enfin Trotsky à démissionner du poste de commissaire à la Guerre. Tant qu'il était chef des forces armées, Trotsky tenait encore un atout formidable. S'il avait décidé de faire un coup d'Etat militaire, il aurait peut-être battu les triumvirs. Mais il quitta son poste sans la moindre tentative pour rallier à lui l'armée qu'il avait créée et dirigée pendant sept ans. Il considérait encore le Parti — comment ou par qui il était dirigé n'était pas la question — comme le porte-parole légitime de la classe ouvrière. S'il avait opposé l'armée au Parti, pensait-il, il se serait automatiquement posé en défenseur des intérêts de quelque autre classe, hostile à la classe ouvrière. Il serait entré dans la voie du bonapartisme et il s'y refusait. Ayant quitté le commissariat à la Guerre, Trotsky consacra son énergie et son talent à des tâches secondaires dans l'administration économique que Staline lui confia. Il restait membre du Bureau Politique, mais pendant plus d'une année, il se tint à l'écart de toute controverse publique.

Après que Trotsky se fut ainsi effacé, le seul lien qui unissait les triumvirs se trouva rompu. Jusqu'au dernier moment, Zinoviev réclama de plus après représailles contre Trotsky, et même son arrestation. Staline avait

riposté à ces exigences en déclarant publiquement qu'il était inconcevable « que Trotsky fût éliminé de la direction du Parti¹ ». Peu après, il prit l'initiative de dissoudre le triumvirat : il refusa de consulter ses associés ou de se concerter avec eux sur les positions à prendre aux séances du Bureau Politique. Il était pratiquement le maître incontestable du Parti, quand bien même Kamenev était encore retranché dans l'organisation de Moscou, tandis que Zinoviev dirigeait encore les Bolcheviks de Léninegrad. Mais, aussi puissante que fût l'emprise de Staline sur le Parti, il ne pouvait exercer son commandement que d'une façon constitutionnelle, en tant que porte-parole de la majorité du Bureau Politique. L'évolution totalitaire du Parti n'avait pas encore été poussée assez loin pour que ses membres pussent se soumettre à la dictature non dissimulée d'un seul chef. D'ailleurs, le poncif de Staline à cette époque était qu'aucun des disciples de Lénine ne méritait seul le manteau de Lénine et que, seule, une équipe pouvait aspirer à la direction². Cette équipe était constituée par le Bureau Politique, et la volonté du Bureau Politique s'exprimait constitutionnellement par un vote majoritaire. En 1925, cet organisme comprenait sept membres : Staline, Zinoviev, Kamenev, Trotsky, Boukharine, Rykov et Tomsy. Ayant mis fin au triumvirat, Staline dépendait alors entièrement de l'appui de trois membres : Boukharine, Rykov et Tomsy.

Ce réalignement coïncida avec la formation d'une aile droite dans le Parti et le Bureau Politique. L'affaire commença dans le premier semestre de l'année 1925 et fut terminée dans le second. Boukharine, Rykov et Tomsy étaient les principaux porte-parole de la nouvelle tendance, tandis que Zinoviev et Kamenev prenaient la direction de l'aile gauche. Ce réalignement politique n'avait rien — ou très peu — de commun avec les précédents. Pendant presque toute la période léniniste, Boukharine avait pris la tête des communistes de gauche, tandis que Zinoviev et Kamenev avaient, pendant la révolution, parlé au nom du groupe le plus modéré. Au temps de Lénine, les lignes de démarcation entre les différentes fractions n'étaient ni stables ni bien définies. Des fractions naissaient et se dissolvaient sur une scène politique changeante; les individus passaient d'un groupe à l'autre selon que les situations, les questions et les attitudes changeaient. Les « gauches » d'hier étaient les modérés d'aujourd'hui et vice versa. On était alors peu attaché à un groupe, à une coterie ou à un clan. La configuration politique actuelle était d'une tout autre nature. Elle comportait des sujets de discussion bien définis et des divisions rigides; elle présentait tous les signes d'un caractère définitif irrévocable. La gauche et la droite s'affrontaient maintenant avec des programmes et des slogans opposés qui couvraient presque tous les aspects de la politique bolchevique.

Staline n'appartenait ni à l'une ni à l'autre de ces ailes. Des raisons d'ordre tactique le forçaient à se joindre aux porte-parole de la droite car il avait besoin de leurs voix au Bureau Politique. Il se sentait aussi plus près des hommes de la nouvelle droite que de ses anciens associés. Boukharine, Rykov et Tomsy acceptaient l'idée du « socialisme dans un seul pays », alors que Zinoviev et Kamenev la dénonçaient. On pouvait à juste titre considérer Boukharine comme le co-auteur de la doctrine. C'est lui

1. La *Pravda*, 18 décembre 1924.

2. J. Staline, *Sotchineniya*, vol. VII, pp. 390-391.

qui fournit les arguments théoriques et lui donna le poli savant qui faisait défaut à la version plus ou moins grossière de Staline¹. Des affinités de tempérament favorisèrent aussi l'alliance de Staline avec les chefs de la droite. Zinoviev et Kamenev étaient, avant tout, des idéologues. Boukharine l'était certainement aussi, mais Rykov et Tomsy, comme Staline lui-même, étaient avant tout des administrateurs. Rykov était alors président du Conseil des Commissaires du Peuple, Premier Ministre soviétique. Tomsy dirigeait les syndicats. L'un et l'autre conduisaient une énorme machine administrative avec beaucoup de prudence, avec un sens de la réalité fort, quoique étroit, et avec une intégrité indubitable. Ils parlaient la même langue que Staline, la langue des administrateurs. Néanmoins, cette nouvelle alliance embarrassait Staline. Seul homme du centre dans le Bureau Politique, il était d'un certain point de vue prisonnier de ses alliés. Il profita de la première occasion pour renforcer sa position. Après le XIV^e Congrès en décembre 1925, Molotov, Vorochilov et Kalinine furent élus au Bureau Politique. Ils formaient le vrai « centre » stalinien, bien que Vorochilov et Kalinine fussent trop attirés par la droite au goût de Staline. Molotov, qui était lent et lourd, mais doué d'une patience incroyable et d'une grande capacité de travail, avait suivi Staline comme son ombre depuis le temps où, en 1913, il avait aidé Staline à publier le premier numéro de la *Pravda*. Staline exerçait sur lui l'ascendant qu'un homme rusé et impitoyable exerce souvent sur les gens dépourvus de semblables qualités.

La principale question, sur laquelle se centra la nouvelle controverse, fut l'interprétation pratique que l'on devait donner à la politique de la N. E. P. Sous la N. E. P. le pays avait une économie mixte. L'industrie nationalisée en formait le « secteur socialiste ». Dans le commerce et la petite industrie, c'est l'entreprise privée qui prévalait. La propriété privée régnait en maître dans l'agriculture. On acceptait encore, en général, l'idée que le socialisme ne pouvait être réalisé que par l'expansion progressive du secteur socialiste aux dépens du secteur privé.

On se posa alors la question de savoir dans quelles limites on pouvait admettre cette concurrence et quelles formes elle pourrait prendre. Tout le monde pensait que le pays avait besoin d'un certain degré d'harmonie et de coopération entre les deux secteurs. L'industrie socialiste ne pouvait fonctionner sans acheter des produits alimentaires et des matières premières aux agriculteurs indépendants et sans leur vendre une partie de ses propres produits. La distribution des marchandises dépendait des commerçants privés. Mais la concurrence entre les deux secteurs impliquait un certain degré d'antagonisme. Les paysans réclamaient des produits industriels en plus grande quantité et moins chers et revendiquaient des prix élevés pour leurs propres produits.

L'industrie, qui ne se relevait que lentement de ses ruines, produisait peu de marchandises et à des prix élevés; elle voulait acheter à bon marché les vivres et les matières premières. D'une façon générale, le « groupe Boukharine » mit l'accent principal sur la coopération harmonieuse entre

1. Jusqu'en 1930 les communistes russes et européens tiraient leurs arguments des écrits de Boukharine plutôt que de ceux de Staline. Les deux livres de Boukharine, *l'ABC du Communisme* (écrit en coopération avec Préobrajensky) et *le Matérialisme historique*, étaient les deux livres standards les plus importants de la propagande communiste.

les différents secteurs de l'économie nationale; alors que Zinoviev et Kamenev insistaient sur le conflit de leurs intérêts.

Le problème général se réduisit à deux questions plus précises : l'allure de l'industrialisation de la Russie et l'attitude du gouvernement vis-à-vis de l'agriculture privée. Les Bolcheviks de gauche voyaient le danger principal pour le socialisme dans la lenteur du relèvement de l'industrie et insistaient pour une industrialisation rapide. L'aile droite pensait que la position du socialisme était sûre, même si l'industrialisation ne devait avancer que lentement, « à pas de tortue », comme disait Boukharine¹. Pour réaliser l'industrialisation que chacun reconnaissait en principe être nécessaire, il fallait des fonds. Ceux-ci devaient en grande partie être obtenus par l'impôt des entreprises et de l'agriculture privées. Boukharine craignait que de telles impositions ne découragent l'initiative privée et ne rompent un équilibre économique déjà précaire. La gauche soutenait que, de toute façon, les agriculteurs et les commerçants ne livreraient pas leurs produits et qu'ils seraient obligés de vendre plus de produits alimentaires et de matières premières si l'on trouvait sur le marché plus de produits industriels et à meilleur prix.

Pendant ce temps, les paysans demandaient l'extension des concessions qui leur avaient été faites sous la N. E. P. Ils réclamaient une réduction des impôts agricoles. Les paysans aisés insistaient pour obtenir l'abolition des restrictions qui existaient sur l'embauchage d'ouvriers agricoles. Puisque la vente de terres était interdite, ils demandaient qu'on leur permit de louer à long bail, qu'on leur laissât la liberté d'investir des capitaux dans l'agriculture, etc. Le Parti au pouvoir prétendit être pour une « alliance » avec les paysans pauvres et moyens, mais pas avec les gros cultivateurs, qu'on appelait les koulaks². En pratique, il dut aussi apaiser les koulaks qui, trop souvent, ne livraient pas de ravitaillement aux villes et qui obligeaient les autres paysans à faire de même. Vers 1925, les fermiers ne vendaient aux villes que le tiers des produits alimentaires qu'ils avaient coutume de livrer avant guerre.

Dans l'été de 1924, une révolte de paysans éclata en Géorgie. C'était en partie une réaction tardive du sentiment national géorgien, offensé par l'invasion de 1921. C'était aussi une révolte provoquée par des griefs économiques. Staline réunit les secrétaires des organisations communistes rurales et les avertit que « ce qui était arrivé en Géorgie pouvait se produire dans toute la Russie³ ». Le Parti, concluait-il, avait perdu le contact avec les paysans; il devait agir envers les moujiks avec plus d'attention et de confiance qu'il ne l'avait fait jusqu'alors.

Mais il ne suffisait pas de déclarer que l'on avait confiance dans le moujik. Le Bureau Politique n'arriva pas facilement à concevoir ce qu'il fallait faire ensuite. Au début, la question ne provoqua pas une division bien

1. N. Popov, *Outline History of the C. P. S. U.*, vol. VII, p. 268, et 14 Syezd Vsesoyuznoi Kom. Partii, p. 135.

2. Les paysans étaient divisés en trois classes d'après la méthode empirique suivante : les gros cultivateurs qui employaient des ouvriers étaient appelés les koulaks. Ceux qui avaient de petits biens mais qui allaient aussi travailler ailleurs étaient les paysans pauvres (byednyaks). Le paysan moyen (serednyak) était le petit propriétaire qui se suffisait à lui-même, n'employait pas d'ouvriers et n'allait pas travailler chez les autres.

3. J. Staline, *Sotchinyenya*, vol. VI, p. 309.

définie. Zinoviev voulait que l'on accordât aux paysans une part plus grande et plus réelle dans la direction des soviets. Trotsky montrait la nécessité de leur offrir des encouragements économiques. La division se précisa plus tard quand Boukharine, Rykov et Tomsy en arrivèrent à énoncer une politique nettement pro-moujik. Ils voulaient que le gouvernement stimulât le développement des fermes prospères, puisque les paysans pauvres et même moyens ne produisaient juste que de quoi se nourrir. La logique de cette attitude exigeait que le Parti abandonnât l'hostilité qu'il montrait vis-à-vis des riches fermiers qui ne pouvaient, selon Boukharine, menacer le socialisme aussi longtemps que le gouvernement serait maître de l'industrie, des transports et de la banque, les « leviers de commande » de l'économie nationale. En fin de compte, Boukharine croyait que le koulak lui-même serait plus ou moins péniblement absorbé dans l'économie socialiste, bien que le socialisme soit obligé d'avancer à l'allure que lui dicterait sa section la plus lente, c'est-à-dire la section rurale. Boukharine demandait ouvertement aux paysans de « s'enrichir ».

Staline écoutait les débats du Bureau Politique et évitait au début de s'engager. Il aurait eu tendance à accepter la politique du groupe pro-moujik pour des raisons de convenance pratique. Mais il faisait des réserves mentales, surtout lorsque l'aile droite prêcha ouvertement l'apaisement des cultivateurs aisés. Il essaya d'amener ses associés à montrer plus de discrétion et il désavoua les appels ouverts que lança Boukharine à la bourgeoisie rurale. Quand, enfin, il fit connaître son opinion, ce fut pour des déclarations éclectiques. En pratique, il optait pour le programme de Boukharine, mais il voulait être considéré comme le dévot de l'orthodoxie bolchevique.

En avril 1925, une conférence du Parti fit le bilan des récents débats¹. La taxe « agricole » fut diminuée. Les restrictions sur la location des terres, l'emploi de la main-d'œuvre et l'accumulation de capital, furent supprimées dans une large mesure. Le groupe pro-moujik marquait un premier point. Il défendait ce point de vue, non parce qu'il favorisait « l'agriculture capitaliste » pour elle-même, mais parce qu'il voyait là le facteur décisif permettant d'améliorer l'approvisionnement des villes.

En même temps que ce revirement de la politique intérieure, on en arriva à adopter un nouveau point de vue sur la situation internationale. Staline et Boukharine dirent au Parti qu'en Europe la période de tension et d'agitation révolutionnaires était terminée, que le capitalisme étranger avait acquis un certain degré de stabilisation, ce qui permettait d'être assuré que la Russie resterait encore longtemps isolée. Les porte-parole de l'aile droite prédisaient une période de prospérité et de stabilité dans les pays capitalistes, à peu près semblable à celle qui régnait avant 1914². Staline insistait soigneusement sur les circonstances qui pouvaient troubler cette « stabilisation », mais la teneur générale de son argumentation conduisait à cette conclusion que le monde capitaliste s'était remis de la guerre et que les perspectives d'une nouvelle crise révolutionnaire à l'étranger appartenaient à un avenir plus ou moins éloigné³. Rétrospectivement, ces prévisions faites quelques années avant la grande dépression de 1929,

1. N. Popov, *Outline History of the G. P. S. U.*, vol. II, p. 227.

2. *Ibid.*, p. 282 et *passim*; et les rapports de Zinoviev dans 14 *Syezd Vsesoyuznoi Kom. Partii*, p. 642.

3. J. Staline, *Sotchinienya*, vol. VII, pp. 52-53 et *passim*.

paraissent étonnantes. Elles forment un curieux pendant au socialisme dans un seul pays et à la tendance réformiste, presque fabienne, de la politique soviétique à cette époque.

C'est contre ce « fabianisme » soviétique que s'élevèrent Zinoviev et Kamenev. Ils dénoncèrent la politique pro-moujik, disant que plus les gros cultivateurs deviendraient puissants, plus il leur serait facile de ne pas livrer de produits alimentaires à la population urbaine et d'arracher de plus en plus de concessions au gouvernement; plus il leur serait facile, en un mot, de miner les soviets et de travailler à la restauration du capitalisme. Le gouvernement aurait dû diminuer les impôts pour les paysans pauvres et moyens, mais les augmenter pour les riches. Le pays était menacé d'une crise du ravitaillement chronique. Autrefois, le ravitaillement était assuré par les immenses domaines des seigneurs, qui étaient maintenant divisés. Avant la révolution, la Russie avait seize millions d'exploitations agricoles — elle en avait maintenant vingt-quatre ou vingt-cinq millions. Le gouvernement devrait se mettre à créer de grandes fermes productrices de céréales vendables sur le marché; mais ce devraient être des fermes collectives et non pas les grandes fermes des koulaks.

Il n'était pas question, du point de vue bolchevique de gauche, d'obliger les paysans à entrer de force dans les fermes collectives. La transformation de l'exploitation agricole privée en exploitation collective devait se faire progressivement, avec le consentement des paysans. La masse des paysans pauvres ne serait que trop heureuse de se joindre aux fermes collectives, si le gouvernement leur offrait l'équipement nécessaire : tracteurs, engrais, semences, etc. Cela augmenterait considérablement le rendement de la main-d'œuvre agricole et convaincrerait les petits propriétaires des avantages de l'exploitation collective. De telles offres ne seraient possibles que si et lorsque l'industrie se développait. De plus, il fallait apprendre aux moujiks à se servir des machines. La transformation de l'agriculture demanderait donc beaucoup de temps; mais le gouvernement, concluait la gauche, devrait au moins donner à la réforme un départ résolu.

Les Bolcheviks de la gauche refusaient également le point de vue de Staline et de Boukharine sur la stabilisation du capitalisme. Ils répétaient, après Lénine, que la première guerre mondiale avait ouvert une crise générale de l'ordre capitaliste, une époque de transformation révolutionnaire mondiale. Les avances et reculs temporaires du mouvement communiste à l'étranger n'affectaient pas, à leurs yeux, le caractère essentiellement révolutionnaire de l'époque. Les Bolcheviks de gauche citaient à l'appui la Révolution chinoise qui venait de commencer et les premiers signes d'une grave crise sociale en Grande-Bretagne.

En automne 1925, le débat s'étendit du Bureau Politique à la Presse et aux réunions publiques. Zinoviev publia son essai intitulé *la Philosophie d'une Epoque* et son livre *le Léninisme*. En octobre, les chefs de la gauche soumièrent au Comité Central un memorandum dans lequel ils réclamaient l'ouverture d'un libre débat sur toutes les questions litigieuses. Ce memorandum, qui ressemblait aux interventions précédentes de Trotsky, était signé par Zinoviev, Kamenev, Kroupskaïa et Sokolnikov, commissaire des Finances.

La controverse réelle se déroulait entre deux ailes extrêmes. Staline ne lui fournit pas une seule idée de son cru. Il considérait avec méfiance les

plans hardis d'industrialisation et de collectivisation, et qualifiait ses anciens associés de partisans de la « super-industrialisation », alors que leurs plans étaient presque timides, comparés à ceux qu'il devait lui-même instaurer quelques années plus tard. Il les accusa d'essayer de rompre l'alliance entre le prolétariat et les paysans, alors que les mesures « anti-moujiks » proposées par les Bolcheviks de gauche étaient très modérées à côté de la « collectivisation » de 1929-1930. La ligne de conduite que préconisait la droite lui semblait être beaucoup plus sûre et promettre beaucoup plus d'avantages immédiats¹.

Mais il se donna beaucoup de mal pour apparaître devant le Parti comme le défenseur d'une politique intermédiaire. Il plaidait en faveur du moujik, c'est-à-dire pour les paysans pauvres et moyens, mais contre les koulaks. Il reprocha à Zinoviev et à Kamenev de prêcher l'hostilité, non seulement envers le koulak mais aussi envers le paysan moyen. Tout en les qualifiant de partisans de la super-industrialisation, il introduisit l'industrialisation dans le programme qu'il présenta au XV^e Congrès du Parti. Pendant près de trois ans, jusqu'à la fin de 1928, l'industrialisation fut en fait ajournée, tandis que l'on exécutait le programme de l'aile droite. Mais les vagues formules intermédiaires de Staline avaient leur utilité. Elles sanctionnaient la politique de l'aile droite; et elles mettaient à l'aise ceux qui, s'ils avaient dû choisir entre la droite et la gauche, auraient pu opter pour la gauche.

Pendant ce temps, Staline tirait profit de l'hésitation que montraient Trotsky et les deux anciens triumvirs à s'unir, malgré tous les points qu'ils avaient maintenant en commun. De cette position avantageuse, il surveillait ses adversaires divisés, leurs timides ouvertures mutuelles, leurs jalousies et leurs ressentiments. Il augmenta leur confusion en faisant lui-même de vagues avances à Trotsky. Les agents du Secrétariat Général rappelaient continuellement aux partisans de Trotsky que c'était Zinoviev et non Staline qui avait montré le plus de violence dans la lutte menée contre lui. Staline lui-même, dans son livre *les Problèmes du Léninisme*, qui fut publié en janvier 1926, ne s'en prit qu'à Zinoviev et Kamenev et s'abstint de faire une seule remarque désobligeante sur Trotsky. Quelques-uns des trotskystes éminents, par exemple Antonov-Ovseenko et Radek, exhortèrent leurs amis à se coaliser avec Staline. D'autres en voulaient à la fois au Secrétaire Général et à ses anciens associés. Matchkovsky, l'un des amis intimes de Trotsky, exprima d'une manière laconique le danger de toute coalition : « Staline nous trompera et Zinoviev s'éclipsera². » D'autre part, les partisans de Zinoviev avaient été tellement montés contre Trotsky, que c'était par une ironie de l'histoire qu'ils devaient maintenant répéter un grand nombre de ses arguments. Dans l'intervalle, la lourde main du Secrétaire Général s'abattit sur les nouveaux dissidents comme elle l'avait fait sur les anciens. Les partisans de Zinoviev furent démis de leurs fonctions responsables. Les militants ordinaires, qui se rappelaient qu'un vote en faveur de l'opposition précédente avait coûté à quelques-uns d'entre eux leur place, observaient une prudente réserve; il y avait trop de chômage

au temps de la N. E. P. pour qu'à part les plus courageux, on en coure le risque. Les sceptiques et les hésitants répondirent aux appels que fit le Secrétariat Général à la discipline de fer.

Un incident étrange qui se produisit à cette époque, en novembre 1925, montre jusqu'à quel point les réflexes du Parti avaient été conditionnés aux exigences les plus irrationnelles de cette « discipline de fer ». Frounzé, le successeur de Trotsky au commissariat à la Guerre, tomba malade. Quelques-uns de ses docteurs lui conseillaient une opération chirurgicale, alors que les autres craignaient qu'il ne fût trop faible pour pouvoir la supporter. Le Bureau Politique trancha la question en ordonnant au commissaire de se faire opérer. Frounzé obéit à regret et il mourut pendant l'opération. Plus tard, Trotsky émit l'hypothèse que Staline avait obligé les médecins qui lui étaient subordonnés à recommander au Bureau Politique l'opération et qu'il avait ainsi pratiquement condamné à mort le commissaire qui s'était rangé du côté de Zinoviev¹. Il est difficile de dire ce qu'il en est. Ce qui est certain et tout à fait significatif dans cette histoire, c'est que le Bureau Politique pouvait s'arroger le droit de prendre une décision sur un sujet aussi personnel. Le Bolchevik, individuellement, qu'il soit commandant en chef ou secrétaire d'un comité de province, appartenait tout entier au Parti. Il n'existait pas en dehors du Parti et ne pouvait rien décider sans son consentement. Même l'aspect le plus intime de sa vie privée était soumis au contrôle de ses supérieurs. Il va sans dire que là où un Frounzé avait dû obéir, le militant moyen pouvait difficilement oser s'affirmer. Le corps du Parti était lui-même offert au bistouri de son chirurgien implacable : le Secrétaire Général.

Il n'y eut rien de surprenant, qu'au XIV^e Congrès, Staline battît ses anciens partenaires, bien que Zinoviev eût réussi à lancer toute la délégation de Léninegrad dans une attaque tumultueuse et dramatique. Lui et Kamenev s'en prirent avec véhémence à l'autorité du Secrétaire Général et essayèrent tardivement d'attirer l'attention du Parti sur le testament de Lénine. Staline lança alors contre eux toutes les accusations contre lesquelles il les avait défendus l'année précédente, alors qu'elles étaient lancées par Trotsky. Ils étaient les « déserteurs » et les « briseurs de grève » d'Octobre. Staline soutenait ses nouveaux associés, Boukharine, Rykov et Tomsy de la même manière qu'il avait précédemment soutenu Zinoviev et Kamenev, en disant qu'il était grotesque d'imaginer que le Parti pourrait se passer d'eux². Il raconta comment il avait été nommé et maintenu à son poste par ses adversaires actuels les nombreuses fois où il avait voulu démissionner. Les cris des Léninegradais : « Démissionne tout de suite », furent étouffés par les clameurs indignées de la majorité et par d'immenses ovations à Staline et au « Comité Central léniniste uni autour de lui ». Ce fut à partir de ce moment qu'on employa cette expression. Nominale, le Parti était encore dirigé par une équipe, le « Comité Central léniniste », mais l'équipe était déjà « unie autour de Staline ». Du point de vue statutaire, le Secrétaire Général ne pouvait prétendre à une position supérieure à celle des autres membres du Comité Central; mais on le considérait déjà comme un *primus inter pares*. En théorie, cela

1. J. Staline, *Sotchinienya*, vol. VII, pp. 281-307 et suiv.

2. L. Trotsky, *Mein Leben*, p. 205, et *Bulleten oppositsii*, n^o 54-55.

1. L. Trotsky, *Staline*, p. 418.

2. Staline refusa de donner le « sang de Boukharine » à l'opposition. *Sotchinienya*, vol. VII, pp. 365-384 et 387; 14 *Syezd V. K. P. (b)*, pp. 504-505.

devait encore être sa position longtemps, lorsque le Comité Central ne fut plus qu'une ombre.

La première chose qu'il fit après le Congrès, ce fut de déloger l'opposition de sa forteresse de Léninegrad. La voix de la « ville de Lénine » était trop puissante pour qu'on la laissât parler au nom de l'opposition. Pour évincer Zinoviev de Léninegrad, Staline envoya Sergei Kirov, dont l'assassinat en 1934 devait être le point de départ du régime de terreur des années 30. Jusque-là, le secrétaire de l'organisation de Bakou, une des plus pâles figures parmi les anciens Bolcheviks, Kirov, était un organisateur énergique et un bon orateur. Nanti de pleins pouvoirs, il fit appel au « sens de la discipline » des habitants de Léninegrad¹; et il atteignit rapidement son but, du moins en apparence. La ville continua à sympathiser avec l'opposition, mais elle se soumit aux ordres du Secrétariat Général.

Ce ne fut qu'après leur défaite au printemps de 1926, que Zinoviev et Kamenev s'unirent enfin à Trotsky. Dans l'intervalle, Trotsky, de son côté, avait encore affaibli sa position, en désavouant ses partisans à l'étranger qui avaient publié le testament de Lénine. Il alla même jusqu'à dire — et cela au nom de la discipline — que le document était apocryphe. L'union des deux oppositions ne représentait donc guère plus que le naufrage commun de ce qu'elles avaient été autrefois.

Staline accueillit la nouvelle de l'accord conclu entre ses adversaires par cette brève remarque sarcastique : « Ah, ils se sont accordé une amnistie mutuelle. » Pour couvrir ses trois rivaux de ridicule, il lui suffisait de rappeler ce qu'ils avaient dit ou écrit récemment les uns sur les autres. Le Parti apprit aussi par Zinoviev et Kamenev « l'histoire intérieure » du complot qu'ils avaient fomenté avec Staline contre Trotsky. Les révélations ne pouvaient faire honneur ni à l'un ni à l'autre des conspirateurs. Elles paraissaient incroyables aux gens qui avaient coutume de penser que le Bureau Politique était le refuge de toutes les vertus, en particulier d'un dévouement absolu à la révolution. Le fait que Zinoviev et Kamenev avaient visiblement agi dans un but intéressé jetait maintenant une ombre sur leur loyauté. Les révélations qu'ils firent à Trotsky et à ses amis intimes étaient vraiment effrayantes. Ils avertirent Trotsky que sa vie était en danger; et ils avouèrent que, en rompant avec Staline, ils avaient eux-mêmes pris la précaution de faire leur testament. Ils décrivaient Staline comme un sadique sournois, vindicatif, dévoré d'orgueil et de soif du pouvoir; mais ils n'expliquaient pas pourquoi, si tels étaient ses défauts, ils avaient été pendant trois ans ses fidèles partisans. Et les accès de panique ne les empêchaient pas de nourrir des espoirs les plus optimistes quant à leurs propres chances de succès. « Il vous suffira (disait Kamenev à Trotsky) que vous et Zinoviev apparaissiez ensemble sur l'estrade pour reconquérir tout le Parti². »

Staline détruisit peu après leurs illusions. Il savait que l'opposition fusionnée ne pouvait que sombrer à cause du scrupule qui avait déjà valu à Trotsky sa défaite : elle ne voudrait pas la lutte hors des rangs du Parti. L'opposition ne songeait même pas à former un Parti indépendant : car elle acceptait ce principe qu'il ne pouvait exister qu'un seul parti dans l'Etat soviétique et que si deux partis devaient se disputer la prépondérance, l'un devait fata-

lement jouer un rôle contre-révolutionnaire. Mais la logique de la situation conduisit, cependant, l'opposition à jouer le rôle d'un parti indépendant. Chaque pas qu'elle fit dans cette direction remplit ses dirigeants de remords et d'horreur. Chaque fois, ils regrettaient ce pas en avant et reculaient pour avancer à nouveau et le regretter encore une fois. Une telle attitude ne semblait ni sincère ni honnête aux yeux de la plupart des Bolcheviks; et elle ne pouvait que décourager les partisans de l'opposition.

La question la plus délicate de toutes était l'attitude de l'opposition envers l'armée. Après la mort de Frounzé, Vorochilov fut nommé commissaire à la Guerre, comme pour couronner la revanche du groupe Tsaritsyne sur Trotsky¹. Mais Lachevitch, ami et supporter de Zinoviev, restait l'adjoint de Vorochilov. Contrairement à l'opposition de 1924, la nouvelle opposition, après de nombreuses hésitations, commença à porter la lutte dans les forces armées. En juillet 1926, Staline fit connaître au Comité Central les agissements de Lachevitch, chef de l'organisation semi-secrète des sympathisants de l'opposition parmi les militaires. C'était un coup écrasant porté à l'opposition. Lachevitch fut destitué de ses fonctions militaires et exclu du Comité Central. Zinoviev, son protecteur, perdit son siège au Bureau Politique.

Pour la première fois, Staline menaçait d'exclusion ses adversaires. Voulant l'éviter, ils battirent en retraite. Le 4 octobre, Trotsky, Zinoviev, Kamenev, Piatakov, Sokolnikov et d'autres signèrent une déclaration admettant qu'ils étaient coupables d'infractions aux statuts du Parti et s'engagèrent à dissoudre le parti qu'ils avaient formé à l'intérieur du Parti. Ils désavouèrent aussi les extrémistes qui se trouvaient parmi eux et qui étaient dirigés par Chlyapnikov et Medvedev, les chefs de l'opposition de 1921. Cependant, après avoir reconnu qu'ils n'avaient pas respecté les règles de la discipline, Trotsky et ses compagnons reprirent dignement et fermement leurs critiques contre Staline et Boukharine.

Ce fut à nouveau au tour de Staline d'agir. Vers la fin d'octobre 1926, il exclut Trotsky du Bureau Politique. Aucun représentant de l'opposition ne siégeait plus maintenant dans cet organisme. Il destitua Zinoviev de la présidence de l'Internationale Communiste et le traduisit ensuite devant le Comité Exécutif de l'Internationale qui confirma la destitution. Une conférence du Parti russe sanctionna le changement survenu dans le Bureau Politique; elle accéda aussi, après une abjuration exemplaire de leur part, à la demande de réintégration de Chlyapnikov et de Medvedev. D'autres exclusions, abjurations et réadmissions devaient suivre celles-ci.

Ces événements furent suivis, dans le premier semestre de 1927, d'une trêve trompeuse, la dernière avant le dénouement. En été, la lutte reprit, en rapport avec une évolution critique dans la politique internationale. Le 12 mai, la police britannique fit une descente dans les locaux de la délégation commerciale soviétique de Londres; deux semaines plus tard, la Grande-Bretagne rompait les relations diplomatiques avec la Russie. Le 7 juin, Voikov, ambassadeur soviétique à Varsovie, fut assassiné par un émigré russe. A peu près au même moment, le général Tchang-Kaï-Tchek se retourna contre les communistes chinois qui l'avaient jusque-là soutenu et étaient affiliés au Kuomintang. Staline avait été sévèrement critiqué par

1. Voir le chapitre VI.

1. S. Kirov, *Izbrannyye Stati i Rech'i*, pp. 35-95.
2. L. Trotsky, *Mein Leben*, p. 505.

l'opposition pour avoir soutenu Tchang-Kaï-Tchek et avoir ainsi compromis le communisme russe et chinois; la nouvelle décision de Tchang-Kaï-Tchek l'embarrassait maintenant beaucoup. De même que la rupture de l'accord entre les syndicats britanniques et soviétiques qu'il avait aussi soutenu contre l'opposition¹. Au milieu de la tension créée par ces événements, quatre-vingt-trois chefs de l'opposition publièrent une déclaration éloquente dans laquelle ils reprochaient à Staline et à Boukharine d'être responsables de tous les échecs récents.

Ce fut au cours de ce débat, dans l'été de 1927, que Trotsky fit sa déclaration, appelée « déclaration de Clemenceau », clé des événements qui se produisirent dix ans plus tard, alors que la deuxième guerre mondiale menaçait. L'essentiel, dans cette déclaration de Trotsky, était qu'il affirmait que, si la Russie était en guerre, l'opposition adopterait vis-à-vis du groupe dirigeant une attitude semblable à celle que Clemenceau avait prise en France vis-à-vis du gouvernement Caillaux-Malvy pendant la crise de 1917. (Clemenceau avait accusé le gouvernement d'incapacité et de défaitisme avant de prendre lui-même le pouvoir et de mener à sa conclusion victorieuse la guerre contre l'Allemagne.) Trotsky, en d'autres termes, accusait Staline, Rykov, Boukharine et Vorochilov de manquer de prévoyance, de compétence et d'esprit de décision; et il prévint qu'en cas d'urgence, il s'efforcerait de réaliser un changement de gouvernement pour que les forces du pays puissent être rassemblées et que ses ressources fussent organisées efficacement pour la défense². Suivant les normes de tout régime qui admet des changements de gouvernement, l'attitude de Trotsky était inattaquable. D'ailleurs, à la veille de la deuxième guerre mondiale, Churchill appliqua en un sens, avec succès, la « tactique Clemenceau » en Grande-Bretagne. Dans un régime qui n'admettait pas le choix du gouvernement au pouvoir, cependant, la déclaration de Trotsky ressemblait à une trahison. Le Secrétaire Général y répondit par des contre-déclarations sur un « front unique antisoviétique de Chamberlain à Trotsky ».

L'opposition était maintenant virtuellement mise hors la loi même si Trotsky et Zinoviev, déjà exclus du Bureau Politique, étaient encore membres du Comité Central : le Secrétaire Général refusa d'autoriser la publication des rapports qu'ils avaient préparés pour le prochain Congrès du Parti et les membres de l'opposition les imprimèrent semi-clandestinement. A cause de cela, les chefs furent expulsés du Comité Central. Le 7 novembre 1927, pendant la célébration officielle du dixième anniversaire de la Révolution d'Octobre, Trotsky et Zinoviev organisèrent un défilé séparé de leurs partisans dans les rues de Moscou et de Léninegrad. Bien que les processions aient un caractère pacifique et que les bannières et les mots d'ordre portés par les manifestants n'aient été dirigés contre le groupe au pouvoir qu'implicitement, l'incident fit déborder la coupe. Trotsky et Zinoviev furent exclus du Parti sur-le-champ. En décembre, le XV^e Congrès déclara que « celui qui adhérerait à l'opposition et qui propageait ses conceptions ne pouvait être membre du Parti³ ». Les plaidoyers de Kamenev et de Rakovsky pour l'opposition se perdaient dans le tumulte continu, intolérant

jusqu'à l'hystérie qui venait de la salle : « Assez, camarades, dit Staline, il faut mettre fin à ce jeu... Le discours de Kamenev est le plus mensonger, le plus pharisaïque, le plus vil et le plus fourbe de tous les discours de l'opposition qui ont été prononcés sur cette estrade¹. » Le Congrès demanda aux chefs de l'opposition de désavouer leur propre point de vue et d'y renoncer. C'était le prix qu'ils devaient payer pour continuer à être membres du Parti. Kamenev et Rakovsky essayèrent en vain de prétendre que de telles exigences étaient contraires aux traditions du bolchevisme; et que s'ils cédaient, ils ne feraient que s'humilier sans gagner le respect des militants². Le 18 décembre, le Congrès exclut soixante-quinze membres éminents de l'opposition en plus de ceux qui avaient déjà été exclus ou emprisonnés.

Le lendemain, l'opposition se désintégra. Sa fraction trotskyste refusa de se soumettre aux exigences du Congrès. Trotsky fut déporté à Alma Ata, Rakovsky à Astrakhan. Mais, Zinoviev, Kamenev et leurs partisans publièrent une déclaration dans laquelle ils renonçaient à leurs idées. La défaite de l'opposition vint autant de cette défection que des représailles de Staline. Et, avec leur défection, l'humiliation de ceux qui avaient capitulé ne faisait que commencer. Le Congrès refusa d'accepter leur « capitulation sans condition » et laissa au Secrétariat Général le soin de décider s'ils pouvaient être réadmis. Le triomphe de Staline sur ses anciens partisans était beaucoup plus complet que sa victoire sur Trotsky.

Ce qui suivit montre sur tant de points une monotone ressemblance avec ce qui vient d'être exposé que ce n'est guère la peine de le raconter en détail. L'association de Staline avec Boukharine, Rykov et Tomsy se termina peu après la défaite de leurs adversaires, exactement comme le triumpvirat s'était dissous après la démission de Trotsky. Et, bien que l'arrière-plan social et politique de la nouvelle phase fût extrêmement différent, les ambitions personnelles des principaux acteurs, leurs craintes et réflexions après coup, leurs recherches tardives de nouveaux alignements, etc. furent presque les mêmes.

Il est étonnant de voir à quel point Staline était sousestimé par ses adversaires, anciens et nouveaux; et avec quelle rapidité ils firent l'expérience de leur erreur. Au XV^e Congrès, l'opposition battue pensait qu'alors, après la disparition de la gauche, la direction passerait de Staline à Boukharine, Rykov et Tomsy³. Trotsky avertit continuellement le Parti qu'un « retour à la droite » était imminent et qu'il pourrait se terminer par la restauration du capitalisme.

Boukharine, Rykov et Tomsy sentaient, eux aussi, qu'ils étaient vainqueurs. Le Bureau Politique élu après le Congrès semblait être composé de façon à préserver leur prédominance. Il comprenait neuf membres. Staline ne pouvait compter que sur quatre voix, la sienne, celle de Molotov et celle de deux nouveaux venus, Koubychev et Roudzoutak. Boukharine, Rykov et Tomsy comptaient sur l'appui de Vorochilov et Kalinine. Mais, quand on vint aux actes, Vorochilov et Kalinine votèrent pour Staline. « Staline a sur eux une emprise que je ne peux définir », dit plus tard Boukha-

1. Un compte rendu plus détaillé des événements est donné dans le chapitre X, traitant de la politique étrangère de Staline.

2. L. Trotsky, *L'Ecole stalinienne de la Falsification*, pp. 175-176.

3. Syezd V. K. P. (b), p. 1318.

1. *Ibid.*, pp. 252-253.

2. *Ibid.*, p. 372.

3. 15 Syezd V. K. P. (b), pp. 1248-1250.

rine¹. Les membres suppléants du Bureau Politique : Kirov, Kaganovitch, Andreyev, Mikoyan et d'autres, à l'exception d'un seul, Ouglanov, étaient partisans de Staline. Se fiant à sa majorité, Staline commença à évincer les partisans de Boukharine des postes importants de l'administration et du comité électoral du Parti, évitant pour le moment d'engager une lutte ouverte contre ses adversaires du Bureau Politique.

L'attaque contre la droite commença dans une atmosphère de crise sociale grave qui se développa exactement comme l'avaient prédit Trotsky et Zinoviev. Une semaine après que le Congrès eut prononcé leur condamnation, les villes de Russie se trouvèrent menacées de famine. En janvier 1928, les quantités de grain que le gouvernement avait achetées aux paysans étaient de deux millions de tonnes au-dessous du minimum nécessaire à l'alimentation de la population urbaine². Le Bureau Politique ordonna des « mesures d'urgence » qui, selon les propres paroles de Staline, se caractérisaient par l'arbitraire administratif, la violation de la loi révolutionnaire, des raids contre les maisons des paysans, des fouilles illégales³. Contredisant toutes ses déclarations précédentes, Staline soutint maintenant qu'en refusant de livrer leur blé au gouvernement, les koulaks désorganisaient la politique économique soviétique⁴. En juin, de nouvelles mesures d'urgence furent annoncées. En juillet, Staline appela le Parti à « frapper dur sur les koulaks⁵ ». Les Bolcheviks de la province ne suivaient pas de bon gré de telles injonctions : car pendant les trois dernières années on les avait pénétrés de l'importance de « l'alliance avec les paysans » et ils avaient appris que l'hostilité envers le moujik était le signe distinctif de l'hérésie trotskyste. Durant les mois de mars et d'avril, mai et juin, le Secrétariat Général dirigea « un grand nettoyage du Parti », révoquant les fonctionnaires qui s'opposaient aux mesures d'urgence.

À l'intérieur du Bureau Politique, Boukharine, Rykov et Tomsy essayèrent en vain de mettre fin à la nouvelle méthode et de protéger les victimes de l'épuration. Mais ils avaient soin de ne pas porter cette controverse en public. Aux yeux de la province, ils avaient leur part de responsabilité dans ces mesures d'urgence. Staline tira tout le profit possible de leur discrétion et assura le Parti que les mesures d'urgence et l'épuration avaient été décidées à l'unanimité par le Bureau Politique. « Il n'y a pas de droitiers dans le Bureau Politique », disait-il, en octobre⁶. Dans le Bureau Politique, répétait-il un mois plus tard, nous sommes unis et le resterons jusqu'au bout⁷. À la séance plénière du Comité Central, il se borna à attaquer l'un des lieutenants de Boukharine, le nouveau commissaire aux Finances, Froumkine, qui avait dit que « la province, à l'exception d'un petit groupe des paysans les plus pauvres, est contre nous » et que « la grande masse des paysans est dans les ténèbres et le désespoir⁸ ». Ce ne

fut qu'en avril 1929, plus d'une année après la lutte, que Staline dit pour la première fois en public que Boukharine était le chef de l'opposition de droite.

Les oppositions précédentes avaient au moins lutté avec Staline avant d'être vaincues. Le groupe Boukharine ne fut même pas capable de relever le défi. Au début de la controverse, en juillet 1928, Boukharine sollicita l'appui de Kamenev de la même façon que Kamenev et Zinoviev avaient autrefois sollicité celui de Trotsky. Dans les deux cas, les « révélations » que firent ceux qui avaient été les associés de Staline, furent exactement les mêmes; et elles furent faites dans le même état d'esprit, où se mêlaient de la panique et une vague espérance. Zinoviev et Kamenev avaient parlé du danger qui menaçait leur vie et celle de Trotsky. « Il nous étranglera, murmurait Boukharine terrorisé à Kamenev. C'est un intrigant sans principes qui subordonne tout à sa soif du pouvoir. A un moment donné, il changera ses théories pour pouvoir se débarrasser de quelqu'un... Nous considérons que la conduite de Staline est fatale pour la révolution. Elle nous conduit à l'abîme; nos différends avec Staline sont beaucoup, beaucoup plus sérieux que ceux que nous avons avec vous¹. » Comme pour inspirer confiance, Boukharine énumérait les organisations et les hommes influents qui soutiendraient l'opposition. Mais en même temps, il suppliait son interlocuteur de ne souffler mot de leur conversation secrète parce qu'ils étaient tous les deux surveillés par la police politique; et il quitta Kamenev en parlant avec crainte du « Gengis Khan » du Secrétariat Général. Trotsky et les deux anciens triumvirs s'étaient unis contre Staline trop tard. Il était déjà trop tard pour que Boukharine et Kamenev essaient de s'unir.

L'une des raisons de ce dramatique état de choses résidait naturellement dans l'accroissement presque automatique de la pression que Staline exerçait sur toute la vie politique du pays. La défaite de chaque opposition successive avait beaucoup rétréci les limites dans lesquelles on pouvait exprimer librement son opinion. Les chefs de chaque opposition ne purent se mettre que dans la situation à laquelle ils avaient eux-mêmes, en coalition avec Staline, réduit leurs adversaires. Après chaque crise, les actions que l'on considérait jusque-là inattaquables furent jugées impardonnables. D'un point de vue formel, Staline n'avait pas pouvoir d'exclure Trotsky du Parti pour sa « déclaration de Clemenceau », même si elle contenait la menace d'un renversement du gouvernement. Seules les infractions définies à la discipline, des impressions clandestines et des manifestations publiques non autorisées, infractions auxquelles Staline avait poussé ses adversaires, pouvaient justifier des représailles contre l'opposition de 1927. Moins d'une année plus tard, des propos échangés à mi-voix entre un membre du Bureau Politique et un chef représentant l'opposition, la conversation de Kamenev et de Boukharine, etc., étaient déjà une grave infraction pour laquelle Boukharine implora en pleurant le pardon du Bureau Politique². Le fait de n'avoir d'autre choix que la soumission était un ostracisme doublement insupportable; car il était prononcé contre le « coupable », non

1. B. Souvarine, *Staline*, p. 484.

2. J. Staline, *Le Léninisme*, vol. II, p. 128.

3. *Ibid.*, p. 129.

4. J. Staline, *Problèmes du Léninisme*, « Sur le front du blé », p. 206.

5. J. Staline, *Le Léninisme*, vol. II, p. 128.

6. J. Staline, *Problèmes du Léninisme*, discours « sur le danger de la droite », p. 236.

7. J. Staline, *Le Léninisme*, vol. II, p. 183.

8. *Ibid.*, p. 168.

1. B. Souvarine, *Staline*, p. 485. Le document dont Souvarine tire les fragments de révélations de Boukharine a été également vu par l'auteur de ce livre. Il circulait clandestinement en Russie.

2. *Ibid.*, p. 518.

pas par un ennemi, mais par son compagnon dans la révolution et il ôtait pourtant au « coupable » le droit de crier dans le désert.

Il y avait une autre raison à ce paradoxe que, plus ils devenaient nombreux, plus les adversaires de Staline étaient désespérés. « Nos différends avec Staline, avait dit Boukharine à Kamenev, sont beaucoup, beaucoup plus sérieux que ceux que nous avons avec vous. » Ce que Boukharine avait dans l'esprit, c'était la manière dont Staline s'imposait, son despotisme; son manque de scrupules, son mépris pour l'opinion publique comme pour l'élite intellectuelle du Parti. Sur ce point, toutes les oppositions, récentes ou anciennes, étaient du même avis. Mais cela ne suffisait pas pour qu'elles forment un seul corps cohérent. Au contraire, les derniers actes de Staline, l'abandon de sa politique pro-moujik augmentaient encore la confusion qui régnait parmi ses adversaires. Il coupa l'herbe sous le pied à Trotsky. Des agents du Secrétariat Général rendaient alors visite à de nombreux chefs de la vieille opposition exilés et tentaient de les ramener au bercail. « Staline, disaient-ils, a fini par adopter les idées que vous défendiez. Il s'en prend au koulak et va commencer l'industrialisation du pays. Il est engagé dans une lutte contre Boukharine, Rykov et Tomsy, vos vrais adversaires aussi bien que les siens. Pourquoi rester dans ce désert politique alors que le Parti a un si grand besoin de votre expérience et de vos talents? Vous dites que vous avez droit à une réhabilitation publique. Mais pourquoi voudriez-vous que les dirigeants du Parti se mettent dans une position fâcheuse alors que le prestige du Parti doit être conservé à tout prix? L'orgueil personnel n'est pas une vertu bolchevique. Par ailleurs, vous savez que vous avez commis des infractions à la discipline. Tout ce que le Parti vous demande, ce n'est qu'une simple formalité, le désaveu d'une attitude qui, de toute façon, est maintenant surannée. En retour, il vous permettra de reprendre un service honorable pour la révolution. »

Trotsky et Rakovsky refusèrent l'abjuration et la soumission. Zinoviev, Radek, Piatakov, Sokolnikov, Smilga et une armée d'autres se laissèrent aller à « pêcher par amour ». Pendant les années 1928 et 1929, il y eut un trafic constant des membres « repentants » de l'opposition de leurs lieux d'exil vers Moscou. Les opposants, lugubres, croyaient que le revirement soudain de Staline vers la gauche servirait leurs plans et qu'en temps opportun, ils reprendraient la direction du Parti. En attendant, ils désavouaient leurs amis qui préféraient l'exil ou la prison à un jeu tactique compliqué et indigne. Ainsi, alors qu'il dirigeait ses coups sur la nouvelle opposition, Staline s'assurait la bienveillance de nombreux membres de l'ancienne opposition. Quelques-uns de ses dirigeants, découragés par leurs propres échecs, conseillaient maintenant à Boukharine et à ses compagnons de ne pas se laisser entraîner dans un conflit désespéré. Le groupe pro-moujik gagnait prudemment du temps. Il pensait que Staline conduisait le pays à une impasse et que sa démission serait alors inévitable. Ce qui importait, c'était de se tenir prêt à saisir au moment critique les commandes qu'il laisserait échapper.

Vers la fin de 1928, les symptômes d'une telle crise se multiplièrent. Mais Staline voyait clair dans les espoirs et le jeu de ses rivaux. Il savait que son adversaire le plus dangereux était toujours Trotsky, dont l'attitude inflexible lui gagnait à nouveau le respect de ses amis comme de ses enne-

mis. Le 18 janvier 1929, il proposa au Bureau Politique d'expulser Trotsky de Russie. La proposition fut adoptée malgré les protestations de Boukharine. Cet incident nous permet à nouveau de mesurer la lenteur avec laquelle la lutte allait vers son sanglant apogée. En 1920, Staline répugnait encore à emprisonner Trotsky en Russie. Sept ans plus tard, il n'aurait pas hésité à prononcer sa condamnation à mort comme celle de toute la « vieille garde ».

Après avoir enfin éloigné Trotsky de la scène russe, il se hâta de mettre en déroute les chefs de l'aile droite. Rykov fut démis de ses fonctions de Premier Ministre du gouvernement soviétique, où il avait succédé à Lénine. Tomsy fut évincé de la direction de l'Internationale Communiste où il avait remplacé Zinoviev, et aussi du Bureau Politique. Avant la fin de l'année 1929, Boukharine, Rykov et Tomsy désavouèrent leurs idées et gagnèrent ainsi quelques années de fausse trêve.

La suprématie de Staline était maintenant complète. La lutte pour le pouvoir était terminée. Tous ses rivaux avaient été éliminés. Aucun des membres du Bureau Politique n'aurait osé s'élever contre son autorité. Dans les derniers jours de l'année, Moscou célébra son cinquantième anniversaire comme si cela avait été un grand événement historique. De tous les coins de la Russie des cadeaux furent adressés au chef. Ses vertus furent louées, immodérément, grossièrement par tous les secrétaires du Parti en province. Les murs de Moscou furent couverts d'immenses portraits de lui. Des statues et des bustes de toutes les grandeurs possibles garnirent les places, les halls des édifices publics, les vitrines de tous les magasins jusqu'à la plus humble boutique de coiffeur. « Staline est le Lénine d'aujourd'hui », criaient sur tous les tons les propagandistes. Quelques-uns parmi les vieux se rappelaient le cinquantième anniversaire de Lénine. Cela avait été une petite fête simple à laquelle Lénine avait assisté à contre-cœur, seulement pour reprocher à ses admirateurs leur goût croissant pour la pompe et les cérémonies. Le nouveau culte stalinien se confondait visiblement avec l'ancien culte léniniste et l'éclipsait. Quand, lors des cérémonies, Staline apparaissait en haut du mausolée de Lénine sur la place Rouge, la tombe colossale de Lénine semblait n'être plus qu'un piédestal pour son successeur.

Il serait facile à l'historien d'exprimer un jugement catégorique sur Staline s'il pouvait être certain que, dans la lutte contre Boukharine, Rykov et Tomsy, Staline ne servait que son ambition personnelle. Ce n'était pas le cas. Ses fins personnelles n'étaient pas les seuls et les plus importants enjeux de la lutte. Durant les deux années de 1928 et 1929, c'est tout le destin de la Russie soviétique qui était en jeu.

Au premier abord, le commencement de la crise était si peu dramatique qu'il avait passé inaperçu. Les paysans avaient refusé de livrer quelques millions de tonnes de blé aux villes. Pour aussi prosaïque qu'ait été cet événement, c'était pourtant là qu'était tout le drame. En refusant de livrer le ravitaillement, les paysans n'avaient pas de motifs politiques définis. Ils ne voulaient pas renverser les soviets, même si quelques éléments éduqués parmi les paysans riches espéraient un tel dénouement. La masse des paysans était poussée à appliquer cette forme particulière de « sabotage » par des circonstances économiques. La plupart des petites exploitations agricoles ne produisaient que de quoi nourrir leurs propriétaires. Après

plus de dix ans, le soulèvement agraire de 1917 prenait maintenant sa revanche. La division des grands domaines en petites propriétés avait donné aux Bolcheviks l'appui des paysans dans la guerre civile; mais la production agricole, ou plutôt la capacité à nourrir la population urbaine diminuait. Les gros cultivateurs, d'autre part, demandaient pour leurs produits des prix trop élevés, beaucoup trop onéreux pour les citadins; et ils demandaient que l'on fasse encore des concessions à l'agriculture capitaliste. Staline se trouvait vraiment en présence d'une situation très complexe. S'il cédait encore aux paysans, il s'opposerait dangereusement aux classes ouvrières urbaines qui, en général, soutenaient le gouvernement, surtout depuis que celui-ci avait réussi, vers 1927, à rétablir l'industrie dans sa position d'avant guerre. Mais refuser de céder aux paysans, c'était aussi encourir les risques de famine et de troubles dans les villes. Le problème exigeait une solution radicale. Si le gouvernement avait commencé plus tôt à brider les gros cultivateurs et à encourager une collectivisation progressive, comme l'avaient conseillé Trotsky et Zinoviev, il n'aurait peut-être pas eu besoin d'avoir recours à des mesures d'urgence radicales pour obtenir du pain. Au point où en étaient les choses, Staline agit sous la pression irrésistible des événements. Le fait qu'il n'était pas préparé à ces événements lui fit adopter une ligne de conduite dont il était susceptible de prendre le contrôle.

La façon pragmatique, non préméditée, dont il s'engageait dans la seconde révolution, semblerait incroyable si, au cours des années précédentes, de 1924 jusqu'à la fin de 1929, Staline n'avait déjà inscrit ses conceptions dans l'histoire. Jusqu'au dernier moment, il recula devant l'action et il n'avait aucune idée de la violence et de l'étendue qu'elle atteindrait. En cela, il n'était pas le seul. Pas un groupe, fraction ou clan bolchevique, ne pensait que l'industrialisation serait aussi intensive et aussi rapide, ni que la collectivisation de l'agriculture serait aussi étendue et aussi radicale que ce que Staline entreprenait maintenant. Même les Bolcheviks d'extrême gauche concevaient la collectivisation comme une réforme modérée et progressive. Le seul homme à avoir propagé l'idée d'une « seconde révolution » dans les campagnes était Youti Larine, économiste de deuxième ordre qui avait été autrefois Menchevik de droite. Il en avait déjà parlé en 1925, et Staline avait alors ironiquement traité ce point de vue d'idée baroque¹. Il fulminait contre ces Bolcheviks qui songeaient à attiser « la lutte de classe dans les campagnes » : c'est du bavardage inutile... de vieux chants mencheviques tirés de la vieille encyclopédie menchevique². Aux étudiants de l'Université Sverdlovsk qui lui posaient cette question insidieuse : « Comment peut-on combattre contre les koulaks sans envenimer la lutte de classe ? » il répondit, sur le même ton qui ne souffrait pas de contradiction, que « cela n'intéressait pas le Parti d'envenimer la lutte de classe » dans la province et que ce slogan était « tout à fait hors de propos »³.

Trois ans plus tard, en mai 1928, alors que l'on appliquait déjà les mesures d'urgence contre les koulaks, il disait encore avec insistance « que l'expro-

priation des koulaks serait une folie¹ ». Il pensait que l'on ne pourrait, dans les quatre années à venir, réorganiser selon des principes collectivistes qu'une petite fraction de l'agriculture². Le premier plan quinquennal, approuvé à la fin de l'année, prévoyait la collectivisation vers 1933 de tout au plus vingt pour cent de toutes les fermes. Même au printemps de 1929, alors qu'il accusait déjà ouvertement le groupe Boukharine de défendre l'exploitation agricole capitaliste, Staline soutenait encore que « l'exploitation agricole individuelle continuerait à jouer un rôle prédominant dans le ravitaillement du pays en produits alimentaires et matières premières³ ».

Quelques mois plus tard la collectivisation « générale » battait son plein; et l'exploitation agricole individuelle était condamnée. Avant la fin de l'année, Staline disait : « Nous avons réussi à éloigner la masse des paysans dans un grand nombre de régions de la vieille voie de développement capitaliste⁴. » Le Bureau Politique espérait maintenant que les fermes collectives et nationalisées fourniraient déjà la moitié du ravitaillement des villes. Dans les derniers jours de l'année, partirent du Kremlin des ordres pour une décisive offensive contre les koulaks « lancés par Staline ». « Nous devons écraser les koulaks, les éliminer en tant que classe... Si nous ne nous fixions pas ces buts, une offensive ne serait qu'une simple déclamation, un bruit inutile et vain... Nous devons frapper les koulaks si fort qu'ils ne puissent plus se relever⁵. » Loin de dénoncer l'expropriation des cultivateurs aisés comme une folie, il demandait maintenant : « Pouvons-nous nous permettre l'expropriation des koulaks ? Question ridicule. Autant se lamenter qu'un décapité perde ses cheveux... Nous devons briser la résistance de cette classe dans une bataille ouverte⁶. »

Une brève récapitulation de ses principales déclarations sur l'industrialisation révéla des contradictions également frappantes. Vers 1925, l'industrie russe, retrouvant sa condition d'avant guerre, augmenta sa production de vingt à trente pour cent par an⁷. Le Bureau Politique discutait du niveau auquel devait atteindre la production lorsque toutes les fabriques et usines existantes seraient équipées pour travailler à plein rendement. Tout le monde était d'accord qu'une fois ce taux atteint, les augmentations annuelles seraient plus faibles. Zinoviev, Trotsky et Kamenev pensaient qu'il serait encore possible d'augmenter le rendement d'un peu moins de vingt pour cent par an. Staline les traitait de partisans de la « super-industrialisation ». Quand ses adversaires présentèrent le projet du Dnieprostroy, la grande centrale hydro-électrique sur le Dnieper, il le mit de côté, prétendant que pour la Russie, construire le Dnieprostroy serait comme pour un moujik acheter un gramophone au lieu d'une vache⁸. Son rapport au XV^e Congrès,

1. J. Staline, *Problèmes du Léninisme*, « Sur le front du blé », p. 221.

2. « Il y a des gens, dit-il en juillet 1928, qui pensent que l'exploitation agricole individuelle est au bout de ses forces et que ce n'est pas la peine de la défendre. De tels hommes n'ont rien de commun avec notre Parti. » (*Le Léninisme*, vol. II, p. 134.)

3. J. Staline, *Problèmes du Léninisme*, p. 267.

4. *Ibid.*, p. 293.

5. *Ibid.*, p. 318.

6. *Ibid.*, p. 325.

7. J. Staline, *Sotchinénia*, vol. VII, pp. 308 et 315.

8. *Le Cas de Léon Trotsky*, p. 245, et *Bulleten Opozitsii*, n° 27, mars 1932.

1. J. Staline, *Sotchinénia*, vol. VII, p. 373, discours au XIV^e Congrès.

2. *Ibid.*, p. 103.

3. *Ibid.*, pp. 179 et 334-338.

en décembre 1927, faisait ressortir sa satisfaction au sujet des conditions industrielles dans le pays, mais il empiétait déjà sur le terrain de l'opposition et suggérait que dans les années suivantes, le rendement industriel soit encore accru de quinze pour cent par an.

Un an plus tard cette satisfaction s'évanouit, et Staline s'aperçut que les fabriques et usines étaient au point de vue technique « au-dessous de toute critique ¹ ». Il commença alors à prôner une industrialisation plus rapide. Evoquant un précédent dans les esprits de beaucoup de ceux qui l'écoulaient, il dit : « Quand Pierre le Grand, qui avait à faire face aux pays plus avancés de l'Ouest, commença fiévreusement à construire des usines et des ateliers pour équiper ses armées..., aucune des anciennes classes ne put résoudre convenablement le problème qui consistait à rattraper le retard du pays ². » Mais la nouvelle structure de la société russe fournissait des conditions incomparablement meilleures pour l'industrialisation. A cette époque, les projets de Staline étaient encore modérés. A une session plénière du Comité Central, il se disputa avec le commissaire aux Finances, Froumkine, qui ne voulait pas allouer dans le budget plus de 650 millions de roubles pour l'investissement. Le Conseil économique suprême demandait 825 millions de roubles; Staline défendait cette demande ³.

Les investissements réels de l'année suivante, première année du plan quinquennal, se montèrent à 1.300 millions de roubles, presque 500 millions de plus que le maximum prévu par Staline. La mesure radicale et décisive, en faveur de l'industrialisation, fut prise au milieu de l'année 1929, alors que l'affectation de fonds pour les investissements en capital fut portée soudain à 3.400 millions de roubles, cinq fois plus que ce que le commissaire aux Finances avait accordé et quatre fois plus que ce que Staline lui-même avait demandé. Le Bureau Politique se mit à travailler avec frénésie à l'industrialisation. En juin 1930, le XVI^e Congrès resta muet de surprise lorsque Staline fit cette déclaration triomphante : « Nous sommes à la veille de la transformation de notre nation qui, de pays agricole, deviendra un pays industriel ⁴. » Il prédit que dans de nombreux secteurs de l'industrie, le plan serait achevé dans trois ans ou même deux ans et demi au lieu de cinq. Il dit au Congrès que, au cours de l'année, l'industrie avait reçu l'ordre d'augmenter sa production de près de cinquante pour cent, effort qui appartenait vraiment au royaume de la fantaisie « super-industrialiste ⁵ ».

Il était maintenant absolument obsédé par l'idée qu'il pouvait accomplir une transformation miraculeuse de toute la Russie par un tour de force unique. Il semblait vivre dans un monde à demi réel et à demi imaginaire de graphiques, de statistiques, d'indices, d'ordres et d'instructions industriels, un monde dans lequel aucun but, aucun objectif ne semblait être hors de la portée du Parti, hors de sa portée. Il lança qu'il n'y avait pas de forteresse qui ne pût être conquise par les Bolcheviks, phrase qui devait pendant de nombreuses années être répétée par tous les écrivains et les

1. J. Staline, *Le Léninisme*, vol. II, p. 151.

2. *Ibid.*, p. 153.

3. *Ibid.*, p. 172.

4. *Ibid.*, p. 328.

5. Pour être exact, l'augmentation devait être de 47 %. Staline admit lui-même plus tard, lors d'une conférence des directeurs d'industrie, qu'elle était seulement de 25 %; et on peut même douter de ce chiffre. Cf. *Léninisme*, vol. II, p. 385, et *Problèmes du Léninisme*, p. 351.

orateurs et ensuite sur tous les étendards et sur toutes les affiches dans tous les coins du pays.

Voici une illustration frappante du caractère fébrile de l'effort : le fer et l'acier forment la base de la puissance industrielle. En 1928, la Russie ne produisait que trois millions et demi de tonnes de fer brut. Le plan quinquennal devait lui permettre d'en produire dix millions d'ici la fin de l'année 1933. Staline, ne se contentant pas de réduire le temps limite de tout le plan d'une ou deux années, dit au XVI^e Congrès : « Dix millions de tonnes de fer brut... ce n'est pas assez... Nous devons à tout prix produire dix-sept millions de tonnes en 1932 ¹. » Il traita d'opportunistes de droite et de « naufrageurs » les économistes et directeurs qui pensaient qu'un tel but ne pourrait être atteint, sans s'inquiéter de savoir si leurs objections étaient bien fondées. En 1941, quand Hitler attaqua la Russie, la production russe de fer approchait seulement le but, que selon les ordres de Staline, elle aurait dû atteindre dix ans plus tôt ².

Nous avons vu comment Staline avait été poussé à la collectivisation par le danger aigu de famine qui menaçait en 1928 et 1929. Quelques-uns des adversaires pensèrent que l'on pourrait parer au danger en important des produits alimentaires. Mais les moyens de paiement manquaient et le gouvernement ne pouvait espérer obtenir des crédits étrangers. Le boycottage financier de la Russie qui avait commencé après la révolution durait toujours. De plus, si les ressources déjà faibles de devises étrangères et d'or devaient être dépensées pour acheter des produits alimentaires étrangers, l'industrie ne pourrait se développer, même modestement comme elle l'avait fait jusqu'ici. La stagnation industrielle devait fatalement entraîner plus tard une crise alimentaire encore plus grave et une tension plus dangereuse entre les villes et les campagnes.

Le pillage des granges des paysans riches et la réquisition des stocks cachés semblaient offrir une façon plus simple de sortir de cette situation difficile, méthode qui n'était pas nécessairement plus déloyale que la menace de famine que les paysans faisaient peser sur les villes. Mais l'administration, même aidée par le Parti et la police, était à peine capable de venir à bout de cette tâche. Il est notoire que les paysans ont un droit particulier pour enfreindre les réglementations et échapper aux contrôles que leur impose une administration urbaine plus ou moins éloignée. De tels réglementations et contrôles, sans parler des réquisitions, sont plus efficaces lorsqu'ils sont appliqués sur place par une partie de la population rurale. Staline fit par conséquent appel aux paysans pauvres contre les riches cultivateurs. Il ne pouvait se tourner les mains vides vers les pauvres moujiks. Il fallait leur offrir des récompenses tangibles pour leur coopération. Et quelle récompense pouvait être plus alléchante pour le moujik, misérable propriétaire d'un champ minuscule, qui labourait sa terre avec une charrue de bois (*sokha*), qui ne possédait ni cheval ni vache et qui était constamment à la merci du koulak et de l'usurier du village, quelle récompense pouvait être plus tentante pour ces nombreux moujiks qu'une ferme col-

1. J. Staline, *Le Léninisme*, vol. II, p. 375.

2. N. Voznesensky, *Les Résultats économiques de P.U. R. S. S. en 1940*, pp. 10 et 13. Voir aussi *Planovoy Khozyaistvo*, n° 5, 1947. A. Kursky, *Sotsialisticheskaya Industrializatsia S. S. S. R.*, p. 35.

lective que le gouvernement promettait de doter de quelques-unes des machines agricoles prises aux koulaks ainsi que de bétail et de tracteurs ?

On ne sait pas exactement combien parmi les vingt-cinq millions de cultivateurs indépendants appartenaient à la classe la plus pauvre. On a parlé de cinq à huit millions, cinq millions au moins des plus petites propriétés étaient labourées avec des charrues de bois¹. De l'autre côté de la balance, il y avait un million et demi ou peut-être deux millions de cultivateurs prospères. Entre ces deux classes, il y avait les quinze à dix-huit millions de « paysans moyens ». Ainsi, on ne pouvait compter que sur une minorité de paysans pour accueillir de bon cœur le « grand changement ». Si Staline avait limité la réforme à une mise en commun des plus pauvres biens et à une redistribution modérée de la richesse entre les couches les plus prospères et les couches les plus misérables des paysans, la collectivisation n'aurait guère pu devenir le cataclysme sanglant en quoi elle finit par se transformer. Si, de plus, les fermes collectives avaient été dotées d'outils et de machines, aidées par des crédits gouvernementaux et des conseils techniques, si elles avaient réussi à améliorer visiblement le standard de vie de leurs membres, elles auraient probablement attiré un bon nombre des paysans dits « moyens » qui menaient, en fait, une vie pauvre voisine de la misère.

Vers le milieu de l'année 1929, Staline fut emporté par la force du mouvement. Le début de la collectivisation fut un succès indubitable. Comme des rapports encourageants s'entassaient sur les bureaux du Secrétariat Général, Staline commença à pousser la collectivisation au delà des limites primitivement fixées. Il dépêcha des milliers et des milliers d'agents dans les campagnes en leur ordonnant de « liquider les koulaks en tant que classe » et d'obliger les nombreux paysans récalcitrants à entrer dans les fermes collectives. On peut saisir l'esprit dans lequel il avait donné ces instructions en examinant le discours qu'il prononça aux agents ruraux du Parti en décembre 1929². Il se servit des mots les plus brutaux pour chasser les scrupules de son auditoire qui, manifestement, sentait qu'une révolution peut et doit traiter sans merci une poignée d'exploiteurs mais pas des millions de petits propriétaires. Staline citait, avec une certaine ironie, ces lignes d'Engels : « Nous sommes sans réserve du côté du petit paysan : nous ferons tout ce qu'il sera possible pour rendre son sort plus supportable et pour faciliter son passage dans la coopérative s'il se décide. S'il ne peut encore prendre une décision, nous lui laisserons le temps d'y réfléchir dans sa terre. » La circonspection exagérée d'Engels, dit Staline à son auditoire, convenait aux circonstances d'Europe occidentale mais pas en Russie. On ne devait pas laisser le temps au petit paysan de réfléchir sur sa propre terre au collectivisme. Les koulaks — Staline insistait sur ce point — ne devaient pas seulement être expropriés ; il était ridicule de suggérer, comme le faisaient quelques Bolcheviks, qu'après leurs expropriations ils pourraient entrer dans les fermes collectives. Il ne dit pas à l'auditoire ce qui arriverait aux deux millions de koulaks — huit à dix millions de personnes en comptant leurs familles — lorsqu'ils auraient été dépouillés de leurs biens et exclus des fermes collectives.

1. L. Trotsky, *La Situation réelle en Russie*, pp. 64-67, et J. Staline, *Problèmes du Léninisme*, « Sur le front du blé », pp. 206-216.

2. J. Staline, *Problèmes du Léninisme*, p. 304.

La campagne russe devint en peu de temps un enfer. La majorité écrasante des paysans s'opposa désespérément au gouvernement. La collectivisation dégénéra d'une opération militaire, en une cruelle guerre civile. Les villages rebelles furent entourés de mitrailleuses et forcés de se rendre¹. Des masses de koulaks furent déportés dans les déserts de Sibérie. Leurs maisons, leurs granges et leur matériel agricole furent donnés aux fermes collectives. Staline évalua lui-même à 400 millions de roubles la valeur des biens ainsi transférés². La plupart des paysans décidèrent d'apporter le moins possible de leurs biens dans les fermes collectives qu'ils pensaient être des usines nationalisées, dans lesquelles ils ne seraient eux-mêmes que de simples ouvriers. Désespérés, ils tuèrent leur bétail, détruisirent leur matériel et brûlèrent leurs récoltes. Ce fut la grande révolte des moujiks. Il fallut attendre trois ans, en janvier 1934, pour que Staline en révélât quelques-uns des résultats. En 1929, la Russie possédait 34 millions de chevaux. Il n'en restait que 16 millions en 1933, 18 millions de chevaux avaient été massacrés. Ainsi que 30 millions de têtes de gros bétail, environ 45 % du total et près de 100 millions (soit les deux tiers du total) de moutons et de chèvres³. De vastes étendues de terres restèrent incultes. La famine s'installa dans les villes et la steppe noire de l'Ukraine.

Ce « tour de force » agricole obligea Staline à tenter un tour de force identique dans l'industrie. La mécanisation rapide de l'agriculture devenait maintenant une question de vie ou de mort. L'exploitation agricole en grand exigeait une base technique plus élevée que celle sur laquelle la petite exploitation, surtout celle du type russe antédiluvien, pouvait exister. Le tracteur devait remplacer le cheval. Avant le grand massacre du cheptel, les économistes pensaient que la collectivisation complète exigerait au moins vingt-cinq mille tracteurs et un grand nombre d'autres machines. Sans machines et sans conseils techniques, une organisation et une division rationnelles du travail étaient impossibles. De nombreuses fermes collectives menaçaient de se désintégrer et de disparaître dès qu'elles auraient été formées. C'était donc une nécessité impérieuse que, dans le plus bref délai, l'industrie puisse fournir des quantités énormes de machines, les puits de pétrole produire les millions de tonnes de pétrole qui devraient alimenter les tracteurs, les campagnes s'électrifier, de nouvelles routes se construire et enfin, et surtout, que des millions de paysans puissent apprendre à se servir des machines et à les conduire. Mais les usines et les fabriques qui devaient produire le matériel n'existaient pas. La production de charbon, d'acier, de pétrole et d'autres matières premières était désespérément faible. Et les hommes qui devaient apprendre aux moujiks illettrés à se servir d'un tracteur n'étaient pas là non plus.

1. Durant cette période critique, l'auteur voyageait en Russie et en Ukraine. Il se rappelle un rapport sur la collectivisation qui lui fut donné dans un compartiment de chemin de fer entre Moscou et Kharkov par un colonel de la G. P. U. Le colonel était complètement désespéré par les expériences récentes dans la campagne : « Je suis un vieux Bolchevik, disait-il, prêt à sangloter, j'ai travaillé dans la clandestinité contre le Tsar et ensuite j'ai combattu dans la guerre civile. Ai-je fait tout cela pour en arriver maintenant à entourer des villages de mitrailleuses et à ordonner à mes hommes de tirer aveuglément sur des foules de paysans, oh ! non, non. »

2. J. Staline, *Le Léninisme*, vol. II, p. 344.

3. J. Staline, *Problèmes du Léninisme*, p. 480.

Toute l'expérience semblait être une folie prodigieuse dans laquelle toutes les règles de logique et les principes économiques étaient renversés. C'était comme si une nation entière avait soudain abandonné ses maisons et ses huttes qui, aussi vieilles et aussi délabrées qu'elles pussent être, existaient réellement, pour emménager tout entière dans des bâtiments imaginaires, pour lesquels on avait à peine commencé à préparer les échafaudages; comme si cette nation ne s'était mise qu'après cette folle immigration à faire les briques nécessaires à la construction de ses nouvelles habitations et s'était alors seulement aperçue qu'elle n'avait même pas de terre pour fabriquer les briques; et comme si alors cette nation entière affamée, sale, tremblante de froid et décimée par la maladie, avait commencé à chercher fébrilement la paille, les briques, les pierres, les entrepreneurs et les maçons pour pouvoir, en réunissant tout cela, commencer enfin à bâtir des habitations beaucoup plus spacieuses et saines que ne l'étaient les taudis d'autrefois, hâtivement abandonnés. Imaginez que cette nation comptait cent soixante millions d'habitants; et qu'elle était entraînée, poussée, dans cette entreprise surréaliste par un homme ordinaire, prosaïque, plutôt posé, dont l'esprit avait soudain été obsédé par une vision à moitié réelle, à moitié imaginaire, un homme qui s'était donné le rôle de super-juge et de super-architecte, le rôle d'un super-pharaon moderne. Telle apparaissait en gros la scène étrange de la vie russe, pleine de tourments, d'espoirs, pleine de pathétique et de grotesque; et telle était la place que Staline y occupait; la seule différence était que les choses qu'il obligeait les gens à construire n'étaient pas des pyramides inutiles.

Dans son esprit, il ne se considérait pas seulement comme un pharaon, mais comme un nouveau Moïse conduisant une nation élue dans le désert. Car l'esprit de ce dictateur athée était encombré d'images et de symboles bibliques. Parmi les quelques métaphores et images qu'on trouvait çà et là dans ses écrits ennuyeux et monotones, celle de la « marche vers la Terre promise du socialisme » est celle qui revenait peut-être le plus souvent, même au temps où il ne dirigeait que quelques « hommes de comités » de Tiflis ou Bakou. Combien plus réelle devait lui sembler maintenant cette phrase. Malgré les siècles, malgré le caractère national qui le séparaient de Cromwell et ses partisans des puritains, une grande partie de ce que Macaulay avait écrit sur Cromwell et ses hommes aurait pu s'appliquer à Staline :

Ce singulier groupement d'hommes était composé, pour la plus grande partie de républicains zélés. En enchaînant leur pays, ils s'étaient leurrés car ils avaient pensé l'émanciper. Le livre qu'il vénérât le plus leur fournissait un précédent qui revenait souvent sous leurs lèvres. Il était vrai que la nation ignorante et ingrate murmurait contre ses libérateurs. Mais, une autre nation élue avait protesté de la même façon contre le chef qui l'amenait, par de pénibles et mornes sentiers, du lieu de la servitude au pays où coulaient le miel et le lait. Ainsi le chef avait sauvé ses frères malgré eux : et il n'avait pas hésité à faire de terribles exemples parmi ceux qui méprisaient la liberté qu'on leur offrait et qui regrettaient les pots de viande et les idolâtries d'Égypte.

Quand Staline présenta son programme au peuple en lui demandant des efforts et des sacrifices, il ne pouvait pas simplement l'expliquer par des

nécessités économiques immédiates. Il essaya de lui donner un tour plus séduisant. Pour la première fois, il fit alors ouvertement appel à la fois aux sentiments nationalistes et aux sentiments socialistes dans le peuple. La doctrine du socialisme dans un seul pays impliquait déjà, il est vrai, cet appel aux deux sortes de sentiments, mais jusque-là Staline s'était abstenu d'aviver l'orgueil et les ambitions nationalistes. L'hostilité bolchevique envers ces sentiments était encore toute fraîche dans le souvenir des gens et si Staline s'en était départi un peu ouvertement, cela aurait été embarrassant pour lui aussi longtemps qu'il était exposé aux critiques de ses rivaux. Il n'était pas certain non plus que la logique nationaliste était assez cristallisée dans son esprit au cours des années précédentes. Le ton nouveau marqua d'une manière extraordinairement forte un des discours fameux qu'il fit aux directeurs d'entreprises en février 1931. Il argumentait sans fin contre ceux qui plaidaient pour une industrialisation à l'allure plus lente, et donnait les raisons nationales et internationales de sa politique. L'industrialisation était une chose essentielle pour le socialisme; et aux yeux du prolétariat mondial, le gouvernement soviétique avait contracté l'obligation de bâtir le socialisme. Cette obligation internationale, disait-il, il la plaçait encore au-dessus des obligations nationales. Mais il parlait de cet aspect socialiste international du problème de façon si peu enthousiaste qu'on sentait bien que le cœur n'y était pas. Ses paroles ne commençaient à vibrer d'émotion et à se colorer que lorsqu'il en venait aux raisons nationales, purement russes de sa politique :

Non, camarades, ...il ne faut pas ralentir le pas! Au contraire, nous devons le presser autant que nous le pouvons. Cela nous est dicté par les obligations que nous avons envers les ouvriers et les paysans de l'U. R. S. S. Cela nous est dicté par les obligations que nous avons envers la classe ouvrière du monde entier.

Ralentir le pas, ce serait rester en arrière; et ceux qui restent en arrière sont battus. Nous ne voulons pas être battus. Non, nous ne le voulons pas. Dans l'histoire de la vieille... Russie... c'est son retard qui l'a toujours perdue. Elle a été battue par les khans mongols, elle a été battue par les beys turcs, elle a été battue par les seigneurs suédois, elle a été battue par les pans polonais-lithuaniens, elle a été battue par les capitalistes anglo-français, elle a été battue par les barons japonais, elle a été battue par tous, à cause de son retard. Pour son retard militaire, pour son retard culturel, pour son retard politique, pour son retard industriel, pour son retard agricole. Elle a été battue parce qu'il était avantageux de la battre et qu'il n'y avait pas de risques. Vous vous rappelez les paroles du poète d'avant la Révolution : « Tu es pauvre et tu es riche; tu es puissante et tu es faible, Mère Russie. »

Nous avons cinquante ou cent ans de retard sur les pays avancés. Nous devons rattraper ce retard en dix ans. Si nous ne le faisons pas, on nous écrasera.

Au début l'appel de Staline pour l'industrialisation enflamma l'imagination des classes laborieuses urbaines. La jeune génération caressait depuis longtemps le rêve de voir la Russie devenir « une autre Amérique », une Amérique socialiste. Les plans du Dnieprostroy et de Magnitogorsk, et de nombreux autres combinats ultra-modernes, gigantesques, évoquaient à ses yeux les perspectives d'une nouvelle civilisation dans laquelle l'homme soumettrait la machine à sa volonté au lieu de dépendre lui-même de la

machine et de son propriétaire. Beaucoup de jeunes ouvriers, surtout des membres du Komsomol furent volontaires pour aller défricher les terres désertiques lointaines. Ils saluaient avec ferveur la vision du nouveau monde, même s'ils devaient bâtir ce monde avec leurs propres os. Les gens moins idéalistes étaient partisans de l'industrialisation, parce qu'elle mettrait fin au chômage qui avait tourmenté l'ouvrier russe pendant toute la période de la N. E. P.

Ici encore, Staline fut entraîné par la force du mouvement au point de se dépenser comme ne l'aurait fait aucun administrateur économique expérimenté. Mais, aussi bizarre que cela puisse paraître, Staline était encore absolument inexpérimenté en matière économique. Il n'avait pas étudié l'économie, bien que les perspectives marxistes lui en eussent plus appris à ce sujet que n'en connaissaient les politiciens moyens du temps de Lénine, son rôle dans l'élaboration de la politique économique avait été aussi insignifiant que son rôle dans l'administration politique était grand. De plus, à cette époque, les conditions économiques en Russie étaient si arriérées et si primitives qu'il n'y avait pas de place pour des décisions réellement complexes. Plus tard, il consacra toutes ses forces à prendre en main l'équipe dirigeante bolchevique et à la dresser contre ses rivaux; il n'avait guère ni l'occasion ni le temps de s'occuper d'autre chose que de la direction générale des affaires politiques. Il lança ainsi une révolution industrielle sans réaliser au juste jusqu'à quelles limites les ressources nationales et l'endurance du peuple pouvaient être tendues sans provoquer des effets désastreux. Toute son expérience lui avait donné une confiance excessive dans le pouvoir d'une administration étroitement unie et impitoyable. Ne s'était-il pas débarrassé de ses rivaux autrefois si puissants, simplement parce qu'il avait pu utiliser cette puissance contre eux? N'avait-il pas été capable de dompter un parti, autrefois si indiscipliné et de le réduire à une organisation d'hommes effrayés et humbles toujours prêts à lui obéir? Pourquoi ne pourrait-il donc faire ce qu'il voudrait des masses de moujiks dispersées et désorganisées? Pourquoi ne pourrait-il obliger les directeurs de l'industrie à produire les quantités de charbon, d'acier, de machines fixées par le plan? L'essentiel était de les soumettre à une pression constante et implacable de lui-même et du Bureau Politique. Il n'eut pas son égal pour exercer cette pression sur ses subordonnés et leur faire communiquer celle-ci à tous les échelons de l'administration. Il fut le maître séducteur de toute la société.

Quand il se rendit enfin compte des résultats de la folle entreprise dans les campagnes, il voulut apaiser les paysans et esquiver la réprobation. Le 2 mars 1930, il essaya de faire d'une pierre deux coups par une déclaration sur « le vertige du succès ¹ ». Il rendit les fonctionnaires zélés responsables de ce qui était arrivé. Il admit que la moitié des exploitations agricoles avaient déjà été collectivisées; que dans de nombreux cas on avait employé la force; et que quelques-unes des fermes collectives n'étaient pas viables. Trois mois avant, alors qu'il engageait les agents ruraux du

¹ 1. La déclaration sur « le vertige du succès » semblait faire appel à la croyance populaire fort répandue au « bon » souverain et à ses « mauvais » conseillers. Cet appel fut-il efficace? C'est une autre question. Voici quel fut à peu près le commentaire d'un vieux paysan ukrainien questionné par l'auteur : « Les choses allaient très mal dans notre ferme collective, mais cela va mieux depuis que Staline s'est remis de son vertige du succès. »

Parti à ne plus laisser aux paysans le temps de « réfléchir » au collectivisme « sur leurs propres terres », il avait donné lui-même sans équivoque le dernier signal de la collectivisation forcée. Il laissait entendre maintenant que ses instructions avaient été mal comprises : « Les fermes collectives ne peuvent être construites de force. Faire cela serait stupide et réactionnaire... » Il s'en prit aux « opportunistes », aux « imbéciles », à la « gauche tapageuse », aux « philistins timides », aux « déformateurs », et il demanda que l'on arrêât ces excès. Cette apparition dans le rôle de protecteur du moujik prit le Bureau Politique et le Comité Central au dépourvu. Il ne les avait pas consultés. Il avait fait appel aux paysans sans consulter les hommes qui n'avaient été que ses complices et il en faisait maintenant les principaux coupables. Le Comité Central lui-même, pourtant bien humble, protesta de se voir accusé d'avoir provoqué la colère populaire. Staline fit alors une autre déclaration, disant que son appel en faveur d'un arrêt de la violence ne représentait pas son point de vue personnel, mais celui de tout le Comité Central ¹.

Quelle qu'ait été la vérité, il freina énergiquement le mouvement de collectivisation. Durant les trois années qui suivirent, dix pour cent seulement de l'ensemble des exploitations furent encore mises en commun, si bien qu'à la fin du plan quinquennal les six dixièmes de l'ensemble des propriétés étaient collectivisés. Le caractère de la ferme collective fut changé, lui aussi. Au début, presque tous les biens des fermiers furent déclarés propriété collective; et les membres des fermes collectives ne devaient recevoir qu'un salaire d'ouvrier. Au début et au milieu des années 30, toute une série de « réformes stalinienne » firent d'importantes concessions à l'individualisme des paysans. Le *kholkoze* devait être une coopérative (*artel*) et non une commune. Ses membres partageaient les bénéfices de la ferme. Ils avaient le droit de posséder de petits lots de terre, de la volaille et un peu de bétail. Petit à petit, une nouvelle différenciation sociale se développa : il y eut des *kholkozes* riches et des *kholkozes* pauvres et des membres riches et pauvres dans chaque *kholkoze*. Les autorités finirent par favoriser les *kholkozes* riches.

Staline ordonna la liquidation de la plupart des fermes d'Etat (*sovkhozes*) et fit aux fermes collectives un don de plus de dix millions d'hectares de terres des *sovkhozes* ². Ainsi fut créé un équilibre nouveau, sinon très stable, entre les intérêts privés et collectifs, qui permit au gouvernement de collectiviser plus lentement qu'au début presque toutes les propriétés sans provoquer de forte résistance. La leçon coûteuse et sanglante de 1929 et 1930 n'avait pas été complètement perdue. A la fin des années 30, la nouvelle structure sociale de la Russie rurale se consolida quelque peu, malgré la fragilité de ses fondations au début de la décennie.

Les hauts et les bas de la révolution industrielle ne furent pas moins violents ni brusques. Souvenons-nous qu'en 1930, Staline demandait que la production de fer et de charbon soit accrue de moitié dans l'année. L'augmentation réelle fut, comme il l'admit lui-même l'année suivante, seulement de six à dix pour cent ³. La marche lente de l'exploitation minière

1. *Ibid.*, p. 329.

2. Professeur F. Kochelev, *Stalinskii Ustav-Osnovnoi Zakon Kolkhoznnoi Zhizni* p. 28.

3. J. Staline, *Problèmes du Léninisme*, p. 359.

entravait les industries mécaniques et de transformations. Staline poussa avec ténacité au développement de nouvelles et gigantesques mines de charbon et de fer dans l'Oural et en Sibérie, sans se préoccuper des obstacles. « A Magnitogorsk, je fus précipité dans une bataille, écrit un témoin oculaire américain qui participa à ces événements. Je fus envoyé sur le front du fer et de l'acier. Des dizaines de milliers de gens enduraient les pires souffrances pour construire des hauts fourneaux; beaucoup d'entre eux le faisaient volontairement, avec un enthousiasme sans limites, qui me gagna dès le jour de mon arrivée... Je parierais, conclut l'auteur, que la bataille russe de la métallurgie coûta à elle seule plus de vies que la bataille de la Marne¹. »

Si immense qu'ait été le gaspillage de vies humaines, d'énergie et de matériaux, le résultat l'était autant. Il est vrai que le but du premier plan quinquennal n'était pas atteint²; et Staline n'exigea plus jamais de tels efforts de l'industrie, sauf pendant la guerre contre Hitler. Durant le second plan quinquennal, l'accroissement annuel de la production industrielle fut de treize à quatorze pour cent; et ce fut avec ce plan plus modeste, pendant les années 32-37, que les progrès de l'industrialisation furent vraiment consolidés³.

Seul un souverain absolu, maître de ses nerfs et de ses sentiments, pouvait persister dans cette entreprise en présence de tant d'obstacles. On peut à peine comprendre comment Staline a pu afficher un calme aussi imperturbable pendant ces années-là. Derrière ce masque, il devait y avoir de la tension et de l'angoisse. Mais il ne sembla sur le point de défaillir qu'une seule fois. Durant toute l'année 1932, les obstacles et les échecs s'accumulèrent. Staline était maussade. Sa popularité était à son point le plus bas. Il surveillait intensément les vagues de mécontentement qui se soulevaient et battaient les murs du Kremlin. Il ne pouvait manquer de voir des lueurs d'espoir mêlées d'anxiété dans les yeux de ses adversaires vaincus, Boukharine, Rykov, Tomsy, Zinoviev, Kamenev, que seuls retenaient les périls qui menaçaient le bolchevisme sous tous ses aspects et à quelque fraction qu'il appartint. L'ancienne division entre la droite et la gauche du Parti avait presque disparu, faisant place à un besoin commun de changement, qui commençait même à gagner quelques-uns des partisans les plus acharnés de Staline. Des rapports faisant ressortir la nécessité de le déposer circulaient dans son entourage immédiat. Ils étaient signés par Syrtsov et Lominadzé, deux hommes qui l'avaient aidé à battre les trotskystes et les boukhariniens. Syrtsov avait même remplacé Rykov comme ministre de la République Socialiste Soviétique Russe⁴. Un memorandum identique était signé par Rioutine, chef de la propagande, et d'autres. Ces hommes furent accusés de conspiration et emprisonnés. A proprement parler, ils n'avaient pas tramé de complot. Ils demandaient simplement

1. John Scott, *Behind the Urals*, p. 9.

2. Quand Staline fit le bilan du premier plan quinquennal, en janvier 1933, il dit que l'on avait réalisé 93,7 % du plan. Mais ce chiffre était probablement encore exagéré. Voir son livre *Problèmes du Léninisme*, pp. 398-402.

3. *Ibid.*, p. 406.

4. Syrtsov était à la tête du gouvernement de la République russe, distinct du gouvernement de l'U. R. S. S. Ce dernier, depuis la démission de Rykov, avait à sa tête Molotov.

aux membres du Comité Central de démettre Staline, conformément aux statuts et, explicitement, Staline n'avait jamais mis en question le droit statutaire qu'avait le Comité Central de démettre son Secrétaire Général. En Ukraine, aussi, sévissaient le désespoir et l'opposition secrète. L'un des confidents de Staline, Postychev, s'y rendit pour épurer le gouvernement ukrainien qui était pourtant en principe composé de staliniens fervents. L'épuration aboutit au suicide de Skrypnyk, commissaire ukrainien à l'Education et vétéran du bolchevisme.

Pour couronner tous ces événements, la tragédie gagna le foyer même du dictateur. Sa propre femme, Nadjeda Allilouyeva, la fille de l'ouvrier Allilouyev, jusque-là entièrement dévouée à son mari beaucoup plus âgé qu'elle, commença à douter de la sagesse et du bien-fondé de sa politique. Un soir de novembre 1932, Staline et sa femme étaient en visite chez Vorochilov. D'autres membres du Bureau Politique s'y trouvaient également et discutaient de questions politiques. Nadjeda Allilouyeva dit ce qu'elle pensait de la famine et du mécontentement qui régnaient dans le pays et des ravages moraux que la terreur avait exercés sur le Parti. Les nerfs de Staline étaient déjà à bout. En présence de ses amis, il déversa sur sa femme un torrent d'injures grossières. Nadjeda Allilouyeva quitta la maison de Vorochilov. Le soir même, elle se suicida¹.

Les journaux parlèrent de mort soudaine et prématurée, dit l'écrivain français Victor Serge, ancien communiste qui était à cette époque en Russie. Les initiés disaient que la jeune femme souffrait de la famine et de la terreur, à cause même de sa vie confortable au Kremlin, et de voir les portraits du Secrétaire général couvrir tous les bâtiments des places publiques. Elle était en proie à des attaques de mélancolie...

L'homme d'acier, comme il s'était fait appeler était là... face à face avec ce cadavre... Le temps était arrivé où il devait tendre sa démission à ses collègues du Bureau Politique : « Peut-être suis-je devenu vraiment un obstacle à l'unité du Parti. S'il en est ainsi, camarades, je suis prêt à m'effacer. » Les membres du Bureau Politique — cet organisme avait déjà été débarrassé de son aile droite — se regardaient l'un l'autre, gênés. Lequel prendrait sur lui de répondre : « Oui, vieux, c'est cela. Tu devrais partir. Tu n'as rien de mieux à faire. » Lequel? Celui qui dirait cela sans être soutenu par les autres risquerait gros. Personne ne bougea... Molotov dit enfin : « Arrête, arrête, tu as la confiance du Parti... » L'incident était clos².

C'est, semble-t-il, le seul moment où la confiance qu'avait Staline en lui-même faiblit. Quelque temps plus tard, en janvier 1934, après des mois d'un silence obstiné, il parla à nouveau à une session plénière du Comité Central. Son discours, bien que prononcé encore sur un ton d'excuse, montrait qu'il avait repris confiance : « Le Parti a donné un nouvel essor au pays. Nous devons stimuler le pays. Il était de cent ans en retard et menacé d'un danger mortel³... » Il admit tacitement que le premier plan quinquennal n'avait pas été complètement achevé, mais donna l'explication de ce demi-échec, en disant que l'industrie avait dû être reconvertie pour la production de munitions, à cause de la menace de guerre en Extrême

1. A. Barmine, *One who survived*, p. 264.

2. Victor Serge, *Portrait de Staline*, pp. 94-95 (éd. française).

3. J. Staline, *Problèmes du Léninisme*, pp. 404-406.

Orient. C'était au moment de la conquête japonaise de la Mandchourie. Il est douteux que Staline ait pensé que le danger d'une attaque japonaise contre la Russie soit imminent au point de devoir remanier radicalement les plans économiques. Maintenant, en tout cas, juste à la veille de l'avènement d'Hitler au pouvoir, il assurait au pays que le danger était passé et qu'il n'était plus nécessaire de pousser l'industrialisation au même rythme accéléré. La Russie devait s'employer, durant les deux ou trois années à venir, à consolider ses gains et à perfectionner sa technique industrielle.

Quelques jours plus tard, on le trouvait à nouveau sur l'estrade, décrivant les dangers qui menaçaient à la campagne. Il étonna le Parti en disant que les fermes collectives pouvaient devenir plus dangereuses encore pour le régime que les exploitations agricoles privées. Autrefois, les paysans étaient disséminés et lents à réagir; ils étaient incapables de s'organiser au point de vue politique. Depuis la collectivisation, les paysans étaient organisés en corps compacts qui pouvaient soutenir les soviets mais qui pouvaient aussi se tourner contre eux avec plus d'efficacité que ne le pouvaient les cultivateurs indépendants. Pour que le Parti puisse les surveiller étroitement, on établit des sections politiques rurales¹. Parallèlement à ces mesures, une autre tâche extraordinaire fut entreprise. Un an plus tard, Staline annonçait au XVII^e Congrès que deux millions de moujiks qui ne s'étaient jamais servi d'une machine avaient appris à les conduire, que presque autant d'hommes et de femmes avaient été formés pour l'administration des fermes collectives; et que l'on avait envoyé dans les campagnes cent dix mille ingénieurs et agronomes, le nombre d'illettrés était tombé à dix pour cent seulement². Cette soi-disant révolution culturelle avait été, elle aussi, faite avec une hâte fébrile; elle était donc extrêmement superficielle. Mais elle marquait le commencement d'une transformation capitale dans les mœurs et les idées de la nation.

La description du rôle de Staline, dans la seconde révolution, serait incomplète si l'on ne faisait mention de la nouvelle politique sociale qu'il a inspirée plus directement peut-être qu'aucun autre aspect du « grand changement ». C'est dans ce domaine que la lumière et l'ombre de sa politique forment le contraste le plus frappant. À la fin de 1929, il inaugura une nouvelle politique ouvrière, en des termes si obscurs et si vagues que la signification en échappa presque complètement³. Sous la N. E. P., la politique ouvrière était caractérisée par un très haut degré de « laisser faire » : les ouvriers pouvaient choisir leur travail, bien que le chômage rendit cette liberté à demi illusoire; les directeurs pouvaient plus ou moins librement engager ou renvoyer leur personnel. Mais l'industrialisation rapide eut comme conséquence immédiate un sérieux manque de main-d'œuvre et cela signifia la fin du laisser-faire. Ce fut, selon les propres paroles de Staline, la « fin de la spontanéité » sur le marché du travail, le commencement de ce que les pays de langue anglaise devaient appeler plus tard le dirigisme de la main-d'œuvre. Les méthodes de direction furent multiples. Les entreprises industrielles signèrent des contrats avec les fermes collectives, qui obligeaient ces dernières à envoyer un certain

nombre d'hommes et de femmes dans les usines des villes. C'était là la méthode fondamentale. La question reste ouverte de savoir si l'on peut appeler cela « travail forcé ». On usa d'une cruelle contrainte dans la première phase de ce mouvement, en déclarant que les membres des fermes collectives étaient en surnombre et en les renvoyant, si bien qu'ils se trouvèrent dans une situation analogue à celle du chômeur que les nécessités économiques poussent à devenir ouvrier d'usine. Une fois en ville, le paysan « prolétarisé » était libre de changer de travail. Staline visait à constituer par décret la réserve de main-d'œuvre pour l'industrie qu'avait créée dans la plupart des pays la migration chronique et spontanée des paysans appauvris vers les villes.

Le travail forcé, au sens strict du mot, fut imposé aux paysans qui avaient eu recours à la violence en résistant à la collectivisation. Ils furent traités comme des criminels et passibles d'emprisonnement. Ici, l'histoire se livra à une de ses mauvaises plaisanteries. Les réformes pénitentiaires soviétiques des premières années, inspirées par des intentions humanitaires, avaient fait de l'emprisonnement des criminels un moyen de les rééduquer, non de les punir. Elles prévoyaient l'emploi des criminels à des travaux utiles. Les criminels devaient être protégés par les syndicats; et leur travail devait être rémunéré aux tarifs syndicaux. Au fur et à mesure qu'augmenta le nombre des paysans rebelles, on organisa des camps de travail gigantesques et on leur fit creuser des canaux, construire des voies ferrées, abattre du bois, etc. Au milieu de la famine et de la misère qui régnaient au début des années 30, on méprisa les clauses qui prévoyaient leur protection. La « rééducation » dégénéra en travail forcé, terriblement coûteux en vies humaines, ce fut la marque la plus noire de la seconde révolution.

Lorsque Staline déclara qu'en Russie soviétique « le travail, de fardeau pénible et déshonorant qu'il était, avait été transformé... en une question de gloire, de vaillance et d'héroïsme », cela résonnait comme une dérision à l'égard des internés des camps de travail. Il n'en était pas de même pour les ouvriers plus favorisés à qui l'industrialisation avait procuré un certain avancement social. Le travail industriel et les capacités techniques jouissaient d'un prestige particulier qui les rendait plus attirants aux yeux de la jeune génération. La presse, le théâtre, le cinéma et la radio portaient aux nues « le héros du front de la production », comme d'autres pays exaltaient leurs soldats ou leurs vedettes de cinéma les plus fameux. Les portes des écoles techniques de tous les degrés furent ouvertes à tous les ouvriers; et ces écoles se multiplièrent avec une rapidité extraordinaire. « Nous-mêmes, disait Staline aux Bolcheviks, devons devenir des experts, des maîtres dans notre domaine¹. » Et « aucune classe dirigeante n'a pu se passer de sa propre intelligentsia² ». Pendant toute la décennie d'après 1930, les rangs de cette intelligentsia s'enflèrent jusqu'au moment où Staline en parla comme d'un groupe social égal ou même supérieur par sa situation, aux classes ouvrière et paysanne, les deux classes fondamentales de la société soviétique. Les qualités culturelles et politiques de la nouvelle intelligentsia étaient très différentes de celles de l'ancienne qui avait allumé la flamme de la révolution et dirigé la république ouvrière et paysanne à

1. J. Staline, *Problèmes du Léninisme*, pp. 431-435.

2. *Ibid.*, p. 484. En fait, le nombre des illettrés était encore très grand.

3. *Ibid.*, pp. 304-305 et 360-361.

1. J. Staline, *Problèmes du Léninisme*, p. 384.

2. *Ibid.*, p. 369.

ses débuts. La nouvelle intelligentsia fut éduquée de telle façon qu'elle rejeta avec mépris tout intérêt politique. Il lui manquait la subtilité intellectuelle et le raffinement esthétique que possédaient ses prédécesseurs. Elle ne s'intéressait que peu ou pas aux affaires mondiales; elle ne réalisait pas vraiment que le sort de la Russie était lié tant soit peu à celui du reste du monde. Elle s'intéressait surtout aux machines et aux découvertes techniques, aux projets hardis pour le développement des provinces arriérées, aux travaux administratifs et à l'art de diriger les entreprises. Mais, même dans ces domaines, elle se montrait si fruste qu'elle était parfois la risée des experts étrangers. A côté de sa grossièreté, elle montrait un vif désir d'apprendre, un esprit sagace et réceptif, caractéristiques des pionniers. Ce fut vraiment la génération des pionniers de Staline.

En même temps, la vieille intelligentsia perdait de son prestige. Staline se méfiait de son esprit critique et des tendances cosmopolites ou internationalistes d'un grand nombre de ses membres. Les vieux techniciens et administrateurs considéraient ses projets avec un froid scepticisme et même une hostilité ouverte. Quelques-uns persistèrent dans leur attitude défaitiste qui les conduisit à gêner ou même à saboter les plans économiques. Au début, Staline s'était montré envers les techniciens et les administrateurs de la vieille génération plein de ce respect exagéré dont font souvent preuve les plébéiens récemment arrivés au pouvoir. Puis, au fur et à mesure qu'augmenta la confiance qu'il avait en lui-même et qu'il se heurta aux économistes et aux administrateurs trop attachés à des routines immuables ou trop modérés et réalistes pour marcher au même pas que la révolution industrielle, l'attitude respectueuse changea du tout au tout. Il les méprisa et les humilia. Prenant prétexte de la malveillance ou des crimes de quelques-uns d'entre eux, il les soupçonna tous. Quelques procès exemplaires de « naufrageurs » et de « saboteurs », au cours desquels des savants et des académiciens comme le professeur Ramzine et ses collaborateurs furent mis au banc des prévenus, suffirent pour que les ouvriers et les contre-maîtres perdent toute considération pour les directeurs et les techniciens. Les résultats furent désastreux pour l'industrie. En outre, la formation de la nouvelle intelligentsia dépendait de la coopération volontaire de l'ancienne. A la fin, Staline dut lui-même protéger les membres de cette dernière. Ses discours étaient pleins de contradictions qui reflétaient ses progrès, ses phobies et ses hésitations et les essais qu'il fit tardivement pour rétablir la situation.

Peut-être que l'aspect le plus important de sa politique sociale a été sa lutte contre les tendances égalitaires. Il insista sur la nécessité d'instaurer une échelle hautement différenciée de récompenses matérielles pour le travail, afin d'encourager l'habileté et la compétence¹. Il prétendait que les marxistes n'étaient pas des niveleurs, au sens admis de ce mot; et pour cela il s'appuyait sur la thèse bien connue de Marx selon laquelle, même

1. Staline inaugura cette politique dans son fameux discours « sur les six conditions de l'industrialisation » (23 juin 1934). Après quoi, il l'affirma énergiquement dans chacun de ses discours. Au XVII^e Congrès de 1934, il s'éleva contre l'égalisation des salaires et traitements comme « étant une absurdité réactionnaire, petite-bourgeoise, digne d'une secte primitive d'ascètes, mais pas d'une société socialiste organisée selon des principes marxistes. Seuls, les imbéciles de la gauche idéalisent le pauvre en voyant en lui le rempart éternel du bolchevisme ». (*Problèmes du Léninisme*, p. 502.)

dans une société sans classe, les ouvriers seraient d'abord payés selon leur travail et non selon leurs besoins. Néanmoins, un fort courant d'égalitarisme avait traversé le bolchevisme. Au temps de Lénine, par exemple, le revenu maximum que pouvaient gagner les membres du Parti dirigeant, même ceux occupant les plus hautes positions, était égal au salaire d'un ouvrier qualifié. On ne peut guère nier que les nécessités de l'industrialisation s'opposaient aux normes « ascétiques » de vie et que l'acquisition de l'habileté industrielle était gênée par le manque d'encouragements matériels aux techniciens, administrateurs et ouvriers. Mais il est aussi vrai que, pendant toutes les années 30, la différenciation des salaires fut poussée à l'extrême, ce qui était incompatible avec l'esprit, sinon avec la lettre du marxisme. Il s'établit d'énormes différences entre la grande masse des ouvriers non qualifiés qui ne gagnaient pas assez d'une part, et « l'aristocratie ouvrière » et la bureaucratie privilégiée d'autre part; on peut dire que ces différences ont entravé le progrès culturel et industriel de la nation en général, autant que l'avait fait précédemment la tendance rigide à l'égalitarisme.

Ce fut surtout à cause de la politique sociale de Staline que ses adversaires, et surtout Trotsky qui était en exil, déclarèrent qu'il était le chef d'une nouvelle caste privilégiée. Il avait développé l'inégalité des revenus avec une grande résolution. Il avait pris une décision à ce sujet longtemps avant le « grand changement ». Dès 1925, il avait averti le XIV^e Congrès d'une manière énigmatique : « Il ne faut pas jouer avec l'idée d'égalité. Car c'est jouer avec le feu¹. » Plus tard, il s'en prit aux « niveleurs » avec tant de rancœur et de méchanceté qu'on pouvait penser que, ce faisant, il défendait l'aspect essentiel et le plus vulnérable de sa politique. Il était sensible à ce point parce que les groupes de privilégiés, les dirigeants à hauts traitements commençaient à devenir les piliers du régime stalinien. Ils y avaient des droits acquis. Staline, lui-même, se rendait compte que sa position était d'autant plus sûre qu'elle s'appuyait plus solidement sur une hiérarchie fixe d'intérêts et d'influences. Cette politique si vulnérable que parce qu'aucune autre entreprise n'est plus difficile et plus risquée d'établir une nouvelle hiérarchie dans un pays qui vient d'être bouleversé par une révolution sociale. La révolution éveille les désirs d'égalité qui sommeillaient dans le peuple. Le moment le plus critique de son développement est celui où les chefs réalisent qu'ils ne peuvent satisfaire ce besoin et commencent à l'étouffer². Ils font ce que quelques-uns de leurs adversaires nomment une trahison de la révolution. Mais leur conscience est si inquiète et leurs nerfs si tendus, à cause de l'ambiguïté de leur rôle, que leurs pires colères se reportent sur les victimes de cette « trahison ». De là, l'extraordinaire véhémence avec laquelle un Cromwell, un Robespierre ou un Staline ont frappé les « niveleurs » de leur époque.

Ce ne fut qu'à la fin des années 30 que la deuxième révolution commença à porter ses fruits. Vers la fin de la décennie, la puissance industrielle de la

1. J. Staline, *Sotchinienya*, vol. VII, p. 376.

2. « La base du régime bureaucratique est la pauvreté de la société en produits de consommation, ce qui aboutit à la lutte de chacun contre tous. Quand il y a assez de marchandises dans un magasin les acheteurs peuvent venir quand ils le veulent, quand il y a peu de marchandises, les clients doivent faire queue. Quand

Russie rattrapa celle de l'Allemagne. Son rendement et sa faculté d'organisation étaient encore incomparablement inférieurs. Il en était de même pour le niveau de vie de son peuple. Mais la production totale de ses mines, de ses industries de base, et de ses usines atteignait le niveau que la plus capable et la plus disciplinée de toutes les nations continentales, avec l'aide de capitaux étrangers, n'avait atteint qu'après trois quarts de siècle d'industrialisation intensive. Les autres nations continentales, qu'enviait la Russie quelques années plus tôt seulement, étaient maintenant loin derrière¹. La révolution industrielle s'étendit de la Russie centrale et orientale aux lointains déserts de l'Asie soviétique. La collectivisation agricole commençait, elle aussi, à donner des résultats positifs. Vers la fin de la décennie, les récoltes de grain dépassaient de trente ou quarante millions de tonnes celles qui avaient été obtenues par les exploitations agricoles individuelles. L'industrie pouvait enfin fournir des tracteurs, des moissonneuses et d'autres machines, en quantités telles que l'exploitation agricole soviétique atteignit le plus haut degré de mécanisation. Le monde extérieur réalisait plus ou moins ce grand changement et le revirement qu'il impliquait dans l'équilibre international. Les échecs spectaculaires du plan quinquennal avaient amené les observateurs étrangers à considérer avec scepticisme ceux des deuxième et troisième. La macabre série des jugements d'« épuration » laissait à penser que le pays était faible au point de vue économique et politique; il y avait sans aucun doute des éléments de faiblesse, et ceux-ci étaient encore plus graves qu'il y peut paraître rétrospectivement, quand on les considère à la fin des années 40. Mais les éléments de force étaient aussi incomparablement plus grands qu'on ne le pensait.

Le résultat était remarquable, même si on le mesure à l'aune des aspirations nationales russes. A une échelle différente, il avait posé les fondations de la nouvelle puissance de la Russie, tout comme l'Acte de Navigation de Cromwell avait, autrefois, été la base de la suprématie navale britannique. Ceux qui considéraient que la prospérité d'un pays dépend de son ambition nationale et de son prestige, ne peuvent qu'accorder à Staline la première place parmi les dirigeants qui, à travers les âges, s'employèrent à développer la puissance de la Russie. Mus par de telles considérations, de nombreux

les queues sont très longues il faut envoyer un agent de police pour maintenir l'ordre. Tel est le point de départ de la bureaucratie soviétique. Elle « décide » qui doit obtenir quelque chose et qui doit attendre. » (L. Trotsky, *La Révolution trahie*, p. 110).

1. Une description détaillée des résultats de l'économie planifiée ne peut guère trouver place dans la biographie de Staline. On ne peut en donner ici qu'un bref aperçu dans lequel on compare la force de l'industrie russe en 1928-1929 à celle de 1937-1938, c'est-à-dire vers la fin du deuxième et le début du troisième plan quinquennal. Au cours de cette décennie, la production d'électricité annuelle passa de 6 à 40 milliards de kilowatts-heure, celle de charbon de 30 à 133 millions de tonnes, celle du pétrole de 11 à 32 millions de tonnes, celle de l'acier de 4 à 18 millions de tonnes, celle d'automobiles de 14.000 à 211.000. La valeur de la production annuelle de machines-outils passa de 3 à 33 milliards de roubles (en « prix stable »). (En 1941, la production totale de l'industrie mécanique soviétique était cinquante fois plus forte qu'en 1913.) Entre 1928 et 1937, le nombre d'ouvriers et d'employés passa de 11 millions 1/2 à 27 millions. Avant la révolution, le nombre de docteurs était de 20.000; il était de 105.000 en 1937. Le nombre de lits d'hôpitaux passa de 175.000 à 618.000. En 1914, 8 millions fréquentaient l'école, en 1928, 12 millions, et en 1938 31 millions 1/2. En 1913, les universités comptaient 112.000 étudiants, 620.000 en 1939. Avant la révolution, les bibliothèques publiques comptaient 640 livres par 10.000 habitants; 8.610 en 1939. (*Strany Mira*, Statistiques de 1946.)

Russes blancs émigrés commençaient eux-mêmes à saluer en la personne de Staline un héros national. Mais la signification de la deuxième révolution ne résidait pas seulement et même pas surtout dans ce qu'elle voulait dire pour la Russie. Du point de vue mondial, elle revêtait l'importance d'une première expérience vraiment gigantesque d'économie planifiée; c'était la première fois qu'un gouvernement entreprenait de planifier et de régler toute la vie économique du pays et de diriger ses ressources industrielles nationalisées en vue d'un accroissement exceptionnellement rapide de la richesse de la nation. Il est vrai que Staline n'a pas été le promoteur de cette idée. Il a tant emprunté aux penseurs et aux économistes marxistes, y compris ses rivaux, qu'on aurait souvent pu l'accuser de plagiat. Il a été néanmoins le premier à mettre l'idée en pratique. Il est également vrai qu'un début d'économie planifiée avait été tenté par le gouvernement et l'état-major allemand pendant la première guerre mondiale, et que Lénine s'était souvent référé à ce précédent comme à un exemple pour de futures expériences¹. Il y avait pourtant quelque chose de nouveau dans la théorie de Staline, et c'est qu'il en avait fait non seulement une expérience du temps de guerre, mais une caractéristique normale de la vie économique en temps de paix. Jusque-là, les gouvernements n'avaient fait de plans que pour les nécessités de guerre. Sous les plans quinquennaux de Staline aussi, on produisait des canons, des tanks et des avions à profusion, mais le principal mérite de ces plans n'a pas été de permettre à la Russie de s'armer, mais de lui avoir permis de moderniser et de transformer sa société.

Nous avons vu les folies et les cruautés qui suivirent le « grand changement » stalinien. Elles rappelaient inévitablement celles de la révolution industrielle en Angleterre, telles que Karl Marx les a décrites dans son livre *Le Capital*. Les analogies sont aussi nombreuses que frappantes. Dans le dernier chapitre du premier volume de son œuvre, Marx décrit « l'accumulation primitive » du capital (ou « l'accumulation préalable » comme l'a appelée Adam Smith), avec les procédés primitifs violents, au moyen desquels une classe sociale accumula entre ses mains les moyens de production, alors que d'autres classes étaient dépouillées de leurs terres et de leurs moyens d'existence et réduites à la condition de salariés. Le processus qui, dans les années 30, se déroula en Russie, pourrait être appelé « l'accumulation primitive » du socialisme dans un seul pays. Marx décrit les « enclosures » et les défrichements aux moyens desquels les propriétaires et les industriels britanniques exproprièrent les petits fermiers, la « classe des paysans indépendants »². On trouve dans la loi soviétique un parallèle à ces « enclosures ». C'est une loi à laquelle Staline fit allusion lors du XVI^e Congrès, qui permettait aux fermes collectives de clôturer ou d'« arrondir » leurs terres de façon qu'elles forment une surface continue. De cette manière, les fermiers individuels étaient obligés ou bien de se joindre aux fermes collectives, ou bien d'être pratiquement expropriés³. Marx rappelle

1. *The Essentials of Lenin*, vol. II, pp. 90-93, 104.

2. Karl Marx, *Le Capital*, vol. I, pp. 740-766.

3. Cette loi fut promulguée en janvier 1930 (J. Staline, *op. cit.*, vol. II, p. 343. K. Marx, *op. cit.*, p. 766) : « Ainsi les agriculteurs furent-ils au début forcés de quitter leur sol, expulsés de leurs maisons, devinrent-ils des vagabonds et furent ensuite malmenés et torturés par des lois grotesques. »

la « discipline sanglante » qui transforma les paysans libres d'Angleterre en ouvriers agricoles, « les agissements honteux de l'Etat qui se servait de la police pour accélérer l'accumulation du capital en augmentant le degré d'exploitation de l'ouvrier ¹ ». Ces mots pourraient s'appliquer à un grand nombre des méthodes instaurées par Staline. Marx termine son tableau de la révolution industrielle anglaise en disant que « le capital entre (dans le monde) couvert des pieds à la tête de sang et de boue, et qu'il en laisse échapper par tous ses pores ». C'est ainsi que fit aussi son entrée dans le monde le socialisme dans un seul pays.

Malgré « ce sang et cette boue », la révolution industrielle anglaise — Marx ne le contesta point — marquait un réel progrès dans l'histoire de l'humanité. Elle ouvrit une nouvelle époque de civilisation non dépourvue d'espérances. La révolution industrielle de Staline peut prétendre au même mérite. On lui reproche d'avoir commis des cruautés que l'on pouvait excuser dans les siècles anciens de l'histoire, mais impardonnables dans ce siècle. C'est un argument valable, mais jusqu'à un certain point seulement. La Russie avait été retardée dans son développement historique. En Angleterre, le servage avait disparu à la fin du xiv^e siècle. Les parents de Staline étaient encore des serfs. Selon les normes de l'histoire britannique, les xiv^e et xx^e siècles se sont dans un certain sens rencontrés dans la Russie contemporaine. Ils se sont rencontrés en la personne de Staline. L'historien ne peut être vraiment surpris lorsqu'il trouve en lui des caractères généralement propres aux tyrans d'autrefois. Toutefois, Staline put proclamer que, même dans la phase la plus irrationnelle et la plus convulsive de la révolution industrielle, son système était exempt de la pire et plus cruelle sottise dont étaient affligés les pays avancés de l'Ouest : « Les capitalistes, tels furent les mots qu'il prononça pendant la grande répression, considèrent qu'il est tout à fait normal en période de crise de détruire le « surplus » de denrées et de brûler « l'excédent » des produits agricoles, afin de maintenir des prix élevés et de s'assurer de forts bénéfices, alors qu'ici en U. R. S. S., ceux qui se rendraient coupables de tels crimes seraient envoyés dans un asile d'aliénés. »

Il est aisé de voir combien Staline s'était éloigné de ce qui avait été jusqu'ici le grand courant de la pensée socialiste et marxiste. Ce que son socialisme avait de commun avec la nouvelle société, telle que l'avait imaginée les socialistes de presque toutes les tendances, c'était « la propriété publique des moyens de production et la planification ». Il en différait à cause de la dégradation à laquelle il soumettait certaines couches de la communauté et à cause aussi de la recrudescence d'inégalités sociales manifestes au milieu d'une pauvreté que la révolution avait héritée du passé. Mais la principale divergence entre le stalinisme et le socialisme traditionnel résidait dans leur attitude respective envers le rôle que devait jouer la force dans la transformation de la société.

Le marxisme était pour ainsi dire le descendant illégitime et rebelle du libéralisme du xix^e siècle. Farouchement opposé à son parent, il avait avec lui de nombreux traits communs. Les prophètes du *laissez-faire* avaient désapprouvé la force politique, prétendu qu'elle ne pouvait jouer aucun

rôle progressif dans la vie sociale. En opposition au libéralisme, les marxistes insistaient sur les exemples et les situations historiques dans lesquels — comme pendant la Révolution anglaise et la Révolution française, la guerre d'indépendance américaine et la guerre civile américaine — la force avait contribué au progrès des nations et des classes. Mais ils prétendaient aussi que les limites dans lesquelles la force politique pouvait changer l'avenir de la société étaient restreintes. Ils prétendaient que la prospérité des peuples dépendait tout d'abord de processus économiques et sociaux fondamentaux; et que, comparée à ces derniers, la force ne pouvait jouer qu'un rôle secondaire. Aussi différents l'un de l'autre que fussent les idéaux marxiste et libéral de la société, les deux tendances partageaient, à des degrés différents, l'optimisme quant à l'avenir de la civilisation moderne qui fut si propre au xix^e siècle. Chacune de ces tendances pensait que le progrès de la société moderne tendait plus ou moins spontanément à atteindre cet idéal. Marx et Engels exprimèrent leur point de vue commun dans cette phrase célèbre : la violence est l'accoucheuse de toute vieille société qui va accoucher d'une nouvelle. L'accoucheuse ne fait qu'aider le bébé à quitter le ventre de sa mère quand le moment est venu. Elle ne peut faire plus. Le point de vue de Staline sur le rôle de la violence politique, que reflétaient ses actes plus que ses paroles, exprime l'atmosphère de totalitarisme du xx^e siècle. Staline aurait pu paraphraser le vieil aphorisme marxiste : la violence n'est plus l'accoucheuse, mais la mère de la nouvelle société.

1. Karl Marx, *op. cit.*, p. 761.

CHAPITRE IX

LES DIEUX ONT SOIF

Introduction : bolchevisme et jacobinisme. — Staline surveille les activités de Trotsky à l'étranger. L'influence de Trotsky en Russie. — Deux générations d'opposants bolcheviques. — Staline hésite entre la répression et les mesures libérales (1934). — L'assassinat de Kirov (décembre 1934) et fin de la période quasi libérale. — Les nouvelles abjurations de Zinoviev et Kamenev. — Staline délègue Jdanov pour « épurer » Léninegrad. — Boukharine et Radek, principaux auteurs de la « constitution stalinienne de 1936 ». — Digression sur le Grand Inquisiteur de Dostoïevsky et Staline. — Les vues du Bureau Politique. — L'influence littéraire et culturelle de Staline. — Son amitié avec Maxime Gorki. — Les procès « d'épuration » (1936-1938). — Les accusés et les accusations. Pourquoi les accusés firent-ils leurs « confessions » ? — Le réglage des procès. — La conspiration de Toukhatchevsky. — Staline promulgue la nouvelle constitution (novembre 1936). — La fin des épurations, au début de 1939, et leurs conséquences. — L'assassinat de Trotsky (Mexique, août 1940).

Vers 1934-1935, commence le chapitre le plus obscur de la carrière de Staline, la série des procès « d'épuration », par lesquels il anéantit presque tout entière la Vieille Garde du bolchevisme. On a souvent comparé cette période à la dernière phase de la révolution jacobine — le régime de la guillotine — en France. A bien des égards, la similitude a été vraiment si grande que quelques-uns des principaux acteurs du drame, aussi bien que de nombreux étrangers, furent tentés de négliger les différences. Dans le « règne de terreur » de Staline, comme dans celui de Robespierre, on trouve le même caractère macabre, les mêmes nuances sombres de cruauté absurde, la même horreur mythologique que ne cesse d'évoquer le spectacle d'une révolution dévorant ses propres enfants. Jusqu'à un certain point, le cours des événements lui-même a été identique. Robespierre battit d'abord la gauche jacobine que dirigeaient Hébert et Clootz, et il le fit avec l'aide de la droite jacobine qui avait à sa tête Danton. Puis il anéantit également Danton et ses associés, et assura pour une courte période à son groupe jacobin du centre un pouvoir incontestable. Nous avons vu que Staline avait été le chef d'un groupe bolchevique du centre. Nous l'avons vu, aidé tout d'abord par les Bolcheviks de droite, anéantir la gauche puis diriger ses coups contre la droite. Nous l'avons vu enfin devenir le chef triomphant du seul groupe au pouvoir.

Mais les différences ne sont pas moins frappantes. Le massacre mutuel des chefs jacobins eut lieu au début de la révolution. Les intervalles qui séparèrent les différentes phases de la révolution, ses hauts et ses bas, furent extrêmement courts; et tous ses mouvements semblaient être provoqués par la même passion aveugle mais toujours renaissante. Au début de 1793, les Montagnards et les Girondins semblaient unis contre le roi. Dix mois plus tard, le 30 octobre, les chefs girondins montaient sur l'échafaud. Puis vint la fête de la Raison, l'apogée du jacobinisme. A peine cinq mois plus tard, en mars 1794, les chefs de la gauche jacobine étaient décapités. Moins de deux semaines plus tard, le bourreau montrait à la foule des Parisiens l'énorme tête de Danton. La dictature complète de Robespierre dura moins de quatre mois, jusqu'au 27 juillet (9 thermidor) 1794. En face du cours spontané, frénétique des événements, la raison humaine, la discipline et tous les instincts de conservation semblaient impuissants. Les chefs et leurs partisans, les groupes et les individus, tous semblaient remplir leur fonction historique, qui consistait à anéantir la France féodale, et s'épuisaient, victimes du même délire.

Les événements apparaissent sous un jour tout différent dans la Révolution russe. Le régime bolchevique arrivait à la fin de la seconde décennie sans montrer des signes de folie semblable à celle qui avait atteint les Jacobins. Il est certain que la terreur régna pendant la guerre civile, de 1918 à 1921. Mais cette terreur était encore une mesure de guerre utilisée pour combattre la contre-révolution armée et militante. La nature de cette guerre définissait ses méthodes et ses objectifs. Contrairement aux Jacobins, les Bolcheviks n'exécuteront pas leurs « Girondins ». Les porte-parole les plus éminents du menchevisme, Martov, Dan, Abramovitch, ou bien purent quitter la Russie, ou bien s'exilèrent lorsque leur parti fut banni. Une poignée de ceux qui restèrent derrière furent emprisonnés, mais la plupart des Mencheviks, acceptant la défaite, servirent loyalement dans l'administration soviétique et même dans les rangs des Bolcheviks dirigeants.

Il semblait donc naturel de s'attendre à ce que la « Montagne » russe, qui avait épargné la vie des Girondins, ne se vautrât pas dans le sang de ses propres chefs. Au début des années 1930, le bruit courait encore parmi les Bolcheviks qu'au commencement de la lutte, leurs chefs avaient fait le vœu secret et solennel de ne jamais se servir de la guillotine pour exécuter l'un d'entre eux. Que ceci fût vrai ou non, il est certain que Staline médita sur l'horrible précédent français, et que ceci l'empêcha pendant quelques années de recourir aux moyens de répression les plus énergiques. Il le dit plus d'une fois. C'est de cette façon, par exemple, qu'il s'opposa aux demandes de représailles contre Trotsky formulées par Zinoviev et Kamenev : « Nous n'avons pas été d'accord avec Zinoviev et Kamenev, parce que nous savions qu'une politique d'exécutions est grosse de dangers... La méthode qui consiste à couper des têtes et à faire couler du sang — et ils voulaient du sang — est dangereuse et contagieuse. Vous coupez une tête aujourd'hui, une autre demain, encore une troisième le surlendemain. Que restera-t-il en fin de compte du Parti ? » La révolution du xx^e siècle, semblait-il dire, peut chasser ses enfants, mais elle n'a pas besoin de les

dévorer. En 1929, il se décida à exiler Trotsky de Russie. On pouvait encore à peine concevoir que Trotsky pût être emprisonné, à plus forte raison exécuté. Ce ne fut que plusieurs années après, lorsque la lave de la révolution parut s'être complètement refroidie, qu'une nouvelle éruption de terreur se produisit. Ce fait, autant que les confessions et que les auto-accusations des rivaux de Staline, en contraste frappant avec l'attitude fière et provocante de la plupart des leaders jacobins qui s'assirent au banc des prévenus, rendit les procès d'épuration staliniens encore plus déroutants que les « amalgames » de Robespierre.

La Révolution française était tout entière spontanée. Ses partis et ses fractions naissaient dans le cours du soulèvement. Ils n'avaient pas de programmes déterminés ni d'idées nettement définies. Ils étaient partie intégrante de la grande vague révolutionnaire; leur politique et leurs mots d'ordre en surgissaient du mouvement lorsqu'il passait d'une phase à une autre. La force des Jacobins résidait dans le fait qu'ils étaient résolus à anéantir la structure féodale de la France; leur faiblesse dans le fait qu'ils étaient absolument incapables de donner à la société française une organisation nouvelle positive quelle qu'elle soit: Robespierre offrait à la France une utopique égalité sociale fondée sur la petite propriété, alors que la France ne se préparait qu'à passer de l'inégalité féodale à l'inégalité bourgeoise. Il s'efforça de transformer toute la France en une vertueuse communauté de classes moyennes inférieures; et il envoya à la mort ses adversaires bourgeois et semi-prolétaires. La France, s'échappant du lit de Procuste où il essayait de la maintenir de force, se débarrassa du dictateur utopiste qui l'avait libérée de ses chaînes féodales, de manière à assurer son relèvement et son progrès dans la voie bourgeoise. La stabilité des Jacobins n'était si faible que parce qu'aucune de leurs tendances n'avait la moindre conception réaliste et positive des possibilités et des besoins sociaux de la nation.

La stabilité du bolchevisme était incomparablement plus grande. Loin d'être lui-même partie intégrante du flot révolutionnaire, le Parti de Lénine s'inscrivait dans la révolution comme un organisme étroitement uni, décidé à dominer le mouvement spontané. Les grandes lignes du programme bolchevique s'étaient cristallisées bien avant 1917. Même lorsque le mouvement commença à refluer, le Parti, bien que déchiré par ses luttes intestines, offrait toujours à la nation un programme constructif de développement social. Au cours de près de deux décades, ses méthodes rationnelles l'avaient protégé des impulsions irrationnelles inhérentes à un despotisme d'origine révolutionnaire. Pendant près de deux décades, le bolchevisme résista à la soif des dieux. Mais quand il y succomba, il se trouva dans un état de prostration plus terrible encore que le jacobinisme.

Cette prostration était plus terrible mais moins complète. Contrairement à Robespierre, Staline ne fut pas victime de la guillotine qu'il avait mise en mouvement.

Staline dut être soulagé après avoir expulsé Trotsky de Russie. Même durant son exil sibérien, Trotsky était resté en contact avec ceux de ses partisans qui n'avaient pas « capitulé » et s'il était resté en Russie, au milieu de tous les mécontentements et les tensions du premier plan quinquennal, il pouvait toujours être l'instigateur d'une opposition efficace. Staline obtint

l'accord du gouvernement turc pour que Trotsky fût exilé dans l'île turque de Prinkipo. Il espérait que là, isolé du monde, Trotsky serait réduit à l'inactivité. Mais l'exilé continua le combat avec la seule arme qui lui restait: sa plume. De Prinkipo, il réussit à faire paraître un petit périodique, le *Bulletin de l'Opposition* (*Bulleten Oppozitsii*), consacré à ses commentaires réguliers sur la politique soviétique et communiste. Cette publication, discrète au début, exerça une influence considérable sur les officiels soviétiques qui voyageaient à l'étranger, la lisaient et la rapportaient souvent dans leurs bagages en Russie pour la passer à des amis. Staline lui-même en étudiait soigneusement chaque exemplaire¹. Cette publication était bien informée de ce qui se passait en Russie; et Trotsky n'était pas un critique négligeable. Quelques-uns des actes de Staline peuvent avoir été déterminés par des suggestions qui avaient d'abord été faites dans ce *Bulletin*². A part cela, le *Bulletin* renseignait Staline sur les espoirs et la situation de l'opposition mieux que ne le faisait sa propre police politique.

Il n'était pas porté à prendre à la légère l'influence que Trotsky commença à exercer à l'étranger d'une manière inattendue. Il se souvenait que l'*Iskra* (*Étincelle*) de Lénine, qui n'était pas un journal plus important que le *Bulletin* de Trotsky, avait autrefois « attisé la flamme de la révolution ». Trotsky, il est vrai, prêchait maintenant une réforme et non la révolution. Contrairement aux anciens journaux bolcheviques clandestins, son *Bulletin* n'atteignit probablement jamais les ouvriers en Russie; mais il n'en circulait que plus librement parmi les hauts fonctionnaires et les membres influents du Parti, dont un grand nombre avaient travaillé sous les ordres de Trotsky et lui restaient fidèles. Peu après sa déportation, l'un des chefs de la police politique, Blumkine, lors d'un voyage à l'étranger rendit visite à Trotsky à Prinkipo. Staline était décidé à mettre fin à ces contacts. Blumkine fut exécuté, pour décourager les autres. Il semble que c'est la première fois qu'un sympathisant de l'opposition était condamné à la peine capitale. Un peu plus tard, on priva Trotsky et sa famille de la citoyenneté soviétique. A partir de ce moment, quiconque avait des rapports avec le fondateur de l'Armée Rouge pouvait être accusé d'avoir des contacts avec « un conspirateur étranger ».

Néanmoins, Trotsky continua à exercer de loin une certaine influence, surtout pendant les années critiques de 1932-1933. Au plus fort de la crise, à peu près à l'époque où la femme de Staline se suicida, le *Bulletin* publia un rapport détaillé sur la situation économique qui contenait un grand nombre de données soviétiques que seuls pouvaient se procurer les membres du gouvernement soviétique³. L'article anonyme se terminait ainsi: « Etant donné l'incapacité des dirigeants actuels à sortir de cette impasse économique et politique, on se rend compte de plus en plus qu'il est nécessaire de changer les dirigeants du Parti. » L'auteur du rapport était I. N. Smirnov, le vainqueur de Koltchak, un partisan de Trotsky qui, après avoir « capitulé », avait repris ses fonctions. Trotsky, lui-même, protestant contre sa privation de la nationalité soviétique, rappela à ses anciens collègues le

1. J. Staline, *Problèmes du Léninisme*, p. 507.

2. C'est surtout vrai en ce qui concerne la politique économique de 1932-1933. Voir, par exemple, *Bulleten Oppozitsii*, n° 33, mars 1933.

3. *Ibid.*, n° 31, novembre 1932.

conseil que leur avait donné Lénine dans son testament, celui « d'éloigner Staline ».

L'opposition en Russie s'agita, mais ne bougea pas. Les dirigeants qui étaient revenus de Sibérie et avaient fait leur soumission à Staline ne pouvaient s'empêcher d'être gênés par les mesures qu'il prenait, mais ils ne pouvaient s'y opposer ouvertement. Trotsky lui-même, qui n'épargnait à Staline aucune critique, hésitait lorsqu'il s'agissait de donner une conclusion pratique : « A présent, écrivait-il à l'automne de 1932, le bouleversement de l'équilibre bureaucratique (c'est-à-dire du régime de Staline) en U. R. S. S. profiterait certainement aux forces de la contre-révolution¹. » Cela revenait à conseiller à l'opposition de ne rien faire d'autre qu'une propagande abstraite. A une autre occasion, cependant, il prétendit que « l'avenir très proche montrera que les oppositions de gauche et de droite n'ont été ni mises en déroute ni annihilées et qu'au contraire, elles seules ont une véritable existence politique² ». En 1932, Zinoviev, Kamenev et beaucoup d'autres furent à nouveau exclus du Parti et exilés en Sibérie. « La plus grande erreur politique de ma vie fut d'avoir abandonné Trotsky en 1927 », disait maintenant Zinoviev³. Smirnov, l'auteur des révélations publiées par le *Bulletin* de Trotsky, fut arrêté. De même que Rioutin, chef de la propagande, autour duquel des mécontents avaient commencé à se rassembler, et Ouglanov, secrétaire du Parti à Moscou. Rykov, Tomsy et Boukharine rompirent avec ceux de leurs amis qui avaient recherché un accord avec l'opposition de gauche et une fois de plus renièrent leurs propres idées. Quelques mois plus tard cependant, en mars 1933, Zinoviev et Kamenev furent, après de nouvelles rétractations, autorisés à rentrer d'exil. « Staline, comme le héros de Gogol, rassemble les âmes mortes parce qu'il lui en manque des vivantes », disait Trotsky en parlant des nouvelles « capitulations⁴ ». Mais les déportations, les abjurations répétées servaient les fins de Staline : les déportations terrorisaient l'opposition, les abjurations l'embrouillaient. L'ironie de Trotsky n'était, malgré tout, pas sans fondements. Le mécontentement augmentait dans le Parti. Le nombre des membres exclus en 1933-1935 se chiffrait par centaines de milliers, les exclusions des Kom-somols furent encore plus nombreuses. Ce qui était encore plus important, c'est que le mécontentement commençait à s'exprimer sous de nouvelles formes. Une séparation se faisait entre deux générations de l'opposition, cette scission entre les pères et les fils ressemblait assez aux schismes qui s'étaient produits dans l'intelligentsia russe au XIX^e siècle.

Il y avait longtemps que les anciens de l'opposition avaient été non seulement battus mais spirituellement brisés. L'indomptable Rakovsky lui-même, ancien premier ministre ukrainien et ambassadeur à Londres et à Paris, qui avait résisté en exil et en prison plus longtemps que les autres, capitula et rentra à Moscou en 1934. Comme les autres repentants il avait signé lui aussi une déclaration aussi flatteuse pour Staline qu'accusatrice pour lui-même. Le fonds de toutes ces déclarations était que la politique menée par Staline était la seule correcte et que tout ce que préconisait l'opposition aurait inévitablement conduit au désastre. Les « capitulards »

1. *Bulleten Oppozitsii*, n° 36-37.

2. *Ibid.*, n° 31.

3. *Ibid.*, n° 33.

4. *Ibid.*, n° 35.

n'admettaient pas encore qu'ils s'étaient efforcés de restaurer le capitalisme. Et on ne leur demandait pas non plus de le faire. En s'accusant eux-mêmes ils expliquaient essentiellement que leur politique, si elle avait été adoptée, aurait, en dépit de leurs excellentes intentions, exposé le pays au danger d'une restauration capitaliste.

S'ils consentaient à de telles « autocritiques », ce n'était pas simplement à cause des rudes coups que Staline leur portait. Le fait même qu'ils cédaient prouvait qu'ils étaient politiquement épuisés ou encore qu'ils n'étaient que de mauvais cœurs dans l'opposition. Leur âge suffisait à expliquer cette lassitude : la plupart des « capitulards » avaient derrière eux trente ou quarante ans de lutte incessante, dont la plus grande partie avait été menée dans la clandestinité. Leur indécision augmenta lorsqu'ils réalisèrent que les transformations accomplies par Staline, quelle que soit leur opinion sur ses méthodes, ne pouvaient être annulées sans dommages pour la révolution. Malgré toute l'horreur qu'ils éprouvaient pour ces méthodes, ils réalisaient qu'ils étaient tous, staliniens et antistaliniens, dans le même bateau. Se dégrader eux-mêmes était la rançon qu'ils payaient à son capitaine. Leurs abjurations n'étaient par conséquent ni tout à fait sincères ni tout à fait mensongères. En revenant du lieu de leur exil, ils cultivaient leurs anciens contacts et amitiés politiques mais se gardaient bien d'entreprendre une action directe quelle qu'elle soit contre Staline. Jusqu'en 1935 environ, presque tous restèrent en relations avec les membres de son nouveau Bureau Politique. Quelques-uns des repentants, Boukharine, Rykov, Piatakov, Radek et d'autres furent, soit conseillers personnels de Staline, soit membres du gouvernement. S'ils avaient voulu assassiner Staline ou ses proches associés, ils auraient eu d'innombrables occasions de le faire.

Un des correspondants de Trotsky en Russie décrit de la manière suivante l'état d'esprit dans lequel se trouvaient ces hommes en 1933 : « Ils parlent tous de l'isolement de Staline et de la haine générale contre lui... Mais ils ajoutent souvent : S'il n'y avait pas ce (nous passerons l'épithète énergique qu'ils lui décernent)... tout serait maintenant tombé en morceaux. C'est lui qui maintient l'unité de l'ensemble¹... » Parmi eux, les « pères de l'opposition » grommelaient, soupiraient et exhalaient leurs inquiétudes. Ils continuaient à voir en Staline le Gengis Khan du Bureau Politique, l'Asiate, le second Ivan le Terrible. Les grognements et les qualificatifs étaient immédiatement rapportés à Staline qui avait des oreilles partout. Il connaissait les vrais sentiments de ses adversaires et la valeur de leurs panégyriques publiés. Mais il était certain aussi qu'ils n'exprimeraient pas leur impuissance politique autrement que par des mots.

Les vétérans de l'opposition, il est vrai, se laissaient aller à de vagues espérances quant à l'avenir. Peut-être qu'après le deuxième, peut-être qu'après le troisième plan quinquennal, pensaient-ils, la prospérité et le contentement politique viendraient; peut-être qu'alors les rigueurs du régime de Staline cesseraient d'être nécessaires, voire tolérées. Ils attendaient donc leur heure et freinaient leurs partisans plus jeunes et plus impatientes. Trotsky lui-même, qui fulminait contre les « lâches capitulards » écrivait en mars 1933 : « Dans le Parti, comme à l'extérieur, le slogan « A bas Staline » est de plus en plus répandu, on n'a pas besoin d'en

1. *Bulleten Oppozitsii*, n° 34.

donner ici les raisons. Nous pensons néanmoins que ce slogan est faux. Ce qui est en cause, ce n'est pas la personne de Staline mais sa fraction... Il va sans dire que le régime bonapartiste du chef unique adoré de force par les masses, doit être et sera renversé comme la plus honteuse déformation de l'idée d'un parti révolutionnaire. Mais ce qui nous intéresse, ce n'est pas d'exclure des individus, mais de changer un système. » Trotsky alla jusqu'à offrir sa coopération à Staline contre les dangers de contre-révolution, durant la période critique où le régime serait libéralisé.

L'attitude passive des vétérans ne pouvait satisfaire les éléments mécontents parmi les jeunes. Il était naturel et inévitable que les « fils » essaient de réagir contre l'atmosphère étouffante de la dictature avec plus de violence que les « pères » fatigués. La nouvelle génération ne pouvait certainement pas commencer là où l'ancienne avait abandonné — par des abjurations écœurantes et des humiliations. Elle considérait encore avec quelque respect les « grands anciens » du bolchevisme, espérant les réhabiliter et leur redonner le pouvoir. Non seulement, les « fils » se rendaient compte que les « pères » leur étaient supérieurs par leur éducation et leur expérience politiques, mais ils acceptaient aussi leur principale idée : « Le retour au pur léninisme », quelle qu'en fût la signification. C'est par le choix des moyens à utiliser qu'ils différaient. Les vieux Bolcheviks s'étaient opposés dans leur jeunesse aux assassinats des satrapes tsaristes tels que les pratiquaient les *Narodniks* et les socialistes-révolutionnaires; ils comptaient en tant que marxistes sur le développement d'un mouvement de masse contre le tsarisme. Ils restaient toujours fidèles à cette tradition politique et espéraient qu'un changement dans l'attitude des classes laborieuses, et non une conspiration d'individus agissant derrière le dos du peuple, amènerait une réforme du régime. Les « fils » ne connaissaient pas de telles inhibitions. Ils voyaient que la classe ouvrière industrielle était maintenant surtout composée de paysans sans expérience qu'on venait d'amener de la campagne, dont la conscience politique était très pauvre et dont la capacité d'action était presque nulle. Si la réforme devait s'accomplir au moyen de l'action politique de cette classe ouvrière, le pays était alors condamné à endurer pendant des années la domination de Staline. C'était précisément à cette idée que ne pouvaient se faire les plus ardents parmi les jeunes de l'opposition. A l'école, et dans les cellules du Komsomol, ils avaient appris l'histoire de ces révolutionnaires russes isolés qui, au XIX^e siècle, presque sans aide de la part de la société russe, attaquaient l'autocratie avec des bombes et des revolvers. Le frère de Lénine ne se trouvait-il pas parmi les conspirateurs qui avaient essayé de tuer le tsar Alexandre III? Les livres de lecture entouraient ces martyrs et ces héros d'un halo romantique; et ainsi les ombres sacrées du passé semblaient maintenant confier les bombes et les revolvers aux mains de quelques impatients Komsomols antistaliniens¹.

Parallèlement à cette dissociation dans l'opposition, une nouvelle dissension s'éleva dans le Bureau Politique. Ses membres, quoiqu'ils aient tous été choisis par Staline lui-même et qu'ils se soient engagés à défendre l'état de choses existant, divergeaient sur les moyens et les méthodes.

1. Ce fut pour cette raison que Jdanov demanda plus tard que les livres scolaires cessent de glorifier les terroristes révolutionnaires du XIX^e siècle.

Quelques-uns conseillaient à Staline de donner à son autocratie une nuance plus libérale, alors que d'autres prêchaient la manière forte. Il semble que Kirov, Vorochilov, Roudzoutak et Kalinine aient été « libéraux ». Vorochilov devait compter avec les effets de la collectivisation sur le moral de l'armée. Le commandant en Extrême-Orient, le général Blücher déclara qu'il n'endosserait pas la responsabilité de défendre la frontière extrême-orientale si la collectivisation était mise en vigueur dans les régions frontalières¹. Vorochilov défendit le point de vue de Blücher devant le Bureau Politique et obtint que les fermiers de l'Extrême-Orient soient exemptés de la collectivisation. Kirov qui était venu à Léninegrad pour liquider l'opposition zinovéviste, devint bon gré mal gré un porte-parole de l'indocilité qui régnait dans la ville de Russie la plus européenne et la plus révolutionnaire. Il intercédait auprès de Staline pour que celui-ci montrât quelque indulgence envers l'opposition; et, dans son propre domaine, il fit de son mieux pour refréner la police politique². Roudzoutak, vice-premier ministre et dirigeant des syndicats, usa de son influence dans le même sens. Molotov et Kaganovitch étaient les principaux défenseurs de la manière forte.

Il est hors de doute que tous ces hommes étaient dévoués à Staline. Ils étaient les chefs de sa garde prétorienne. Le public, qui les voyait toujours marcher du même pas que Staline, ne soupçonnait pas cette lutte sourde. Staline lui-même la surveillait avec calme; il n'avait rien à en craindre. Les antagonistes faisaient appel à sa sagesse et attendaient son verdict.

Il soutenait tantôt l'un des groupes tantôt l'autre. Pendant toute l'année 1934, il hésita entre une répression accrue ou des mesures libérales. Au printemps, il ordonna une amnistie partielle en faveur des koulaks rebelles. Mais en juin, il autorisa la mise en vigueur d'un décret qui proclamait que toute famille était collectivement responsable d'un acte de trahison commis par l'un de ses membres. Les gens qui ne dénonçaient pas aux autorités un de leurs parents déloyal étaient susceptibles d'être sévèrement punis. Un mois plus tard, il abolit la Guépéou et la remplaça par le commissariat aux Affaires intérieures. Les pouvoirs de la police politique furent limités; et le procureur général — un ancien avocat menchevique, Andréi Vychinsky, devait bientôt remplir cette fonction — reçut le droit de surveiller ses activités et d'y opposer son veto si elles entraient en conflit avec la loi. Les chefs des oppositions furent autorisés à parler en public et à écrire pour la presse, sans pourtant avoir le droit de critiquer le pouvoir. On espérait fortement d'autres mesures libérales. L'idée d'une réforme constitutionnelle prit corps dans le Bureau Politique et les principaux chefs de l'opposition furent invités à coopérer aux projets d'une nouvelle constitution.

Cette période presque libérale fut soudain interrompue, le 1^{er} décembre 1934, un jeune communiste oppositionnel, Nikolayev, ayant assassiné Serge Kirov à Léninegrad. Staline se précipita à Léninegrad et interrogea personnellement le terroriste pendant des heures. Il constata que l'assassin avait appartenu à un petit groupe de jeunes communistes ulcérés par l'atmosphère oppressante du pays et attirés par les idées de terrorisme révolutionnaire; qu'un tel état d'esprit était fréquent chez les jeunes; et que

1. E. Wollenberg, *L'Armée Rouge*, p. 258.

2. A. Barmine, *One who survived*, pp. 247-248 et 252.

Nikolayev et ses amis se considéraient comme des partisans de Zinoviev, avec lequel, cependant, ils n'avaient pas eu de rapports directs ou indirects. Il s'aperçut probablement aussi que c'était le libéralisme de Kirov qui avait permis aux terroristes de pénétrer dans ses services de l'Institut Smolny, car Kirov s'était opposé à être fortement protégé par la police politique. En tout cas, la police politique avait eu connaissance de la préparation de cet attentat et n'avait rien fait pour l'empêcher. Il en tira cette conclusion que le temps des concessions semi-libérales était passé. Sa victoire sur l'opposition était loin d'avoir été complète¹. Il n'avait réussi qu'à faire passer le mécontentement de la surface dans les profondeurs de la vie politique. Il allait maintenant frapper plus profondément et plus fort.

Les événements suivent désormais un cours familier dans l'histoire de l'autocratie russe. A peu près à chaque génération, au temps des Tsars, il y avait eu lutte entre les gendarmes et les semi-libéraux de l'entourage du Tsar; cela correspondait à la scission dans l'opposition entre les « pères » modérés et les « fils » radicaux. Même dans ses moments de relative douceur, l'autocratie n'avait jamais été assez libérale pour satisfaire l'opposition; elle était juste assez modérée pour permettre aux révolutionnaires de lui porter un coup. Les « pères » modérés essayaient en vain d'imposer à la jeunesse radicale d'attendre patiemment que les Tsars accordent de nouvelles concessions. Tous les attentats révolutionnaires contre l'autocratie avaient eu les mêmes résultats. Dans les cercles dirigeants, les semi-libéraux avaient été vaincus et les gendarmes avaient pris le dessus. Les gendarmes ne s'étaient pas contentés d'anéantir les révolutionnaires. Ils avaient tenu l'opposition modérée pour responsable des actes de la jeunesse radicale. Les libéraux protestaient et accusaient l'autocratie, qui n'avait pas toléré une opposition ouverte et légale, d'être moralement responsable des « excès » de la jeunesse. C'est ainsi que le règne d'Alexandre I^{er} avait abondé en réformes semi-libérales. Le soulèvement décembriste de 1825 avait préludé au règne de Nicolas I^{er}, le Tsar de fer, le Tsar des gendarmes. Le semi-libéral Alexandre II fut tué par des conspirateurs révolutionnaires, que son successeur Alexandre III supprima d'une poigne de fer. La politique du dernier Tsar avait passé d'une tendance à l'autre. Sous Staline, ces caractères traditionnels de la lutte politique en Russie étaient mis encore plus en relief à cause de la tension propre à une société post-révolutionnaire non encore consolidée.

Nikolayev et ses compagnons furent exécutés. Ils avaient été jugés à huis clos d'après un décret publié pour la circonstance, qui privait les terroristes des droits de la défense et du droit d'appel. Staline ne leur permit pas de parler du banc des accusés pour exposer leurs idées et lancer l'accusation contre les gouvernants. Il ne s'arrêta pas là. Comme les anciens gendarmes qui avaient l'habitude de prendre à partie les « pères » libéraux pour les exploits des « fils » radicaux, il accusa Zinoviev et Kamenev d'être responsables de l'assassinat de Kirov. Leur procès, lui aussi, fut secret. Tous les deux nièrent avoir eu des relations avec l'assassin. Tout en condamnant le geste, ils admettaient que les jeunes terroristes avaient pu être influencés par les critiques contre Staline qu'ils avaient formulées autrefois; mais ils prétendirent qu'en supprimant la critique ouverte, Staline poussait

1. Brève histoire du P. C. U. S., p. 237.

les Komsomols à des actes de désespoir. Zinoviev fut condamné à dix ans et Kamenev à cinq ans de travaux forcés. Mais Staline n'avait maintenant pas le moindre intérêt à garder les deux vieux Bolcheviks en prison, ce qui aurait fait d'eux des martyrs et, en un certain sens, les aurait réhabilités comme prétendants au pouvoir. Son principal but était de leur faire admettre qu'ils étaient coupables. Ainsi ils détruisaient eux-mêmes l'aurole de martyr qu'ils portaient.

Il en résulta un grotesque marchandage sur une formule d'abjuration, qui se poursuivit entre des bureaux de Staline au Kremlin et les cellules, à la prison de la Loubyanka, où étaient détenus Zinoviev et Kamenev. Staline accepta publiquement de disculper les prisonniers de toutes relations avec les assassins; mais il exigeait d'eux qu'ils reconnaissent avoir poursuivi la restauration du capitalisme. Les prisonniers s'y refusaient. Alors Staline se rabattit sur le seul point qu'ils avaient déjà admis, à savoir que les terroristes avaient été inspirés par l'ancienne propagande de l'opposition¹. De gré ou de force, il amena Zinoviev à reconnaître cela publiquement : « L'ancienne activité de l'ancienne opposition ne pouvait, par la force de circonstances objectives (déclarait Zinoviev), que stimuler la dégénérescence de ces criminels », c'est-à-dire des assassins de Kirov. La sincérité était mêlée ici à une évasive prudence diplomatique. Sa condamnation de l'acte terroriste était sincère; et Staline put l'obtenir de Zinoviev, parce que celui-ci souhaitait lui aussi contrecarrer les tendances au terrorisme. Mais Zinoviev prit soin de faire ressortir qu'il n'était prêt à endosser qu'une responsabilité morale indirecte; ce n'était, selon ses propres mots, que « l'ancienne activité de l'ancienne opposition » qui avait pu inspirer la tendance au terrorisme. La formule contenait également une accusation contre Staline, car elle disait que le terrorisme avait été nourri par des « circonstances objectives », c'est-à-dire par l'atmosphère oppressante du pays. A ce moment, ni Zinoviev ni Kamenev n'étaient décidés à en dire plus pour s'accuser, et Staline s'en tint là. Pour le public, les qualificatifs subtils dont Zinoviev avait émaillé sa « confession » ne signifiaient rien, seule la confession importait. Les chefs de l'opposition avaient encore glissé sur la pente qui conduisait aux grands procès d'épuration.

L'assassinat de Kirov alarmait Staline. Des conspirateurs n'avaient-ils pas pénétré dans ses propres services? Au printemps de 1935, à peu près quarante hommes de son corps de garde furent jugés à huis clos. Deux furent exécutés. Le restant fut condamné à diverses peines de travaux forcés. On ne fit aucune mention de ces procès dans la presse². Une chasse fébrile aux terroristes suivit dans tous les secteurs du Parti et du Komsomol. Staline agissait maintenant selon le principe qu'il ne suffisait pas de frapper ses vrais adversaires; il s'en prit à tout leur entourage. Il déchargea sa colère sur Léninegrad, dont l'esprit semblait le défier depuis dix ans. Il nomma Andréï Jdanov pour remplacer Kirov comme gouverneur de Léninegrad. Jdanov était un homme jeune, capable et impitoyable, qui avait

1. Voir *Bulleten Oppozitsii*, nos 42, 47, 52-53. On peut reconstituer le cours des événements d'après les rapports parus dans la *Pravda* pendant la deuxième quinzaine de décembre 1934 et le début de janvier 1935.

2. La plupart de ces faits furent révélés par A. Ciliga, ancien chef du parti communiste yougoslave, qui avait rencontré en prison les accusés de ces procès. Voir *Bulleten Oppozitsii*, n° 47.

débarrassé le Komsomol des « déviationnistes » et s'était distingué par des attaques arrogantes contre Tomsy pendant la lutte dans les syndicats. Staline pouvait compter sur lui pour détruire le guépier qu'était Léninegrad. Au printemps de 1935, des dizaines de milliers de Bolcheviks suspects, de Komsomols furent déportés de Léninegrad avec leurs familles en Sibérie septentrionale. Une multitude d'« assassins de Kirov » comme on appelait les déportés qui venaient aussi d'autres villes, remplirent les prisons et les camps de concentration. Le traitement des prisonniers politiques subit un changement radical. Jusque-là, il n'avait pas été différent de celui qui leur était accordé au temps des Tsars. Les criminels politiques avaient joui de certains privilèges et avaient eu la possibilité de se cultiver et même de faire de la propagande politique. Des textes de l'opposition, des brochures et des périodiques circulaient à peu près librement dans les prisons et s'étaient parfois glissés au dehors. Lui-même ancien prisonnier, Staline savait bien que les prisons et les lieux d'exil étaient les « universités » des révolutionnaires. Les récents événements lui montrèrent qu'il fallait éviter les risques. A partir de ce moment, toute discussion et toute activité politique dans les prisons et les lieux d'exil devaient être supprimées sans pitié; et les hommes de l'opposition allaient être réduits par les privations et les travaux forcés à une existence si misérable, si semblable à celle d'animaux, qu'ils seraient incapables de penser et d'exprimer leurs idées normalement¹.

Alors que Staline trahissait ainsi les espoirs d'une réforme libérale, il prétendait encore vouloir les satisfaire. Il offrit au peuple un régime fait de terreur et d'illusions. Il agit avec finesse, car s'il ne l'avait nourri que de terreur, il aurait pu se révolter sous l'empire d'un désespoir tel que la police politique la plus puissante n'aurait pu en venir à bout. Mais les illusions populaires n'auraient pu protéger un gouvernement comme celui de Staline, s'il n'avait été soutenu par la terreur. Deux mois après l'assassinat de Kirov, le 6 février 1935, le VII^e Congrès des Soviets adopta une motion sur la nécessité d'une nouvelle constitution et nomma une commission pour la préparer. Cette commission, présidée par Staline, comprenait des hommes comme Boukharine, Radek, Sokolnikov et même leur futur procureur Vychinsky. Au cours de l'année suivante, la commission se réunissait fréquemment en présence de Staline; Boukharine et Radek furent les principaux auteurs de la nouvelle constitution dont ils discutèrent souvent dans la *Pravda* et les *Izvestiya*. Cette constitution devait être adoptée par le Congrès suivant des Soviets en novembre 1936, plusieurs mois après l'exécution de Zinoviev et Kamenev. Elle devait être appelée la « constitution stalinienne », « la plus démocratique du monde ».

En décrivant la situation avant et après l'assassinat de Kirov, nous nous sommes référé aux lignes traditionnelles de la politique sous l'autocratie

1. Tandis que des trains entiers d'« assassins de Kirov » se dirigeaient vers l'Est et le Nord, venant de tous les coins de la Russie, Staline justifiait ainsi son action : « ...ces camarades ne se bornèrent pas toujours à des critiques et à une résistance passive. Ils menaçaient de provoquer une révolte au sein du Parti contre le Comité Central. De plus, ils menaçaient de tirer sur quelques-uns d'entre nous. Evidemment, ils pensaient nous effrayer et nous obliger à nous détourner de la route léniniste. Nous avons été obligés de nous montrer sévères pour quelques-uns de ces camarades. Mais cela était inévitable. Je dois avouer que, moi aussi, j'y ai contribué. » (*Applaudissements et ovations.*) (J. Staline, *Problèmes du Léninisme*, p. 522.)

tsariste. Ce rapprochement semble forcé à cause de l'abîme qui sépare le bolchevisme de la Russie tsariste. C'est pourtant Lénine lui-même qui le suggéra le premier. Dans un de ses derniers discours, il rappelait à ses partisans ce qui arrivait dans l'histoire aux conquérants dont la civilisation était inférieure à celle des conquis. La nation vaincue imposait sa civilisation à ses conquérants. Quelque chose de similaire, disait Lénine, pourrait se produire dans les luttes entre les classes sociales. Les Bolcheviks avaient vaincu les propriétaires, les capitalistes et la bureaucratie tsariste. « Leur culture (celle des classes vaincues), disait Lénine, est à un niveau misérablement bas et insignifiant. Néanmoins, elle est plus élevée que la nôtre. Si lamentable, si basse qu'elle soit, elle est encore plus élevée que celle de nos administrateurs communistes responsables¹. »

Lénine ne vit que les débuts du processus par lequel la Russie tsariste vaincue imposait ses caractéristiques et ses méthodes propres au bolchevisme victorieux. Le passé prenait une cruelle revanche sur une génération qui faisait un effort héroïque pour s'en débarrasser, et cette revanche atteignit son apogée précisément au cours de la seconde révolution. Ce paradoxe de l'histoire russe s'incarna en Staline. Mieux que n'importe quel autre, il représentait ces « administrateurs communistes responsables » dont la « culture » était encore inférieure à celle des anciens gouvernants de la Russie et qui étaient, par conséquent, irrésistiblement enclins à imiter, souvent inconsciemment, les coutumes et les habitudes de ces anciens gouvernants. Ce processus historiquement inévitable se reflétait jusque dans la transformation de la physionomie politique de Staline lui-même : les traits, non pas d'un seul, mais de différents grands Tsars semblaient revivre dans le Bolchevik géorgien qui régnait maintenant au Kremlin. A un moment, il ressemblait au Tsar de fer, Nicolas I^{er}. A un autre, il ressemblait plutôt à un descendant direct de Pierre le Grand : ne bâtissait-il pas la Russie industrielle de la même façon que Pierre le Grand avait construit son Saint-Petersbourg, en pleins marécages et sur les os de ses bâtisseurs? Puis, durant la seconde guerre mondiale, il allait prendre les poses et imiter les gestes d'Alexandre I^{er}. Dans la période des grandes épurations, il ressemblait de plus en plus à Ivan le Terrible déchaîné contre les *boyars*. Sa police politique, qui s'occupait des entreprises industrielles aussi bien que des prisons, ne différait pas de l'*Opritchnina*, cette garde prétorienne terrienne, sur laquelle Ivan le Terrible avait assis sa domination. Dans sa lutte contre Trotsky, on pourrait retrouver comme un écho de la controverse farouche qui avait opposé Ivan le Terrible au prince Kourbsky, le chef rebelle des *boyars*. Comme au XVI^e siècle, le peuple de Moscou « priait dans la terreur pour que le jour pût passer sans exécution ». Dans cette revanche de l'histoire, ce n'était pas tant le passé récent que le passé lointain qui semblait ressaisir la nation en marche. Ce que l'on retrouvait, c'était l'esprit féroce des anciens Tsars, pionniers et bâtisseurs d'empire, plutôt que l'esprit plus libéral et modéré qui avait été ensuite celui du tsarisme décadent. La cruauté avec laquelle le passé pesait sur le présent était en proportion de la détermination dont la révolution avait fait preuve pour se libérer du passé.

Pourtant, chez Staline, les éléments révolutionnaires, surtout les traits

1. *The essentials of Lenin*, vol. II, p. 789.

hérités de Lénine, se mêlaient étrangement aux éléments traditionnels et cette combinaison fit de lui la personnalité la plus déroutante et la plus insaisissable de son époque. Le passé n'effaçait pas la révolution. Il modelait plutôt une nouvelle substance sociale. Comme Cromwell dans le rôle de Lord Protecteur ou Napoléon dans celui d'empereur, Staline restait maintenant le gardien et le mandataire de la révolution. Il consolida ses gains nationaux et les étendit. Il « bâtit le socialisme »; et même ses adversaires, tout en dénonçant son autocratie, admirèrent que la plupart de ses réformes économiques étaient vraiment indispensables au socialisme. La revanche du passé portait ainsi non pas sur son programme social, mais sur sa technique de gouvernement. C'est surtout en cela que la « basse et misérable » tradition du tsarisme parvint à prédominer.

Sa technique du pouvoir, nous le savons, montrait sa méfiance à l'égard de la société, sa manière pessimiste de l'aborder. Le socialisme devait être établi par la coercition plutôt que par la persuasion. Même lorsqu'il essayait de persuader d'une manière quelconque, il avait plus volontiers recours à des tours de propagande qu'à des arguments convaincants. Il puisait, en d'autres termes, dans ce vaste arsenal de ruses et de fourberies qui avait servi aux dirigeants de toutes les époques et de tous les pays à tenir leurs peuples en sujétion. La révolution ayant proclamé que sa confiance dans le peuple, dans les classes laborieuses devait être son principe directeur et ayant dénoncé la tromperie politique comme un instrument de l'oppression de classes, la revanche du passé provoqua inévitablement un grand conflit d'idées, une véritable crise spirituelle qui finalement transforma le visage du communisme en une génération. C'était l'épilogue d'un conflit persistant entre un principe d'autorité, résolu à modeler la société exclusivement d'en haut, et une société qui désirait la liberté et l'autodétermination.

Ce conflit n'était pas propre à la Révolution russe. Il réapparaît dans toute révolution et même dans toute croyance religieuse. Il constitue l'essence de la controverse profonde, sombre et passionnée entre le Grand Inquisiteur et le Christ dans les *Frères Karamazov* de Dostoïevsky. Staline, comme le Grand Inquisiteur de Dostoïevsky, représente l'Eglise révoltée contre l'Evangile. Le Christ, dit le Grand Inquisiteur, a fondé son enseignement sur la foi en l'Homme, sur l'aspiration de l'Homme à la liberté et sur sa capacité de vivre fièrement et courageusement en liberté. Il a, par conséquent, rejeté les tentations de Satan et refusé de convertir l'Homme en faisant appel à l'esclave qui est en lui. Mais la Chrétienté n'a pas pu vivre en s'élevant jusqu'au Christ. Quand le Christ redescend sur terre, le Grand Inquisiteur s'adresse à lui ainsi : « Nous avons corrigé Ton œuvre et l'avons fondée sur le miracle, le mystère et l'autorité... Et les hommes furent ravis d'être à nouveau conduits comme un troupeau, et que leur cœur ait été enfin allégé d'un don si terrible, le don (de liberté) qui leur avait causé tant de tourments. Avons-nous eu raison d'enseigner et d'agir ainsi? Parle! N'est-il pas vrai que nous aimions l'humanité, quand réalisant quelles étaient son humilité et son impuissance, nous avons allégé son fardeau et avons même permis à sa faible nature de pécher, pourvu que ce soit avec notre permission? Pourquoi donc alors es-Tu venu nous gêner? » « Je te répète (continue l'Inquisiteur) que demain même, Tu verras ce troupeau obéissant à un seul signe de moi se précipiter pour entasser des charbons ardents sur le bûcher où je Te brûlerai parce que Tu es venu

nous gêner. Car si jamais il y en a un qui a mérité notre feu, c'est bien Toi. Demain, je Te brûlerai. » Dans la cellule de la prison de l'Inquisition, le Christ « s'approche du vieil homme et l'embrasse doucement sur ses lèvres vieilles de quatre-vingt-dix ans et exsangues », comme si lui-même avait accepté que son Eglise se convertisse et renie la liberté et le respect de l'Homme pour le miracle, le mystère et l'autorité.

Plus d'une croyance a subi cette conversion; et le bolchevisme n'y a pas échappé. Si Staline devait jamais exposer sa philosophie secrète, il parlerait ouvertement de la nécessité inévitable pour la Russie de « corriger l'œuvre » de la Révolution d'Octobre, de la débarrasser de sa foi initiale dans le prolétariat, dans sa liberté, son progrès et sa solidarité. « Seuls les élus et les forts vivent dans cette foi. Mais l'humanité est faible et a besoin de pain et d'autorité », dirait-il en paraphrasant le Grand Inquisiteur. Il regarderait avec sévérité et gêne les fondateurs du socialisme et leur demanderait : « Pourquoi êtes-vous venus nous gêner? »

Il savait que la vieille génération révolutionnaire, quoique lasse et humiliée, ne se convertirait jamais de bon gré, sauf quelques rares exceptions, au miracle, au mystère et à l'autorité; et qu'elle le considérerait toujours comme un falsificateur des premiers principes et un usurpateur. Il interdisait la Société des Anciens Bolcheviks, la Société des Anciens Prisonniers politiques et l'Académie communiste, institutions dans lesquelles l'esprit de l'ancien bolchevisme avait trouvé ses derniers refuges. Cela montrait le chemin qu'il avait parcouru depuis le début de la lutte contre « l'ex-Menchevik » Trotsky au nom de la Vieille Garde bolchevique. Il faisait maintenant appel à la jeune génération, non pas bien sûr aux esprits rebelles, mais à la masse des timorés qui était déjà très importante et qui, bien que désireuse d'apprendre et de progresser au point de vue social, ne connaissait que peu ou rien des premières idées du bolchevisme et ne voulait pas s'en soucier. Cette jeune génération, aussi loin que pouvaient remonter ses souvenirs, avait toujours vu les chefs de l'opposition jouer soit le rôle de l'enfant-martyr soit celui de flagellants. Elle avait été habituée, dès sa jeunesse, à voir Staline entouré de mystère et d'autorité. Il avait depuis longtemps cessé d'être le porte-parole des secrétaires du Parti, facilement accessible, patient et serviable, le Staline des années 1920. On ne pouvait plus le voir écouter patiemment leurs doléances, assis sur les marches d'un escalier dans un immeuble du Parti. Il ne se montrait maintenant en public qu'en de rares occasions, toujours entouré d'une importante escorte dont les membres, comme des courtisans, le suivaient à quelque distance, selon un ordre de préséance soigneusement fixé. Il ne parlait que rarement en public; et il s'arrangeait pour que chaque déclaration qu'il faisait parût être un événement important de l'histoire. En général, ces déclarations, qui étaient en quelque sorte des ordres d'autocrate, avaient vraiment une signification pratique pour les gens de toutes conditions sociales. Le contraste entre l'éloignement de sa personne et l'omniprésence de son influence conférerait à sa personne, surtout aux yeux de la jeune génération, quelque chose du caractère imposant par lequel les souverains orientaux avaient coutume d'impressionner leurs peuples.

Son escorte était naturellement le Bureau Politique. Elle était siennée à

tous points de vue, car les hommes qu'il avait choisis pour la composer correspondaient à l'idée qu'ils se faisaient d'un chef. Le « type nouveau » de dirigeant, écrivait-il dès 1935, ne serait pas un homme de lettres; il ne serait pas entravé par le poids mort des habitudes sociales démocratiques; et il serait craint autant que respecté¹. Molotov, Kaganovitch, Vorochilov, Koubychev, Kossior, Roudzoutak, Mikoyan, Andreyev — presque tous étaient conformes à cet idéal. Presque tous étaient des administrateurs pratiques, dévoués à leur tâche. Aucun ne connaissait l'étranger, tous avaient été, comme Staline, des Bolcheviks formés en Russie². Presque tous étaient de petites gens qui s'étaient élevés grâce à Staline. Mais au fur et à mesure que les années passaient, leur savoir et leur expérience s'accroissaient en même temps que leurs responsabilités. En un certain sens, le Bureau Politique était une école unique de gouvernement. Toutes les affaires du pays, depuis les importantes décisions diplomatiques et politiques jusqu'aux soucis secondaires des autorités provinciales, étaient débattues par cet organisme qui siégeait presque continuellement. Le Bureau Politique avait le dernier mot dans toutes les querelles interminables qui surgissaient entre les services; et Staline avait le dernier mot dans le Bureau Politique. Il n'en présidait même pas les séances. En général, il écoutait en silence les arguments et tranchait la plupart des questions, d'un sarcasme plébéien, d'une menace proférée presque jovialement et d'un ton significatif, ou dans un brusque mouvement d'impatience. Les quelques hommes qui, durant de nombreuses années, durent prendre des décisions personnelles au sujet des mesures à décréter dans telle ou telle industrie, dans tel ou tel secteur de l'agriculture, au sujet des questions concernant l'éducation, sur le type d'armes à introduire dans l'armée, etc. arrivaient à assimiler une si énorme quantité de détails techniques dans une grande variété de travaux, que de telles connaissances peuvent rarement être acquises par des administrateurs travaillant dans un système moins centralisé. Il n'est donc pas étonnant que les hommes d'Etat et les généraux étrangers aient été impressionnés, pendant la seconde guerre mondiale, par l'extraordinaire connaissance que Staline avait des détails techniques de sa gigantesque machine de guerre. Mais cette méthode de gouvernement ultra-centralisé avait fatalement aussi ses inconvénients. Elle inculquait à tous les échelons de l'administration une peur grotesque des initiatives et des responsabilités, elle réduisait tous les fonctionnaires à de simples rouages; elle immobilisait souvent toute la machine, ou ce qui était pire, par une véritable force d'inertie, elle dirigeait toute la machine dans une fausse direction lorsque celui qui était à la tête ne l'actionnait pas à temps. Ainsi, tout l'appareil administratif était entravé par un tel bureaucratisme et une telle hypocrisie qu'il aurait pu fournir de la matière à toute une pléiade d'écrivains satiriques, si les écrivains satiriques n'avaient pas été eux aussi paralysés par la peur de prendre une responsabilité.

Non satisfait de dicter sa volonté dans toutes les questions politiques, Staline voulut aussi être le seul chef spirituel de sa génération. Il le désirait en partie parce que son orgueil avait été blessé par le fait que l'élite intel-

1. J. Staline, *Sotchineniya*, vol. II, p. 427.

2. Le fait qu'ils avaient été des émigrés arrachés au sol russe avait été un argument habituel contre les leaders de l'opposition dont s'est surtout servi Molotov. Staline s'est étendu là-dessus au cours de son interview avec Emil Ludwig...

lectuelle russe ne lui avait guère prêté attention avant qu'il l'ait soumise à sa domination; et que même alors elle avait accueilli avec quelque ironie ses jugements sur les sciences, la philosophie et les arts. En outre, il n'avait banni l'hérésie de la politique et de l'économie que pour s'apercevoir que les journaux philosophiques et littéraires regorgeaient d'allusions hérétiques. S'aventurer dans ce domaine devint pour lui une nécessité politique. Le marxisme avait, en fait, rapproché la politique, la philosophie, la littérature. Staline simplifia à l'extrême, grossièrement, le point de vue marxiste sur leurs rapports, au point de faire des sciences, de l'histoire et des arts, des serviteurs de sa politique. Chaque fois qu'il donnait une nouvelle directive économique et politique, les historiens, les philosophes et les écrivains devaient vérifier minutieusement leurs derniers ouvrages pour voir s'ils n'étaient pas en contradiction avec les dernières sentences du Chef.

Ce sont les historiens qui se trouvaient dans la plus mauvaise situation. Dès 1931, il les blâma sévèrement dans sa fameuse « lettre à l'éditeur de la *Proletarskaya Revolutsia* ». Cette revue, qui se spécialisait dans l'histoire de la révolution, avait laissé passer dans ses colonnes de la « contrebande trotskyste ». L'histoire récente devait être réécrite, de façon que les adversaires de Staline soient dépeints comme il l'entendait. C'est ce qui fut fait. Au fur et à mesure que la lutte empirait, il s'avérait que les versions de l'histoire dictées par le Secrétariat Général faisaient la part trop belle aux adversaires de Staline; et il fallait élaborer versions sur versions. Comme, pour des raisons d'opportunité, l'attitude officielle envers le passé plus lointain changeait aussi, il fallait aussi récrire l'histoire de la Russie. Trotsky avait exercé une profonde influence sur la critique littéraire, non à cause de son autorité officielle mais bien en tant que critique littéraire lui-même. Il fallait détruire jusqu'à la racine toute l'école trotskyste de critique littéraire. Les philosophes avaient enseigné la dialectique marxiste en se référant aux écrits de Plékhanov dont Lénine pensait beaucoup de bien, malgré sa polémique politique contre ce leader menchevique. Staline convoqua les professeurs et conférenciers de philosophie et fulmina contre leur « libéralisme pourri ». Le doyen des philosophes, le professeur Deborine, et beaucoup de ses élèves furent exclus des universités et des périodiques. On pourrait multiplier à volonté les exemples de cette suprématie de la matraque sur la plume. En fin de compte, les critiques, les historiens et les philosophes firent du « chef aimé » le plus grand critique littéraire, le plus grand historien et le plus grand savant de leur époque et de toutes les époques. Un jour, Disraeli flattait la reine Victoria en lui disant : « Votre Majesté est le plus grand des écrivains », mais on ne demandait ni à Macaulay ni à Carlyle d'écrire dans le même style que la reine Victoria. Maintenant que le Secrétaire Général avait été proclamé le plus grand des écrivains, c'était le devoir des écrivains soviétiques d'« écrire comme Staline ».

Il en résulta une page sombre dans les annales de la littérature russe : le style personnel de Staline devint pour ainsi dire le style national russe. Ce n'était pas seulement un exploit osé pour un publiciste ou un essayiste que d'écrire un paragraphe ou deux sans citer directement Staline. Il fallait que l'écrivain prît encore grand soin de faire ressembler ses phrases, par le style et le vocabulaire, le plus possible au texte cité. Une incroyable monotonie se répandit sur tous les journaux russes et la plupart des revues. La langue parlée elle-même se « stalinisa » à un point incroyable, du moins

lorsque les gens parlaient idéologie ou politique. C'était comme si toute une nation avait succombé à une obsession de ventriloque.

Cette anomalie, qui faisait que le style d'un souverain devenait le style dominant d'un pays, aurait été plus tolérable si le souverain avait possédé quelque talent littéraire. Mais le style national dégénéra en un jargon bizarre caractérisé par des répétitions ennuyeuses, un style guindé, une grossièreté plébéienne mêlée à une prétention pseudo-scientifique et des absurdités logiques et grammaticales. Lorsque Staline fut parvenu au faite de la puissance, son style devint plus grossier que jamais. Le contraste entre le rôle important et dramatique de cet homme et son style monotone et lourd, qu'il ne rendait vivant que par quelques rares citations tirées d'une expression populaire russe ou par une plaisanterie grossière, était vraiment frappant. Voici un spécimen de son style, choisi au hasard.

Seul notre Parti (c'est un passage de la fin de son discours au VII^e Congrès) sait comment diriger la cause; et il la fait progresser avec succès. A quoi notre Parti doit-il sa supériorité? Au fait que c'est un parti marxiste, un parti léniniste. Il la doit au fait qu'il est guidé dans sa tâche par les principes de Marx, d'Engels et de Lénine. Il ne peut y avoir aucun doute que, tant que nous resterons fidèles à ces principes, tant qu'ils pourront nous guider, nous réussirons dans notre tâche.

On dit que dans quelques pays de l'Ouest, le marxisme a déjà été détruit. On dit qu'il a été détruit par la tendance nationaliste bourgeoise connue sous le nom de fascisme. C'est absurde, naturellement. Seuls, ceux qui ignorent l'histoire peuvent dire de telles choses. Le marxisme est l'expression scientifique des intérêts fondamentaux de la classe ouvrière. Si le marxisme doit être détruit, la classe ouvrière doit être détruite. Et il est impossible de détruire la classe ouvrière. Plus de quatre-vingts ans ont passé depuis que le marxisme a fait son apparition. Pendant ce temps, des vingtaines et des centaines de gouvernements bourgeois ont essayé de détruire le marxisme. Mais quel a été le résultat? Les gouvernements bourgeois sont venus et ont disparu, mais le marxisme dure encore. (*Tonnerre d'applaudissements.*) De plus, le marxisme a remporté une victoire complète sur un sixième du globe — il l'a remportée dans le pays même où l'on considérait que le marxisme avait été complètement détruit. (*Tonnerre d'applaudissements.*) On peut considérer comme un accident le fait que le pays dans lequel le marxisme a complètement triomphé est maintenant le seul pays du monde qui ne connaisse pas de crise, ni de chômage, alors que dans tous les autres pays, y compris les pays fascistes, les crises et le chômage règnent depuis maintenant quatre ans. Non, camarade, ce n'est pas un accident. (*Applaudissements prolongés.*)

Oui, camarades, nos succès sont dus au fait que nous avons travaillé et combattu sous l'étendard de Marx, Engels, Lénine.

De là, cette seconde conclusion : nous devons rester fidèles jusqu'au bout au grand étendard de Marx, Engels et Lénine. (*Applaudissements*)¹.

Les historiens se demanderont comment un seul pays qui avait eu Tolstoï, Dostoïevsky, Tchekhov, Plékhanov, Lénine et Trotsky comme guides intellectuels a pu laisser les lumières de sa langue et de sa littérature s'obscurcir si complètement. Ils trouveront peut-être quelque analogie entre ce phénomène et le déclin frappant, dans les années de la Révolution, de l'Empire et de la Restauration, d'une autre littérature qui avait donné au monde Rousseau, Voltaire et les encyclopédistes. En France, comme

en Russie, un effort extraordinaire de l'énergie spirituelle et du génie littéraire est suivi d'un état de léthargie et de torpeur. Cependant, on ne peut juger la signification culturelle du stalinisme seulement par la façon dont il ravagea les lettres et les arts. Ce qu'il faut garder présent à la mémoire, c'est la contradiction entre les influences constructives et destructrices de Staline. Alors qu'il rabaisait sans merci la vie spirituelle de l'intelligentsia, il apportait aussi les éléments fondamentaux de civilisation à une vaste masse de l'humanité non civilisée. Sous son règne, la culture russe perdit en profondeur, mais gagna en superficie. On peut sans doute prévoir que cette expansion en surface de la civilisation en Russie sera suivie d'une nouvelle phase de développement intensif, phase qui permettra à une autre génération de considérer avec soulagement les bouffonneries barbares de l'ère stalinienne. On dira peut-être alors que le style de Staline était singulièrement adapté aux tâches d'un chef qui n'était lui-même pas bien cultivé et devait arracher de force les moujiks et une bureaucratie formée de moujiks à leur pauvreté et à leurs ténèbres.

Nous ne ferons qu'aborder le même problème sous un autre angle si nous disons que, du point de vue culturel, tout cela entraînait l'éclipse de la Russie d'Europe au profit de sa périphérie arriérée, asiatique et semi-asiatique. Les normes de la Russie d'Europe s'effaçaient devant celles de la périphérie asiatique. Les intellectuels de Léninegrad et de Moscou, qui s'étaient autrefois distingués par leur indépendance d'esprit et qui avaient souvent surpassé ceux d'Europe occidentale en sérieux et en dynamisme dans leurs préoccupations, étaient maintenant obligés d'abandonner beaucoup de leurs soucis compliqués pour se mettre à la portée de leurs frères plus jeunes et plus frustes qui venaient tout droit des steppes kirghizes ou baskirs aux universités. Sous un chef qui était lui-même venu de la frontière entre l'Europe et l'Asie, la Russie d'Europe fut plus qu'à moitié assimilée par l'Asie, tandis que la Russie asiatique s'europanisait à un degré considérable. Cette intégration réciproque était en partie inévitable et profitable. Mais elle n'a été que trop souvent poussée à un tel point qu'elle appauvrisait intellectuellement le pays. De manière assez paradoxale, Staline, qui encourageait l'inégalité et les différenciations sociales sur la base d'une économie collective, était en matière spirituelle et intellectuelle un niveleur brutal et tyrannique; non à dessein — à sa manière, il patronnait les sciences et les arts — mais parce qu'il se méfiait de l'originalité intellectuelle et artistique : il y flairait toujours l'hérésie.

C'est ainsi que la poésie et le roman russes même arrivèrent à perdre leur éclat ancien : « Donnez-nous un Tolstoï soviétique », réclamèrent pendant des années les critiques littéraires officiels. Le Tolstoï soviétique ne se montra pas, peut-être parce que la vie était trop torrentueuse pour se prêter à l'art épique ou parce qu'un Tolstoï ne naît pas dans une atmosphère où il n'est pas libre de dire : « Je ne peux garder le silence. » Les deux poètes les plus originaux de la Russie contemporaine, Essenine et Maïakovsky, se suicidèrent. Quelques-uns des meilleurs écrivains cherchèrent refuge dans le silence; d'autres y furent réduits. Comme un témoin des gloires passées, Maxime Gorki, salué comme le père de la culture prolétarienne, ami intime de Staline, survécut jusqu'au milieu des années 30. L'amitié de Staline et Gorki n'était guère, à vrai dire, une communion d'esprit. Staline avait besoin que son autorité intellectuelle et morale soit

1. J. Staline, *Problèmes du Léninisme*, pp. 517-518.

soutenue par quelqu'un dont l'autorité était généralement reconnue. Gorki avait été l'ami intime de Lénine au temps de la clandestinité et Staline pensait qu'il était sage d'hériter de cette amitié en même temps que de beaucoup d'autres titres et attributs de chef. Gorki, d'autre part, s'était plus d'une fois violemment querellé avec Lénine qui supportait de lui des choses qu'il n'aurait jamais supportées d'un homme politique. Le vieil écrivain, que ses sentiments rattachaient au bolchevisme et qui avait quelque remords d'avoir autrefois attaqué Lénine, était résolu à ne pas se quereller avec le successeur de Lénine qui n'était d'ailleurs pas disposé à tolérer la moindre querelle. Gorki essayait à l'occasion d'apaiser le courroux de Staline et de sauver à l'amiable un vieux Bolchevik ou un homme de lettres en mauvaise posture. Il tenta même de réconcilier Staline et Kamenev. Mais il dut finalement renoncer. Il mourut en 1936. Avec lui s'achevait la grande lignée des écrivains pré-révolutionnaires.

Après la mort de Gorki, au plus fort de l'épuration, deux poètes connurent un moment de grande vogue à Moscou : le Kazak Djamboul Djabayev et le Caucasiens Lezghin Souleïman. C'étaient les derniers bardes de tribus orientales, des nonagénaires illettrés et à longue barbe, compositeurs pittoresques de chants populaires, Homères indigènes attardés. De leur montagne et de leur steppe, ils vinrent à Moscou pour chanter, en s'accompagnant sur des harpes, les louanges de Staline, au mausolée de Lénine.

L'assimilation de la Russie européenne à la Russie asiatique eut pour résultat d'isoler et de détacher spirituellement toute la Russie de l'Europe. Cela n'était qu'en partie dû à l'antagonisme entre le communisme et le capitalisme; au cours des années 1920, lorsque cet antagonisme était moins fort, l'esprit russe était grand ouvert aux influences progressistes de la pensée et de l'art européens. Cet isolement avait pour cause l'atmosphère particulière des années 30; il devint complet au moment des grandes épurations.

Après les procès et les déportations qui suivirent l'assassinat de Kirov, le régime sembla se détendre encore une fois. Dans la seconde moitié de 1935 et la première de 1936, c'étaient surtout les succès du deuxième plan quinquennal et la perspective d'une réforme constitutionnelle qui retenaient l'attention publique. Staline se montrait plus souvent, tout sourires, entouré d'ouvriers stakhanovistes, de prospères cultivateurs kholkosiens et de leurs femmes, qui étaient tout occupés à le remercier de leur « vie nouvelle et joyeuse ». Il paraissait dans les fêtes populaires, remettait des prix aux enfants et se faisait photographier au cours de toutes sortes de scènes idylliques. Tout semblait promettre une longue période de modération politique. Parmi les anciens chefs de l'opposition, Zinoviev, Kamenev et Smirnov étaient toujours dans la prison de Verkhné-Ouralsk, mais ils espéraient être relâchés encore une fois. Boukharine, Radek et Sokolnikov continuaient à siéger avec Staline à la commission constitutionnelle. Boukharine était l'auteur des *Izvestiya* et Radek le principal interprète dans la presse de la politique étrangère du Kremlin. Piatakov était commissaire adjoint à l'Industrie lourde et en était l'organisateur réel. L'ancien Premier Ministre Rykov était commissaire aux Postes et Télégraphes; Rakovsky, Krestinsky, Karakhan, Raskolnikov, Antonov-Ovseenko, Rojengolz, Youreniev, Bogomolov et un très grand nombre d'autres qui avaient depuis longtemps fait la paix avec Staline se trouvaient à l'étranger comme ambas-

sadeurs, envoyés spéciaux, chefs de missions commerciales. Même en Géorgie, les vieux adversaires de Staline, qui s'étaient dressés contre lui du temps de Lénine, semblaient avoir obtenu leur pardon. Leur principal chef Boudou Mdivani était à nouveau vice-premier ministre du gouvernement géorgien. Les relations entre Staline et les chefs de l'armée semblaient calmes. En 1936, l'armée fut réorganisée et, de force surtout territoriale qu'elle était, devint une force permanente; la vieille discipline pré-révolutionnaire, avec les anciens grades des officiers, fut réintroduite. Cinq d'entre les chefs militaires furent nommés maréchaux : Toukhatchevsky, Yégorov, Blücher, Vorochilov et Boudienny.

Cependant, aux bas échelons du Parti et de l'Administration, les épurations continuaient comme avant. Vers la fin de 1935, la *Pravda* et les *Izvestiya* furent remplies d'articles concernant la découverte de cellules secrètes de l'opposition dans presque toutes les villes russes et ukrainiennes. Les journaux parlaient aussi de l'opposition que rencontrait parmi les ouvriers le développement des méthodes stakhanovistes : c'est-à-dire l'intensification du travail dans les usines et le salaire aux pièces. Ça et là, des ouvriers attaquèrent, assassinèrent même les stakhanovistes et détruisirent les machines. Les moujiks, que l'on venait juste d'enrôler dans l'industrie, détérioraient ou brisaient souvent leurs outils parce qu'ils ne savaient pas s'en servir; lorsque quelque chose n'allait pas, il n'était pas rare qu'un moujik essayât de frapper sa machine en marche avec un marteau ou une bûche. Les accidents industriels étaient très nombreux. C'est parce « sabotage » que l'arriération, l'inculture et le désespoir de la Russie s'opposaient à la révolution industrielle forcée. Il ne vint à l'idée de personne d'accuser de sabotage Piatakov, qui fut pendant de nombreuses années le principal organisateur de l'industrie ou un autre ancien chef de l'opposition.

Commentant les articles parus dans la *Pravda* et les *Izvestiya* sur les exclusions sans fin de trotskystes et de zinovévistes, Trotsky, qui essayait alors d'organiser une IV^e Internationale en opposition à la III^e de Staline, écrivait dans son *Bulletin* : « On peut dire avec confiance que, malgré treize années de persécution et de diffamation dont la méchanceté et la sauvagerie n'ont jamais été surpassées, malgré les capitulations et les déflections, plus dangereuses que la persécution, la IV^e Internationale a déjà aujourd'hui son groupe le plus nombreux, le plus fort, le plus aguerri en U. R. S. S. ¹ » Cette affirmation de Trotsky était en partie une pure vantardise car, au cours des sept années de son exil, il avait perdu tout contact personnel avec la Russie ². Néanmoins, le trotskysme restait en fait une grande tendance potentielle de l'opinion à l'intérieur de la Russie. Les affirmations optimistes de Trotsky ne pouvaient qu'augmenter les soupçons de Staline qui étaient déjà très vifs. En les lisant, il doit s'être dit : nous allons voir. Six mois plus tard, la Russie et le monde étaient frappés de stupeur par le procès de Zinoviev et Kamenev.

Il ne nous appartient pas de décrire ici la longue série de procès. Ce qui nous intéresse, c'est le rôle que Staline y a joué et les motifs qui l'ont poussé. Pas une seule fois il n'apparut devant les tribunaux. Celui qui était présenté comme la principale victime de tant de sinistres et immenses conspirations

1. *Bulleten Oppozitsii*, n° 48, février 1936.

2. *Le cas de Léon Trotsky*, pp. 264-265.

n'était pas appelé, même au banc des témoins. Pourtant, pendant tout le macabre spectacle, on pouvait sentir sa présence dans le trou du souffleur. Pour mieux dire, s'il était le souffleur, il était aussi l'auteur, le metteur en scène et l'impresario.

De ces procès sans fin, publics et secrets, quatre furent de la plus grande importance : le « procès des seize » (Zinoviev, Kamenev, Smirnov, Matchkovsky et autres), en août 1936; le procès des « dix-sept » (Piatakov, Radek, Sokolnikov, Mouralov, Serebriakov et autres), en janvier 1937; le procès secret du maréchal Toukhatchevsky et d'un groupe de généraux de l'Armée Rouge, en juin 1937, et le procès des « vingt et un » (Rykov, Boukharine, Krestinsky, Rakovsky, Yagoda et autres), en mars 1938. Parmi les hommes qui se trouvaient au banc des accusés lors de ces procès, il y avait tous les membres du Bureau Politique de Lénine, excepté Staline lui-même et Trotsky, lequel, bien qu'absent, était le principal accusé. Parmi eux, en outre, il y avait un ancien Premier Ministre, plusieurs vice-premiers ministres, deux anciens chefs de l'Internationale Communiste, le chef des syndicats (Tomsy, qui se suicida avant le procès), le chef de l'état-major général, le principal commissaire politique de l'armée, les commandants suprêmes de tous les secteurs militaires importants, presque tous les ambassadeurs soviétiques en Europe et en Asie et, les derniers mais non les moindres, les deux chefs de la police politique : Yagoda, qui avait fourni la « preuve » pour le procès de Zinoviev et Kamenev, et Yejev qui avait fait de même pour les procès de tous les autres. Tous furent accusés d'avoir essayé d'assassiner Staline et les autres membres du Bureau Politique, de restaurer le capitalisme, de ruiner la puissance militaire et économique du pays, et d'empoisonner ou de tuer de mille façons des masses d'ouvriers russes. Tous furent accusés d'avoir travaillé, dès les premiers jours de la révolution, pour les services d'espionnage de Grande-Bretagne, de France, du Japon et de l'Allemagne, et d'avoir conclu des accords secrets avec les nazis en vue de démembrer l'Union Soviétique et céder de vastes portions de territoire soviétique à l'Allemagne et au Japon¹. Si ces accusations qui s'accumulaient de procès en procès avaient été fondées, il aurait été impossible d'expliquer l'existence et la survivance de l'Etat soviétique. S'étant infiltrés dans tous les rouages de l'administration jusqu'à sa direction même, les prétendus terroristes s'étaient arrangés pour ne tuer qu'un seul des dignitaires de Staline, Kirov. Au cours des procès, l'accusation cita deux autres victimes de la conspiration : Koubychev, qui dirigeait la Commission du Plan d'Etat, et Maxime Gorki². Ces allégations faisaient bien ressortir l'énorme disproportion entre le caractère universel de la conspiration et ses résultats négligeables. C'est comme si l'on avait dompté toute la force des chutes du Niagara pour actionner un bateau d'enfant.

La nature artificielle de tout cela fut encore soulignée par le fait que la plupart des accusés se conduisaient comme des fantômes, du moins ceux

qui furent jugés en public. De nombreux hommes éminents, tous les chefs civils et militaires, furent jugés à huis clos; beaucoup furent exécutés sans procès parce qu'on n'avait pu leur faire reconnaître ou regretter des crimes qu'ils n'avaient pas commis. Mais tous les malheureux sur lesquels on braqua les projecteurs apparaissaient en pénitents confessant très haut leurs péchés, se traitant de fils de Bélial et louant au fond de leur misère le surhomme dont les pieds les réduisaient en poussière. Une nation horrifiée et hébétée était forcée de reprendre en chœur ce refrain : « Tuez ces chiens enragés ! » par lequel le procureur Vychinsky terminait invariablement ses réquisitoires. Les confessions des accusés étaient les seules bases des procès et des verdicts. On ne présenta pas une seule preuve qui aurait pu être vérifiée dans une procédure légale normale. Dans les quelques cas où les accusés se référèrent à des circonstances précises de leurs prétendues rencontres avec Trotsky à l'étranger, circonstances que l'on pouvait vérifier, la fausseté de leurs confessions apparut immédiatement. Un hôtel de Copenhague dans lequel trois accusés, Hollzman, David et Berman-Yourine auraient eu un rendez-vous avec Trotsky, était démoli depuis de nombreuses années au moment du rendez-vous. Les autorités d'un aéroport près d'Oslo, où Piatakov prétendait avoir atterri avec un avion allemand pour rencontrer Trotsky, témoignèrent qu'à la période indiquée (et pendant plusieurs mois avant et après) aucun avion étranger n'y avait atterri. Trotsky et son fils apportèrent des preuves, dont quelques-unes portaient la signature d'Edouard Herriot, alors président du Conseil français, connu pour son attitude amicale envers Staline, qui démontrèrent que, matériellement, ils ne pouvaient pas avoir été présents aux endroits où, à une certaine époque, selon l'accusation, ils devaient se trouver¹.

L'histoire des luttes intérieures du Parti rend les abjurations des accusés bien moins surprenantes qu'elles ne seraient autrement. Elles n'ont rien de la foudre éclatant dans un ciel serein. Dès le milieu des années 20, c'était devenu une sorte d'habitude rituelle, une pratique courante chez les opposants brisés, que de confesser ses erreurs. Ils avaient commencé par reconnaître des infractions à la discipline et ils finirent par la confession de péchés apocalyptiques. Entre ces deux extrêmes, il y eut une vaste gamme dont ils parcoururent les degrés comme des somnambules, sans guère réaliser où ils allaient. A chaque abjuration, ils acceptaient de confesser un péché légèrement plus grave que celui qu'ils avaient avoué auparavant. Chaque fois, ils espéraient naturellement que ce serait le dernier sacrifice qu'on leur demanderait pour le bien du Parti et pour leur propre rachat. Il est douteux que, même à la fin de ce calvaire, ils se soient bien rendu compte que c'était alors l'holocauste qui les attendait. Ils étaient depuis toujours déchirés par un insoluble conflit entre leur horreur pour les méthodes de gouvernement de Staline et leur solidarité fondamentale avec le régime social qui s'était identifié au règne de Staline. Mais ces sentiments contradictoires n'auraient pas suffi à leur imposer la conduite qui était la leur. Trotsky dans son exil, luttait lui aussi aux prises avec ce dilemme; il ne se mit pas à genoux. Les accusés étaient en proie à des scrupules et des remords; mais ils cédaient aussi à la terreur de Staline. On peut à coup sûr rejeter les légendes suivant lesquelles ils étaient hypnotisés ou soumis

1. Le cas de Léon Trotsky, pp. 109-227.

1. Voir le procès-verbal officiel des procès Sudebnyi Otchet Po Delu Trotskist-skovo-Zinovievskovo Terroristiskovo Tsentra (1936), Sudebnyi Otchet Po Delu Antisovetskovo Pravo Trotskistiskovo Tsentra (1937) et Sudebnyi Otchet Po Delu Antisovetskovo Pravo Trotskistiskovo Bloka (1938).

2. Le principal secrétaire de Staline, A. Poskrebychev, dans ses souvenirs (publiés à Voronège en 1940), dit que Gorki est mort de mort naturelle. Voir A. Poskrebychev i. B. Dvinsky, Uchitel i drug chelovekhestva, dans *Staline* (Izbornik Staley), 1940.

à des drogues mystérieuses. Mais on ne peut douter qu'ils aient subi les tortures morales et physiques utilisées dans les interrogatoires du troisième degré en Russie — et ailleurs. De plus la police politique, comme nous l'avons vu, avait reçu le droit de prendre comme otages les proches des accusés; ces otages servaient d'ailleurs de témoins devant le tribunal. Même les plus indomptables, les plus décidés à sacrifier leur propre vie à une cause, ne se sentaient pas le droit de sacrifier en même temps leurs parents ou leurs enfants. Les accusés espéraient certainement que leurs confessions sauveraient leur famille; et ils avaient peut-être même quelque espoir de se sauver eux-mêmes. Après l'assassinat de Kirov, un décret priva les terroristes du droit d'appel; mais quelques jours avant l'ouverture du procès de Zinoviev et Kamenev, le droit d'appel fut restauré, comme pour entretenir jusqu'au bout cette lueur d'espoir. Quelques-uns d'entre eux, Radek et Rakovsky ne furent d'ailleurs pas exécutés, et lorsqu'un homme échappait à la mort, c'est vingt ou trente qui espéraient pouvoir y échapper aussi. Ils étaient certainement persuadés que les accusations qu'ils portaient contre eux-mêmes étaient si absurdes et si visiblement extorquées qu'elles ne pouvaient souiller leur réputation. (De même, dans les camps de concentration nazis, les gardes contraignaient les hommes à s'insulter en criant : *Ich bin ein Schweinhund*, ou quelque autre insulte incapable de faire impression sur une personne saine d'esprit.) Ainsi, les motifs et les raisons qui amenèrent tant d'hommes éminents à défiler devant Staline en criant : *Ave Caesar, morituri te salutant*, étaient multiples et complexes.

Mais pourquoi Staline avait-il besoin de cet abominable spectacle? On a suggéré qu'il avait envoyé à la mort les hommes de la Vieille Garde pour en faire les boucs émissaires de ses échecs économiques. Il y a là un grain de vérité, mais pas plus. D'abord, il y avait une amélioration très nette des conditions économiques du pays pendant les années des procès. Staline n'avait donc certainement pas besoin de tant de boucs émissaires et, s'il en avait eu besoin, les travaux forcés auraient suffi comme cela avait été le cas pour les premiers procès de ce qu'on avait appelé le Parti industriel ou des Mencheviks. Quelques-uns des condamnés de ces premiers procès firent leur réapparition dans les années 40 comme des personnalités comblées d'honneurs (par exemple le professeur Ramzine). Le vrai but de Staline était plus vaste, c'était de détruire les hommes qui auraient pu constituer non pas un, mais plusieurs gouvernements. Il est assez naturel qu'on ne puisse pas citer à l'appui de cette affirmation de discours ou d'écrits de Staline. C'est dans tout ce qui précède les procès, comme dans leur déroulement et leurs conséquences qu'on a le droit d'en chercher la justification. Dès le début, toute tentative de créer un autre gouvernement, voire d'y penser, fut assimilée à la contre-révolution. La destruction de tous les centres politiques d'où pouvait émaner éventuellement une telle tentative fut la conséquence directe et indéniable des procès.

On peut se demander alors pourquoi Staline entreprit cette épuration en 1936. Les considérations de politique intérieure ne peuvent guère expliquer le choix de ce moment. Si vaste que fût le mécontentement populaire, il s'exprimait trop passivement pour constituer une menace directe. L'opposition était pulvérisée, écrasée, incapable d'agir. Seul quelque choc soudain, quelque désordre convulsif affectant tous les rouages du pouvoir,

aurait pu lui permettre de rassembler ses troupes dispersées et découragées. Un danger de cette sorte était justement en train de prendre corps, et il venait de l'étranger. Le premier des grands procès, celui de Zinoviev et Kamenev, eut lieu quelques mois après que l'armée de Hitler fut entrée en Rhénanie; le dernier, celui de Boukharine et de Rykov, se termina au son des trompettes qui annonçaient l'occupation de l'Autriche par les nazis. L'impérialisme allemand était en train de réarmer et d'éprouver ses forces. Les dispositions d'ordre diplomatique que prit Staline pour parer à cette menace seront étudiées dans les prochains chapitres. Mais il faut noter dès maintenant qu'il ne se faisait pas d'illusions sur la possibilité d'éviter la guerre; et il pesait déjà les solutions qui se présentaient. Un accord avec Hitler ou la guerre contre lui. En 1936, un accord ne semblait vraiment guère possible. La politique d'apaisement pratiquée par l'Occident emplissait Staline de sombres pressentiments. Il soupçonnait l'Ouest, non seulement d'accepter la renaissance du militarisme allemand, mais encore de la favoriser contre la Russie.

La perspective d'un conflit entre la Russie et l'Allemagne seule s'annonçait sinistre. Durant la première guerre mondiale, la puissance de la machine militaire allemande, engagée comme elle était alors dans une lutte sur deux fronts, avait suffi à porter un coup écrasant à la Russie et à saper le tsarisme¹. L'ombre du dernier Tsar doit être apparue plus d'une fois à Staline lorsqu'il considérait les préparatifs de guerre de Hitler. On peut esquisser une conversation imaginaire entre ce vivant et ce spectre : « Ta fin approche, murmure le fantôme, en exploitant le chaos de la guerre, tu as détruit mon trône. Maintenant, le chaos d'une autre guerre va t'engloutir. — Vous autres, monarques déchus, n'apprenez vraiment rien, répond le vivant. Ce n'est pas la guerre qui t'a vaincu, mais le Parti bolchevique. Bien sûr, nous avons profité des conditions créées par la guerre, mais... — Es-tu tout à fait certain, interrompt l'esprit, qu'aucune opposition ne saura tirer profit d'une nouvelle guerre? Souviens-toi de la tumultueuse agitation à Pétersbourg lorsqu'on apprit que les Allemands s'étaient emparés de Riga? Qu'arrivera-t-il si les Allemands réapparaissent à Riga, ou à Kiev, ou au Caucase, ou aux portes de Moscou? — Je te dis que tu avais contre toi le formidable Parti bolchevique, alors que j'ai exilé Trotsky et écrasé tous mes autres adversaires. » Le fantôme éclata de rire : « En 1914-1917, ne t'ai-je pas fait rester en Sibérie, et Lénine et Trotsky n'étaient-ils pas en exil?... »

Dans la crise suprême de la guerre, les chefs de l'opposition, s'ils avaient été vivants, auraient pu en effet être poussés à agir par la conviction, vraie ou fausse, que Staline conduisait la guerre de manière incompétente et fatale. Dès le début, ils auraient pu s'opposer à l'accord avec Hitler; Trotsky n'avait-il pas prévu une telle action contre Staline dans sa fameuse « thèse Clemenceau »? Imaginons un moment que les leaders de l'opposition aient survécu et aient pu assister aux défaites de l'Armée Rouge en 1941 et 1942, voir Hitler aux portes de Moscou, des millions de soldats russes prisonniers des Allemands, le peuple en proie à une dangereuse crise morale comme celle qui se développa dans l'automne de 1941, alors que tout l'avenir des soviets tenait à un fil et que l'autorité morale de Staline était à son

1. « Le souvenir de la puissance allemande au cours de la première guerre mondiale était encore dans toutes les mémoires », rapporta le comte de Schulenburg à Ribbentrop le 6 septembre 1939. *Nazi-Soviet Relations*, pp. 88-89.

point le plus bas. Il est possible qu'ils auraient alors tenté de renverser Staline. Staline était décidé à ne pas laisser les choses en arriver là.

Les accusations qu'il porta contre l'opposition étaient naturellement des inventions scandaleuses. Mais elles étaient basées sur une « vérité psychologique » pervertie, sur une anticipation grotesquement déformante et caricaturale des développements possibles. Il raisonna probablement de cette façon : il se peut qu'ils veuillent me renverser pendant une crise, je les accuserai d'avoir déjà fait cette tentative. Ils croient certainement qu'ils sont plus aptes à conduire la guerre, ce qui est absurde. Un changement de gouvernement peut affaiblir le pouvoir combattif de la Russie et, s'ils réussissent, il se peut qu'ils soient obligés de conclure un armistice avec Hitler, peut-être même accepter une cession de territoire comme nous l'avons fait autrefois à Brest-Litovsk¹. Je les accuserai d'avoir trahi, d'avoir conclu une alliance avec l'Allemagne (et le Japon) et d'avoir cédé des territoires soviétiques à ces Etats.

Il ne fallait pas de moindres prétextes pour justifier le massacre de la Vieille Garde. Si elle avait été simplement exécutée pour s'être opposée à Staline, ou pour conspiration en vue de conquérir le pouvoir, beaucoup se seraient encore considérés comme les martyrs d'une bonne cause. Il fallait qu'ils meurent en traîtres, en auteurs de crimes dépassant la raison, en chefs d'une monstrueuse cinquième colonne. Alors seulement, Staline serait sûr que leur exécution ne provoquerait pas de réaction dangereuse; et qu'au contraire, lui-même serait considéré, surtout par la jeune génération sans expérience, comme le sauveur du pays. Il n'est pas nécessaire de prétendre qu'il n'a agi que par cruauté ou par désir du pouvoir. On peut lui accorder ce crédit douteux d'avoir eu la sincère conviction que ce qu'il faisait servait les intérêts de la révolution, et que lui seul interprétait exactement ses intérêts.

Il est inévitable que cette conspiration imaginaire qui hantait Staline ait, en pleine orgie d'épuration, commencé à prendre corps. Au fur et à mesure que s'élargissait le cercle vicieux de la terreur, il y avait de moins en moins d'hommes importants qui se sentaient en sûreté. Quelques-uns se décidèrent à agir pour arrêter l'horrible mouvement perpétuel. Une telle action ne venait pas des leaders désespérés des anciennes oppositions, mais d'hommes qui avaient jusque-là été au-dessus de tout soupçon, dont l'esprit n'avait pas été brisé par d'incessants reniements et qui disposaient encore de quelque pouvoir. La réaction contre la terreur commença dans l'entourage immédiat de Staline, peu après les procès de Radek, Piatakov et Sokolnikov, au début de 1937. Un conflit sembla s'engager entre Staline et Ordjonikidzé, le vieux Bolchevik qui avait été aux côtés de Staline dans la prison de Bakou, qui l'avait soutenu en 1912 au Comité Central et qui l'avait aidé à soumettre la Géorgie menchevique dix ans plus tard et qui avait ensuite coopéré avec lui dans la lutte contre toutes les oppositions. Ordjonikidzé réagissait maintenant contre la persécution de son adjoint Piatakov et de nombreux autres dirigeants de l'industrie. Le conflit se termina par la

1. Ce fut d'ailleurs en se référant à Brest-Litovsk que les propagandistes de Staline essayèrent plus tard de justifier le pacte germano-russe de 1939. Voir *Falsificateurs de l'histoire*, p. 45.

mort subite d'Ordjonikidzé, dans des circonstances qui restèrent inexplicables. Ce fut ensuite Roudzoutak, jusque-là l'un des chefs de la fraction stalinienne, vice-premier ministre dirigeant les syndicats, qui se tourna contre Staline.

Mais la vraie conspiration prit corps chez les chefs de l'armée, Toukhatchevsky et ses compagnons. Il n'est pas certain que les dirigeants civils semi-libéraux, comme Roudzoutak et Mejlank (autre vice-premier ministre et chef de la fraction stalinienne), se soient joints aux militaires. Les circonstances exactes du complot de Toukhatchevsky et de son échec ne sont pas connues. Mais toutes les versions non staliniennes concordent sur un point : des généraux projetaient vraiment un coup d'Etat. Ils le faisaient pour des raisons personnelles et sur leur propre initiative, sans s'être concertés avec une puissance étrangère¹. L'épisode principal de ce coup d'Etat devait être une révolte de palais au Kremlin, aboutissant à l'assassinat de Staline. Une opération militaire décisive était également projetée en dehors du Kremlin, la prise d'assaut du quartier général de la Guépéou. Toukhatchevsky était l'âme de la conspiration. Soldat de grand talent, le vrai modernisateur de l'armée, il gardait la gloire de ses victoires pendant la guerre civile et était le favori de l'armée. Il était d'ailleurs le seul de tous les chefs militaires et civils de l'époque qui, à de nombreux égards, ressemblait au Bonaparte original et qui aurait pu jouer le rôle de Premier Consul russe. Le commissaire politique en chef de l'armée, Gamarnik, qui plus tard se suicida, faisait partie du complot. Le général Yakir, commandant de Léningrad, devait assurer la coopération de sa garnison. Les généraux Ouborevitch, commandant de l'Académie militaire de Moscou, Primakov, adjoint de Boudienny à la tête de la cavalerie, et quelques autres, étaient également dans le complot. Le 1^{er} mai 1937, Toukhatchevsky se tenait aux côtés de Staline au mausolée de Lénine et passait en revue la parade du 1^{er} Mai. Onze jours plus tard il était limogé. Le 12 juin, on apprit l'exécution de Toukhatchevsky et de ses amis. Les conspirateurs ne manifestèrent pas de remords et ne firent pas de confessions. Toukhatchevsky fut blessé au cours de son arrestation et amené devant Staline sur une civière. Après un long et violent échange de paroles avec Staline, le maréchal fut remmené en prison. Son certificat de décès fut contresigné par les quatre autres maréchaux : Vorochilov, Boudienny, Blücher et Yégorov — ces deux derniers devaient être épurés peu après².

Même le compte rendu le plus complet de ces procès ne donnerait qu'une idée très lointaine de leurs conséquences. Les vraies épurations massives furent exécutées sans publicité, sans confessions de la part des victimes, et même souvent sans procès. Commentant les étranges cérémonies judiciaires de Moscou, Trotsky écrivait : « Staline ressemble à un homme qui veut étancher sa soif avec de l'eau salée³. » Il fit exécuter des milliers de personnes

1. Parmi tous les documents du procès de Nuremberg des chefs nazis il n'y en a pas un qui fasse la moindre allusion à la prétendue cinquième colonne nazie dans le gouvernement et l'armée soviétiques. Pourrait-il y avoir réfutation plus éloquente des procès que cette étonnante lacune dans les preuves?...

2. Les sources officielles soviétiques ne donnent pas de compte rendu précis du complot. On peut trouver des versions antistaliniennes dans E. Wollenberg, *L'Armée Rouge*, pp. 232-236; M. Borbov, Jagonov ili Revolutsia, dans *Sotsialisticheski Vestnik*, n° 10, 1947, et dans V. G. Krivitsky, *I was Stalin's Agent*.

3. *Bulleten Oppozitsii*, n° 64.

et en envoya des dizaines de milliers, des centaines de milliers en prison et dans les camps de concentration. La nature même de son dessein l'obligeait à agir de la sorte. Il avait entrepris d'anéantir les hommes capables de former un autre gouvernement. Mais chacun de ces hommes avait derrière lui de longues années de service, au cours desquelles il avait formé et éduqué des administrateurs et des officiers et s'était fait de nombreux amis. Staline ne pouvait savoir si parmi les partisans des victimes, certains n'allaient pas les venger. Après avoir détruit la première équipe des dirigeants capables de constituer un gouvernement, il ne pouvait épargner la deuxième, ni la troisième, ni la quatrième, ni la nième. Tous les membres du Parti qui avaient été formés par Zinoviev, Kamenev, Boukharine, Rykov; les diplomates qui devaient leur carrière à Rakovsky ou Sokolnikov, les officiers dans les dossiers desquels on pouvait trouver à l'Académie militaire un témoignage favorable signé par Toukhatchevsky, les directeurs d'entreprises qui avaient travaillé avec Piatakou, tous étaient dangereux, suspects et condamnés. Des communistes réfugiés d'Allemagne nazie, de la Pologne de Pilsudski, de la Hongrie de Horthy, qui avaient eu autrefois des relations avec l'une ou l'autre fraction du Parti bolchevique étaient automatiquement voués au même sort¹. On ne connaîtra peut-être jamais le nombre des victimes. D'après certaines sources, rien que dans l'armée, environ vingt mille officiers, vingt-cinq pour cent de l'ensemble du corps des officiers, furent arrêtés et plusieurs milliers exécutés². Toute la structure de l'Etat était ébranlée.

Au plus fort de ce tremblement de terre, en novembre 1937, Staline promulgua la nouvelle constitution, dans une adresse au VIII^e Congrès des Soviets³. Il tirait un voile de phrases et de promesses libérales sur la guillotine qui se trouvait à l'arrière-plan. La nouvelle constitution devait modifier le système électoral de Lénine, qui avait ouvertement et franchement favorisé la classe ouvrière industrielle, et donner un droit de vote égal à toutes les classes, y compris l'ancienne bourgeoisie qui, jusque-là, en était privée. Les élections indirectes devaient être remplacées par des élections directes, le scrutin public par un scrutin secret. Un tel progrès, disait Staline, était possible parce que la structure de la société avait changé, la première phase du communisme avait été réalisée; la classe ouvrière n'était plus un prolétariat; les paysans avaient été intégrés dans l'économie socialiste; et la nouvelle intelligentsia était issue de la classe ouvrière. S'opposant à un amendement que quelqu'un était supposé proposer, au projet de la constitution, il insista sur le fait que la constitution devait garantir aux républiques constituantes le droit de se séparer de l'Union Soviétique. S'opposant encore à un autre amendement qui visait à donner la souveraineté à un président de la République au lieu des nombreux présidents du soviet suprême, Staline avertit son auditoire qu'un seul président pourrait devenir un dictateur, la constitution ne devait pas permettre une telle éven-

tualité. Il insista même sur la nécessité de donner le droit de vote aux anciens gardes blancs et aux prêtres. Mais ce qu'il y avait de réel dans ces Mille et Une Nuits de la démocratie, c'était l'interdiction constitutionnelle de toute forme d'opposition. « La liberté pour plusieurs partis, disait Staline, ne peut exister que dans une société formée de classes antagonistes, dont les intérêts sont mutuellement hostiles et inconciliables... En U. R. S. S., il n'y a place que pour un seul parti¹. »

Il se lança alors dans une autre entreprise, le *Précis de l'histoire du Parti communiste de l'Union Soviétique*, qu'il présenta comme le premier ouvrage sérieux et exact dans son domaine. Toute l'histoire du Parti y fut réécrite à la lumière des procès. Tous les livres antérieurs, même ceux qui avaient été écrits par les plus proches partisans de Staline, comme Yaroslavsky, furent déclarés apocryphes et retirés de la circulation, car ils racontaient tous une histoire qui ne concordait pas avec les dernières « découvertes ». Le nouveau livre, qu'on appela aussitôt la Bible du Parti, fut écrit par les secrétaires de Staline, selon ses directives personnelles. Seule sa partie philosophique, résumé grossier de la théorie marxiste sur la dialectique, fut composée par Staline lui-même. En tant qu'instigateur des procès, il restait invisible au public. Il n'apparaissait que dans le rôle de philosophe, d'historien et de créateur d'une constitution.

Tant que la guillotine était en action, beaucoup pensèrent que Staline, lui aussi, en serait la victime. Il détruisait la Vieille Garde, mais il en avait lui-même fait partie. Sur qui pourrait-il compter une fois disparue l'armature du régime bolchevique? « Staline approche de la fin de sa tragique mission, écrivait Trotsky en septembre 1937, plus il lui semble qu'il peut se passer de tout le monde, plus se rapproche l'heure où personne non plus n'aura plus besoin de lui. Si la bureaucratie arrive à changer les formes de propriété et si une nouvelle classe se cristallise dans ses rangs, cette dernière trouvera de nouveaux chefs sans passé révolutionnaire et qui seront plus cultivés. Staline n'aura guère droit à un mot de remerciement pour le travail qu'il a accompli. La contre-révolution ouverte lui réglera son compte en l'accusant très probablement de trotskysme². » Quelques mois plus tard, Trotsky faisait une prédiction différente : « Staline prépare son « couronnement » sur les ruines de la révolution et les cadavres des révolutionnaires. Son couronnement à la manière de Bonaparte coïncidera avec sa mort politique pour le mouvement ouvrier³. » Aucune de ces prophéties ne se réalisa; et quant au « couronnement » de Staline, il eut lieu avant et non après les procès. L'aspect vraiment étonnant de ces épurations étant donné leur envergure et leur outrance, c'est combien peu il modifia les apparences en Russie soviétique, combien peu la structure du régime sembla être affectée en fin de compte par la lourde hache qui l'avait frappée. Après comme avant les procès, la société russe paraissait, d'une

1. Parmi les plus célèbres communistes étrangers qui périrent alors se trouvaient : Bela Kun, chef de la Révolution hongroise de 1919, Remmele et Neumann, les porte-parole communistes les plus importants au Reichstag avant Hitler, presque tous les membres du Comité Central du Parti communiste polonais et beaucoup d'autres.

2. E. Wollenberg, *L'Armée Rouge*, p. 253.

3. J. Staline, *Problèmes du Léninisme*, pp. 540-568.

1. L'argument n'avait guère de sens, même du point de vue de Staline car il considérait les Tories et les libéraux britanniques ou les républicains et les démocrates américains comme des partis capitalistes ne représentant pas les « intérêts mutuellement hostiles et inconciliables ». Un système de deux partis pouvait donc reposer sur la base d'intérêt d'une seule classe.

2. *Bulleten Opozitsii*, n° 58-59.

3. *Ibid.*, n° 60-61.

part, fébrilement absorbée par les réalisations économiques et, d'autre part, languir dans un état de torpeur morale et politique. Avant et après, Staline était salué comme le père des peuples et le chef aimé.

Robespierre, lorsqu'il eut détruit ses adversaires, se trouva soudain à la Convention en présence de la rébellion des thermidoriens. La Convention était encore pleine de cet élan turbulent qui avait marqué toute son existence. Dans une telle assemblée, des gens auxquels le règne de la terreur avait donné le courage du désespoir pouvaient se dresser pour attaquer le dictateur et amener sa chute. Au cours des deux décades écoulées depuis 1917, toute impulsion politique spontanée s'était retirée du corps soviétique. Aucune institution délibérative comme la Convention ne se dressait contre « les ennemis du peuple ». Staline lui-même manœuvrait toutes les commandes qui reliaient son bureau au quartier général de la police, aux prisons et aux cours de justice gardées contre toute intervention imprévue. A aucun moment il n'eut à se justifier devant un auditoire quelconque d'où un cri de protestation aurait pu s'élever. Ses thermidoriens avaient été soutenus par le peuple tout entier que la terreur indisposait. Ils firent ouvertement appel au peuple. Les hommes qui essayèrent de mettre fin au règne de Staline, Toukhatchevsky et ses compagnons, agissaient à l'insu du peuple, comme un petit groupe de conspirateurs absolument secret. Là résidait leur faiblesse fatale.

La raison plus profonde du triomphe de Staline venait, comme nous l'avons dit, de ce qu'il offrait à son pays un programme nouveau et positif d'organisation sociale qui, bien qu'imposant des privations et des souffrances au grand nombre, ouvrait aussi des perspectives inespérées à beaucoup d'autres. Ceux-ci avaient intérêt à ce qu'il restât au pouvoir. Ceci, en dernier ressort, explique pourquoi, après le massacre de la Vieille Garde, Staline ne se trouva pas abandonné de tous. Pendant près de trois ans, chaque bureau de l'Etat et du Parti avait subi un nettoyage impitoyable. On ne retrouvait en 1938 qu'une poignée des administrateurs qui étaient en fonction en 1926¹. Les épurations laissèrent de nombreux postes vacants dans tous les domaines de l'activité publique. En cinq ans, de 1933 à 1938, près d'un million d'administrateurs, de techniciens, d'économistes et d'hommes des autres professions étaient sortis des grandes écoles, nombre énorme pour un pays dont la classe instruite formait autrefois une couche très mince de la société². C'était une nouvelle intelligentsia, dont les rangs garnirent les bureaux vidés par l'épuration. Ses membres, élevés dans le culte stalinien depuis leur enfance, étaient soit hostiles aux hommes de la Vieille Garde, soit indifférents à son sort. Ils se mirent au travail avec un zèle et un enthousiasme que ne diminuaient pas les récents événements. Leur compétence, il est vrai, était très modeste. Ils n'avaient presque pas d'expérience pratique. Le pays devait encore payer un prix exorbitant pour la formation pratique de ses fonctionnaires civils, de ses directeurs industriels et de ses chefs militaires; et cet apprentissage devait se poursuivre encore pendant la seconde guerre mondiale.

Au début de 1939, les épurations avaient cessé. En mars, Staline l'annonça

au Congrès du Parti, réuni après un intervalle de cinq années bien remplies. Les statuts du Parti furent amendés dans un esprit presque libéral. Les épurations, même d'un caractère tempéré comme celui qu'elles avaient au temps de Lénine, furent abolies. « Sans aucun doute, disait Staline, nous n'aurons plus besoin de recourir à la méthode des épurations en masse¹. » Il se moqua des étrangers qui pensaient que les procès des « espions, assassins et saboteurs » avaient affaibli l'Etat soviétique. Mais il se demandait publiquement : « N'est-il pas surprenant que nous n'ayons découvert les activités de conspiration et d'espionnage des chefs trotskystes et boukhariniens que tout récemment en 1937 et 1938, alors que, comme le montrent les aveux, ces individus étaient au service d'organisations d'espionnage étrangères et poursuivaient leurs activités depuis les tout premiers jours de la Révolution d'Octobre? Comment se fait-il que nous n'ayons pas remarqué cela plus tôt²? Comment en vérité? Par une vigilance insuffisante, répondait-il, par une sous-estimation » de l'importance du service de renseignements soviétiques. L'un des derniers actes de l'épuration fut l'exécution de Yejov, chef de la police politique, organisateur direct de tous les procès qui avaient eu lieu depuis la démission de Yagoda. Le successeur de Yejov fut L. Berya, compatriote de Staline et l'un de ses biographes, qui avait été jusque-là chef de la police politique en Géorgie.

L'épilogue n'eut réellement pas lieu en Russie, mais au Mexique, où Trotsky s'était établi, après avoir longtemps voyagé. En 1936, alors que Trotsky résidait en Norvège, Staline, par l'intermédiaire de son envoyé diplomatique à Oslo, exerça une pression sur le gouvernement norvégien pour qu'on le prive du droit d'asile. Les Norvégiens furent menacés d'un boycottage commercial, menace assez grave, puisque la prospérité de la Norvège dépendait de son commerce avec la Russie. Le ministre de la Justice, Trygve Lie, accepta d'interner Trotsky, mais refusa de l'expulser ou de l'extrader. Ayant quitté la Norvège pour le Mexique, Trotsky continua de fulminer contre la politique de Staline, démontant le mécanisme des procès et essayant, sans succès, de donner vie à la IV^e Internationale. Il était harcelé par des attentats répétés contre sa vie. Tous ses enfants étaient morts dans des circonstances mystérieuses, qui l'amènèrent à accuser Staline de les avoir assassinés par vengeance. Finalement, le 20 août 1940, alors qu'il avait entrepris d'écrire une biographie accusatrice de Staline, un obscur individu qui se faisait passer pour un de ses partisans, le frappa à la tête avec un piolet. Ainsi le verdict du tribunal de Moscou qui avait condamné Trotsky à mort était exécuté. Ayant pourchassé sans merci le trotskysme en Russie, Staline remportait maintenant son dernier et sombre triomphe sur cet homme dont le nom, comme celui de Lénine, avait porté les grandes espérances et les grandes illusions de la Révolution d'Octobre. La mort de Trotsky mettait fin à ces espérances et ces illusions. Il y avait un symbole tragique dans le fait que le sang de Trotsky s'était répandu sur les feuilles de papier sur lesquelles il racontait la carrière de Staline. Mais dans la tourmente de cette année-là — l'été de 1940 — l'épilogue des procès de Moscou passa presque inaperçu.

1. Aucun des secrétaires des comités provinciaux du Parti, les Obkoms, qui étaient en fonction en 1936, ne furent reconduits en 1937. *Bulleten Oppozitsii*, n° 70.

2. J. Staline, *Problèmes du Léninisme*, p. 620.

1. *Ibid.*, p. 625.

2. *Ibid.*, p. 632.

CHAPITRE X

POLITIQUE ÉTRANGÈRE ET KOMINTERN (1923-1933)

Staline n'a pas de doctrine arrêtée en politique étrangère. — Une vision poétique : les Scythes d'Alexander Blok. — La révolution rompt avec l'impérialisme. — Le bolchevisme contre le Traité de Versailles. — Le pacte germano-russe de Rapallo (1922). — Débâcle du communisme allemand, en 1923. — Rôle de Staline dans le Komintern. — Le Komintern essaie de la modération (1925-1926). — Le tournant ultra-gauchiste de 1928. — Staline sur le fascisme et le nazisme. — Une échappée sur la politique future. — Le discours secret de Staline (1925) sur la position russe dans une nouvelle guerre. — Il condamne toute idée d'un condominium des grandes puissances et des sphères d'influence.

Pour beaucoup d'étrangers à la Russie, les luttes intestines du Parti bolchevique, les plans quinquennaux et les épurations ne paraissaient être que des bruits incohérents, sans aucun rapport avec les principaux événements se déroulant sur la scène de la politique mondiale. Le personnage de Staline ressemblait à une ombre se mouvant dans un décor très lointain. C'est seulement lorsque le danger de la seconde guerre mondiale fut devenu imminent qu'il vint à l'esprit de beaucoup que ces bruits étaient peut-être le présage d'un pacte essentiel du drame et que l'ombre qui s'agitait à l'arrière-plan se révélerait peut-être l'un de ses principaux acteurs. Dans l'année de tension qui suivit Munich, on se demandait avec de plus en plus d'anxiété : « Que va faire la Russie ? » ou plus simplement encore : « Quelle est la politique de Staline ? »

On pouvait trouver la réponse en partie dans les discours de Staline et dans les « Thèses » et les résolutions sur la politique étrangère, adoptées par le Parti. Mais ces déclarations publiques n'étaient pas extrêmement satisfaisantes. En général, les discours de Staline ne présentaient qu'un fatras de formules sèches et contradictoires, assemblées selon les nécessités du moment et les exigences de l'orthodoxie. Et le fatras ne révélait aucun développement systématique d'idées, aucune doctrine précise de politique étrangère. L'état d'esprit des gens qui le suivaient semblait encore plus impénétrable.

On ne pouvait guère trouver d'éclaircissements sur cet état d'esprit, sur l'attitude instinctive du peuple russe, dans les rapports officiels des congrès du Parti et des soviets. On les aurait trouvés plutôt dans les mots d'un grand poète symboliste, Alexander Blok, l'auteur du fameux poème révolutionnaire mystique : *les Douze*. Dans un autre de ses poèmes *les Scythes*, qui

fut aussi écrit au début de la révolution, et qui fit grande impression sur l'intelligentsia russe, Blok donne une anticipation visionnaire de l'attitude de la Russie soviétique à l'égard du monde. Dans un éclair de génie poétique, il dévoile des ressorts intimes de la sensibilité nationale avec cette sorte d'intuition directe qui est très rare dans les formules politiques.

Sa vision embrasse le passé lointain, presque préhistorique, le présent et l'avenir; et elle montre les impulsions ataviques et les nouvelles impulsions révolutionnaires mêlées en un tissu historique unique. Les Scythes, qui vivaient dans les steppes russes, défendirent longtemps l'Occident grec et romain contre la pression des Huns venant de l'Est; mais ils vivaient eux-mêmes constamment sous la menace d'une invasion romaine venant de l'Ouest. Ce n'est que lorsqu'ils eurent été vaincus dans le combat inégal entre l'Est et l'Ouest que la civilisation romaine s'effondra sous le choc des Huns. Dans l'esprit du poète, l'ancienne Scythie et la Russie contemporaine ne font qu'un. La Russie, réalisant son infériorité vis-à-vis de l'Ouest et cependant fière de sa mission, est encore la frange vigoureuse, semi-barbare, de la civilisation occidentale. Elle continue à se battre pour la survivance de cette civilisation, même si l'Ouest ne lui a jusqu'ici montré en retour que l'hostilité. La Révolution d'Octobre était l'acte suprême de cette défense. L'Occident va-t-il répondre au message de la révolution ou ne l'accueillera-t-il qu'avec son hostilité héréditaire? De cela dépend l'attitude de la Scythie moderne envers le monde :

Vous êtes des millions : nous sommes des multitudes et des multitudes et des multitudes.
Essayez de vous battre contre nous.

Oui, nous sommes les Scythes; oui, des Asiatiques
Aux yeux bridés et avides.
... Oh, vieux monde.

La Russie est un sphinx. Dans la joie et l'épreuve,
Perdant un sang noir,
Elle te regarde, te regarde, te regarde
Avec haine et avec amour.

Oui, avec amour, comme seul notre sang sait aimer,
Il y a longtemps qu'aucun de vous n'a aimé.
Vous avez oublié qu'il peut exister un amour
Qui brûle et qui détruit.

Venez à nos côtés. Des horreurs de la guerre
Venez dans nos bras paisibles;
Avant qu'il soit trop tard, cessons la vieille querelle,
Camarades, soyons fiers.

Et, sinon, nous n'avons rien à perdre.
Nous aussi, si nous le voulons, pouvons être perfides,
Et vous serez à jamais maudits
Par l'humanité malade des générations à venir.

Devant une Europe avenante
Nous nous disperserons dans nos fourrés et nos forêts
Et nous tournerons alors vers vous
Notre vilaine face asiatique.

CHAPITRE X

POLITIQUE ÉTRANGÈRE ET KOMINTERN (1923-1933)

Staline n'a pas de doctrine arrêtée en politique étrangère. — Une vision poétique : les Scythes d'Alexander Blok. — La révolution rompt avec l'impérialisme. — Le bolchevisme contre le Traité de Versailles. — Le pacte germano-russe de Rapallo (1922). — Débâcle du communisme allemand, en 1923. — Rôle de Staline dans le Komintern. — Le Komintern essaie de la modération (1925-1926). — Le tournant ultra-gauchiste de 1928. — Staline sur le fascisme et le nazisme. — Une échappée sur la politique future. — Le discours secret de Staline (1925) sur la position russe dans une nouvelle guerre. — Il condamne toute idée d'un condominium des grandes puissances et des sphères d'influence.

Pour beaucoup d'étrangers à la Russie, les luttes intestines du Parti bolchevique, les plans quinquennaux et les épurations ne paraissaient être que des bruits incohérents, sans aucun rapport avec les principaux événements se déroulant sur la scène de la politique mondiale. Le personnage de Staline ressemblait à une ombre se mouvant dans un décor très lointain. C'est seulement lorsque le danger de la seconde guerre mondiale fut devenu imminent qu'il vint à l'esprit de beaucoup que ces bruits étaient peut-être le présage d'un pacte essentiel du drame et que l'ombre qui s'agitait à l'arrière-plan se révélerait peut-être l'un de ses principaux acteurs. Dans l'année de tension qui suivit Munich, on se demandait avec de plus en plus d'anxiété : « Que va faire la Russie ? » ou plus simplement encore : « Quelle est la politique de Staline ? »

On pouvait trouver la réponse en partie dans les discours de Staline et dans les « Thèses » et les résolutions sur la politique étrangère, adoptées par le Parti. Mais ces déclarations publiques n'étaient pas extrêmement satisfaisantes. En général, les discours de Staline ne présentaient qu'un fatras de formules sèches et contradictoires, assemblées selon les nécessités du moment et les exigences de l'orthodoxie. Et le fatras ne révélait aucun développement systématique d'idées, aucune doctrine précise de politique étrangère. L'état d'esprit des gens qui le suivaient semblait encore plus impenétrable.

On ne pouvait guère trouver d'éclaircissements sur cet état d'esprit, sur l'attitude instinctive du peuple russe, dans les rapports officiels des congrès du Parti et des soviets. On les aurait trouvés plutôt dans les mots d'un grand poète symboliste, Alexander Blok, l'auteur du fameux poème révolutionnaire mystique : *les Douze*. Dans un autre de ses poèmes *les Scythes*, qui

fut aussi écrit au début de la révolution, et qui fit grande impression sur l'intelligentsia russe, Blok donne une anticipation visionnaire de l'attitude de la Russie soviétique à l'égard du monde. Dans un éclair de génie poétique, il dévoile des ressorts intimes de la sensibilité nationale avec cette sorte d'intuition directe qui est très rare dans les formules politiques.

Sa vision embrasse le passé lointain, presque préhistorique, le présent et l'avenir ; et elle montre les impulsions ataviques et les nouvelles impulsions révolutionnaires mêlées en un tissu historique unique. Les Scythes, qui vivaient dans les steppes russes, défendirent longtemps l'Occident grec et romain contre la pression des Huns venant de l'Est ; mais ils vivaient eux-mêmes constamment sous la menace d'une invasion romaine venant de l'Ouest. Ce n'est que lorsqu'ils eurent été vaincus dans le combat inégal entre l'Est et l'Ouest que la civilisation romaine s'effondra sous le choc des Huns. Dans l'esprit du poète, l'ancienne Scythie et la Russie contemporaine ne font qu'un. La Russie, réalisant son infériorité vis-à-vis de l'Ouest et cependant fière de sa mission, est encore la frange vigoureuse, semi-barbare, de la civilisation occidentale. Elle continue à se battre pour la survivance de cette civilisation, même si l'Ouest ne lui a jusqu'ici montré en retour que l'hostilité. La Révolution d'Octobre était l'acte suprême de cette défense. L'Occident va-t-il répondre au message de la révolution ou ne l'accueillera-t-il qu'avec son hostilité héréditaire ? De cela dépend l'attitude de la Scythie moderne envers le monde :

Vous êtes des millions : nous sommes des multitudes et des multitudes et des multitudes.

Oui, nous sommes les Scythes ; oui, des Asiatiques

Aux yeux bridés et avides.

... Oh, vieux monde.

*La Russie est un sphinx. Dans la joie et l'épreuve,
Perdant un sang noir,
Elle te regarde, te regarde, te regarde
Avec haine et avec amour.*

*Oui, avec amour, comme seul notre sang sait aimer,
Il y a longtemps qu'aucun de vous n'a aimé.
Vous avez oublié qu'il peut exister un amour
Qui brûle et qui détruit.*

*Venez à nos côtés. Des horreurs de la guerre
Venez dans nos bras paisibles ;
Avant qu'il soit trop tard, cessons la vieille querelle,
Camarades, soyons fiers.*

*Et, sinon, nous n'avons rien à perdre.
Nous aussi, si nous le voulons, pouvons être perfides,
Et vous serez à jamais maudits
Par l'humanité malade des générations à venir.*

*Devant une Europe avenante
Nous nous disperserons dans nos fourrés et nos forêts
Et nous tournerons alors vers vous
Notre vilaine face asiatique.*

*Mais nous, nous cesserons d'être désormais votre bouchier
Nous, nous n'entrerons pas désormais dans la bataille.
Nous regarderons de nos yeux étroits
Quand vos batailles meurtrières feront rage.*

*Et nous ne bougerons pas non plus quand le Hun féroce
Fouillera les poches des morts,
Brûlera les villes, conduira les troupeaux dans les églises
Et fera rôtir la chair des frères blancs.*

*C'est la dernière fois — rappelle-toi vieux monde!
Qu'à la fête fraternelle du labeur et de la paix,
La dernière fois qu'à la fête brillante et fraternelle
La lyre barbare maintenant te convie.*

« Constantinople doit rester aux mains des musulmans. » « Nous déclarons que l'accord sur le partage de la Perse (conclu entre la Grande-Bretagne et la Russie en 1917) est déchiré et annulé. » « Nous déclarons que l'accord sur le partage de la Turquie (le pacte anglo-russe secret de 1915) et la conquête de l'Arménie est nul et non avenue ¹. » Telle fut l'une des premières proclamations sur la politique étrangère soviétique, signée par Lénine et Staline. Les Bolcheviks venaient d'ouvrir les archives de la diplomatie tsariste, de publier tous les traités secrets, de renoncer aux avantages que la Russie en avait tirés, de proclamer la rupture définitive avec l'impérialisme et une nouvelle ère de relations franches et honnêtes entre les peuples du monde. La révolution ne pouvait accepter qu'une paix juste et démocratique « sans indemnités, ni annexions ». Cet acte d'idéalisme révolutionnaire unique cachait l'espoir bolchevique que les autres pays établiraient bientôt eux aussi un ordre socialiste et renonceraient à dominer les peuples coloniaux. Les Bolcheviks croyaient sans aucun doute qu'en fin de compte leur renonciation aux conquêtes de l'empire tsariste n'entraînerait pas de perte réelle pour la Russie, parce que les avantages matériels et moraux d'un ordre socialiste international compenseraient largement les bénéfices factices que tout pays peut tirer de l'exploitation des peuples plus faibles. Dans l'immédiat, la Russie y perdit; mais les Bolcheviks étaient décidés à montrer l'exemple aux socialistes des autres pays. Les « Scythes » lançaient leur appel à l'Ouest : « Avant qu'il soit trop tard, cessons la vieille querelle. »

Même pendant les années de guerre civile, d'intervention et de famine, cet appel continua à retentir. Le Komintern nourrissait au début l'espoir que les classes ouvrières de l'Ouest trouveraient d'elles-mêmes la voie du socialisme.

Très vite cependant, les leaders soviétiques furent obligés pour se défendre d'avoir recours à quelques-unes des méthodes traditionnelles de la diplomatie. Ils improvisèrent une doctrine diplomatique qui visait à restaurer un équilibre temporaire des puissances européennes qui renforcerait leur position vis-à-vis du monde capitaliste. Par le Traité de Versailles, les vainqueurs, et surtout la France, dominaient le continent. Dans le système

1. L. Fischer, *The Soviets in World Affairs*, vol. I, p. 29.

français d'alliances, la Pologne, la Roumanie et la Tchécoslovaquie jouaient un double rôle : elles devaient servir de rempart contre la menace révolutionnaire de l'Est, aussi bien que contre la pression d'un militarisme allemand renaissant. Ce système d'alliances servit au début beaucoup plus directement contre la Russie que contre l'Allemagne. L'objectif de la Russie était de trouver un contrepoids. La diplomatie soviétique y réussit par un alignement partiel sur les vaincus, contre les vainqueurs, sur l'Allemagne contre les Alliés, surtout contre la France. Fait assez curieux, les politiques britannique et soviétique, malgré tous leurs conflits idéologiques, se développaient en partie de la même façon. Pour des raisons différentes, aux frontières de l'Europe, la Grande-Bretagne et la Russie cherchaient à s'opposer à la domination du continent par une seule puissance militaire. On peut trouver cette similitude jusque dans l'attitude de l'opinion publique des deux pays envers le traité de Versailles. En Grande-Bretagne et en Russie, Versailles était attaqué. Les principaux arguments des *Conséquences économiques de la paix* de J. M. Keynes furent exposés dans l'idiome marxiste par les économistes soviétiques. Mais, contrairement à la Grande-Bretagne, la Russie bolchevique n'était pas gênée par des engagements envers la France et avait le champ plus libre pour tenter d'établir un équilibre des puissances. En 1922, Tchitcherine signa le pacte germano-russe de Rapallo, avant même que la Russie soit parvenue à gagner l'amitié de la Turquie, autre pays vaincu.

Les Bolcheviks avaient au début considéré leurs manœuvres dans le domaine diplomatique comme des demi-mesures temporaires. Ils attendaient encore un soulèvement social en Occident. Le Komintern était le principal levier de leur politique étrangère, la diplomatie n'était qu'un accessoire pauvre. Le Bureau Politique donna des instructions sévères aux diplomates, les empêchant de faire ou de dire quoi que ce soit qui pourrait embarrasser les partis communistes à l'étranger. En général, les ambassadeurs devaient mépriser l'étiquette et parler comme des agitateurs révolutionnaires; et ils devaient s'en tenir tout au plus à des négociations commerciales « modestes et pratiques » avec les États capitalistes.

Cette tendance avait prévalu en matière de politique étrangère quelque temps avant que Staline acquit une certaine notoriété comme membre du triumvirat dirigeant. Lénine s'était partagé la direction de la politique étrangère avec Tchitcherine, commissaire aux Affaires étrangères, Kamenev, Trotsky et les adjoints de Tchitcherine, Karakhan et Litvinov, tous anciens émigrés qui connaissaient bien les pays occidentaux. Staline ne s'était pas occupé de la conduite de la politique étrangère. Il semble que la seule fois où il fut mêlé à un incident diplomatique, ce fut lorsque lord Curzon protesta contre l'un de ses messages aux musulmans, l'interprétant comme une excitation des peuples coloniaux contre le gouvernement de Sa Majesté. Le rôle qu'il avait joué dans le Komintern fut tout aussi insignifiant.

Quand, en qualité de triumvir, il exerça aussi son activité dans ce domaine, il ne fit rien au début pour modifier le cours de la politique étrangère. La Russie recueillait alors les premiers fruits de Rapallo et ouvrait des brèches dans le « cordon sanitaire ». En 1923, 1924 et 1925, de nombreux pays renouèrent les relations diplomatiques et commerciales avec elle. Tous les signes d'une diminution de l'hostilité capitaliste étaient accueillis avec joie à Moscou. Les soviets s'assuraient un répit pour reprendre haleine.

Cette évolution pleine d'espoirs exigeait cependant un nouvel équilibre entre la diplomatie soviétique et le Komintern. Les deux objectifs, la révolution mondiale et des relations normales entre la Russie et les pays capitalistes, étaient au fond incompatibles. L'un d'entre eux devait être sacrifié, ou en tous les cas, subordonné à l'autre. Le choix dépendait de la réponse que les événements donnaient à deux questions : « Quelles sont les chances de révolution mondiale ? » et « Une paix stable entre les soviets et le monde capitaliste est-elle possible ? » Ce dilemme ne se présenta pas brutalement. Il fut progressivement révélé par des changements successifs qui survinrent dans la situation internationale. Et la solution ne prit pas non plus la forme d'une décision délibérée, adoptée et enregistrée à une date déterminée. Elle résulta implicitement d'une série de modifications tantôt imperceptibles tantôt dramatiques.

Après avoir été dirigé pendant quatre ans par Lénine et Trotsky, le Bureau Politique ne pouvait envisager sans scepticisme les perspectives d'une révolution mondiale. Son scepticisme, bien sûr, était caractérisé par la conviction marxiste qu'avaient tous ses membres que le socialisme remplacerait sans aucun doute en temps voulu le capitalisme, comme le capitalisme avait déjà remplacé la féodalité. Mais Staline ne se contentait pas de larges perspectives historiques qui ne semblaient fournir aucune réponse aux brûlantes questions d'actualité. Le processus par lequel la féodalité européenne avait été abolie avait duré des siècles. Combien de temps le capitalisme pourrait-il résister ? Lénine en avait compté les jours, d'abord en semaines, puis en mois, puis en années. La prudence semblait maintenant conseiller de compter en décades. Pendant tout ce temps, le sort des soviets ne serait pas fixé. Le bolchevisme pouvait-il espérer plusieurs décades de paix ? Les succès récents de la diplomatie soviétique autorisaient Staline à l'optimisme. Ainsi, un scepticisme extrême envers la révolution mondiale et une confiance en la réalité d'une longue trêve entre la Russie et le monde capitaliste étaient les doubles prémisses de son « socialisme dans un seul pays ».

Trotsky raconte comment Staline écarta avec mépris les virtualités du communisme étranger. Le Komintern, prétendait-il, n'entreprendrait aucune révolution pendant de nombreuses décades. Lominadzé, l'un des proches compagnons de Staline pendant les années 20, lui attribua plus tard la phrase suivante : « Le Komintern ne représente rien. Il n'existe que grâce à notre soutien ¹. » Staline lui-même nie avoir fait cette remarque. Lominadzé faisait peut-être allusion à une réflexion lancée au hasard d'une séance du Bureau Politique. Mais la plupart des déclarations publiques faites par Staline vers 1925 abondent en insinuations vagues du même genre, quoique bien plus prudentes ².

On peut trouver la plus révélatrice d'entre elles dans les discours qu'il prononça devant les étudiants de l'Université Sverdlovsk le 9 juin 1925 ³. Il décrivait la politique intérieure que la Russie devrait adopter « si elle

1. *Bulleten Oppozitsii*, n° 33, 1933.

2. J. Staline, *Sotchineniya*, vol. VII, pp. 21, 25, 26, 52, 95-98, 123-262. L'auteur a entendu les plus éminents des chefs européens du Komintern vers 1920-1921 et les adversaires de Trotsky attribuer à Staline des remarques identiques en substance à celles que citèrent Lominadzé et Trotsky.

3. *Ibid.*, pp. 126-127.

n'était pas soutenue par une révolution sociale du prolétariat occidental d'ici quinze ans ». Développant ce point, il fit cette supposition que la Russie connaîtrait un isolement pacifique pendant vingt années, c'est-à-dire jusqu'en 1945 ¹. Ce n'était pas là non plus une hypothèse parmi d'autres : c'était le postulat principal sur lequel Staline fondait sa politique. Ses auditeurs étaient de jeunes communistes ardents, dont beaucoup avaient de la sympathie pour l'opposition de gauche ; pour eux, la simple supposition d'un si long arrêt dans la révolution internationale était choquante. La perspective d'une si longue paix paraissait également incroyable. L'orateur devait tenir compte des dispositions de son auditoire et exposer son opinion avec prudence. Dans son esprit, il comptait presque certainement sur une période encore plus longue d'isolement russe.

Une telle attitude exigeait la subordination progressive de la politique communiste aux besoins de la diplomatie soviétique. Dans la période léniniste, la diplomatie avait été pour ainsi dire un service auxiliaire du Komintern. Les rapports entre la diplomatie et le Komintern devaient être renversés : « D'avant-gardes de la révolution mondiale », les partis communistes devinrent, selon les paroles de Trotsky, les « gardes-frontières » plus ou moins pacifistes de la Russie soviétique. Du point de vue de Staline, ç'aurait été une folie absolue que de risquer la substance du socialisme dans un seul pays, pour l'ombre d'une révolution à l'étranger. Le tout, pour les dirigeants bolcheviques, était de savoir jusqu'à quel point était réel le socialisme dans un seul pays et si le communisme international ne représentait qu'une ombre. Ils ne s'entendirent pas là-dessus. Jusqu'à son dernier jour, Trotsky crut que le communisme international contenait plus de réalité, malgré toute sa faiblesse, que le socialisme dans un seul pays, malgré toutes ses réussites. La plupart des autres dirigeants qui balançaient entre Staline et Trotsky hésitaient sur ce point crucial. Quant à Staline, le postulat fondamental de sa politique resta inchangé pendant tout l'entre-deux guerres.

Il est curieux de constater qu'il ne prit jamais la liberté de dévoiler ce postulat fondamental. L'idée que le monde était entré dans une ère de révolution socialiste avait été le ressort essentiel du léninisme. La nécessité pour Staline de rendre hypocritement hommage à cette attente de la révolution était d'autant plus impérieuse qu'il s'engageait de plus en plus dans la lutte contre les Bolcheviks de gauche, qui l'accusaient d'abandonner l'héritage léniniste. C'est surtout dans les premières phases de la lutte, entre 1925 et 1926, qu'il put se permettre d'émettre publiquement l'hypothèse qu'aucun soulèvement socialiste ne se produirait à l'Ouest avant une vingtaine d'années. Puis, pressé par ses adversaires, il se réfugiait dans des déclarations ambiguës d'événements révolutionnaires. De telles prophéties ne constituaient que l'apparence extérieure de sa politique, un revêtement sans lequel une large fraction du Parti n'aurait pas accepté ses idées. Il gardait pour lui seul son intime conviction : tout au plus en discutait-il avec les dirigeants de sa propre tendance ; mais elle était toujours implicite dans ce qu'il faisait. La contradiction entre les deux aspects de sa politique donnait à sa conduite un caractère d'hypocrisie et même de duplicité qui le faisait accuser par ses adversaires antibolcheviques de comploter la

1. *Ibid.*, p. 166.

révolution mondiale, alors que ses adversaires bolcheviques l'accusaient de conspirer contre elle.

La débâcle du communisme allemand en 1923 accéléra de façon décisive la cristallisation de l'ensemble des idées qui constituent le stalinisme. Dans l'été de cette année-là, le Bureau Politique et le Comité Exécutif du Komintern discutèrent avec acharnement de la crise allemande provoquée par l'occupation française de la Ruhr et l'effondrement rapide de la monnaie allemande. Quelques-uns des leaders bolcheviques pensaient que « l'Octobre allemand » approchait. Heinrich Brandler, dirigeant du parti communiste allemand, vint à Moscou pour consulter le Comité Exécutif du Komintern sur la stratégie et la tactique. Ce fut à cette occasion que Staline intervint pour la première fois avec le poids de son influence croissante dans une décision importante du Komintern. Son point de vue sur la situation allemande, qu'il exposa dans une lettre à Zinoviev et Boukharine, était caractérisé par une grande méfiance aux chances du communisme allemand. Il citait toutes les circonstances exceptionnelles qui avaient favorisé les Bolcheviks pendant la Révolution de 1917 et concluait : « Pour le moment, les communistes allemands n'ont rien de semblable. Ils ont naturellement un pays soviétique pour voisin, ce que nous n'avions pas. Mais que pouvons-nous leur offrir?... Si le gouvernement allemand devait s'écrouler maintenant et si les communistes s'en emparaient, ils aboutiraient à une catastrophe ¹. » Il mit en garde contre le danger qu'il y avait à encourager des manifestations communistes trop hardies en Allemagne, que la bourgeoisie et les sociaux-démocrates de droite (« à présent, toutes les chances sont de leur côté ») transformeraient en une bataille générale qui pourrait se terminer par l'extermination des communistes : « Mon opinion est que les Allemands (c'est-à-dire les communistes allemands) devraient être freinés et non poussés. » La différence entre les chances des Bolcheviks en 1917 et celles des communistes en 1923, d'après Staline, était que les Bolcheviks avaient l'appui d'un peuple qui désirait la paix et de paysans qui voulaient s'emparer des terres. Cet argument impliquait que les communistes allemands ne pouvaient espérer s'emparer du pouvoir en 1923, ni dans un avenir déterminé, parce qu'ils ne pourraient jamais obtenir un soutien des paysans comparable à celui qu'avait reçu le bolchevisme et qu'au mieux, seule une défaite allemande dans une nouvelle guerre pourrait leur donner une chance. A la seule circonstance qui aurait pu les favoriser — le rôle de la classe ouvrière beaucoup plus grand en Allemagne qu'en Russie — Staline ne prêtait aucune attention ².

Plus tard, au cours de la même année, comme la tourmente allemande se précipitait, les partisans russes d'une action révolutionnaire gagnèrent du terrain et commencèrent à « éperonner les Allemands », Staline cessa de

1. L. Trotsky, *Staline*, pp. 368-369. L'authenticité de cette lettre est confirmée par les deux dirigeants rivaux du communisme allemand, Heinrich Brandler et Ruth Fischer. Elle n'a jamais été publiée dans les œuvres de Staline, bien que Staline n'en ait jamais nié l'authenticité. A. Thalheimer, *Eine Verpasste Revolution*, p. 31, 1933.

2. Cette lettre contenait une remarque caractéristique sur le fascisme allemand, anticipation de la future tactique communiste : « Naturellement, les fascistes ne dorment pas. Mais c'est notre avantage de les laisser attaquer d'abord : cela rassemblera toute la classe ouvrière autour des communistes. » (*Ibid.*)

montrer son scepticisme et se tint à l'écart. Il laissa Trotsky, Zinoviev et Radek, qui ne voyaient pas les choses de la même façon, se compromettre. Brandler retourna en Allemagne avec toute une série d'instructions incohérentes et contradictoires : il devait organiser une révolution contre les sociaux-démocrates et en même temps entrer dans le gouvernement social-démocrate de Saxe; il devait commencer la révolution en Saxe, pas dans la capitale, ni dans un centre décisif, etc. De telles instructions auraient fait manquer les meilleures occasions à n'importe quel parti insurrectionnel. L'entreprise finit par une série de manœuvres désordonnées et par un échec. Les répercussions de cet échec à Moscou furent très grandes, l'isolement du communisme russe était maintenant scellé.

Pendant quelques années encore, le sort du Komintern resta incertain. Bien que Staline le crût plus ou moins inutile en tant qu'instrument de la révolution, il ne pouvait en dissocier le Parti dirigeant russe, les liens entre le bolchevisme et le Komintern avaient été trop forts. Le Komintern, d'un autre côté, avait conscience de sa mission. Il ne représentait qu'une minorité des classes laborieuses européennes; mais c'était une minorité forte et influente, qui comprenait les éléments les plus idéalistes, les plus actifs et les plus ardents du prolétariat occidental. Son activité ne pouvait que gêner la diplomatie soviétique. Ce fut une des raisons qui amenèrent Staline à essayer de subjuguer cette organisation turbulente. L'influence que le Komintern pouvait avoir sur les luttes intestines en Russie constituait une seconde raison. A cette époque, des dirigeants communistes européens, tout en acceptant d'être guidés par les Bolcheviks, ces spécialistes qui avaient réussi leur révolution, les traitaient quand même en égaux et considéraient comme un droit normal de s'occuper, eux aussi, des affaires russes. La plupart d'entre eux, au début, appuyèrent Trotsky contre Staline, les Bolcheviks de mentalité européenne contre la hiérarchie fermée des secrétaires russes. Pour des raisons domestiques aussi bien que diplomatiques, Staline ne pouvait donc qu'appliquer au Komintern, encore accoutumé au libre jeu dans son sens de tendances, de traditions et de points de vue divers, les méthodes au moyen desquelles il était en train de refondre le Parti russe en un corps « monolithique ».

Il agissait de loin, surtout par l'intermédiaire de ses lieutenants qui siégeaient au Comité Exécutif de l'Internationale. Contrairement à Lénine, qui prenait la parole à chaque congrès du Komintern et qui, quoique officiellement chef du gouvernement, assumait publiquement la responsabilité de sa politique, Staline, qui n'était même pas membre du gouvernement, ne prit jamais la parole aux congrès du Komintern. Pendant les grandes cérémonies, il restait assis sur la tribune, silencieux sous les acclamations de la foule cosmopolite des délégués. Seuls les initiés savaient que les débats et les votes publics n'avaient que peu de signification et qu'aucune décision importante du Komintern n'était valable si elle n'avait été approuvée par Staline. Lui-même considérait avec mépris les grandes discussions idéologiques qui avaient passionné Lénine et considérait les congrès normaux comme une perte de temps. Pendant les quatre années durant lesquelles Lénine dirigea, quatre congrès internationaux se réunirent. En vingt-cinq ans de régime stalinien, il n'y en eut que trois : l'un en 1924, qui condamna le trotskysme; un autre en 1928, au cours duquel l'influence de Boukharine et des Bolcheviks de droite fut éliminée; et un troisième

en 1935, qui adopta la politique des fronts populaires. Le centre de gravité de l'organisation se déplaça vers son Comité Exécutif. Dans le Komintern comme dans le Parti russe, l'équipe dirigeante s'assura une prédominance absolue sur l'ensemble du mouvement.

Naturellement, presque tout le travail de Staline pour mettre la main sur l'équipe dirigeante se fit dans l'ombre. Il élimina les esprits indépendants, les rebelles, les doctrinaires, les érudits, ceux qui avaient dirigé le communisme européen dans sa période de spontanéité révolutionnaire. Presque tous étaient compromis dans les revers des années 20 et par conséquent vulnérables; Staline tira profit au maximum de leurs « erreurs et déviations » pour les discréditer. L'attachement sentimental des communistes européens à cette Révolution russe qu'on avait tant calomniée et attaquée était si grand que presque tout dirigeant était perdu si l'on savait qu'il avait contre lui l'autorité du Parti russe. Staline ne se servit que rarement de façon directe de cette autorité. Il laissait le soin de condamner au Comité Exécutif du Komintern. L'Exécutif était démocratiquement élu, par les congrès internationaux. Mais il était presque toujours influencé par la délégation russe sur l'opinion de laquelle pesait le Bureau Politique russe. Et, à l'intérieur du Bureau Politique, Staline influençait la majorité¹. Tel était le mécanisme par lequel il contrôlait l'Internationale. Nominale-ment, les membres russes de l'Exécutif n'avaient pas de prérogatives autres que celles de représentants des partis étrangers; mais leur poids était morale-ment décisif. S'il n'était pas suffisant, diverses formes de pression étaient utilisées pour écraser l'opposition. On fit aux leaders étrangers rebelles le grand honneur de les inviter à travailler au quartier général de l'Internationale à Moscou, où l'on pouvait facilement les surveiller et les isoler de leurs partisans; l'opinion dans d'autres partis communistes était mobilisée contre eux; et leurs adversaires ou rivaux dans leur propre pays étaient encouragés et favorisés. Quand, malgré toutes les campagnes menées contre eux, où la calomnie jouait son rôle, les « déviationnistes » jouissaient encore d'une certaine autorité dans leur propre parti, la trésorerie du Komintern coupait les subsides à ce parti. Mais l'efficacité de ces grossiers moyens de pression restait secondaire². C'est la légende de la Révolution russe, l'essence durable de cette légende, comme la série des mythes dont

1. Staline lui-même était nominale-ment membre de la délégation russe à l'Exécutif du Komintern. Mais il n'agit que très rarement en tant que tel et, quand il le fit, ce fut toujours pour s'attaquer à tel ou tel « hérétique » étranger. Voir *Sotchi-nenya*, vol. VIII, pp. 1-10, 100-108, 109-115.

2. Le financement des diverses sections du Komintern était au début inoffensif. Chaque section devait apporter sa part au trésor de l'organisation et y puisait selon ses besoins. A des degrés différents, cela se pratiquait aussi dans les précédentes Internationales, la II^e, la I^{re}, sans engendrer de corruption. Comme les ressources financières du Parti russe étaient incomparablement plus grandes que celles des autres sections, le Komintern en dépendait jusqu'à un certain point. Les grands partis étrangers pouvaient naturellement se suffire à eux-mêmes. Mais Moscou les encourageait à dépenser pour l'organisation et la propagande au delà de leurs moyens; et plus ils le firent, plus leur bureaucratie devint importante, ainsi que leurs besoins financiers. Habitues à dépenser facilement, ils avaient alors tendance à négliger la collecte de leurs propres cotisations, ce qui avait sur eux un effet démoralisant. Le rôle de « l'or de Moscou » pour l'entretien du communisme à l'étranger a souvent été exagéré de façon mélodramatique, mais il est vrai néanmoins que les subventions firent beaucoup pour soumettre des directions communistes à la tutelle de Staline.

elle bénéficie, qui donnèrent à Staline son ascendant sur tout un vaste ensemble de partis étrangers, dans les rangs desquels les idéalistes en quête d'un nouvel idéal de vie étaient incomparablement plus nombreux que les opportunistes. Les opportunistes eux-mêmes ne l'étaient qu'en un sens, relativement : ils étaient prêts à obéir à n'importe quel maître, pourvu que celui-ci puisse se prévaloir de la révolution. Avec les années, Staline arriva à manœuvrer ses hôtes selon ses propres idées, surtout parce que ses hôtes cherchaient à servir une grande cause, qu'à tort ou à raison ils identifiaient avec l'U. R. S. S. et qui leur semblait dépasser de beaucoup en simplicité et en ampleur les rivalités dans le Bureau Politique russe, les tournants du Komintern, les manœuvres de la diplomatie russe ou même des ombres vagues de la lointaine réalité russe.

C'est ainsi que le Komintern en arriva non seulement à ne refléter que la lumière du Parti russe, mais à en suivre tour à tour tous les tournants. Cela était tellement vrai qu'il est impossible de comprendre l'histoire de l'un quelconque des partis communistes en ne tenant compte que des circonstances nationales. Il serait impossible ainsi d'expliquer les multiples changements d'orientation, le déclin de certains chefs et l'ascension de certains autres ou les réformes dans la structure d'organisation des partis. A l'origine de ces faits, il y avait le plus souvent les préoccupations du Secrétariat Général russe plutôt que les luttes sociales du pays considéré. Pendant la lutte des triumvirs contre Trotsky, celui-ci hantait les nuits du Komintern : les dirigeants que leurs idées et leurs sentiments avaient attachés au président de l'Internationale, Zinoviev, firent front contre Trotsky ou s'effacèrent. Pendant les années de son alliance avec Staline, Boukharine fut la grande lumière de l'Internationale. Il en dictait la ligne politique et en choisissait le personnel parmi les communistes étrangers qui sympathisaient avec le bloc du centre et de la droite du Parti bolchevique. Après l'effondrement de ce bloc, l'Internationale subit une nouvelle cure de « bolchevisation ».

Staline luttait alors pour adapter une organisation héritée de la révolution à ce qu'il croyait être une période de stagnation dans le processus révolutionnaire. L'Internationale avait surgi au plus fort de la tempête révolutionnaire d'une scission dans l'organisation socialiste et avait espéré battre l'aile réformiste du mouvement ouvrier. Le point de vue exprimé par Staline sur la stabilisation du capitalisme ne menait-il pas à l'idée d'un rapprochement entre les deux ailes du mouvement ouvrier, la II^e et la III^e Internationale? Si son diagnostic était juste, les deux internationales ne pourraient, dans l'immédiat, qu'arracher avec plus ou moins d'énergie des réformes et des concessions aux classes possédantes. Sur cette base, une action commune était possible; et leur collaboration aurait pu combler l'abîme qui les séparait. C'est dans cet esprit que les affaires du Komintern furent conduites tant que dura l'association entre Staline et Boukharine. En Russie, la N. E. P. était florissante; sous le couvert d'une économie mixte, le Parti dirigeant patronnait l'agriculture et le commerce privés; et le « fabianisme » de cette attitude semblait exiger qu'à l'étranger aussi on adoptât une attitude modérée, quoi qu'il en coûtât au Komintern.

Deux questions retenaient surtout l'attention de Staline, vers 1925 : la Révolution chinoise et l'attitude des syndicats russes envers les syndicats

britanniques. La Révolution chinoise à ses débuts avait été influencée par la Révolution russe. Sun Yat-Sen, fondateur du Kuomintang, incita ses partisans à conserver l'amitié qui unissait les deux révolutions. Après la mort de Sun Yat-Sen, Staline envoya le message suivant au Kuomintang : « Le Comité Central du Parti communiste russe est convaincu que le Kuomintang portera bien haut l'étendard de Sun Yat-Sen, dans la grande lutte de libération contre l'impérialisme, que le Kuomintang portera avec honneur cet étendard jusqu'à la victoire complète sur l'impérialisme et ses agents en Chine ¹ ». Des conseillers militaires russes vinrent aider le général Tchang-Kai-Tchek dans ses opérations. Les communistes chinois reçurent de Moscou l'ordre d'entrer dans le Kuomintang pour constituer avec lui « le bloc des quatre classes » ; et le Kuomintang lui-même fut représenté à l'Exécutif du Komintern avec les droits d'organisation sympathisante ².

Le problème se posait de savoir quelle était la nature de la Révolution chinoise. Quels seraient ses objectifs ? Quel rôle y joueraient les communistes ? Les aspirations nationales des Chinois, leur désir de se libérer de la tutelle occidentale et de leur propre particularisme féodal constituaient la force motrice du mouvement qui, au début, agit comme une force unie. Sous cette apparence, cependant, il y avait des antagonismes sociaux entre généraux et paysans, marchands et coolies. Ces antagonismes s'aggravèrent de plus en plus. Dans les villes industrielles et commerçantes du littoral chinois, la classe ouvrière devint le facteur politique le plus fort.

Était-ce le 1917 chinois ? Staline et Boukharine répondaient « non », Trotsky « oui ». Si l'on devait chercher un précédent dans l'histoire russe, Staline préférerait le chercher en 1905, alors que les Bolcheviks considéraient que la Russie, pas encore mûre pour le socialisme, ne pouvait aspirer qu'à une révolution bourgeoise. Tout ce que pouvait accomplir maintenant la Chine, c'était une révolution bourgeoise, telle était la conclusion de Staline. Il revenait à ce « vieux bolchevisme » que Lénine avait rejeté avec tant de force en 1917, mais n'avait jamais réussi à effacer complètement de l'esprit de certains de ses disciples. Le but de la Révolution chinoise était d'unifier et de moderniser la Chine et de gagner son indépendance nationale, et non le socialisme, les communistes chinois ne devaient donc pas, selon Staline, viser à l'établissement d'une dictature prolétarienne. Ils devaient plutôt travailler en harmonie avec les classes moyennes, les paysans et les généraux nationalistes progressifs. Il suggéra au Parti communiste de Chine de se soumettre à la stricte discipline du Kuomintang dont il n'était plus qu'une simple fraction ³. Il se servit aussi de la machine de propagande soviétique pour affermir le prestige du général Tchang-Kai-Tchek comme leader incontesté de la renaissance nationale de la Chine. Le gouvernement qui devait finalement naître de la révolution devait être une dictature démocratique du prolétariat et des paysans. Cette formule développée par Lénine en 1905, convenait à la situation particulière concevable seulement dans un « pays » arriéré, où les socialistes marxistes œuvraient à une révolution purement antiféodale, partageaient le pouvoir

1. J. Staline, *Sotchinienya*, vol. VII, p. 50.

2. *Protokoll Erweiterte Exekutive der Kommunistischen Internationale* (February-March 1926), pp. 12-13.

3. J. Staline, *Sotchinienya*, vol. VIII, pp. 358, 365-367 et 373. Voir le discours de Boukharine sur le sujet dans *15 Kontferentsiya Vsesoyuznoi Kom. Partii*, pp. 27-29.

avec les représentants de la classe moyenne et de la paysannerie révolutionnaire.

Les habituelles disputes scolastiques sur cette formule recommencèrent bientôt ¹. Trotsky dénonçait l'alliance de Staline avec Tchang-Kai-Tchek et engageait les communistes chinois à lutter pour une dictature prolétarienne pure et simple. Zinoviev et Kamenev, attachés à la tradition léniniste de 1905, acceptaient « la dictature démocratique du prolétariat et des paysans » ; mais ils critiquaient la politique de Staline parce qu'elle subordonnait le communisme chinois à la direction de la classe moyenne. Cette violente discussion s'envenima d'une manière incroyable et accéléra la scission finale entre Staline et Trotsky.

Pendant ce temps, le « bloc des quatre classes » en Chine se désintégrait également. La croissance du communisme chinois, si modérée que fût sa politique, effrayait Tchang-Kai-Tchek et les chefs des classes moyennes. Tchang se débarrassa brusquement de ses gênants alliés : il renvoya en Russie ses conseillers militaires russes et anéantit férocelement les communistes qui avaient servi sous lui. Staline s'était si fortement compromis en soutenant Tchang-Kai-Tchek que sa situation et son prestige furent un moment sérieusement ébranlés. Il essaya de sauver ce qu'il pouvait des ruines de sa politique chinoise et donna l'ordre aux communistes chinois de se coaliser avec les libéraux de gauche du Kuomintang, qui formaient à Hankéou un gouvernement opposé à Tchang-Kai-Tchek. Cette coalition n'alla pas loin. Le communisme, même lorsqu'il essayait de nier sa propre nature, de s'adapter à ses alliés des classes moyennes, de s'entraîner à l'art de la modération et des compromis, de changer d'insignes et de langage, ne cessait point d'inspirer la peur et de semer la panique chez les chefs et dans les partis des classes moyennes. Il portait la malédiction ou la bénédiction de son origine, les stigmates de la révolution qui provoquaient soit l'horreur, soit l'espoir, mais qu'aucun artifice tactique ne pouvait cacher et que le plus vigoureux nettoyage ne pouvait effacer.

C'est à une semblable déception qu'aboutit l'autre grande expérience inspirée par la modération, le Comité syndical anglo-russe constitué en mai 1925. Le Bureau Politique espérait que les syndicats britanniques useraient de leur influence pour améliorer les relations anglo-russes, très tendues à l'époque. Staline délégua Tomsy, l'un des membres les plus influents du Bureau Politique, pour parler au Congrès annuel des Trade-Unions qui se tenait à Hull. Il en attendait une entente avec les Britanniques qui serait suivie d'un accord plus large entre les ailes opposées du mouvement ouvrier international. Parallèlement au Komintern, le *Profintern* (Internationale des Syndicats rouges) s'opposait à l'Internationale dite d'Amsterdam, qui rassemblait les syndicats réformistes d'Occident. L'échec du *Profintern* était encore plus frappant que celui du Komintern. Moscou acceptait maintenant de reconnaître cette défaite et de conclure une sorte de paix avec Amsterdam. Le Comité anglo-russe était le premier pas dans cette voie. D'éminents Bolcheviks de droite caressant l'espoir qu'une unification des internationales politiques couronnerait le travail de réconciliation, Staline, prudent comme toujours, ne s'abandonnait pas à ces plans

1. Voir chapitre II, pp. 42-43 ; chapitre III, pp. 72-75 ; et chapitre V, pp. 135-141 et autres.

à longue portée. Mais il donna tout son appui au but poursuivi par Boukharine et Tomsy et le défendit contre les âpres critiques des Bolcheviks de gauche¹.

L'amitié entre les chefs des syndicats russes et britanniques ne survécut pas à la tension de la grève générale de 1926. Les dirigeants russes, talonnés par leur propre opposition de gauche, ne pouvaient s'empêcher de critiquer de temps à autre la modération de leurs collègues britanniques. Leurs critiques, quoique tempérées, provoquèrent une certaine irritation. Les leaders des syndicats britanniques, de leur côté, exposés à la pression écrasante de l'opinion conservatrice, se sentaient gênés d'être les alliés des Bolcheviks. Ils refusèrent l'argent collecté par les syndicats russes en signe de solidarité avec les mineurs britanniques en grève. Peu après, le Comité anglo-russe fut dissous; et, avec lui, s'évanouit l'espoir d'une plus ample réconciliation entre le bolchevisme et le réformisme européen.

Les grandes voies d'un compromis avaient ainsi été explorées et les résultats avaient été décevants. Vers la fin de 1923, le monde avait repoussé les Bolcheviks qui se présentaient en révolutionnaires; vers la fin de 1927, il les rejeta lorsqu'ils se présentaient en conciliateurs. Ce n'est pas seulement en Chine et en Grande-Bretagne que le Komintern avait vainement essayé de la modération: il avait fait de même dans la plupart des autres pays européens². Partout les communistes étaient ou abandonnés ou même traqués par leurs anciens alliés. La déception provoquée par la politique de conciliation engendra une réaction dans les rangs communistes et ouvrit une nouvelle voie diamétralement opposée à l'ancienne. Cette réaction était si forte que, dans sa politique chinoise, Staline essaya vers la fin de 1927 de sauver la face en recommandant aux communistes chinois, déjà fort affaiblis par des persécutions et des massacres sauvages, d'organiser le soulèvement de Canton. Celui-ci était voué d'avance à l'échec; il conduisit en fait à un nouveau massacre des Rouges³. Bientôt, tout le Komintern chercha à se racheter de ses malheureuses tentatives de modération par un long accès d'« ultra-gauchisme ». Cette nouvelle politique ultra-gauchiste allait être menée jusqu'au suicide par le Parti communiste allemand face au nazisme montant.

Une autre raison du tournant du Komintern, plus décisive encore que les sentiments qui se manifestaient dans ses propres rangs, était le nouvel alignement qui s'opéra dans le Parti russe en 1928-1929. Staline passait alors à la répression contre les Bolcheviks de droite. Pas une seule des conceptions ou consignes imaginées par Boukharine, Tomsy ou Rykov n'échappa à la condamnation. Tous les problèmes réels mis en cause concernaient l'U. R. S. S.: la N. E. P., l'industrialisation, la collectivisation, etc.

1. J. Staline, *Sotchineniya*, vol. VIII, pp. 176-191. A son retour de Grande-Bretagne, Tomsy, impressionné par le standard de vie élevé des Britanniques et des autres ouvriers de l'Europe occidentale, dit à l'un de ses amis intimes, ancien vice-président allemand du Komintern (qui a raconté l'histoire à l'auteur): « Je ne vois pas pourquoi vos ouvriers de l'Europe occidentale seraient communistes, je ne vois aucune possibilité de révolution en Occident. »

2. En Pologne, par exemple, les communistes et les socialistes s'étaient unis pour aider Pilsudski dans son coup d'Etat de 1926. Une tactique semblable fut adoptée en Roumanie et dans les autres pays balkaniques.

3. L'histoire de la « Commune de Canton » est retracée par Harold R. Isaacs, dans *The Tragedy of the Chinese Revolution*, pp. 352-377.

Mais le puissant mouvement « vers la gauche » survenu dans le Parti russe se répercuta automatiquement dans le Komintern qui avait, jusque-là, été guidé par Boukharine. Certains communistes étrangers inclinaient à se mettre du côté de Boukharine; et c'est pourquoi Staline fut obligé de porter jusque dans l'Internationale la lutte contre lui¹. Il inaugura une nouvelle politique pour les partis européens, qui apparemment correspondait à la tendance qui se faisait jour en Russie. En Russie, la coopération communiste avec les cultivateurs et les industriels privés avait pris fin; on en tira, par une analogie formelle, que les communistes à l'étranger devaient cesser de coopérer avec les autres partis, spécialement les sociaux-démocrates.

Cette répercussion automatique de chaque changement d'orientation du Parti russe sur tous les autres partis constituait une grande, une très bizarre anomalie dans la vie du Komintern; cette anomalie allait devenir la norme. Et c'est pourquoi l'activité du Komintern fut empreinte de tant d'irréalité. Le coup de barre à gauche donné par Staline en Russie n'était pas seulement une affaire très sérieuse: il revêtait les proportions d'un drame national: c'était une refonte jusqu'aux fondations de la structure sociale d'une grande nation. La monstrueuse puissance de l'Etat dépendait d'une modification dans la politique du Parti et transformait les mots et les slogans en faits durables. Mais que signifiaient ces volte-face et tournants dans la politique du Komintern? Tout au plus une pantomime dénuée de sens. C'est comme si la silhouette géante d'un athlète engagé dans un combat homérique avait projeté autour d'elle vingt ou trente ombres dont chacune imitait l'intense combat et les gestes violents du personnage réel avec la prétention d'ébranler le ciel et la terre. L'étrangeté de ce tableau était encore accentuée par le fait que les sections étrangères du Komintern n'étaient pas que de simples ombres. Elles étaient à moitié corps, à moitié ombres. Par un côté de leur existence, elles baignaient dans la réalité d'une vie nationale, essayant d'exprimer les aspirations de la classe ouvrière de leur pays, tandis que par l'autre, elles participaient à une trépidante danse de fantômes autour du Secrétaire Général.

En décembre 1927, immédiatement après que Trotsky, Zinoviev et Kamenev eurent été exclus du Parti, Staline surprit le XV^e Congrès en déclarant que « la stabilisation » du capitalisme était terminée. « Il y a deux ans, dit-il, on pouvait parler d'une période d'équilibre relatif entre l'U. R. S. S. et les pays capitalistes et de leur *coexistence pacifique*. Nous avons maintenant toutes raisons de dire que cette période de *coexistence pacifique* appartient au passé, faisant place à une période d'attaques impérialistes et de préparatifs d'intervention contre l'U. R. S. S.² » Il n'essaya pas d'harmoniser sa nouvelle conception avec ses prédictions passées sur quinze ou vingt-six années de « coexistence pacifique ». Sa nouvelle thèse fut finalement adoptée comme base d'une nouvelle politique au VI^e Congrès du Komintern, dans l'été de 1928, où les délégués étrangers eurent la surprise de voir Boukharine pratiquement limogé, qui disparut de la scène politique³.

Le Congrès prévoyait la venue d'une crise économique catastrophique

1. J. Staline, *Problèmes du Léninisme* (éd. anglaise), pp. 245-249.

2. 15 Syezd (b) V. K. P., p. 34.

3. Pour la propre version de Staline sur la révocation (de motion) de Boukharine, voir son discours sur « les Dangers de la déviation de droite » prononcé devant le Comité Central en avril 1929. *Problèmes du Léninisme*, p. 244.

dans les pays capitalistes (ce pronostic rendu sous l'autorité de Staline, fut confirmé d'une manière frappante l'année suivante par le grand effondrement économique aux Etats-Unis). Une nouvelle tactique résultait de ces prémisses. On s'attendait à toute une chaîne d'explosions révolutionnaires. Les partis communistes d'Occident devaient lancer leur offensive finale contre le capitalisme. Les partis sociaux-démocrates réformistes appelés alors les sociaux-fascistes devaient être considérés comme les ennemis les plus dangereux du communisme. L'aile gauche des partis sociaux-démocrates devait être considérée comme d'encore plus grands obstacles à la révolution socialiste que l'aile droite. « Plus ils sont à gauche, plus ils sont dangereux. » Toute coopération ou contact entre les leaders communistes et sociaux-démocrates exposaient à une contamination. Le Komintern devait se rassembler pour la lutte mondiale en comptant exclusivement sur sa force et sur son élan.

Il est douteux, pour ne pas dire plus, que Staline ait cru cette éruption imminente de tous les volcans révolutionnaires que proclamaient ses propagandistes. Même avec sa piètre connaissance des conditions qui régnaient dans les pays étrangers, il en savait assez pour ne pas partager les illusions ultra-révolutionnaires du VI^e Congrès du Komintern. Avec encore plus d'insistance qu'il ne l'avait fait jusque-là, comme s'il ignorait toutes les trompettes du Komintern, il fit du « socialisme dans un seul pays » le suprême article de foi, obligatoire non seulement dans son propre Parti mais dans tout le Komintern. Il attachait maintenant incomparablement plus d'importance à une nouvelle entreprise construite en Russie, qu'à toutes les grandes promesses de révolution à l'étranger¹. Sa diplomatie tâta le terrain avec encore plus de circonspection qu'auparavant et continuait à s'inspirer de l'hypothèse que la Russie serait pendant longtemps isolée. Il y avait une contradiction indéniable entre ces deux orientations, celle suivie en Russie, et celle qui guidait le Komintern. Il est facile de deviner laquelle de ces deux politiques avait le plus de poids. En vérité, le Komintern se livrait maintenant à un simulacre de combat. Son ultra-radicalisme était tellement irréel que Staline, selon toutes probabilités, ne l'encourageait que parce qu'il n'attribuait que très peu de signification pratique à tout ce que faisait le Komintern à cette époque. Si cela correspondait à ce qu'il pensait, il se trompait fort, car l'ultra-radicalisme du Komintern eut des conséquences importantes mais toutes négatives. Ce fut particulièrement le cas en Allemagne, principal champ d'essai de la nouvelle politique, où le mouvement ouvrier était menacé par la rapide montée du nazisme. Le divorce entre les sociaux-démocrates, qui cherchaient près d'Hindenburg une protection contre Hitler et refusaient d'avoir affaire aux communistes, et les communistes qui voyaient dans les sociaux-démocrates une menace plus sérieuse que dans les nazis, ce divorce tout à fait irrationnel, paralysa les forces politiques de la classe ouvrière allemande alors qu'elle seule aurait pu barrer à Hitler la route du pouvoir. Il ne nous appartient pas ici de faire l'histoire de la charte de la République de Weimar, dont l'épilogue fut la capitulation des organisations ouvrières les plus importantes

du continent devant les Chemises Brunes, sans qu'un seul coup de feu ait été tiré, sans un seul acte de vraie résistance. Qu'il suffise d'indiquer qu'après cette chute, on entendait couramment dire dans la gauche allemande que « sans Staline, il n'y aurait pas eu Hitler ». Il ne faut admettre cette affirmation qu'avec réserve. Dans le concert de lamentations qui suivit 1933, la plupart des leaders de la gauche allemande ne cherchaient que trop à expliquer un échec en le rejetant sur la pernicieuse influence de Staline. Néanmoins, on doit réserver à Staline une part de responsabilité, car la politique du Komintern dont il avait été l'instigateur contribua involontairement au triomphe de Hitler.

Un fait ressort clairement de tous les documents du Komintern dans les années 30 et des propres affirmations de Staline, c'est qu'il ne réalisait pas du tout la signification et le dynamisme destructeur du nazisme¹. Pour lui, Hitler n'était que l'un des nombreux chefs de la réaction qu'un mouvement de va-et-vient faisait tour à tour apparaître et disparaître; c'était un nouveau Brüning ou von Papen, un nouveau Baldwin ou Harding. Personne ne fut plus aveugle que Staline aux aspirations totalitaires du nazisme et à sa capacité de réaliser ces aspirations. Dès 1924, il avait exprimé le fond de sa pensée concernant le fascisme :

Il n'est pas vrai que le fascisme soit seulement une organisation militante de la bourgeoisie... Le fascisme est une organisation militante de la bourgeoisie qui a pour base le soutien effectif de la social-démocratie. Objectivement, la social-démocratie est l'aile modérée du fascisme. Il n'y a pas de raison de supposer que l'organisation militante de la bourgeoisie puisse remporter des succès décisifs... sans être effectivement soutenue par la social-démocratie. Il n'y a pas plus de raison de penser que la social-démocratie puisse remporter des succès décisifs... sans être effectivement soutenue par cette organisation militante de la bourgeoisie. Ces organisations ne se contredisent pas mais se complètent. Elles ne sont pas aux antipodes mais jumelles... Le fascisme est le bloc politique informé de ces deux organisations fondamentales, un bloc qui a surgi dans la crise d'après guerre de l'impérialisme pour lutter contre la révolution prolétarienne².

On peut dire que ces mots représentent la contribution la plus complète de Staline à l'explication du fascisme ou du national-socialisme. Dans les années qui suivirent, il répéta cette opinion une ou deux fois, sans y rien modifier³. Une armée de théoriciens et de publicistes du Komintern rumina les mots : « non aux antipodes, mais jumeaux », pendant des années, sans donner une seule explication cohérente de ce qu'était la nouvelle force sous le choc de laquelle s'écroulait la structure politique de l'Europe. Même après que Hitler se fut emparé du gouvernement, les porte-parole de Staline prédisaient encore un « accord » entre les nazis et les sociaux-démocrates et un déclin imminent de l'influence de Hitler qui serait suivi d'un retour du communisme⁴. Au bout d'un an de gouvernement de Hitler, Staline lui-même, bien qu'il ait déjà correctement annoncé le risque de

1. Staline considérait le nazisme et le fascisme comme essentiellement identiques. Les deux termes sont employés ici, également, l'un pour l'autre.

2. J. Staline, *Sotchineniya*, vol. VI, p. 282.

3. J. Staline, *Léninisme*, vol. II, p. 320.

4. *Rundschau*, n° 43, 1933; *Kommunistische Internationale*, n° 14, 1933.

1. « Un tracteur soviétique vaut plus que dix bons communistes étrangers », était une remarque caractéristique de Bolcheviks haut placés qu'on pouvait entendre au temps du premier plan quinquennal. Cette phrase reflétait la teneur des conversations intimes sur le Komintern dans l'entourage de Staline.

guerre inhérent au nazisme, donna au XVII^e Congrès de son Parti la vague assurance que « la crise révolutionnaire mûrit et le fascisme est loin d'avoir de l'avenir ¹ ». Ce qu'il n'avait pas prévu et que ses porte-parole affirmaient impossible, c'est que Hitler détruirait la social-démocratie en même temps que le communisme, que le fascisme envierait son « frère jumeau » dans les camps de concentration et assurerait solidement son monopole sur le pouvoir. On peut ajouter que Staline ne fut pas le seul à commettre cette erreur. Les chefs sociaux-démocrates allemands, eux aussi, espérèrent jusqu'au bout trouver un *modus vivendi* avec Hitler; et les conservateurs partisans du nazisme, en Allemagne, en Grande-Bretagne et en France se trompèrent également en pensant que Hitler jouerait son jeu suivant leurs règles.

En étudiant ces questions, personne ne peut négliger le contraste frappant entre le manque de compréhension et d'imagination dont Staline, à ce moment, fit preuve, malgré toutes les sources d'informations et de renseignements qu'une grande puissance et une vaste organisation internationale mettaient à sa disposition, et la perspicacité, le sens des responsabilités avec lesquels Trotsky, de sa retraite solitaire de l'île de Prinkipo, réagit à la crise allemande. Dans une série de livres, de brochures et d'articles, Trotsky donna ce qui est jusqu'aujourd'hui l'explication sociologique la plus approfondie du nazisme. Il suivit l'évolution de Hitler pas à pas, en prédit d'avance chaque phase et essaya en vain de faire entrevoir à la gauche allemande du Komintern et au gouvernement soviétique la furie destructrice qui allait éclater sur leurs têtes.

C'est notre devoir (écrivait-il en 1931) de donner l'alarme : la direction du Komintern conduit le prolétariat allemand à une terrible catastrophe, dont le point culminant sera la capitulation panique devant le fascisme. La venue au pouvoir des nationaux-socialistes allemands signifierait avant tout l'extermination de la fleur du prolétariat allemand, la dislocation de ses organisations, la perte de confiance en soi et en l'avenir. Si l'on considère l'acuité... bien plus grande des antagonismes sociaux en Allemagne, l'œuvre diabolique du fascisme italien semblera probablement une expérience pâle et presque humaine en comparaison de l'œuvre du national-socialisme allemand ².

Ouvriers, communistes (Trotsky donnait à nouveau ici l'alarme, deux ans avant l'arrivée de Hitler au pouvoir)... si le fascisme devait arriver au pouvoir, il écraserait nos crânes et nos colonnes vertébrales comme un gigantesque tank. Votre salut ne réside que dans une lutte sans merci. Et seule, une unité combattante avec les ouvriers sociaux-démocrates peut mener à la victoire. Dépêchez-vous, il vous reste très peu de temps ³.

A cette époque, Staline et les autres leaders soviétiques agitaient encore l'épouvantail d'une croisade antisoviétique menée par la France, mais ignoraient le vrai croisé antisoviétique qui apparaissait alors à l'horizon. En juin 1930, Staline décrivait encore la France comme « le pays le plus agressif et le plus militariste de tous les pays agressifs et militaristes du monde » qui se préparait à la guerre contre la Russie ⁴. Aucun des gouver-

1. J. Staline, *Problèmes du Léninisme*, p. 454.

2. L. Trotsky, *Germany, the Key of the International Situation*, p. 23.

3. *Ibid.*, p. 44.

4. J. Staline, *Léninisme*, vol. II, p. 321.

nements parlementaires bourgeois *normaux*, répliquait en fait Trotsky, ne peut à l'heure actuelle risquer une guerre contre l'U. R. S. S. Mais si Hitler arrive au pouvoir et écrase l'avant-garde des ouvriers allemands, pulvérisant et démoralisant tout le prolétariat pour nombre d'années, le gouvernement fasciste sera le seul gouvernement capable d'entreprendre une guerre contre l'U. R. S. S. S'il est vainqueur (en Allemagne), Hitler deviendra le super-Wrangel de la bourgeoisie mondiale ¹. » Moscou accueillit les cris d'alarme de Trotsky avec une dérision satisfaite. Les chefs du Komintern continuaient à répéter avec entêtement le slogan incohérent sur les antipodes et les frères jumeaux.

Jusqu'à l'arrivée de Hitler au pouvoir, la diplomatie soviétique s'en tint étroitement à la politique de Rapallo. Elle donnait un appui circonstanciel à l'Allemagne vaincue contre ses vainqueurs. Cet appui revêtait des formes diverses, mais il ne fut en général pas à la mesure de l'ambition allemande d'aboutir à la révision du Traité de Versailles. L'U. R. S. S. tirait tout le bénéfice qu'elle pouvait de son alliance avec l'Allemagne, aussi longtemps surtout que les autres puissances lui appliquèrent à divers degrés un boycottage commercial. L'importation de produits allemands aidait la Russie à se redresser durant les années 20. Le Bureau Politique avait autorisé Trotsky et Toukhatchevsky à utiliser les talents militaires allemands, ceux des officiers et des techniciens sans emploi, pour l'entraînement de l'Armée Rouge... En échange, les Russes avaient permis à ces techniciens militaires allemands de continuer sur le sol russe les expériences qu'ils ne pouvaient faire en Allemagne en vertu du Traité de Versailles. Staline ne changea rien à ces arrangements. La force des habitudes acquises fit qu'ils restèrent en vigueur quelque temps encore après la venue au pouvoir de Hitler ².

Malgré cela, les relations entre les deux pays n'avaient pas le caractère d'une alliance. Leur but était, comme on l'a déjà dit, de contrecarrer la prédominance de l'Entente et d'empêcher l'Allemagne de se coaliser avec l'Ouest contre la Russie. Chaque fois que les puissances occidentales essayèrent d'alléger le fardeau des réparations qui pesait sur l'Allemagne, par exemple avec le plan Dawes, ou chaque fois qu'elles tentèrent un rapprochement avec l'Allemagne sur la base de Versailles, comme avec le Pacte de Locarno, les chefs soviétiques se demandèrent avec inquiétude si ces manœuvres ne cachaient pas une coalition antisoviétique et ils encouragèrent l'Allemagne à s'opposer à ses vainqueurs. Mais ils n'avaient pas d'illusion dans la stabilité du système de Versailles. « Penser que l'Allemagne s'accommodera de cet état de choses, disait Staline, en commentant le Pacte de Locarno en 1925, c'est espérer un miracle... Locarno qui sanctionne la perte par l'Allemagne de la Silésie et du corridor de Dantzig, la perte par l'Ukraine de la Galicie et de la Volhynie occidentale, la perte de Vilno par la Lituanie, partagera le sort du vieux traité franco-prussien, qui enleva à la France l'Alsace et la Lorraine... Locarno est gros d'une

1. L. Trotsky, *Germany, the Key of the International Situation*, p. 25.

2. C'est ce qu'il y avait de vrai dans l'accusation contre Trotsky et Toukhatchevsky d'avoir coopéré avec la Wehrmacht. La coopération entre la Russie et les armées allemandes dura pendant près de douze ans, de 1922 à 1935, avec l'autorisation du Bureau Politique et sous son contrôle.

nouvelle guerre européenne¹. » Ainsi, en 1925, Staline énumérait avec une très grande précision les centres névralgiques d'où devait partir la seconde guerre mondiale.

Certains des pronostics faits par Staline, vers 1925, sont particulièrement intéressants parce qu'ils permettent d'entrevoir directement ou indirectement sa politique future. Que la paix fût simplement une trêve entre deux guerres, c'était un axiome pour lui qui croyait, comme tous les Bolcheviks, que la concurrence capitaliste pour les matières premières, les marchés et les facilités de placements avantageux, conduisait inévitablement à un conflit armé. Ce qui était incertain, à part la date à laquelle la guerre éclaterait, c'était comment se répartiraient les futurs belligérants. Vers 1925, Trotsky, exagérant outre mesure l'acuité de l'antagonisme anglo-américain, prédit une guerre entre les États-Unis et l'Empire britannique. Ce point de vue fut accepté par le Bureau Politique; et en 1930, encore, Staline le répétait, disant que la rivalité entre les deux puissances anglo-saxonnes surpassait tous les antagonismes entre les nations européennes². L'étoile de la Grande-Bretagne décline, disait-il à un autre moment, et celle de l'Amérique se lève³. L'étoile montante de l'Amérique le remplissait de mauvais pressentiments, car il voyait les États-Unis soutenir le capitalisme européen décadent, principalement au moyen de prêts accordés à l'Allemagne. De plus, les États-Unis refusèrent absolument, jusqu'en 1933, de reconnaître le gouvernement soviétique.

Quelle serait l'attitude de la Russie dans une guerre entre les grandes puissances capitalistes qui étaient toutes impérialistes par définition⁴? Le Bureau Politique aborda à maintes reprises cette question sans jamais parvenir à des conclusions finales. La réponse bolchevique habituelle était de souhaiter qu'un fléau s'abatte sur les futurs belligérants et, voyant la seconde guerre mondiale à travers le prisme de la première, d'espérer que les classes laborieuses des pays en guerre se révolteraient comme l'avait fait la classe ouvrière russe. Généralement parlant, la tâche de la Russie consistait à encourager à l'étranger l'antimilitarisme révolutionnaire.

Pourtant, dans les discussions qui eurent lieu vers 1925, Staline envisageait déjà l'avenir d'une façon différente et plus complexe. Il est encore impossible de donner des détails sur ces débats, dont la plupart furent

1. J. Staline, *Sotchineniya*, vol. VII, pp. 273-274.

2. J. Staline, *Léninisme*, vol. II, p. 316. L. Trotsky, *Europa und Amerika*, p. 43.

3. *Ibid.*, p. 1233 : « Il y a une force qui... détruira inévitablement l'Empire britannique. Les Conservateurs anglais... » (J. Staline, *Sotchineniya*, vol. VII, p. 292.)

4. Il faut remarquer que les Bolcheviks employaient le terme « impérialisme » dans un sens un peu différent de celui qu'il a couramment. Pour eux l'impérialisme ne signifiait pas essentiellement ou nécessairement la domination directe de pays étrangers. Les traits distinctifs de l'impérialisme (tel que Lénine le définit en se basant sur les œuvres d'économistes libéraux et de socialistes anglais et allemands) étaient :

a) La concentration du capital dans des trusts et des cartels monopolisateurs;

b) La fusion du capital industriel et bancaire en « capital financier »;

c) L'exportation de capitaux aussi bien que de marchandises. (*The essentials of Lenin*, vol. I, p. 709.)

Lénine ne semblait pas considérer la possession formelle d'un empire colonial comme le trait essentiel d'un État impérialiste. À la lumière de cette formule, il classait les États-Unis parmi les États impérialistes modernes.

secrets. Ce n'est qu'en 1947 que Staline publia pour la première fois un discours qu'il fit à une séance plénière du Comité Central en janvier 1925 et qui jette une lumière rétrospective sur son attitude.

Les conditions préalables de guerre (disait Staline à propos du budget de la défense) mûrissent. La guerre peut devenir inévitable; naturellement pas demain, ni après-demain mais dans quelques années... Je suppose que les forces du mouvement révolutionnaire de l'Ouest sont grandes, qu'elles s'accroissent, qu'elles augmenteront, et qu'elles pourront renverser la bourgeoisie ici ou là. Cela est vrai. Mais il leur sera très difficile de maintenir leur position... Le problème de notre armée, de sa force et de sa vitalité, se posera inévitablement avec les complications dans les pays qui nous entourent... Cela ne signifie pas que dans une telle situation nous devions inévitablement intervenir activement contre quelqu'un... L'étendard de la paix reste notre étendard comme par le passé. Mais si la guerre éclate, nous ne pourrions guère rester assis les bras croisés. Nous devons y participer, mais nous devons être les derniers à y participer. Et nous devons y participer pour jeter dans la balance le poids décisif, le poids qui fera pencher la balance¹.

Il faudrait lire dans son texte cette déclaration lumineuse. La phrase sur la force du mouvement révolutionnaire de l'Ouest dissimulait à peine le scepticisme de l'orateur. Aussi « grandes » et « croissantes » qu'il imaginait ces forces, elles ne pourraient que renverser ici ou là la bourgeoisie, et même elles ne pourraient pas maintenir leurs positions. Staline ne doutait pas que la force armée de la Russie, et non les forces révolutionnaires étrangères, serait le facteur décisif de la deuxième guerre mondiale. L'Armée Rouge viendrait-elle au secours des révolutions étrangères pour les aider à maintenir leurs positions? Il éludait la question, mais insistait sur le fait qu'elle n'était pas obligée de le faire. Il préférait voir les pays capitalistes en guerre combattre jusqu'à épuisement mutuel, bien qu'il ne l'exprimât pas expressément, de telle façon que l'Armée Rouge puisse « faire pencher la balance », de la même façon peut-être que l'armée américaine avait fait pencher la balance en 1918. Pour l'instant, il voulait établir deux points : premièrement, que l'intérêt de la Russie était de rester aussi longtemps que possible spectateur dans le futur conflit; et deuxièmement, que l'Armée Rouge était supérieure à toute force révolutionnaire, réelle ou potentielle de l'Ouest. Il n'est pas certain que cela ait été déjà bien défini dans son esprit en 1925. Il se peut qu'il ait pensé tout haut en s'adressant au Comité Central. Il se peut aussi que la possibilité d'une guerre anglo-américaine dont on parlait beaucoup lui ait fait penser à l'isolement de la Russie. Quoi qu'il en soit, c'est sur ces deux principes qu'il devait fonder son action au début de la deuxième guerre mondiale.

Un peu plus tard dans l'année 1925, il fit encore une autre déclaration sur la politique étrangère, qui prend rétrospectivement une importance particulière. Il parla aux étudiants de l'Université Sverdlovsk de l'opposition de certains diplomates — il ne mentionna aucun nom — à la politique étrangère du gouvernement. Cette opposition, disait-il, se prononçait pour un rapprochement entre la Russie et l'ancienne Entente, l'abandon du Komintern et la récupération par la Russie des sphères d'influence qu'elle avait volontairement abandonnées. C'étaient là, apparemment, les

1. J. Staline, *Sotchineniya*, vol. II, pp. 13-14.

arrière-pensées de la diplomatie bolchevique qui regrettait d'avoir renoncé aux privilèges impérialistes. Mais ces arrière-pensées représentaient aussi une anticipation perspicace de la méthode par laquelle Staline lui-même devait diriger sa politique étrangère, à partir de 1939, d'accord avec Hitler d'abord, puis avec Roosevelt et Churchill. On ne peut s'empêcher de sourire en lisant la condamnation sans rémission que porte Staline sur ces suggestions prémonitoires :

« Ce serait la route vers le nationalisme et la dégénérescence (c'est en ces termes qu'il a déjà condamné la notion de sphères d'influence en juin 1925, exactement vingt ans avant la Conférence de Potsdam), le chemin vers la liquidation totale de la politique internationale du prolétariat. Ceux qui sont atteints par ce mal ne voient pas notre pays comme la partie d'un tout, qui est le mouvement révolutionnaire mondial, mais comme le commencement de la fin de ce mouvement, croyant que les intérêts de tous les autres pays doivent être sacrifiés aux intérêts de notre propre pays. Pourquoi soutenir le mouvement d'émancipation de la Chine? Ne serait-ce pas dangereux? (demandent-ils). Ne serons-nous pas ainsi entraînés dans des querelles avec d'autres pays? Ne vaudrait-il pas mieux pour nous d'établir d'un commun accord avec d'autres pays « avancés » des « sphères d'influence » en Chine et d'arracher un morceau de la Chine pour nous-mêmes? Ce serait profitable et sûr... Pourquoi soutenir le mouvement d'émancipation en Allemagne? Le jeu vaut-il la chandelle? Ne serait-il pas mieux de s'entendre avec l'Entente sur le Traité de Versailles et de marchander, dans l'espoir d'obtenir certaines compensations pour nous-mêmes?... Pourquoi maintenir des relations amicales avec l'Iran, la Turquie et l'Afghanistan?... Ne vaudrait-il pas mieux de rétablir des « sphères d'influence » en coopérant avec certaines grandes puissances? Voilà le raisonnement nationaliste d'un type nouveau qui cherche à se débarrasser de la politique étrangère de la Révolution d'Octobre ¹. »

Que le désir des sphères d'influence fût dès ce moment vivace dans la diplomatie soviétique semble encore plus surprenant que sa condamnation par Staline. Dans les années 20, ces idées étaient en tout cas prématurées. Le pouvoir de marchandage de la Russie fut trop bas pour que la Grande-Bretagne ou la France acceptassent une quelconque division des sphères d'influence, ce qui explique peut-être la violence de la condamnation de Staline. Il n'avait pas besoin de compromettre sans aucun profit concret la pureté idéologique de sa politique extérieure. Pour de nombreuses années à venir, sa diplomatie se contentera de la défense du *statu quo*, au moins en ce qui concerne la Russie. « Nous ne désirons pas un seul pied de territoire étranger, déclare Staline au XVI^e Congrès en juin 1930, mais nous n'abandonnerons pas un seul pouce du nôtre ². » Ce fut le leitmotiv de la politique étrangère de Staline jusqu'en 1939.

1. J. Staline, *Sotchinénia*, t. VII, pp. 167-169.

2. J. Staline, *Léninisme*, t. II, p. 325.

CHAPITRE XI

LE KOMINTERN ET LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE (1934-1941)

Silence prudent de Staline au cours des premières années qui suivirent l'avènement de Hitler. — La lutte pour la sécurité collective (1934-1938). — Staline reçoit Eden, Laval et Bénès (1935). — La Russie adhère à la S. D. N.; le Komintern annonce la politique du Front Populaire. — La Révolution mondiale, un « malentendu tragi-comique ». — L'attitude de Staline pendant la guerre civile espagnole (1936-1938). — Isolement de la Russie avant et pendant Munich. — La riposte de Staline. — Son discours au XVIII^e Congrès (mars 1939). — Manœuvres diplomatiques au cours des derniers mois de paix. — Ultimes préliminaires au pacte germano-soviétique. — Ribbentrop au Kremlin (23 août 1939). — Le partage de la Pologne. — La première guerre russo-finlandaise. — Staline refuse de se rendre à Berlin sur une invitation de Hitler (mars 1940). — Staline surpris par la chute de la France. — Rivalité germano-russe dans les Balkans. — Un émissaire japonais au Kremlin. — Staline devient Premier Ministre (6 mai 1941) et fait sa dernière tentative d'entente avec Hitler. — Le bilan de la diplomatie de Staline de 1939 à 1941.

L'avènement du nazisme en Allemagne n'a pas décidé Staline à changer immédiatement sa politique extérieure. Il a voulu voir d'abord si le nouveau régime s'avérerait stable et si Hitler allait continuer la politique de Rapallo de ses prédécesseurs ou si, au contraire, il allait, selon les idées exprimées dans *Mein Kampf*, poursuivre une politique d'hostilité implacable vis-à-vis des soviets. Entre temps, Staline avait pris grand soin de ne se livrer à aucune provocation. La passivité absolue avec laquelle le communisme allemand s'était laissé écraser par Hitler aurait dû permettre la continuation de relations amicales entre la Russie et l'Allemagne, car ce fait semblait contredire d'une façon particulièrement spectaculaire les théories courantes sur l'immixtion de la Russie dans les affaires allemandes ¹. L'Accord de Rapallo et le Pacte de neutralité et d'amitié de 1926 étaient encore valables et furent prolongés en 1931. Cette prolongation a été ratifiée

1. Certains oppositionnels communistes (Wollenberg, Krivitsky, etc.) ont affirmé que Staline avait laissé délibérément capituler les communistes allemands, afin de sauver la politique de Rapallo. A notre sens, cette théorie n'a pas été confirmée par des preuves évidentes. La politique de Staline vis-à-vis du nazisme représente un ensemble d'une rare folie et d'un manque de prévision extraordinaire mais non d'une trahison délibérée.

en mai 1933, quelques mois après l'avènement de Hitler. La suppression sanglante par Hitler de toute opposition intérieure et ses persécutions raciales ont affecté aussi peu les relations diplomatiques routinières entre Moscou et Berlin qu'elles touchèrent celles entre Paris et Londres d'une part, Berlin de l'autre. Staline a certainement calculé que la force de la tradition de Bismarck, dans la diplomatie allemande, tradition qui voulait que le Reich évitât des conflits avec la Russie, primerait sur toute autre considération. Pendant la première année du règne de Hitler, Staline n'a prononcé en public aucune parole sur les événements allemands, bien que son silence ait complètement déconcerté les membres du Komintern¹.

Ce silence n'a été rompu par Staline qu'au XVII^e Congrès du Parti, en janvier 1934. Même à ce moment-là, il n'a tiré aucune conclusion des événements qui se sont terminés d'une façon désastreuse pour la gauche européenne, et il a laissé subsister vaguement l'illusion que le fascisme, « un symptôme de la faiblesse capitaliste », ne serait qu'un phénomène de brève durée. Il a cependant également décrit la révolte nazie comme « le triomphe de l'idée de vengeance en Europe », et il fit remarquer que la tendance antirusse dans la politique allemande semblait l'emporter sur l'ancienne tradition bismarckienne. Même dans ces conditions, il s'est efforcé de démontrer que la Russie désirait maintenir les mêmes relations avec le III^e Reich, que celles entretenues précédemment avec la République de Weimar.

« Certains hommes politiques affirment que l'U. R. S. S. s'oriente actuellement vers la France et la Pologne, qu'elle soutient actuellement le Traité de Versailles qu'elle avait combattu et que ce changement doit être expliqué par l'établissement du régime fasciste en Allemagne. Ce n'est pas vrai. Bien sûr, nous sommes loin d'être enthousiasmés par l'établissement en Allemagne d'un tel régime. Cet argument n'est cependant pas décisif, à preuve que le fascisme italien n'a pas empêché la Russie d'établir les meilleures relations avec ce pays. Nous n'avons non plus changé d'opinion vis-à-vis du Traité de Versailles. Ce n'est pas nous, qui avons subi la honte du Traité de Brest-Litovsk, qui chanterons les louanges du Traité de Versailles. Nous estimons simplement que le monde ne doit pas être jeté dans l'abîme d'une nouvelle guerre à cause de ce Traité². »

Les événements qui suivirent confirmèrent cette première position de Staline. L'Allemagne et la Pologne avaient conclu un Pacte de non-agression, et l'on se demandait à Moscou si Hitler n'allait pas jouer sur l'ancienne ambition polonaise de domination de l'Ukraine, ambition dont le maréchal Pilsudski a été un des principaux représentants. Staline fut partiellement tranquilisé lorsque la Pologne consentit à prolonger son Pacte de non-agression avec la Russie. Au même moment, Moscou avait proposé à Berlin

1. La raison principale de cette réserve doit être cherchée dans le conflit latent entre la Russie et le Japon. Deux conséquences importantes en découlent : en novembre 1933, seize ans après la Révolution, les Etats-Unis, sur l'initiative du Président Roosevelt, ont reconnu le gouvernement soviétique. Au même moment, la Russie a cédé les voies ferrées qui se trouvent dans l'Est de la Chine au gouvernement de la Mandchourie, satellite du Japon. L'établissement de relations diplomatiques avec les Etats-Unis a renforcé la situation de Staline, mais dans l'ensemble, il restait faible vis-à-vis de l'Allemagne et du Japon. Au point de vue intérieur, il devait encore supporter les conséquences des suites de la collectivisation.

2. J. Staline, *Problèmes du Léninisme*, pp. 465-467.

d'accorder une garantie germano-russe des frontières et de l'indépendance des petits Etats baltes, qui formaient une sorte de corridor pour chaque armée qui avait l'intention d'envahir la Russie. Hitler, qui ne désirait pas se lier les mains, avait rejeté cette proposition. Désormais, la sécurité des frontières russes fut le premier souci de Staline. L'état de fait existant était hautement insatisfaisant à ses yeux. La route septentrionale à travers la Baltique restait ouverte, aussi bien que la route médiane qui conduisait à travers la Pologne et qui dépendait donc de l'attitude ambiguë du gouvernement de Varsovie. Enfin, une attaque sur le flanc méridional de la Russie aurait été facilitée par l'attitude antisoviétique de plusieurs Etats danubiens; ce ne fut en effet qu'au cours de l'été 1934 que la Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Bulgarie établirent des relations diplomatiques avec les soviets. Pour la première fois depuis Rapallo, la nécessité d'une révision de la politique étrangère soviétique devenait évidente aux yeux de Staline.

Le jeu diplomatique qui débutait maintenant entre la Russie et les adversaires occidentaux de l'Allemagne, et qui devait durer jusqu'à la fin de la décennie, fut peut-être le plus compliqué de toute l'histoire contemporaine, et le rôle de Staline y fut plus complexe que celui de n'importe quelle autre personnalité politique. La complexité de ce jeu n'avait pas cependant pour raison la diversité des motifs et des intentions des différentes parties en présence, mais au contraire leur simplicité et les similitudes fondamentales. Les nombreuses impasses qui s'ensuivirent sont comparables à celles qui résultent, sur un échiquier, de jeux strictement parallèles des deux adversaires en présence. Chacun des futurs ennemis de l'Allemagne a été déchiré entre l'illusion que la guerre pouvait être évitée et la conscience obscure de son inévitabilité. Chacun fut terrifié par le danger de l'isolement et chacun chercha à construire un système d'alliances qui le protégeât. Chacun reculait devant des engagements militaires définis, craignant que de pareils engagements hâteraient la guerre, ou l'approcheraient de ses propres frontières. Chaque membre de la future Grande Alliance espérait obscurément que la force du militarisme allemand ressuscité pourrait être déviée dans un sens indifférent à ses intérêts nationaux. Au début, la faiblesse du militarisme allemand provoqua une passivité générale et Hitler s'est servi de cette passivité pour construire sa machine de guerre. Chacun des futurs alliés sacrifia de l'espace pour gagner du temps, en abandonnant des alliés et des amis, jusqu'au moment où il ne put plus vendre aucun espace pour acheter du temps.

Il est évident que les différents pays ne pouvaient faire leur jeu politique parallèle d'une façon simultanée. Au cours de chaque phase, quelqu'un devait prendre de l'avant, quelqu'un devait sortir des impasses, quelqu'un devait d'abord sacrifier les pions. Malgré toute la similitude et malgré toutes les astuces intelligentes employées par tous les partenaires, chacun insistait sur son droit, en se méfiant de l'autre. La France et la Grande-Bretagne poursuivaient une politique de concessions, tandis que la Russie sonnait courageusement le clairon de la sécurité collective. Au contraire, quand la Grande-Bretagne put se glorifier de vivre les heures les plus fières de son histoire, la Russie fut mêlée à un marchandage sordide avec l'Allemagne. Pour que la Grande Alliance pût durer, un oubli mutuel des fautes fut nécessaire, qui devait cependant être suivi, dès la fin des hostilités, par une dénonciation mutuelle.

Au cours de l'année 1934, Staline se mit à la recherche de nouvelles alliances. Graduellement, mais d'une façon assez visible, il abandonna son opposition au Traité de Versailles. En septembre, la Russie donna son adhésion à la S. D. N. Jusqu'à cette date, le Kremlin et Genève s'étaient boycottés mutuellement; pour Lénine, la Société des Nations fut un « antre de brigands », l'organisation qui devait renforcer la paix de Versailles et perpétuer la domination coloniale, et supprimer tout mouvement d'émancipation à travers le monde. « Pour adhérer à la S. D. N., argumentait Staline, nous devons choisir, comme le camarade Litvinov l'a dit très justement, entre l'enclume et le marteau. Eh bien, nous ne désirons pas être le marteau vis-à-vis de nations faibles, ni l'enclume par rapport aux forts ¹. » Mais la revanche de l'Allemagne fut plus terrible que Versailles. Bientôt Litvinov devint le défenseur le plus ardent d'une S. D. N. forte, capable de briser toute attaque et de punir tout agresseur. Il y avait une survivance d'illusion pacifiste dans la nouvelle ardeur de Staline pour la S. D. N. On pourrait en dire autant de sa tentative de former un pacte oriental. Selon ce pacte, la Russie, l'Allemagne, et tous les pays de l'Europe orientale se promettaient une assistance mutuelle automatique en cas d'agression. Cet effort russe pour créer un Locarno oriental fut énergiquement soutenu par Barthou, ministre français des Affaires étrangères, mais échoua à la suite d'une commune opposition germano-polonaise.

Au début de 1935, Staline avait abandonné la tentative futile de créer un système régional de sécurité collective à l'Est, pour chercher des alliances à l'Ouest. En mars 1935, il reçut Anthony Eden au Kremlin. Le futur chef du Foreign Office n'était qu'un jeune ministre et avait fait son voyage à Moscou après des visites à Prague et Varsovie. Presque au même moment, Sir John Simon, qui occupa un poste important dans le cabinet britannique, rendait visite à Hitler à Berlin. En dépit de ce fait, Eden obtint au Kremlin un accueil chaleureux. Il fut le premier ministre de Sa Majesté à rendre une visite officielle à Moscou la Rouge, après de nombreuses années de friction et d'hostilité. La glace entre les deux nations semblait se rompre et Staline n'épargna aucun effort pour favoriser ce rapprochement. Il quitta l'anonymat de son Secrétariat Général du Parti pour présider la réception de l'hôte britannique. Contrairement à toutes les coutumes bolcheviques, il donna ordre de jouer *God save the King*.

Cependant, cette visite ne devait pas produire, et n'a pas produit, de résultats immédiats. Plus tard, au mois de mai, après l'établissement du service obligatoire en Allemagne, deux autres hôtes importants, Laval et Bénès, arrivèrent à Moscou, pour conclure les alliances franco-soviétique et russo-tchèque. Aussi bien Laval que Bénès furent reçus par Staline, qui, bien qu'il ne fût pas membre du gouvernement soviétique, participa dorénavant régulièrement à des entretiens importants avec des hommes d'Etat étrangers et aux réceptions officielles.

Un incident au cours de la visite de Laval fit sensation. A son retour à Paris, Laval déclara que Staline l'avait autorisé à déclarer qu'il sympathisait avec les efforts de la France pour renforcer son armée. Jusqu'à ce moment, le Parti communiste français, comme tous les autres partis com-

munistes nationaux, avait été opposé par principe à la défense nationale. Ses députés avaient toujours voté contre les crédits militaires et ses membres avaient fait une propagande révolutionnaire au sein de l'armée. La déclaration de Staline sonna comme un désaveu de cette attitude et il y eut une sorte de scandale dans le fait qu'il avait choisi justement Laval, que la gauche française regardait comme un de ses renégats les plus méprisables, comme son porte-parole. Pendant un certain temps les députés communistes continuèrent, à la Chambre, à voter contre les crédits militaires, car la tradition antimilitariste était trop forte pour être balayée sans aucune forme de procédure. En plus, Laval n'avait pas l'intention de rendre effective l'alliance qu'il venait de conclure, en ajournant sa ratification par les Chambres et en empêchant les chefs militaires français de discuter des plans de défense avec leurs collègues russes. Les communistes n'avaient donc aucune raison de voter le budget militaire, cependant la déclaration de Staline laissa prévoir un important changement au sein du Komintern.

Ce changement fut rendu public au VII^e Congrès de l'Internationale Communiste, qui eut lieu la même année. Tous les théories, mots d'ordre et recettes tactiques à la mode depuis 1928 — selon lesquels fascisme et démocratie étaient jumeaux, défense de collaboration avec les chefs sociaux-démocrates, etc. — furent tranquillement relégués dans les greniers du Komintern. La défense de la démocratie — on a laissé discrètement tomber l'adjectif bourgeois — contre le fascisme fut déclarée tâche suprême du prolétariat. Sociaux-démocrates et communistes ont été invités à s'unir dans les fronts populaires, qui devaient inclure également certaines parties de la classe moyenne, des libéraux, des radicaux et même des conservateurs, prêts à lutter contre le fascisme. (Ceci fut un abandon extrêmement radical, non seulement de la tactique précédente, mais aussi des statuts fondamentaux du Komintern, des célèbres vingt et un points énoncés par Lénine et Zinoviev et qui interdisaient explicitement aux communistes de se joindre aux partis bourgeois.)

Les communistes ne devaient pas « effrayer » les classes moyennes par des demandes trop radicales et des mots d'ordre anticapitalistes. Bientôt après ce Congrès, les communistes devinrent les défenseurs les plus ardents et enthousiastes de la défense nationale dans les pays démocratiques. Cette nouvelle ligne fut si sérieusement poursuivie par le Komintern qu'il traqua désormais dans les rangs de la gauche tous les résidus d'antimilitarisme et de pacifisme comme « hérésies dangereuses » et accueillit comme alliés les représentants de la droite traditionaliste et anti-allemande, tels que Mandel en France et Churchill en Grande-Bretagne. Manouïlsky, le porte-parole de Staline dans le Komintern, qui avait dépassé tout le monde par ses vociférations contre les sociaux-fascistes, fut remplacé par George Dimitroff, héros du procès de Leipzig sur l'incendie du Reichstag et dont le nom est devenu symbole de l'antifascisme militant. Staline manifesta à chaque occasion sa communauté de vues avec Dimitroff et le leader bulgare fut à ses côtés à chaque cérémonie et à chaque parade.

Staline avait-il recherché sérieusement l'alliance avec les démocraties bourgeoises occidentales? Les événements de 1939 semblent justifier un doute rétrospectif. Même en 1936, le chef de la mission militaire française en Russie a pu écrire : « La Russie cherche à rejeter vers l'Ouest un orage qu'elle sent monter vers l'Est... Elle ne veut pas être mêlée au prochain

conflit européen, dans lequel elle aspire à jouer, comme les Etats-Unis l'ont fait en 1918, le rôle d'arbitre dans une Europe qui sera épuisée par une guerre sans merci¹. » Ce point de vue se base sur un discours de 1925, quand Staline parla de la Russie comme spectateur dans une future guerre. Il est cependant peu probable que le général français ait connu ce texte. En dépit de ces faits, il est permis d'affirmer que, dans les années 1935 à 1937, et même plus tard, Staline a cherché sincèrement à édifier une coalition antihitlérienne; ce but lui a été dicté par les circonstances. Tous les événements à cette époque semblaient prouver que la diplomatie allemande avait définitivement abandonné la tradition de Bismarck. Au Congrès de Nuremberg, en septembre 1936, Hitler parla de l'Ukraine et de la Sibérie comme parties intégrantes du Lebensraum allemand, en des termes si violents qu'ils semblaient exclure même une entente transitoire entre lui et Staline.

Plus tard, au cours de la même année, l'Axe annonça la conclusion du Pacte anti-Komintern. Pendant la même période, plusieurs incidents de frontière, dont quelques-uns furent sérieux, se produisirent à la frontière russo-japonaise. La Russie semblait menacée en Europe et en Asie; sinon par vertu antifasciste, les exigences de la préservation semblaient pousser Staline à chercher la sécurité dans un système d'alliances solide².

Son objectif principal fut maintenant d'obliger les puissances occidentales à des engagements définitifs ou de les manœuvrer de telle sorte qu'elles fussent obligées de les accepter. Dans cette entreprise, il rencontra une série de déceptions. Le Pacte franco-soviétique d'assistance mutuelle restait un chiffon de papier, même après le départ de Laval et lorsque Daladier et Blum arrivèrent au pouvoir, grâce au Front Populaire. La France et la Grande-Bretagne ne réagirent pas aux provocations de Hitler et restèrent silencieuses aussi bien en face de son réarmement qu'au moment de la remilitarisation de la Rhénanie. Staline était le dernier à croire que la politique de conciliation de l'Occident était causée par la faiblesse ou un manque de perspicacité. En effet, deux ou trois ans après la réintroduction par Hitler du service militaire, la Wehrmacht ne pouvait encore être considérée comme une force militaire dangereuse. Comme la plupart des hommes politiques, Staline considérait l'armée française, couronnée de ses lauriers de 1914-1918 et, comme nous le verrons plus tard, il la surestima jusqu'en 1940. Ses conseillers militaires et politiques lui indiquaient — et ils n'avaient pas tort — que les adversaires de l'Allemagne pouvaient facilement arrêter Hitler, au moins pour un certain temps, par la simple menace d'une intervention militaire. Staline ne croyait pas non plus à un manque de perspi-

1. Ces paroles sont extraites d'un rapport du général français Schweisguth à MM. Daladier et Léon Blum. Cf. Georges Bonnet, *Défense de la paix. De Washington au Quai d'Orsay*, p. 124.

2. Au cours des années 1935-1936, l'Armée Rouge a été l'objet d'une profonde réforme. On a procédé à une mécanisation et à une modernisation et notamment à une réorganisation de l'infanterie, jadis constituée sur le type d'une milice et qui maintenant prit la forme d'une armée permanente. Toukhatchevsky, l'inspirateur de la réforme, a exposé ses projets devant le Comité Central Exécutif de l'U. R. S. S. le 15 janvier 1936. Son discours fut remarquable par sa prévision des méthodes de guerre hitlérienne et par l'insistance qu'il mit à souligner le danger que constituait le III^e Reich. L'avertissement de Toukhatchevsky était en contradiction avec la politique ambiguë de Staline. (Cf. *Soviet Union*, 1936, pp. 389 à 405.)

cacité de la part des Occidentaux, étant persuadé qu'il ne pouvait leur échapper que la coalition des militaires, des nazis et des magnats industriels allemands ne visait pas uniquement à réparer les torts du Traité de Versailles, mais à satisfaire également les ambitions militaires de l'Allemagne. Nous savons maintenant que faiblesse et manque de perspicacité étaient des éléments qui jouaient un rôle important dans la politique de conciliation des puissances occidentales. Mais, visiblement, Staline ne pouvait pas croire à de telles faiblesses chez un homme d'Etat bourgeois et démocratique.

Il a cru longtemps que les Français et les Anglais avaient consenti à la renaissance du militarisme allemand dans l'espoir de détourner son agressement contre la Russie, tout comme lui, s'il avait pu, l'aurait dirigée vers l'Occident. Mais même s'il avait pu entrevoir que la tendance politique poursuivie par la diplomatie occidentale était le résultat de certaines faiblesses de caractère ou d'intelligence, sans révéler un but agressif contre la Russie, il ne pouvait être sûr de cet état de fait et devait se préparer à agir pour prévoir l'éventualité la plus défavorable. Il était indéniable que, pour les milieux gouvernementaux anglais et français, l'idée d'une coalition avec les soviets restait profondément antipathique, même si une partie de l'ancienne hostilité à l'égard de l'U. R. S. S. avait disparu. Les hommes d'Etat occidentaux considéraient le nazisme comme une barrière appréciable contre le bolchevisme et il est certain que quelques-uns ont envisagé de faire de cette barrière une arme et que même ceux qui avaient compris la nécessité absolue d'une alliance avec la Russie, se demandaient s'il ne valait pas mieux laisser les Russes et les Allemands se déchirer mutuellement.

Derrière toutes les manœuvres diplomatiques, qu'elles fussent amicales ou hostiles, on apercevait le vieil antagonisme idéologique. Staline tenta de désarmer les suspicions, les craintes et les préjugés de l'Occident par une politique de modération et de concessions. Il commença par mettre au magasin des accessoires la menace de la révolution mondiale : « Nous n'avons jamais de pareils plan ni intention, assura-t-il à l'un de ses interlocuteurs étrangers qui lui parlait de la révolution mondiale. C'est un malentendu. — Un malentendu tragique? demanda l'interviewer. — Non, répliqua Staline, un malentendu comique, ou, si vous préférez, tragico-comique¹. »

Cette affirmation était partiellement vraie. Les Bolcheviks n'avaient jamais projeté l'exportation de révolutions faites sur mesure. Ils ont toujours cru que chaque révolution doit naître et mûrir dans son propre sol, et ils n'ont espéré que stimuler ce processus. Mais la bourgeoisie des pays occidentaux a trouvé difficile de croire que tout ceci ne fût qu'un malentendu comique ou tragico-comique.

La méfiance à l'égard de Staline ne se basait pas uniquement sur le passé. Même à ce moment, Staline pouvait aussi peu reléguer la révolution mondiale dans le magasin des accessoires qu'il pouvait interdire à sa propre ombre de le suivre. Bien que les slogans qu'il avait préparés pour le Front Populaire fussent d'une modération exemplaire et « purement démocratique », d'une fidélité parfaite à la constitution, « purement » patriotique, on ne pouvait pas ignorer le potentiel révolutionnaire de ce Front. Qu'il

1. *Pravda*, 5 mars 1936.

le veuille ou non, il dut développer ses potentialités et s'en servir. Les victoires électorales du Front Populaire en France et en Espagne ont immédiatement enflammé la confiance des classes ouvrières, vaguement persuadées qu'il constituait le prélude d'une réforme fondamentale, sinon de la révolution. Les chefs communistes, français ou espagnols, ne pouvaient pas se séparer des tendances des masses populaires. La France fut agitée par des grèves, des meetings qui révélaient un pouvoir insoupçonné. L'Espagne se préparait à la guerre civile. L'ensemble de l'Europe occidentale se trouvait sous l'influence de nouvelles forces sociales. Bien que les chefs communistes, pressés par Moscou, fissent souvent de leur mieux pour arrêter ces mouvements, les classes moyennes n'en étaient pas moins effrayées et ces événements firent accroître la sympathie latente pour le fascisme et la méfiance instinctive à l'égard de la Russie.

En fait, par un curieux processus dialectique, les fronts populaires devaient trahir leur propre objectif. Ils devaient préparer une réconciliation de l'Occident bourgeois avec la Russie, ils ne firent qu'augmenter la méfiance. Ils avaient pour première mission d'obliger des gouvernements hésitants à accepter une coalition avec la Russie, mais, au fur et à mesure que leur pression augmentait, le précipice se creusait entre les alliés présomptifs. Aux yeux des classes régnautes françaises et anglaises, les appels de Litvinov en faveur de la sécurité collective devinrent identiques aux grèves sur le tas, à la semaine de quarante heures, aux salaires élevés, et à d'autres réformes sociales que le Front Populaire imposa à l'économie stagnante de la France.

Seule une révolution aurait pu accomplir les objectifs positifs de cette politique. Mais, pour achever un résultat négatif et provoquer une réaction contre-révolutionnaire, sa simple annonce avait suffi. Cette réaction se manifesta rapidement en France la veille de Munich. Le Front Populaire se désagrégeait à vue d'œil et l'alliance franco-soviétique devint moins effective que jamais. « La France n'a pas confiance dans l'Union Soviétique », dit Litvinov à un diplomate en mars 1938, « et l'Union Soviétique n'a pas confiance en la France¹ ».

La guerre civile espagnole mit Staline devant un nouveau dilemme. Il ne pouvait que souhaiter la défaite de Franco, non seulement en concordance avec la politique antifasciste qu'il poursuivait à ce moment-là, mais également parce qu'un régime fasciste de l'autre côté des Pyrénées ne pouvait qu'augmenter la timidité de la France à l'égard de l'Allemagne. D'un autre côté, la guerre civile était lourde de complications révolutionnaires. La classe ouvrière, armée pour la défense du gouvernement républicain, pouvait tenter de proclamer la dictature du prolétariat communiste ou anarcho-communiste. Les paysans sans terre, dans un pays aussi féodal que fut la Russie tsariste, pouvaient réclamer la révolution agraire, mais si l'Espagne devait avoir sa « Révolution d'Octobre » la rupture aurait été encore plus grave au sein de l'Europe occidentale et les chances d'une entente russo-occidentale auraient encore diminué. Le Komintern imposa donc aux communistes espagnols de se limiter à la défense du gouvernement républicain légal contre Franco. Aucune demande de socialisation de l'industrie ou d'expropriation des terres ne devait être faite. Staline donna l'ordre à Litvinov de joindre la Commission de non-intervention formée

sur l'initiative de Léon Blum et pour un certain temps, la Russie respecta fidèlement la non-intervention dans les affaires espagnoles¹.

Cependant, Staline n'a pu persister dans cette attitude. Hitler et Mussolini intervinrent, et ce fait, à lui seul, lui rendit, en tant que protecteur de la gauche, très difficile de se tenir à l'écart. Lui aussi intervint et pressa par les communistes français le gouvernement à suivre son exemple. Il espérait qu'une intervention française allait faire hésiter Hitler et Mussolini. Mais une pareille intervention était d'une conséquence plus lointaine, car elle aurait signifié, de la part des démocraties occidentales, un pas important vers des engagements militaires définitifs contre l'Allemagne. L'Espagne, qui ne fut qu'un terrain d'exercice militaire, aurait pu devenir le premier champ de bataille de la deuxième guerre mondiale. Mais justement, les puissances occidentales redoutèrent qu'une intervention dans la guerre civile espagnole équivaldrait à un prélude à un conflit généralisé ou, hésitant à aider le Front Populaire en battant Franco, ou pour les deux raisons en même temps, les gouvernements occidentaux refusèrent d'intervenir bien que Hitler et Mussolini fussent les bénéficiaires de leur passivité. En fin de compte, les désaccords sur l'Espagne au sein de la Commission de non-intervention contribuèrent largement à une détérioration des relations entre la France, la Grande-Bretagne et la Russie.

Les contradictions dans lesquelles se débattait Staline l'obligèrent à diriger, du Kremlin, une guerre civile à l'intérieur de la guerre civile espagnole. Les anarchistes extrémistes espagnols et les anarcho-syndicalistes critiquaient la tactique non révolutionnaire des communistes. En Catalogne, le P. O. U. M., un parti semi-trotskyiste, essaya de donner un contenu révolutionnaire à la lutte. Staline commença la suppression de ces éléments hétérodoxes à sa gauche. Il fit de leur élimination de l'administration républicaine une condition préalable à la vente de munitions soviétiques au gouvernement. Il envoya en Espagne, en même temps que des instructeurs militaires, des agents de sa police politique experts dans la chasse à l'hérésie et en épuration politique, qui établirent leur propre règne de terreur dans les rangs républicains. Comme pour souligner le côté macabre, il chargea Antonov-Ovseenko, le héros de 1917, et un ancien trotskyiste, de l'épuration en Catalogne, forteresse des hérétiques, uniquement pour épurer Antonov-Ovseenko lui-même après son retour d'Espagne. Le motif principal de cette politique était le désir de Staline de garder au Front Populaire espagnol sa respectabilité républicaine, pour éviter un conflit avec les gouvernements français et britanniques. Il ne sauvegarda la respectabilité de personne et entra en conflit avec tout le monde. L'opinion conservatrice dans les pays occidentaux, qui se désintéressait des luttes intestines de la gauche espagnole, embrouillée par la complexité de Staline, lui attribua la responsabilité dans toutes les tentatives révolutionnaires.

Une autre raison qui fit baisser le crédit diplomatique de la Russie avant Munich ne saurait être négligée : les purges de Moscou. En 1936, des généraux français et britanniques avaient assisté aux manœuvres de

1. Joseph E. Davies, *Mission to Moscow*, p. 189.

1. G. M. Gathorne-Hardy, *A Short History of International Affairs*, 1920 à 1938, pp. 430-432. Joaquin Maurin, *Révolution et Contre-révolution en Espagne*, pp. 131-145.

l'Armée Rouge et furent favorablement impressionnés par ses qualités techniques et guerrières¹. Les purges se chargèrent de contredire cette impression. Elles donnèrent l'impression que l'ensemble de l'édifice craquait. Que les hommes politiques et militaires occidentaux aient cru ou non à la réalité des charges contre les accusés, leur conclusion ne pouvait être que défavorable quant à la valeur de l'U. R. S. S. en tant qu'alliée. Quel pouvait être le moral d'une nation où tant de politiciens éminents, d'administrateurs et de militaires auraient formé une puissante cinquième colonne? Si, au contraire, les accusations étaient fausses, le régime qui les a formulées devait être pourri jusqu'à la moelle. Nous avons vu précédemment que les faits étaient plus compliqués, mais c'est sous cette alternative qu'ils se présentaient à un observateur étranger. D'ailleurs, ce point de vue n'était pas non plus complètement erroné, car ces purges eurent un effet sur l'ensemble de l'administration soviétique et sur l'Armée Rouge. Mais ces effets ne furent pas assez désastreux pour empêcher un lent, coûteux, mais certain rétablissement. Bien que des influences extérieures fussent indispensables pour ce rétablissement, ce fut l'attaque de Hitler qui constitua cet événement extérieur.

Au moment où l'expansion allemande prit un caractère explosif, la Russie était presque complètement isolée sur la scène internationale. La crise de Munich souligna cet isolement et le rendit insupportable. Pendant toute la crise, Staline garda un silence gêné, comme il a l'habitude de le faire en de pareils cas. Mais bientôt il se sentit alarmé et humilié en même temps. « On peut croire, dit-il quelques mois plus tard, que les territoires tchèques cédés à l'Allemagne étaient le prix payé pour une attaque allemande contre l'Union Soviétique². » Il ne pouvait s'expliquer autrement les raisons qui avaient décidé Chamberlain et Daladier à aider volontairement Hitler pour un partage de la Tchécoslovaquie. Non seulement toute la discussion sur la sécurité collective était devenue ridicule, non seulement la Société des Nations, dont le Conseil comptait la Russie au nombre de ses membres permanents, avait été ignorée, non seulement la Russie avait été écartée par la Grande-Bretagne avec laquelle elle n'avait pas d'engagement formel, mais la France avait encore en fait déchiré son alliance avec la Russie aux yeux du monde entier. Les alliances entre la Russie et la France, la France et la Tchécoslovaquie, la Russie et la Tchécoslovaquie, dépendaient l'une de l'autre. La France et la Russie s'étaient engagées à défendre la Tchécoslovaquie, mais la Russie ne devait prendre les armes qu'après l'intervention française. Ignorant les intérêts de son allié et son amour-propre, traitant son ennemi futur en tant qu'allié, et son allié nominal presque comme son ennemi, la France a provoqué la Russie à lui rendre la pareille. (Nous aussi, nous pouvons être perfides, aurait pu dire Staline, en employant les mots de *les Scythes*). Formellement, évidemment, la Grande-Bretagne n'avait aucune obligation envers la Russie ou la Tchécoslovaquie, mais ce fut Chamberlain, beaucoup plus que Daladier, qui prit l'initiative de Munich. La Grande-Bretagne, elle aussi, avait donc injurié et blessé l'amour-propre russe.

1. Lieutenant-général Sir Giffard Martel, *The Russian Outlook*, pp. 13 à 33.
2. J. Staline, *Problèmes du Léninisme*, p. 604.

Au milieu de la crise, Staline avait ordonné à Litvinov de dire à Prague que les Russes étaient prêts à défendre la Tchécoslovaquie, à condition que la France exécute ses obligations. Les Polonais furent avertis que, s'ils entraient en Tchécoslovaquie, on les considérerait comme coupables d'un acte d'hostilité envers la Russie. La France, cependant, n'ayant pas honoré sa signature, la Russie ne devait pas honorer la sienne. Elle ne l'avait cependant pas reniée. Les Polonais avaient envahi la Tchécoslovaquie et Moscou les informa que, tout compte fait, ils ne s'étaient pas rendus coupables d'un acte hostile à l'égard de la Russie.

Une fois de plus se pose le problème de savoir si Staline était prêt à faire, en 1938, ce qu'il n'était pas prêt à faire en 1939. Aurait-il tenu les assurances que Litvinov avait répétées aux Tchèques à un moment particulièrement critique? Si les Occidentaux avaient déclaré la guerre, Staline se serait-il tenu à l'écart? L'historien peut s'adonner à de pareilles spéculations, mais nous n'avons aucun moyen de connaître les pensées intimes de Staline en septembre 1938. Si nous jugeons Staline selon son attitude à ce moment-là, rien ne peut lui être reproché. Il a manifesté sa volonté de combattre un peu dans le style d'un soldat courageux qu'un « Cessez le feu » malencontreux empêche d'accomplir un fait d'armes particulièrement brillant — seulement, à ce moment-là, le feu n'avait même pas été ouvert. Il est cependant probable qu'avant Munich Staline voyait les choses d'un œil différent qu'après. Le partage de la Tchécoslovaquie a transformé l'équilibre des forces en Europe orientale au désavantage de la Russie. Aux yeux de Staline, le risque, en 1939, fut plus considérable qu'en 1938. Sa crainte que l'Occident cherche à lancer l'Allemagne sur la Russie s'était renforcée et, d'une façon parallèle, son désir de se tenir en dehors du conflit.

La maxime non écrite de Munich fut de garder la Russie en dehors de l'Europe. Non seulement les grandes puissances occidentales désiraient exclure l'U. R. S. S., mais encore les gouvernements des petites nations de l'Europe orientale criaient à l'adresse du grand ours : « Reste où tu es, ne sors pas de ta tanière. » Quelque temps avant Munich, quand les Français et les Russes discutaient d'une action commune pour la défense de la Tchécoslovaquie, les gouvernements polonais et roumain avaient catégoriquement refusé d'accorder le passage de troupes russes à travers leurs pays. Ils refusaient à l'Armée Rouge le droit de passage, non seulement par crainte du communisme; leur gouvernement flirtait avec Hitler.

Un incident significatif, un parmi tant d'autres, montra à Staline leur état d'esprit : quelque temps avant Munich, une douzaine d'avions russes avaient survolé la Roumanie en direction de la Tchécoslovaquie, et bien que les Russes aient observé tous les règlements de circulation, l'incident avait provoqué, d'abord une protestation de la part du colonel Beck, ministre des Affaires étrangères polonais, puis une autre de son collègue roumain¹. De pareilles insultes et de tels coups d'épingles furent nombreux et leurs effets se manifestèrent encore longtemps après.

Ce fut très probablement peu de temps après Munich que Staline eut l'idée d'une nouvelle tentative de rapprochement avec l'Allemagne. Les

1. Georges Bonnet, *Défense de la Paix. De Washington au Quai d'Orsay*, pp. 121 à 140.

grands espoirs de paix créés par les signataires de Munich avaient vite disparu. Il était maintenant évident que Hitler chercherait à éviter une dispersion de ses forces et qu'il les concentrerait, soit à l'Ouest, soit à l'Est. C'est à ce moment que Staline tenta d'influencer la décision de Hitler. Cependant, le risque d'entamer les négociations était grand. Si Hitler les rejetait, le rôle dirigeant de la Russie dans une coalition antifasciste aurait disparu, sans aucun gain effectif, et les gouvernements français et anglais auraient eu une excuse de donner à Hitler les mains libres à l'Est.

La tâche que Staline allait maintenant entreprendre exigeait une adresse tactique extraordinaire. Pendant un certain temps, il devait courir du côté des animaux poursuivis et chasser avec les chiens, et faire en sorte que les animaux ne l'aperçoivent pas parmi les chiens. Il pouvait évidemment essayer de sonder les intentions de Hitler par les moyens diplomatiques, normaux, ce qui paraissait cependant peu prudent. Le comte von Schulenburg, l'ambassadeur d'Allemagne à Moscou, un diplomate de l'école de Bismarck, favorisait une coopération germano-russe. Mais justement à cause de cette attitude, son point de vue ne représentait nullement celui du ministère des Affaires étrangères allemand. L'ambassadeur russe à Berlin, M. Merekalov, était un diplomate de troisième ordre, auquel tous les hommes politiques importants du III^e Reich furent inaccessibles. En plus, des entretiens secrets auraient peut-être entraîné de nuisibles indiscretions. Staline décida donc fort intelligemment qu'il valait mieux faire publiquement une offre voilée et pourtant transparente.

Le XVIII^e Congrès du Parti qui s'est réuni, après un intervalle de quatre ans, dans les premiers jours de mars 1939, lui offrit cette occasion. En tant que Secrétaire Général, il devait, comme d'habitude, faire un rapport d'ensemble sur les événements extérieurs et intérieurs des quatre dernières années écoulées. Son discours, le point culminant du Congrès, attirerait certainement l'attention de l'étranger et il pouvait être sûr qu'aucune allusion importante n'en serait ignorée. D'autre part, des ouvertures voilées, faites en passant, dans un discours ordinaire du Secrétaire Général, auraient un aspect moins sensationnel que si elles avaient été faites à une autre occasion. Quand enfin, le 10 mars, Staline fit son discours, la partie où il traitait de la situation internationale était un chef-d'œuvre d'habileté à double sens.

« Une nouvelle guerre impérialiste, déclara-t-il, a éclaté, il y a maintenant deux ans, et se déroule sur un territoire immense, de Shanghai à Gibraltar, et à cette guerre participent cinq cent millions de personnes ¹. » L'expression « une nouvelle guerre impérialiste » suggérait vaguement qu'il considérait comme impérialistes tous ceux qui participaient à la guerre, dont la Russie désirait se tenir à l'écart. Il continua à montrer le lien entre cette guerre et la crise économique qui s'approchait. Par la suite, il qualifia l'Allemagne, l'Italie et le Japon de « pays agresseurs » et ajouta qu'ils essaieraient bientôt d'échapper à une crise très grave en provoquant une guerre mondiale. Passant à l'arrière-plan économique de la diplomatie, il souligna la suprématie économique et militaire des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne. Le réalisme de ces remarques se manifesta par une appréciation correcte des forces en présence et par la présomption tacite

1. J. Staline, *Problèmes du Léninisme*, p. 596.

que les Etats-Unis participeraient à la guerre, hypothèse qui était à ce moment-là prophétique. Il enchaîna par une violente attaque contre la politique d'apaisement des puissances occidentales : « La guerre sera provoquée par les pays agresseurs qui s'attaquent, par tous les moyens, aux intérêts des pays pacifiques, c'est-à-dire à la Grande-Bretagne, à la France et aux Etats-Unis. Ceux-ci cependant reculent, en faisant aux agresseurs concessions sur concessions. »

Dans une argumentation très serrée, il analysa ensuite les motifs de cette politique de conciliation : la peur de la révolution, attitude de neutralité à l'égard des agresseurs et de leurs victimes, et désir de laisser l'Allemagne et la Russie « s'affaiblir jusqu'à l'épuisement » ; et après, quand ces deux puissances seront devenues assez faibles, apparaître sur la scène avec des forces intactes... pour dicter des conditions aux belligérants affaiblis. Ce serait cependant trop facile ¹.

Jusqu'à ce point, ce discours, malgré toutes ses sévères critiques, sonnait encore comme un de ces discours de Litvinov en faveur de la sécurité collective. Staline affirma en effet que la Russie n'était pas prête à se battre seule, mais qu'elle se joindrait à une coalition antinazie. Mais soudain, un autre son de cloche se fit entendre : il n'y avait pas de « raison visible » à un conflit entre la Russie et l'Allemagne, bien que les puissances occidentales cherchassent à exciter la Russie contre l'Allemagne. Il ridiculisa en quelques phrases sarcastiques les amis occidentaux des nazis, qui avaient cherché à persuader le III^e Reich d'attaquer la Russie, mais furent cependant déçus par l'attitude des chefs nazis. Les chefs nationaux-socialistes responsables, ajouta-t-il, ne se trouvent pas parmi ces « fous » rêvant d'une conquête de l'Ukraine. Il termina, en résumant les objectifs de sa politique extérieure, objectifs qui, en fait, étaient incompatibles. Il désirait que la Russie continuât à faire du commerce avec tous les pays, bien qu'il ait expliqué que le temps des relations commerciales normales était clos, car une guerre mondiale était imminente. Il désirait que la Russie améliorât ses relations avec tous ses voisins, aussi longtemps que ces derniers n'agiraient pas « directement ou indirectement » contre les intérêts russes. Cette affirmation répétait simplement l'égoïsme sacré de l'Etat socialiste. Au même moment, Staline assurait du soutien de la Russie toutes les victimes d'une agression nazie. Il plaida auprès de la France, de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis pour une action déterminée contre tous les agresseurs, et tonna contre la politique d'apaisement, tout en affirmant aux agresseurs que, s'ils laissaient la Russie tranquille, lui, Staline, inaugurerait une nouvelle politique d'apaisement, son Munich à lui, qui vaudrait celui de Chamberlain. Le leitmotiv antinazi de son argumentation était patent, tandis que le ballon d'essai en faveur d'un apaisement était assez voilé. Il voulait encore laisser la porte largement ouverte pour une entente avec la Grande-Bretagne et la France, tout en entr'ouvrant la porte par laquelle Ribbentrop devait entrer. Une semaine après cette tentative, il donna l'ordre à Litvinov de dénoncer l'invasion de la Tchécoslovaquie par Hitler et fit ajouter que la Russie ne reconnaîtrait pas le protectorat nazi.

Nous ne pouvons rappeler ici que les étapes principales de l'évolution

1. *Ibid.*, p. 603.

politique des mois qui suivirent. Le 18 mars, jour de la dénonciation de l'occupation de Prague par Litvinov, le Foreign Office s'enquit de l'attitude de la Russie en cas d'une agression contre la Roumanie. Moscou proposa une conférence à laquelle devaient participer la Grande-Bretagne, la France, la Roumanie, la Pologne, la Turquie et la Russie, une conférence qui, dans les circonstances présentes, aurait signifié la formation d'une Confédération anti-allemande avec la Russie en tant qu'un des principaux chefs. Chamberlain refusa même d'examiner cette proposition¹. Quelques jours plus tard, il annonça le Pacte anglo-polonais d'assistance mutuelle, suivi par une déclaration britannique garantissant l'indépendance et l'intégrité de la Roumanie et de la Grèce. C'est seulement après ces engagements en Europe orientale, si contraires à sa tradition diplomatique, que la Grande-Bretagne tenta un vague rapprochement avec la Russie. Le 15 avril, elle demanda à la Russie si elle était prête à garantir les frontières de la Pologne et de la Roumanie. Il s'agissait cependant encore une fois d'une garantie unilatérale. On demandait à l'ours de rester dans sa tanière, tout en exigeant d'en sortir ou d'y rentrer selon les desirs de ses petits voisins, qui pourraient avoir besoin de son aide.

Le 17 avril, la diplomatie de Staline fit deux tentatives opposées. Elle refusa d'abord de faire suite à la demande de la Grande-Bretagne de donner une garantie unilatérale à la Pologne et à la Roumanie. Elle proposa cependant la conclusion d'une alliance et d'une convention militaire entre la France, la Grande-Bretagne et la Russie, aux termes desquelles les trois puissances devaient garantir conjointement tous les pays entre la Baltique et la mer Noire contre une agression. Le même jour, l'ambassadeur soviétique à Berlin, M. Merekalov, passant au ministère des Affaires étrangères allemand pour le règlement des affaires courantes, esquissa la possibilité d'un rapprochement germano-soviétique. Staline suivit attentivement les réactions à ces deux tentatives. Celles venant de Paris et de Londres furent extrêmement décourageantes. Il semblait que les puissances occidentales désiraient considérer la Russie comme un allié de réserve, tout en étant décidées à éviter une coalition formelle, ou au moins à la priver de toute influence réelle pour décider de l'avenir de cette coalition. Elles estimaient la puissance militaire de la Pologne aussi importante, sinon plus, que celle de la Russie. Les puissances entre la Baltique et la mer Noire réaffirmèrent qu'elles ne désiraient aucune alliance avec leur voisin. Les gouvernements des pays baltes craignaient que la liberté de tout mouvement militaire, exigée par Staline, ne soit une menace pour leur indépendance. Cette menace devait se révéler exacte, mais il est également vrai que les arguments de Staline étaient très forts : on ne pouvait en effet s'attendre qu'il assume le risque d'une guerre s'il ne pouvait pas défendre le glacis balte de Léninegrad. Le gouvernement polonais déclara qu'il n'avait aucun besoin d'une alliance, car, en cas d'une guerre, l'armée polonaise serait tellement occupée à défendre son propre sol qu'elle ne pourrait pas venir au secours de l'Armée Rouge. Se prévalant de ces objections, les

1. Winston Churchill, *The Second World War*, vol. I, p. 273. L. B. Namier, *Diplomatic Prelude*, p. 83. *Istoria Diplomatii*, vol. III, p. 673. Une proposition analogue faite par Moscou après l'Anschluss avait été rejetée.

puissances occidentales refusèrent la proposition russe. Leurs scrupules paraissent hypocrites à Staline, car la Grande-Bretagne avait donné sa garantie à la Roumanie et à la Grèce, sans demander au préalable l'accord de ces pays. Il était persuadé que, même maintenant, il devait s'attendre à une politique d'obstruction et d'affront de la part de Londres et de Paris.

En même temps, le filet que Staline avait jeté dans la Sprée semblait avoir trouvé une proie. Le 28 avril, Hitler fit un discours menaçant la Pologne d'une guerre. Contre toutes ses habitudes, il ne fit aucune remarque inamicale à l'égard de la Russie et ses journaux s'abstinrent de toute tirade antibolchevique. Vers la fin d'avril, Staline devint optimiste quant à ses chances d'entente avec l'Allemagne, sans oser cependant encore procéder à une rupture avec la France et la Grande-Bretagne. Le 3 mai, il renvoya Litvinov, en tant que Juif et représentant de l'orientation occidentale, pour le remplacer aux Affaires étrangères par Molotov, Bolchevik autochtone, qui, comme « aryen », était plus apte à poursuivre d'éventuelles négociations avec les nazis. Il convient d'ajouter qu'il lui faisait également plus confiance qu'à Litvinov.

Le 19 mai, le Premier Ministre britannique fit à la Chambre des Communes quelques remarques particulièrement désobligeantes à l'égard de la Russie¹. Le lendemain, 20 mai, Molotov, agissant sur les instructions de Staline, établit un premier contact avec le comte von Schulenburg. Les Allemands avaient exprimé leur désir de reprendre les négociations commerciales, qui avaient été interrompues. Molotov fit la remarque qu'on devait trouver « une base politique » pour permettre le succès de ces négociations. C'est en vain que l'ambassadeur allemand chercha à faire préciser ses pensées par Molotov. « M. Molotov, déclare Schulenburg dans son rapport à Berlin, a été visiblement décidé à dire ce qu'il a dit, et rien de plus. Il est connu pour ses manières quelque peu entêtées². » Il est évident que ce fut Staline qui avait donné instruction à Molotov « de dire ce qu'il a dit, et pas plus³ ». Ayant fait le premier pas, Staline attendait que Hitler fît le second. Mais Hitler, lui non plus, ne voulait pas se compromettre.

1. Le même jour, Lloyd George prononça une attaque violente contre Chamberlain, insistant sur le fait que, tout comme en 1914, les puissances occidentales ne pouvaient combattre l'Allemagne sans l'appui de la Russie. Chamberlain chercha à réfuter l'analogie : « A ce moment-là (1914), la Russie et l'Allemagne avaient une frontière commune et la Pologne n'existait pas. Il est satisfaisant de croire que, si une guerre éclatait, il existe une grande nation virile aux frontières allemandes qui, en vertu d'un accord, nous donnera toute aide et assistance en son pouvoir. La participation directe de l'Union Soviétique n'est pas désirée par les pays au bénéfice ou à la demande desquels ces arrangements ont été conclus. » Au cours de la même discussion, Churchill demanda que le gouvernement conclût un pacte avec la Russie « dans la forme large et simple proposée par le gouvernement soviétique. Si vous êtes prêts, continua Churchill, à être l'allié de la Russie en temps de guerre, pourquoi reculer à devenir son allié dès maintenant, si ce simple fait peut empêcher la guerre d'éclater. Je ne puis comprendre tous ces raffinements et détours diplomatiques ». (L. B. Namier, *Diplomatic Prelude*, pp. 167-169.) Il ne faut pas s'étonner, si Churchill ne pouvait comprendre ces raffinements, que Staline considérât comme de sinistres manœuvres.

2. *Nazi-Soviet Relations*, pp. 5-7.

3. Dans les phases ultérieures des négociations, ni Molotov, qui fut alors Premier Ministre et ministre des Affaires étrangères, ni Mikoyan, ministre du Commerce extérieur, tous les deux membres du Politburo, ne cachèrent à leurs partenaires allemands qu'ils référaient de chaque détail de leurs entretiens à Staline et que toutes les décisions venaient de lui. (*Nazi-Soviet Relations*, pp. 86 et 134.)

Staline autorisa alors un de ses diplomates de second rang, George Astakhov, conseiller à l'ambassade russe à Berlin, à parler plus franchement au ministre des Affaires étrangères allemand, par des allusions pleines de sous-entendus. En cas d'échec, Staline pouvait facilement désavouer Astakhov et en faire un bouc émissaire. Staline, extraordinairement prudent, alla jusqu'à rappeler de Berlin l'ambassadeur Merekalov et à le tenir éloigné de la capitale allemande pendant tout le printemps et tout l'été. L'absence prolongée de l'ambassadeur avait une double utilité : elle dégageait Moscou de la responsabilité formelle des contacts d'Astakhov, et servait en même temps au camouflage de leur importance effective.

Vers la fin de juin, les manœuvres de Staline, tant à Berlin qu'à Londres et Paris, étaient apparemment parvenues à un point mort. Dans toutes les capitales, la même méfiance régnait et le même désir de gagner du temps. Mais dans cette guerre des nerfs silencieuse et multiple, les nerfs de Hitler cédèrent en premier. Par des voies détournées, et surtout par l'intermédiaire de Ciano, Staline apprit que l'Allemagne était prête à prendre une attitude pro-russe. Il ne pouvait savoir que Ribbentrop, impatient, pressait son ambassade à Moscou de provoquer des déclarations nettes de la part des Russes. « Nous ne pouvons ramener Molotov et Mikoyan par la porte de Brandebourg », s'excusait l'ambassade¹. Le 22 juillet, quand la menace contre la Pologne s'était déjà précisée, les Russes consentirent enfin à engager des négociations commerciales sans parler au préalable « des bases politiques ». Enfin, trois jours plus tard, Londres et Paris envoyèrent des missions militaires à Moscou. En menant, dans cette phase décisive, ce double jeu, Staline continua à assurer et à réassurer ses flancs. Il continua à tenir ouvertes pour les Français et les Anglais les portes principales, et limita les contacts avec les Allemands à l'escalier de service. Il délégua ses chefs militaires les plus importants, ainsi que Vorochilov, commissaire à la Défense, aux entretiens avec les missions militaires occidentales, tandis que la charge principale des contacts avec les nazis reposait toujours sur Astakhov.

Même maintenant, malgré les nombreux documents publiés sur ces événements, il reste encore impossible d'affirmer à quelle partie de ce jeu Staline accorda la principale importance, au drame joué sur la scène ou à la subtile conspiration qu'il tramait dans la pénombre des coulisses. Ce qui demeure certain, c'est que si les puissances occidentales avaient voulu le jeter dans les bras de Hitler, elles n'auraient pu le faire plus efficacement qu'elles ne le firent en fait. La mission militaire anglo-française ajourna son départ pendant onze précieuses journées. En route, elle perdit encore cinq jours en voyageant par le navire le plus lent qu'elle put trouver. Quand elle arriva à Moscou, ses lettres de créance et les pouvoirs dont elle disposait restaient mal définis. Les gouvernements, dont les premiers ministres n'avaient pas considéré comme indigne d'eux de se rendre en avion à Munich au premier signe de Hitler, refusèrent d'envoyer un diplomate de rang assez élevé pour négocier l'alliance avec la Russie. Les généraux mandés pour les entretiens militaires avaient un rang inférieur à ceux qui négociaient avec la Pologne et la Turquie². Si Staline visait à une alliance, la manière dont il fut traité semblait être calculée pour lui faire abandonner

son intention. Si, au contraire, son objectif était d'arriver à un accord avec Hitler, alors que ses négociations avec les puissances occidentales ne représentaient pour lui qu'un alibi moral, afin de pouvoir rejeter sur les Anglais et les Français la responsabilité de la grande coalition antinazie, depuis longtemps annoncée, alors Paris et Londres lui fournirent cet alibi, gratuitement et avec un zèle consternant.

Au début de l'été 1939, Staline n'avait très probablement pas encore fait son choix. Son ancienne idée, qu'il valait mieux pour la Russie rester en dehors de la guerre, gardait certainement encore toute séduction devant son esprit. Il ne pouvait rêver rien de préférable que d'être d'abord spectateur, puis arbitre dans la lutte à venir. Cette ambition ne pouvait être satisfaite que grâce à un arrangement avec Hitler, car une alliance avec l'Occident aurait obligé la Russie à combattre dès le premier jour de la guerre. Cette considération disposa Staline à chercher un accord avec son principal ennemi. Mais Hitler, lui, allait-il être d'accord pour saisir cette occasion ? Un mois avant le commencement de la guerre, Staline n'avait pas encore de réponse. Jusqu'à la fin de juillet, on en était toujours au stade de vagues contacts, sans avoir dépassé les points d'accord arrêtés au début du printemps. Aucun pas précis n'avait été encore fait pour préparer l'accord germano-russe. Vu la situation, Staline devait craindre qu'il serait, non seulement incapable de garder la Russie en dehors de la guerre, mais qu'isolé, il deviendrait la première victime de l'agression allemande. Bien sûr, entre la Russie et l'Allemagne, il y avait toujours la Pologne, l'objectif immédiat de Hitler, et les puissances occidentales s'étaient engagées à aider ce pays. Mais, comme Staline devait le dire plus tard à Churchill, il avait supposé que les puissances occidentales pouvaient abandonner la Pologne comme la Tchécoslovaquie, et alors l'Allemagne et la Russie se seraient heurtées directement³. Sa seule assurance contre cette possibilité était une alliance avec l'Occident. Même s'il préférait un accord avec Hitler, il était probablement encore prêt, en présence de toutes ces incertitudes, à saisir la main de ceux qui l'auraient tendue en premier. Il aurait probablement adhéré à la coalition antihitlérienne, si les conditions offertes par les puissances occidentales avaient permis à la Russie de jouer le rôle qu'il croyait lui être dû. Moins de trois semaines avant la visite de Ribbentrop à Moscou, Schulenburg écrivit à Berlin : « Mon impression est que le gouvernement soviétique est actuellement décidé à signer avec l'Angleterre et la France, si elles acceptent les conditions soviétiques². »

Un tournant se produisit au début du mois d'août. Cette fois-ci, Hitler chercha visiblement un accord avec Staline. Cette intention devenait de jour en jour plus évidente. Astakhov informa Moscou de la volonté croissante du ministère des Affaires étrangères allemand d'obtenir un accord avec la Russie. Le 3 août, Schulenburg porta à Molotov un message de Ribbentrop rétractant presque le Pacte anti-Komintern, et promettant « le respect pour les intérêts soviétiques en Pologne et dans les États baltes³ ». Mais Staline n'était pas encore décidé. Peut-être aurait-il pu en tout cas rester en dehors de la guerre, et il n'était pas encore prêt à serrer la main de Hitler. Il répondait toujours :

1. *Nazi-Soviet Relations*, p. 31.

2. L. B. Namier, *Diplomatic Prelude*, pp. 188-189.

1. Winston S. Churchill, *The Second World War*, vol. I, p. 305.

2. *Nazi-Soviet Relations*, p. 41.

3. *Ibid.*, pp. 39-41.

*Si tu aimes, dis-le avec foi
Ou si tu penses me gagner trop vite
Je serai pervers et te dirai non
Et tu auras du chagrin...*

Molotov, en hochant la tête, dit à Schulenburg qu'il ne constatait encore aucun changement dans l'attitude allemande. Il s'opposa à une proposition allemande selon laquelle un préambule sur l'amitié russo-allemande devait être inséré dans le Pacte commercial, et il continua à mettre en garde Schulenburg contre les intentions agressives de l'Allemagne à l'égard de la Pologne¹. Quand Ribbentrop, brûlant d'impatience, sollicita une entrevue avec Staline, on la refusa d'abord, et Staline fit répondre par Molotov aux demandes répétées de Schulenburg par le refrain invariable que « de longues préparations étaient nécessaires avant de recevoir l'envoyé de Hitler ». Ce fut donc enfin à lui, au paria de la diplomatie, d'être courtisé par l'homme devant lequel tremblait l'Europe.

Le moment où Staline décida enfin de ne plus tergiverser peut être fixé avec quelque précision : ce fut le 19 août à 3 h. 15 de l'après-midi. Au début de l'après-midi, Schulenburg demanda une fois de plus à Molotov de lui fixer une date pour la visite de son chef. Molotov, sans être impressionné par les protestations de l'ambassadeur allemand, répéta une fois de plus : « qu'il n'était pas encore possible de fixer, même approximativement, le moment de ce voyage, vu qu'une préparation méticuleuse était nécessaire² ». Il se plaignit même que Ribbentrop lui avait toujours offert un marché de dupes. A 3 heures de l'après-midi, Molotov partit avec l'ambassadeur allemand et se hâta de rendre compte de sa conversation à Staline. Ce fut alors que celui-ci donna à Molotov l'instruction de rappeler immédiatement Schulenburg, de lui remettre un projet de pacte et de lui dire que lui, Staline, serait prêt à recevoir Ribbentrop dans une semaine environ. A 3 h. 30, Molotov fut de nouveau en contact avec l'ambassadeur allemand, et le lendemain, Hitler, personnellement, sollicita Staline d'accorder une audience à son envoyé dans les deux ou trois jours suivants³. La guerre était imminente, et chaque jour comptait. Staline accepta. Ce fut la première fois que les deux hommes échangèrent des messages personnels. Hitler fut grandiloquent et pompeux et parla d'une politique « à long terme », de « pays décadents », etc. Il ne pouvait s'empêcher de prononcer des menaces contre la Pologne dans ce style de publicité hystérique dont il usait même s'il croyait parler en diplomate. Il se servait beaucoup, dans son message, de la première personne du singulier : « j'accepte », « je suis content », « mon ministre », « ceci veut dire pour moi ». La réponse de Staline était d'une politesse correcte, brève, presque froide pour cette occasion et assez impersonnelle : « Le gouvernement soviétique m'a autorisé à vous informer qu'il est d'accord que M. von Ribbentrop arrive le 23 août à Moscou⁴. »

Dans le cours des deux entretiens qui eurent lieu au Kremlin dans la soirée du 23 août et tard dans la même nuit, les deux partenaires esquis-

sèrent un plan général de leurs intérêts principaux et signèrent un Pacte de non-agression, ainsi qu'un Protocole additionnel secret. Dans le Pacte, ils s'engageaient à demeurer strictement neutres si l'un d'eux se trouvait en état de guerre. Ce document ne comprenait aucune assurance d'amitié, en dehors de l'obligation pour les deux gouvernements de régler leurs différends « par un échange d'opinions amicales ». Staline ne pouvait avoir le plus léger doute sur le fait que ce Pacte libérait Hitler du cauchemar d'une guerre sur deux fronts et que, de ce fait, il rendait la deuxième guerre mondiale possible. Cependant, Staline n'avait pas de crise de conscience. A ses yeux, la guerre était en tout cas inévitable : s'il n'avait pas conclu d'arrangement avec Hitler, la guerre aurait éclaté quand même, maintenant ou un peu plus tard, et dans des conditions beaucoup plus défavorables pour son pays. Il ne se sentait pas incendiaire ; à ses yeux, ce fut Hitler qui mit le feu aux poudres. Lui, Staline, ne faisait que détourner la guerre de la Russie. Il s'attendait à ce que la Pologne résistât plus longtemps, mais il n'avait pas de doute sur le fait que la Pologne succomberait en fin de compte et que les puissances occidentales ne voulaient pas l'aider ou n'en étaient pas capables¹. Il a donc vu que l'Allemagne avancerait son point de départ pour une possible attaque contre la Russie avec plusieurs centaines de kilomètres vers l'Est. Sa tâche, telle qu'il l'a vue, était de réduire le risque stratégique qui menaçait son pays et il ne pouvait le faire qu'en participant au démembrement de la Pologne. Ce démembrement était décidé dans le Protocole secret, dans lequel Staline abandonna la première maxime de sa politique étrangère : nous ne voulons pas un pouce de terrain étranger.

L'ère de l'expansion territoriale de la Russie avait commencé. Le motif immédiat de Staline fut la recherche de la sécurité, la même sécurité que, *mutatis mutandis*, les Tsars sentirent menacée au XVIII^e siècle, lorsqu'ils assistaient au renforcement de l'Etat militaire prussien et qu'ils ne purent conjurer que par les trois partages de la Pologne. Ce quatrième partage donna à la Russie l'ensemble des territoires à l'est du Narev, du San et de la Vistule. Sa frontière se trouverait désormais dans les faubourgs de Varsovie, sur la rive orientale de la Vistule. Le Protocole secret déclara que la Finlande, l'Esthonie et la Lettonie appartenaient à la sphère d'influence soviétique, tandis que la Lithuanie restait influencée par l'Allemagne. Dans le Sud, on reconnaissait à la Russie le droit de réannexer la Bessarabie et l'Allemagne se déclarait « politiquement désintéressée » dans les Balkans². Le libellé du Protocole secret restait vague car — Ribbentrop le précisa plus tard — les partenaires se méfiaient l'un de l'autre et craignaient une indiscretion ou un chantage possibles³. La notion « sphère d'influence » ne fut pas définie, mais il était entendu qu'elle signifiait une forme de domination allant jusqu'à l'occupation. Le destin des pays balkaniques n'avait pas été discuté dans les détails, bien qu'à ce moment Staline eût pu dicter ses conditions dans cette partie du monde, car Hitler, dési-

1. « Nous avions l'impression, dit Staline trois ans plus tard à Churchill, que les gouvernements français et britannique n'étaient pas décidés à combattre pour la Pologne si celle-ci était attaquée, mais qu'ils espéraient qu'un front uni entre la France, la Grande-Bretagne et la Russie ferait reculer Hitler. Nous étions sûrs qu'il ne reculerait pas. » (Winston Churchill, *The Second World War*, vol. I, p. 305.)

2. *Nazi-Soviet Relations*, p. 78.

3. *Ibid.*, pp. 157-158.

1. *Nazi-Soviet Relations*, pp. 41, 47.

2. *Ibid.*, p. 64.

3. *Ibid.*, pp. 65-67.

4. *Ibid.*, p. 69.

rant avoir les mains libres, était très généreux avec les pays qui appartenaient à autrui. Mais Staline ne poursuivait que des motifs de sécurité immédiate, sans chercher l'expansion pour elle-même et, vu que les Allemands ne menaçaient pas les Balkans, Staline ne les menaçait pas non plus. La seule exception était constituée par la Bessarabie, pays habité par des Russes et dont l'annexion par la Roumanie pendant la révolution n'avait jamais été reconnue par Moscou.

Quelles étaient les idées de Staline sur la guerre? Croyait-il que son accord avec Hitler était solide? Nous ne savons pas si, à ce moment-là, il pensait à ce précédent historique qu'il évoqua si fréquemment après 1941 : l'alliance entre Alexandre I^{er} et Napoléon. Mais souvent il agit comme s'il pensait toujours à ce précédent. Il avait maintenant sa paix de Tilsit, bien qu'il n'ait pas rencontré, comme son prédécesseur couronné, son partenaire sur un radeau au milieu d'un fleuve. Après Tilsit, Alexandre I^{er} eut quatre ans pour respirer, et il ne se heurta à Napoléon qu'à la fin d'une longue série de guerres. Que Staline ait espéré un répit d'une longueur semblable est prouvé par chacun de ses actes avant la désillusion que lui apporta Hitler en juin 1941. Qu'il eût peu de confiance dans une victoire finale de Hitler est également certain. Son but était de gagner du temps et encore du temps pour terminer ses projets économiques, pour reconstruire la force de la Russie et pour jeter la puissance de son pays dans la balance lorsque les autres belligérants seraient épuisés¹.

Il ressort des entretiens de Staline avec Ribbentrop que les idées que nous venons d'exposer étaient à ce moment-là les siennes. Il est vrai que nous ne disposons que du rapport de Ribbentrop, qui n'est pas exhaustif et qui pourrait être imprécis sur certains points, mais qui reproduit néanmoins certaines déclarations de Staline d'une façon qui semble être conforme à la vérité. Aucune autre version n'avait été publiée du côté soviétique et s'il y avait eu des contre-vérités dans le rapport de Ribbentrop, on se serait certainement empressé à Moscou de les dénoncer².

Staline et l'envoyé de Hitler se parlèrent sur ce ton spécial qui est propre à des ennemis réconciliés et qui cherchent à déguiser sous une fausse et trop chaleureuse cordialité un long passé d'inimitié. Les ennemis réconciliés affectent une certaine bonhomie, boivent et rient et se laissent aller, mais chacun d'eux est sur ses gardes et évite de prononcer une constatation importante ou de faire une avance trop hâtive. Ils se promettent d'innombrables services amicaux, au delà de l'accord qu'ils viennent de conclure, mais aucune de ces promesses ne sera tenue.

Tel fut en effet l'entretien amical entre Staline et Ribbentrop. « Les

1. « Il nous faut enfin du temps, dit Staline au Congrès du mois de mars. Oui, camarades, du temps. Nous devons construire de nouvelles usines, nous devons créer de nouveaux cadres pour l'industrie, et ceci demande du temps, beaucoup de temps. Au point de vue économique, nous ne pouvons pas dépasser les principaux pays capitalistes en deux ou trois ans. » (*Problèmes du Léninisme*, p. 611.) Staline et Molotov ont parlé à ce Congrès des progrès économiques de la Russie avec une retenue et une sobriété qui contrastaient nettement avec des déclarations préalables d'un optimisme excessif. Ce ton nouveau était nécessaire pour justifier une prudence extrême dans le domaine de la politique étrangère.

2. Dans la mesure du possible, l'auteur a contrôlé les événements tels qu'ils furent rapportés dans les *Nazi-Soviet Relations*, auprès de diplomates qui avaient participé à ces négociations.

Anglais, dit celui-ci, avaient dépensé cinq millions de livres sterling pour acheter des diplomates turcs. — Oh! répliqua Staline, je puis vous assurer qu'ils ont dépensé beaucoup plus. » Puis la conversation s'égare sur le Pacte anti-Komintern. La Cité de Londres et quelques marchands britanniques seuls se sont excités sur ce Pacte, fit remarquer Staline. « Vous savez, dit Ribbentrop, de plus en plus familier, à Berlin on dit que vous adhérez aussi au Pacte anti-Komintern. » Les plaisanteries alternent avec des piques. De temps à autre, Staline fait même comprendre qu'il considère toujours Hitler comme agresseur, et, bien que le Führer désire la guerre, le peuple allemand ne veut que la paix. Staline se prononce d'une façon hostile sur la mission militaire britannique à Moscou, qui vient juste d'être surprise par le pacte avec Hitler et il est visiblement satisfait de son étonnement et de son humiliation. Mais à Ribbentrop, il ne raconte rien sur la teneur de ses longues négociations avec les Anglais et les Français et ne lui donne aucune information militaire, importante ou pas, des vues échangées lors de ces négociations. Il étonne Ribbentrop quand il lui dit que la mission militaire britannique « n'avait jamais dit au gouvernement soviétique ce qu'elle voulait réellement ». Puis, de nouveau, Ribbentrop offre ses propres services et ceux de son Führer pour aboutir à une détente entre le Japon et la Russie, pour s'entendre dire par Staline que lui, le Caucasiens, connaît mieux les Asiatiques que Ribbentrop¹. (Bientôt nous entendrons de nouveau Staline faire cette remarque significative : « Je suis un Asiatique. »)

Ribbentrop a une autre offre amicale à présenter : Hitler l'a autorisé à dire à Staline que l'Allemagne se désintéresse de Constantinople et des Détroits. Cependant, bien que le problème turc ait été discuté, Constantinople et les Détroits ne furent même pas mentionnés car Staline, contrairement à l'attente de Hitler, ne portait encore aucun intérêt à ce problème. Il approuve simplement quand l'envoyé de Hitler se plaint de l'attitude des Turcs.

Il cherche à faire parler Ribbentrop sur les plans militaires de l'Italie, mais n'obtient que peu de renseignements. Puis la conversation tourne sur la France et la Grande-Bretagne. Staline s'étend sur l'impréparation militaire de la Grande-Bretagne, et insiste sur ses propres sentiments anti-britanniques : « Le fait de la domination mondiale de la Grande-Bretagne... n'est dû qu'à la bêtise des autres pays, qui se sont toujours laissé tromper. Il est, par exemple, ridicule que quelques centaines d'Anglais dominent les Indes. Mais, ajoute-t-il, l'Angleterre, malgré sa faiblesse, se défendra avec force et entêtement. » Vue qui, visiblement, n'est pas partagée par le ministre des Affaires étrangères nazi². Ribbentrop ne partage pas non plus la haute opinion de Staline sur la force de l'armée française. C'est ici que nous touchons une des prémisses majeures de la politique de Staline, ainsi que son erreur la plus considérable : il s'attendait à ce que la Grande-Bretagne et la France lutteraient longtemps contre Hitler et s'il appréciait correctement la faiblesse militaire de la Grande-Bretagne et sa volonté de lutte, il surestima par contre la force militaire de la France et sous-estima celle de l'Allemagne. Il fut le dernier à supposer qu'il fêterait le deuxième

1. *Nazi-Soviet Relations*, p. 251.

2. *Ibid.*, pp. 72-76.

anniversaire de son pacte avec Hitler avec la devise : Mort à l'envahisseur allemand.

La première erreur de Staline, qui ne fut cependant pas capitale, devint évidente dès les premiers jours de septembre. La rapidité de la débâcle polonaise l'étonna. Quand, le 5 septembre, Ribbentrop commença à presser les Russes d'occuper leur part de la Pologne, Staline n'était pas encore prêt à donner l'ordre de marche¹. Soudain, il avait des scrupules et des arrière-pensées. Il n'allait pas aider ouvertement l'Allemagne à battre la Pologne et il refusa de bouger avant l'écrasement définitif de ce pays. Ses arrière-pensées tournaient autour de la ligne de démarcation qui attribuait à la Russie une nombreuse population polonaise. Maintenant, il ne voulait pas l'annexer, car il s'agirait là d'une violation trop flagrante des principes avoués de la politique bolchevique. Il préférait pour le moment déplacer cette ligne de démarcation plus loin vers l'est, de la Vistule au Bug, de telle sorte qu'il n'annexât que des territoires à population à majorité ukrainienne et biélorussienne. La réunion de ces pays à l'Ukraine et la Biélorussie pouvait être politiquement justifiée². L'Armée Rouge pourrait ainsi franchir la frontière, non en conquérant, mais en tant que libérateur des Ukrainiens et des Biélorussiens et retrouver ses « frères de sang », comme on les appelait maintenant, dénotant ainsi une légère influence raciale, héritée de leurs partenaires nazis. Tandis que Staline hésitait, Ribbentrop entreprit un chantage, en le menaçant d'un vide qui se créait dans la Pologne orientale et qui pouvait donner naissance à de « nouveaux Etats³ ». Ces « nouveaux Etats » ne pouvaient être dirigés que par des nationalistes ukrainiens antisoviétiques. Hitler s'opposa également à un communiqué proposé par Staline, qui devait déclarer que l'Armée Rouge avait franchi la frontière afin de protéger les Ukrainiens et les Russes Blancs contre les nazis. En même temps, Staline devint soucieux, lorsqu'il vit la Wehrmacht en Pologne orientale, et il demanda à l'ambassadeur allemand la promesse qu'elle se retirerait⁴. Pendant un certain temps, il envisagea même la création d'un Etat-tampon polonais, puis il abandonna l'idée et donna l'ordre à l'Armée Rouge d'avancer.

Vers la fin du mois de septembre, Ribbentrop était de nouveau au Kremlin, participant à un banquet qui dura toute la nuit et écoutant les réflexions de Staline. Un nouveau marché fut conclu : l'Allemagne occuperait l'en-

1. *Nazi-Soviet Relations*, p. 91. L'erreur sur la Pologne, qui fut d'ailleurs générale, reflète la nature illusoire dans l'appréciation de la puissance effective d'un pays, entre les deux guerres. Tant que l'Allemagne a été désarmée, et la Russie à moitié, l'importance de l'armée polonaise a été évidemment surestimée. Mais cette appréciation illusoire continua même après que le réel rapport de forces fut établi.

2. Ces pays ont été annexés par la Pologne en vertu du traité de paix de Riga, en 1921. L'espoir d'une réunion de tous les territoires ukrainiens restait vivant des deux côtés de la frontière. Les nationalistes ukrainiens aspiraient à une réunion indépendante et de la Russie et de la Pologne. Les communistes, qui étaient à l'époque très puissants parmi les paysans de la Pologne orientale, visaient à une réunion avec les Soviétiques. Même parmi cette partie des communistes qui désapprouvaient l'accord germano-soviétique, la réunion de tous les territoires ukrainiens en un seul pays restait très populaire. Au cours de l'été 1939, Trotsky pouvait encore écrire : « Staline, Dimitrov, Manouïlsky... sont prêts à céder l'Ukraine occidentale à jamais à la Pologne en échange d'un pacte diplomatique. » (*Bulleten Oppozitsii*, n° 77-78.)

3. *Nazi-Soviet Relations*, pp. 93-94.

4. *Ibid.*, p. 98.

semble de la Pologne ethnique, tandis que la Lithuanie ferait dorénavant partie de la zone d'influence soviétique.

Impressionné par la victoire-éclair de Hitler sur la Pologne, Staline perdit beaucoup de son assurance. La drôle de guerre à l'Ouest lui inspirait des craintes : les Français et les Anglais n'hésitaient-ils pas à engager les hostilités afin d'encourager Hitler à une attaque contre la Russie? Ce fut maintenant lui qui offrit avec zèle des services amicaux à Hitler. Le Pacte de non-agression fut remplacé par un Pacte d'amitié, qui affirmait qu'il appartenait exclusivement aux Russes et aux Allemands « de rétablir la paix et l'ordre » en Pologne et « d'assurer aux peuples qui y vivaient une vie pacifique, tout en sauvegardant leurs caractères nationaux¹ ». Les puissances occidentales n'auraient désormais plus le droit de contester les acquisitions russes et allemandes. La réserve dans laquelle Staline s'était tenu avait soudain disparu. Devant le monde entier, il assumait maintenant la co-responsabilité pour les horreurs de l'occupation nazie en Pologne. Désormais, il ne fut pas seulement le partenaire commercial de Hitler, mais encore son complice. Dans un protocole secret spécial, les deux gouvernements s'engageaient à coopérer afin de supprimer toute propagande polonaise qui viserait à la restauration de la Pologne². Comme couronnement, une déclaration commune demandait la paix immédiate et rejetait sur les Anglais et les Français la responsabilité de la continuation de la guerre³. En appuyant cette « offensive de paix » de Hitler, Staline se dépassait en hypocrisie. Personne ne souhaitait à ce moment-là la continuation de la guerre que lui. Si les puissances occidentales avaient conclu un armistice, et entériné la conquête allemande en Pologne, Hitler aurait probablement attaqué les Russes au cours de l'été 1940.

Cette dissimulation caractérisait l'attitude de Staline à l'égard de Hitler jusqu'en juin 1941. Plus il se méfiait du Führer et craignait son agression, plus fort il clamait ses déclarations d'amitié. Ces déclarations devenaient moins amicales et son attitude plus raide lorsque les forces de Hitler étaient occupées loin des frontières russes. Toutes les relations germano-allemandes se fondaient sur le principe du donnant-donnant. Staline, évidemment, désirait donner aussi peu que possible et recevoir le maximum. La Russie devait livrer à l'Allemagne du blé et des matières premières, et recevoir des machines et des machines-outils allemandes. Un des premiers actes de Staline fut, après la conclusion du Pacte, l'envoi d'une mission militaire en Allemagne. L'avidité avec laquelle ces missions cherchaient, sous le prétexte d'amitié, à se documenter sur les usines de guerre allemandes ressort de certaines plaintes sur la « curiosité excessive » que Goering, Keitel et Raeder critiquaient déjà au début du mois d'octobre⁴. Un peu plus tard, les industriels nazis se plaignirent que les Russes désiraient trop de machines-outils pour l'artillerie, ainsi que trop de matériel de guerre.

Dès la fin de la campagne de Pologne, Staline commença à s'inquiéter du vaste *no man's land* qui s'étendait entre la Russie et l'Allemagne. En fait, depuis le mois de septembre, les pays baltes ne faisaient plus partie de ce vacuum. En septembre et en octobre, des troupes russes se trouvaient

1. *Ibid.*, p. 105.

2. *Ibid.*, p. 107.

3. *Ibid.*, p. 108.

4. *Ibid.*, p. 127.

déjà en Esthonie, Lithuanie et Lettonie. Mais ces trois pays avaient cependant gardé leur ancien régime et leur gouvernement propre, et Staline agissait comme s'il voulait se contenter d'assurer ses bases stratégiques. Pour la première fois, il montra aussi son anxiété sur la situation des Balkans, qui à ce moment-là constituaient un véritable *no man's land*. En octobre, Molotov demanda à Sofia la conclusion d'une alliance avec la Russie. Les Bulgares refusèrent et Staline n'insista pas. Son attention fut absorbée par le conflit avec la Finlande, qui avait refusé à la Russie des bases stratégiques nécessaires pour la défense de Léninegrad et qui ne voulut pas accepter d'être considérée comme un pays faisant partie de la sphère d'influence soviétique.

La guerre russo-finlandaise éclata le 30 novembre 1939. Cette nécessité militaire obligea Staline à considérer cette guerre comme une des malicieuses vengeances de l'histoire, car ce fut lui qui avait proclamé, dans la première semaine qui suivit la Révolution d'Octobre, l'indépendance de la Finlande. Les Finlandais se défendirent avec acharnement. Au début, la guerre leur apporta des succès considérables, dus en partie à la température, d'autre part à la faiblesse de commandement russe après les dernières purges. Le prestige de la Russie déclina sérieusement pendant un certain temps et cette aventure risqua de provoquer de graves complications. La Grande-Bretagne et la France sympathisaient avec la Finlande et les deux gouvernements se virent obligés de promettre officiellement leur aide militaire. Et tandis qu'un silence étrange régnait aux lignes Siegfried et Maginot, le gouvernement français annonça qu'une armée puissante se concentrerait dans le Moyen Orient, sous le commandement du général Weygand, à proximité de la frontière facilement vulnérable du Caucase. Le 14 décembre, la Russie fut exclue de la S. D. N. qui fut pourtant pleine d'indulgence pour le III^e Reich et l'Italie fasciste. Staline avait des raisons pour se demander si les puissances occidentales n'allaient pas remplacer l'ennemi allemand par l'ennemi russe. Le jeu en Finlande ne valait pas la chandelle, mais il lui était impossible de se retirer. C'est dans cette incertitude que Staline célébra son soixantième anniversaire, en décembre 1939. Il profita de l'occasion pour assurer Hitler de son amitié, d'une façon aussi ridicule qu'indigne : « L'amitié des peuples de l'Allemagne et de l'Union Soviétique, répondit-il aux félicitations de Hitler, cimentée par le sang, a toutes raisons de durer ¹. » Plus tard, Staline aurait payé cher pour que cette phrase pût être anéantie.

En mars 1940, la guerre avec la Finlande était terminée et le prestige des armes russes en partie rétabli. Hitler préparait maintenant l'invasion de l'Europe occidentale, et la peur d'un coup de poignard dans le dos n'était probablement pas absente de sa pensée. Une fois de plus, les deux partenaires changèrent de rôle. Le 28 mars, Ribbentrop câblait à son ambassadeur à Moscou : « Le Führer ne serait pas seulement particulièrement heureux d'accueillir Staline à Berlin, mais ferait tout son possible pour que cette réception soit digne de la position et de l'importance de son hôte. Il lui garantira tous les honneurs exigés par les circonstances ². » Staline n'était cependant pas pressé de recevoir ces honneurs, ou de para-

der, comme le Duce, aux côtés de Hitler. Même Molotov n'était pas pressé d'accepter l'invitation. Le comte von Schulenburg fut obligé de dorer la pilule et expliqua la réserve de Staline par sa « crainte de paraître en public dans un pays étranger ¹. »

Bientôt ce fut l'événement qui donna à Staline un coup très dur : la débâcle rapide et la capitulation de la France, et la retraite des Britanniques du continent. Les calculs stratégiques de Staline avaient fait faillite. Craignant un tête-à-tête avec Hitler en Europe, il ferma la porte baltique du côté de la Russie, sans y apporter le moindre retard. Se méfiant des gouvernements baltes, idéologiquement plus proches de Berlin que de Moscou, il envoya Jdanov en Esthonie, Vychinsky en Lettonie, et Dekanov en Lithuanie, avec l'ordre d'éliminer les gouvernements bourgeois et de les remplacer par une administration sous contrôle communiste, afin de préparer l'incorporation de ces trois républiques dans l'Union Soviétique. Un nouveau et important changement se produisit à ce moment-là dans la politique étrangère de Staline. Ses premières mesures dans les pays baltes — l'établissement de bases militaires — n'avaient été provoquées que pour des raisons stratégiques. Apparemment, il n'avait aucune intention de transformer le système social de ces pays. Le danger accru et intensifié par la chute de la France l'obligea à provoquer des révolutions dans ces trois petits Etats. Pour la première fois, il s'éloigna, dans une certaine mesure au moins, de sa propre doctrine prônant le socialisme dans un seul pays, cette doctrine qu'il avait inoculée sans relâche à toute une génération de Russes. Il s'éloigna d'elle de la même façon pragmatique et non préméditée, ainsi qu'il l'avait élaborée. Ce qu'il fit, fut cependant très différent du rêve des vieux Bolcheviks qui espéraient une révolution mondiale. Il porta la révolution à l'étranger à la pointe des baïonnettes, ou plus exactement sous les chenilles des tanks. Il est probable que la classe ouvrière balte était partisane de la socialisation de l'industrie, qu'il réalisa, mais c'est l'armée russe et non le sentiment populaire qui fut décisive. Les anciens Bolcheviks avaient imaginé la révolution d'abord comme un mouvement populaire, l'œuvre des classes laborieuses, organisées et dirigées par le Parti communiste. L'Armée Rouge se substitua au Parti. La révolution fut un sous-produit mécanique de la stratégie d'une grande puissance.

De pareilles révoltes pouvaient être difficilement provoquées dans un grand pays ou même un Etat moyen, dont l'organisme social vivait de sa propre substance. Ces trois petites républiques, avec leur régime policier d'opéra-comique, qui coûtait cher aux contribuables, furent simplement balayées par la puissance de leur grand voisin. Elles avaient dû en partie leur existence à la faiblesse de la Russie en 1918, et en partie à la générosité des premiers Bolcheviks. La Russie de Staline n'était ni faible ni généreuse, et Staline apparut sur les côtes de la Baltique comme le rassembleur des anciens territoires russes, les réclamant comme une partie du patrimoine

1. *Ibid.*, p. 136.

2. Ribbentrop n'avait pas tout à fait tort lorsqu'il raconta, vers la fin de la même année, à M. Matsuoka, ministre des Affaires étrangères du Japon « en quatre yeux » que « l'Union soviétique désirait que la guerre durât aussi longtemps que possible... La trop rapide défaite de la France ne convenait pas à cet astucieux homme politique qu'est Staline. » (*Ibid.*, p. 305.)

1. *Pravda*, 25 décembre 1939.

2. *Nazi-Soviet Relations*, p. 135.

en mai 1933, quelques mois après l'avènement de Hitler. La suppression sanglante par Hitler de toute opposition intérieure et ses persécutions raciales ont affecté aussi peu les relations diplomatiques routinières entre Moscou et Berlin qu'elles touchèrent celles entre Paris et Londres d'une part, Berlin de l'autre. Staline a certainement calculé que la force de la tradition de Bismarck, dans la diplomatie allemande, tradition qui voulait que le Reich évitât des conflits avec la Russie, primerait sur toute autre considération. Pendant la première année du règne de Hitler, Staline n'a prononcé en public aucune parole sur les événements allemands, bien que son silence ait complètement déconcerté les membres du Komintern¹.

Ce silence n'a été rompu par Staline qu'au XVII^e Congrès du Parti, en janvier 1934. Même à ce moment-là, il n'a tiré aucune conclusion des événements qui se sont terminés d'une façon désastreuse pour la gauche européenne, et il a laissé subsister vaguement l'illusion que le fascisme, « un symptôme de la faiblesse capitaliste », ne serait qu'un phénomène de brève durée. Il a cependant également décrit la révolte nazie comme « le triomphe de l'idée de vengeance en Europe », et il fit remarquer que la tendance antirusse dans la politique allemande semblait l'emporter sur l'ancienne tradition bismarckienne. Même dans ces conditions, il s'est efforcé de démontrer que la Russie désirait maintenir les mêmes relations avec le III^e Reich, que celles entretenues précédemment avec la République de Weimar.

« Certains hommes politiques affirment que l'U. R. S. S. s'oriente actuellement vers la France et la Pologne, qu'elle soutient actuellement le Traité de Versailles qu'elle avait combattu et que ce changement doit être expliqué par l'établissement du régime fasciste en Allemagne. Ce n'est pas vrai. Bien sûr, nous sommes loin d'être enthousiasmés par l'établissement en Allemagne d'un tel régime. Cet argument n'est cependant pas décisif, à preuve que le fascisme italien n'a pas empêché la Russie d'établir les meilleures relations avec ce pays. Nous n'avons non plus changé d'opinion vis-à-vis du Traité de Versailles. Ce n'est pas nous, qui avons subi la honte du Traité de Brest-Litovsk, qui chanterons les louanges du Traité de Versailles. Nous estimons simplement que le monde ne doit pas être jeté dans l'abîme d'une nouvelle guerre à cause de ce Traité². »

Les événements qui suivirent confirmèrent cette première position de Staline. L'Allemagne et la Pologne avaient conclu un Pacte de non-agression, et l'on se demandait à Moscou si Hitler n'allait pas jouer sur l'ancienne ambition polonaise de domination de l'Ukraine, ambition dont le maréchal Pilsudski a été un des principaux représentants. Staline fut partiellement tranquilisé lorsque la Pologne consentit à prolonger son Pacte de non-agression avec la Russie. Au même moment, Moscou avait proposé à Berlin

1. La raison principale de cette réserve doit être cherchée dans le conflit latent entre la Russie et le Japon. Deux conséquences importantes en découlent : en novembre 1933, seize ans après la Révolution, les États-Unis, sur l'initiative du Président Roosevelt, ont reconnu le gouvernement soviétique. Au même moment, la Russie a cédé les voies ferrées qui se trouvent dans l'Est de la Chine au gouvernement de la Mandchourie, satellite du Japon. L'établissement de relations diplomatiques avec les États-Unis a renforcé la situation de Staline, mais dans l'ensemble, il restait faible vis-à-vis de l'Allemagne et du Japon. Au point de vue intérieur, il devait encore supporter les conséquences des suites de la collectivisation.

2. J. Staline, *Problèmes du Léninisme*, pp. 465-467.

d'accorder une garantie germano-russe des frontières et de l'indépendance des petits États baltes, qui formaient une sorte de corridor pour chaque armée qui avait l'intention d'envahir la Russie. Hitler, qui ne désirait pas se lier les mains, avait rejeté cette proposition. Désormais, la sécurité des frontières russes fut le premier souci de Staline. L'état de fait existant était hautement insatisfaisant à ses yeux. La route septentrionale à travers la Baltique restait ouverte, aussi bien que la route médiane qui conduisait à travers la Pologne et qui dépendait donc de l'attitude ambiguë du gouvernement de Varsovie. Enfin, une attaque sur le flanc méridional de la Russie aurait été facilitée par l'attitude antisoviétique de plusieurs États danubiens ; ce ne fut en effet qu'au cours de l'été 1934 que la Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Bulgarie établirent des relations diplomatiques avec les soviets. Pour la première fois depuis Rapallo, la nécessité d'une révision de la politique étrangère soviétique devenait évidente aux yeux de Staline.

Le jeu diplomatique qui débutait maintenant entre la Russie et les adversaires occidentaux de l'Allemagne, et qui devait durer jusqu'à la fin de la décennie, fut peut-être le plus compliqué de toute l'histoire contemporaine, et le rôle de Staline y fut plus complexe que celui de n'importe quelle autre personnalité politique. La complexité de ce jeu n'avait pas cependant pour raison la diversité des motifs et des intentions des différentes parties en présence, mais au contraire leur simplicité et les similitudes fondamentales. Les nombreuses impasses qui s'ensuivirent sont comparables à celles qui résultent, sur un échiquier, de jeux strictement parallèles des deux adversaires en présence. Chacun des futurs ennemis de l'Allemagne a été déchiré entre l'illusion que la guerre pouvait être évitée et la conscience obscure de son inévitabilité. Chacun fut terrifié par le danger de l'isolement et chacun chercha à construire un système d'alliances qui le protégât. Chacun reculait devant des engagements militaires définis, craignant que de pareils engagements hâteraient la guerre, ou l'approcheraient de ses propres frontières. Chaque membre de la future Grande Alliance espérait obscurément que la force du militarisme allemand ressuscité pourrait être déviée dans un sens indifférent à ses intérêts nationaux. Au début, la faiblesse du militarisme allemand provoqua une passivité générale et Hitler s'est servi de cette passivité pour construire sa machine de guerre. Chacun des futurs alliés sacrifia de l'espace pour gagner du temps, en abandonnant des alliés et des amis, jusqu'au moment où il ne put plus vendre aucun espace pour acheter du temps.

Il est évident que les différents pays ne pouvaient faire leur jeu politique parallèle d'une façon simultanée. Au cours de chaque phase, quelqu'un devait prendre de l'avant, quelqu'un devait sortir des impasses, quelqu'un devait d'abord sacrifier les pions. Malgré toute la similitude et malgré toutes les astuces intelligentes employées par tous les partenaires, chacun insistait sur son droit, en se méfiant de l'autre. La France et la Grande-Bretagne poursuivaient une politique de concessions, tandis que la Russie sonnait courageusement le clairon de la sécurité collective. Au contraire, quand la Grande-Bretagne put se glorifier de vivre les heures les plus fières de son histoire, la Russie fut mêlée à un marchandage sordide avec l'Allemagne. Pour que la Grande Alliance pût durer, un oubli mutuel des fautes fut nécessaire, qui devait cependant être suivi, dès la fin des hostilités, par une dénonciation mutuelle.

Au cours de l'année 1934, Staline se mit à la recherche de nouvelles alliances. Graduellement, mais d'une façon assez visible, il abandonna son opposition au Traité de Versailles. En septembre, la Russie donna son adhésion à la S. D. N. Jusqu'à cette date, le Kremlin et Genève s'étaient boycottés mutuellement; pour Lénine, la Société des Nations fut un « antre de brigands », l'organisation qui devait renforcer la paix de Versailles et perpétuer la domination coloniale, et supprimer tout mouvement d'émancipation à travers le monde. « Pour adhérer à la S. D. N., argumentait Staline, nous devons choisir, comme le camarade Litvinov l'a dit très justement, entre l'enclume et le marteau. Eh bien, nous ne désirons pas être le marteau vis-à-vis de nations faibles, ni l'enclume par rapport aux forts¹. » Mais la revanche de l'Allemagne fut plus terrible que Versailles. Bientôt Litvinov devint le défenseur le plus ardent d'une S. D. N. forte, capable de briser toute attaque et de punir tout agresseur. Il y avait une survivance d'illusion pacifiste dans la nouvelle ardeur de Staline pour la S. D. N. On pourrait en dire autant de sa tentative de former un pacte oriental. Selon ce pacte, la Russie, l'Allemagne, et tous les pays de l'Europe orientale se promettaient une assistance mutuelle automatique en cas d'agression. Cet effort russe pour créer un Locarno oriental fut énergiquement soutenu par Barthou, ministre français des Affaires étrangères, mais échoua à la suite d'une commune opposition germano-polonaise.

Au début de 1935, Staline avait abandonné la tentative futile de créer un système régional de sécurité collective à l'Est, pour chercher des alliances à l'Ouest. En mars 1935, il reçut Anthony Eden au Kremlin. Le futur chef du Foreign Office n'était qu'un jeune ministre et avait fait son voyage à Moscou après des visites à Prague et Varsovie. Presque au même moment, Sir John Simon, qui occupa un poste important dans le cabinet britannique, rendait visite à Hitler à Berlin. En dépit de ce fait, Eden obtint au Kremlin un accueil chaleureux. Il fut le premier ministre de Sa Majesté à rendre une visite officielle à Moscou la Rouge, après de nombreuses années de friction et d'hostilité. La glace entre les deux nations semblait se rompre et Staline n'épargna aucun effort pour favoriser ce rapprochement. Il quitta l'anonymat de son Secrétariat Général du Parti pour présider la réception de l'hôte britannique. Contrairement à toutes les coutumes bolcheviques, il donna ordre de jouer *God save the King*.

Cependant, cette visite ne devait pas produire, et n'a pas produit, de résultats immédiats. Plus tard, au mois de mai, après l'établissement du service obligatoire en Allemagne, deux autres hôtes importants, Laval et Bénès, arrivèrent à Moscou, pour conclure les alliances franco-soviétique et russo-tchèque. Aussi bien Laval que Bénès furent reçus par Staline, qui, bien qu'il ne fût pas membre du gouvernement soviétique, participa dorénavant régulièrement à des entretiens importants avec des hommes d'Etat étrangers et aux réceptions officielles.

Un incident au cours de la visite de Laval fit sensation. A son retour à Paris, Laval déclara que Staline l'avait autorisé à déclarer qu'il sympathisait avec les efforts de la France pour renforcer son armée. Jusqu'à ce moment, le Parti communiste français, comme tous les autres partis com-

munistes nationaux, avait été opposé par principe à la défense nationale. Ses députés avaient toujours voté contre les crédits militaires et ses membres avaient fait une propagande révolutionnaire au sein de l'armée. La déclaration de Staline sonna comme un désaveu de cette attitude et il y eut une sorte de scandale dans le fait qu'il avait choisi justement Laval, que la gauche française regardait comme un de ses renégats les plus méprisables, comme son porte-parole. Pendant un certain temps les députés communistes continuèrent, à la Chambre, à voter contre les crédits militaires, car la tradition antimilitariste était trop forte pour être balayée sans aucune forme de procédure. En plus, Laval n'avait pas l'intention de rendre effective l'alliance qu'il venait de conclure, en ajournant sa ratification par les Chambres et en empêchant les chefs militaires français de discuter des plans de défense avec leurs collègues russes. Les communistes n'avaient donc aucune raison de voter le budget militaire, cependant la déclaration de Staline laissa prévoir un important changement au sein du Komintern.

Ce changement fut rendu public au VII^e Congrès de l'Internationale Communiste, qui eut lieu la même année. Tous les théories, mots d'ordre et recettes tactiques à la mode depuis 1928 — selon lesquels fascisme et démocratie étaient jumeaux, défense de collaboration avec les chefs sociaux-démocrates, etc. — furent tranquillement relégués dans les greniers du Komintern. La défense de la démocratie — on a laissé discrètement tomber l'adjectif bourgeoise — contre le fascisme fut déclarée tâche suprême du prolétariat. Sociaux-démocrates et communistes ont été invités à s'unir dans les fronts populaires, qui devaient inclure également certaines parties de la classe moyenne, des libéraux, des radicaux et même des conservateurs, prêts à lutter contre le fascisme. (Ceci fut un abandon extrêmement radical, non seulement de la tactique précédente, mais aussi des statuts fondamentaux du Komintern, des célèbres vingt et un points énoncés par Lénine et Zinoviev et qui interdisaient explicitement aux communistes de se joindre aux partis bourgeois.)

Les communistes ne devaient pas « effrayer » les classes moyennes par des demandes trop radicales et des mots d'ordre anticapitalistes. Bientôt après ce Congrès, les communistes devinrent les défenseurs les plus ardents et enthousiastes de la défense nationale dans les pays démocratiques. Cette nouvelle ligne fut si sérieusement poursuivie par le Komintern qu'il traqua désormais dans les rangs de la gauche tous les résidus d'antimilitarisme et de pacifisme comme « hérésies dangereuses » et accueillit comme alliés les représentants de la droite traditionaliste et anti-allemande, tels que Mandel en France et Churchill en Grande-Bretagne. Manouïlsky, le porte-parole de Staline dans le Komintern, qui avait dépassé tout le monde par ses vociférations contre les sociaux-fascistes, fut remplacé par George Dimitrov, héros du procès de Leipzig sur l'incendie du Reichstag et dont le nom est devenu symbole de l'antifascisme militant. Staline manifesta à chaque occasion sa communauté de vues avec Dimitrov et le leader bulgare fut à ses côtés à chaque cérémonie et à chaque parade.

Staline avait-il recherché sérieusement l'alliance avec les démocraties bourgeoises occidentales? Les événements de 1939 semblent justifier un doute rétrospectif. Même en 1936, le chef de la mission militaire française en Russie a pu écrire : « La Russie cherche à rejeter vers l'Ouest un orage qu'elle sent monter vers l'Est... Elle ne veut pas être mêlée au prochain

i. J. Staline, *Sotchineniya*, vol. VII, p. 296.

conflit européen, dans lequel elle aspire à jouer, comme les Etats-Unis l'ont fait en 1918, le rôle d'arbitre dans une Europe qui sera épuisée par une guerre sans merci¹. » Ce point de vue se base sur un discours de 1925, quand Staline parla de la Russie comme spectateur dans une future guerre. Il est cependant peu probable que le général français ait connu ce texte. En dépit de ces faits, il est permis d'affirmer que, dans les années 1935 à 1937, et même plus tard, Staline a cherché sincèrement à édifier une coalition antihitlérienne; ce but lui a été dicté par les circonstances. Tous les événements à cette époque semblaient prouver que la diplomatie allemande avait définitivement abandonné la tradition de Bismarck. Au Congrès de Nuremberg, en septembre 1936, Hitler parla de l'Ukraine et de la Sibérie comme parties intégrantes du Lebensraum allemand, en des termes si violents qu'ils semblaient exclure même une entente transitoire entre lui et Staline.

Plus tard, au cours de la même année, l'Axe annonça la conclusion du Pacte anti-Komintern. Pendant la même période, plusieurs incidents de frontière, dont quelques-uns furent sérieux, se produisirent à la frontière russo-japonaise. La Russie semblait menacée en Europe et en Asie; sinon par vertu antifasciste, les exigences de la préservation semblaient pousser Staline à chercher la sécurité dans un système d'alliances solide².

Son objectif principal fut maintenant d'obliger les puissances occidentales à des engagements définitifs ou de les manœuvrer de telle sorte qu'elles fussent obligées de les accepter. Dans cette entreprise, il rencontra une série de déceptions. Le Pacte franco-soviétique d'assistance mutuelle restait un chiffon de papier, même après le départ de Laval et lorsque Daladier et Blum arrivèrent au pouvoir, grâce au Front Populaire. La France et la Grande-Bretagne ne réagirent pas aux provocations de Hitler et restèrent silencieuses aussi bien en face de son réarmement qu'au moment de la remilitarisation de la Rhénanie. Staline était le dernier à croire que la politique de conciliation de l'Occident était causée par la faiblesse ou un manque de perspicacité. En effet, deux ou trois ans après la réintroduction par Hitler du service militaire, la Wehrmacht ne pouvait encore être considérée comme une force militaire dangereuse. Comme la plupart des hommes politiques, Staline considérait l'armée française, couronnée de ses lauriers de 1914-1918 et, comme nous le verrons plus tard, il la surestima jusqu'en 1940. Ses conseillers militaires et politiques lui indiquaient — et ils n'avaient pas tort — que les adversaires de l'Allemagne pouvaient facilement arrêter Hitler, au moins pour un certain temps, par la simple menace d'une intervention militaire. Staline ne croyait pas non plus à un manque de perspi-

1. Ces paroles sont extraites d'un rapport du général français Schweisguth à MM. Daladier et Léon Blum. Cf. Georges Bonnet, *Défense de la paix. De Washington au Quai d'Orsay*, p. 124.

2. Au cours des années 1935-1936, l'Armée Rouge a été l'objet d'une profonde réforme. On a procédé à une mécanisation et à une modernisation et notamment à une réorganisation de l'infanterie, jadis constituée sur le type d'une milice et qui maintenant prit la forme d'une armée permanente. Toukhatchevsky, l'inspirateur de la réforme, a exposé ses projets devant le Comité Central Exécutif de l'U. R. S. S. le 15 janvier 1936. Son discours fut remarquable par sa prévision des méthodes de guerre hitlérienne et par l'insistance qu'il mit à souligner le danger que constituait le III^e Reich. L'avertissement de Toukhatchevsky était en contradiction avec la politique ambiguë de Staline. (Cf. *Soviet Union*, 1936, pp. 389 à 405.)

cacité de la part des Occidentaux, étant persuadé qu'il ne pouvait leur échapper que la coalition des militaires, des nazis et des magnats industriels allemands ne visait pas uniquement à réparer les torts du Traité de Versailles, mais à satisfaire également les ambitions militaires de l'Allemagne. Nous savons maintenant que faiblesse et manque de perspicacité étaient des éléments qui jouaient un rôle important dans la politique de conciliation des puissances occidentales. Mais, visiblement, Staline ne pouvait pas croire à de telles faiblesses chez un homme d'Etat bourgeois et démocratique.

Il a cru longtemps que les Français et les Anglais avaient consenti à la renaissance du militarisme allemand dans l'espoir de détourner son agresseur contre la Russie, tout comme lui, s'il avait pu, l'aurait dirigée vers l'Occident. Mais même s'il avait pu entrevoir que la tendance politique poursuivie par la diplomatie occidentale était le résultat de certaines faiblesses de caractère ou d'intelligence, sans révéler un but agressif contre la Russie, il ne pouvait être sûr de cet état de fait et devait se préparer à agir pour prévoir l'éventualité la plus défavorable. Il était indéniable que, pour les milieux gouvernementaux anglais et français, l'idée d'une coalition avec les soviets restait profondément antipathique, même si une partie de l'ancienne hostilité à l'égard de l'U. R. S. S. avait disparu. Les hommes d'Etat occidentaux considéraient le nazisme comme une barrière appréciable contre le bolchevisme et il est certain que quelques-uns ont envisagé de faire de cette barrière une arme et que même ceux qui avaient compris la nécessité absolue d'une alliance avec la Russie, se demandaient s'il ne valait pas mieux laisser les Russes et les Allemands se déchirer mutuellement.

Derrière toutes les manœuvres diplomatiques, qu'elles fussent amicales ou hostiles, on apercevait le vieil antagonisme idéologique. Staline tenta de désarmer les suspicions, les craintes et les préjugés de l'Occident par une politique de modération et de concessions. Il commença par mettre au magasin des accessoires la menace de la révolution mondiale : « Nous n'avons jamais de pareils plan ni intention, assura-t-il à l'un de ses interlocuteurs étrangers qui lui parlait de la révolution mondiale. C'est un malentendu. — Un malentendu tragique? demanda l'interviewer. — Non, répliqua Staline, un malentendu comique, ou, si vous préférez, tragico-comique¹. »

Cette affirmation était partiellement vraie. Les Bolcheviks n'avaient jamais projeté l'exportation de révolutions faites sur mesure. Ils ont toujours cru que chaque révolution doit naître et mûrir dans son propre sol, et ils n'ont espéré que stimuler ce processus. Mais la bourgeoisie des pays occidentaux a trouvé difficile de croire que tout ceci ne fût qu'un malentendu comique ou tragico-comique.

La méfiance à l'égard de Staline ne se basait pas uniquement sur le passé. Même à ce moment, Staline pouvait aussi peu reléguer la révolution mondiale dans le magasin des accessoires qu'il pouvait interdire à sa propre ombre de le suivre. Bien que les slogans qu'il avait préparés pour le Front Populaire fussent d'une modération exemplaire et « purement démocratique », d'une fidélité parfaite à la constitution, « purement » patriotique, on ne pouvait pas ignorer le potentiel révolutionnaire de ce Front. Qu'il

1. *Pravda*, 5 mars 1936.

le veuille ou non, il dut développer ses potentialités et s'en servir. Les victoires électorales du Front Populaire en France et en Espagne ont immédiatement enflammé la confiance des classes ouvrières, vaguement persuadées qu'il constituait le prélude d'une réforme fondamentale, sinon de la révolution. Les chefs communistes, français ou espagnols, ne pouvaient pas se séparer des tendances des masses populaires. La France fut agitée par des grèves, des meetings qui révélaient un pouvoir insoupçonné. L'Espagne se préparait à la guerre civile. L'ensemble de l'Europe occidentale se trouvait sous l'influence de nouvelles forces sociales. Bien que les chefs communistes, pressés par Moscou, fissent souvent de leur mieux pour arrêter ces mouvements, les classes moyennes n'en étaient pas moins effrayées et ces événements firent accroître la sympathie latente pour le fascisme et la méfiance instinctive à l'égard de la Russie.

En fait, par un curieux processus dialectique, les fronts populaires devaient trahir leur propre objectif. Ils devaient préparer une réconciliation de l'Occident bourgeois avec la Russie, ils ne firent qu'augmenter la méfiance. Ils avaient pour première mission d'obliger des gouvernements hésitants à accepter une coalition avec la Russie, mais, au fur et à mesure que leur pression augmentait, le précipice se creusait entre les alliés présomptifs. Aux yeux des classes régnautes françaises et anglaises, les appels de Litvinov en faveur de la sécurité collective devinrent identiques aux grèves sur le tas, à la semaine de quarante heures, aux salaires élevés, et à d'autres réformes sociales que le Front Populaire imposa à l'économie stagnante de la France.

Seule une révolution aurait pu accomplir les objectifs positifs de cette politique. Mais, pour achever un résultat négatif et provoquer une réaction contre-révolutionnaire, sa simple annonce avait suffi. Cette réaction se manifesta rapidement en France la veille de Munich. Le Front Populaire se désagrégeait à vue d'œil et l'alliance franco-soviétique devint moins effective que jamais. « La France n'a pas confiance dans l'Union Soviétique », dit Litvinov à un diplomate en mars 1938, « et l'Union Soviétique n'a pas confiance en la France ¹ ».

La guerre civile espagnole mit Staline devant un nouveau dilemme. Il ne pouvait que souhaiter la défaite de Franco, non seulement en concordance avec la politique antifasciste qu'il poursuivait à ce moment-là, mais également parce qu'un régime fasciste de l'autre côté des Pyrénées ne pouvait qu'augmenter la timidité de la France à l'égard de l'Allemagne. D'un autre côté, la guerre civile était lourde de complications révolutionnaires. La classe ouvrière, armée pour la défense du gouvernement républicain, pouvait tenter de proclamer la dictature du prolétariat communiste ou anarcho-communiste. Les paysans sans terre, dans un pays aussi féodal que fut la Russie tsariste, pouvaient réclamer la révolution agraire, mais si l'Espagne devait avoir sa « Révolution d'Octobre » la rupture aurait été encore plus grave au sein de l'Europe occidentale et les chances d'une entente russo-occidentale auraient encore diminué. Le Komintern imposa donc aux communistes espagnols de se limiter à la défense du gouvernement républicain légal contre Franco. Aucune demande de socialisation de l'industrie ou d'expropriation des terres ne devait être faite. Staline donna l'ordre à Litvinov de joindre la Commission de non-intervention formée

sur l'initiative de Léon Blum et pour un certain temps, la Russie respecta fidèlement la non-intervention dans les affaires espagnoles ¹.

Cependant, Staline n'a pu persister dans cette attitude. Hitler et Mussolini intervinrent, et ce fait, à lui seul, lui rendit, en tant que protecteur de la gauche, très difficile de se tenir à l'écart. Lui aussi intervint et pressa par les communistes français le gouvernement à suivre son exemple. Il espérait qu'une intervention française allait faire hésiter Hitler et Mussolini. Mais une pareille intervention était d'une conséquence plus lointaine, car elle aurait signifié, de la part des démocraties occidentales, un pas important vers des engagements militaires définitifs contre l'Allemagne. L'Espagne, qui ne fut qu'un terrain d'exercice militaire, aurait pu devenir le premier champ de bataille de la deuxième guerre mondiale. Mais justement, les puissances occidentales redoutèrent qu'une intervention dans la guerre civile espagnole équivaldrait à un prélude à un conflit généralisé ou, hésitant à aider le Front Populaire en battant Franco, ou pour les deux raisons en même temps, les gouvernements occidentaux refusèrent d'intervenir bien que Hitler et Mussolini fussent les bénéficiaires de leur passivité. En fin de compte, les désaccords sur l'Espagne au sein de la Commission de non-intervention contribuèrent largement à une détérioration des relations entre la France, la Grande-Bretagne et la Russie.

Les contradictions dans lesquelles se débattait Staline l'obligèrent à diriger, du Kremlin, une guerre civile à l'intérieur de la guerre civile espagnole. Les anarchistes extrémistes espagnols et les anarcho-syndicalistes critiquaient la tactique non révolutionnaire des communistes. En Catalogne, le P. O. U. M., un parti semi-trotskyiste, essaya de donner un contenu révolutionnaire à la lutte. Staline commença la suppression de ces éléments hétérodoxes à sa gauche. Il fit de leur élimination de l'administration républicaine une condition préalable à la vente de munitions soviétiques au gouvernement. Il envoya en Espagne, en même temps que des instructeurs militaires, des agents de sa police politique experts dans la chasse à l'hérésie et en épuration politique, qui établirent leur propre règne de terreur dans les rangs républicains. Comme pour souligner le côté macabre, il chargea Antonov-Ovseenko, le héros de 1917, et un ancien trotskyiste, de l'épuration en Catalogne, forteresse des hérétiques, uniquement pour épurer Antonov-Ovseenko lui-même après son retour d'Espagne. Le motif principal de cette politique était le désir de Staline de garder au Front Populaire espagnol sa respectabilité républicaine, pour éviter un conflit avec les gouvernements français et britannique. Il ne sauvegarda la respectabilité de personne et entra en conflit avec tout le monde. L'opinion conservatrice dans les pays occidentaux, qui se désintéressait des luttes intestines de la gauche espagnole, embrouillée par la complexité de Staline, lui attribua la responsabilité dans toutes les tentatives révolutionnaires.

Une autre raison qui fit baisser le crédit diplomatique de la Russie avant Munich ne saurait être négligée : les purges de Moscou. En 1936, des généraux français et britanniques avaient assisté aux manœuvres de

1. Joseph E. Davies, *Mission to Moscow*, p. 189.

1. G. M. Gathorne-Hardy, *A Short History of International Affairs*, 1920 à 1938, pp. 430-432. Joaquín Maurín, *Révolution et Contre-révolution en Espagne*, pp. 131-145.

l'Armée Rouge et furent favorablement impressionnés par ses qualités techniques et guerrières¹. Les purges se chargèrent de contredire cette impression. Elles donnèrent l'impression que l'ensemble de l'édifice craquait. Que les hommes politiques et militaires occidentaux aient cru ou non à la réalité des charges contre les accusés, leur conclusion ne pouvait être que défavorable quant à la valeur de l'U. R. S. S. en tant qu'alliée. Quel pouvait être le moral d'une nation où tant de politiciens éminents, d'administrateurs et de militaires auraient formé une puissante cinquième colonne? Si, au contraire, les accusations étaient fausses, le régime qui les a formulées devait être pourri jusqu'à la moelle. Nous avons vu précédemment que les faits étaient plus compliqués, mais c'est sous cette alternative qu'ils se présentaient à un observateur étranger. D'ailleurs, ce point de vue n'était pas non plus complètement erroné, car ces purges eurent un effet sur l'ensemble de l'administration soviétique et sur l'Armée Rouge. Mais ces effets ne furent pas assez désastreux pour empêcher un lent, coûteux, mais certain rétablissement. Bien que des influences extérieures fussent indispensables pour ce rétablissement, ce fut l'attaque de Hitler qui constitua cet événement extérieur.

Au moment où l'expansion allemande prit un caractère explosif, la Russie était presque complètement isolée sur la scène internationale. La crise de Munich souligna cet isolement et le rendit insupportable. Pendant toute la crise, Staline garda un silence gêné, comme il a l'habitude de le faire en de pareils cas. Mais bientôt il se sentit alarmé et humilié en même temps. « On peut croire, dit-il quelques mois plus tard, que les territoires tchèques cédés à l'Allemagne étaient le prix payé pour une attaque allemande contre l'Union Soviétique². » Il ne pouvait s'expliquer autrement les raisons qui avaient décidé Chamberlain et Daladier à aider volontairement Hitler pour un partage de la Tchécoslovaquie. Non seulement toute la discussion sur la sécurité collective était devenue ridicule, non seulement la Société des Nations, dont le Conseil comptait la Russie au nombre de ses membres permanents, avait été ignorée, non seulement la Russie avait été écartée par la Grande-Bretagne avec laquelle elle n'avait pas d'engagement formel, mais la France avait encore en fait déchiré son alliance avec la Russie aux yeux du monde entier. Les alliances entre la Russie et la France, la France et la Tchécoslovaquie, la Russie et la Tchécoslovaquie, dépendaient l'une de l'autre. La France et la Russie s'étaient engagées à défendre la Tchécoslovaquie, mais la Russie ne devait prendre les armes qu'après l'intervention française. Ignorant les intérêts de son allié et son amour-propre, traitant son ennemi futur en tant qu'allié, et son allié nominal presque comme son ennemi, la France a provoqué la Russie à lui rendre la pareille. (Nous aussi, nous pouvons être perfides, aurait pu dire Staline, en employant les mots de *les Scythes*). Formellement, évidemment, la Grande-Bretagne n'avait aucune obligation envers la Russie ou la Tchécoslovaquie, mais ce fut Chamberlain, beaucoup plus que Daladier, qui prit l'initiative de Munich. La Grande-Bretagne, elle aussi, avait donc injurié et blessé l'amour-propre russe.

1. Lieutenant-général Sir Giffard Martel, *The Russian Outlook*, pp. 13 à 33.

2. J. Staline, *Problèmes du Léninisme*, p. 604.

Au milieu de la crise, Staline avait ordonné à Litvinov de dire à Prague que les Russes étaient prêts à défendre la Tchécoslovaquie, à condition que la France exécute ses obligations. Les Polonais furent avertis que, s'ils entraient en Tchécoslovaquie, on les considérerait comme coupables d'un acte d'hostilité envers la Russie. La France, cependant, n'ayant pas honoré sa signature, la Russie ne devait pas honorer la sienne. Elle ne l'avait cependant pas reniée. Les Polonais avaient envahi la Tchécoslovaquie et Moscou les informa que, tout compte fait, ils ne s'étaient pas rendus coupables d'un acte hostile à l'égard de la Russie.

Une fois de plus se pose le problème de savoir si Staline était prêt à faire, en 1938, ce qu'il n'était pas prêt à faire en 1939. Aurait-il tenu les assurances que Litvinov avait répétées aux Tchèques à un moment particulièrement critique? Si les Occidentaux avaient déclaré la guerre, Staline se serait-il tenu à l'écart? L'historien peut s'adonner à de pareilles spéculations, mais nous n'avons aucun moyen de connaître les pensées intimes de Staline en septembre 1938. Si nous jugeons Staline selon son attitude à ce moment-là, rien ne peut lui être reproché. Il a manifesté sa volonté de combattre un peu dans le style d'un soldat courageux qu'un « Cessez le feu » malencontreux empêche d'accomplir un fait d'armes particulièrement brillant — seulement, à ce moment-là, le feu n'avait même pas été ouvert. Il est cependant probable qu'avant Munich Staline voyait les choses d'un œil différent qu'après. Le partage de la Tchécoslovaquie a transformé l'équilibre des forces en Europe orientale au désavantage de la Russie. Aux yeux de Staline, le risque, en 1939, fut plus considérable qu'en 1938. Sa crainte que l'Occident cherche à lancer l'Allemagne sur la Russie s'était renforcée et, d'une façon parallèle, son désir de se tenir en dehors du conflit.

La maxime non écrite de Munich fut de garder la Russie en dehors de l'Europe. Non seulement les grandes puissances occidentales désiraient exclure l'U. R. S. S., mais encore les gouvernements des petites nations de l'Europe orientale criaient à l'adresse du grand ours : « Reste où tu es, ne sors pas de ta tanière. » Quelque temps avant Munich, quand les Français et les Russes discutaient d'une action commune pour la défense de la Tchécoslovaquie, les gouvernements polonais et roumain avaient catégoriquement refusé d'accorder le passage de troupes russes à travers leurs pays. Ils refusaient à l'Armée Rouge le droit de passage, non seulement par crainte du communisme; leur gouvernement flirtait avec Hitler.

Un incident significatif, un parmi tant d'autres, montra à Staline leur état d'esprit : quelque temps avant Munich, une douzaine d'avions russes avaient survolé la Roumanie en direction de la Tchécoslovaquie, et bien que les Russes aient observé tous les règlements de circulation, l'incident avait provoqué, d'abord une protestation de la part du colonel Beck, ministre des Affaires étrangères polonais, puis une autre de son collègue roumain¹. De pareilles insultes et de tels coups d'épingles furent nombreux et leurs effets se manifestèrent encore longtemps après.

Ce fut très probablement peu de temps après Munich que Staline eut l'idée d'une nouvelle tentative de rapprochement avec l'Allemagne. Les

1. Georges Bonnet, *Défense de la Paix. De Washington au Quai d'Orsay*, pp. 121 à 140.

grands espoirs de paix créés par les signataires de Munich avaient vite disparu. Il était maintenant évident que Hitler chercherait à éviter une dispersion de ses forces et qu'il les concentrerait, soit à l'Ouest, soit à l'Est. C'est à ce moment que Staline tenta d'influencer la décision de Hitler. Cependant, le risque d'entamer les négociations était grand. Si Hitler les rejetait, le rôle dirigeant de la Russie dans une coalition antifasciste aurait disparu, sans aucun gain effectif, et les gouvernements français et anglais auraient eu une excuse de donner à Hitler les mains libres à l'Est.

La tâche que Staline allait maintenant entreprendre exigeait une adresse tactique extraordinaire. Pendant un certain temps, il devait courir du côté des animaux poursuivis et chasser avec les chiens, et faire en sorte que les animaux ne l'aperçoivent pas parmi les chiens. Il pouvait évidemment essayer de sonder les intentions de Hitler par les moyens diplomatiques, normaux, ce qui paraissait cependant peu prudent. Le comte von Schulenburg, l'ambassadeur d'Allemagne à Moscou, un diplomate de l'école de Bismarck, favorisait une coopération germano-russe. Mais justement à cause de cette attitude, son point de vue ne représentait nullement celui du ministère des Affaires étrangères allemand. L'ambassadeur russe à Berlin, M. Merekalov, était un diplomate de troisième ordre, auquel tous les hommes politiques importants du III^e Reich furent inaccessibles. En plus, des entretiens secrets auraient peut-être entraîné de nuisibles indiscretions. Staline décida donc fort intelligemment qu'il valait mieux faire publiquement une offre voilée et pourtant transparente.

Le XVIII^e Congrès du Parti qui s'est réuni, après un intervalle de quatre ans, dans les premiers jours de mars 1939, lui offrit cette occasion. En tant que Secrétaire Général, il devait, comme d'habitude, faire un rapport d'ensemble sur les événements extérieurs et intérieurs des quatre dernières années écoulées. Son discours, le point culminant du Congrès, attirerait certainement l'attention de l'étranger et il pouvait être sûr qu'aucune allusion importante n'en serait ignorée. D'autre part, des ouvertures voilées, faites en passant, dans un discours ordinaire du Secrétaire Général, auraient un aspect moins sensationnel que si elles avaient été faites à une autre occasion. Quand enfin, le 10 mars, Staline fit son discours, la partie où il traitait de la situation internationale était un chef-d'œuvre d'habileté à double sens.

« Une nouvelle guerre impérialiste, déclara-t-il, a éclaté, il y a maintenant deux ans, et se déroule sur un territoire immense, de Shanghai à Gibraltar, et à cette guerre participent cinq cent millions de personnes ¹. » L'expression « une nouvelle guerre impérialiste » suggérait vaguement qu'il considérerait comme impérialistes tous ceux qui participaient à la guerre, dont la Russie désirait se tenir à l'écart. Il continua à montrer le lien entre cette guerre et la crise économique qui s'approchait. Par la suite, il qualifia l'Allemagne, l'Italie et le Japon de « pays agresseurs » et ajouta qu'ils essaieraient bientôt d'échapper à une crise très grave en provoquant une guerre mondiale. Passant à l'arrière-plan économique de la diplomatie, il souligna la suprématie économique et militaire des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne. Le réalisme de ces remarques se manifesta par une appréciation correcte des forces en présence et par la présomption tacite

1. J. Staline, *Problèmes du Léninisme*, p. 596.

que les Etats-Unis participeraient à la guerre, hypothèse qui était à ce moment-là prophétique. Il enchaîna par une violente attaque contre la politique d'apaisement des puissances occidentales : « La guerre sera provoquée par les pays agresseurs qui s'attaquent, par tous les moyens, aux intérêts des pays pacifiques, c'est-à-dire à la Grande-Bretagne, à la France et aux Etats-Unis. Ceux-ci cependant reculent, en faisant aux agresseurs concessions sur concessions. »

Dans une argumentation très serrée, il analysa ensuite les motifs de cette politique de conciliation : la peur de la révolution, attitude de neutralité à l'égard des agresseurs et de leurs victimes, et désir de laisser l'Allemagne et la Russie « s'affaiblir jusqu'à l'épuisement : et après, quand ces deux puissances seront devenues assez faibles, apparaître sur la scène avec des forces intactes... pour dicter des conditions aux belligérants affaiblis. Ce serait cependant trop facile ¹ ».

Jusqu'à ce point, ce discours, malgré toutes ses sévères critiques, sonnait encore comme un de ces discours de Litvinov en faveur de la sécurité collective. Staline affirma en effet que la Russie n'était pas prête à se battre seule, mais qu'elle se joindrait à une coalition antinazie. Mais soudain, un autre son de cloche se fit entendre : il n'y avait pas de « raison visible » à un conflit entre la Russie et l'Allemagne, bien que les puissances occidentales cherchassent à exciter la Russie contre l'Allemagne. Il ridiculisa en quelques phrases sarcastiques les amis occidentaux des nazis, qui avaient cherché à persuader le III^e Reich d'attaquer la Russie, mais furent cependant déçus par l'attitude des chefs nazis. Les chefs nationaux-socialistes responsables, ajouta-t-il, ne se trouvent pas parmi ces « fous » rêvant d'une conquête de l'Ukraine. Il termina, en résumant les objectifs de sa politique extérieure, objectifs qui, en fait, étaient incompatibles. Il désirait que la Russie continuât à faire du commerce avec tous les pays, bien qu'il ait expliqué que le temps des relations commerciales normales était clos, car une guerre mondiale était imminente. Il désirait que la Russie améliorât ses relations avec tous ses voisins, aussi longtemps que ces derniers n'agiraient pas « directement ou indirectement » contre les intérêts russes. Cette affirmation répétait simplement l'égoïsme sacré de l'Etat socialiste. Au même moment, Staline assurait du soutien de la Russie toutes les victimes d'une agression nazie. Il plaida auprès de la France, de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis pour une action déterminée contre tous les agresseurs, et tonna contre la politique d'apaisement, tout en affirmant aux agresseurs que, s'ils laissaient la Russie tranquille, lui, Staline, inaugurerait une nouvelle politique d'apaisement, son Munich à lui, qui vaudrait celui de Chamberlain. Le leitmotiv antinazi de son argumentation était patent, tandis que le ballon d'essai en faveur d'un apaisement était assez voilé. Il voulait encore laisser la porte largement ouverte pour une entente avec la Grande-Bretagne et la France, tout en entr'ouvrant la porte par laquelle Ribbentrop devait entrer. Une semaine après cette tentative, il donna l'ordre à Litvinov de dénoncer l'invasion de la Tchécoslovaquie par Hitler et fit ajouter que la Russie ne reconnaîtrait pas le protectorat nazi.

Nous ne pouvons rappeler ici que les étapes principales de l'évolution

1. *Ibid.*, p. 603.

politique des mois qui suivirent. Le 18 mars, jour de la dénonciation de l'occupation de Prague par Litvinov, le Foreign Office s'enquit de l'attitude de la Russie en cas d'une agression contre la Roumanie. Moscou proposa une conférence à laquelle devaient participer la Grande-Bretagne, la France, la Roumanie, la Pologne, la Turquie et la Russie, une conférence qui, dans les circonstances présentes, aurait signifié la formation d'une Confédération anti-allemande avec la Russie en tant qu'un des principaux chefs. Chamberlain refusa même d'examiner cette proposition¹. Quelques jours plus tard, il annonça le Pacte anglo-polonais d'assistance mutuelle, suivi par une déclaration britannique garantissant l'indépendance et l'intégrité de la Roumanie et de la Grèce. C'est seulement après ces engagements en Europe orientale, si contraires à sa tradition diplomatique, que la Grande-Bretagne tenta un vague rapprochement avec la Russie. Le 15 avril, elle demanda à la Russie si elle était prête à garantir les frontières de la Pologne et de la Roumanie. Il s'agissait cependant encore une fois d'une garantie unilatérale. On demandait à l'ours de rester dans sa tanière, tout en exigeant d'en sortir ou d'y rentrer selon les désirs de ses petits voisins, qui pourraient avoir besoin de son aide.

Le 17 avril, la diplomatie de Staline fit deux tentatives opposées. Elle refusa d'abord de faire suite à la demande de la Grande-Bretagne de donner une garantie unilatérale à la Pologne et à la Roumanie. Elle proposa cependant la conclusion d'une alliance et d'une convention militaire entre la France, la Grande-Bretagne et la Russie, aux termes desquelles les trois puissances devaient garantir conjointement tous les pays entre la Baltique et la mer Noire contre une agression. Le même jour, l'ambassadeur soviétique à Berlin, M. Merekalov, passant au ministère des Affaires étrangères allemand pour le règlement des affaires courantes, esquaissa la possibilité d'un rapprochement germano-soviétique. Staline suivit attentivement les réactions à ces deux tentatives. Celles venant de Paris et de Londres furent extrêmement décourageantes. Il semblait que les puissances occidentales désiraient considérer la Russie comme un allié de réserve, tout en étant décidées à éviter une coalition formelle, ou au moins à la priver de toute influence réelle pour décider de l'avenir de cette coalition. Elles estimaient la puissance militaire de la Pologne aussi importante, sinon plus, que celle de la Russie. Les puissances entre la Baltique et la mer Noire réaffirmèrent qu'elles ne désiraient aucune alliance avec leur voisin. Les gouvernements des pays baltiques craignaient que la liberté de tout mouvement militaire, exigée par Staline, ne soit une menace pour leur indépendance. Cette menace devait se révéler exacte, mais il est également vrai que les arguments de Staline étaient très forts : on ne pouvait en effet s'attendre qu'il assume le risque d'une guerre s'il ne pouvait pas défendre le glacis baltique de Léninegrad. Le gouvernement polonais déclara qu'il n'avait aucun besoin d'une alliance, car, en cas d'une guerre, l'armée polonaise serait tellement occupée à défendre son propre sol qu'elle ne pourrait pas venir au secours de l'Armée Rouge. Se prévalant de ces objections, les

1. Winston Churchill, *The Second World War*, vol. I, p. 273. L. B. Namier, *Diplomatic Prelude*, p. 83. *Istoria Diplomatii*, vol. III, p. 673. Une proposition analogue faite par Moscou après l'Anschluss avait été rejetée.

puissances occidentales refusèrent la proposition russe. Leurs scrupules paraissaient hypocrites à Staline, car la Grande-Bretagne avait donné sa garantie à la Roumanie et à la Grèce, sans demander au préalable l'accord de ces pays. Il était persuadé que, même maintenant, il devait s'attendre à une politique d'obstruction et d'affront de la part de Londres et de Paris.

En même temps, le filet que Staline avait jeté dans la Sprée semblait avoir trouvé une proie. Le 28 avril, Hitler fit un discours menaçant la Pologne d'une guerre. Contre toutes ses habitudes, il ne fit aucune remarque inamicale à l'égard de la Russie et ses journaux s'abstinrent de toute tirade antibolchevique. Vers la fin d'avril, Staline devint optimiste quant à ses chances d'entente avec l'Allemagne, sans oser cependant encore procéder à une rupture avec la France et la Grande-Bretagne. Le 3 mai, il renvoya Litvinov, en tant que Juif et représentant de l'orientation occidentale, pour le remplacer aux Affaires étrangères par Molotov, Bolchevik autochtone, qui, comme « aryen », était plus apte à poursuivre d'éventuelles négociations avec les nazis. Il convient d'ajouter qu'il lui faisait également plus confiance qu'à Litvinov.

Le 19 mai, le Premier Ministre britannique fit à la Chambre des Communes quelques remarques particulièrement désobligeantes à l'égard de la Russie¹. Le lendemain, 20 mai, Molotov, agissant sur les instructions de Staline, établit un premier contact avec le comte von Schulenburg. Les Allemands avaient exprimé leur désir de reprendre les négociations commerciales, qui avaient été interrompues. Molotov fit la remarque qu'on devait trouver « une base politique » pour permettre le succès de ces négociations. C'est en vain que l'ambassadeur allemand chercha à faire préciser ses pensées par Molotov. « M. Molotov, déclare Schulenburg dans son rapport à Berlin, a été visiblement décidé à dire ce qu'il a dit, et rien de plus. Il est connu pour ses manières quelque peu entêtées². » Il est évident que ce fut Staline qui avait donné instruction à Molotov « de dire ce qu'il a dit, et pas plus³ ». Ayant fait le premier pas, Staline attendait que Hitler fasse le second. Mais Hitler, lui non plus, ne voulait pas se compromettre.

1. Le même jour, Lloyd George prononça une attaque violente contre Chamberlain, insistant sur le fait que, tout comme en 1914, les puissances occidentales ne pouvaient combattre l'Allemagne sans l'appui de la Russie. Chamberlain chercha à réfuter l'analogie : « A ce moment-là (1914), la Russie et l'Allemagne avaient une frontière commune et la Pologne n'existait pas. Il est satisfaisant de croire que, si une guerre éclatait, il existe une grande nation virile aux frontières allemandes qui, en vertu d'un accord, nous donnera toute aide et assistance en son pouvoir. La participation directe de l'Union Soviétique n'est pas désirée par les pays au bénéfice ou à la demande desquels ces arrangements ont été conclus. » Au cours de la même discussion, Churchill demanda que le gouvernement conclût un pacte avec la Russie « dans la forme large et simple proposée par le gouvernement soviétique. Si vous êtes prêts, continua Churchill, à être l'allié de la Russie en temps de guerre, pourquoi reculer à devenir son allié dès maintenant, si ce simple fait peut empêcher la guerre d'éclater. Je ne puis comprendre tous ces raffinements et détours diplomatiques ». (L. B. Namier, *Diplomatic Prelude*, pp. 167-169.) Il ne faut pas s'étonner, si Churchill ne pouvait comprendre ces raffinements, que Staline considérât comme de sinistres manœuvres.

2. *Nazi-Soviet Relations*, pp. 5-7.

3. Dans les phases ultérieures des négociations, ni Molotov, qui fut alors Premier Ministre et ministre des Affaires étrangères, ni Mikoyan, ministre du Commerce extérieur, tous les deux membres du Politburo, ne cachèrent à leurs partenaires allemands qu'ils référaient de chaque détail de leurs entretiens à Staline et que toutes les décisions venaient de lui. (*Nazi-Soviet Relations*, pp. 86 et 134.)

Staline autorisa alors un de ses diplomates de second rang, George Astakhov, conseiller à l'ambassade russe à Berlin, à parler plus franchement au ministre des Affaires étrangères allemand, par des allusions pleines de sous-entendus. En cas d'échec, Staline pouvait facilement désavouer Astakhov et en faire un bouc émissaire. Staline, extraordinairement prudent, alla jusqu'à rappeler de Berlin l'ambassadeur Merekalov et à le tenir éloigné de la capitale allemande pendant tout le printemps et tout l'été. L'absence prolongée de l'ambassadeur avait une double utilité : elle dégageait Moscou de la responsabilité formelle des contacts d'Astakhov, et servait en même temps au camouflage de leur importance effective.

Vers la fin de juin, les manœuvres de Staline, tant à Berlin qu'à Londres et Paris, étaient apparemment parvenues à un point mort. Dans toutes les capitales, la même méfiance régnait et le même désir de gagner du temps. Mais dans cette guerre des nerfs silencieuse et multiple, les nerfs de Hitler cédèrent en premier. Par des voies détournées, et surtout par l'intermédiaire de Ciano, Staline apprit que l'Allemagne était prête à prendre une attitude pro-russe. Il ne pouvait savoir que Ribbentrop, impatient, pressait son ambassade à Moscou de provoquer des déclarations nettes de la part des Russes. « Nous ne pouvons ramener Molotov et Mikoyan par la porte de Brandebourg », s'excusait l'ambassade¹. Le 22 juillet, quand la menace contre la Pologne s'était déjà précisée, les Russes consentirent enfin à engager des négociations commerciales sans parler au préalable « des bases politiques ». Enfin, trois jours plus tard, Londres et Paris envoyèrent des missions militaires à Moscou. En menant, dans cette phase décisive, ce double jeu, Staline continua à assurer et à réassurer ses flancs. Il continua à tenir ouvertes pour les Français et les Anglais les portes principales, et limita les contacts avec les Allemands à l'escalier de service. Il délégua ses chefs militaires les plus importants, ainsi que Vorochilov, commissaire à la Défense, aux entretiens avec les missions militaires occidentales, tandis que la charge principale des contacts avec les nazis reposait toujours sur Astakhov.

Même maintenant, malgré les nombreux documents publiés sur ces événements, il reste encore impossible d'affirmer à quelle partie de ce jeu Staline accorda la principale importance, au drame joué sur la scène ou à la subtile conspiration qu'il tramait dans la pénombre des coulisses. Ce qui demeure certain, c'est que si les puissances occidentales avaient voulu le jeter dans les bras de Hitler, elles n'auraient pu le faire plus efficacement qu'elles ne le firent en fait. La mission militaire anglo-française ajourna son départ pendant onze précieuses journées. En route, elle perdit encore cinq jours en voyageant par le navire le plus lent qu'elle put trouver. Quand elle arriva à Moscou, ses lettres de créance et les pouvoirs dont elle disposait restaient mal définis. Les gouvernements, dont les premiers ministres n'avaient pas considéré comme indigne d'eux de se rendre en avion à Munich au premier signe de Hitler, refusèrent d'envoyer un diplomate de rang assez élevé pour négocier l'alliance avec la Russie. Les généraux mandés pour les entretiens militaires avaient un rang inférieur à ceux qui négociaient avec la Pologne et la Turquie². Si Staline visait à une alliance, la manière dont il fut traité semblait être calculée pour lui faire abandonner

son intention. Si, au contraire, son objectif était d'arriver à un accord avec Hitler, alors que ses négociations avec les puissances occidentales ne représentaient pour lui qu'un alibi moral, afin de pouvoir rejeter sur les Anglais et les Français la responsabilité de la grande coalition antinazie, depuis longtemps annoncée, alors Paris et Londres lui fournirent cet alibi, gratuitement et avec un zèle consternant.

Au début de l'été 1939, Staline n'avait très probablement pas encore fait son choix. Son ancienne idée, qu'il valait mieux pour la Russie rester en dehors de la guerre, gardait certainement encore toute séduction devant son esprit. Il ne pouvait rêver rien de préférable que d'être d'abord spectateur, puis arbitre dans la lutte à venir. Cette ambition ne pouvait être satisfaite que grâce à un arrangement avec Hitler, car une alliance avec l'Occident aurait obligé la Russie à combattre dès le premier jour de la guerre. Cette considération disposa Staline à chercher un accord avec son principal ennemi. Mais Hitler, lui, allait-il être d'accord pour saisir cette occasion ? Un mois avant le commencement de la guerre, Staline n'avait pas encore de réponse. Jusqu'à la fin de juillet, on en était toujours au stade de vagues contacts, sans avoir dépassé les points d'accord arrêtés au début du printemps. Aucun pas précis n'avait été encore fait pour préparer l'accord germano-russe. Vu la situation, Staline devait craindre qu'il serait, non seulement incapable de garder la Russie en dehors de la guerre, mais qu'isolé, il deviendrait la première victime de l'agression allemande. Bien sûr, entre la Russie et l'Allemagne, il y avait toujours la Pologne, l'objectif immédiat de Hitler, et les puissances occidentales s'étaient engagées à aider ce pays. Mais, comme Staline devait le dire plus tard à Churchill, il avait supposé que les puissances occidentales pouvaient abandonner la Pologne comme la Tchécoslovaquie, et alors l'Allemagne et la Russie se seraient heurtées directement³. Sa seule assurance contre cette possibilité était une alliance avec l'Occident. Même s'il préférait un accord avec Hitler, il était probablement encore prêt, en présence de toutes ces incertitudes, à saisir la main de ceux qui l'auraient tendue en premier. Il aurait probablement adhéré à la coalition antihitlérienne, si les conditions offertes par les puissances occidentales avaient permis à la Russie de jouer le rôle qu'il croyait lui être dû. Moins de trois semaines avant la visite de Ribbentrop à Moscou, Schulenburg écrivit à Berlin : « Mon impression est que le gouvernement soviétique est actuellement décidé à signer avec l'Angleterre et la France, si elles acceptent les conditions soviétiques². »

Un tournant se produisit au début du mois d'août. Cette fois-ci, Hitler chercha visiblement un accord avec Staline. Cette intention devenait de jour en jour plus évidente. Astakhov informa Moscou de la volonté croissante du ministère des Affaires étrangères allemand d'obtenir un accord avec la Russie. Le 3 août, Schulenburg porta à Molotov un message de Ribbentrop rétractant presque le Pacte anti-Komintern, et promettant « le respect pour les intérêts soviétiques en Pologne et dans les États baltes³ ». Mais Staline n'était pas encore décidé. Peut-être aurait-il pu en tout cas rester en dehors de la guerre, et il n'était pas encore prêt à serrer la main de Hitler. Il répondait toujours :

1. *Nazi-Soviet Relations*, p. 31.

2. L. B. Namier, *Diplomatic Prelude*, pp. 188-189.

1. Winston S. Churchill, *The Second World War*, vol. I, p. 305.

2. *Nazi-Soviet Relations*, p. 41.

3. *Ibid.*, pp. 39-41.

*Si tu aimes, dis-le avec foi
Ou si tu penses me gagner trop vite
Je serai pervers et te dirai non
Et tu auras du chagrin...*

Molotov, en hochant la tête, dit à Schulenburg qu'il ne constatait encore aucun changement dans l'attitude allemande. Il s'opposa à une proposition allemande selon laquelle un préambule sur l'amitié russo-allemande devait être inséré dans le Pacte commercial, et il continua à mettre en garde Schulenburg contre les intentions agressives de l'Allemagne à l'égard de la Pologne¹. Quand Ribbentrop, brûlant d'impatience, sollicita une entrevue avec Staline, on la refusa d'abord, et Staline fit répondre par Molotov aux demandes répétées de Schulenburg par le refrain invariable que « de longues préparations étaient nécessaires avant de recevoir l'envoyé de Hitler ». Ce fut donc enfin à lui, au paria de la diplomatie, d'être courtisé par l'homme devant lequel tremblait l'Europe.

Le moment où Staline décida enfin de ne plus tergiverser peut être fixé avec quelque précision : ce fut le 19 août à 3 h. 15 de l'après-midi. Au début de l'après-midi, Schulenburg demanda une fois de plus à Molotov de lui fixer une date pour la visite de son chef. Molotov, sans être impressionné par les protestations de l'ambassadeur allemand, répéta une fois de plus : « qu'il n'était pas encore possible de fixer, même approximativement, le moment de ce voyage, vu qu'une préparation méticuleuse était nécessaire² ». Il se plaignit même que Ribbentrop lui avait toujours offert un marché de dupes. A 3 heures de l'après-midi, Molotov partit avec l'ambassadeur allemand et se hâta de rendre compte de sa conversation à Staline. Ce fut alors que celui-ci donna à Molotov l'instruction de rappeler immédiatement Schulenburg, de lui remettre un projet de pacte et de lui dire que lui, Staline, serait prêt à recevoir Ribbentrop dans une semaine environ. A 3 h. 30, Molotov fut de nouveau en contact avec l'ambassadeur allemand, et le lendemain, Hitler, personnellement, sollicita Staline d'accorder une audience à son envoyé dans les deux ou trois jours suivants³. La guerre était imminente, et chaque jour comptait. Staline accepta. Ce fut la première fois que les deux hommes échangèrent des messages personnels. Hitler fut grandiloquent et pompeux et parla d'une politique « à long terme », de « pays décadents », etc. Il ne pouvait s'empêcher de prononcer des menaces contre la Pologne dans ce style de publicité hystérique dont il usait même s'il croyait parler en diplomate. Il se servait beaucoup, dans son message, de la première personne du singulier : « j'accepte », « je suis content », « mon ministre », « ceci veut dire pour moi ». La réponse de Staline était d'une politesse correcte, brève, presque froide pour cette occasion et assez impersonnelle : « Le gouvernement soviétique m'a autorisé à vous informer qu'il est d'accord que M. von Ribbentrop arrive le 23 août à Moscou⁴. »

Dans le cours des deux entretiens qui eurent lieu au Kremlin dans la soirée du 23 août et tard dans la même nuit, les deux partenaires esquis-

sèrent un plan général de leurs intérêts principaux et signèrent un Pacte de non-agression, ainsi qu'un Protocole additionnel secret. Dans le Pacte, ils s'engageaient à demeurer strictement neutres si l'un d'eux se trouvait en état de guerre. Ce document ne comprenait aucune assurance d'amitié, en dehors de l'obligation pour les deux gouvernements de régler leurs différends « par un échange d'opinions amicales ». Staline ne pouvait avoir le plus léger doute sur le fait que ce Pacte libérait Hitler du cauchemar d'une guerre sur deux fronts et que, de ce fait, il rendait la deuxième guerre mondiale possible. Cependant, Staline n'avait pas de crise de conscience. A ses yeux, la guerre était en tout cas inévitable : s'il n'avait pas conclu d'arrangement avec Hitler, la guerre aurait éclaté quand même, maintenant ou un peu plus tard, et dans des conditions beaucoup plus défavorables pour son pays. Il ne se sentait pas incendiaire ; à ses yeux, ce fut Hitler qui mit le feu aux poudres. Lui, Staline, ne faisait que détourner la guerre de la Russie. Il s'attendait à ce que la Pologne résistât plus longtemps, mais il n'avait pas de doute sur le fait que la Pologne succomberait en fin de compte et que les puissances occidentales ne voulaient pas l'aider ou n'en étaient pas capables¹. Il a donc vu que l'Allemagne avancerait son point de départ pour une possible attaque contre la Russie avec plusieurs centaines de kilomètres vers l'Est. Sa tâche, telle qu'il l'a vue, était de réduire le risque stratégique qui menaçait son pays et il ne pouvait le faire qu'en participant au démembrement de la Pologne. Ce démembrement était décidé dans le Protocole secret, dans lequel Staline abandonna la première maxime de sa politique étrangère : nous ne voulons pas un pouce de terrain étranger.

L'ère de l'expansion territoriale de la Russie avait commencé. Le motif immédiat de Staline fut la recherche de la sécurité, la même sécurité que, *mutatis mutandis*, les Tsars sentirent menacée au XVIII^e siècle, lorsqu'ils assistaient au renforcement de l'Etat militaire prussien et qu'ils ne purent conjurer que par les trois partages de la Pologne. Ce quatrième partage donna à la Russie l'ensemble des territoires à l'est du Narev, du San et de la Vistule. Sa frontière se trouverait désormais dans les faubourgs de Varsovie, sur la rive orientale de la Vistule. Le Protocole secret déclara que la Finlande, l'Esthonie et la Lettonie appartenaient à la sphère d'influence soviétique, tandis que la Lituanie restait influencée par l'Allemagne. Dans le Sud, on reconnaissait à la Russie le droit de réannexer la Bessarabie et l'Allemagne se déclarait « politiquement désintéressée » dans les Balkans². Le libellé du Protocole secret restait vague car — Ribbentrop le précisa plus tard — les partenaires se méfiaient l'un de l'autre et craignaient une indiscretion ou un chantage possibles³. La notion « sphère d'influence » ne fut pas définie, mais il était entendu qu'elle signifiait une forme de domination allant jusqu'à l'occupation. Le destin des pays balkaniques n'avait pas été discuté dans les détails, bien qu'à ce moment Staline eût pu dicter ses conditions dans cette partie du monde, car Hitler, dési-

1. « Nous avions l'impression, dit Staline trois ans plus tard à Churchill, que les gouvernements français et britannique n'étaient pas décidés à combattre pour la Pologne si celle-ci était attaquée, mais qu'ils espéraient qu'un front uni entre la France, la Grande-Bretagne et la Russie ferait reculer Hitler. Nous étions sûrs qu'il ne reculerait pas. » (Winston Churchill, *The Second World War*, vol. I, p. 305.)

2. *Nazi-Soviet Relations*, p. 78.

3. *Ibid.*, pp. 157-158.

1. *Nazi-Soviet Relations*, pp. 41, 47.

2. *Ibid.*, p. 64.

3. *Ibid.*, pp. 65-67.

4. *Ibid.*, p. 69.

rant avoir les mains libres, était très généreux avec les pays qui appartenaient à autrui. Mais Staline ne poursuivait que des motifs de sécurité immédiate, sans chercher l'expansion pour elle-même et, vu que les Allemands ne menaçaient pas les Balkans, Staline ne les menaçait pas non plus. La seule exception était constituée par la Bessarabie, pays habité par des Russes et dont l'annexion par la Roumanie pendant la révolution n'avait jamais été reconnue par Moscou.

Quelles étaient les idées de Staline sur la guerre? Croyait-il que son accord avec Hitler était solide? Nous ne savons pas si, à ce moment-là, il pensait à ce précédent historique qu'il évoqua si fréquemment après 1941 : l'alliance entre Alexandre I^{er} et Napoléon. Mais souvent il agit comme s'il pensait toujours à ce précédent. Il avait maintenant sa paix de Tilsit, bien qu'il n'ait pas rencontré, comme son prédécesseur couronné, son partenaire sur un radeau au milieu d'un fleuve. Après Tilsit, Alexandre I^{er} eut quatre ans pour respirer, et il ne se heurta à Napoléon qu'à la fin d'une longue série de guerres. Que Staline ait espéré un répit d'une longueur semblable est prouvé par chacun de ses actes avant la désillusion que lui apporta Hitler en juin 1941. Qu'il eût peu de confiance dans une victoire finale de Hitler est également certain. Son but était de gagner du temps et encore du temps pour terminer ses projets économiques, pour reconstruire la force de la Russie et pour jeter la puissance de son pays dans la balance lorsque les autres belligérants seraient épuisés¹.

Il ressort des entretiens de Staline avec Ribbentrop que les idées que nous venons d'exposer étaient à ce moment-là les siennes. Il est vrai que nous ne disposons que du rapport de Ribbentrop, qui n'est pas exhaustif et qui pourrait être imprécis sur certains points, mais qui reproduit néanmoins certaines déclarations de Staline d'une façon qui semble être conforme à la vérité. Aucune autre version n'avait été publiée du côté soviétique et s'il y avait eu des contre-vérités dans le rapport de Ribbentrop, on se serait certainement empressé à Moscou de les dénoncer².

Staline et l'envoyé de Hitler se parlèrent sur ce ton spécial qui est propre à des ennemis réconciliés et qui cherchent à déguiser sous une fausse et trop chaleureuse cordialité un long passé d'inimitié. Les ennemis réconciliés affectent une certaine bonhomie, boivent et rient et se laissent aller, mais chacun d'eux est sur ses gardes et évite de prononcer une constatation importante ou de faire une avance trop hâtive. Ils se promettent d'innombrables services amicaux, au delà de l'accord qu'ils viennent de conclure, mais aucune de ces promesses ne sera tenue.

Tel fut en effet l'entretien amical entre Staline et Ribbentrop. « Les

1. « Il nous faut enfin du temps, dit Staline au Congrès du mois de mars. Oui, camarades, du temps. Nous devons construire de nouvelles usines, nous devons créer de nouveaux cadres pour l'industrie, et ceci demande du temps, beaucoup de temps. Au point de vue économique, nous ne pouvons pas dépasser les principaux pays capitalistes en deux ou trois ans. » (*Problèmes du Léninisme*, p. 611.) Staline et Molotov ont parlé à ce Congrès des progrès économiques de la Russie avec une retenue et une sobriété qui contrastaient nettement avec des déclarations préalables d'un optimisme excessif. Ce ton nouveau était nécessaire pour justifier une prudence extrême dans le domaine de la politique étrangère.

2. Dans la mesure du possible, l'auteur a contrôlé les événements tels qu'ils furent rapportés dans les *Nazi-Soviet Relations*, auprès de diplomates qui avaient participé à ces négociations.

Anglais, dit celui-ci, avaient dépensé cinq millions de livres sterling pour acheter des diplomates turcs. — Oh! répliqua Staline, je puis vous assurer qu'ils ont dépensé beaucoup plus. » Puis la conversation s'égare sur le Pacte anti-Komintern. La Cité de Londres et quelques marchands britanniques seuls se sont excités sur ce Pacte, fit remarquer Staline. « Vous savez, dit Ribbentrop, de plus en plus familier, à Berlin on dit que vous adhérez aussi au Pacte anti-Komintern. » Les plaisanteries alternent avec des piques. De temps à autre, Staline fait même comprendre qu'il considère toujours Hitler comme agresseur, et, bien que le Führer désire la guerre, le peuple allemand ne veut que la paix. Staline se prononce d'une façon hostile sur la mission militaire britannique à Moscou, qui vient juste d'être surprise par le pacte avec Hitler et il est visiblement satisfait de son étonnement et de son humiliation. Mais à Ribbentrop, il ne raconte rien sur la teneur de ses longues négociations avec les Anglais et les Français et ne lui donne aucune information militaire, importante ou pas, des vues échangées lors de ces négociations. Il étonne Ribbentrop quand il lui dit que la mission militaire britannique « n'avait jamais dit au gouvernement soviétique ce qu'elle voulait réellement ». Puis, de nouveau, Ribbentrop offre ses propres services et ceux de son Führer pour aboutir à une détente entre le Japon et la Russie, pour s'entendre dire par Staline que lui, le Caucasiens, connaît mieux les Asiatiques que Ribbentrop¹. (Bientôt nous entendrons de nouveau Staline faire cette remarque significative : « Je suis un Asiatique. »)

Ribbentrop a une autre offre amicale à présenter : Hitler l'a autorisé à dire à Staline que l'Allemagne se désintéresse de Constantinople et des Détroits. Cependant, bien que le problème turc ait été discuté, Constantinople et les Détroits ne furent même pas mentionnés car Staline, contrairement à l'attente de Hitler, ne portait encore aucun intérêt à ce problème. Il approuve simplement quand l'envoyé de Hitler se plaint de l'attitude des Turcs.

Il cherche à faire parler Ribbentrop sur les plans militaires de l'Italie, mais n'obtient que peu de renseignements. Puis la conversation tourne sur la France et la Grande-Bretagne. Staline s'étend sur l'impréparation militaire de la Grande-Bretagne, et insiste sur ses propres sentiments anti-britanniques : « Le fait de la domination mondiale de la Grande-Bretagne... n'est dû qu'à la bêtise des autres pays, qui se sont toujours laissé tromper. Il est, par exemple, ridicule que quelques centaines d'Anglais dominent les Indes. Mais, ajoute-t-il, l'Angleterre, malgré sa faiblesse, se défendra avec force et entêtement. » Vue qui, visiblement, n'est pas partagée par le ministre des Affaires étrangères nazi². Ribbentrop ne partage pas non plus la haute opinion de Staline sur la force de l'armée française. C'est ici que nous touchons une des prémisses majeures de la politique de Staline, ainsi que son erreur la plus considérable : il s'attendait à ce que la Grande-Bretagne et la France lutteraient longtemps contre Hitler et s'il apprécia correctement la faiblesse militaire de la Grande-Bretagne et sa volonté de lutte, il surestima par contre la force militaire de la France et sous-estima celle de l'Allemagne. Il fut le dernier à supposer qu'il fêterait le deuxième

1. *Nazi-Soviet Relations*, p. 251.

2. *Ibid.*, pp. 72-76.

anniversaire de son pacte avec Hitler avec la devise : Mort à l'envahisseur allemand.

La première erreur de Staline, qui ne fut cependant pas capitale, devint évidente dès les premiers jours de septembre. La rapidité de la débâcle polonaise l'étonna. Quand, le 5 septembre, Ribbentrop commença à presser les Russes d'occuper leur part de la Pologne, Staline n'était pas encore prêt à donner l'ordre de marche¹. Soudain, il avait des scrupules et des arrière-pensées. Il n'allait pas aider ouvertement l'Allemagne à battre la Pologne et il refusa de bouger avant l'écrasement définitif de ce pays. Ses arrière-pensées tournaient autour de la ligne de démarcation qui attribuait à la Russie une nombreuse population polonaise. Maintenant, il ne voulait pas l'annexer, car il s'agirait là d'une violation trop flagrante des principes avoués de la politique bolchevique. Il préférait pour le moment déplacer cette ligne de démarcation plus loin vers l'est, de la Vistule au Bug, de telle sorte qu'il n'annexât que des territoires à population à majorité ukrainienne et biélorussienne. La réunion de ces pays à l'Ukraine et la Biélorussie pouvait être politiquement justifiée². L'Armée Rouge pourrait ainsi franchir la frontière, non en conquérant, mais en tant que libérateur des Ukrainiens et des Biélorussiens et retrouver ses « frères de sang », comme on les appelait maintenant, dénotant ainsi une légère influence raciale, héritée de leurs partenaires nazis. Tandis que Staline hésitait, Ribbentrop entreprit un chantage, en le menaçant d'un vide qui se créait dans la Pologne orientale et qui pouvait donner naissance à de « nouveaux États³ ». Ces « nouveaux États » ne pouvaient être dirigés que par des nationalistes ukrainiens antisoviétiques. Hitler s'opposa également à un communiqué proposé par Staline, qui devait déclarer que l'Armée Rouge avait franchi la frontière afin de protéger les Ukrainiens et les Russes Blancs contre les nazis. En même temps, Staline devint soucieux, lorsqu'il vit la Wehrmacht en Pologne orientale, et il demanda à l'ambassadeur allemand la promesse qu'elle se retirerait⁴. Pendant un certain temps, il envisagea même la création d'un État-tampon polonais, puis il abandonna l'idée et donna l'ordre à l'Armée Rouge d'avancer.

Vers la fin du mois de septembre, Ribbentrop était de nouveau au Kremlin, participant à un banquet qui dura toute la nuit et écoutant les réflexions de Staline. Un nouveau marché fut conclu : l'Allemagne occuperait l'en-

1. *Nazi-Soviet Relations*, p. 91. L'erreur sur la Pologne, qui fut d'ailleurs générale, reflète la nature illusoire dans l'appréciation de la puissance effective d'un pays, entre les deux guerres. Tant que l'Allemagne a été désarmée, et la Russie à moitié, l'importance de l'armée polonaise a été évidemment surestimée. Mais cette appréciation illusoire continua même après que le réel rapport de forces fut établi.

2. Ces pays ont été annexés par la Pologne en vertu du traité de paix de Riga, en 1921. L'espoir d'une réunion de tous les territoires ukrainiens restait vivant des deux côtés de la frontière. Les nationalistes ukrainiens aspiraient à une réunion indépendante et de la Russie et de la Pologne. Les communistes, qui étaient à l'époque très puissants parmi les paysans de la Pologne orientale, visaient à une réunion avec les Soviétiques. Même parmi cette partie des communistes qui désapprouvaient l'accord germano-soviétique, la réunion de tous les territoires ukrainiens en un seul pays restait très populaire. Au cours de l'été 1939, Trotsky pouvait encore écrire : « Staline, Dimitrov, Manouïlsky... sont prêts à céder l'Ukraine occidentale à jamais à la Pologne en échange d'un pacte diplomatique. » (*Bulleten Oppozitsii*, n° 77-78.)

3. *Nazi-Soviet Relations*, pp. 93-94.

4. *Ibid.*, p. 98.

semble de la Pologne ethnique, tandis que la Lithuanie ferait dorénavant partie de la zone d'influence soviétique.

Impressionné par la victoire-éclair de Hitler sur la Pologne, Staline perdit beaucoup de son assurance. La drôle de guerre à l'Ouest lui inspirait des craintes : les Français et les Anglais n'hésitaient-ils pas à engager les hostilités afin d'encourager Hitler à une attaque contre la Russie ? Ce fut maintenant lui qui offrit avec zèle des services amicaux à Hitler. Le Pacte de non-agression fut remplacé par un Pacte d'amitié, qui affirmait qu'il appartenait exclusivement aux Russes et aux Allemands « de rétablir la paix et l'ordre » en Pologne et « d'assurer aux peuples qui y vivaient une vie pacifique, tout en sauvegardant leurs caractères nationaux¹ ». Les puissances occidentales n'auraient désormais plus le droit de contester les acquisitions russes et allemandes. La réserve dans laquelle Staline s'était tenu avait soudain disparu. Devant le monde entier, il assumait maintenant la co-responsabilité pour les horreurs de l'occupation nazie en Pologne. Désormais, il ne fut pas seulement le partenaire commercial de Hitler, mais encore son complice. Dans un protocole secret spécial, les deux gouvernements s'engageaient à coopérer afin de supprimer toute propagande polonaise qui viserait à la restauration de la Pologne². Comme couronnement, une déclaration commune demandait la paix immédiate et rejetait sur les Anglais et les Français la responsabilité de la continuation de la guerre³. En appuyant cette « offensive de paix » de Hitler, Staline se dépassait en hypocrisie. Personne ne souhaitait à ce moment-là la continuation de la guerre que lui. Si les puissances occidentales avaient conclu un armistice, et entériné la conquête allemande en Pologne, Hitler aurait probablement attaqué les Russes au cours de l'été 1940.

Cette dissimulation caractérisait l'attitude de Staline à l'égard de Hitler jusqu'en juin 1941. Plus il se méfiait du Führer et craignait son agression, plus fort il clamait ses déclarations d'amitié. Ces déclarations devenaient moins amicales et son attitude plus raide lorsque les forces de Hitler étaient occupées loin des frontières russes. Toutes les relations germano-allemandes se fondaient sur le principe du donnant-donnant. Staline, évidemment, désirait donner aussi peu que possible et recevoir le maximum. La Russie devait livrer à l'Allemagne du blé et des matières premières, et recevoir des machines et des machines-outils allemandes. Un des premiers actes de Staline fut, après la conclusion du Pacte, l'envoi d'une mission militaire en Allemagne. L'avidité avec laquelle ces missions cherchaient, sous le prétexte d'amitié, à se documenter sur les usines de guerre allemandes ressort de certaines plaintes sur la « curiosité excessive » que Goering, Keitel et Raeder critiquaient déjà au début du mois d'octobre⁴. Un peu plus tard, les industriels nazis se plaignirent que les Russes désiraient trop de machines-outils pour l'artillerie, ainsi que trop de matériel de guerre.

Dès la fin de la campagne de Pologne, Staline commença à s'inquiéter du vaste *no man's land* qui s'étendait entre la Russie et l'Allemagne. En fait, depuis le mois de septembre, les pays baltes ne faisaient plus partie de ce vacuum. En septembre et en octobre, des troupes russes se trouvaient

1. *Ibid.*, p. 105.

2. *Ibid.*, p. 107.

3. *Ibid.*, p. 108.

4. *Ibid.*, p. 127.

déjà en Esthonie, Lithuanie et Lettonie. Mais ces trois pays avaient cependant gardé leur ancien régime et leur gouvernement propre, et Staline agissait comme s'il voulait se contenter d'assurer ses bases stratégiques. Pour la première fois, il montra aussi son anxiété sur la situation des Balkans, qui à ce moment-là constituaient un véritable *no man's land*. En octobre, Molotov demanda à Sofia la conclusion d'une alliance avec la Russie. Les Bulgares refusèrent et Staline n'insista pas. Son attention fut absorbée par le conflit avec la Finlande, qui avait refusé à la Russie des bases stratégiques nécessaires pour la défense de Léninegrad et qui ne voulut pas accepter d'être considérée comme un pays faisant partie de la sphère d'influence soviétique.

La guerre russo-finlandaise éclata le 30 novembre 1939. Cette nécessité militaire obligea Staline à considérer cette guerre comme une des malicieuses vengeances de l'histoire, car ce fut lui qui avait proclamé, dans la première semaine qui suivit la Révolution d'Octobre, l'indépendance de la Finlande. Les Finlandais se défendirent avec acharnement. Au début, la guerre leur apporta des succès considérables, dus en partie à la température, d'autre part à la faiblesse de commandement russe après les dernières purges. Le prestige de la Russie déclina sérieusement pendant un certain temps et cette aventure risqua de provoquer de graves complications. La Grande-Bretagne et la France sympathisaient avec la Finlande et les deux gouvernements se virent obligés de promettre officiellement leur aide militaire. Et tandis qu'un silence étrange régnait aux lignes Siegfried et Maginot, le gouvernement français annonça qu'une armée puissante se concentrerait dans le Moyen Orient, sous le commandement du général Weygand, à proximité de la frontière facilement vulnérable du Caucase. Le 14 décembre, la Russie fut exclue de la S. D. N. qui fut pourtant pleine d'indulgence pour le III^e Reich et l'Italie fasciste. Staline avait des raisons pour se demander si les puissances occidentales n'allaient pas remplacer l'ennemi allemand par l'ennemi russe. Le jeu en Finlande ne valait pas la chandelle, mais il lui était impossible de se retirer. C'est dans cette incertitude que Staline célébra son soixantième anniversaire, en décembre 1939. Il profita de l'occasion pour assurer Hitler de son amitié, d'une façon aussi ridicule qu'indigne : « L'amitié des peuples de l'Allemagne et de l'Union Soviétique, répondit-il aux félicitations de Hitler, cimentée par le sang, a toutes raisons de durer ¹. » Plus tard, Staline aurait payé cher pour que cette phrase pût être anéantie.

En mars 1940, la guerre avec la Finlande était terminée et le prestige des armes russes en partie rétabli. Hitler préparait maintenant l'invasion de l'Europe occidentale, et la peur d'un coup de poignard dans le dos n'était probablement pas absente de sa pensée. Une fois de plus, les deux partenaires changèrent de rôle. Le 28 mars, Ribbentrop câblait à son ambassadeur à Moscou : « Le Führer ne serait pas seulement particulièrement heureux d'accueillir Staline à Berlin, mais ferait tout son possible pour que cette réception soit digne de la position et de l'importance de son hôte. Il lui garantira tous les honneurs exigés par les circonstances ². » Staline n'était cependant pas pressé de recevoir ces honneurs, ou de para-

der, comme le Duce, aux côtés de Hitler. Même Molotov n'était pas pressé d'accepter l'invitation. Le comte von Schulenburg fut obligé de dorer la pilule et expliqua la réserve de Staline par sa « crainte de paraître en public dans un pays étranger ¹. »

Bientôt ce fut l'événement qui donna à Staline un coup très dur : la débâcle rapide et la capitulation de la France, et la retraite des Britanniques du continent. Les calculs stratégiques de Staline avaient fait faillite ². Craignant un tête-à-tête avec Hitler en Europe, il ferma la porte baltique du côté de la Russie, sans y apporter le moindre retard. Se méfiant des gouvernements baltes, idéologiquement plus proches de Berlin que de Moscou, il envoya Jdanov en Esthonie, Vychinsky en Lettonie, et Dekanov en Lithuanie, avec l'ordre d'éliminer les gouvernements bourgeois et de les remplacer par une administration sous contrôle communiste, afin de préparer l'incorporation de ces trois républiques dans l'Union Soviétique. Un nouveau et important changement se produisit à ce moment-là dans la politique étrangère de Staline. Ses premières mesures dans les pays baltes — l'établissement de bases militaires — n'avaient été provoquées que pour des raisons stratégiques. Apparemment, il n'avait aucune intention de transformer le système social de ces pays. Le danger accru et intensifié par la chute de la France l'obligea à provoquer des révolutions dans ces trois petits Etats. Pour la première fois, il s'éloigna, dans une certaine mesure au moins, de sa propre doctrine prônant le socialisme dans un seul pays, cette doctrine qu'il avait inoculée sans relâche à toute une génération de Russes. Il s'éloigna d'elle de la même façon pragmatique et non préméditée, ainsi qu'il l'avait élaborée. Ce qu'il fit, fut cependant très différent du rêve des vieux Bolcheviks qui espéraient une révolution mondiale. Il porta la révolution à l'étranger à la pointe des baïonnettes, ou plus exactement sous les chenilles des tanks. Il est probable que la classe ouvrière balte était partisane de la socialisation de l'industrie, qu'il réalisa, mais c'est l'armée russe et non le sentiment populaire qui fut décisive. Les anciens Bolcheviks avaient imaginé la révolution d'abord comme un mouvement populaire, l'œuvre des classes laborieuses, organisées et dirigées par le Parti communiste. L'Armée Rouge se substitua au Parti. La révolution fut un sous-produit mécanique de la stratégie d'une grande puissance.

De pareilles révoltes pouvaient être difficilement provoquées dans un grand pays ou même un Etat moyen, dont l'organisme social vivait de sa propre substance. Ces trois petites républiques, avec leur régime policier d'opéra-comique, qui coûtait cher aux contribuables, furent simplement balayées par la puissance de leur grand voisin. Elles avaient dû en partie leur existence à la faiblesse de la Russie en 1918, et en partie à la générosité des premiers Bolcheviks. La Russie de Staline n'était ni faible ni généreuse, et Staline apparut sur les côtes de la Baltique comme le rassembleur des anciens territoires russes, les réclamant comme une partie du patrimoine

1. *Ibid.*, p. 136.

2. Ribbentrop n'avait pas tout à fait tort lorsqu'il raconta, vers la fin de la même année, à M. Matsuoka, ministre des Affaires étrangères du Japon « en quatre yeux » que « l'Union soviétique désirait que la guerre durât aussi longtemps que possible... La trop rapide défaite de la France ne convenait pas à cet astucieux homme politique qu'est Staline. » (*Ibid.*, p. 305.)

1. *Pravda*, 25 décembre 1939.

2. *Nazi-Soviet Relations*, p. 135.

tsariste. Vis-à-vis du monde extérieur, il incarna, en 1940, pour la première fois ce rôle. En septembre encore, il avait reculé devant l'annexion d'une bande de territoire habité par des Polonais, qui avait appartenu aux Tsars, et s'était contenté de pays que la Russie avait au moins autant de droits ethniques à réclamer que la Pologne. Maintenant, il procéda à l'annexion des Etats baltes, sur lesquels la Russie n'avait jamais prétendu avoir un droit ethnique.

Cependant, il ne pouvait toujours pas se référer à la tradition tsariste honnie par l'orthodoxie bolchevique. Cette orthodoxie ne lui permit pas non plus d'admettre qu'il ignorait la volonté de petits voisins pour des raisons stratégiques, car, selon les principes léninistes, on aurait pu y trouver un relent d'impérialisme. Pour sauvegarder les apparences, il falsifia la volonté populaire en organisant des plébiscites, par lesquels les Esthoniens, les Lettoniens et les Lithuaniens demandèrent à être absorbés par l'Union Soviétique. Sa conduite ne fut pas plus répréhensible que celle de toute autre grande puissance maintenant sous sa domination une base stratégique, ou s'emparant d'elle. Mais, en apparence, son acte était plus odieux, car il contredisait ouvertement les principes dont il se réclamait et il recourut à des procédés contestables pour cacher ces contradictions¹.

Pendant tout l'été, il observa les réactions de Hitler devant la soviétisation des pays baltes. Dans l'ensemble, Hitler se tint à son marché avec la Russie et n'intervint pas. Il ne s'opposa pas non plus au geste de Staline détachant de la Roumanie la Bessarabie et la partie septentrionale de la Bukovine. Ce furent cependant les derniers actes d'une coopération sans heurts.

Vers la fin de l'été 1940, au cours de la bataille de Grande-Bretagne, la tactique de Staline devint encore plus tortueuse. Il resta sceptique au sujet des victoires de Hitler, aussi spectaculaires et écrasantes qu'elles fussent. Mais il envisagea également la possibilité d'une capitulation britannique. En tout cas, il fit de son mieux pour faire croire à Hitler que lui, Staline, restait persuadé d'une victoire allemande, et que la Russie était prête à s'accommoder et à s'arranger avec le nouvel ordre nazi. Peu après la capitulation française, Molotov, sachant que ses paroles parviendraient à l'oreille de Hitler, déclara à l'ambassadeur italien que, maintenant que la guerre était pratiquement terminée, les intérêts principaux de la Russie se trouvaient dans les Balkans, où elle désirait étendre son influence sur la Bulgarie, et priver la Turquie du contrôle exclusif des Détroits. Ostensiblement, Staline réclama donc sa part dans la victoire « finale » de Hitler. En fait, ses réclamations étaient motivées par la peur de l'encerclement allemand dans le Sud. Mais Hitler crut à des tentatives d'encerclement

1. Staline traita d'une façon différente la Finlande. Par le traité de paix de 1940, ce pays avait cédé à l'U. R. S. S. les bases stratégiques que celle-ci demandait; mais il ne fut pas absorbé par l'Union Soviétique. Cet accord était dû en partie à l'attitude des Finnois, car une tentative d'absorber leur pays aurait pu conduire à une seconde guerre, et à la sympathie que l'Occident avait témoignée pour leur lutte. En partie, la « clémence » particulière de Staline à l'égard de la Finlande, aussi bien en 1940 qu'en 1945, était peut-être due au fait que ce fut lui-même qui avait proclamé l'indépendance de ce pays. Cette déclaration avait été son premier acte important en tant que commissaire aux Nationalités. Il se peut qu'il ait regardé avec fierté cet acte, pour ne pas le désavouer.

de l'Allemagne de la part des Russes, et le marchandage pour des positions dans les Balkans remplit la deuxième année de leur soi-disant amitié.

Tandis que Staline assurait Hitler de sa confiance en une rapide conclusion de la guerre, ses envoyés diplomatiques et ses agents à l'étranger encourageaient tout signe de résistance contre l'ordre nouveau. Les journaux de Moscou qui, jusqu'alors, n'avaient eu que des remarques désobligeantes pour les Alliés, commençaient à parler sur un ton de sympathie de la résistance britannique et à encourager les patriotes français à résister à l'asservissement de leur pays. Avant ce changement de ton, le ministre des Affaires étrangères allemand avait dû protester contre la propagande antinazie poursuivie par M^{me} Kollontai, ambassadeur soviétique à Stockholm¹.

Des saillies de cet ordre furent cependant exceptionnelles, ou bien elles furent faites par des gens que Staline pouvait facilement désavouer. Le ton dominant restait toujours celui de l'amitié avec l'Allemagne. Staline évita surtout de donner à Hitler l'impression qu'il cherchait à entrer en contact avec la Grande-Bretagne, le seul ennemi de l'Allemagne qui fût encore debout et continua la lutte. D'un autre côté, il avait toutes les raisons de maintenir le contact avec les Anglais. Au début de juillet 1940, il reçut personnellement Sir Stafford Cripps, ambassadeur de Grande-Bretagne, honneur qui ne fut accordé, depuis la visite de Ribbentrop, à aucun envoyé étranger. Le nouvel ambassadeur était connu comme un champion de l'amitié anglo-russe et sa nomination était signe de l'importance que Churchill accordait, même à ce moment, à des bonnes relations avec la Russie. Il était aussi délicat pour Staline de prendre acte de ce geste que de l'ignorer. Il écouta l'exposé de l'ambassadeur britannique sur le danger que l'impérialisme allemand faisait courir à la Russie, un danger qu'il était loin d'ignorer, et il prit acte de l'assurance que la Russie avait le droit exclusif de maintenir le *statu quo* dans les Balkans et ses intérêts dans les Détroits et la mer Noire. Mais il refusa d'aller plus loin. Il contesta qu'il y eût une menace allemande contre la Russie et rejeta la suggestion selon laquelle l'U. R. S. S. avait des droits exclusifs dans les Balkans. Il confirma cependant qu'il désirait un nouvel accord au sujet des Détroits. Craignant de laisser tomber un seul mot pouvant être interprété comme une expression de sympathie, il parla d'une façon évasive, mais non inamicale. Il estimait qu'il était naturel de la part des Anglais de désirer une rupture entre la Russie et l'Allemagne et il craignait qu'une seule phrase imprudente, rapportée par les journaux anglais, ne précipitât un conflit germano-soviétique. Il alla si loin qu'il instruisit Molotov de donner au comte Schulenburg une version appropriée de son entretien avec l'ambassadeur britannique. Dans cette version, Staline aurait parlé d'une manière beaucoup plus brusque qu'il ne l'avait fait en réalité et il prétendait également avoir prononcé quelques remarques flatteuses sur les « dirigeants allemands »².

Avant même la fin de la bataille de Grande-Bretagne, la compétition entre la Russie et l'Allemagne sur le *no man's land* balkanique devint évidente. Sans consulter le Kremlin, Hitler traça de nouvelles frontières entre la Hongrie et la Roumanie. Il accorda également à la Roumanie

1. *Nazi-Soviet Relations*, p. 147.

2. *Ibid.*, p. 167.

une garantie de ses nouvelles frontières, garantie dirigée implicitement contre la Russie. Des troupes allemandes firent leur apparition en Roumanie et en Finlande. Lorsque Molotov protesta contre la rupture d'engagements préalables, on lui déclara que la Wehrmacht était entrée dans ces pays pour prévenir une menace anglaise. Les points de friction se multipliaient et l'Europe de l'Est et du Sud-Est devint rapidement trop petite pour contenir en même temps Hitler et Staline. Ce fut Hitler qui finit par dire : « Ote-toi de là que je m'y mette. »

Engagé dans la guerre contre la Grande-Bretagne, Hitler ne pouvait considérer plus longtemps avec indifférence la puissance de l'Armée Rouge. Il ne pouvait rester en paix avec la Russie que si Staline consentait à se joindre à lui et à devenir son satellite. Il fit une tentative pour réduire Staline à ce rôle, essayant de le rendre aussi attractif que possible. « Dans l'opinion du Führer... » Ribbentrop écrivait à « mon cher Monsieur Staline », le 13 octobre 1940, « il apparaît que la mission historique de... l'Union Soviétique, de l'Italie, du Japon et de l'Allemagne est l'adoption d'une politique à long terme », afin d'exécuter « une délimitation de leurs intérêts sur le plan mondial ¹ ». Hitler ne répéta pas son invitation à Staline, après que celui-ci l'eut refusée. Il demanda cependant à Molotov de se rendre à Berlin, et fit solliciter par Ribbentrop une entrevue de son ministre des Affaires étrangères avec Staline, au Kremlin. Croyant qu'un pacte à quatre serait accepté, Ribbentrop informa Staline qu'il était prêt à se rendre à Moscou, accompagné d'envoyés japonais et italiens pour cette grande occasion.

Au long et pompeux message de Ribbentrop, Staline répondit brièvement, sèchement et avec un retard d'une semaine ². Il n'était pas « en principe » opposé aux suggestions de Ribbentrop, mais il ne voulait pas se hâter. Il était prêt à envoyer Molotov à Berlin et à recevoir Ribbentrop à Moscou, mais « des négociations avec les Japonais et les Italiens » devaient — il se servit encore de son excuse préférée — faire l'objet d'examen attentifs ³. Les rapports sur l'attitude de Molotov à Berlin permettent de conclure sur les instructions que lui avait données Staline : Molotov devait écouter attentivement, avec un air amical, toutes les suggestions, refuser tout nouvel engagement et marchander dur au sujet des États balkaniques.

A son retour de Berlin, Molotov raconta que Hitler, personnellement, lui avait répété la proposition de conclure un pacte à quatre, espérant que l'adhésion de la Russie provoquerait la capitulation de la Grande-Bretagne. La Russie se serait alors vu attribuer une partie de l'Empire britannique, cette « masse de faillite gigantesque à l'échelle mondiale, de quarante millions de kilomètres carrés ». Les quatre puissances devaient se partager cette « masse de faillite » et arrêter toute discussion entre elles. Le Führer estimait qu'à la longue les intérêts de l'Allemagne, de la Russie, du Japon et de l'Italie exigeraient une expansion dans une seule direction : vers le sud. L'Italie et l'Allemagne édifieraient leurs empires coloniaux en Afrique, le Japon construirait le sien dans l'Asie du Sud et la Russie

s'étendrait dans la direction des Indes. Molotov essaya sans cesse de détourner la conversation de ces grands tableaux séduisants, brossés par Hitler, vers des sujets plus modestes mais plus proches. Pour lui, un seul oiseau balkanique dans la main valait tous les oiseaux orientaux dans les bosquets de l'Empire britannique. Il chercha à obtenir de Hitler la délimitation des sphères d'influence russe et allemande dans l'Europe du Sud-Est; mais il échoua.

Le prochain pas de Staline fut d'une gravité lourde de conséquences. Il équivalait au rejet des propositions de Hitler. Au point de vue formel, Staline acceptait de se joindre au pacte à quatre, mais il demandait qu'avant la conclusion d'un tel pacte, Hitler retire ses troupes de Finlande, reconnaisse l'appartenance de la Bulgarie à la sphère d'influence russe et aide l'U. R. S. S. à obtenir un bail à long terme dans les Détroits. Hitler n'aurait pu accepter ces conditions que s'il avait définitivement abandonné toute intention d'agression contre la Russie et si lui-même n'avait craint aucune attaque venant d'elle. Or, il envisageait les deux hypothèses. L'idée d'un pacte à quatre fut abandonnée et on n'en reparla plus jamais. Trois semaines après avoir reçu la réponse de Staline, Hitler donna à ses chefs d'état-major les premières instructions sur la préparation de la campagne de Russie, baptisée Opération Barbarousse.

Dans les premiers mois de 1941, la Russie avait été complètement écartée des Balkans, mais le Kremlin cacha son désappointement. En janvier, soudain, il annonça qu'il n'avait pas été consulté sur l'entrée des troupes allemandes en Bulgarie et qu'il n'avait pas donné son accord. En mars, la protestation fut répétée en des termes plus énergiques. Désormais, chaque signe d'opposition à Hitler fut encouragé. L'ambassadeur de Yougoslavie à Moscou, Gavrilovitch, fut reçu au Kremlin « comme un frère et il y discuta, conspira et signa des engagements en toute confiance. Staline... s'est fait photographier à ses côtés et... discuta avec lui pendant toute une nuit. Et si les Allemands déçus se tournaient contre nous? demanda le ministre yougoslave. — Laissez-les venir, répondit en souriant Staline ¹ ». Le 4 avril 1941, la Russie conclut un pacte d'amitié avec la Yougoslavie, et Molotov dit à l'ambassadeur allemand qu'il espérait que l'Allemagne maintiendrait la paix avec les Slaves du Sud. Deux jours plus tard, von Schulenburg l'informa que la Wehrmacht se préparait à attaquer la Grèce et la Yougoslavie.

Avant de se heurter ouvertement à Hitler, Staline enregistra encore un succès. Le 13 avril 1941, il reçut Matsuoka, ministre des Affaires étrangères du Japon, et conclut avec lui un pacte de neutralité. Cet accord libéra la Russie du danger d'une guerre sur les deux fronts et il donna également les mains libres au Japon pour une guerre dans le Pacifique. Matsuoka venait de rentrer de Berlin, où Hitler et Ribbentrop lui avaient fait comprendre que l'Allemagne se préparait à attaquer la Russie et qu'il serait prudent de ne pas conclure un pacte avec Moscou. Cependant, aussi bien le Japon que la Russie, craignaient une guerre sur les deux fronts et cette peur s'avéra plus puissante que des amitiés ou des antipathies idéologiques.

Pendant les visites de Matsuoka à Moscou, — la première eut lieu en novembre 1940 et la seconde en avril 1941 — Staline fit preuve d'une

1. *Nazi-Soviet Relations*, p. 213.

2. Au cours de la même semaine, le président Roosevelt, qui, au début de l'année, avait imposé un embargo moral sur les exportations vers la Russie, qualifia l'U. R. S. S., dans un discours, de « grande puissance amie ».

3. *Ibid.*, p. 216.

1. G. Gafenco, *Prelude to the Russian Campaign*, p. 192.

particulière bonne humeur. « Vous et moi, nous sommes des Asiatiques », dit-il à son visiteur. Et il reprit ce motif à plusieurs reprises. Cette affirmation contenait une part d'hypocrisie diplomatique, mais d'autre part Staline était sincèrement fier de ses propres origines. L'élément asiatique en Russie avait toujours été exalté, depuis l'avènement de Staline, et c'était maintenant lui-même qui insistait sur son importance. Il semblait qu'il voulait rappeler aux Russes qu'ils devaient à lui, Staline, venu d'une région frontalière entre l'Europe et l'Asie, la paix précieuse dont ils jouissaient. Il était ravi de montrer à ses visiteurs japonais sa conception du monde inspirée de l'Asie. Matsuoka, le descendant d'une grande famille féodale, se présenta comme un communiste au point de vue moral. Staline écouta attentivement les récits des exploits héroïques des ancêtres de Matsuoka et ses assurances que le Japon ne combattait pas en Chine les Chinois, mais le libéralisme anglo-saxon décidé d'écraser le « communisme moral » du Japon. Abandonnant la philosophie politique, les deux hommes se mirent à marchander les concessions dans la Sakhaline du Nord. Ils marchandaient dur, à la façon orientale, et Staline gesticulait pour montrer que Matsuoka, cette créature sans cœur, voulait l'étrangler.

Par son attitude asiatique, Staline visait un autre but. Il venait juste de tirer la conclusion du fait, qu'en dépit de sa résistance, l'Allemagne était devenue maîtresse dans les Balkans et ne lui laissait pas un pouce de territoire européen pour étendre l'influence russe. Il devait donc prendre une attitude opposée. Six mois plus tôt, il avait envoyé Molotov à Berlin pour négocier avec Hitler sur les intérêts russes en Europe. Maintenant, il essayait, d'une façon détournée, de convaincre Hitler que lui, Staline, s'était retiré de cette discussion et qu'il était prêt à se contenter, conformément au conseil de Hitler à Molotov, de certains avantages en Asie. Le 18 avril, jour du départ de Moscou de Matsuoka, il fit un geste ostentatoire, afin de faire comprendre à Hitler sa nouvelle attitude. D'une façon tout à fait inattendue, il abandonna sa réclusion pour accompagner le ministre japonais à la gare. En présence de nombreux journalistes étrangers et de diplomates étonnés, il enlaça son « copain asiatique » puis, pour citer Schulenburg, « il me fit appeler, mit son bras autour de mes épaules et me dit : Nous devons rester des amis et vous devez faire tout votre possible dans ce but. Puis il s'adressa à l'attaché militaire allemand, le colonel Krebs, s'assura d'abord qu'il était vraiment un Allemand et lui dit : Nous restons des amis en toute circonstance ¹ ». Hitler et Ribbentrop ne pouvaient pas se méprendre sur la signification de ces gestes. Staline agissait comme s'il reprenait leur proposition du mois de novembre et semblait manifester le désir de négocier.

Mais ce fut trop tard. Dans les semaines qui suivirent, Moscou et Berlin se bombardèrent de protestations au sujet de violations de frontières; des avions allemands survolaient le territoire russe et des avions soviétiques poussaient leurs vols de reconnaissance au-dessus de l'Allemagne. Environ

1. Ceci se passait pendant la première visite de Matsuoka, en novembre 1940. Quelques jours plus tard, Matsuoka raconta au Pape que son pays ne luttait pas contre les Chinois, mais contre le bolchevisme, soutenu en Asie par les Anglo-Saxons. Peu de temps avant sa seconde visite à Staline, il avait proposé à Hitler de remettre en vigueur le Pacte anti-Komintern. (*Nazi-Soviet Relations*, p. 313.)

2. *Ibid.*, p. 324.

cent cinquante divisions allemandes furent concentrées à la frontière et les Russes leur opposèrent un nombre légèrement supérieur de leurs divisions. Ce fut à ce moment-là, vers la fin du mois d'avril, que Staline reçut un message britannique auquel Churchill fit allusion dans son discours du 22 juin, en le mettant en garde contre une attaque allemande imminente. Selon une certaine version, cet avertissement était tellement précis que le 22 juin, anniversaire de l'invasion napoléonienne de la Russie, était désigné comme date probable de l'attaque allemande ¹.

Deux hommes au moins, à Moscou, se refusèrent à prendre au sérieux cet avertissement : Staline et von Schulenburg. L'erreur de l'ambassadeur allemand est compréhensible. Il restait fidèle à la tradition bismarckienne et espérait que les frictions entre l'Allemagne et la Russie ne conduiraient pas à la guerre. Dans les derniers jours du mois d'avril, il alla rendre visite à Hitler, afin de plaider pour la paix, tout comme un autre ambassadeur, Caulaincourt, l'avait fait auprès de Napoléon cent trente ans plus tôt, contre une invasion de la Russie. Schulenburg transmit une offre russe de fournir à l'Allemagne, au cours de l'année prochaine, cinq millions de tonnes de blé, et il essaya d'expliquer à Hitler que la concentration des troupes russes à la frontière allemande était due au « besoin connu des Russes de disposer d'une marge de sécurité de 300 %. Si, pour une raison quelconque, nous envoyons une seule division allemande, ils enverraient dix des leurs. Je ne puis croire que la Russie attaque jamais l'Allemagne ² ».

Mais Hitler avait déjà pris sa décision. Que Staline, lui aussi, ait pu croire que la paix entre l'Allemagne et la Russie pourrait encore être sauvée, semble presque incroyable. Mais son attitude pendant ces semaines critiques nous permet d'affirmer ce fait. Il commit alors une de ces erreurs coutumières à des personnes trop prudentes. Il ignora tous les signes annonciateurs et demeura persuadé que lui seul, avec son adresse tactique et son flair pour des tournants politiques brusques, pouvait rétablir la situation.

Le 6 mai, Moscou fut surpris par l'annonce que Staline avait pris la charge de Premier Ministre. Quel motif lui faisait-il délaissier momentanément le Secrétariat Général, pour la première fois depuis 1923, et assumer une responsabilité directe dans le gouvernement? Des décisions graves devaient être prises. La dernière parade du 1^{er} Mai fut une démonstration extraordinaire de puissance militaire. La veille de sa nomination, Staline avait assisté à des exercices militaires à l'Académie de Guerre, et avait adressé un long discours, resté secret, aux officiers supérieurs, exaltant la valeur de l'Armée Rouge. Les adversaires de Hitler attendaient en retenant leur souffle les premières décisions de Staline en tant que Premier Ministre, et ils furent déçus. Staline démentit les rumeurs de concentration de troupes à la frontière, reprit les relations diplomatiques avec le gouvernement pro-allemand d'Irak (qu'il avait précédemment refusé de reconnaître) et — fait le plus étonnant — demanda aux ambassadeurs belge, norvégien et yougoslave à Moscou de fermer leurs ambassades et de quitter la Russie,

1. Dans un rapport à Berlin, l'attaché naval allemand à Moscou avait précisé qu'il était « absurde » que Sir Stafford Cripps ait communiqué la date de l'attaque. (*Ibid.*, p. 330.) Un avertissement semblable avait été transmis à Moscou par le gouvernement des États-Unis dès le début de l'année. (Cf. Sumner Welles, *The Time for Decision*, p. 136.)

2. *Nazi-Soviet Relations*, pp. 331-332.

puisque leurs gouvernements avaient cessé d'exister. Ce dernier acte, et encore plus le motif qu'il mit en avant, étaient visiblement destinés à satisfaire Hitler. Et il est difficile de dire ce qui étonne le plus aujourd'hui, le manque de scrupules ou le manque de prévision. Cependant, en essayant par tous les moyens de regagner la confiance de Hitler, il craignait de répandre dans son propre peuple la faiblesse et le défaitisme. Il garda donc secrète aux yeux du peuple russe et de l'Armée Rouge sa décision de fermer les trois ambassades. Puis il attendit pendant tout un mois un signe de reconnaissance de la part de Hitler. Mais rien ne vint.

C'est alors qu'il fit son dernier effort tragi-comique. Le 14 juin, une semaine exactement avant l'invasion allemande, il autorisa l'agence de presse soviétique à publier une déclaration dans laquelle il attaquait, à l'encontre de tous les usages diplomatiques, l'ambassadeur britannique pour la propagation de rumeurs annonçant une prochaine guerre russo-allemande. Cette déclaration, dont le style révèle l'écriture de Staline, contestait que l'Allemagne ait fait la moindre demande territoriale ou économique à la Russie et qu'un danger de guerre existait à cause du rejet de ces demandes par l'U. R. S. S. Désavouant plusieurs notes secrètes de Molotov à Ribbentrop, Staline assura que l'Allemagne « remplissait à la lettre » ses engagements à l'égard de la Russie et bien qu'il ne pût plus nier la mobilisation des deux côtés de la frontière, il déclara « faux, dépourvus de sens et provocateurs » les bruits selon lesquels les troupes allemandes ou russes préparaient la guerre¹.

Même dans l'histoire diplomatique de la seconde guerre mondiale, il est difficile de trouver un fait aussi pathétique. Et pourtant, cette déclaration bizarre, dans laquelle Staline loua devant le monde entier ceux qui, la semaine suivante, allaient se dévoiler comme les adversaires mortels de la Russie, et raillait ceux qui allaient devenir en quelques jours ses seuls alliés, n'était pas entièrement fausse. Il était exact que l'Allemagne n'avait rien demandé à la Russie. Staline espérait que Hitler ferait certaines demandes, sur lesquelles on pourrait négocier. En fait, les attaques allemandes contre l'Autriche, la Tchécoslovaquie et la Pologne avaient été précédées d'ultimatums et de menaces. Visiblement, Staline crut que Hitler agirait de même contre la Russie. Ne voyant pas les signes précurseurs de la tempête, il n'admit pas le danger imminent. Dans sa déclaration, il invita Hitler, de la même façon détournée que le Führer avait si bien comprise en 1939, à présenter ses demandes et à entreprendre des négociations. Mais Hitler ne réagit point.

Un autre problème reste à résoudre : pourquoi Staline n'épargnait-il pas aux Anglais ses railleries ? Il crut, et il avait raison, que les Britanniques espéraient que ses projets de conciliation en dernière minute avec Hitler échoueraient. Il était inquiet, par ce qu'il crut être les indiscretions de l'ambassadeur de la Grande-Bretagne. Mais même si les Anglais avaient agi d'une façon altruiste, ils auraient encore provoqué sa mauvaise humeur : la simple prévision de la tempête hâtait son approche, croyait-il. D'un autre côté, il se crut permis de heurter les susceptibilités britanniques. Maintenant que la Grande-Bretagne s'était opposée, seule, pendant une année, aux Allemands, il savait qu'il n'avait pas besoin de rechercher l'ami-

1. *Ibid.*, pp. 345-346.

tié britannique et qu'une alliance anglo-soviétique serait établie presque automatiquement une fois les hostilités engagées.

Peu d'actes de Staline ont soulevé autant de discussions passionnées que ces négociations avec Hitler entre 1939 et 1941. Au cours de ces années, disent ses critiques, son niveau de morale politique, déjà très bas, atteint les bas-fonds de la trahison. Ses défenseurs répliquent que, bien que son chemin ait été tortueux et plein de détours, Staline agissait d'un point de vue opportuniste légitime, sans jamais perdre de vue ses objectifs ultimes et sans trahir ses principes.

Staline fit lui-même sa propre apologie peu de temps après le début des hostilités : « On pourrait se demander, dit-il, le 3 juillet 1941, comment le gouvernement soviétique a pu conclure un pacte de non-agression avec des gens aussi perfides et des traîtres comme Hitler et Ribbentrop. N'était-ce pas une erreur de la part du gouvernement soviétique ? » Il contesta cette « erreur » et souligna les avantages de cette politique : « Nous avons assuré à notre pays un an et demi de paix et la possibilité de préparer ses forces. » En plus du temps, la Russie avait également gagné du territoire, ce glacis défensif qu'elle avait tant souhaité. Au point de vue moral, le peuple russe avait compris que l'Allemagne était l'agresseur et que son propre gouvernement avait poursuivi une politique de paix jusqu'au bout.

De ces trois prétendus avantages — avantages temporel, spatial et moral — l'aspect moral fut le plus sensible. C'est un fait particulier de l'histoire militaire russe qu'à l'encontre du soldat allemand le Russe se bat le mieux lorsqu'il a à défendre son propre sol, et la conviction que la lutte pour la survie nationale a été imposée à son pays lui permet de développer ses meilleures qualités au cours des années qui suivirent. La valeur stratégique des acquisitions territoriales semble plus contestable. Les Etats baltes et la Pologne orientale furent perdus par l'Union Soviétique quelques jours à peine après les hostilités. Il a fallu pourtant, pour créer ces avant-postes, accomplir un travail dur et sans grandeur ; cette politique avait causé un profond ressentiment parmi les petites nations, particulièrement après la déportation en masse des Polonais, des Baltes oppositionnels à l'intérieur de la Russie. En somme, les avantages stratégiques de ces avant-postes étaient négligeables, ou en tout cas si vite perdus que les inconvénients moraux et politiques qui suivirent leur acquisition, transformèrent cette entreprise en un échec lourd et coûteux.

Le prétendu gain au point de vue temps n'a pas été non plus si efficace qu'on l'a prétendu. Il est sûr que Staline s'était servi de ces vingt-deux mois de répit afin de développer d'une façon intensive les industries de guerre russes, et pour entraîner ses forces armées à la lumière des plus récentes expériences militaires. Mais Hitler, lui aussi, avait agi au cours de ces vingt-deux mois. Libéré du cauchemar de la guerre sur les deux fronts, il avait subjugué la presque totalité de l'Europe et transformé les sources économiques et le matériel d'une douzaine de pays au profit de la machine de guerre allemande. Aussi grande que fût l'accumulation des stocks de guerre et de la production d'armes en Russie de 1939 à 1941, elle restait inférieure au pouvoir additionnel acquis par Hitler au cours

1. J. Staline, *War Speeches*, p. 8.

de la même période¹. Pendant trois longues années, l'Armée Rouge fut obligée de s'opposer presque seule aux forces terrestres de Hitler et dut céder un territoire étendu et précieux, et perdre plus d'hommes qu'aucune armée n'en avait jamais perdu au cours d'une guerre. Inquiète, elle dut attendre l'ouverture du second front à l'Ouest. Cependant, le second front avait existé en 1939 et 1940, et il aurait peut-être toujours existé si Staline avait jeté ses forces dès le début dans le combat.

Il est également inexact qu'il ait utilisé ce répit dans toute la mesure du possible. Espérant jusqu'à la dernière minute éviter la guerre, et ignorant les signes précurseurs qui la dévoilaient inévitable et imminente, il ne mobilisa pas de forces assez puissantes pour empêcher la Wehrmacht de remporter ses grandes victoires du début. Au moment de l'attaque allemande, l'armée russe n'était mobilisée qu'à moitié. Il est exact qu'en juin 1941, le nombre des divisions russes et allemandes mobilisées était presque égal, mais seule une partie des troupes russes était prête à rencontrer son adversaire expérimenté et bien équipé, qui avait acquis dans une succession de brillantes victoires une confiance absolue dans ses moyens. Or, l'Armée Rouge aurait pu avoir une supériorité considérable au point de vue du nombre². La complexité excessive du jeu politique de Staline lui avait valu des inconvénients militaires. Il était déjà difficile de modifier cent soixante-dix divisions et de les transporter à la frontière, mais Staline était encore trop complaisant et trop craintif pour vouloir « provoquer » Hitler et exécuter sa mobilisation au niveau nécessaire. Son propre témoignage nous confirme dans cette opinion : « C'est un fait, déclara-t-il le 3 juillet 1941, que les troupes de l'Allemagne, un pays en état de guerre, étaient déjà complètement mobilisées... et se trouvaient prêtes, attendant le premier signal pour agir, tandis que les troupes soviétiques devaient être encore mobilisées et transportées aux frontières³. » Staline admettait donc en fait que dans les dernières semaines avant l'invasion il avait perdu beaucoup de ce temps précieux, dont le gain lui semblait justifier sa politique. « Il est important de constater, ajouta-t-il, que l'Allemagne fasciste a violé brusquement et traîtreusement le Pacte de non-agression. » Il dut donc convenir que cette trahison avait trompé son innocente crédulité.

En faisant la balance de ces étranges vingt-deux mois, il est impossible d'oublier un service gratuit que le Komintern avait rendu à Hitler. Dès le lendemain de la signature du Pacte d'août 1939, le Komintern fit cesser toute sa croisade antihitlérienne, que ses héros avaient propagée auprès des gouvernements et des peuples. Toute la stratégie et toute la tactique de

l'antifascisme, ses arguments et ses slogans ont été abandonnés d'un seul coup. Les communistes européens adoptèrent une attitude ambiguë de neutralité. Les deux belligérants, nous assura-t-on, poursuivaient des buts impérialistes et aucun choix n'était à faire. On en appela à la classe ouvrière pour s'opposer à la guerre et pour lutter en faveur de la paix. Apparemment, ces appels ressemblaient à la politique de défaitisme révolutionnaire poursuivie par Lénine au cours de la première guerre mondiale : mais cette ressemblance fut purement extérieure. Dans l'opposition de Lénine, on retrouvait une intégrité et une consistance révolutionnaires que la politique du Komintern adapta simplement à la convenance temporaire de la diplomatie de Staline. La politique du Komintern devint donc aussi tortueuse que la diplomatie stalinienne. A certains moments, l'opposition à la guerre avait un aspect pro-allemand incontestable, comme en octobre 1939, quand le Komintern emboîta le pas aux appels de Ribbentrop et de Molotov pour une paix négociée et rejeta la responsabilité de la continuation de la guerre sur la France et la Grande-Bretagne.

Les résultats de cette politique, particulièrement en France, furent purement défaitistes et nullement révolutionnaires. Elle donna au défaitisme, qui rongait la tête de la société française, une sorte de justification populaire. C'est uniquement le mal une fois fait que Moscou, alarmé par les victoires de Hitler, se mit à encourager la résistance à l'occupation nazie et fit changer la politique du Parti communiste français. L'effet du pacte germano-soviétique fut moins important mais non négligeable sur les éléments antinazis à l'intérieur de l'Allemagne : il augmenta leur confusion, renforça leur défaitisme et décida certains parmi eux à se réconcilier avec Hitler.

Il serait naïf de supposer que Staline ignorait ces résultats de son « amitié » avec Hitler. Mais il les crut négligeables en comparaison des avantages tangibles qu'il avait obtenus. Son esprit pragmatique s'attache surtout à des conceptions concrètes, stratégiques, et il accorde une importance capitale à des bases militaires, fleuves, saillants, frontières facilement défendables, c'est-à-dire à ces éléments dont la valeur a été si gravement diminuée par la technique militaire moderne. Il négligea les réactions des classes ouvrières française et allemande, et les ressentiments nationaux des Polonais, Finlandais et autres nationalités baltes. Cependant, tous ces impondérables devaient être considérés et certains parmi eux prirent leur revanche. Dans cette négligence des facteurs spirituels des grands processus politiques réside la faiblesse principale de son réalisme puissant, mais limité.

Après avoir dit tout ce qu'il fallait sur les erreurs de Staline, il serait faux de les attribuer uniquement à des éléments personnels. Sa politique a été soutenue par un courant populaire puissant, qu'Alexander Blok avait déjà pressenti au début de la révolution.

*Désormais nous ne serons pas votre bouclier
Désormais nous n'entrerons plus en guerre.*

Ces mots, extraits des *Scythes*, adressés à l'Occident, permettent de comprendre les sentiments de la société russe de 1939. Le peuple russe, exténué par de nombreuses années de reconstruction économique, s'attacha aux résultats de son travail, déçu par l'hostilité du monde extérieur, et se

1. Ce fait fut virtuellement admis par Staline dans son discours du 6 novembre 1941. (*Ibid.*, p. 17.)

2. Cyril Falls, *The Second World War*, p. 113. Schulenburg était visiblement dans son tort lorsqu'il dit à Hitler que leur besoin de sécurité fit envoyer aux Russes dix divisions partout où les Allemands en avaient une.

3. J. Staline, *War Speeches*, pp. 7-8. Staline admit ce fait d'une façon encore plus ouverte dans une conversation avec Harry Hopkins. (Cf. Robert E. Sherwood, *Roosevelt and Hopkins*, pp. 333-335.) Ce ne fut pas uniquement la mobilisation de l'armée, mais encore la conversion de l'industrie pour la préparation de la guerre qui a été trop retardée. En 1948, le chef de la Commission du Plan, N. Voznesensky, vice-premier ministre, révéla que les projets économiques pour le troisième quart de 1941 prévoyaient encore l'état de paix et qu'un nouveau plan conforme au besoin de guerre n'avait été élaboré qu'après le début des hostilités. (N. Voznesensky, *Voenmaya Ekonomika S. S. S. R.*, p. 37.)

sentit isolé et trahi dans la poursuite de ses idéaux. Ce peuple était d'accord avec Staline quand il refusa de « se lever quand le Hun féroce faisait les poches des morts » et il s'attacha à la paix, même lorsque les nazis construisaient déjà les chambres de mort d'Auschwitz et de Maidanek pour « rôti la chair de leurs frères blancs ».

Ce ne fut pas le seul courant populaire en Russie. D'autres courants moins puissants trahissaient la gêne. Le Parti avait un sentiment de culpabilité. L'armée souffrait d'un vague sens d'humiliation, mais, plus puissant que tout fut probablement le désir du peuple d'éviter le destin inexorable de la guerre.

CHAPITRE XII

LE GÉNÉRALISSIME

L'attitude de Staline après l'attaque de Hitler. — Son discours du 3 juillet 1941. — Staline chef de guerre. — Il sauve Moscou et commande la première contre-attaque russe (décembre 1941). — « Victoire en 1942. » — Craintes et suspicions entre les Alliés. — « Ce n'est pas une guerre de classes. » — Le deuxième front. — La rencontre Churchill-Staline en août 1942. — La bataille de Stalingrad. — Renaissance du traditionalisme et du nationalisme en Russie. — Tentative de Staline pour réconcilier le léninisme et le traditionalisme russe. — Dissolution du Komintern et réhabilitation de l'Église gréco-orthodoxe. — Le Politburo et l'Etat-Major général. — Comparaison de Staline et de Hitler en tant que chefs militaires. — Staline et ses maréchaux.

Le 22 juin 1941, Molotov communiqua aux Russes la terrible nouvelle de l'attaque allemande. Staline, comme s'il était embarrassé par l'échec désastreux de tous ses espoirs, resta à l'arrière-plan. Pendant près de quinze jours, il ne prononça pas un seul mot en public. Il attendait apparemment les résultats des premières batailles et voulait voir l'attitude de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis, ainsi que les réactions dans son propre pays. Entouré de ses chefs militaires, il discuta des mesures de mobilisation et de plans stratégiques. Il divisa le front énorme en trois parties, et confia à Vorochilov la direction du secteur septentrional, à Timochenko le centre et à Boudienny le sud. Il assumait lui-même le commandement suprême et s'adjoignit comme chef d'état-major le général Chapochnikov, qui avait servi dans l'état-major avant la révolution et avait la réputation d'un officier tenace, mais non d'un stratège original. La direction suprême pour diriger l'effort de guerre se trouvait entre les mains du Comité de Défense de l'Etat, composé de cinq membres : Staline, Molotov, Vorochilov, Berya et Malenkov. Molotov dirigeait la diplomatie, Berya fut chargé de la politique intérieure, Vorochilov assurait la liaison entre les forces armées et les autorités civiles, tandis que Malenkov, un des assistants de Staline au Secrétariat Général, représentait le Parti. Staline, lui-même, présidait le Comité.

En dépit de toutes ses erreurs, Staline ne se trouvait pas pris à l'improviste. Il avait armé son pays et réorganisé ses forces militaires. Son esprit pratique s'était toujours refusé à adhérer à un dogme militaire simpliste. Il n'avait pas désarmé moralement l'Armée Rouge derrière une variété russe de ligne Maginot, ce système de défense statique qui fut la perte de l'armée

française en 1940. Il pouvait profiter des espaces russes et de leur climat sévère. Personne ne pouvait lui contester la direction. Il avait réussi à créer une unité de commandement absolue, rêve de tout stratège moderne.

De graves inconvénients contrebalançaient ces quelques avantages. Ce n'est que maintenant que l'Armée Rouge allait subir sa première épreuve du feu véritable. Son moral pouvait prêter à discussion. Dix années seulement avaient passé depuis la révolte de la paysannerie contre la collectivisation et le souvenir des grandes purges était encore plus vivace. Les premières impressions du front donnaient une image confuse et contradictoire. A certains endroits, des divisions entières s'effondrèrent et le nombre énorme de prisonniers faits par les Allemands indiquait un manque alarmant d'esprit combattif. Ailleurs, des formations encerclées et coupées de leurs bases se défendaient avec énergie, retardant l'avance ennemie. A d'autres endroits enfin, sous une pression écrasante, les troupes reculaient en bon ordre, se gardant pour de futures batailles. Mais les armées de Hitler avançaient partout irrésistiblement et, derrière le front, des bruits, la confusion et même la panique commençaient à se manifester.

Le 3 juillet 1941, enfin, Staline rompit le silence pour assumer le rôle de guide de son peuple désorganisé. Dans un discours radiodiffusé, il parla d'un « danger grave ». Sa voix était lente, hésitante, sans couleur. Son discours fut, comme à l'ordinaire, laborieux et sec. Il ne contenait aucun de ces mots qui pouvaient, comme ceux de Churchill promettant « sang, larmes et sueur », galvaniser un peuple. Son style contrastait étrangement, non seulement avec la situation dramatique, mais même avec le contenu de son discours, avec ses propres appels et ses propres instructions, qui démontraient sa volonté inaltérée de victoire.

Il commença par déclarer que « bien que les meilleures divisions de l'ennemi, ainsi que les meilleures unités de son aviation, avaient été déjà écrasées, et avaient trouvé leur destin sur le champ de bataille, l'adversaire continuait à avancer¹ ». Il ne pouvait cependant se décider à raconter l'amère vérité à son peuple, sans la faire précéder de déclarations optimistes et manifestement fausses². Il continua de faire l'apologie du pacte avec Hitler et ajouta que Hitler s'était assuré l'avantage de la surprise, mais qu'il n'en bénéficierait pas longtemps. Il décrivit ensuite les objectifs de l'ennemi, avec une simplicité volontaire, compréhensible pour tout moujik : « L'ennemi est cruel et implacable; il cherche à s'emparer de nos terres, baignées de notre sueur, à saisir notre blé et notre pétrole, créés par le travail de nos mains. Il veut restaurer le règne des grands propriétaires terriens et le tsarisme... Il veut germaniser (les peuples de l'Union Soviétique) pour en faire les esclaves des princes et des barons allemands³. » C'est une lutte « à la vie à la mort »; « le peuple soviétique... doit abandonner toute complaisance... il doit devenir impitoyable... Il ne doit pas y avoir de place dans nos rangs pour des hésitants et des lâches, pour des paniquards et des déserteurs ». Il en appela à la dureté, encore à la dureté et

toujours à la dureté dans la lutte contre l'envahisseur et dans celle contre le chaos et la panique à l'arrière du front. Enfin, il demanda à son peuple de brûler la terre qu'il devait céder à l'ennemi :

« En cas de retraite forcée... tout matériel roulant doit être évacué et il ne faut laisser à l'ennemi ni une machine, ni un wagon, ni une seule livre de blé ou un seul litre de carburant. Les paysans collectivisés doivent emmener avec eux tout leur bétail et remettre tout leur blé aux autorités pour que celles-ci puissent le transporter à l'arrière. Tout objet de quelque valeur, y compris les métaux, le blé, les carburants, qui ne peut être évacué doit être détruit sans hésitation... Dans les territoires occupés par l'ennemi, des guérillas doivent être créées, des groupes de sabotage organisés pour combattre l'ennemi. Fomentons la lutte des guérillas partout, pour faire sauter les ponts et les routes, endommager les lignes téléphoniques et télégraphiques, incendier les forêts, les stocks et tout moyen de transport. Dans les territoires occupés, les conditions de vie doivent être rendues invivables à l'ennemi et à tous ses complices. Ils doivent être pourchassés et annihilés partout où cela est possible, et toutes leurs mesures doivent être sabotées¹. »

La Russie de 1812 venait de revivre à travers les paroles de Staline. Il rappela en fait la victoire russe sur Napoléon et ajouta que Hitler n'était pas plus invincible que Napoléon l'avait été jadis. Il mentionna « avec gratitude » la « déclaration historique du Premier Ministre britannique, M. Churchill, concernant l'aide à l'Union Soviétique, ainsi que la déclaration du gouvernement des Etats-Unis² ». Comme en 1812, la Russie menait une « guerre patriotique et nationale » qui fut également une guerre pour la liberté de tous les peuples. Staline conclut en en appelant au peuple afin « qu'il se rallie au parti de Lénine et de Staline³ ». Cette référence inattendue, à la troisième personne, qu'il fit de lui-même, ajouta une nuance d'incongruité à son discours, ce discours à la fois si grand et si plat, si indomptable et si peu entraînant.

Pour gagner du temps, la Russie dut sacrifier de l'espace, et cet espace fut rendu inutile à l'ennemi, qui paya un prix terrible pour l'acquérir. Ce fut la seule solution possible qui restait à Staline, après ses nombreux erreurs et faux calculs pour s'opposer au conquérant de l'Europe. Il s'opposa à lui avec sa volonté de puissance supérieure. Mais est-il vrai, comme on l'a dit, qu'il n'a jamais perdu confiance à aucun moment? A la lumière de certaines remarques occasionnelles faites dans ces mois critiques, il est permis d'en douter. Dans son discours du 3 juillet, il ne mentionna pas uniquement la défaite de Napoléon en Russie, mais il rappela également le destin du Kaiser qui, bien que considéré comme invincible pendant un certain temps, avait été finalement battu par « les forces anglo-françaises ». Staline ne mentionna pas que l'armée du Kaiser avait battu la Russie avant de succomber à ses adversaires occidentaux. Visiblement, son esprit errait de Napoléon au Kaiser et du Kaiser à Napoléon. Il devait se demander si Hitler n'allait pas achever l'œuvre du Kaiser. Certaines de ces pensées le

1. J. Staline, *War Speeches*, p. 7.

2. « Nos pertes ne furent pas très graves avant l'attaque finale contre Moscou », déclara le général Blumentritt. (B. H. Liddell Hart, *Les Généraux allemands vous parlent*, p. 200.) Et Staline fit cette déclaration seulement quinze jours après le début de l'attaque contre la Russie.

3. J. Staline, *War Speeches*, p. 9.

1. *Ibid.*, pp. 10-11.

2. *Ibid.*, p. 12.

3. *Ibid.*, p. 12.

hantaient encore le 30 juillet, lorsqu'il s'entretint avec Harry L. Hopkins, l'envoyé du président Roosevelt. Il admit qu'il ne s'était pas attendu à ce que Hitler lançât une attaque et ajouta que « la guerre serait dure et peut-être longue », que soixante-quinze pour cent des industries de guerre se trouvaient autour de Moscou, Léninegrad et Kharkov, toutes directement menacées par l'ennemi. Il dit enfin de communiquer au Président que lui, Staline, « accueillerait avec joie des troupes américaines à n'importe quelle partie du front russe, dirigées exclusivement par des Américains ¹ ». C'est une des déclarations les plus révélatrices attribuées à Staline par les Mémoires sur la seconde guerre mondiale. Pendant toute la guerre, Staline refusa d'une façon conséquente d'admettre au front russe des troupes qui ne se trouvaient pas sous son commandement. Il éloigna les observateurs étrangers du front et à quelques exceptions près ne permit pas aux aviateurs alliés de surveiller la Russie. Pourquoi fut-il donc prêt, en juillet 1941, à « accueillir avec joie des troupes américaines à n'importe quelle partie du front russe, dirigées exclusivement par des Américains », à un moment où les Etats-Unis ne se trouvaient pas encore en guerre et où sa suggestion était tout à fait irréalisable ? Il est permis de croire qu'il prononça ces mots à un moment de découragement et peut-être même de désespoir. Cette attitude ne serait que naturelle, car, lorsque Staline parlait à Hopkins, les troupes de Hitler avaient avancé de sept cents kilomètres en moins d'un mois, et au nord commençait la bataille de Smolensk, tandis qu'au sud l'armée de Boudienny était en pleine déroute. En septembre, après la défaite désastreuse de Boudienny au Dnieper, deux autres visiteurs, Harriman et Beaverbrook, aperçurent aussi des signes de dépression chez Staline, qui demanda si les Anglais n'enverraient pas quelques-unes de leurs troupes sur le front ukrainien ². Plus tard, en octobre, lorsque les Allemands approchaient de Moscou, il trahit son anxiété à Sir Stafford Cripps. Il confirma à l'ambassadeur britannique que Moscou serait défendu jusqu'au dernier homme, mais il envisagea également la possibilité de l'occupation de la ville par les Allemands. En cas de chute de Moscou, ajouta-t-il, l'Armée Rouge serait obligée d'évacuer l'ensemble des territoires à l'ouest de la Volga. Il crut que, même dans ce cas, les Soviétiques pouvaient continuer la lutte, mais qu'il faudrait de nombreuses années avant qu'ils puissent à nouveau retraverser la Volga.

Peu de temps après la guerre, Staline lui-même admit, d'une façon indirecte, cet état d'esprit. Le 24 mai 1945, fêtant la victoire au Kremlin, il proposa « un toast au peuple russe ». « Notre gouvernement, ajouta-t-il, a fait quelques erreurs et nous étions dans une situation désespérée pendant un moment, en 1941-1942, quand notre armée reculait sans autre possibilité de choix. Un autre peuple aurait dit à son gouvernement : « Tu n'as pas tenu tes promesses. Va-t'en. Nous installerons un autre gouvernement qui négociera la paix avec les Allemands... » Mais le peuple russe, cependant, ne prit pas ce chemin. Merci à lui pour cette confiance ³. »

Dans les premiers mois de la guerre, l'incertitude a dû effleurer parfois

l'esprit de Staline, bien qu'il n'ait montré au monde qu'un masque d'airain.

Ce masque, il le porta avec une maîtrise et une force extraordinaires. Il se peut en effet que ce masque fut son arme la plus puissante. Il donna une apparence héroïque et presque surhumaine à sa volonté de victoire. Les éléments de faiblesse ne manquaient pas en Russie. Le moindre signe de relâchement chez l'homme qui tenait entre ses mains une nation moitié contrainte, moitié persuadée, aurait accru ces éléments de faiblesse et entraîné des résultats désastreux. Staline savait, évidemment, que pour lui plus qu'à aucun adversaire ou victime de Hitler, l'hésitation et la faiblesse auraient signifié une fin sans gloire. L'instinct de conservation dicta certainement sa conduite et son intérêt personnel s'identifia plus que jamais avec celui de sa nation. Ceci est à la fois la force et la faiblesse de tout régime totalitaire, qu'à certains moments le destin d'un peuple puissant dépend des nerfs d'un dictateur, dont l'effondrement entraînerait un vide difficile à combler.

De nombreux visiteurs, qui s'étaient trouvés au Kremlin pendant la guerre, étaient étonnés de constater de combien de problèmes, grands ou petits, militaires, politiques ou diplomatiques, l'ultime décision dépendait de Staline. Il fut en fait son propre commandant en chef, son propre ministre de la défense, son propre quartier-maître, son propre ministre du ravitaillement, son propre ministre des Affaires étrangères et même son propre chef du Protocole. Le *Stavka*, le G. Q. G. de l'Armée Rouge, se trouvait dans les bureaux de Staline au Kremlin. De son bureau, il fut en contact constant et direct avec les chefs sur les différents fronts et surveilla et dirigea la campagne de Russie. De son bureau également, il fit exécuter cette opération étonnante qui consista dans l'évacuation de treize cent soixante usines de la Russie occidentale et de l'Ukraine vers la Volga, l'Oural et la Sibérie, une évacuation qui entraîna non seulement le déplacement de machines et d'installations, mais encore celui de millions d'ouvriers avec leurs familles. Entre ces différentes occupations, il trouva le temps de négocier avec Beaverbrook et Harriman sur les quantités d'aluminium ou le calibre des fusils et des armes anti-aériennes qui devaient être livrés à la Russie par les Alliés occidentaux, ou encore il reçut les chefs de guérillas qui venaient des territoires occupés par les Allemands et discuta avec eux de raids à exécuter des centaines de kilomètres à l'arrière des lignes ennemies. Au cœur de la bataille de Moscou, en décembre 1941, lorsque le tonnerre des canons de Hitler grondait, menaçant, sur Moscou, il trouva assez de temps pour engager des négociations diplomatiques subtiles avec le général Sikorski, venu pour conclure un pacte russo-polonais. Plus tard, le nombre des visiteurs étrangers, ambassadeurs et envoyés spéciaux du monde entier s'accrut et il s'entretenait avec eux d'habitude, tard dans la nuit ou au petit matin. Après une journée remplie de rapports militaires, de décisions stratégiques, d'instructions économiques et de négociations diplomatiques, il se penchait, au crépuscule, sur les dernières dépêches du front ou sur un rapport confidentiel sur le moral des civils, émanant du Commissariat de l'Intérieur ou N. K. V. D. Le rapport de la N. K. V. D. pouvait aussi contenir un compte rendu détaillé sur les déclarations du chef de la mission militaire britannique à Moscou, ses vues sur la Russie, ses alliés et ses projets, certaines déclarations sur Staline lui-même faites dans son bureau, car le bureau du général britannique était « infesté de

1. Robert E. Sherwood, *Roosevelt and Hopkins*, pp. 339-343.

2. *Ibid.*, pp. 387-389.

3. J. Staline, *War Speeches*, p. 139.

dictaphones bien cachés, qui enregistraient chacun de ses mots¹. Pourtant, il continua, jour après jour, pendant quatre années de guerre — un prodige de patience, de ténacité et de vigilance — presque omniprésent ou presque omniscient.

En octobre, Hitler commença l'attaque directe contre Moscou, « la plus grande offensive de tous les temps ». Léninegrad était encerclée et soumise au blocus. La presque totalité de l'Ukraine, la côte de la mer d'Azov avaient été conquises par la Wehrmacht. Les armées de Boudienny avaient été écrasées et les Allemands avaient fait un demi-million de prisonniers au Dnieper. Staline releva Vorochilov et Boudienny de leurs commandements, car les deux hommes de Tsaritsyne — les N. C. O., comme Trotsky les appelait — n'étaient pas à la hauteur de la guerre motorisée. De nouveaux commandants, Joukov, Vassilevski et Rokossovski, les remplacèrent.

En novembre, les Allemands tentèrent d'encercler Moscou. Leurs avant-gardes s'approchaient de la capitale, dont elles n'étaient plus qu'à trente ou quarante kilomètres; à un endroit même, elles n'en étaient éloignées que de sept kilomètres. Tous les commissariats et administrations gouvernementales furent évacués vers Koubychev, sur les bords de la Volga. Dans les administrations, à Moscou, on brûla les archives qui ne pouvaient être emportées. Au 6 novembre, anniversaire de la Révolution, le soviet de Moscou se réunit comme d'habitude, mais cette fois la réunion eut lieu sous terre, à la station de métro Maïakovsky. Staline adressa quelques mots, calmes, à l'assemblée, bien qu'il fût la déclaration alarmante que les troupes russes « n'avaient qu'une fraction du nombre de tanks allemands² ». Le lendemain, devant le mausolée de Lénine, il assista au défilé des troupes et des divisions de volontaires allant directement de la Place Rouge au front qui se trouvait aux abords de la ville. Il en appela aux soldats et leur demanda de se souvenir de la guerre civile quand « les trois quarts de notre pays se trouvaient entre les mains des interventionnistes étrangers » et lorsque la jeune République soviétique n'avait ni armée ni alliés. « L'ennemi n'est pas aussi fort que certains petits intellectuels effrayés le décrivent. Le diable n'est pas aussi terrible que les images le dépeignent... L'Allemagne ne peut supporter longtemps encore un tel effort. Encore quelques mois, la moitié d'une année ou peut-être une année encore, et l'Allemagne hitlérienne s'écroulera sous le poids de ses crimes. » Il conclut par une invocation étrange et inattendue aux saints et aux guerriers de la Russie impériale : « Que les images de nos grands ancêtres — Alexander Nevsky, Dimitry Donskoy, Kuma Minin, Dimitry Pojarsky, Alexander Sevorov et Mikhaïl Koutousov — vous inspirent dans cette guerre³. » Ce fut la première fois qu'il évoqua les ombres du passé que la révolution semblait avoir recouvertes de mépris et bannies pour toujours. « Que le drapeau victorieux du grand Lénine vous guide », termina-t-il.

Les nouvelles de l'évacuation du gouvernement heurtèrent le peuple de Moscou. Psychologiquement, ce fut le moment du danger suprême. La décision prise par le gouvernement de quitter sa capitale au milieu

d'une guerre sape la force morale d'une nation en lutte. Ce fut le cas en France, en 1940, quand le gouvernement, ayant quitté Paris, devint aussi vulnérable qu'un escargot sans coquille. Plus le pouvoir est centralisé, plus la stabilité et l'autorité sont incarnées dans les symboles familiers du pouvoir qui se trouvent presque tous dans la capitale. L'évacuation de Moscou par le gouvernement fut suivie d'incidents et de désordres. Le peuple crut que la ville avait été abandonnée. Les masses s'attaquèrent aux magasins d'alimentation. Les membres du Parti détruisirent leur carte et les anti-communistes se préparaient à régler leurs comptes avec les communistes, afin de gagner les faveurs de l'envahisseur. Des symptômes d'anarchie apparurent à de nombreux endroits, compris entre le front et la Volga.

Ceux qui se trouvaient à Moscou, à ce moment-là, ont insisté sur l'effet salutaire des nouvelles affirmant que Staline n'avait pas suivi le gouvernement dans sa retraite. Les Moscovites virent dans ce fait la preuve que la volonté de vaincre, personnifiée par Staline, demeurerait inébranlable. Le destin du monde dépendait alors des tours de la vieille forteresse. Et pour Staline et pour Hitler, le Kremlin devint un symbole de leur ambition, car, tandis que Staline refusa de quitter ces murs, Hitler publia un ordre prévoyant « que le Kremlin devait sauter pour symboliser la chute du bolchevisme¹ ». C'est en restant au Kremlin que la figure de Staline acquit sa grandeur actuelle. Il s'identifia avec tous les souvenirs historiques évoqués par le Kremlin et il craignait de se détacher d'eux. Une part au moins de son pouvoir résida dans son éloignement du peuple et s'il avait quitté le Kremlin, son prestige s'en serait trouvé affaibli. Le peuple l'aurait considéré comme un dictateur en fuite. Il est possible qu'il aurait eu la possibilité de conduire la guerre à partir d'une quelconque retraite dans le pays. Mais quitter Moscou aurait été pour lui une démarche tellement humiliante qu'il refusa de l'accomplir.

Il resta emmuré volontairement au Kremlin pendant toute la guerre. Il semble qu'il n'ait pas cherché une seule fois un contact direct avec les troupes sur le front. Trotsky au cours de la guerre civile se déplaçait, dans son train légendaire, d'un front à l'autre, visitant, parfois sous le feu de l'ennemi, les positions avancées et contrôlant des décisions stratégiques. Churchill était près de ses soldats dans le désert d'Afrique et dans les baies de Normandie, les encourageant de ses mots solennels, ses chapeaux comiques, ses cigares et son geste en V. Hitler passait beaucoup de temps dans les quartiers généraux avancés. Staline, lui, n'était pas attiré par la réalité physique de la guerre et il n'attribuait pas d'importance au contact personnel avec les troupes. Il n'est pourtant pas douteux qu'il fut leur véritable commandant en chef. Son commandement n'était nullement confiné à des décisions stratégiques abstraites, spécialité de certains hommes politiques. L'intérêt passionné qu'il consacra à l'étude des aspects techniques de la guerre moderne, jusqu'en ses détails les plus minimes, démontre qu'il était loin d'être un dilettante. Il considérait la guerre sous l'angle de la logistique, pour utiliser un terme moderne. Assurer un nombre suffisant de réserves, acheminer des armes en quantités et proportions suffisantes, les attribuer et les transporter aux places nécessaires au moment voulu, concentrer une réserve stratégique décisive afin qu'elle soit prête pour

1. John R. Deane, *The Strange Alliance*, p. 154.

2. J. Staline, *War Speeches*, p. 17.

3. *Ibid.*, pp. 25-26.

l'intervention au moment crucial — ces opérations occupaient les neuf dixièmes de son temps.

Vers la fin de 1941, c'est précisément sous cet angle que la situation paraissait sans espoir. Voici comment elle est décrite par N. Voznesensky, directeur de la Commission du Plan : « 40 % de la population soviétique vivaient sur le territoire occupé par les Allemands jusqu'en novembre 1941. 65 % environ de la production de charbon d'avant guerre venait de ces territoires. 68 % du fer, 58 % de l'acier, 60 % de l'aluminium..., 38 % du blé, 84 % du sucre... et 41 % de toutes les voies ferrées de l'U. R. S. S.¹. De juin à novembre, la production industrielle avait diminué de plus de la moitié, la production d'acier de plus de deux tiers, la production des roulements à billes, indispensables pour les machines modernes, était tombée à moins de 5 % de la production normale. A ce moment, les légendaires réserves inépuisables de la Russie n'étaient plus qu'un mythe. Ses ressources matérielles étaient infiniment inférieures à celles de l'Allemagne. Ses réserves d'hommes, elles aussi, lui étaient à peine supérieures et restaient en tout cas largement inférieures à celles de l'Allemagne et de ses satellites. En fait, la résistance russe, et tout spécialement pendant la première année de la guerre, fut le triomphe de la détermination supérieure d'un peuple et de cet esprit qui fit mourir les jeunes communistes dans les faubourgs de Moscou avec le cri : « Derrière nous, Moscou, il n'y a pas de place pour reculer². »

Le 8 décembre, Hitler annonça qu'il allait suspendre toute opération pour la durée de l'hiver. A deux reprises, ses troupes avaient essayé de prendre Moscou et avaient été repoussées. Elles étaient immobilisées par un accident du temps, car un hiver particulièrement rigoureux avait commencé quelques semaines plus tôt que d'habitude. Hitler ignorait que deux jours avant qu'il eût annoncé la fin de la campagne 1941, le 6 décembre, Staline avait donné l'ordre d'une contre-offensive.

Plus tard, les Russes cherchèrent à élucider les raisons qui les avaient obligés à reculer en 1941-1942. Immédiatement après le début des hostilités, Staline avait, comme nous le savons, expliqué la défaite initiale des Russes par l'effet de surprise dont Hitler avait bénéficié. En 1946, il avança une interprétation quelque peu différente, en suggérant qu'il avait laissé délibérément entrer les Allemands dans l'intérieur de la Russie afin de mieux les tenir à sa merci. Dans une lettre à un historien militaire, le colonel E. Razin, il rappela deux exemples historiques qu'il avait suivis : « Déjà les vieux Parthes connaissaient ce type de contre-offensive lorsqu'ils attirèrent Crassus, le commandant romain et ses troupes, dans l'intérieur de leur pays, pour lancer une contre-offensive et le détruire. Koutousov, ce stratège de génie, connaissait également cette tactique lorsqu'il détruisit Napoléon par une contre-offensive bien préparée³. » Cette seconde inter-

prétation devait arrêter les spéculations sur les causes de la défaite 1941-1942, qui ne pouvaient que nuire au prestige de Staline. Il est certain cependant que les Russes furent obligés de se retirer, vu la supériorité allemande, et que l'évacuation de leurs provinces les plus riches ne pouvait constituer une partie de leur stratégie. Staline n'essaya pas, tel Koutousov, de tendre un piège à l'ennemi, à Moscou même, la capitale actuelle. Il ne faut en effet pas oublier qu'en 1812, la capitale se trouvait à Saint-Petersbourg. En 1812 également, les pertes territoriales ne diminuaient pas les forces de la Russie, car l'avance de Napoléon se limitait aux routes menant à Moscou. Dans une guerre moderne, une retraite délibérée de l'importance de celle effectuée au cours des années 1941-1942 confinerait à la folie.

Pourtant, les deux explications de Staline ne s'excluent pas l'une l'autre. Obligé d'évacuer de vastes territoires, il fit contre mauvaise fortune bon cœur et décida de profiter de cette situation désastreuse, de réunir de nouvelles forces, d'éviter des batailles décisives, de soustraire ses armées à des encerclements successifs et d'attendre le moment où les armées de Hitler se seraient trop engagées pour porter son coup contre leurs flancs trop exposés et leurs lignes de communication trop étirées. Avec une astuce primitive, à la façon des Orientaux, mais d'une acuité infaillible, il compta sur la prétention de Hitler. Une longue succession de victoires sans précédent rendit Hitler trop confiant et ne lui fit pas prendre, après l'attaque contre Moscou, les précautions élémentaires qu'un médiocre général n'aurait pas négligées. Au lieu de retirer ses troupes et de leur faire occuper des positions défensives, il leur ordonna de prendre leur quartier d'hiver en face de Moscou. Il avait omis de les pourvoir de vêtements chauds et oublié de prévoir que la boue arrêterait ses machines, ses tanks et que le soldat russe était plus habitué aux rigueurs de l'hiver que le sien. Staline, dont les erreurs militaires trouvaient leur raison dans un excès de prudence, aperçut très vite le manque de prudence du Führer et décida d'agir. Il réussit ainsi à sauver Moscou et à obliger les Allemands à faire une retraite longue et périlleuse, la première qu'ils aient jamais faite.

Après ce premier succès des armées russes, la confiance revint dans le pays. Les armées, sur le front, s'aperçurent soudain qu'elles avaient réussi un exploit sans précédent. Pendant quelques semaines, on put croire que la Wehrmacht, constamment attaquée par les forces régulières et harassée par les guérillas, se dissoudrait, telle la Grande Armée, dans les déserts neigeux. Mais la Wehrmacht tint bon. Le soldat russe, cependant, savait maintenant qu'il pouvait battre l'ennemi qu'il avait vaincu une fois.

Staline encouragea ce sentiment et parla de la « victoire en 1942 ». Au début des hostilités, il prévoyait, au cours de conversations avec Harry

Parthes se trouvait dans le Nord de la Perse et les Scythes étaient la classe guerrière de cet empire. C'est de leurs tribus qu'étaient issus quelques-uns des empereurs de Perse. L'étude de l'art militaire scythe a été pendant un certain temps à la mode en Russie. La Faculté d'Histoire de l'Université de Moscou célébra le vingt-cinquième anniversaire de la Révolution, en novembre 1942, par une séance solennelle, au cours de laquelle le professeur Mishouline fit une conférence sur l'art militaire des Scythes. Le conférencier résuma cette étrange commémoration de la Révolution dans les paroles suivantes : « La lutte tenace des Scythes pour leur indépendance remplit de nombreuses pages héroïques des annales de notre patrie. » (Cf. professeur A. Mishouline, O voennoy iskustve Skifov, *Istoricheskii Journal*, n° 8-9, 1943.)

1. N. Voznesensky, *Voennaya Ekonomika S. S. S. R.*, p. 42.

2. « Une fraction de nos troupes, raconta le général Blumentritt, sous-chef d'Etat-Major de l'armée allemande, de la 258^e division d'infanterie, avait pénétré dans les faubourgs de Moscou. Mais les ouvriers russes sortirent de leurs usines et combattirent avec les marteaux et d'autres outils pour la défense de leur ville. » (B. H. Liddell Hart, *Les Généraux allemands vous parlent*, p. 196.)

3. J. Staline, Lettre au colonel Razin, *Bolchevik*, 3 février 1947. — La référence de Staline aux Parthes semble prouver qu'il a étudié avec un particulier intérêt l'histoire des anciens Etats limitrophes du Caucase, son pays natal. L'empire des

L. Hopkins, une longue guerre coûteuse de trois ou quatre ans. Pourquoi lança-t-il ce nouveau slogan? Sa situation s'était indubitablement améliorée, non seulement par le fait des récentes victoires russes, mais encore à la suite de l'entrée en guerre des Etats-Unis. Il ne fallait cependant pas oublier que le succès de son offensive devant Moscou fut dû en grande partie aux rigueurs de l'hiver, que les Etats-Unis avaient à transformer leur potentiel gigantesque en force effective et que les armées britanniques n'avaient pas encore retrouvé leur moral, après la défaite sur le continent. Seul un miracle aurait pu terminer la guerre en 1942. Mais la défense de Moscou ne fut-elle pas justement un miracle? Il se peut que Staline ait cru à une fin rapide de la guerre; mais il est également possible que, tout en ne se faisant pas d'illusions, il ne pouvait pas accabler le peuple russe en prévoyant encore une guerre qui durerait plusieurs années. L'épreuve était trop terrible pour que ce peuple puisse admettre une franchise aussi brutale¹.

La durée de la guerre dépendait de l'attitude des Alliés occidentaux. La Russie avait déjà conclu des accords avec la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, obtenu un prêt américain d'un milliard de dollars et la promesse de livraison de matériel de guerre. Mais Staline était sur ses gardes contre toutes les surprises éventuelles, car la coalition des Alliés était née en dépit de la volonté de chacun de ses membres. Les liens entre les Alliés semblaient ténus et pouvaient se rompre sous la pression d'échecs, de rivalités ou de récriminations mutuelles. Sous la surface, les anciens antagonismes et tensions subsistaient toujours. Staline ne pouvait s'empêcher de penser que l'Occident envisageait encore la possibilité d'une paix séparée laissant la Russie dans l'embarras. A ses yeux, le conflit entre le capitalisme fasciste allemand et le capitalisme libéral anglo-saxon était beaucoup plus superficiel que l'antagonisme fondamental entre la Russie bolchevique et chacune des deux parties. Il croyait voir une ironie de l'histoire dans le fait que les conservateurs britanniques devaient lutter contre Hitler, le chef de toutes les forces anticomunistes et la tête virtuelle de la contre-révolution européenne. Staline pouvait croire que ce paradoxe de l'histoire pouvait s'avérer passager. Nous savons, d'autre part, que Roosevelt et Churchill craignaient la possibilité d'une paix séparée entre la Russie et l'Allemagne, vu les pertes russes et la parenté entre les deux Etats totalitaires². La possibilité d'une entente, comme en 1939, ne semblait pas exclue aux yeux des Occidentaux. Les craintes étaient donc mutuelles et influençaient la conduite politique de la guerre.

1. Le slogan « victoire en 1942 » n'était pas aussi fantastique, car, comme nous le savons aujourd'hui, Rundstedt et Lœb avaient demandé à Hitler, au début de cette année, de se retirer jusqu'à la frontière polonaise. (B. H. Liddell Hart, *Les Généraux allemands vous parlent*, p. 203.) Un recul allemand de cette importance aurait signifié une victoire morale russe, ce qui dut justement empêcher Hitler de suivre le conseil de ses généraux. Tandis que ces généraux raisonnaient en fonction de la situation militaire, Hitler s'inspirait de considérations d'ordre politique et il est loin d'être certain, contrairement à l'opinion de tous les généraux allemands, que Hitler était dans son tort en refusant cette retraite. Son malheur fut que, aussi bien lui que ses généraux, avaient raison, mais de deux points de vue différents.

2. Robert B. Sherwood, *Roosevelt and Hopkins*, pp. 400, 466, 495, 734 et *passim*. J. Ciechanowski, *Defeat in Victory*, pp. 167-168. Lieutenant-général Sir Giffard Martel, *The Russian Outlook*, p. 76. *The Memoirs of Cordell Hull*, vol. II, p. 1171 et *passim*.

Staline évita soigneusement de conduire la guerre sous le drapeau de la révolution prolétarienne, croyant que ce mot d'ordre romprait la coalition. Il jeta par-dessus bord toutes les instructions prévues par les Congrès du Komintern pour les partis communistes nationaux au cours d'une guerre. Selon ces instructions, les communistes devaient propager la révolte contre l'ordre capitaliste et profiter de toutes les opportunités créées par l'état de guerre¹. Ils acceptèrent en fait la direction des gouvernements capitalistes et soutinrent leur effort de guerre afin d'aider la Russie. Dans la plupart des pays occupés par les nazis, ils reconnurent la direction bourgeoise de la résistance : de Gaulle en France, Bénès en Tchécoslovaquie, la reine Wilhelmine en Hollande, etc. Même leur propagande, adressée à l'Allemagne, à l'Italie et aux pays balkaniques, ne fit pas appel à la révolution. Ils demandèrent aux peuples de ces pays de résister à leurs maîtres au nom de la démocratie, et non au nom de la dictature du prolétariat (ce n'est que vers la fin de la guerre que le terme « démocratie » devint un objet de discussion et on distingua entre l'interprétation « occidentale » et « orientale »). Moscou s'adressa à chaque nation en invoquant ses intérêts, ses sentiments et même ses préjugés nationaux, sans se prévaloir de l'internationalisme marxiste. « Ce n'est pas une guerre de classe », dit Churchill, le jour de l'attaque de Hitler contre la Russie, et les déclarations de Staline semblaient lui faire écho. Il insista exclusivement sur l'apparence des intérêts antifascistes et de l'idéologie démocratique, communs à toute la coalition. C'est à cette apparence qu'il sacrifia le Komintern, lorsqu'en avril 1943 il décida de le dissoudre. Ce fut sa contribution politique pour le maintien de la grande alliance. Ce ne fut pas le seul danger d'une paix séparée qui hanta Staline. La possibilité que les Alliés occidentaux restassent inactifs afin de laisser s'épuiser la Russie et l'Allemagne lui semblait à peine moins dangereuse. Ce soupçon fut confirmé dans les premiers jours de la guerre russo-allemande, lorsqu'un membre du gouvernement britannique, Lord Brabazon of Tara, se prononça publiquement en faveur d'une pareille attitude. A la suite de cette déclaration, Lord Brabazon dut démissionner et Churchill et Roosevelt firent des déclarations chaleureuses en faveur de la Russie, qu'ils considéraient comme leur alliée. Mais au sein des réunions internes, au Kremlin, on se souvenait des paroles du ministre indiscret. Staline devait croire que le ministre n'avait été désavoué que pour avoir révélé ce que chacun de ses collègues pensait au fond de son cœur. Tout semblait confirmer aux yeux de Staline cette opinion : les antagonismes de classe, à peine dissimulés, l'ancienne rivalité russo-britannique, qui fit toujours considérer les Anglais comme la perfide Albion se servant du moujik comme chair à canon et enfin la logique de l'attitude que Staline avait adoptée de 1939 à 1941, qui semblait maintenant retomber sur lui. Il commença à insister auprès des Alliés occidentaux pour qu'ils commencent la lutte sur le continent, et il s'efforça d'obtenir des engagements formels à cet effet².

1. « Une guerre, répéta Staline, à plusieurs reprises, au cours des années 30, provoquera certainement la révolution et compromettra l'existence même du capitalisme, comme ce fut le cas au cours de la première guerre impérialiste. » (J. Staline, *Problèmes du Léninisme*, pp. 462-464.)

2. Dès novembre 1941, Staline, dans son discours à la station de métro Maïakovsky, avait dit : « Il n'y a toujours pas d'armées britannique ou américaine sur

En même temps, il devait surveiller un jeu diplomatique d'une extraordinaire complexité. En collaborant avec Hitler, il avait réussi à étendre les frontières de l'Union Soviétique. Il avait changé la structure sociale des pays incorporés et confirmé cette incorporation par certains changements de la constitution soviétique. Il cherchait maintenant à sauvegarder ces acquisitions, malgré l'échec de sa collaboration avec Hitler, et il insista auprès des Alliés occidentaux pour qu'ils reconnussent ses gains, qu'ils considéraient comme le résultat d'un marché malhonnête. Ni la Grande-Bretagne ni les États-Unis n'étaient pressés de reconnaître l'incorporation des États baltes. Le cas de la Pologne offrait cependant des difficultés infiniment plus graves. La Pologne fut, en effet, un des premiers membres de la coalition anti-allemande et elle avait perdu ses territoires de l'Est par le même traité qui avait préparé sa sujétion à l'Allemagne. Afin de sauver les apparences, il fallait donner satisfaction à la Pologne; il est vrai que ses titres sur l'Ukraine et la Russie n'étaient pas incontestables, mais elle en avait été privée dans des conditions particulièrement regrettables. Cependant, Staline ne pouvait rendre ces pays à la Pologne sans susciter le mécontentement des Ukrainiens, dont il devait encourager la résistance contre l'occupation allemande. Il ne pouvait désavouer les plébiscites qu'il avait ordonnés en 1939 dans la Pologne orientale et qui lui servaient de justification pour l'acquisition de ces pays, ni admettre comme une formalité vide de sens l'entrée de ces pays au sein de l'Union Soviétique, sans perdre la face.

Il fit donc un geste à l'égard des Polonais en offrant de leur donner satisfaction, sans rien leur donner. Dans les premiers jours de la guerre, son gouvernement avait déclaré, en des termes très généraux, que le Pacte Ribbentrop-Molotov sur la Pologne était nul et non avenu. Le général Sikorsky, chef du gouvernement polonais en exil, avait interprété cette déclaration comme signifiant que la Russie acceptait de rendre les marches orientales de la Pologne. Mais ce n'était pas le sens des déclarations de Staline. Au cœur de la bataille de Moscou, Staline demanda à Anthony Eden, qui se trouvait à ce moment-là dans la capitale soviétique, la reconnaissance des nouvelles frontières russes, telles qu'elles étaient au moment de l'attaque hitlérienne; mais le ministre britannique préféra laisser cette question en suspens¹. Puis Staline proposa de s'entretenir directement avec Sikorsky, mais celui-ci répondit que la constitution polonaise ne lui donnait pas le droit de négocier sur la question des frontières de son pays. A partir de ce moment, Staline lui aussi invoqua la constitution, qui lui défendait de céder une part quelconque du territoire russe². Une nouvelle phase du conflit russo-polonais débuta à ce moment, un conflit encore aggravé par les souffrances des déportés polonais en Russie.

Lorsque Staline envoya Molotov à Londres et à Washington, en mai 1942, il visait trois objectifs : des garanties contre la conclusion d'une paix séparée, l'établissement rapide du deuxième front et la reconnaissance

le continent européen pour lutter contre les troupes fascistes allemandes, ce qui permet d'éviter aux Allemands une lutte sur les deux fronts. » (J. Staline, *War Speeches*, p. 16.)

1. *The Memoirs of Cordell Hull*, vol. II, pp. 1166-1167.

2. J. Ciechanowski, *Defeat in Victory*, pp. 88-89.

alliée des frontières de la Russie en 1941. La mission de Molotov fut apparemment couronnée de succès. Il conclut un pacte d'alliance anglo-soviétique, que Staline avait suggéré pour la première fois à Lord Beaverbrook en septembre 1941. L'alliance devait durer vingt ans. En plus, les Anglais déclaraient publiquement qu'ils étaient d'accord avec les Russes « pour ouvrir d'une façon rapide un second front en Europe dès 1942 ». Roosevelt et Churchill — ce dernier non sans quelque hésitation — assuraient Staline, en privé, que leurs troupes allaient envahir la France dès le mois de septembre. Molotov échoua, cependant, dans sa demande d'obtenir la reconnaissance britannique et américaine des frontières russes de 1941.

Apparemment, Staline avait toutes raisons d'être satisfait. Tous les membres de la coalition avaient manifesté leur détermination de battre l'Allemagne et la position de la Russie en était nettement renforcée. Dans les premiers mois de la guerre, l'Occident avait plutôt une piètre opinion des possibilités de résistance russe. Après la bataille de Moscou, les Anglais et les Américains commencèrent à apprécier la puissance militaire soviétique et, d'un seul coup, la Russie prit une place directrice au sein de la coalition. L'ancien sentiment antisoviétique dans les pays occidentaux fit place à une admiration populaire naïve, mais sincère, pour les Russes et pour Staline personnellement. Roosevelt et Churchill ne lésinèrent pas leur admiration et quelque chose comme une affection populaire commença à entourer la personnalité de Staline, jusqu'alors éloignée, incompréhensible et même antipathique aux yeux occidentaux.

Ce changement de l'opinion publique ne fut pas unilatéral. En Russie, le peuple commença également à oublier les griefs et les suspicions du passé. La propagande ne divisa plus le monde entre capitalistes et prolétaires, ou capitalistes et leurs victimes coloniales, mais en fascistes et démocrates. Non seulement Roosevelt, chef du New Deal et initiateur de relations amicales russo-américaines, mais Churchill lui-même, l'ancien chef de la croisade antibolchevique, furent loués en tant que symboles de l'humanité progressive, comme alliés et comme amis. Ce climat atteignit son point culminant lors de la promesse d'établissement du second front, en 1942. C'est au cœur de cette ambiance favorable, qu'en juillet 1942 Staline invita Churchill à venir à Moscou pour y discuter de l'action militaire commune.

Churchill arriva en août et sa visite fut une amère déception. Il avait à dire à Staline que les chefs d'état-major anglo-américains avaient décidé de remettre l'invasion de la France et de préparer à sa place l'invasion de l'Afrique du Nord. L'entretien entre Staline et Churchill fut orageux et amer. Un rapport semi-officiel russe en cite quelques exemples :

Churchill : Nous sommes arrivés à la conclusion... il m'est difficile d'en parler.

Staline : Personne, parmi nous, n'a des nerfs de femme, monsieur le Premier Ministre.

Churchill : L'invasion de l'Europe est impossible au cours de cette année.

Staline : Ceci veut dire que les chefs anglais et américains désavouent la promesse solennelle qu'ils nous ont faite au printemps.

Churchill : Nous proposons une invasion de la Sicile.

Staline : Ceci sera plutôt un front politique qu'un front militaire.

Churchill assure que l'invasion de l'Europe occidentale aura lieu en 1943. Staline : Quelle garantie avons-nous que cette promesse ne sera pas, elle non plus, désavouée ?

Molotov : Le Premier Ministre britannique prouvera à nouveau que son pays n'est pas en mesure de sacrifier des hommes ¹.

Il est permis de douter que le langage de Staline ait été vraiment aussi rude ; mais que le ton de la conférence était d'une violence assez extraordinaire fut confirmé de sources anglaise et américaine ². Dans un mémorandum adressé à Churchill, Staline écrit que la remise du second front était « un coup moral porté... à l'opinion publique soviétique » et que cette remise causait un grand tort aux plans du commandement soviétique pour les opérations envisagées au cours de l'été et de l'hiver ³.

En fait, la situation sur le front russe était redevenue dangereuse. Les Allemands avaient pénétré dans le Caucase et presque atteint la Volga. La bataille de Stalingrad venait de commencer. Les forces armées soviétiques étaient en danger de perdre le pétrole du Caucase et, bien que la Russie ne puisse plus être abattue d'un coup brusque, Staline avait des raisons de craindre une guerre d'usure qui immobiliserait ses tanks, ses avions et ses voies ferrées. Il attacha une importance particulière à la défense de Stalingrad, « la ville de Staline », son ancien Tsaritsyne, dont la chute aurait eu des conséquences désastreuses sur le moral de la population. Il n'était donc pas étonnant qu'il ait réagi aux nouvelles que Churchill lui apportait par des reproches accusant les Alliés d'avoir abandonné la Russie. Lui, qui avait si souvent répété qu'il ne tirerait pas les marrons du feu pour un autre, croyait qu'il avait été manœuvré de telle sorte qu'il devait se livrer à cette tâche ingrate. Le rapport russe sur la visite de Churchill à Staline cite les déclarations suivantes du Premier russe, après le départ de son visiteur : « Tout est clair maintenant. Une campagne en Afrique et en Italie. Ils voudraient nous faire saigner pour pouvoir nous dicter leurs conditions plus tard... Rien de tel n'arrivera. Les Slaves sont derrière nous... Les Occidentaux espèrent que nous perdrons Stalingrad, et que nous serons ainsi privés d'un point de départ pour une contre-offensive ⁴. »

Ce rapport semble, cependant, avoir été arrangé plus tardivement. Il paraît, en effet, douteux qu'en août 1942, Staline ait pu attribuer à Churchill le plan de l'invasion des Balkans, un projet qui, à ce moment-là, n'avait pas encore pris forme dans l'esprit de Churchill. Mais les raisons invoquées par Churchill — principalement le manque de navires pour débarquer — ne pouvaient pas le convaincre. Il était persuadé que les forces allemandes étaient à ce point engagées en Russie, que Hitler ne

1. N. Virta, *Stalingradskaya Bitva*, pp. 21-23.

2. R. E. Sherwood, *Roosevelt and Hopkins*, pp. 590, 617. John R. Deane, *The Strange Alliance*, p. 17. Lieutenant-général Sir Giffard Martel, *The Russian Outlook*, pp. 113, 157, 158.

3. C'est peut-être à la suite de ces événements que Staline prit une décision extrêmement risquée. Il jeta dans la bataille de Stalingrad une partie de l'armée de l'Extrême-Orient, gardée jusqu'alors intacte en cas d'une agression japonaise. Après la bataille de Stalingrad, il compléta de nouveau les réserves de l'armée d'Extrême-Orient jusqu'à atteindre son niveau habituel. (Cf. John R. Deane, *The Strange Alliance*, pp. 223-224.)

4. N. Virta, *Stalingradskaya Bitva*, p. 26.

disposait pas suffisamment de troupes pour défendre la côte atlantique ¹.

Churchill avoua, plus tard, qu'il avait été étonné par l'attitude capricieuse de Staline. Après sa mauvaise humeur, à l'occasion de la discussion du problème du second front, Staline se montra d'une amabilité inattendue, en prêtant une attention amicale à l'exposé de Churchill sur les projets de l'invasion de l'Afrique. Il exprima également son approbation enthousiaste pour le projet britannique de bombarder avec férocité les villes allemandes. Ces caprices de Staline, faciles à comprendre, reflètent une contradiction dans son attitude : il ne pouvait cacher sa mauvaise humeur lorsqu'il apprit la remise de l'invasion de l'Europe, mais en même temps, il était trop préoccupé de maintenir l'alliance de la Russie avec l'Occident, et d'empêcher une paix séparée pour ne pas manifester une meilleure humeur après le premier choc. Il est évident que le monde n'apprit rien de ces graves dissensions. On communiqua simplement que les entretiens entre les deux Premiers Ministres « avaient eu lieu dans une atmosphère de cordialité et de sincérité complète ». Le soldat russe, toutefois, sentit que tout n'allait pas bien et, au cours de son calvaire, il devint de plus en plus impatient et désillusionné à l'égard des Alliés occidentaux. Il serait difficile d'exagérer l'influence sur l'opinion russe du fait que le débarquement n'eut lieu que deux ans plus tard. C'est dans un sentiment d'isolement terrible que l'Armée Rouge mena la bataille de Stalingrad.

Le début de la bataille avait été précédé par une brusque chute du moral, tant du côté des soldats que des civils. « Dans le Midi, écrit le chef de la mission militaire britannique à Moscou, et spécialement près de Rostov, le moral des Russes semble très bas. Ils ont presque suspendu la lutte. On croit que le maréchal Staline lui-même s'est rendu sur le front, et il est en tout cas certain qu'une épuration profonde a eu lieu... Son effet fut salutaire sur le moral des troupes russes dans le Midi ². » On prétend que Staline avait présidé une cour martiale, qui avait jugé plusieurs généraux, accusés d'avoir négligé leur devoir ³. Yaroslavsky, le chef du Bureau de Propagande du Parti, accusa les autorités civiles dans le Caucase d'avoir manqué à leur tâche de préparer la défense de leurs villes. Des tentatives allemandes d'opposer les nationalités et les tribus caucasiennes entre elles, et de recruter dans leur sein des collaborateurs, avaient enregistré un certain succès et ce fait a été officiellement admis après la guerre, lorsque plusieurs centaines de mille de Tchetchènes et d'Ingushs, aussi bien que des Tartares de Crimée, accusés d'avoir aidé l'ennemi, ont été déportés en Sibérie. En fait, la bataille de Stalingrad s'annonçait

1. Ce point de vue était partagé par les principaux généraux américains, y compris le général Marshall, ainsi que par quelques experts britanniques. (R. E. Sherwood, *Roosevelt and Hopkins*, pp. 526, 568-570, 589-591 et *passim*.) Le lieutenant-général Martel affirme dans *Russian Outlook*, pp. 157-162, que les Allemands disposaient de moins d'hommes pour la défense de la côte atlantique en 1942 qu'en 1944. « C'est en 1942 que nous avions eu une occasion unique, dit le général Martel, mais à ce moment-là nous n'avions pas suffisamment de navires. » Cette opinion est confirmée par le feldmaréchal Rundstedt et d'autres généraux allemands. (Cf. *Les Généraux allemands vous parlent*, pp. 237-240.)

2. Lieutenant-général Sir Giffard Martel, *The Russian Outlook*, p. 43.

3. C'est à ce moment-là que le maréchal Timochenko qui avait remplacé Boudienny, avec beaucoup de succès, disparut du commandement, sans que nous sachions si ce fut à la suite d'une blessure ou s'il fut déposé.

sous des auspices peu favorables. Mais il s'agissait d'une lutte que Staline, pour des raisons personnelles, plus encore que pour des raisons militaires, ne pouvait pas se permettre de perdre. Pendant les six mois qu'elle dura, il dirigea et surveilla le déroulement de la bataille et le développement de la contre-offensive qui s'ensuivit.

Dès le début, le changement de fortune au cours de cette bataille fut d'une rapidité extraordinaire. Les Allemands n'avaient pas cru, tout d'abord, que la ville avait une importance extraordinaire, et les Russes ne commencèrent à y envoyer des troupes, en nombre considérable, qu'à la mi-juillet. En fait, il n'existait aucune raison militaire impérieuse pour que Stalingrad devienne le théâtre de la plus grande bataille de la deuxième guerre mondiale. Il est probable que les Allemands auraient pu plus facilement couper le cours de la Volga, quelque part au sud de la ville, entre Stalingrad et la Caspienne. C'est un motif psychologique qui fit changer Hitler d'avis. « Au moment où commença la vraie lutte pour la ville, dans la seconde moitié du mois d'août, disent les généraux allemands, les Russes y avaient concentré des réserves considérables... Il était plus facile aux Soviétiques de renforcer Stalingrad que le Caucase, car la ville était plus proche du front principal. Hitler s'exaspérait lorsqu'il enregistra plusieurs échecs. Le nom du lieu, « la Ville de Staline », était une provocation. Il retira des forces du front principal et de partout ailleurs pour s'emparer de la ville et épuisa ainsi son armée¹. » L'année précédente, l'ambition de Hitler et de Staline s'était concentrée sur le Kremlin. Maintenant, leur volonté se dirigeait d'une façon aussi tenace sur Stalingrad.

Dans la deuxième moitié du mois d'août, les Russes avaient reculé jusque dans le milieu des installations défensives de Stalingrad. Staline envoya Joukov, son général le plus capable, Vassilevski, qui avait remplacé Tchouïkov, en tant que chef d'état-major et Malenkov, à l'endroit menacé. « Il ne faut pas reculer d'un seul pas », tel fut son fameux ordre du jour adressé à la garnison de Stalingrad. Et cette fois-ci, il ne s'agissait pas d'un morceau de rhétorique guerrière, si souvent utilisée par des commandants d'armée en retraite. Staline ne se fixa pas non plus à l'idée d'une défense statique, comme Hitler le fit plus tard lorsqu'il fut obligé de reculer. Des retraites adroites étaient jusqu'alors l'élément principal de la défense en profondeur de Staline. Cette fois-ci cependant, il s'agissait d'arrêter l'avance allemande devant la ville qui portait son nom. Sa légende était en jeu.

L'avance allemande continua, mais elle fut très lente et très coûteuse. Dans la première moitié de septembre, la lutte atteignait les approches directes de la ville et, dans la deuxième moitié, elle avait atteint sa banlieue et même, en certains points, le centre. La LXII^e Armée de Tchouïkov avait été renforcée par les ouvriers des usines de Stalingrad, parmi lesquels se trouvaient les vétérans du combat qui avaient défendu la ville vingt-deux ans plus tôt, sous la direction de Staline et de Vorochilov. Les défenseurs se trouvaient acculés à la Volga, leur retraite était coupée et des renforts et du matériel ne leur parvenaient qu'à travers le fleuve, qui se trouvait sous le feu constant de l'ennemi. Des plaques de glace entravèrent bientôt toute circulation. Le 5 octobre, Staline s'adressa de nouveau à la garnison : « Je vous demande de prendre toutes mesures pour défendre la ville...

Stalingrad ne doit pas être abandonnée à l'ennemi et la partie de la ville qui a été capturée devra être libérée. » Du 27 septembre au 13 octobre, la bataille se déroula autour de trois usines : la fabrique des tracteurs de Stalingrad, Octobre Rouge et La Barricade. Du 14 octobre au 19 novembre, la lutte se poursuivait, maison par maison, et la conquête d'une seule rue coûta aux Allemands autant de temps et de sang qu'ils en avaient dépensé jusqu'alors pour la conquête d'un pays européen. Vers la mi-novembre, les défenseurs ne tenaient plus que quelques positions isolées, tout près des rives du fleuve. C'est alors qu'en commémorant le 7 novembre, Staline essaya de les encourager : « Il y aura encore, leur promit-il, des fêtes dans nos rues. » Le 19 novembre, lorsque les Allemands allaient occuper l'ensemble de la ville, il ordonna la contre-offensive.

Il avait commencé à élaborer ce projet dès le mois de septembre, au moment de la grande confusion. « Nous combattons comme des manchots, expliqua-t-il, en résumant la situation à Vassilevski. Nos contre-attaques ne donnent pas les résultats espérés. Des divisions entières périssent. Certains généraux proposent une chose, d'autres le contraire. Certains estiment que nous devons nous limiter à l'expulsion de l'ennemi de Stalingrad. D'autres désirent que nous attendions l'aide des Alliés. Et tous nous demandent des réserves. » Staline était persuadé que la crise ne pouvait être résolue que par une grande contre-offensive et que le moment opportun approchait. Il demanda à Vassilevski (ou peut-être à Joukov) d'élaborer le projet.

L'idée de la contre-offensive de Staline se basait sur la même analyse de la psychologie de Hitler que lors de la bataille de Moscou, bien que le plan d'opération fût cette fois infiniment plus complexe et efficace. Une fois de plus, Staline jouait sur l'arrogance aveugle de son adversaire. Il prit pour certain que Hitler pensait que les forces russes du Sud avaient été battues et désorganisées au cours de l'été et, donc, incapables de participer à une contre-offensive. Staline supposa également qu'une fois de plus, les Allemands maintiendraient la formation offensive de leurs troupes, sans se replier dans la défensive. Dans son ordre du jour du 14 octobre, Hitler assura en effet qu'il ne pouvait être question d'une contre-offensive soviétique. La tâche que Staline avait assignée aux défenseurs de Stalingrad était la suivante : immobiliser d'abord et user ensuite l'élite des troupes allemandes qui combattaient dans le Midi; entre-temps, il organisa une réserve stratégique et fut d'une insensibilité totale à l'égard des cris désespérés des commandants qui demandaient des renforts. « Laissez-les crier et se plaindre, donna-t-il comme instructions à son chef d'état-major, mais ne promettez aucune réserve. Ne leur donnez pas un seul bataillon du front de Moscou. » Il ne commit pas l'erreur de Hitler, en dispersant ses forces. En effet, Hitler déplaça sans but ses réserves entre Stalingrad et le Caucase. L'ensemble de la réserve d'opération fut placé sous les ordres de Joukov¹ qui les distribua, dans le plus grand secret, entre les trois armées

1. Dans les histoires de la bataille de Stalingrad, écrites après la guerre, c'est Vassilevski et non Joukov qui est mentionné comme chef de la réserve et de la contre-offensive. Ceci fait certainement partie de cette « révision » de l'histoire entreprise après la guerre dans le but évident de diminuer le rôle joué par Joukov. Le communiqué officiel du Bureau d'Information soviétique publié dans la *Pravda* du 31 décembre 1942, en plein déroulement de la bataille, déclare que l'opération est dirigée « par les représentants du commandement suprême : le général d'armée

qui entouraient Stalingrad, au nord, au nord-ouest et au sud. Ces trois armées étaient commandées par Vatoutine, Rokossovski et Yeremenko. Voronov dirigeait le déploiement formidable de l'artillerie, l'arme maîtresse de cette bataille. Les trois commandants de secteur devaient frapper des coups concentrés sur l'arrière des assaillants allemands et les couper des forces armées allemandes qui se trouvaient à l'ouest. Les premiers coups furent portés contre les joints faibles du front allemand, occupés par des troupes roumaines, hongroises et italiennes, peu enthousiastes, ce qui démontre une fois de plus les conceptions psychologiques et politiques qui présidèrent à l'élaboration du projet. Le 19 novembre, Vatoutine attaqua au nord; Rokossovski suivit le lendemain et ce fut enfin le tour de Yeremenko qui attaqua en direction du sud. Le quatrième jour, les assiégeants allemands de Stalingrad étaient à leur tour assiégés.

Staline ordonna alors à ses généraux de ne pas s'occuper des divisions encerclées de von Paulus, mais de combattre les forces allemandes qui se trouvaient à l'extérieur de la ville et de les repousser, de la Volga au Don, et au delà. Un groupe d'armée allemande, commandé par von Mannstein, venait du sud pour libérer von Paulus, et Hitler avait prévu un corridor aérien pour pouvoir ravitailler en munitions et en nourriture ses troupes assiégées. Staline jeta la réserve de sa force aérienne dans la bataille pour bloquer le corridor. Puis, lorsque ses généraux hésitèrent sur la question de savoir qui, de von Paulus ou de Mannstein, devait être d'abord attaqué, il se décida pour Mannstein. L'attaque fut couronnée de succès et, à la fin du mois de décembre, la force principale des Allemands avait été rejetée à cent quatre-vingts kilomètres de Stalingrad. Le 1^{er} février, von Paulus et vingt-trois généraux allemands se rendirent. Peu après, les derniers Allemands furent repoussés du Caucase, ce qui termina la campagne dirigée directement par Staline et dans laquelle périt la fleur de l'armée allemande. Ce fut contre le même arrière-plan, où un quart de siècle plus tôt il fit ses premiers pas hésitants de chef militaire, que Staline s'éleva maintenant à une figure presque titanique aux yeux du monde entier¹.

Les événements de 1941-1942 avaient transformé d'une façon fondamentale le point de vue russe. Staline lui-même avait souligné, à plusieurs reprises, que la guerre avait soumis les soviets à l'épreuve la plus sévère et qu'elle leur avait donné une justification pour les idées et les principes qu'ils défendaient. Il est exact que le régime supporta cette épreuve infiniment mieux que ses adversaires, et même certains de ses admirateurs, ne l'auraient cru. La crise suprême avait révélé sa réelle force. Mais il est

G. K. Joukov, le général colonel A. M. Vassilevski et le général d'armée d'artillerie N. N. Voronov. Vu que Joukov, en tant que général d'armée, était le plus âgé de ces trois officiers, il est à supposer que c'était lui, et non Vassilevski, qui détenait le commandement suprême.

1. Ce rapport de la bataille de Stalingrad se base sur des documents soviétiques publiés dans la *Pravda*, *Izvestiya*, *Krasnaya Zvezda*, les communiqués officiels (vol. III, *Soobshcheniya Sovetskovo Informbureau*), la collection *Velikaya Bitva pod Stalingradom*, et un résumé et une analyse très claire de la campagne par B. Telpukhovskiy, *Velikaya Stalingradskaya Bitva*, dans *Voprosy Istorii*, n° 2, 1948; M. Vodolagin, *Narodnoye Stalingradskoye Polchenye*, dans *Istoricheskiy Zhurnal*, n° 3, 1945. *Stalingradskaya Bitva*, par N. Virta, est d'une valeur documentaire limitée et parfois même sujette à caution. L'opinion allemande sur la bataille se trouve dans B. H. Liddell Hart, *Les Généraux allemands vous parlent*.

également exact que le régime avait mis de côté certaines de ses habitudes, qui constituaient ses fondements au cours des années 30, et obligea Staline à procéder à certains ajustements politiques, afin d'écarter des divergences au sein de la nation et créer l'unité nécessaire à la victoire.

A deux reprises, le moral de la nation avait été éprouvé jusqu'à son point extrême : la veille de la bataille de Moscou et la veille de la bataille de Stalingrad. Certains symptômes critiques, tels la panique et la désertion, découlaient logiquement de la situation et auraient apparu dans toute circonstance semblable. D'autres, tels que la collaboration sur une large base avec l'ennemi — spécialement dans l'Ukraine et le Caucase — étaient la suite d'un certain grief accumulé depuis les années 30. Staline se rendit compte que le pays avait besoin d'une espèce de « cessez le feu » intérieur. Il put procéder à l'établissement de ce « cessez le feu », car il n'impliquait aucune réconciliation avec un adversaire politique important, vu qu'il les avait tous détruits au préalable. Il pouvait se contenter de dissiper un malaise mal défini, un ressentiment latent, qu'on rencontrait dans certains secteurs de la population. Il est difficile d'établir l'importance de ces secteurs, et il ne faut pas croire que la majorité de la nation fût hostile au gouvernement. Si cela avait été le cas, aucun appel patriotique, aucune promesse ou aucune mesure de coercition n'auraient évité l'effondrement politique de la Russie, que Hitler espérait¹. La grande transformation par laquelle le pays avait passé dans les années qui avaient précédé la guerre avait, malgré ses ombres, renforcé le moral de la nation. La majorité était convaincue du progrès social et économique et elle était déterminée à le défendre avec décision contre tout danger venant de l'extérieur. Une minorité était certainement morose et amère, et, en jugeant par les révoltes d'avant guerre, cette minorité ne pouvait pas être insignifiante. Entre les éléments satisfaits et ceux qui ne l'étaient pas, se trouvaient ceux qui hésitaient et doutaient. De terribles défaites auraient entraîné des fluctuations dans le moral de la nation, qui auraient pu compromettre l'équilibre politique, et le gouvernement devait tenter de renforcer ce moral. C'est uniquement dans ce cas qu'il pouvait exiger que ses terribles exigences rencontreraient une réponse favorable. C'est uniquement dans ces conditions qu'il pouvait élever le pays au degré d'enthousiasme, sans lequel les grandes victoires des années suivantes auraient été impossibles.

Avant la guerre, l'ensemble de la machine de propagande insistait d'une façon ininterrompue sur l'histoire à l'intérieur du Parti. On ne permettait pas à la nation d'oublier un seul instant les torts que lui avaient infligés le trotskysme ou le boukharinisme et d'autres déviations, ou de relâcher sa « vigilance » à l'égard des « ennemis du peuple ». Pendant la guerre, ces slogans furent discrètement mis à l'écart. Face à Hitler, toutes les vraies conspirations et même les conspirations inventées des années précédentes, furent soudain oubliées. Les survivants des oppositions écrasées qui pouvaient être utiles pour l'effort de guerre furent relâchés des camps de concentration et ramenés aux quartiers généraux militaires. Parmi ces hommes se trouvait, selon certaines sources, Rokossovski, le vainqueur de

1. B. H. Liddell Hart, *Les Généraux allemands vous parlent*, p. 182 : « L'espoir de vaincre se basait, pour une mesure importante, sur la prévision que l'invasion entraînerait un soulèvement politique en Russie », a dit le feldmaréchal von Kleist.

Stalingrad, un ancien communiste polonais, qui avait servi d'officier de liaison entre Toukhatchevsky et le Komintern. Le professeur Ramzin, chef du « Parti industriel », qui, au début des années 30, fut accusé de conspiration et de collaboration avec une puissance étrangère, fut libéré, admiré pour ses services et récompensé par les faveurs les plus convoitées. Le professeur Ustrialov qui avait proposé la transformation des soviets en une république nationaliste et bourgeoise, réapparut comme collaborateur régulier des journaux de Moscou. Ce furent les cas les plus spectaculaires qui illustrèrent le « cessez le feu » intérieur. Cet armistice était cependant mal défini, parce qu'il n'était pas basé sur un acte formel de réconciliation ou sur une amnistie générale, mais uniquement sur certains gestes de Staline, dont le sens fut clair pour ceux qu'il touchait, sans cependant compromettre la ligne du Parti et n'impliquant aucune « autocritique ».

Le fait le plus important consistait cependant dans la renaissance du nationalisme, une renaissance qui aurait été incompatible avec la théorie bolchevique, encore peu de temps avant. Cette renaissance fut partiellement spontanée. Le sentiment national de la population se dressa avec fierté contre des nouvelles qui parvenaient des territoires occupés par les Allemands, sur le traitement sadique de leurs compatriotes par les nazis et sur la propagande hitlérienne au sujet de l'infériorité raciale des Slaves et particulièrement des Russes. Ce sentiment d'orgueil s'intensifiait, vu l'isolement des Russes, et devenait de plus en plus fort après le retard apporté à l'invasion alliée de l'Europe occidentale. Les poètes, les écrivains et les journalistes abondèrent dans ce sens. Selon les mots d'Alexei Tolstoï, la Russie se voyait comme « Atlas portant le poids du monde entier ». Dans une certaine mesure cependant, Staline contribua à exaspérer ce sentiment national. Nous l'avons entendu conjurant les mânes de Koutousov, Souvorov, Minin et Pojarsky dans les premiers mois de la guerre. D'innombrables propagandistes le suivirent, en exaltant d'une façon grotesque le passé impérial de la Russie. Enfin, Staline publia une série de décrets, de réformes et de contre-réformes, tous destinés à renforcer cette nouvelle manière de voir.

La nation avait besoin d'une idée ou d'une devise nouvelle pour renforcer son courage et exalter son imagination. Au cours de la guerre civile, les idées du socialisme international et de la révolution mondiale animaient l'Armée Rouge. Plus tard, les Bolcheviks étaient persuadés que, si la Russie était attaquée, elle réussirait à transformer la lutte en une guerre de classe à l'intérieur de chaque nation. La foi dans l'internationalisme révolutionnaire s'était évanouie peu à peu, pour disparaître presque complètement après la propagande prolongée en faveur du socialisme dans un seul pays et la condamnation des représentants les plus marquants de l'idée internationaliste dans les grandes purges¹. Le souci principal de Staline fut de maintenir la coalition entre la Russie et les puissances occidentales, ce qui

1. L'ancienne idée bolchevique se retrouve encore dans un discours de Molotov, prononcé dans les premières journées de la guerre : « Cette guerre ne nous a pas été imposée par le peuple allemand, ni par les ouvriers, paysans ou intellectuels de ce pays, dont nous comprenons les souffrances, mais par une clique de maîtres fascistes sanglants. » (*Soviet Foreign Policy during the Patriotic War*, vol. I, p. 75.) Cette excuse du peuple allemand et même des intellectuels n'a jamais été répétée par la suite.

contribua encore à empêcher une renaissance de l'internationalisme révolutionnaire. Il s'ensuivit nécessairement une réaction nationaliste, qui atténua sa forme la plus prononcée dans l'armée.

Les changements les plus étonnants avaient lieu, en effet, au sein de l'Armée Rouge. La plupart des coutumes, habitudes et institutions, qui avaient été un legs de la révolution ou de la guerre civile, furent progressivement écartées. En pleine bataille de Stalingrad, en octobre 1942, un décret spécial supprima les commissaires politiques, dont la tâche avait été de contrôler les officiers au nom du Parti. Les commissaires politiques, en fait, furent maintenus, mais subordonnés au commandement militaire. Cette mesure était justifiée au point de vue militaire, car elle créait l'unité du commandement et renforçait la discipline. Mais ses conséquences politiques furent importantes, car elle constituait le début d'un retour aux traditions militaires pré-révolutionnaires. Commentant, en novembre 1942, un décret abolissant « l'émulation socialiste » dans l'armée, la *Pravda* déclara sèchement que le soldat n'avait aucune obligation socialiste et que sa tâche consistait uniquement à défendre sa patrie, comme l'avaient toujours fait ses ancêtres. Les règlements en vigueur dans l'armée, à l'époque de Pierre le Grand, furent cités comme modèles. On créa des régiments de gardes et des divisions de gardes, dont le simple nom évoquait le passé tsariste, suivis de peu de la création des ordres de Souvorov et de Koutousov. Des formations de Cosaques, jadis méprisées comme symboles de l'oppression tsariste, furent créées et retrouvèrent leur ancienne gloire. Enfin, la veille du vingt-cinquième anniversaire de la révolution, on introduisit à nouveau les épaulettes pour l'uniforme des officiers, ces épaulettes qu'un des premiers décrets bolcheviques avait supprimées comme symbole d'un système de caste réactionnaire au sein de l'armée. Le salut militaire devint obligatoire et on créa des clubs d'officiers et, dans les mess, on sépara les officiers supérieurs de ceux d'un rang inférieur. Pour souligner ces mesures, qui renforçèrent les privilèges du corps des officiers, et pour marquer sa responsabilité personnelle, Staline assumait le titre de Maréchal — son premier rang militaire à l'âge de soixante-quatre ans — en mars 1943, après la fin de la bataille de Stalingrad. Il venait justement de couvrir d'honneurs et de lauriers le corps des officiers. Au cours du mois de décembre, il avait promu trois cent soixante commandants au rang de général et, dans les semaines qui suivirent, les journaux furent remplis de longues listes de promotions. Il avait remis le bâton de maréchal à ses chefs les plus brillants et il désirait prouver qu'il se sentait solidaire du corps des officiers.

Ces tendances nationalistes et traditionalistes ne se limitèrent pas à l'armée, mais créèrent un nouveau climat politique dans l'ensemble du pays. Staline lui-même évita soigneusement de se compromettre trop ouvertement en faveur de la nouvelle ligne; il est probable que certains souvenirs de vieux Bolchevik restaient encore trop forts en lui. Mais il autorisa cette nouvelle ligne, à sa façon indirecte si curieuse. Au cours de la bataille de Moscou, il donna la définition suivante du national-socialisme : « Peut-on considérer les hitlériens comme des nationalistes? Non, ce n'est pas possible. Les hitlériens ne sont pas des nationalistes, mais des impérialistes¹. »

1. J. Staline, *War Speeches*, p. 18.

Il continua en déclarant qu'aussi longtemps que Hitler s'était contenté des terres allemandes, il avait un certain droit de se qualifier de nationaliste, droit qu'il perdit le jour où il entreprit de s'annexer des territoires habités par des populations non allemandes. C'était un argument curieux dans la bouche de Staline, car jusqu'alors aucun Bolchevik, y compris Staline, n'avait contesté à ses adversaires le droit de s'appeler nationalistes, mot qui avait pour eux, les disciples de Lénine, un sens péjoratif. En déniaut à Hitler le droit de s'appeler nationaliste, il enlevait à ce mot le sens péjoratif et disait : « C'est nous, et non pas nos ennemis, qui sommes de vrais nationalistes. » Ses propagandistes comprirent l'allusion. Lui-même, cependant, hésita entre sa nouvelle inclination vers le nationalisme et les résidus de son ancien internationalisme : « Si les Allemands désirent une guerre d'extermination, ils l'auront. A partir de maintenant..., notre tâche consistera... à exterminer tout Allemand qui a posé son pied sur le territoire de notre patrie¹. » La propagande de Hitler utilisa largement cette déclaration, en essayant de convaincre le soldat allemand que l'Armée Rouge n'épargnait pas les prisonniers et les obligea ainsi à lutter avec un désespoir farouche. Staline, plus tard, se corrigea lui-même, en déclarant que l'interprétation donnée à ses paroles était « un mensonge stupide et une calomnie infâme portée contre l'Armée Rouge. Il serait fou d'identifier la clique de Hitler avec le peuple allemand ou l'Etat allemand. L'histoire nous enseigne que des Hitler viennent et disparaissent, et que le peuple allemand et l'Etat allemand demeurent² ». Ses propagandistes, dans l'ensemble, ne firent cependant pas cette distinction, avant les ultimes phases de la guerre. Comme leurs collègues dans les autres pays alliés, ils attisèrent la haine du peuple contre la nation allemande dans son ensemble, et non seulement contre les nazis. Les ordres du jour de Staline lui-même se terminaient invariablement par ces mots : « Mort à l'envahisseur allemand. » Ce refrain terrible, répété jour par jour et servant de leitmotiv à des poèmes et à des articles de journaux, refléta la fureur d'une nation en lutte et maintint cette fureur en réduisant les aspects complexes de la guerre à son élément le plus simpliste, la tuerie.

La barbarie raciale de Hitler, d'une part, et la véhémence nationaliste de Staline de l'autre, ne laissèrent aucune place à un appel sincère des Russes aux hommes de l'armée allemande, afin d'essayer de provoquer une rupture entre les nazis et le peuple allemand. Ce fut l'intensité de la propagande nationaliste qui empêcha le soldat russe de céder. Ce fut cependant une faiblesse, car la Russie ne pouvait ainsi acheter la victoire qu'au prix le plus terrible. En fait, il est difficile de dire ce qui était plus important, le malheur de la Russie, qui avait une direction qui s'est avérée incapable de gagner la guerre autrement qu'en perdant le plus d'hommes et le plus de matériel, ou, au contraire, sa chance de posséder une direction qui fût capable de lui faire payer le prix le plus prodigieux qu'une nation ait jamais payé pour une victoire³.

Le 4 septembre 1943, Staline étonna le monde par sa réhabilitation

1. J. Staline, *War Speeches*, p. 20.

2. *Ibid.*, pp. 29-30.

3. « Ce fut une fortune pour la Russie au cours de son agonie, disait Churchill pendant la guerre, d'avoir ce grand chef dur à sa tête. C'est un homme massif, d'une personnalité extraordinaire, bien à sa place dans ce temps sombre et orageux. »

brusque de l'Eglise gréco-orthodoxe, qui, identifiée avec l'Ancien Régime, avait été à moitié supprimée depuis la révolution. Staline reçut le métropolitain Sergius, chef de l'Eglise, et, après un long et amical entretien, restaura le Saint-Synode. Il justifia cet acte en disant que l'Eglise avait coopéré pendant la guerre et prouvé ainsi son amour loyal pour la patrie. Ceci était exact, bien qu'il faille ajouter que les évêques et prêtres collaboraient dans les territoires occupés avec les Allemands. Le zèle nouveau pour les anciennes traditions russes demanda, cependant, la réhabilitation de l'Eglise, qui occupait une place centrale dans ces traditions. La religion n'avait pas perdu son sens pour le moujik, et comme la renaissance du sentiment religieux s'était manifestée au cours des dernières épreuves, le nouvel accord avec l'Eglise enleva une barrière supplémentaire entre le gouvernement et les croyants et renforça l'armistice politique.

Staline avait, cependant, des vues plus lointaines. Au cours de son offensive d'été, l'Armée Rouge venait de libérer l'Ukraine et Staline prévoyait le jour où elle allait pénétrer dans les Balkans, pays où la religion orthodoxe était la plus puissante. Il devait croire que l'influence russe dans les Balkans valait cette concession et que le Tsar s'était toujours servi de l'Eglise comme d'un outil obéissant de sa politique. Staline suivit sa politique, en partant de ces calculs froids et opportunistes. Que ce soit lui, ancien élève d'un séminaire, qui provoqua cette renaissance mi-réelle, mi-fictive de l'Eglise, est une de ces petites coïncidences de l'histoire, dans laquelle les historiens romantiques retrouveront une signification spéciale. Mais qu'il ait réhabilité l'Eglise si peu de temps après la dissolution du Komintern était une coïncidence infiniment plus importante. Ces deux actes avaient entre eux un lien qui devint encore plus évident, lorsque l'*Internationale*, l'hymne du mouvement ouvrier international, composé par un communard français, et qui fut l'hymne de la République soviétique, céda la place à un chant d'une plus considérable respectabilité patriotique¹.

Il était dans la logique des événements que Staline patronnât un nouveau mouvement slavophile. Cette théorie, dont le panslavisme constitue l'extrême pointe, faisait partie de l'héritage de la Russie pré-révolutionnaire. Elle fut également un instrument de la diplomatie tsariste qui, dans sa lutte contre les empires des Habsbourg et turc, en appela à la solidarité raciale de tous les Slaves — Bulgares, Serbes, Slovènes et Tchèques — avec la Russie. Une autre variété de la doctrine des slavophiles avait une teinte révolutionnaire et « populiste » ; elle proclamait la solidarité des masses paysannes slaves contre l'autocratie féodale et le capitalisme occidental. Le marxisme russe, y compris le bolchevisme, avait renoncé à la slavophilie, car les marxistes méprisaient cet appel à une solidarité raciale. La nouvelle slavophilie combinait les aspects différents de cette doctrine et les utilisa comme instruments de sa diplomatie et, en même temps, comme une doctrine révolutionnaire spécifiquement slave.

Bien que Staline eût patronné le nouveau traditionalisme, il ne pouvait ignorer que le retour à la tradition tsariste était contradictoire avec les idées héritées de Lénine. Il ne pouvait s'identifier complètement avec

1. Le nouvel hymne commence par les mots : « Une union indestructible des Républiques libres de la Grande Russie a rallié pour toujours... »

aucune de ces tendances. Il avait depuis longtemps quitté les rives de la Russie léniniste, mais il ne pouvait jeter ancre sur les bords de la Mère Russie; il resta un errant entre les deux. Il ne pouvait y avoir évidemment aucune controverse publique entre ces deux aspects divergents, car le régime et son idéologie devaient rester monolithiques. Il est impossible de dire lequel des membres du Politburo penchait plutôt pour une de ces tendances que pour l'autre, car nous ne savons presque rien sur la vie du Politburo au cours de ces années. Toujours est-il que la tradition révolutionnaire et le mouvement traditionaliste menèrent une existence silencieuse dans les pensées et les sentiments du peuple, ainsi que dans l'esprit de Staline lui-même. Le lecteur attentif de ses discours de guerre peut suivre, à travers ses tournants idéologiques, laquelle de ces deux tendances l'emportait à un moment donné, et comment elles se neutralisaient parfois l'une l'autre. La dualité de l'attitude de Staline se manifesta d'une façon particulièrement nette au cours des fêtes célébrant l'anniversaire de la révolution, en 1943. La veille de l'anniversaire, il venait d'être décoré de l'Ordre de Souvorov, et il apparut devant le soviet de Moscou pour prononcer son discours commémoratif habituel, vêtu pour la première fois de l'uniforme de Maréchal, portant des épaulettes dorées et des étoiles ornées de diamants. Tandis que des salves d'artillerie et un feu d'artifice fabuleux saluaient au dehors la nouvelle de la libération de Kiev, il se tenait devant les soviets comme l'incarnation de la Russie des Souvorov et des Koutousov. Cependant, dans son discours, il ignora complètement les symboles de la Russie impérialiste, et rappela les « ordres du grand Lénine » et parla longuement de l'œuvre sociale de la révolution. On aurait pu croire qu'il voulait contrebalancer le culte de l'armée, qui avait pris des proportions importantes au cours des derniers mois, lorsqu'il prononça ces mots : « Dans les jours de guerre comme dans les années de construction pacifique, la force directrice du peuple soviétique a toujours été le Parti de Lénine¹. »

Son attitude, comme l'ensemble de la situation, fit croire qu'il voulait alléger une tension latente entre l'armée et le Parti. Des causes de tension étaient évidentes, car le sentiment nationaliste se concentrait sur l'armée qui gagnait ses lauriers en repoussant le Parti dans l'ombre. Il n'est pas dit que ces deux organisations étaient engagées dans une lutte pour le pouvoir. Les liens existant entre elles étaient trop forts et de nombreux officiers avaient été membres du Parti. Une certaine rivalité devint pourtant inévitable. En temps de paix, le Parti garda jalousement sa suprématie par rapport à toute autre organisation, et la guerre, qui donna du poids à l'armée, tendait à affaiblir cette suprématie. La force des circonstances fit de l'état-major l'égal du Politburo et investit le corps des officiers de plus d'autorité, sans parler de la gloire, que celle dont jouissaient les membres de la hiérarchie civile du Parti. Celui-ci dut tenir compte de ces nouvelles circonstances, mais il ne pouvait pas ne pas s'en inquiéter.

Hitler, exaspéré par les désaccords avec ses propres généraux, avait dit à ses amis combien il enviait Staline, qui pouvait traiter avec moins d'égards

1. J. Staline, *War Speeches*, p. 78.

ses généraux récalcitrants, que lui-même¹. Une fois de plus, une « intuition » du petit caporal s'avérait fautive. Il devait penser à l'épuration du groupe de Toukhatchevsky qui avait eu lieu, soit dit entre parenthèses, trois ans après l'incident entre Hitler et le général Schleicher. En fait, le corps des officiers de l'Armée Rouge fut la seule organisation de l'Etat sur laquelle Staline n'exerça pas le poids entier de son pouvoir totalitaire. Pour être sûr, il contrôla les forces armées, mais évita de les mêler trop intimement à toutes les intrigues et controverses qui agitaient le Parti et l'Etat. Il encouragea les généraux non politiques attachés à leur travail et les utilisa aussi longtemps que ces officiers affichaient des convictions communistes de surface. Les généraux qui avaient sympathisé dans le passé avec l'opposition, sans avoir manifesté une activité politique, ne durent pas se livrer à ces autocritiques humiliantes qu'aucun civil ne pouvait éviter s'il avait commis la moindre faute. L'art militaire fut un des rares domaines politiques importants où Staline encouragea des esprits originaux et où il n'imposa pas son catéchisme pseudo-dialectique. Jusqu'en 1937, il laissa les mains libres à Toukhatchevsky pour la modernisation de l'armée et pour l'étude des conceptions stratégiques et tactiques. Le corps des officiers échappa ainsi à cette oppression spirituelle qui, au cours de ces années, pesa sur la population civile. Bien sûr, l'épuration de 1937 aggrava la situation, mais il est significatif qu'aucun des chefs militaires inculpés ne dut réciter les confessions habituelles et auto-accusations. Tous gardèrent une attitude d'homme en face de leurs juges. Cette seule circonstance indique que le corps des officiers avait acquis une mentalité distincte du reste de la nation et une indépendance morale et spirituelle exceptionnelle dans un Etat totalitaire.

Dans la première phase de la guerre, l'armée paya un tribut très lourd, car la confiance dans ses chefs avait souffert des épurations. L'avertissement ne fut cependant pas vain pour Staline. Il était assez intelligent pour rendre à ses généraux leur liberté de mouvement, pour les encourager à exprimer librement leur opinion, pour qu'ils cherchent la solution de leurs problèmes par la méthode des essais et des erreurs possibles, et pour les libérer ainsi de cette peur du patron qui pesait si lourdement sur les généraux de Hitler. Il infligea à ses officiers des punitions draconiennes pour manque de courage ou manque de vigilance, il les déplaça pour incompetence, même si ces incompetents étaient Vorochilov et Boudienny, et accorda de l'avancement en cas d'initiative couronnée de succès. Les généraux de Hitler comprenaient mieux les méthodes de Staline que Hitler lui-même, lorsqu'ils disaient que dans la hiérarchie supérieure de l'Armée Rouge « se trouvaient des hommes capables, auxquels on permettait d'exercer leur propre jugement et qui pouvaient prendre les mesures que bon leur semblait² ».

Il n'en reste pas moins vrai que Staline, comme Hitler, prenait la décision finale pour chaque événement militaire majeur, et même souvent pour des questions de moindre importance. Comment, pourrait-on se demander, concilier alors l'intervention constante de Staline avec la liberté d'initiative de ses subordonnés? Il avait une façon particulière de prendre ses déci-

1. B. H. Liddell Hart, *Les Généraux allemands vous parlent*, p. 207.
2. *Ibid.*, p. 232.

sions, qui non seulement ne limitait pas l'esprit d'initiative de ses généraux, mais les encourageait même à exercer leur talent. Hitler avait d'habitude une idée préconçue — parfois brillante, parfois lamentable — qu'il essaya d'imposer à Brauchitsch ou à Adler ou à Runstedt. Malgré son prétendu dilettantisme, il était un doctrinaire dans le domaine de la stratégie, injuste à l'égard de ceux qui ne comprenaient pas les mérites de ses projets. Staline avait une attitude contraire. Il ne cherchait à imposer aucun dogme stratégique à ses généraux et il ne leur présentait guère de plans tout élaborés. Il leur exposait ses idées générales, basées sur une connaissance exceptionnelle de tous les aspects — économiques, politiques et militaires — de la situation. Mais au delà de ces généralités, il laissait ses généraux exprimer leurs points de vue, élaborer leurs plans et il prenait ses décisions en fonction de leurs projets. Son rôle semble être celui d'un arbitre expérimenté et quelque peu détaché au milieu de ses propres généraux. Si une controverse s'élevait entre eux, il s'informait des opinions qui se heurtaient, pesait le pour et le contre, subordonnait les points de vue particuliers à l'intérêt général et exprimait son opinion. C'est ainsi que ses décisions ne heurtaient pas ses généraux, car d'habitude il adoptait des idées esquissées par les généraux eux-mêmes. Cette méthode de commander n'était pas nouvelle pour Staline. Au début des années 20, il parvint à diriger le Politburo d'une manière semblable, en s'informant prudemment des avis de la majorité et en les acceptant comme les siens propres. Les généraux furent ainsi réceptifs à ses idées, car il l'était pour les leurs. Contrairement à Hitler, il n'exposait pas un feu d'artifice d'inventions stratégiques, mais sa méthode de travail laissait plus de place à un travail collectif et favorisait des rapports plus sains entre le commandant en chef et ses subordonnés, que ce n'était le cas dans l'O. K. W.¹.

Nous ne voulons pas dire que Staline ne fit que suivre la majorité, car cette majorité fut, dans un certain sens, sa propre création. Au cœur de la défaite, il a radicalement rénové et rajeuni ses états-majors. Il écarta toutes les prétentions stériles se prévalant de l'ancienneté et ne tint compte que du succès sur le champ de bataille. La plupart de ses maréchaux et généraux célèbres ne détenaient que des positions sans importance au début de la guerre. La sélection la plus importante de la nouvelle élite militaire

1. La méthode de travail de Staline est bien illustrée par la citation suivante, qui décrit d'une façon populaire et simplifiée, mais correcte dans l'ensemble, son intervention dans un des épisodes les plus importants de la bataille de Stalingrad. Vassilevski et Rokossovski étaient en désaccord sur le point de savoir s'il convenait d'attaquer en premier von Paulus ou Mannstein. Les deux généraux informèrent Staline de leur désaccord. Rokossovski protesta contre le fait qu'on lui avait retiré l'armée de Malinovski, précédemment placée sous ses ordres, pour procéder à l'attaque contre Mannstein. Staline demanda les points de vue des autres généraux :

Moscou G. Q. G. :

Staline (au téléphone) : Quelle est votre opinion? Attaquer Mannstein? Merci. (Il pose le récepteur et rappelle.) Allô... Vassilevski propose d'attaquer Mannstein et suggère que nous nous servions de l'armée de Malinovski. Quelle est votre opinion? La laisser à Rokossovski? Merci. (Il pose le récepteur et rappelle de nouveau.) Vassilevski propose de retirer l'armée de Malinovski, de la donner à Yeremenko pour attaquer Mannstein. Votre opinion? (Écoutant.) Non, ce n'est pas une réponse. Oui ou non? Vous voulez réfléchir? Très bien.

A la fin, Staline soutient Vassilevski et ordonne l'attaque contre Mannstein. (N. Virta, *Stalingradskaya Bitva*, pp. 230-231.)

eut lieu au cours de la bataille de Moscou où se révélèrent Joukov, Vassilevski, Rokossovski et Voronov. Au cours de la bataille de Stalingrad, ce fut le tour de Vatoutine, Yeremenko, Malinovski, Tchouikov, Rotmistrov et Rodimstev de se rendre célèbres. Cette nouvelle équipe fut complétée au cours de la bataille de Koursk, le point tournant dans la carrière de météore du jeune Tcherniakovski, qui, en trois ans, avança du rang de commandant au rang de général d'armée. Ces hommes, dont la plupart étaient dans la trentaine ou la quarantaine, indemnes du poids de la routine, se perfectionnèrent dans la dure école du combat avant de devenir les égaux, et même les supérieurs de leurs ennemis.

Cette renaissance de l'armée, de son moral et de son commandement, est une des œuvres les plus remarquables accomplies par la Russie au cours de la guerre, et qui est due presque exclusivement à Staline. Cependant, ses suites politiques ne pouvaient que lui déplaire. Ses maréchaux et ses généraux occupaient de plus en plus les premiers rôles devant l'opinion publique. Jusqu'alors, Staline avait tellement dépassé ses collègues du Politburo, qu'aux yeux du peuple aucun d'eux ne pouvait même prétendre au rang de remplaçant. Aucun d'eux n'avait d'influence sur l'imagination ou l'affection de la population. Staline se trouvait seul, au sommet de la pyramide, et ce n'est que loin sous lui que l'on rencontrait les caractères un peu impersonnels de Molotov, Kaganovitch, Mikoyan, Jdanov ou Andreyev. La vie politique du pays se déroulait dans une atmosphère grise d'anonymat. Maintenant, cette atmosphère se trouvait remplacée par de nouveaux noms qui, joints à de grandes et glorieuses victoires, se retrouvaient sur toutes les lèvres. Ces nouveaux venus représentaient une force potentielle qui, bien qu'elle ne s'opposât pas à Staline, ne convenait pas à son style politique. Nous avons vu combien la crainte d'une déviation bonapartiste avait hanté les premiers Bolcheviks. Staline lui-même fut souvent accusé d'être une sorte de Bonaparte; pourtant, il ne pouvait considérer qu'avec inquiétude la légende militaire qui naissait autour de ses maréchaux.

CHAPITRE, XIII

TÉHÉRAN. YALTA. POTSDAM

La diplomatie de Staline en 1943. — Préliminaires de la Conférence de Téhéran. — Staline, Churchill et Roosevelt; ressemblances et contrastes. — La controverse sur le second front. — « Des amis en fait, en esprit et dans les buts. » — Les « dix coups » de 1944. — Staline rejette la médiation occidentale entre la Russie et la Pologne. — Délimitation des sphères d'influence (juin-octobre 1944). — La politique de Staline en Europe occidentale et orientale. — Son attitude au cours de la révolte de Varsovie, en août 1945. — Staline à la Conférence de Yalta (février 1945). — Son intérêt dans la guerre du Pacifique. — Deux lignes de sa politique : 1815 et 1945; Alexandre I^{er} et Staline (ressemblances et contrastes). — L'histoire des démocraties populaires. — Les opinions de Staline sur le communisme en Allemagne. — Ses espoirs évanouis sur un condominium des grandes puissances. — Staline à Potsdam (juillet 1945).

Après l'offensive d'été de 1943, au cours de laquelle l'Armée Rouge avait reconquis près des deux tiers du territoire soviétique précédemment perdu, Staline ne pouvait plus avoir de doutes sur l'issue de la guerre. Ce fut la première fois que le général Hiver n'avait aucune influence sur ses victoires. Les forces soviétiques n'avaient pas encore cette supériorité numérique sur les Allemands, qui leur permit de les écraser quelque temps plus tard. Staline lui-même avait dit à Roosevelt et à Churchill, à Téhéran, qu'il n'avait que soixante divisions de plus que les Allemands et qu'il les déplaçait rapidement d'un secteur du front à l'autre pour disposer d'un pouvoir offensif supérieur, aux places choisies dans les moments décisifs¹. Ses troupes ne disposaient pas non plus d'un plus grand nombre ni de meilleures armes que l'ennemi. En 1942, l'industrie russe, se remettant lentement de sa dislocation, avait une production extrêmement limitée. Ce n'est qu'en 1943 que les nouvelles usines et celles qui avaient été déplacées de l'Ouest dans la région de l'Oural et au delà commencèrent à produire en quantité considérable des tanks, des avions et des canons. Pour atteindre le front, ce matériel devait être transporté sur une distance de mille à deux mille kilomètres, sur de mauvaises routes et de rares voies ferrées. Le poids total de ces armes ne se fit sentir qu'à partir de 1944, en même temps que les livraisons de matériel de guerre de la part des puissances occidentales avaient atteint leur maximum. Staline n'ignorait donc pas qu'il avait conquis

ses grands succès en utilisant seulement une part de ces forces qui seraient bientôt sous sa direction. Bien qu'il mit toujours en garde son peuple contre la complaisance et la négligence, ses déclarations reflétaient sa confiance de plus en plus grande. « L'Armée Rouge, pouvait-il déclarer maintenant, est devenue l'armée la plus puissante et la plus résistante des armées modernes¹. »

Sa crainte de la conclusion d'une paix séparée entre l'Allemagne et les puissances occidentales devait avoir considérablement diminué, même si elle n'avait pas été complètement dissoute en dépit des nombreux pactes et accords qu'il avait conclus. Hitler avait déjà jeté 80 à 90 % de ses forces terrestres contre la Russie et, quoi qu'il arrivât, il ne pouvait plus augmenter suffisamment sa force à l'Est pour battre l'U. R. S. S.². Il pouvait même arriver à Staline qu'un concours de circonstances favorables, parmi lesquelles la stratégie déplorable de Hitler n'était pas la moindre, aurait pu permettre à la Russie de gagner la guerre sans une invasion américaine du continent³. Il n'allait pas jouer sur cette chance, mais il savait que son pouvoir de négociation à l'égard des Alliés était particulièrement fort, car c'étaient eux qui avaient maintenant plus de raisons de craindre une paix séparée et se montreraient plus soucieux de maintenir l'alliance. Il savait également qu'ils désiraient s'assurer la participation russe dans la guerre contre le Japon, dont l'issue était encore lointaine. Un homme d'Etat eut rarement autant d'atouts entre ses mains.

Et pourtant, il n'avait toujours pas atteint les objectifs qu'il s'était proposés en 1941 : les Anglais et les Américains n'avaient pas encore reconnu l'incorporation des pays baltes et de la Pologne orientale. Roosevelt et Churchill le pressaient de se remettre en entente définitive avec la Pologne après la guerre; mais Staline décida d'agir maintenant. Depuis que le gouvernement polonais, émigré à Londres, revendiquait chaque pouce de territoire qui avait appartenu à la Pologne avant 1933, il était de l'intérêt évident de Staline d'éviter l'établissement de ce gouvernement en Pologne. Au cours du printemps 1943, un simple incident lui servit de prétexte. Les Allemands avaient annoncé avoir découvert un charnier d'officiers polonais prisonniers de guerre, à Katyn, près de Smolensk, exécutés, prétendaient-ils, par les Russes. Les Polonais de Londres demandèrent une enquête neutre sur cette découverte, prêtant visiblement foi à la version allemande. En fait, ils n'avaient jamais reçu de renseignements précis sur le destin de ces officiers, et quand Sikorski avait rendu visite à Staline, en 1941, il n'avait obtenu que des réponses insatisfaisantes. Ce fut pourtant peu politique de la part des Polonais de soutenir indirectement les accusations allemandes, surtout à un moment où suffisamment de raisons existaient pour suspecter les Allemands eux-mêmes, qui exécutaient des millions de personnes. Si Staline cherchait un prétexte, ce qui était certainement

1. J. Staline, *War Speeches*, p. 85.

2. Hitler avait gardé à la côte atlantique cinquante-neuf divisions de deuxième choix, tandis que deux cent soixante de ces divisions, y compris les meilleures, combattaient sur le front russe. Cette force représentait le double des troupes qui avaient battu la Russie au cours de la première guerre mondiale. (Cf. le rapport des généraux allemands, qui, dans l'ensemble, confirment les déclarations de Staline à ce sujet. Liddell Hart, *Les Généraux allemands vous parlent*, p. 247.)

3. Ce point de vue a été soutenu par des écrivains militaires russes, après la guerre.

1. John R. Deane, *The Strange Alliance*, p. 87.

le cas, qui lui permettrait de déclarer le gouvernement polonais sans pouvoir, c'était lui en fournir un.

Aucun des Alliés ne pouvait défendre l'action des Polonais. Les relations entre le gouvernement polonais de Londres et Moscou devinrent critiques, et les Russes commencèrent à installer une administration polonaise, dont l'attitude fut amicale à l'égard de la Russie. Les Alliés étaient maintenant en désaccord, non seulement sur les frontières de la Pologne, mais aussi sur son gouvernement, et Staline crut visiblement que les Occidentaux devaient accepter tout ce qu'il faisait. Il était persuadé que ce seraient les Russes, et non les Anglais et les Américains, qui expulseraient les Allemands de Pologne, et que ce serait donc lui, et non Churchill ou Roosevelt, qui dicterait les conditions sur la Vistule.

Son ambition s'accrut avec la certitude de la victoire. Il ne se contentait plus de défendre les gains qu'il avait obtenus au cours de son amitié avec Hitler, mais il s'efforça de s'assurer encore de ceux que l'opposition de Hitler lui avait refusés. En 1940, il avait demandé la prédominance pour les intérêts russes en Roumanie et en Bulgarie. Il formula maintenant à nouveau cette exigence. Son idée de la paix à venir avait enfin pris forme : elle se basait sur cette notion de sphère d'influence qui avait trompé certains diplomates soviétiques au cours des années 20 et que lui-même avait vigoureusement condamnée¹. Il est encore impossible de retracer avec précision les phases de ce développement. La division de l'Europe en deux sphères d'influences avait été esquissée à la Conférence des Ministres des Affaires étrangères alliés, à Moscou, en octobre 1943². Mais la discussion avait été imprécise, et aucune décision n'avait été prise. Il est permis de supposer que Staline sondait les intentions des Alliés par l'intermédiaire de Molotov, mais que la décision, dans ses conseils intimes, avait déjà été prise.

Ce fut à la même époque — la seconde moitié de 1943 — que Staline commença à s'occuper sérieusement des conditions de paix qui seraient imposées à l'Allemagne. Le président Roosevelt avait défini à Casablanca, en janvier 1943, le principe fondamental de la politique alliée : l'Allemagne ne serait pas admise à négocier la paix, mais devrait se rendre inconditionnellement. Cette formule de Roosevelt avait été influencée par certains souvenirs de la guerre de Sécession américaine, au cours de laquelle les Nordistes avaient refusé de négocier avec le Sud les conditions de la capitulation³. Roosevelt avait lancé cette idée, qui devait avoir de si graves conséquences, sans consulter ni Staline ni Churchill. Staline l'accepta avec des sentiments mêlés. Il y voyait une garantie additionnelle, l'assurant que les puissances occidentales ne chercheraient aucune entente avec l'Allemagne au détriment de la Russie; il convient d'ajouter qu'au moment où Roosevelt avait annoncé sa politique de la capitulation sans conditions, le tournant de la guerre n'était pas encore assez favorable à la Russie pour que Staline pût mépriser cette garantie supplémentaire. Dans son ordre du jour du 1^{er} mai 1943, lui aussi mentionna la capitulation sans conditions, en la faisant sienne. Il avait cependant compris que la politique de Roose-

velt allait raidir et prolonger la résistance allemande, et charger les Alliés de la seule responsabilité de la paix. Il essaya de peser sur le président, pour qu'il modifiât sa politique ou qu'il l'atténuat au moins par un énoncé général des conditions de paix. Des démarches analogues avaient été entreprises auprès de Roosevelt par les Anglais, mais le Président américain maintint son point de vue¹.

La formule de la capitulation sans conditions renforça les sentiments nationalistes dans chaque pays allié et on crut à une paix punitive, en quelque sorte carthaginoise, avec l'Allemagne. Encore en septembre 1944, Roosevelt et Churchill étaient favorables à la création d'une Allemagne purement agraire, qui devait priver l'Allemagne de toutes ses industries lourdes². Les opinions de Staline étaient assez proches de ces conceptions et, en septembre 1943, son conseiller économique, le professeur Varga, qui, dans les années 20, avait critiqué si sévèrement les clauses du Traité de Versailles, se prononça publiquement pour des réparations lourdes à infliger à l'Allemagne. Cette demande devenait de plus en plus populaire, lorsque les armées russes avancèrent et constatèrent que les Allemands, dans une furie de destruction barbare, avaient transformé les pays qu'ils avaient occupés en un désert. C'est au même moment que Staline envisagea un changement des frontières allemandes. En juillet 1943, il autorisa Maisky, qui se trouvait en mission spéciale à Londres, à déclarer que la Russie serait favorable à l'incorporation à la Pologne de la Prusse orientale et de Dantzig, plan qui fut accepté par le président Roosevelt. Cependant, Staline ne proposa pas encore de reculer les frontières polonaises plus à l'ouest, jusqu'à la ligne Oder-Neisse³. L'incorporation de ces provinces allemandes devait compenser la perte de la Pologne orientale, mais les exposer en même temps à une telle peur d'une revanche allemande dans l'avenir, qu'elles devenaient tout à fait dépendantes de la protection russe. Ce furent, en gros, les idées de Staline sur la paix, ainsi que ses ambitions pour l'avenir, lorsqu'en décembre 1943 il rencontra Churchill et Roosevelt à Téhéran.

Les préliminaires de la Conférence de Téhéran furent bizarres, car Staline évita de rencontrer ses partenaires aussi longtemps qu'il le put. Au début de l'année, il avait refusé d'assister à la Conférence du Caire, prétextant que la présence de Tchang-Kaï-Tchek empêchait sa participation à lui, qui aurait pu être interprétée par le Japon comme une provocation, alors que la Russie évitait soigneusement d'entrer en conflit, à ce moment-là, avec ce pays. Il refusa de rencontrer Roosevelt seul, lorsque cette proposition lui fut transmise⁴. En octobre 1943, Cordell Hull, assistant à la Conférence des Ministres des Affaires étrangères à Moscou, insista auprès de lui pour qu'il accepte une rencontre. Staline céda, mais insista pour que la Conférence ait lieu à Téhéran, occupé alors par les troupes russes et britanniques. Il refusa constamment de s'éloigner davantage de la Russie. A plusieurs propositions de Roosevelt, tendant toutes à fixer des points de rencontre plus proches de l'Amérique, il répondit en proposant de remettre la Conférence au printemps 1944, lorsqu'il serait prêt à

1. Cf. le discours de Staline à l'Université Sverdlov, cité au chapitre X.

2. *The Memoirs of Cordell Hull*, vol. II, p. 1298.

3. *Ibid.*, p. 1574.

1. *Ibid.*, pp. 1572-1573.

2. *Ibid.*, pp. 1602-1605.

3. J. Ciechanowski, *Defeat in Victory*, pp. 198, 213.

4. Robert E. Sherwood, *Roosevelt and Hopkins*, pp. 671, 733-734.

rencontrer ses partenaires à Fairbanks (Alaska) qui fut, au cours de la guerre, une base russe¹. Il prit prétexte de la nécessité de sa présence à Moscou pour diriger des opérations militaires, et prétendit qu'il ne pouvait se rendre qu'à un endroit d'où il pouvait garder un contact direct avec son état-major. Il pouvait hésiter à quitter le Kremlin où, entouré de ses gardes et secrétaires à toute épreuve, il avait le sentiment parfait de sa sécurité et de son pouvoir. Il pouvait également espérer persuader ses partenaires de le rencontrer en Russie, ce qui aurait encore ajouté à son prestige, déjà considérable. Il avait également des motifs politiques en se montrant évasif, en manifestant ainsi sa mauvaise humeur de la remise du second front en Europe. Il se servit de chaque occasion pour leur montrer qu'il considérait leur campagne dans le Sud de l'Italie comme négligeable en comparaison de sa propre lutte en Russie. Il pouvait également désirer éviter de révéler à ses alliés ses plans militaires et politiques. Enfin, Roosevelt et Churchill se déclarèrent d'accord pour le rencontrer à Téhéran.

Peu d'exemples nous sont connus où des hommes de tempéraments, d'intérêts, de traditions et de milieux aussi différents, se rencontrèrent en tant qu'alliés et partenaires pour prendre des décisions d'une gravité et d'une importance extrêmes. Quels mondes différents, quelles opinions et aspirations divergentes étaient incarnés par ces trois hommes qui s'affrontaient autour de la table de conférence! Les deux extrêmes étaient représentés par Churchill et Staline, le descendant du duc de Marlborough et le fils d'un serf, le premier né dans le palais de Blenheim, le second dans une masure. Le premier respira toujours le climat spirituel de l'Angleterre victorienne, dont il gardait l'héritage impérial avec toute la fougue de son tempérament romantique. L'autre incarnait toute la sévérité de la Russie tsariste et bolchevique, dont il avait maîtrisé toutes les tempêtes par une glaciale possession de soi. Le premier avait derrière lui quatre décades de discussions parlementaires, et l'autre une aussi longue activité dans des groupes clandestins et des Politburo secrets. Le premier plein d'idiosyncrasie excentrique, haut en couleur et amant des mots, l'autre sans éclat et se méfiant des paroles. Le premier avait un empire à perdre, le second quelque chose comme un empire à gagner.

Roosevelt se trouvait entre les deux, mais bien plus près de Churchill. Le milieu où il avait été élevé, la famille de grands propriétaires terriens et de riches industriels, les influences qui l'avaient façonné, les traditions politiques si variées de la famille Roosevelt, le New-York Bar et le ministère de la Marine, étaient bien loin des influences qui avaient formé Staline. Mais les traditions de Roosevelt étaient plus jeunes et plus près du peuple que celles de Churchill, comme la bourgeoisie américaine plus jeune que l'aristocratie anglaise. Ceci rapprocha peut-être Roosevelt de Staline. Parfois, il partageait les impatiences de Staline envers les exhibitions rhétoriques de Churchill, mais plus souvent il s'en réjouissait, tandis que Staline, suivant les mots de Churchill à l'aide d'un interprète, restait froid ou ironiquement amusé. Staline et Churchill représentaient deux types opposés de conscience de classe. Aux deux, Roosevelt, prophète des bourgeois progressistes de gauche, a dû parfois apparaître comme le représentant d'un compromis illogique. Staline, en dépit de son évolution, aurait tou-

jours encore exprimé ses vues générales par ces mots du *Manifeste communiste* : « L'histoire de toute société a été l'histoire de la lutte des classes. » Churchill à son tour avait résumé sa conception du monde dans une épigramme qu'on pourrait croire destinée à contester l'action marxiste : « L'histoire de la race humaine est la guerre¹. » Roosevelt, le puritain chef d'une nation à laquelle les dernières violences de la lutte des classes, ainsi que les pires calamités de la guerre, avaient été épargnées, aurait probablement refusé ces deux généralisations.

Staline considérait ses deux alliés comme des représentants de la classe capitaliste. Il a certainement attaché peu d'importance à leur profession de démocrate, même s'il n'avait pas douté de leur sincérité. Pour lui, leur démocratie était une imposture, car quel sens pouvait avoir cette façade d'un gouvernement par le peuple, dont elle se vantait, si elle ne servait qu'à cacher ce mécanisme gigantesque de l'exploitation des usines pour la production de la plus-value? Il observait ses partenaires avec cette curiosité froide qu'un savant emploie pour l'observation des éléments de la nature, convaincu qu'il pouvait comprendre leurs pensées et prévoir raisonnablement leurs réactions, dans certaines circonstances. Ils étaient là, devant lui, ces deux spécimens vivants d'une société étrangère, les deux grands chefs d'un « autre monde ». Par un paradoxe de l'histoire, cet « autre monde » était étrangement divisé : une de ses parties était engagée dans une lutte mortelle avec les soviets, tandis que l'autre combattait à leurs côtés, liée par une alliance. Le fossé entre les Alliés pouvait être comblé — et il était très important qu'il le fût — mais ne pouvait guère disparaître, quelles que soient les déclarations solennelles d'amitié et d'unanimité qu'on adresserait aux peuples du monde. Quelques-unes de ces idées ont presque certainement traversé l'esprit de Staline.

Il est probable que les idées qui occupaient Churchill n'étaient pas très différentes, bien qu'elles vinssent d'un pôle opposé. Le 22 juin 1941, Churchill avait déclaré : « Personne n'a été un adversaire plus déterminé, plus constant du communisme que je l'ai été au cours de ces derniers vingt-cinq ans. Je ne retirerai pas un seul mot de ce que j'en ai dit. Mais tout ceci s'évanouit devant le spectacle qui s'offre à nos yeux. » Il suffit de connaître certaines de ces paroles sur la révolution bolchevique, que Churchill avait refusé de retirer — des paroles de peur, de haine et de mépris — pour se rendre compte que « tout ceci » ne pouvait avoir disparu de son esprit. Mais on peut supposer que l'attitude de Churchill à l'égard de Staline fut, dans une certaine mesure, plus complexe que celle de Staline à son égard, si ce n'est que Churchill considérait Staline en même temps avec les yeux de l'historien, de l'artiste et de l'homme d'Etat. L'homme d'Etat était préoccupé de la tactique qu'il devrait adopter à l'égard de cet homme qu'il considérait comme un allié dangereux. L'imagination de l'historien était probablement éveillée par les bouleversements étranges que le successeur du Grand Négateur — c'est ainsi que Churchill avait appelé Lénine — avait apportés à la Russie. La renaissance récente du traditionalisme russe pouvait lui faire croire que Staline avait à moitié rejoint ses principes à lui, et qu'il introduisait un peu d'esprit conservateur dans une société révolutionnaire. Ceci aussi bien que l'intérêt militaire commun a pu pro-

1. *The Memoirs of Cordell Hull*, vol. II, p. 1294.

1. Winston S. Churchill, *Mémoires*.

voquer ces quelques traits de sympathie sincère qu'on perçoit souvent lorsque Churchill se réfère à Staline. L'artiste qu'est Churchill a pu être fasciné par le sombre drame de cet homme et de sa vie, bien que l'excès de ses côtés obscurs ne pouvait que l'emplir d'une répulsion qu'il cachait quelquefois difficilement.

Alors que l'attitude de Staline à l'égard des deux chefs occidentaux avait été rationalisée et déterminée à l'avance, et que la sympathie de Churchill pour le « cheval de bataille » russe n'était pas exempte d'antipathie, Roosevelt semblait être complètement dépassé par l'étrange phénomène qui se trouvait vis-à-vis de lui. Pour lui, la Russie, et spécialement la Russie bolchevique et stalinienne, était une *terraincognita*. Avec modestie, il l'admettait d'ailleurs, dans ses conversations avec ses collaborateurs : « Je ne sais distinguer, dit-il un jour, un bon Russe d'un mauvais Russe. Je peux distinguer un bon Français d'un mauvais Français, un bon Italien d'un mauvais Italien, je reconnais un bon Grec lorsque j'en rencontre un, mais je ne comprends pas les Russes¹. » Staline était visiblement au delà de ses idées du bien et du mal.

Ils s'étaient à peine rencontrés lorsque Staline invita Roosevelt à rester à ses côtés à l'ambassade de Russie, l'assurant qu'un complot avait été découvert à Téhéran. Staline lui-même s'installa dans une petite villa sur le terrain de l'ambassade, pour faire de la place à ses hôtes. Malgré ce geste de sollicitude, il resta, comme Roosevelt le dit plus tard, « correct, raide, solennel, sans sourire, sans aucun côté humain ». Le Président fit un effort désespéré pour « briser cette surface de glace », et il crut y parvenir lorsqu'il réussit à amuser Staline par quelques piques lancées à Churchill². Il est un fait que même le moindre signe de désaccord entre Roosevelt et Churchill avait un effet lénifiant sur Staline. Il est probable qu'il avait invité le Président en tant qu'hôte afin d'éviter qu'il soit avec Churchill, dans un contact plus intime qu'il ne l'aurait souhaité.

Staline devait être surpris de constater qu'il n'avait pas besoin de recourir à des stratagèmes subalternes, car Roosevelt et Churchill ne considéraient pas avec les mêmes yeux les objectifs qu'ils devaient discuter. Apparemment, ces objectifs furent la discussion sur le déroulement futur des opérations militaires. En fait, ils étaient bien plus larges, car l'avenir de l'Europe d'après guerre dépendait dans une certaine mesure de ces opérations. Churchill soumit à la Conférence son plan d'une invasion anglo-américaine des Balkans, ce qui devait encore retarder l'invasion de la France. Immédiatement, l'animosité entre Staline et Churchill, qui était latente depuis leur entrevue en août 1942, éclata avec une intensité renouvelée. En 1942, Staline avait cru que le motif de la remise du second front était l'intention des Alliés de laisser la Russie et l'Allemagne s'épuiser mutuellement. Il pouvait toujours persister dans cette croyance, lorsque l'invasion de la France n'avait pas eu lieu au cours de l'été 1943. Mais maintenant, vers la fin de 1943, il ne pouvait plus craindre cette hypothèse, et ne pouvait croire que Churchill tablait sur elle. Il devait croire que Churchill calculait avec la force de la Russie, et non sur sa faiblesse, et que le but de son nouveau plan était de prévenir une occupation russe des Balkans. En fait,

1. Frances Perkins, *The Roosevelt I knew*, p. 72.

2. *Ibid.*, pp. 70-71.

Churchill présenta son plan avec une proposition d'une occupation conjointe des Balkans par les troupes anglaises, américaines et russes¹.

Staline s'opposa fermement à ce plan et demanda un débarquement en France. Ni lui, ni Churchill, ni Roosevelt ne mentionnèrent les objectifs politiques sous-jacents, bien qu'ils devaient être dans l'esprit de chacun. On parlait uniquement d'avantages et d'inconvénients militaires. La position de Staline était très forte, car la balance des arguments militaires le favorisait. Churchill proposa de débarquer des troupes alliées à certains points déterminés de la Méditerranée : en Italie du Nord, afin de soutenir les forces alliées retenues par les Allemands dans l'Italie méridionale; sur la côte adriatique, d'où elles devaient, avec l'aide des partisans de Tito, se frayer le chemin jusqu'à la vallée du Danube; enfin, autour de la mer Egée, où la Turquie devait se joindre à une attaque alliée qui progresserait vers le nord. Staline souligna que ces opérations ne pouvaient être décisives, et qu'elles pouvaient effriter les forces alliées. Une invasion à travers la Manche permettrait, au contraire, aux Alliés de bénéficier d'une ligne de communication courte et bien protégée, et ferait peser leur pression concentrée sur l'ennemi. En libérant la France, ils infligeraient un coup moral irréparable à l'Allemagne, ce qui leur permettrait d'avoir finalement devant eux la route la plus courte et la plus directe vers la Ruhr, forteresse de la puissance industrielle allemande. Staline avança ses arguments d'une façon directe et rude, les parsemant de remarques caustiques qui firent rougir Churchill. La discussion continua pendant trois séances plénières de la Conférence, ainsi que pendant deux séances privées des chefs de gouvernement. Pendant tout ce temps, Staline parla seul au nom de la délégation russe, composée seulement de lui-même, de Molotov, de Vorochilov et d'un interprète.

Ses arguments l'emportèrent finalement. Les chefs d'état-major américains se rangèrent à son avis, et même certains généraux britanniques s'opposèrent à Churchill. Roosevelt, d'abord hésitant, se joignit à Staline. La préoccupation principale de Roosevelt était de gagner la guerre, de la gagner aussi rapidement que possible et avec le minimum de pertes pour ses armées. De ce point de vue, l'invasion à travers la Manche offrait de plus grandes chances qu'une campagne dans la Méditerranée. Dans l'esprit pragmatique de Roosevelt, dépourvu de conscience de classe, l'importance de cet objectif immédiat primait les conséquences de la guerre, avec ses antagonismes et tensions possibles, qui inquiétaient déjà son ami anglais. Une autre circonstance, qui devait l'influencer, était la déclaration faite par Staline au début de la Conférence, dans laquelle il assurait que la Russie déclarerait la guerre au Japon dès qu'elle n'aurait plus à lutter en Europe. Quelles que fussent les raisons de Roosevelt, sa voix emporta la décision. On tomba d'accord que l'opération « Overlord » — c'était la désignation de code pour l'invasion de la France — serait exécutée au cours de mai prochain.

Ce fut le moment du triomphe suprême de Staline. Il est probable que seuls, lui et Churchill comprenaient toutes les conséquences de cette décision. L'Europe était maintenant militairement divisée en deux et derrière cette division militaire apparaissait une distinction sociale et politique. Un

1. John R. Deane, *The Strange Alliance*, pp. 42-44.

vieux rêve de la diplomatie russe, celui d'avoir le contrôle des Balkans, se réalisait.

Après avoir enregistré ce succès, Staline se relâcha et devint plus aimable. Il prit une part importante dans la discussion qui suivit, sur les conditions de l'invasion de la France. Son attitude fut d'une supériorité magnanime, celle d'un vainqueur émérite à l'égard d'alliés qui commençaient à peine leur première grande aventure. Il offrit ses conseils et fit volontiers profiter les autres de sa propre expérience. Il insista sur la nécessité d'arriver à un commandement unique pour les Anglais et les Américains, et les pressa de nommer immédiatement leur commandant en chef. Ces pressions, déclara le général Deane, « ont certainement hâté le choix du général Eisenhower¹ ». A plusieurs reprises, Staline les mit en garde contre des délais superflus et lorsque Churchill parla de la nécessité du secret, de camouflage et de manœuvres de diversion, — « un corps de garde de mensonge pour protéger la vérité » — Staline révéla quelques-unes de ses propres *ruses de guerre*. Il avait lui-même cinq mille tanks factices et deux mille faux avions, etc., dont il se servait pour tromper l'ennemi. Il promit, et c'était le plus important, de lancer de puissantes offensives pour soutenir les Alliés occidentaux lorsqu'ils attaqueraient le continent.

Le rejet des plans militaires de Churchill ne fut cependant pas le seul succès militaire de Staline. Le second fut un accord privé entre les Trois Grands sur la frontière russo-polonaise. Les ministres des Affaires étrangères, qui venaient de se réunir à Moscou, n'étaient arrivés à aucun accord à ce sujet. Mais aussi bien Roosevelt que Churchill sentaient qu'il était à présent inutile de conseiller, comme ils l'avaient fait plus tôt, de remettre un règlement du conflit russo-polonais jusqu'à la Conférence de paix. L'Armée Rouge s'approchait rapidement de la Pologne orientale et il était sûr qu'elle l'incorporerait à nouveau à l'Union Soviétique. Incapable de s'opposer à cette annexion, Churchill préféra apparemment la consacrer à l'approbation alliée. Ce fut lui qui proposa que les Trois Grands devaient reconnaître la ligne Curzon comme la nouvelle frontière entre la Pologne et la Russie. Staline accepta volontiers, car, abstraction faite de certaines rectifications mineures, cette ligne appelée du nom du ministre des Affaires étrangères britannique, qui l'avait proposée en 1920, laissait tous les territoires contestés à l'Union Soviétique. Roosevelt approuva la proposition, mais il essaya encore de laisser à la Pologne la ville de Lwow.

Les avantages que Staline s'était assurés ne pouvaient pas ne pas le remplir d'une satisfaction ironique. Il devait s'interroger avec une certaine curiosité pour comprendre les motifs de Churchill. Il est vrai qu'il avait opposé à Churchill une argumentation difficile à réfuter : en 1941, les puissances occidentales avaient accueilli les soviets comme alliés, tels qu'ils étaient, avec leurs frontières, et les puissances occidentales ne pouvaient s'attendre au fait que lui, Staline, consente à une diminution de son territoire après une victoire si chèrement acquise. Cet argument fut exactement celui des Polonais. Selon eux, les Anglais avaient conclu une alliance avec une Pologne dont les territoires annexés par la Russie faisaient encore partie, et prétendaient avoir le droit de demander aux Anglais de ne pas aider à les priver de leurs territoires. Enfin, disaient-ils, la Pologne était

un plus ancien allié que la Russie. Les demandes polonaises n'avaient que peu de poids en comparaison du déplacement considérable de forces qui venait de se produire sur le front oriental. Ce n'est pas que Churchill n'inclinât purement et simplement devant la force. Il crut arrêter l'expansion communiste sur la ligne Curzon. C'est elle qui devait constituer la nouvelle frontière entre les deux systèmes politiques et sociaux qui s'opposaient. Il recula devant Staline pour mieux pouvoir l'arrêter à une ligne qui, à ce moment-là, paraissait une solide ligne de défense. Il espérait qu'à l'ouest de la ligne Curzon, le gouvernement polonais de Londres, dont il connaissait les sentiments anticommunistes, réussirait à s'établir et il insista auprès de Staline pour que ce dernier reprenne ses relations diplomatiques avec ce gouvernement, maintenant que les puissances occidentales ne contestaient plus les droits de la Russie. Churchill avait également espéré qu'il arriverait, par la persuasion et la contrainte, à décider les Polonais de Londres à accepter la nouvelle frontière, sachant qu'autrement Staline n'engagerait même pas de discussions avec eux.

Staline devait être convaincu que Churchill ne réussirait pas à convaincre le gouvernement polonais de Londres et que lui, Staline, serait alors libre de patronner un autre gouvernement polonais. Il estimait que les puissances occidentales, ayant une fois reconnu la ligne Curzon, en tant que frontière, seraient, par la logique de leur propre position, obligées d'accepter le gouvernement polonais qui, à son tour, accepterait cette frontière. Peu de temps avant la Conférence de Téhéran, il avait déclaré aux communistes polonais vivant en Russie qu'il accueillerait favorablement la constitution d'une organisation politique en Pologne qui, bien que n'étant pas encore un gouvernement rival, disputerait la prétention aux émigrés de Londres, de parler au nom de la Pologne. Cette organisation, le Conseil National Polonais, a été en fait formée dans la Pologne occupée par les Allemands un mois après Téhéran. Le jeu compliqué au sujet de la Pologne n'était pas encore terminé.

Etant tombés d'accord sur le deuxième front et la ligne Curzon, les Trois Grands échangèrent leurs opinions, à titre privé, sur l'avenir de l'Allemagne. Cette discussion fut vague et hâtive, et tellement superficielle qu'il semble qu'aucun des participants ne se soit rendu compte de la grande controverse qui se préparait. Les trois chefs de gouvernement semblaient être d'accord sur les grandes lignes pour une paix « carthaginoise », bien que ce fût Staline qui se prononça le plus fermement en sa faveur.

Vers la fin de la Conférence, la tension et les animosités qui avaient marqué ses débuts semblaient évanouies. En fêtant le soixante-neuvième anniversaire de Churchill, Staline porta un toast à « son grand ami ». A l'occasion d'une autre cérémonie, il reçut des mains de Churchill une épée d'honneur envoyée par le Roi pour la ville de Stalingrad. Roosevelt raconta plus tard qu'il a vu, à cette occasion, des larmes dans les yeux de Staline, lorsque celui-ci, dans une étrange attitude héritée de la chevalerie romantique, s'inclina pour embrasser l'épée¹.

Ses larmes ne semblent pas correspondre à son caractère, mais il se peut que Staline ait été submergé par l'émotion. Ce fut certainement un étrange moment dans sa carrière, car qui aurait pu prévoir qu'un jour viendrait

1. *Ibid.*, p. 43.

1. Frances Perkins, *The Roosevelt I Knew*, p. 71.

où Sa Majesté Britannique honorerait une ville russe, baptisée du nom du fils d'un serf géorgien, un ancien détenu de la prison de Bakou, déporté en Sibérie, et disciple de Lénine? Et qui aurait prédit que le disciple du Grand Apostat n'aurait pas répudié cet honneur?

Le 1^{er} décembre, les chefs des trois gouvernements quittèrent Téhéran. Avant leur départ, ils publièrent une déclaration commune, soulignant leur accord complet. Le monde n'apprit rien de l'âpre controverse qui avait précédé l'accord, car de pareilles indiscrétions sont peu concevables au centre d'une guerre. Les Trois Grands déclaraient solennellement : « Nous sommes arrivés ici avec espoir et détermination. Nous nous quittons comme amis en fait, en esprit et dans nos buts. »

L'année 1944 apporta à Staline un succès militaire après l'autre. A son début, les Russes se battaient encore pour rompre le blocus allemand de Léninegrad. Vers la fin, c'est eux qui assiégèrent la garnison allemande de Budapest.

Au cours de l'année, l'Armée Rouge a été engagée dans une série continue d'opérations offensives — « les dix coups », les appelait Staline — et, vers le milieu de l'année, les Alliés débarquaient en France. D'énormes masses d'hommes étaient immobilisées dans la bataille sur le front oriental, des extrémités septentrionales jusqu'aux extrémités méridionales de l'Europe et le front se déplaça irrésistiblement vers l'Ouest. Le déroulement des campagnes se comprend par une simple énumération des offensives principales : en janvier, le blocus de Léninegrad fut levé et les Russes menaçaient, par Novgorod, la côte de la Baltique; en février et en mars, après avoir déjà pris Kiev, ils avançaient du Dniéper au Bug, et jusqu'au Dniester; au début du printemps, la lutte se déplaça encore vers le Sud, où les Allemands furent expulsés de la Crimée et d'Odessa; en juin, au moment où commençait l'invasion de la France, la lutte se déplaça encore une fois de l'extrémité sud vers sa frange septentrionale et la Finlande fut mise hors de combat; en juin et juillet, l'Armée Rouge libéra Vitebsk et Minsk, et avança jusqu'au Niémen et à la Vistule; en juillet et août, elle continua d'avancer en Pologne méridionale, le long des Karpathes; en août, elle occupa la Roumanie, aida une révolte dans ce pays, et avança vers la Bulgarie et la Hongrie; en septembre et octobre, la lutte principale eut lieu de nouveau dans le Nord, vers la Finlande, l'Esthonie et la Lithuanie; puis le centre des opérations se déplaça de nouveau vers le Sud, vers les Karpathes et au delà, jusqu'en Hongrie et en Slovaquie.

Vers le début de l'année, l'Armée Rouge s'était déjà assuré une supériorité considérable au point de vue des effectifs et de l'armement, et cette supériorité s'accrut progressivement. Il est significatif, pour Staline, que même maintenant, il ne s'abandonna pas à l'illusion de la *Blitzkrieg*, comme Hitler l'avait fait jadis. Il n'essaya aucune de ces offensives spectaculaires qui, en débordant l'ennemi, auraient jeté la confusion dans ses rangs et peut-être achevé sa résistance, mais qui auraient également dangereusement allongé les propres lignes de l'attaquant et exposé ses flancs. Même à ce moment, lorsque la victoire s'approchait visiblement, il restait d'une prudence têtue. Au cours de cette année, il déplaça le centre du combat du nord vers le sud, de l'arrière vers l'avant, avec une régularité, une puissance et une prudence étonnantes, comme un boxeur qui, systématiquement,

travaille son adversaire par des coups multiples, sans espérer qu'un seul le jette à terre. Par cette tactique, il obligea Hitler à essayer de prévenir ses mouvements, à déplacer sans cesse ses réserves, pour colmater de nouveaux trous, à tenter constamment de s'opposer à de nouvelles menaces et à s'épuiser au cours de cette lutte. Les « dix coups » furent coordonnés et calculés avec une précision d'horloger, preuve de l'habileté et du travail systématique du nouvel état-major de Staline, contrastant radicalement avec l'inefficacité et la confusion de 1941¹.

Chacun des succès majeurs de l'Armée Rouge créa de nouvelles situations politiques qui restaient à résoudre, et c'est à leur solution que Staline se consacra en laissant, avec une confiance grandissante, la conduite des campagnes militaires à ses maréchaux et à ses généraux. Dans les premiers jours de janvier, l'Armée Rouge traversa la frontière russo-polonaise et la crise polonaise entra dans une phase aiguë. Le gouvernement polonais de Londres réclamait le droit d'administrer les territoires qui revenaient sous contrôle soviétique, mais Moscou refusa cette exigence. Désireux de calmer cette divergence publique entre les deux gouvernements alliés, le secrétaire d'Etat américain Cordell Hull offrit une médiation américaine. Cette offre déplut apparemment à Staline, qui estimait qu'après Téhéran les puissances occidentales ne devaient pas mettre en doute son droit de contrôler la Pologne orientale, ni autoriser les Polonais à le lui disputer. A ses yeux, il n'y avait pas lieu à médiation.

Il manifesta son irritation d'une manière détournée. Un rapport obscur fut publié à Moscou, qui accusa les Anglais de négocier une paix séparée avec les Allemands, derrière le dos de la Russie². Cette accusation faite

1. Nous expliquerons en quelques mots l'aspect matériel de la supériorité russe. Au cours de cette guerre, la Russie devait lutter contre des armées allemandes, qui, en gros, étaient deux fois aussi nombreuses et puissantes que celles qui l'avaient battue au cours de la première guerre mondiale. Le succès russe a été rendu possible, d'abord par l'industrialisation rapide des provinces orientales, industrialisation qui fut en grande partie effectuée au cours de la guerre, selon des plans prévus pendant le temps de paix. La production industrielle des provinces qui ne se trouvaient pas sous l'occupation allemande était en moyenne de 40 % de la production totale soviétique. Leur production fut doublée entre 1942 et 1945. La production des usines d'armement de l'Est augmenta de 5 à 6 %. En moyenne, 30.000 tanks et voitures blindées, et près de 40.000 avions, ont été produits chaque année, entre 1943 et 1945. (Au cours de la première guerre mondiale, la Russie ne produisait presque rien au point de vue de l'armement.) La production annuelle de canons était maintenant de 120.000, alors qu'elle fut de moins de 4.000 de 1914 à 1917. 450.000 mitrailleuses produites en Russie ont été livrées à l'Armée Rouge contre 9.000, produites sous les Tsars. 5 millions de fusils, c'est-à-dire cinq fois autant que pendant la première guerre mondiale, ont été produits chaque année. (Cf. A. I. Notkin, *Ocherki Teorii Sotsialisticheskovo Vosproizvodstva*, pp. 272-273.) L'Armée Rouge avança de la Volga jusqu'à l'Elbe en luttant principalement avec des armes produites en Russie même. Les armes livrées par les puissances occidentales constituaient un supplément utile, et parfois vital. Mais les camions qui portaient les divisions russes au cœur de l'Allemagne provenaient surtout de l'Amérique, du Canada et de la Grande-Bretagne; plus de 400.000 camions ont été livrés à la Russie par le Prêt-Bail. Ce fut également le cas de la plupart des bottes, avec lesquelles l'infanterie se fraya un chemin jusqu'à Berlin, à travers la boue, la neige et le sable des plaines de l'Europe orientale. Un pourcentage considérable de l'habillement et des conserves était également livré à titre du Prêt-Bail. On pourrait résumer *grosso modo* en disant que la puissance de feu de l'Armée Rouge provenait de l'intérieur du pays, tandis que ses moyens de locomotion furent largement importés.

2. Ce rapport a été publié dans la *Pravda*, le 17 janvier 1944.

si peu de temps après Téhéran était d'autant plus blessante pour les Anglais qu'ils venaient, il y avait à peine quelques semaines, de rejeter des ouvertures de paix de Himmler, chef de la police hitlérienne. Il est peu vraisemblable que Staline ait pu ignorer ce refus¹. Il est probable que cette insulte visait à inquiéter les Anglais et les Américains, qui devaient se demander si Staline ne cherchait pas une excuse pour négocier une paix séparée. Staline mit ses Alliés en face de cette menace. A ce moment-là, elle était feinte, mais on ne peut dire avec certitude que Staline ne l'aurait pas exécutée sous certaines circonstances. Lorsque ses armées s'approchèrent des frontières de 1941, il était naturel que lui, ou quelqu'un de son entourage, ait pu se demander si le moment n'était pas venu de s'arrêter, de faire halte à ce terrible carnage et de négocier la paix. Koutousov n'avait-il pas pressé Alexandre I^{er} de cesser la poursuite de la Grande Armée aux frontières de la Russie, au lieu de continuer la guerre pour le plaisir de cette « maudite île anglaise, que lui, Koutousov, désirait voir engloutir par les flots² » ? D'un autre côté, Staline, tout comme Alexandre I^{er}, désirait ardemment que ses troupes entrassent triomphalement dans la capitale ennemie, et comme Alexandre, il ne désirait pas laisser de répit à l'ennemi. Nous ignorons si un membre du Politburo ou de l'état-major général a osé lui souffler le conseil de Koutousov. Mais nous pouvons concevoir que sa détermination de détruire le III^e Reich aurait faibli s'il avait eu des raisons de croire qu'il aurait pu gagner plus par une paix séparée que par une victoire commune avec les Alliés. Qu'il n'ait pas eu raison de le croire, les puissances occidentales devaient, à plusieurs reprises, lui en fournir la preuve.

Il rejeta l'offre d'une médiation occidentale entre la Russie et la Pologne, non seulement parce qu'à son point de vue la décision sur la frontière polonaise avait été définitivement prise à Téhéran, mais il défendit encore le principe que ses alliés ne devaient pas intervenir dans des affaires qui, toujours à son point de vue, ne concernaient que la Russie et ses voisins. L'Europe orientale devait être une zone d'influence russe.

C'est à ce stade, dans les mois qui suivirent la Conférence de Téhéran, que les projets d'une division de l'Europe en deux zones devinrent de plus en plus explicites. L'idée était dans l'air même avant Téhéran. Des hommes politiques et des journalistes, dans les pays alliés, avaient discuté la possibilité d'un condominium des trois grandes puissances alliées. Chacune d'elles devait disposer d'une influence prépondérante dans son propre domaine, vu que les grandes puissances seules avaient assez de pouvoir pour gagner la guerre et défendre la paix. A Téhéran, Roosevelt soumit à Staline un projet analogue, le projet « des quatre agents de police » — les Etats-Unis, la Russie, la Grande-Bretagne et la Chine — qui devaient maintenir l'ordre mondial. Les pensées des diplomates alliés se référaient à la Sainte-Alliance, qui régna sur l'Europe après les guerres napoléoniennes, et à l'expérience plus récente de Versailles, car, malgré ses apparences démocratiques, la dernière conférence de paix avait été également dominée par le concert des grandes puissances. Les diplomates de Staline étudiaient les traités secrets qui avaient été conclus par les gouvernements russes pré-

révolutionnaires et qui avaient été publiés et dénoncés par Lénine. Un traité anglo-russe de 1907 avait divisé la Perse en deux zones séparées : il y avait également le Traité de Londres de 1915, dans lequel les Anglais avaient accepté l'annexion de Constantinople, des Détroits et de la Thrace par la Russie, qui devait également dominer les Balkans. Si les Anglais, devaient se dire les diplomates de Staline, avaient été prêts à récompenser la Russie tsariste pour sa contribution infiniment moins effective à la guerre commune, pourquoi priveraient-ils la Russie de Staline de la même récompense, ou du moins de sa plus grande partie ?

Le concert des puissances victorieuses dans le passé devait son unité relative au fait que les gouvernements avaient appartenu à la même classe sociale ou avaient représenté des intérêts sociaux parallèles, qu'ils parlaient le même langage ou au moins des idiomes très voisins les uns des autres, et étaient donc liés par une certaine solidarité. Ce qui était nouveau et déconcertant dans l'expérience actuelle, c'est qu'elle fut conçue par des hommes qui représentaient des intérêts opposés et des principes divergents. Ce qui était le plus paradoxal, c'est que le Premier Ministre britannique, l'ennemi juré du communisme, en était le promoteur le plus convaincu.

La première proposition, plus ou moins officielle, sur les zones d'influence, parvenait apparemment du gouvernement soviétique en juin 1944¹. Les Anglais proposaient que la Roumanie et la Bulgarie fassent désormais partie de la zone d'influence russe, tandis que la Grande-Bretagne aurait le contrôle de la Grèce. Staline accepta volontiers. Maintenant, comme en 1939, ce ne fut pas lui, mais son partenaire qui prit à sa charge la responsabilité compromettante de tracer ces zones. Il voulait cependant savoir s'il s'agissait d'une initiative propre à Churchill. Il se demandait si Roosevelt allait endosser cet accord. Mais maintenant Roosevelt ne voulait plus s'engager et refusait en fait de tirer les conséquences de sa propre attitude à Téhéran, qui permit à l'armée russe de devenir le maître exclusif des Balkans. Churchill, au contraire, avait tiré les conséquences de son échec à Téhéran en faisant son possible pour sauver la Grèce de la main des Russes. Mais Roosevelt n'éleva aucune objection explicite et Staline considéra comme un fait acquis qu'en vertu de l'accord de juin 1944, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis avaient concédé la plus grande partie des Balkans à l'U. R. S. S. En octobre 1944, lorsque Churchill et Eden se rendirent à Moscou, cet accord fut confirmé et même élargi. Au cours de ces entretiens, les deux Premiers et leurs ministres fixèrent d'une façon presque absurde le pourcentage de leurs parts respectives dans les Balkans. Selon un rapport de l'ambassadeur américain à Moscou à son secrétaire d'Etat, ils tombèrent d'accord que la Russie dominerait à environ 75-80 % la Roumanie, la Bulgarie et la Hongrie, et que la part de la Grande-Bretagne serait d'environ 20-25 %. En Yougoslavie, les deux partenaires devaient exercer leur influence moitié moitié².

En juin 1944, on prétendit encore que cette division en zones d'influence n'avait aucune signification politique et qu'il s'agissait exclusivement d'un accord militaire. En octobre, cependant, les partenaires ne cachaient plus le caractère politique de leurs arrangements. Confidentiellement, ils tom-

1. *The Memoirs of Cordell Hull*, vol. II, p. 1573.

2. E. Tarlé, *Napoléon*, p. 248, et *Istoria Diplomatii*, vol. I, p. 373.

1. *The Memoirs of Cordell Hull*, vol. II, pp. 1451 et suiv.

2. *Ibid.*, p. 1458.

bèrent d'accord que « si les Anglais croyaient nécessaire de prendre des mesures militaires pour maîtriser des désordres internes en Grèce, les Soviétiques n'interviendraient pas. En revanche, les Anglais reconnaissaient le droit aux Soviétiques d'avoir la responsabilité principale du maintien de l'ordre en Roumanie¹ ». Staline ne pouvait douter quelle sorte de « désordres internes » était visée par Churchill. Les Anglais venaient de débarquer en Grèce, où les partisans de l'E. L. A. S., dirigés par des communistes, contrôlaient virtuellement le pays. Churchill prévoyait la guerre civile et s'y préparait. Staline manifesta ainsi en fait qu'il se désintéressait du destin de la gauche grecque. Le *quid pro quod* — la promesse que les Anglais n'interviendraient pas en Roumanie — démontra que Churchill se désintéressait du destin de la droite roumaine.

Ce fut donc un marchandage parfait — certains diront parfaitement cynique — s'il en fut jamais, et il embrassa évidemment certains autres pays. L'ayant accepté, Churchill et Staline surprirent le monde par le zèle avec lequel ils défendirent leurs actes mutuels, et par l'admiration indiscutable avec laquelle chacun faisait l'éloge de l'autre. « Ce qui est étonnant, disait Staline peu de temps après la visite de Churchill, ce n'est pas que les divergences « entre les Alliés » existent, mais qu'il y en ait si peu et qu'elles soient résolues pratiquement dans chaque cas dans un esprit d'unité et de coordination... Une indication encore plus flagrante, ajouta-t-il, se trouve révélée par les récents entretiens à Moscou avec M. Churchill... et M. Eden... qui se déroulèrent dans une atmosphère d'amitié et dans un esprit de parfaite unanimité². »

Churchill retourna le compliment : « Le Maréchal Staline et les chefs soviétiques, déclara-t-il devant la Chambre des Communes, désirent maintenir une amitié et une égalité honorables avec les démocraties occidentales... Je sens que leurs paroles les lient. Je ne connais aucun gouvernement qui tienne plus fermement à ses obligations, même à contre-cœur, que le gouvernement soviétique. Je refuse d'une manière absolue d'engager ici une discussion sur la bonne foi des Russes. » Churchill avait d'excellentes raisons pour faire cette déclaration car, lorsque, en décembre 1944, la guerre civile éclata en Grèce, la presse et la radio soviétiques ne trouvèrent pas un seul mot de sympathie pour les partisans grecs, qui appartenaient tous à des mouvements de gauche. Ce silence « énigmatique » et persistant prouva que Staline se lavait les mains du destin de ces hommes. Ce fut le sommet de son amitié avec Churchill. « Une bonne affaire, de bons amis, beaucoup d'avenir; une affaire excellente, de très bons amis. »

Il ne faut pas croire que les termes de cet accord étaient clairement définis et que Staline ait jamais exprimé ouvertement son consentement pour la suppression du communisme en dehors de la zone russe, ou qu'il ait manifesté son intention d'établir son propre régime à l'intérieur de sa zone. Les conséquences n'étaient certainement pas aussi claires, ni dans son esprit ni dans celui de Churchill et, en dépit de tout, les deux partenaires se méfiaient encore suffisamment l'un de l'autre pour devenir trop explicites. Le terme même de « zone d'influence » ne semble jamais figurer dans les accords officiels. Leur langage n'est qu'allusion, suggestion, insi-

nutions. Presque chaque déclaration de leur politique contenait la clause macro-sainte de la « non-intervention dans les affaires intérieures » des autres pays. Pourtant, à la suite de la guerre, chaque pays était intervenu dans les affaires intérieures d'un pays où il avait des intérêts militaires. Les Anglais et les Russes étaient intervenus conjointement en Perse pour écarter son gouvernement pro-allemand. Les Anglais étaient intervenus en Egypte et en Irak, les Russes en Pologne et dans tout autre pays dont ils avaient pourtant solennellement promis de respecter l'indépendance. Les Américains étaient intervenus en France dans les controverses entre Darlan, Giraud et de Gaulle; en Italie dans les discussions entre Victor-Emmanuel, Badoglio et l'opposition et ailleurs aussi. « J'espérais... persuader la Russie, écrivit Cordell Hull, d'accepter une politique de coopération et de non-intervention », et c'est pour cette raison qu'il s'opposa à l'Accord de Chapultepec en mars 1945, « par lequel les républiques américaines s'engageaient en fait à intervenir militairement, dans leurs territoires respectifs, dans un certain nombre de circonstances ». « Si nous avions accepté cette nouvelle politique d'intervention, la Russie aurait disposé de plus d'excuses pour intervenir dans les Etats voisins et nous aurions eu moins de raisons pour nous opposer à ces agissements¹. » Mais, malgré l'opposition de Cordell Hull, l'acte de Chapultepec était bien représentatif de la politique américaine. Staline, « l'homme sans illusions », considéra l'intervention de chacun des Trois Grands dans les affaires intérieures des pays se trouvant dans leur zone d'influence comme une certitude, intervention dictée partiellement par des nécessités militaires, et qui se servait des nécessités militaires comme excuse.

Staline s'efforça de montrer qu'il n'intervenait nullement dans les sphères d'influence anglaise et américaine. Il n'était cependant pas en mesure de faire cette démonstration. En Europe occidentale, et spécialement en France et en Italie, les partis communistes avaient gagné, au cours de la guerre, un prestige et une autorité considérables, surtout en raison de leur participation importante dans la Résistance. Malgré la dissolution du Komintern, ils considéraient toujours Moscou comme leur maître. C'est ainsi que Staline continua de disposer d'une influence puissante et croissante dans l'orbite des puissances occidentales². Peu de temps après la libération de la France, il s'était servi de son influence de façon calculée pour satisfaire l'opinion conservatrice et pour en finir avec les craintes et les suspicions que Churchill ou Roosevelt pouvaient avoir. Ce fut certainement sur son inspiration que les partis communistes français et italiens se comportaient avec une modération extraordinaire et pleine d'abnégation. Pour la première fois dans leur histoire, et en dépit de leur propre programme, qui leur interdisait de participer à l'administration bourgeoise, ils firent partie des gouvernements basés sur une large coalition nationale. Bien qu'ils fussent, à ce moment-là, les partis les plus forts dans leurs pays, ils se contentèrent d'occuper dans ces gouvernements des places de moindre importance. Ils ne pouvaient pourtant pas espérer s'emparer, par ce moyen, du pouvoir, et en fait ils en furent écartés presque sans effort par les autres

1. *The Memoirs of Cordell Hull*, vol. II, pp. 1466-1467.

2. Staline lui-même devait être surpris par l'augmentation de l'influence communiste en Europe occidentale. Pendant la guerre, il avait déclaré une fois que le peuple français se rangeait derrière Pétain. (Cf. Robert E. Sherwood, *Roosevelt and Hopkins*, p. 777.)

1. James F. Byrnes, *Cartes sur table*, p. 53.
2. J. Staline, *War Speeches*, p. III.

partis. L'armée et la police restaient entre les mains des conservateurs ou, en tout cas, de partis anticommunistes. L'Europe occidentale devait rester le domaine du capitalisme libéral.

Parfois, Staline manifesta sa nouvelle attitude avec un mépris des apparences tel qu'il choqua même les socialistes de gauche et les libéraux les plus modérés. Ce fut le cas, en mars 1944, — c'est-à-dire avant que l'accord sur les sphères d'influence soit intervenu — lorsqu'il reconnut le gouvernement italien du maréchal Badoglio. Les partis italiens de gauche et du centre exigeaient encore la démission de Badoglio, conquérant de l' Abyssinie et homme de paille du roi Victor-Emmanuel. Staline renforça la position de Badoglio à l'égard de ces opposants. Peu de temps après, *Izvestiya* conseilla à la gauche italienne, qui demandait l'abdication du roi discrédité, de remettre à plus tard ses critiques envers la dynastie. Beau coup plus tard encore, les députés communistes à la Constituante italienne votèrent pour la prolongation du Pacte du Latran, que Mussolini avait conclu avec le Vatican, accordant ainsi, malgré l'opposition socialiste et libérale, une position dominante dans la vie intellectuelle du pays au clergé catholique. En France, le parti communiste s'aligna derrière le général de Gaulle — manifestant parfois une très légère mauvaise humeur — dont les ambitions dictatoriales, l'attitude antimarxiste et les amitiés cléricales étaient depuis longtemps manifestes.

Staline ne donna pas non plus l'impression de vouloir patronner une révolution dans les pays de la zone soviétique. Les propagandistes communistes se servirent dans ces pays d'un langage nationaliste et même clérical. Le roi Michel de Roumanie fut laissé sur le trône, et il fut même décoré d'un des ordres militaires russes les plus élevés pour sa participation dans le complot qui provoqua la rupture de la Roumanie avec l'Allemagne. Les généraux soviétiques et les chefs communistes locaux rendirent hommage au clergé orthodoxe dans les pays balkaniques. En Pologne, ils courtisèrent le clergé catholique. On ne parlait pas encore de la socialisation de l'industrie et on entreprit simplement la réforme agraire, nécessaire depuis bien longtemps.

Au printemps 1944, Staline fit une tentative étrange de réconciliation avec le Pape, tentative accompagnée d'un épisode de farce pure. Le 28 avril 1944, il reçut au Kremlin un visiteur étrange, le Révérend S. Orlemanski, de Springfield, dans le Massachusetts, un prêtre catholique américain, d'origine polonaise. Ce prêtre, une âme simple, ignorant les embûches de la politique, avait quitté sa paroisse tranquille et était venu à Moscou, croyant avoir une mission à accomplir. Il voulait apporter sa contribution personnelle à deux réconciliations « historiques » : la première entre le Kremlin et le Vatican, la seconde entre la Russie et la Pologne. Pendant quelques jours, ce brave homme fut en vedette. A l'étonnement général, il ne fut pas seulement reçu par Staline, mais il eut encore l'occasion de s'entretenir avec lui en privé, à deux reprises, pendant de longues heures. Orlemanski, qui n'avait pas été autorisé par l'Eglise à entreprendre des négociations, et qui avait même quitté sa paroisse sans la permission de son évêque, obtint une déclaration solennelle, écrite de la propre main de Staline, dans laquelle le maître du Kremlin offrait sa collaboration au maître du Vatican¹. Il lais-

sait à Orlemanski le droit d'en user à sa discrétion. Orlemanski, en possession de ce document prodigieux, retourna dans sa paroisse, où son évêque l'accusa violemment de rupture de discipline ecclésiastique et le menaça d'excommunication. L'infortuné prêtre eut une crise nerveuse et se retira dans un couvent pour faire pénitence pour ses extravagances. C'est ainsi que finit la grande tentative de réconciliation entre le Kremlin et le Vatican. Cet incident jette une lumière comique sur la maladresse naïve dont Staline fait souvent preuve en dépit de toute son intelligence aiguë, son astuce et sa perspicacité occasionnelle. On le vit alors, le grand dictateur, éloigné de son propre peuple, d'un accès difficile, même pour les diplomates les plus importants, un de ces trois hommes et, à ce moment-là, presque leur chef, qui décidaient de l'avenir du monde — on le vit alors, au cœur d'une grande offensive, s'enfermant avec un fantasiste inconnu pour adresser, par son intermédiaire, une importante déclaration politique au monde. S'il avait voulu, Staline aurait pu entrer en contact avec le Pape par l'intermédiaire de n'importe quel homme politique catholique éminent, ou il aurait pu s'adresser aux bons offices des gouvernements alliés. Il se peut qu'il ait été plus désireux de manifester sa propre modération que de chercher la paix avec le Vatican. Mais même ainsi, il n'avait pas besoin de cet incident comique qui, pour quelques jours, fit de lui la risée du monde entier. L'incident était néanmoins significatif de la politique droitrière et opportuniste de Staline dans cette période.

A la même époque cependant, Staline arriva à obtenir le consentement de ses alliés à deux principes hâtivement définis, qui devaient guider la vie politique dans la zone russe. En premier lieu, il recevait toute liberté d'intervenir contre des partis pro-nazis et fascistes, afin d'établir un ordre démocratique dans les pays voisins de la Russie; en second lieu, on décida que les gouvernements de ces pays devaient avoir un comportement « amical à l'égard de la Russie¹ ». Pour la première fois, Staline appliqua ses principes dans le cas de la Pologne, préoccupation principale de l'activité diplomatique alliée dans la dernière année de la guerre. Il avait l'intention de peser sur ses alliés occidentaux afin qu'ils abandonnent le gouvernement polonais de Londres, comme non démocratique et ne faisant pas preuve d'attitude amicale à l'égard de la Russie. La façon dont Staline, le dictateur par excellence, accordait ou refusait maintenant le certificat de bonne conduite démocratique à d'autres personnes, était extrêmement grotesque, à l'égal des visages graves et des gestes solennels avec lesquels les Alliés participaient à cette exhibition étrange, afin de sauvegarder l'apparence d'un intérêt démocratique commun au seuil de la Grande Alliance. Il serait, cependant, erroné de décrire l'action de Staline comme une simple astuce, bien que cet élément ait dû y avoir une part importante. En dehors du fait qu'il croyait fermement servir un but profondément démocratique, la force de son argumentation résidait dans le fait que le gouvernement polonais de Londres était effectivement une coalition mêlée de paysans mi-conservateurs, de socialistes modérés et de certaines personnes qu'aucun

1. A son retour de Moscou au mois d'octobre, Churchill dit devant la Chambre des Communes : « Nous n'avons jamais faibli dans notre décision de voir la Pologne restaurée et forte... libre de décider de ses institutions sociales... quelles que soient celles que choisisse le peuple, pourvu, dois-je ajouter, qu'il n'adopte pas des tendances fascistes et qu'il ne refuse pas d'être un ami loyal de la Russie. »

critère, qu'il soit « occidental » ou « oriental », ne pouvait qualifier de démocrates. La fleur de son administration était composée de partisans des dictateurs polonais Pilsudski et Rydz-Smigly. Il était encore plus important de voir que les membres de ce gouvernement, qu'ils fussent démocratiques ou antidémocratiques, étaient, à quelques exceptions près, hantés par cette russophobie, qui constituait un penchant héréditaire de toute politique polonaise, penchant renforcé par les souffrances que les Polonais, qui s'étaient trouvés aux mains de Russes, avaient subies depuis 1939. Pour dire la vérité, de tous les partis politiques polonais, seuls les communistes avaient une attitude amicale à l'égard de la Russie¹. Staline a utilisé cette russophobie pour justifier l'appui qu'il avait accordé, dès l'entrée de l'Armée Rouge en Pologne proprement dite, au Comité National Polonais de Libération, dans lequel les communistes et les socialistes de gauche s'étaient assuré une influence décisive. Mais même après avoir institué ce Comité, les relations de Staline avec les Polonais restèrent pour le moins anormales, comme il en ressort de l'épisode suivant. Parmi ses protégés polonais, se trouvaient des hommes qui avaient été relâchés des prisons et des camps de concentration russes seulement après 1941. A l'occasion d'une réception qu'il offrit en l'honneur du Comité de Libération, il se tourna vers un de ces chefs, un vieux socialiste de gauche, qui avait été persécuté avant la guerre en Pologne, et lui demanda : « Combien d'années as-tu passées en prison, camarade ? » C'était la question-type d'un ancien prisonnier politique à un autre. « A quelles prisons pensez-vous ? dit le Polonais. Aux prisons polonaises ou aux prisons soviétiques ? — Plus vite nous oublierons les prisons russes, répliqua Staline, mieux ce sera pour nos deux nations ! »

En patronnant ce Comité, Staline imposa à Churchill et à Roosevelt un choix délicat. S'ils étaient d'accord sur le principe que seul un gouvernement amical à l'égard de la Russie pouvait être toléré en Pologne, alors ils devaient reconnaître l'existence de ce Comité ; si, au contraire, ils rejetaient ce principe, ils pouvaient continuer à soutenir les Polonais qu'ils avaient défendus jusqu'à présent. D'abord, ils essayèrent d'éviter cette alternative et d'exercer une pression sur Staline pour qu'il négociât avec Stanislaw Mikolajczyk, le chef des paysans conservateurs qui, depuis la mort de Sikorski, présidait le gouvernement polonais de Londres. Mikolajczyk était un des très rares hommes politiques polonais émigrés, prêt à marchander, sinon à accepter, la ligne Curzon. Vers la fin de juillet 1944, Mikolajczyk se rendit à Moscou pour apprendre, à son arrivée, que le gouvernement russe venait justement de reconnaître officiellement le Comité de Lublin. Ayant installé, par un acte d'intervention radicale, un gouvernement de son choix en Pologne, Staline prétendit refuser désormais d'intervenir dans les affaires intérieures de la Pologne et conseilla à Mikolajczyk de s'entendre avec les « Polonais de Lublin ».

Au milieu de ces marchandages intervint un événement tragique dans lequel le rôle de Staline apparaît extrêmement ambigu et même sinistre.

1. Il était significatif de l'attitude du gouvernement polonais de Londres, et spécialement de son incompréhension totale du changement intervenu dans la balance du pouvoir international, qu'il protestât auprès des gouvernements alliés contre l'entrée des armées russes en Roumanie, Hongrie et Slovaquie. (J. Ciechanowski, *Defeat in Victory*, p. 227.)

Le 1^{er} août 1944, une insurrection armée contre les Allemands éclata à Varsovie. Les insurgés étaient dirigés par des officiers, commandés par le gouvernement polonais de Londres. L'Armée Rouge s'était rapidement approchée de Varsovie et les chefs de la révolte avaient cru, par erreur, que la garnison allemande allait évacuer la ville. Les insurgés étaient animés par le désir de libérer leur capitale grâce à leurs propres efforts. Leur chef, pourtant, s'était rendu coupable d'une grave erreur politique ; il avait donné l'ordre d'agir sans essayer d'établir un contact ou de coordonner la révolte avec le commandement de l'armée russe. Entre parenthèses, le commandant de cette armée russe était un Polonais, le maréchal Rokossovski. Le malentendu provint, évidemment, de la situation politique ; les chefs du soulèvement espéraient qu'ils contrôlèrent la capitale avant l'entrée des Russes ou, en cas d'échec, qu'ils exerceraient une pression morale sur les Russes, afin qu'ils reconnaissent les exigences politiques de ceux qui avaient contribué à expulser les Allemands.

Il apparut bientôt que le moment choisi pour l'insurrection était désastreux. Les armées de Rokossovski étaient arrêtées par les Allemands sur la Vistule, et elles furent même rejetées derrière le fleuve. La garnison allemande, loin d'évacuer la capitale, tourna toute sa puissance et sa fureur contre les insurgés. Une bataille sinistre et désespérée commença, au cours de laquelle les Polonais luttèrent avec un héroïsme unique, tandis que les Allemands se vengèrent en brûlant et en détruisant, maison par maison et rue par rue, la ville de Varsovie jusqu'à ce qu'elle ait cessé d'exister. Les Polonais demandèrent secours et Mikolajczyk s'adressa à Staline. L'attitude de celui-ci fut particulièrement étrange, pour ne pas dire plus : d'abord, il prétendit ne pas croire les bruits d'un quelconque soulèvement à Varsovie et crut à un *canard* ; puis il promit son secours, sans pourtant le donner. Jusqu'à ce point, il serait toujours possible de donner une interprétation charitable de son attitude. Il se peut, et il est même très probable, que Rokossovski, repoussé par les Allemands, était incapable de venir en aide aux insurgés et que Staline, qui venait juste d'entreprendre de grandes offensives sur le secteur méridional du front, dans les Carpathes et en Roumanie, ne pouvait changer ses dispositions stratégiques pour soutenir ce soulèvement inattendu. Mais alors il commit un acte qui fit frémir d'horreur l'opinion des pays alliés : il refusa aux avions britanniques partant de leurs bases, qui se proposaient de parachuter des vivres et des armes aux insurgés, le droit d'atterrir sur les aérodromes russes, derrière les lignes, et réduisit ainsi l'aide britannique au minimum. Plus tard, des avions russes apparurent sur la ville en flammes pour apporter leur aide, mais il était trop tard. Il n'est pas facile de savoir ce que Staline espérait gagner au moyen de cette démonstration de dureté. La tragédie de Varsovie accrut les sentiments russophobes en Pologne et choqua même les admirateurs occidentaux de Staline. Il est difficile d'imaginer quel calcul politique, fût-il le plus cynique, motiva cette attitude. Il était inspiré par une de ces rancœurs sans scrupules et par une de ces malveillances dont il avait donné tant de preuves durant la grande épuration.

Lorsque Staline, Churchill et Roosevelt se rencontrèrent à Yalta, en février 1945, la victoire était à leur portée. Ils savaient que seul un désaccord pouvait l'empêcher. Ce désaccord fut en fait le seul espoir de Hitler,

lisant et relisant l'histoire de Frédéric le Grand, qui échappa miraculeusement à la défaite dans la guerre de Sept ans, lorsque la discorde s'éleva au sein de ses ennemis. Les trois chefs alliés, désireux d'infliger l'ultime coup à l'ennemi, souhaitaient écarter toutes les divergences entre eux.

Staline n'était plus le seul vainqueur, comme c'était le cas à Téhéran. Les Anglais et les Américains étaient au Rhin, mais la supériorité militaire russe était encore incontestable. Sur l'Oder, l'Armée Rouge préparait son attaque contre Berlin. Un événement qui se produisit une quinzaine de jours avant la Conférence de Yalta semblait encore souligner cette supériorité russe. Les Allemands avaient lancé leur dernière contre-offensive dans les Ardennes et, pendant un moment, on put croire qu'ils parviendraient à rompre le front anglo-américain. Le 14 janvier, le maréchal de l'Air Tedder, le second de Eisenhower, arriva à Moscou pour demander à Staline d'entreprendre une offensive russe pour obliger les Allemands à retirer quelques-unes de leurs troupes d'Occident. Staline accepta cette requête. Trois jours plus tard, l'Armée Rouge entra à Varsovie et avança de la Vistule à l'Oder. Lorsqu'il rencontra ses hôtes à Livadia, la résidence d'été des Tsars, près de Yalta, marquée encore par la ruine et la désolation de batailles récentes, Staline se rendit compte de l'importance de la contribution russe à la victoire, et ses hôtes ne purent que lui manifester leur gratitude.

Dans leurs pensées, les Trois Grands espéraient toujours prolonger leur entente actuelle après la guerre et considéraient l'avenir sous l'aspect d'un condominium ou de sphères d'influence. Cependant, plus la guerre approchait de sa fin, plus leurs réserves mentales, leurs doutes et leurs craintes s'accroissaient. Chaque partenaire fit des concessions à l'autre, tout en cherchant des garanties pour lui-même. A chaque accord, il souhaitait ajouter une échappatoire; à chaque pas, des considérations militaires empiétaient ou s'opposaient à des intérêts sociaux ou à des principes idéologiques. Une fatalité semblait obliger les Trois Grands à adopter un expédient militaire après l'autre, et chacun de ces expédients contenait les germes de désaccords et de rivalités futurs.

Leur état d'esprit est illustré par un curieux dialogue qui eut lieu à Yalta entre Staline et Churchill, au cours d'une discussion sur les statuts de l'O. N. U. La discussion portait sur les clauses prévoyant le droit de veto, que les grandes puissances désiraient réserver pour elles-mêmes dans le Conseil de Sécurité de cet organisme. Staline, plus affirmatif que ses partenaires, désirait rendre ce droit absolument rigide, en l'assurant contre toute tentative de déviation ou d'affaiblissement. Churchill fit remarquer vaguement que l'organisme devrait être capable d'agir contre une grande puissance qui viserait à la domination mondiale. « J'aimerais demander à M. Churchill, répliqua Staline, de désigner la puissance qui pourrait tenter de dominer le monde. Je suis sûr que la Grande-Bretagne ne désire pas dominer le monde. Une des puissances est donc déjà exempte de suspicion. Je suis sûr que les Etats-Unis ne le désirent non plus. De telle sorte qu'une seconde puissance est déjà exclue de ces pays qui désirent dominer le monde. — Puis-je répondre? interrompit Churchill. — Dans une minute, répliqua Staline, impatient de terminer son argumentation. Le danger dans l'avenir est la possibilité d'un conflit entre nous-mêmes. » Il mit ainsi à jour les conséquences implicites de l'attitude de Churchill, car il était

visible que Churchill suspectait la Russie et désirait rendre les statuts des Nations Unies aussi vexatoires que possible pour l'U. R. S. S. Churchill, quelque peu embarrassé par l'intervention de Staline qui mettait les points sur les i, répondit qu'aussi longtemps qu'eux trois, qui avaient mené conjointement la guerre, seraient en vie, il n'y aurait pas danger de conflit. Mais que feraient leurs successeurs? Cependant, Staline n'était pas encore tranquille. Il rappela à ses hôtes un grief russe de vieille date : en 1939, pendant la première guerre russo-finlandaise, la S. D. N. avait cloué la Russie au pilori et l'avait expulsée de son sein. Le même organisme, qui n'avait jamais levé un doigt contre Hitler et n'avait jamais rien fait contre aucun acte d'agression... Non, à l'avenir, la Russie ne permettrait pas qu'on la traitât de cette façon¹.

Il est intéressant d'observer comment Staline, pendant cette phase de la guerre, se prononça d'une part avec la plus grande persévérance pour un condominium mondial des Trois Grands, s'opposant à toute suggestion qui tendait à diminuer les chances de cette possibilité, et comment, d'autre part, chacun de ces pactes trahit sa crainte et sa suspicion à l'égard des partenaires éventuels de la Russie dans ce condominium. Lorsque Churchill et Roosevelt proposèrent de donner à la France une part dans le contrôle de l'Allemagne, il s'y opposa, car « la France avait ouvert ses portes à l'ennemi ». C'était un de ses arguments de base que la place qu'une nation devait occuper en temps de paix devait être proportionnée à la force dont elle avait fait preuve et aux sacrifices qu'elle avait consentis au cours de la guerre. Il est évident que ce principe favorisait la Russie plus que nulle autre nation, car aucun pays n'avait consenti de sacrifices comparables au sien. Lorsque Churchill remarqua ironiquement que les Trois Grands formaient « un club très exclusif, car le droit d'entrée était représenté par au moins cinq millions de soldats ou leur équivalent² », Staline a dû penser avec amertume que le droit d'entrée payé par la Russie avait dépassé de loin les cinq millions de soldats morts. Il s'opposa avec fermeté à toute suggestion qui aurait permis aux petites nations de s'opposer aux grandes puissances dans la future organisation internationale, car il devait craindre que les grandes puissances auraient pu inciter les petits pays contre la Russie. Il insista même pour que les Nations Unies aient une force armée propre, et spécialement une force aérienne internationale, qui aurait des bases dans de nombreux petits pays³. Cette proposition, bien que rejetée par les Etats-Unis, semblait prouver sa confiance dans la solidarité des Trois Grands. Mais peu de temps après, toujours hanté par la peur que la Russie puisse être mise en minorité au sein des Nations Unies, il demanda que l'Ukraine et la Russie Blanche soient admises à l'O. N. U. et qu'elles disposent d'un droit de vote. C'est surtout pour appuyer cette demande qu'il procéda, en février 1944, à une réforme constitutionnelle, par laquelle il abolit, au moins nominalement, le principe essentiel de sa propre constitution de 1924 et remplaça l'Union des Républiques Soviétiques par une sorte de Fédération, qui permit à chaque

1. James F. Byrnes, *Cartes sur table*, pp. 36-37.

2. *Ibid.*, p. 25.

3. J. Staline, *War Speeches*, p. 114, et *The Memoirs of Cordell Hull*, vol. II, p. 1682.

république en faisant partie de disposer d'un propre ministre des Affaires étrangères et d'une armée propre¹.

Il est difficile d'éviter de réfléchir sur le contraste entre la gravité et les antagonismes sous-jacents et la futilité et la petitesse des marchandages auxquels ces problèmes donnèrent lieu. Des chefs de gouvernement, des ministres, des ambassadeurs ont marchandé pendant des mois sur le vote de l'Ukraine et de la Russie Blanche, comme si l'avenir de la paix avait vraiment dépendu d'elles. A Yalta, Staline obtint ce qu'il avait désiré. Mais même de son propre point de vue, il n'avait rien gagné, sauf peut-être la satisfaction d'un caprice, car, en échange, il accepta que les Etats-Unis disposent également de trois voix aux Nations Unies, un droit dont les U. S. A. n'ont pas profité. En fin de compte, avec un singulier manque d'humour, les Trois Grands en appelèrent de Yalta à tous les Etats du monde pour qu'ils déclarent la guerre à l'Allemagne avant le 1^{er} mars 1945, c'est-à-dire après que la guerre était pratiquement gagnée, afin qu'ils puissent être admis à la Conférence de San-Francisco, qui allait jeter les fondements de l'O. N. U. Après le 1^{er} mars, la caisse serait fermée.

L'histoire complexe et fascinante de tous ces tractations et marchandages, et de toutes les controverses et parloies qui continuèrent à Yalta et à Potsdam ne saurait être racontée ni même résumée ici. La nature de la solidarité des Trois Grands était telle qu'elle rendait possible de prendre des décisions conjointes et de les exécuter d'une façon relativement aisée, lorsqu'il s'agissait d'un intérêt militaire majeur et immédiat; mais lorsqu'on s'éloignait de cet intérêt, ils trouvaient beaucoup plus rarement une base commune. A Yalta, ils élaborèrent des plans sur l'avance de leurs armées et délimitèrent les parties de l'Allemagne qui devaient être occupées par chacune d'elles, mais ils n'essayèrent même pas de prévoir les conséquences de la division de l'Allemagne en quatre zones et esquissèrent à peine ses aspects constitutionnels et économiques. Il convient d'ajouter que leur solidarité était due de moins en moins à leurs intérêts militaires communs en Europe et de plus en plus à la fraternité d'armes qu'ils prévoyaient pour la guerre contre le Japon. Dès 1943, Staline avait promis de se joindre à cette guerre. A Yalta, il s'engagea à y entrer trois mois après la fin des hostilités en Europe. Ni Roosevelt ni Churchill n'avaient encore confiance dans le résultat des expériences sur la bombe atomique, expériences qui devaient être gardées strictement secrètes, même aux yeux des Russes. Ils n'étaient pas sûrs de pouvoir vaincre le Japon facilement sans l'aide de la Russie, et ils firent ainsi à Staline des concessions, non seulement en Asie, mais également en Europe, qu'ils auraient difficilement consenties autrement.

Quels étaient les intérêts de Staline dans la guerre du Pacifique? Son alliance avec la Grande-Bretagne et ses accords avec les Etats-Unis n'obli-

geaient pas la Russie à intervenir en Asie. La guerre contre le Japon n'était pas non plus populaire au sein du peuple russe, qui considérait le Japon comme l'allié de son ennemi, mais non son propre ennemi, et qui était beaucoup trop fatigué d'une guerre pour en désirer une autre. Si, néanmoins, Staline décida de s'engager dans cette nouvelle aventure, il le fit étant persuadé que les risques étaient extrêmement limités. Tandis que Churchill et Roosevelt croyaient qu'ils pourraient encore avoir à conduire une campagne longue et coûteuse en Extrême Orient, Staline supposa que ses troupes ne devraient se battre que pour trois ou quatre mois au maximum¹. Il joua pour un enjeu défini. Son but était de regagner pour la Russie tout ce qu'elle avait cédé au Japon par le traité de Portsmouth, conclu après la guerre russo-japonaise de 1904-1905. A Yalta, il conclut un arrangement ultra-secret avec Roosevelt, qui rendait à la Russie non seulement les voies ferrées de la Chine orientale, cédées au Japon il y a une dizaine d'années, mais encore la partie méridionale de l'île de Sakhaline, les îles Kuriles ainsi que Port-Arthur². A son peuple et devant le monde, Staline décrit cette guerre comme la revanche russe de 1904-1905 : « La défaite des troupes russes en 1904, déclara-t-il dans sa proclamation après la capitulation japonaise, avait laissé d'amers souvenirs dans l'esprit de mon peuple. C'était comme une tache noire sur notre pays. Notre peuple croyait et espérait que le jour viendrait où le Japon serait écrasé et cette tache effacée. Nous autres de la vieille génération, nous avons attendu quarante ans ce jour³. » Les paroles de Staline contredisaient tous les faits historiques, car les hommes de l'ancienne génération, les Bolcheviks, les Mencheviks et même les libéraux, s'étaient réjouis de la défaite du tsarisme en 1915. « La bourgeoisie européenne a ses raisons d'être effrayée. Le prolétariat a des raisons de se réjouir. » C'est ainsi que Lénine avait commenté la défaite russe à Port-Arthur. « Le désastre qui s'est abattu sur notre pire ennemi ne signifie pas seulement que le jour de la liberté russe est plus proche, il annonce également de nouveaux soulèvements révolutionnaires du prolétariat européen⁴. » A ce moment-là, Staline lui-même s'était adressé aux ouvriers de Tiflis dans le même esprit, bien que d'une façon un peu moins explicite, lorsqu'il déclara, dans une proclamation : « Ouvriers du Caucase, le temps de la revanche est arrivé⁵. » Sa nouvelle conception de l'histoire, sa récente découverte de la tristesse qu'une humiliation passée avait infligée à la Russie, s'insérait pourtant dans l'esprit traditionaliste de sa politique. Il apparut maintenant à la côte du Pacifique comme jadis à la côte baltique, en tant que rassembleur des terres russes, l'héritier du patrimoine tsariste. C'est dans ces termes qu'il présenta ses aspirations à Roosevelt et à Churchill, niant toute ambition révolutionnaire en Asie. Il n'allait pas élaborer seulement, de concert avec les Etats-Unis, un plan de contrôle exclusif sur le Japon, mais à Potsdam il alla jusqu'à désavouer les communistes chinois qui luttèrent contre Tchang-

1. Un motif secondaire de cette réforme pouvait être le désir de Staline de céder au sentiment nationaliste des Républiques frontalières, spécialement de l'Ukraine. Au fur et à mesure que l'Armée Rouge pénétra dans ces Républiques, la propagande patriotique spécifiquement russe fut atténuée en faveur d'un patriotisme soviétique plus large, embrassant toutes les nationalités de l'Union Soviétique. La renaissance du traditionalisme russe stimula certainement des tendances nationalistes analogues parmi les petites nations de l'U. R. S. S.

1. John R. Deane, *The Strange Alliance*, p. 264.

2. Ce fut le destin de Franklin D. Roosevelt de défaire l'œuvre de Théodore Roosevelt, qui surveilla les négociations qui conduisirent au traité de Portsmouth en 1907.

3. *Bolchevik*, n° 16, août 1945.

4. Lénine, *Sotchineniya*, vol. VIII, p. 32.

5. J. Staline, *Sotchineniya*, vol. I, pp. 74-83.

Kaï-Tchek en affirmant que le Kuomintang était la seule force politique capable de gouverner la Chine¹.

Quelle que soit la partie européenne ou asiatique à laquelle était consacrée la politique de Staline, nous rencontrons toujours cette étrange interaction de buts traditionalistes et révolutionnaires, qui déconcerta aussi bien ses alliés que ses ennemis. Qu'est-il donc, Staline, après tout? L'architecte d'une restauration impériale, qui exploite parfois des prétextes révolutionnaires pour atteindre ses buts, ou le promoteur d'une révolution communiste camouflant ses visées derrière les aspirations de la tradition impériale russe? Des hommes d'Etat anglais et américains réfléchirent sur ce problème et tentèrent de comprendre les motifs de Staline. La question ainsi posée présuppose qu'un seul de ces motifs est à la base de la politique de Staline et que l'autre ne fut qu'imposture. En fait, les deux aspects de sa politique sont également réels. Cette double importance allait aussi loin qu'il est permis de croire que parfois Staline, lui-même, aurait eu quelque difficulté à se reconnaître dans un seul de ces aspects. Cette dualité avait un sens trop général; car tradition et révolution menaient en fait une existence silencieuse côte à côte dans les pensées et les sentiments du peuple russe, et elle apparut d'une façon trop conséquente dans chaque activité de Staline, qu'il s'agisse de politique intérieure ou de politique extérieure, pour qu'on puisse l'expliquer comme un pur camouflage ou une attitude artificielle, bien qu'il soit sûr que Staline camouflait parfois ses actions pour égarer ses ennemis ou ses amis.

Dans les ultimes phases de la guerre, il devint presque impossible de séparer ces deux tendances de sa politique. Son aspect traditionaliste primait parfois la conduite de Staline, ses aspirations et ses méthodes d'action, et même ses gestes et caprices, pour ressembler à l'attitude, aux aspirations et aux gestes d'Alexandre I^{er} à la fin des guerres napoléoniennes. La similitude était en grande partie originale, mais il devait y avoir également une dose d'imitation délibérée; ceci fut particulièrement apparent lorsque Staline invoqua officiellement la « guerre patriotique », le nom par lequel l'épopée de 1812 est entrée dans l'histoire russe. Après la défaite de la Grande Armée, Alexandre chercha à agrandir son empire au détriment de la Prusse et de l'Autriche, — les alliés de la Russie et de la Grande-Bretagne — dont il désirait annexer les marches polonaises au royaume de Pologne. La Prusse devait être dédommée par l'annexion de la Saxe. Il suffit de substituer la Pologne à la Prusse et nous sommes en possession d'une description de la politique de Staline. Dans les rapports des diplomates anglais et américains sur leurs entretiens avec Staline, nous retrouvons plus d'un passage qui rappelle les paroles du rapport de Castlereagh sur ses entretiens avec Alexandre :

« L'Empereur insinua, écrivait le ministre des Affaires étrangères britannique de 1815, que le problème (de la Pologne) ne pouvait se terminer que d'une seule façon, vu qu'il était en possession de ce pays. Je remarquai

1. James F. Byrnes, *Cartes sur table*, p. 228. Poursuivant ses buts en Extrême Orient, Staline devait se heurter aux ambitions chinoises. Quelque temps avant la Conférence de Potsdam, Staline négocia avec le ministre des Affaires étrangères chinois T. V. Soong. Sous la pression combinée des Russes et des Américains et espérant que ses concessions allaient renforcer sa position contre l'opposition communiste, Tchang-Kaï-Tchek accepta les exigences de Staline.

qu'il était très exact que Sa Majesté Impériale était en possession de ce pays et que personne n'était disposé moins que moi à lui disputer cette possession. Mais que j'étais également sûr que Sa Majesté Impériale ne se satisferait pas de ces prétentions par une conquête qui s'opposerait au sentiment général en Europe. »

Alexandre, comme Staline, était préoccupé de l'influence russe dans les Balkans et tous deux s'efforçaient de mettre sous leur contrôle les Détroits. La tension entre la Russie et ses Alliés occidentaux était aussi aiguë en 1945 qu'elle le fut en 1815¹. La diplomatie secrète des deux chefs d'Etat, leur tactique de prendre leurs alliés par surprise, l'alternance de leur attitude parfois conciliatrice et parfois ferme, a provoqué la même confusion et le même embarras parmi leurs alliés. Leurs ministres des Affaires étrangères craignaient au même titre d'avoir à prendre des décisions et attendaient l'ordre de leurs maîtres, et éprouvèrent de la même façon la patience de leurs alliés par une curieuse méthode dilatoire. Les plaintes des hommes d'Etat anglais et américains, au sujet des caprices de Staline, trouvent leur meilleure expression dans les paroles de Byron sur Alexandre : « Il s'abandonna comme la glace fondue, pour se raidir peu après comme la gelée blanche... Il rendit noblement aux Polonais leur Parlement et dit à la Pologne belliqueuse de se tenir tranquille. »

Il est curieux de constater à quel point cette analogie peut être appliquée à des problèmes de détails. Alexandre, désireux de renforcer le prestige russe, voulait être fêté à Paris en tant que vainqueur principal. Des motifs semblables décidèrent Staline à ordonner au maréchal Joukov d'organiser une cérémonie spéciale à l'occasion de la capitulation allemande, dans Berlin occupé par les Russes, après la signature de la capitulation par les plénipotentiaires allemands au quartier général anglais et américain à Reims. Un curieux épisode de la Conférence de Potsdam permet un autre rapprochement très particulier. A son arrivée à Potsdam, Staline en effet déclara qu'il croyait Hitler vivant quelque part dans le monde. Au grand étonnement des Anglais et des Américains, il répéta cette affirmation quelques

1. Presque partout en Europe, au cours de ces trois ans, leurs politiques (de la Grande-Bretagne et de la Russie) s'affrontaient. (C'est ainsi que C. K. Webster décrit les relations russo-britanniques de 1815 à 1818 dans *The Foreign Policy of Castlereagh*, vol. II, p. 88.) Le Tsar, ou au moins quelques-uns de ses conseillers, étaient engagés dans des activités multiples qui, dans la plupart des cas, étaient hostiles à la Grande-Bretagne. Il régnait une sorte de duel diplomatique entre les deux pays, qui jouait sur un territoire très vaste. A Paris, ils étaient rivaux pour acquérir les faveurs de Louis XVIII, à Madrid, ils étaient engagés dans une lutte qui devait entraîner des conséquences importantes. En Italie et en Allemagne, la Grande-Bretagne soutenait l'influence autrichienne contre les Russes et à Constantinople régnait une divergence de vues presque ouvertement avouée. Cette lutte s'étendait sur l'Asie et la bataille pour la Perse avait déjà commencé. Il convient de rappeler que la Russie avait à jouer un rôle complètement nouveau. Avant la Révolution française, elle apparaissait encore comme une puissance semi-barbare qui n'avait pas de rapport avec l'Europe occidentale. Son influence était actuellement de première importance et allait en augmentant dans la moitié des cours européennes, et ses agents étaient en train de susciter de la discorde dans l'Occident. Il n'est donc pas étonnant que le Tsar lui-même fut souvent accusé d'hypocrisie et de dissimulation. Sa profession de foi en faveur des principes chrétiens n'était destinée, croyait-on, qu'à couvrir ses projets à longs termes pour acquérir la domination en Europe.

jours plus tard avec une conviction apparente¹. On pourrait croire qu'il ait pensé au retour de Napoléon de l'île d'Elbe et aux Cent-Jours et qu'il ait envisagé un instant que Hitler pourrait tenter un retour analogue; vu que la réapparition de Napoléon avait rétabli l'unité des vainqueurs au Congrès de Vienne, Staline semblait se servir à Potsdam du fantôme de Hitler pour retrouver un peu de cette unité entre les Alliés, qui était un peu l'œuvre de Hitler vivant.

Cependant, malgré toutes les analogies, Staline n'était pas et ne pouvait être un autre Alexandre. La situation mondiale ne lui aurait pas permis de se maintenir dans ce rôle. L'armée d'Alexandre, bien qu'elle fût la plus puissante sur le continent, n'occupait pas une Europe aussi instable et désintégrée et réduite à un vacuum, comme celle où pénétrèrent les armées de Staline. Au Congrès de Vienne, le Tsar n'avait pas seulement à compter avec une opposition venant des Britanniques, mais également de l'empire autrichien, de la Prusse et de l'empire turc, tous présents dans l'Europe centrale, orientale et méridionale. Même la voix de la France vaincue avait un poids lourd dans ce Conseil des Nations. En 1945, l'Allemagne vaincue était politiquement parlant réduite en poussière et presque toutes les autres nations continentales, vainqueurs ou vaincues, étaient à bout de souffle. A cause de ce contraste entre le vide extraordinaire et la puissance nouvellement révélée de la Russie, la personnalité de Staline brilla d'un éclat incomparablement plus fort sur l'horizon européen que celle d'Alexandre, constituant une menace plus grande pour certains et une promesse plus considérable pour d'autres.

L'horizon politique n'était maintenant plus limité à l'Europe. Le monde venait de faire l'expérience de cette polarisation étonnante du pouvoir entre la Russie et les Etats-Unis. En termes statistiques abstraits, la puissance économique de la Russie était considérablement inférieure à celle des Etats-Unis, mais à cause de sa proximité de la scène européenne, sa pression était infiniment plus effective que sa force économique l'aurait normalement permis. Il se peut que vers la fin de la guerre, Staline ait compté sur une retraite plus ou moins rapide de la puissance américaine sur le continent, et par conséquent sur un renforcement de la prédominance russe. Ceci n'est cependant pas certain, car il ne faut pas oublier que la puissance accrue de la Russie fut contrebalancée par son affaiblissement du fait des pertes prodigieuses et des ravages que son territoire avait subis, ce qui tendait à diminuer la diffusion de son influence.

A toutes ces différences entre 1945 et 1815, il convient d'ajouter l'élément révolutionnaire dans la diplomatie de Staline. Ce n'est qu'après la guerre que le Bolchevik en Staline se réaffirma avec une telle force que toute comparaison avec Alexandre s'effaça, mais sa présence était sensible déjà plus tôt, dès la période de Yalta et Potsdam. Ce fut dans les derniers mois de la guerre que l'avance de la révolution put effectivement embrasser tous les pays à l'intérieur de l'orbite russe.

Dans tous ces pays, des gouvernements furent installés, qui nominale-ment constituaient une coalition entre plusieurs partis. On y trouvait des communistes, des socialistes, des paysans, des cléricaux et même des semi-fascistes. Mais dans chacun d'eux, les communistes détenaient les deux

portefeuilles décisifs : la police et l'armée. Ils s'en servirent pour établir d'abord leur contrôle sur l'ensemble du pays, puis sur leurs propres partena-ires au sein du gouvernement, jusqu'au moment où ils purent les évincer ou les obliger de collaborer à la révolution. En réalisant ce projet, les communistes furent aidés par le fait que chacun de ces gouvernements était obligé, en vertu des termes de l'armistice et de déclarations particulières, d'épurer son administration et ses institutions politiques de tous ceux qui avaient travaillé contre la Russie, ainsi que de tous nazis, fascistes, militaristes, etc. Ils étaient également obligés d'assurer la sécurité des lignes de communication de l'armée russe dans ces pays. Ces clauses, endossées par les Alliés occidentaux, étaient suffisantes pour que Staline puisse inaugurer et diriger un processus qui, sans violer d'une façon flagrante une convention interalliée, lui permit de jeter un désarroi complet au sein des anciennes classes gouvernantes de l'Europe orientale, de les priver de leur organisation politique et de les rendre ainsi impuissantes. L'appui de ces classes se basait en fait sur certains éléments antidémocratiques et, partiellement, elles furent même compromises par leur attitude pro-allemande ou en tout cas antirusse au cours de la guerre. L'élimination des anciennes classes gouvernantes prépara le terrain pour l'ascension des partis communistes. Des groupes intermédiaires qui auraient pu défendre un gouvernement parlementaire, manquaient de toute tradition et étaient d'une faiblesse et d'une inefficacité extrêmes. Lorsque leurs rangs s'accrurent partiellement par l'adhésion des membres des anciens groupes et partis gouvernants, ce fut à leur tour de subir une épuration. Il fut rarement possible d'établir quand Staline et les communistes locaux agissaient effectivement en fonction des clauses acceptées par les Alliés occidentaux ou quand ils utilisèrent ces clauses pour un règlement de compte envers les partis et les groupes qu'ils étaient désireux de supprimer. En fait, les deux sont vrais.

A travers ces procès d'épuration en chaîne, qui continuaient encore vers la fin des années 40, se construisit le monopole des partis communistes, sans aucune intervention russe spectaculaire. C'est uniquement lorsque de véritables accidents surgirent, et spécialement dans la phase du début, que Staline autorisa une intervention russe énergique et directe. Ce fut le cas lorsque, au printemps 1945, le roi Michel de Roumanie refusa de congédier son représentant, le général Radescu, du poste de Premier Ministre, que Vychinsky, maintenant ministre des Affaires étrangères, fit son apparition à la cour roumaine et donna l'ordre au roi de changer son gouvernement dans un délai de deux heures et l'avertit que son refus serait considéré par la Russie comme une rupture de l'armistice. Grozea, un politicien pro-communiste, remplaça Radescu, et Staline, personnellement, chercha à renforcer la position du nouveau Premier en annonçant que la Transylvanie, cédée par Hitler à la Hongrie, retournerait à la Roumanie. Après un pareil acte d'intervention russe, le parti communiste local put se charger de continuer le processus entamé.

Le monde assista au spectacle d'un soulèvement social qui ne ressemblait en rien aux révolutions du passé. Au début de la Révolution russe fut le Verbe. La révolution commença par un mouvement populaire puissant et organisa pour sa défense sa propre police investie d'un pouvoir énorme. Puis le nouvel Etat succomba à son propre outil et devint un Etat policier. Dans la révolution que Staline réalisa, maintenant, dans une

1. James F. Byrnes, *Cartes sur table*, p. 68.

demi-douzaine de pays, l'ensemble du processus fut inversé. La première acquisition de la révolution, sa première base, fut la police. Contrôlée ou construite par le parti communiste, la police apparut comme le démiurge de la transformation socialiste. Pour être sûr du succès, les masses, le peuple, apparaissaient, eux aussi, sur scène pour jouer un certain rôle, mais leurs pensées et leurs sentiments ne furent jamais très clairs et on ne sut pas exactement s'ils avaient agi de leur propre gré ou s'ils furent commandés et dirigés afin qu'ils agissent selon les vœux du démiurge de l'arrière-plan.

Cette révolution hésita à proclamer ses principes et à définir ses buts. Son histoire fut une succession de manœuvres, de stratagèmes et d'astuces qui, en fin de compte, s'inséraient dans la marche de la révolution, mais qui, en eux-mêmes, étaient petits et tarés. De toutes ces astuces, aucune ne fut aussi tarée que la falsification du vote populaire : tôt ou tard, 99 % des votants durent se prononcer pour le pouvoir existant. En Russie, les Bolcheviks avaient d'abord défini leur gouvernement comme la dictature de la révolution; ils avaient écarté du pouvoir les membres des anciennes classes gouvernantes et possédantes, et introduit une loi électorale destinée à assurer la prédominance des travailleurs industriels sur la majorité paysanne. Cependant, à l'intérieur de ces limites, d'une étroitesse non dissimulée, le vote était véridique. Les amis et les ennemis de la révolution bolchevique savaient où ils en étaient et même ses adversaires durent rendre hommage à la franchise avec laquelle elle avait proclamé ses principes de classe. Les suites de la Révolution russe, qui eurent lieu maintenant en Europe orientale, visèrent une respectabilité démocratique plus élevée, en niant avec indignation qu'il y ait un rapport quelconque avec une dictature et exhibèrent avec des airs de supériorité les votes écrasants qu'elles prétendaient avoir reçus dans un scrutin général et secret. Cependant, même ses amis étaient irrités par l'hypocrisie manifeste de ces prétentions.

Pourtant, en patronnant cette étrange révolution, Staline rendit aux peuples d'Europe orientale « des services dont il est difficile de surestimer la vilenie ou l'utilité », pour paraphraser le jugement de Macaulay sur un homme d'Etat anglais. Entre les deux guerres, presque tous ces peuples avaient abouti à une impasse. Leur vie se déroulait dans une obscurité et une misère sauvages. Leur politique était dirigée par des cliques archaïques, indifférentes au retard matériel et culturel de leurs sujets, tant que leurs propres privilèges étaient assurés. Cette partie de l'Europe avait surgi de la deuxième guerre mondiale et de « l'enseignement » hideux du nazisme, dans un Etat encore plus décrépité, sauvage et impuissant. Il se pourrait fort bien que, pour tous ces peuples, le seul moyen de sortir de l'impasse ait été le coup de force que leur imposa Staline. En Pologne et en Hongrie, la réforme agraire inspirée par les communistes et exécutée peut-être d'une façon imparfaite, réalisa quand même le rêve de nombreuses générations de paysans et d'intellectuels. Dans l'ensemble de l'Europe orientale, les communistes, après avoir nationalisé les industries-clés, furent à l'origine de plans d'industrialisation et de plein emploi, ce qui était bien au-delà des ressources matérielles et de l'intelligence de l'entreprise privée nationale, manifestement pauvre de capital, d'adresse et d'esprit de risque. Avec un zèle et une ambition nouveaux, ils organisèrent l'éducation, essayant de se débarrasser de la négligence ancestrale des précédents gouvernements. Ils firent beaucoup pour calmer des vendettas nationalistes

et pour avancer la coopération entre les peuples. En un mot, ils ouvrirent devant l'Europe orientale de larges horizons sur une réforme et une progression communes. Il semblait que la Russie avait imposé à ses voisins certains de ses propres problèmes, pour expérimenter de nouvelles voies et de nouvelles méthodes de travail en commun et d'organisation sociale. Il est remarquable que, étant donné l'étendue et le caractère radical de cette révolution, Staline et ses hommes l'aient réalisée, sinon sans terreur, ni sans une longue série de coups d'Etat, du moins sans guerre civile comparable à celle qui sévissait en Grèce.

Il convient de se demander si Staline, en marchandant l'étendue de sa zone d'influence, envisageait déjà de la mettre sous un contrôle communiste exclusif. Le schéma de ces nouvelles révolutions se trouvait-il déjà dans ses pensées à l'époque de Téhéran et de Yalta? N'avait-il pris forme qu'à l'époque de Potsdam? Ses détracteurs aussi bien que ses apologistes se rencontrent sur ce point, car tous deux désirent nous y montrer une intention très aiguë et des conceptions préparées longtemps à l'avance. Cependant, les actes de Staline dévoilent de nombreuses contradictions, étranges et frappantes, qui n'indiquent en rien qu'il ait été en possession d'un plan révolutionnaire concret. Il semble plutôt qu'il n'en ait eu aucun. Voici, en effet, quelques-unes de ses contradictions les plus étonnantes. Si Staline préparait d'une façon suivie l'installation d'un gouvernement communiste à Varsovie, pourquoi refusait-il avec entêtement de faire des concessions aux Polonais au sujet de leur frontière orientale? N'en aurait-il pas été exactement de même si, par exemple, Lwow, ville polono-ukrainienne, avait été gouvernée par des communistes à Kiev ou par des communistes à Varsovie? Cette concession aurait pourtant énormément renforcé la gauche polonaise. De même, s'il avait vraiment prévu la révolution en Allemagne orientale, pourquoi avoir détaché de l'Allemagne et incorporé à la Pologne toutes les provinces allemandes à l'est de la Neisse et de l'Oder, dont l'acquisition dépassait même les rêves des Polonais? Pourquoi insistait-il en faveur de l'expulsion des populations allemandes de ces pays, ce qui ne pouvait que remplir d'amertume le peuple allemand, non seulement contre la Pologne, mais également contre la Russie et le communisme? Ses demandes de réparation payables par l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie et la Finlande, compréhensibles si l'on pense à la dévastation de l'Ukraine et d'autres territoires soviétiques, ne pouvaient cependant que nuire à la cause communiste dans ces pays. Ceci est encore plus vrai pour les exigences de Staline concernant les demandes de liquidation de l'industrie allemande. Déjà à Téhéran, sinon plus tôt, il laissa entendre qu'il remettrait un projet dans ce sens et, à Yalta, il proposa que 80 % de l'industrie allemande soient démantelés dans les deux ans qui suivraient l'armistice; il ne changea rien à cette demande à Potsdam¹. Il ne pouvait pas ne pas s'apercevoir que ce projet, aussi chimérique que condamnable, aurait, s'il avait été exécuté, entraîné la dispersion de la classe ouvrière allemande, la principale, sinon la seule force sociale à laquelle le communisme aurait pu s'adresser et dont il pouvait escompter le soutien. Aucune de ces politiques successives ne saurait être interprétée par aucun effort d'imagination, comme une marche vers la révolution.

1. James F. Byrnes, *Cartes sur table*, pp. 26-27.

Par chacun de ces gestes, au contraire, Staline érigea des barrières considérables contre elle. Ceci semble confirmer notre conclusion que, même vers la fin de la guerre, ses intentions étaient extrêmement contradictoires, pour ne pas dire plus.

Mikolajczyk raconte une curieuse conversation qu'il eut avec Staline, en août 1944. Non sans quelque astuce paysanne, l'homme d'Etat polonais chercha à sonder Staline sur ses plans concernant l'Allemagne et lui dit que les prisonniers allemands, capturés par les Polonais, auraient dit qu'après la guerre l'Allemagne adhérerait au communisme et allait, comme Etat communiste le plus puissant, gouverner le monde. Staline, continua Mikolajczyk, répondit avec indignation que « le communisme allait à l'Allemagne comme une selle à une vache ». Cet aphorisme méprisant exprime certainement l'humeur de Staline. Il est parfaitement dans la ligne de l'ensemble de sa politique à l'égard de l'Allemagne, spontanée, organique et en concordance avec son ancienne méfiance, que nous connaissons déjà, à l'égard du communisme en Europe occidentale et s'accordait si bien avec tout ce qu'il dit et fit en ces jours qu'il ne pouvait s'agir d'un pur bluff tactique.

Ce fut, en fait, à l'occasion du problème allemand que le conflit entre le nationalisme et l'esprit révolutionnaire, chez Staline, se manifesta le plus clairement. Nous pouvons dire que ce fut le côté nationaliste et anti-révolutionnaire qui prédomina pendant longtemps. « Il serait naïf de croire, dit-il peu de temps avant Yalta, que l'Allemagne ne tentera pas de restaurer son ancienne puissance et de lancer une nouvelle agression... L'histoire nous montre qu'une courte période, quelque vingt ou trente ans, sont suffisants à l'Allemagne pour se remettre d'une défaite et pour reconstruire sa puissance ¹. » Il s'était servi du même argument à Téhéran avec la seule différence qu'alors il avait prévu le rétablissement allemand pour une période infiniment plus courte ². Il répéta les mêmes arguments à presque chacun de ses nombreux visiteurs au Kremlin et semblait obsédé par la pensée d'une revanche future de l'Allemagne. Lorsqu'il parla de la nécessité d'union entre les grandes puissances en temps de paix, il se référait toujours à ce danger. Il en fit de même lorsqu'il proposa de détruire l'industrie allemande, de changer les frontières allemandes, de détacher l'Autriche de l'Allemagne ou d'établir un gouvernement pro-russe en Pologne, « ce corridor que traversent les Allemands pour entrer en Russie ». Dans son souci d'assurer la sécurité russe à l'égard de l'Allemagne, il utilisait le même langage que Foch, Clemenceau et Poincaré avaient utilisé après la première guerre mondiale, le langage des conservateurs qui projettent le passé dans le futur et ne voient l'avenir qu'en termes de compétition, de luttes et guerres entre les nations. Ses avertissements au sujet d'une revanche allemande « dans vingt ou trente ans » allaient de pair avec sa conviction formelle qu'« en vingt ou trente ans, l'Allemagne sera toujours une nation capitaliste et impérialiste, parce que, apparemment, « le communisme lui « allait comme une selle à une vache ».

S'il avait découvert une seule chance de faire une révolution communiste en Allemagne, il n'aurait pas dû se prononcer en faveur d'une paix punitive.

1. J. Staline, *War Speeches*, p. 113.

2. Robert E. Sherwood, *Roosevelt and Hopkins*, pp. 786-787.

En parlant comme il le fit, il parla indiscutablement au nom de la Russie. Il n'est pas exagéré de dire que toute la Russie espérait que le jour de la victoire serait le jour du Jugement dernier pour l'Allemagne, et que ce Jugement serait prononcé par les victimes de l'Allemagne. Les idées internationalistes et le sentiment de solidarité avec une classe ouvrière étrangère — dans la mesure où de pareils sentiments n'avaient pas été balayés par le flot nationaliste — n'avaient pas cours envers une nation ennemie, car il semblait que la classe ouvrière allemande n'avait rien fait pour prévenir l'agression de Hitler ou esquiver une révolte contre elle. Il est exact que le sentiment nationaliste en Russie avait été violemment stimulé par les propagandistes et par le « Mort à l'envahisseur allemand » de Staline lui-même, qu'il répétait jour après jour. Sans cette propagande, la passion nationaliste n'aurait pas gravi ces sommets de fureur, qu'elle atteignit vers la fin de la guerre. Il convient d'ajouter que la cause et l'effet étaient largement enchevêtrés. Même sans propagande nationaliste, les atrocités allemandes, les exécutions en masse de femmes et d'enfants, le travail forcé, la dévastation préméditée des campagnes et des villes, auraient élevé la voix plus fort qu'elle. Les soldats qui avancèrent de Stalingrad jusqu'à Berlin, virent tout cela, en traversant le désert fait par les Allemands. En tant que vainqueurs, ils voulurent exercer leur fureur sur les vaincus. Ils espéraient que leur gouvernement allait reconstruire la Russie avec l'aide de l'industrie et du travail allemands, et détruire la possibilité pour l'Allemagne d'entreprendre une nouvelle guerre. Quand, enfin, ils hissèrent le drapeau rouge sur les ruines du Reichstag, ils symbolisèrent le triomphe de la Russie révolutionnaire sur l'Allemagne et non pas le triomphe de la révolution en Allemagne.

Cette haine effrayée des Russes contre l'Allemagne s'avéra pourtant d'une grande utilité politique lorsque la guerre tira à sa fin. Elle inspira une peur panique en Allemagne, et prolongea la résistance allemande. Vers la fin, les troupes de Hitler luttaient avec infiniment plus de ténacité à l'Est qu'à l'Ouest. Staline eut une preuve incontestable de ce fait lorsque en mars 1945 le feldmaréchal Kesselring, commandant en chef de l'armée allemande en Italie, fit sa première proposition de capitulation de toute son armée, aux Anglais et aux Américains. Staline devint inquiet lorsqu'il apprit les négociations anglo-américaines avec Kesselring, et retrouva le réflexe de son ancienne peur d'une paix séparée entre les puissances occidentales et l'Allemagne ¹. Peu après, au mois d'avril, il fit halte à la propagande nationaliste déchaînée, pour intimer à ses propagandistes d'insister sur sa propre déclaration, presque oubliée, selon laquelle « des Hitler vont et viennent, tandis que la nation allemande et l'Etat allemand demeurent ² ». Cette tentative pour atténuer la peur des Allemands à l'égard des Russes vint cependant trop tard. Au cours des derniers jours de la guerre, des masses de soldats allemands, saisis de panique et d'un sentiment de cul-

1. John R. Deane, *The Strange Alliance*, p. 104. James F. Byrnes, *Cartes sur table*, p. 56.

2. C'est à ce moment-là que George Alexandrov — alors chef de la propagande du Parti — attaqua dans la *Pravda* Ilya Ehrenburg, pour ne pas avoir distingué, dans ses articles, entre les nazis et les Allemands non nazis. Ehrenburg avait été l'écrivain favori des soldats et ses articles paraissaient quotidiennement dans *Krasnaya Zvezda*, l'organe de l'Armée Rouge.

pabilité, fuirent devant les Russes et se rendirent aux Anglais et aux Américains, tandis que les représentants allemands essayaient de conclure un armistice avec les puissances occidentales, mais non avec la Russie. Plein de suspicion, Staline observait ces manœuvres, et lorsque enfin il put annoncer la capitulation allemande, il pouvait à peine cacher sa propre surprise et son soulagement en voyant que la Wehrmacht avait capitulé également devant la Russie¹. Les événements des dernières semaines de la guerre révélèrent le terrible fossé entre l'Allemagne et la Russie, que Hitler et Staline, chacun à sa façon, et à un degré d'importance différent, avaient creusé, un fossé que ni la diplomatie habituelle ni la politique révolutionnaire ne seront capables de combler pendant de longues années qui suivront la guerre².

La politique étrangère de Staline n'apparaît donc pas comme le résultat d'un plan préconçu, mais comme la résultante de pressions intérieures et extérieures contradictoires. Maintenant, comme si souvent dans le passé, l'influence des événements sur lui fut infiniment plus puissante que son influence sur les événements. Nous avons vu certaines nécessités intérieures qu'il dut suivre. Les pressions extérieures se sont manifestées dans cette longue série de conflits interalliés qui remplirent les mois entre Yalta et Potsdam et se firent jour dans des controverses acerbes, à Potsdam même. Malgré l'accord sur les zones d'influence, et malgré le silence de Staline sur la guerre civile en Grèce, les puissances occidentales protestèrent contre l'intervention russe en Roumanie et contre l'évolution en Pologne et en Yougoslavie. Des désaccords au sujet de l'O. N. U., dissimulés superficiellement à Yalta, apparurent à nouveau. Staline manifesta son mécontentement en refusant une demande de Roosevelt proposant que Molotov assiste à la Conférence de fondation des Nations Unies, à San-Francisco. (C'est seulement après la mort de Roosevelt, le 12 avril 1945, que Staline, désirant faire un geste amical à l'égard du nouveau Président américain, consentit à la présence de Molotov, pour augmenter la solennité de la Conférence de San-Francisco.) Dans ces jours, Staline sentit indiscutablement que ses alliés tentaient de le déloger de certaines positions qu'ils lui avaient préalablement concédées, et c'est une déception sincère qui lui fit avouer à Harry L. Hopkins, lorsque celui-ci lui rendit visite, pour la dernière fois, un peu plus tard, que « même si les Russes étaient un peuple simple, l'Occident commettait souvent l'erreur de les prendre pour des fous³ ».

Le condominium des Trois Grands se désorganisait avant d'avoir pris

1. J. Staline, *War Speeches*, p. 136.

2. C'est en grande partie pour ces raisons que le Comité de l'Allemagne libre, formé à Moscou après la bataille de Stalingrad, se révéla d'une inefficacité totale au point de vue propagande. Le rôle que Staline avait assigné à ce Comité, présidé d'abord par le général Seydlitz, puis également par le feldmaréchal von Paulus, fut l'objet de longues spéculations craintives parmi les alliés occidentaux. On crut que ce Comité allait former le noyau d'un gouvernement allemand patronné par les Russes. En fait, il s'agissait simplement d'une tentative de propagande, qui tourna court. Ce Comité devait s'adresser surtout à l'opinion conservatrice allemande, et pour cette raison, il parla non seulement un langage non révolutionnaire, mais se servit également du drapeau de l'empire des Hohenzollern.

3. James F. Byrnes, *Cartes sur table*, p. 62. Robert E. Sherwood, *Roosevelt and Hopkins*, p. 894.

forme. Il serait vain d'essayer d'établir lequel des Alliés fit le premier pas décisif pour s'en éloigner. À travers le labyrinthe des récriminations et des versions contradictoires, il est difficilement possible de trouver le premier qui avait rompu les engagements qui étaient tellement vagues et contenants tant d'incertitude qu'en se référant au texte, chaque partie peut justifier sa conduite. Les divergences fondamentales entre les Alliés ne pouvaient qu'amener une des deux parties ou les deux à abandonner des engagements mutuels. Dans ce mariage de convenance, la pensée de l'inévitabilité du divorce se trouvait dès le début à l'arrière-plan de la pensée de chaque partenaire. Et presque dès le début, chaque partie devait peser les avantages que ce divorce assurerait, ou les inconvénients qu'il entraînerait au moment de la séparation.

L'accord sur les zones d'influence, bien que certains de ses aspects aient pu séduire ses auteurs, était assez peu dans l'ordre des choses pour provoquer immédiatement des regrets et des arrière-pensées. Il n'était en effet pas naturel que les chefs du capitalisme libéral accordent autant de gains territoriaux aux Soviétiques. Même si Churchill ou Roosevelt avaient complètement écarté leurs propres scrupules, ils ne pouvaient ignorer ceux d'une partie importante de l'opinion publique. Les conservateurs restaient, en effet, opposés à la révolution sociale en Europe orientale et les démocrates maintenaient leur aversion contre l'Etat policier avec lequel ils identifiaient la révolution et demeuraient fermement opposés à des arrangements avec Staline. Ces accords devaient paraître aussi bizarres à d'importantes parties de l'opinion publique soviétique, qui, aussi inarticulée qu'elle soit, exerce quand même une pression par de nombreuses voies détournées. Le silence des éditorialistes de la presse de Moscou sur la guerre civile grecque et la modération extraordinaire des partis communistes français et italien ont pu intriguer certains Bolcheviks, mais il s'agissait toujours d'affaires lointaines. Ce qui se passait cependant plus près d'eux, dans les pays occupés par les Russes, leur paraissait infiniment plus vital. Aux troupes d'occupation ou au moins à des officiers et à des hommes pensant politique, ainsi qu'aux membres actifs du Parti, et aux Komsomols à l'intérieur du pays, il devait paraître intolérable que l'ordre capitaliste survive dans des pays que l'Armée Rouge avait libérés, et à quel prix, des nazis. Ce peuple qui, en dépit de certaines tendances traditionalistes récentes, avait été élevé dans et pour le socialisme, devait-il maintenant devenir le gardien du capitalisme dans ces pays? Du même capitalisme qui avait projeté l'Europe vers le nazisme, et qui, si on lui permettait de se rétablir, ne pourrait conduire l'Europe à rien de mieux, car le nazisme et le fascisme n'étaient pas seulement des aberrations accidentelles de l'histoire européenne, mais avaient exprimé la nature même de la société capitaliste agonisante. Que les vainqueurs devaient maintenant défendre cet ordre qui leur était toujours hostile et dont ils ne pouvaient de nouveau attendre qu'hostilité ne leur paraissait pas seulement paradoxal, mais aurait signifié à leurs yeux l'échec le plus misérable de leur grande « guerre de libération ».

Staline ne pouvait ignorer ces pensées. Au début, il ne désirait apparemment que les satisfaire à moitié. Il patronna l'idée de la « démocratie populaire ». L'ordre à établir dans les pays de la Russie ne devait être ni capitaliste ni socialiste, mais se trouver à mi-chemin entre les deux. À la lumière des événements ultérieurs, on avait souvent soutenu que cette

devise n'était faite que pour jeter de la poudre aux yeux de la bourgeoisie et que, dès les premiers jours, le but de Staline avait été la soviétisation de ces pays. La notion de la « démocratie populaire », distincte du système soviétique et de la dictature du prolétariat, avait été cependant prise très au sérieux pendant un certain temps par les chefs du parti communiste, et discutée sérieusement par les premiers théoriciens politiques russes *pro foro interno*¹. Staline lui-même, souvenons-nous-en, avait été élevé dans la croyance à un système qui ne devait être ni pleinement socialiste ni pleinement capitaliste. C'est cette théorie qui se cachait derrière la formule de la dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie, qu'il avait défendue jusqu'en 1917, et qu'il avait avancée à nouveau de 1925 à 1927, lors de la discussion sur la Révolution chinoise. Vers la fin de la guerre, et pendant quelque temps après sa conclusion, cette idée avait apparemment de nouveau gagné du terrain dans son esprit.

De son point de vue, la justification principale de ce système intermédiaire, qu'il tentait d'expérimenter, était la possibilité, qu'il aiderait, à préserver le condominium des Trois Grands. Cet espoir devait s'évanouir. Les « démocraties populaires » éveillaient trop de souvenirs révolutionnaires et portaient trop distinctement la marque de leur créateur pour obtenir l'approbation des puissances occidentales. Elles créèrent cette tension et cette friction que Staline désirait éviter. Ceci le fit penser que les puissances occidentales désiraient rétablir les anciens partis et groupements antirusses aux frontières mêmes de la Russie et écarter la Russie de l'Europe. L'idée que telle était leur intention paraissait également plausible aux traditionalistes russes et aux Bolcheviks. Après les guerres napoléoniennes, en effet, les puissances occidentales étaient désireuses de priver la Russie des positions et de l'influence qu'elle venait juste d'acquérir. Ce fut aussi leur tactique, après le traité de San-Stefano, lorsqu'elles privèrent les Russes, au Congrès de Berlin, en 1878, de leur maîtrise sur les Balkans. L'ambition de Staline fut de ne pas permettre que la Russie soit repoussée une fois de plus. Dans le passé, l'étendue de son influence en Europe avait été plus ou moins éphémère et son influence dans les Balkans avait augmenté ou diminué avec la conjoncture politique, car, sous le Tsar, cette influence n'était pas et ne pouvait être ancrée dans la structure sociale des pays que la Russie considérait comme son intérêt suprême de garder sous son contrôle. La slavophilie et la religion orthodoxe ne suffirent pas à créer ces liens. Cette fois-ci, l'ascendance de la Russie pouvait se baser sur un caractère durable, en se fondant sur la révolution et la transformation de la structure sociale de l'Europe orientale, qu'aucune pression ou intrigue diplomatique ne pouvait renverser. Lorsque les divergences entre la Russie et ses alliés s'élargirent et devinrent plus tendues, Staline pencha de plus en plus à abandonner ses expériences de régimes intermédiaires et à réduire la « démocratie populaire » à une pure façade, destinée à dissimuler le monopole communiste du pouvoir. Chaque pas dans cette direction accrut évidemment encore la tension entre la Russie et les Alliés occidentaux.

A Yalta, Staline insista auprès de Churchill pour que ce dernier explicite

1. Cf. la discussion sur ce sujet dans *Gosudarstvo i Pravo*, 1947, *Mirovaya Khozyaistvo i Mirovaya Politika* (supplément spécial) et dans E. Varga, *Izmeneniya v Ekonomike Kapitalizma*, pp. 14, 291.

ses allusions sur la puissance qui pouvait rechercher la domination mondiale, et Churchill parla alors des conflits qui pouvaient surgir entre les successeurs des trois chefs du temps de guerre. A Potsdam, on se servit d'un langage déjà moins allusif. Ce fut là que Churchill, se plaignant de la situation des représentants britanniques à Bucarest, jeta à la face de Staline ces mots : « Une barrière de fer s'est abaissée autour d'eux. » Cette barrière de fer est devenue plus tard le rideau de fer, le leitmotiv et le symbole d'une controverse infiniment plus importante. « Des contes de fées », répliqua Staline. Attaqué sur sa politique en Roumanie, Bulgarie et Yougoslavie, il répliqua en critiquant les Anglais pour leur politique royaliste en Grèce, sur laquelle il avait gardé précédemment le silence. Mais il abandonna ses accusations dès que les Britanniques abandonnèrent leurs attaques sur la politique russe. Pourtant, le champ de la controverse continuait à s'élargir. Peu de temps avant Potsdam, Staline avait élevé la demande pour une base russe dans les Détroits, le rêve jamais réalisé des Tsars. A Potsdam, il comprit que lui aussi serait contré dans ce désir par les Alliés, et spécialement par les Anglais, qui avaient déjà privé le Tsar de son aspiration. Puis, au cours de la discussion sur le *trusteeship* sur l'empire africain de Mussolini, il surprit ses partenaires en demandant qu'une de ces colonies italiennes devienne mandat russe. Churchill, pris à l'improviste par cette nouvelle demande, s'exclama qu'il n'avait jamais pensé que la Russie puisse désirer « acquérir une large bande de la côte africaine¹ ». Cette demande paraissait aux Anglais, évidemment, une menace contre le contrôle britannique de la Méditerranée. Il semble que Staline n'avait pas espéré recevoir satisfaction pour cette demande un peu particulière, car le moment où il pouvait le mieux marchander était passé. Il n'en reste pas moins vrai que dans la somme totale de ces demandes, on trouve les points cruciaux des anciennes questions orientales, qui avaient compromis les relations de la Russie avec la Grande-Bretagne au cours du XIX^e siècle.

Pourtant, ce ne fut même pas la nouvelle version des problèmes orientaux sur laquelle se concentra le conflit entre les Alliés. Le problème majeur, sur lequel ils ne pouvaient s'entendre, était l'Allemagne. La plupart, sinon la totalité de leurs désaccords aigus sur l'Allemagne, provinrent du seul point sur lequel ils étaient d'accord, c'est-à-dire de leur détermination conjointe d'occuper militairement ce pays pendant de nombreuses années. La fin effective de cette occupation ne fut jamais définie : dix, vingt, trente et même quarante ans avaient été suggérés. Ce fait, à lui seul, était suffisant pour provoquer une direction diamétralement opposée dans la politique des Alliés. Plus long était le laps de temps pendant lequel les Alliés devaient rester et remplir le rôle d'un gouvernement en l'absence d'un gouvernement allemand, plus chacune des puissances occupées devait façonner à l'image de la vie politique et économique, selon ses propres conceptions, la part de l'Allemagne qui lui revenait. Il était aussi absurde pour les officiers de l'administration militaire soviétique de diriger une économie capitaliste en Allemagne orientale qu'il l'était pour leurs collègues du gouvernement militaire américain de réorganiser l'Allemagne occidentale sur une base socialiste. La présence prolongée des armées alliées en Alle-

1. James F. Byrnes, *Cartes sur table*, p. 76.

magne tendait donc à diviser le pays économiquement et politiquement, aussi bien que militairement.

Pourtant, les vainqueurs s'engageaient les uns envers les autres à maintenir l'unité de l'Allemagne et à exercer à cette fin un contrôle conjoint. Cet engagement fut pris avec beaucoup de solennité à Potsdam et ils formèrent, en fait, un comité de contrôle allié investi théoriquement de la souveraineté sur l'ensemble de l'Allemagne. Mais déjà à Potsdam, il était clair, ou il aurait dû être au moins clair à ceux qui y participaient, que le contrôle conjoint sur l'Allemagne se réduirait à une tentative de s'emparer de l'ensemble. Ni l'Est ni l'Ouest ne désiraient sérieusement que l'autre côté ait un droit quelconque d'intervenir dans les affaires de la partie de l'Allemagne qu'il contrôlait. Staline mit ses partenaires devant un fait accompli lorsqu'il céda tout le territoire à l'est de l'Oder et de la Neisse aux Polonais. Au point de vue formel, les Polonais n'étaient que les administrateurs de ces provinces et c'est sous cette forme que Staline présenta sa décision aux Alliés. Mais dans les circonstances données, l'administration de ces provinces par les Polonais équivalait à leur incorporation dans la Pologne. Les puissances occidentales en prirent acte, au moins implicitement, lorsqu'elles acceptèrent la proposition de Staline d'expulser tous les Allemands de ces pays. Il est exact que les Occidentaux n'acceptèrent le fait accompli qu'avec la réserve que ce serait à la conférence de paix de délimiter les frontières définitives entre l'Allemagne et la Pologne, mais ayant accepté l'expulsion de toute la population allemande des territoires qui se trouvaient à l'est de l'Oder et de la Neisse, cette réserve était purement fictive. Staline a dû conclure de cette attitude que les Occidentaux avaient virtuellement accepté de ne pas avoir d'influence en Allemagne orientale. Que la Russie n'aurait pas non plus d'influence en Allemagne occidentale devenait un fait évident lorsque les Occidentaux rejetèrent catégoriquement les propositions faites à plusieurs reprises par Staline et Molotov de participer au contrôle sur l'économie de la Ruhr.

La division de l'Allemagne fut encore aggravée par un compromis ambigu sur les réparations. A Yalta, Staline chercha à obtenir des Anglais et des Américains l'acceptation des demandes russes, s'élevant à dix milliards de dollars. Il obtint une vague promesse du président Roosevelt, qui acceptait que ce chiffre serve de base à des discussions futures. A Potsdam, les puissances occidentales refusèrent de discuter ce chiffre. Ceci était dû partiellement au fait que les Russes étaient déjà en train de démanteler l'industrie de l'Allemagne orientale, en la transférant en Russie, et que les Anglais et les Américains n'avaient pas de contrôle sur le déroulement de ce processus. Une raison plus profonde se trouvait, cependant, à la base de ce nouveau désaccord. Staline se tenait encore à son plan d'une paix carthaginoise. Les Anglais, et à un degré moindre les Américains, reculaient déjà devant la destruction de la force industrielle allemande. Ce conflit fut voilé par un accord fait à Potsdam, selon lequel chaque puissance occupante était libre de démanteler les usines dans sa propre zone et de satisfaire ses exigences sur le territoire qui lui avait été confié¹. Cet accord donna en fait, sinon formellement, à chaque puissance la responsa-

1. Selon l'accord de Potsdam, la Russie et la Pologne devaient recevoir, en plus, 10 % du « surplus » des usines de l'Allemagne occidentale et 15 % en échange pour la livraison de ravitaillement.

bilité exclusive de la façon dont elle dirigerait la politique économique et sociale dans sa propre zone. Il fit de l'Allemagne orientale le domaine de la « révolution par en haut » de Staline. Peu de temps après Potsdam, la révolution commença. Elle débuta par l'expropriation des Junkers prussiens, la classe des propriétaires terriens, qui formaient l'épine dorsale de la bureaucratie allemande et avait été la forteresse de son militarisme. D'un trait de plume, et probablement même d'un simple geste, Staline détruisit une puissante force sociale réactionnaire, contre laquelle la gauche allemande avait lutté sans succès pendant plus d'un siècle. Le second acte fut la nationalisation de certaines industries en Allemagne orientale. Le troisième, la suppression *de facto* du parti social-démocrate, voilée par une unification des organisations socialistes et communistes dans le parti socialiste unifié.

Le domaine de la révolution sociale s'était donc élargi de l'Oder jusqu'à l'Elbe. Ce ne fut pas la première fois dans l'histoire allemande que l'Elbe marquait la limite entre deux systèmes sociaux et politiques différents. Mais, dans le passé, les remparts des conservateurs allemands se trouvaient à l'est de l'Elbe, tandis que l'impulsion de la réforme et la réforme vinrent dans la plupart des cas de l'Ouest. L'influence sociale de la Révolution française et des réformes napoléoniennes ne dépassa pas ce fleuve. Il semblait qu'en guise de compensation, une autre révolution s'avancât maintenant de l'Est et envahissait le pays jusqu'à l'Elbe. Mais, maintenant, ce fleuve ne séparait plus simplement deux Allemagnes; il était devenu la frontière entre « deux mondes ». Plus les représentants de ces deux mondes seraient face à face, avec leurs forces armées, aux deux rives de ce fleuve, plus s'accroîtraient les risques que cette frontière se transforme en une ligne virtuelle de front.

Un épisode significatif de la Conférence de Potsdam laissa prévoir de nouvelles difficultés à l'intérieur de la coalition victorieuse. Le 24 juillet, après une séance des Trois Grands, le président Truman parla à Staline, d'une façon quasi accidentelle, de la découverte de la bombe atomique. « Staline répliqua seulement, selon James F. Byrnes, qu'il était heureux d'entendre parler de cette bombe et qu'il espérait que nous allions nous en servir¹. » Il ne témoigna pas plus d'intérêt et ne demanda aucune information supplémentaire, ce qui fit penser au secrétaire d'Etat américain qu'il n'avait pas saisi l'importance de la découverte, ou qu'il avait cru déplacé de poser des questions sur un sujet aussi confidentiel. Il se peut que les services d'espionnage russes en aient connu plus sur la bombe que Truman et Byrnes ne le supposaient, et que l'apparente indifférence de Staline était due au fait qu'il n'était pas très surpris. Qu'il n'ait pas saisi l'importance de la découverte semble improbable, vu son intérêt soutenu et minutieux pour tous les armements techniques et la curiosité qu'avaient témoignée les savants soviétiques, comme leurs collègues des autres pays, pour la possibilité de fission nucléaire. Même s'il n'avait pas saisi d'un seul coup l'importance de cet événement, il devait se rendre compte, vers la fin de la Conférence, à quel point cette nouvelle arme changeait brusquement l'équilibre des forces militaires en faveur des Etats-Unis et à quel point elle allait intensifier et dramatiser le conflit entre les Alliés.

1. James F. Byrnes, *Cartes sur table*, p. 263.

A Yalta, Churchill laissa tomber la remarque que ce serait peut-être à leurs successeurs à s'opposer en tant qu'ennemis. A Potsdam, cette prédiction se réalisait déjà partiellement. Pendant la première partie de la Conférence, participèrent, seuls, deux membres du triumvirat du temps de guerre, Staline et Churchill. Dans la seconde partie, Churchill et Eden furent remplacés par Attlee et Bevin, à la suite du retour au pouvoir du gouvernement travailliste après les élections générales britanniques. Nous ne voulons pas dire que le déroulement ultérieur du drame aurait été très différent si les acteurs n'avaient pas changé. Ce fut, après tout, Churchill qui devint très tôt l'antagoniste le plus décidé de Staline, et si Roosevelt avait vécu, il n'aurait pas été nécessairement ce saint protecteur d'une amitié russo-américaine, comme certains inclinent à le croire. Le changement dans la distribution des rôles ne fut probablement pourtant pas sans influence immédiate sur le résultat de Potsdam, et bien que les causes de l'apparition de nouveaux acteurs se trouvaient en dehors de la sphère de la politique interalliée, il y avait une signification symbolique dans le fait que, dans la résidence de Frédéric le Grand, parmi les ruines de la capitale de Hitler, Staline restait le seul des chefs de la guerre, pour faire la paix. La Grande Alliance était en pleine dissolution.

CHAPITRE XIV

DIALECTIQUE DE LA VICTOIRE

Grandeur et misère de la victoire russe. — Nationalisme et Révolution dans la politique de Staline. — Du « socialisme dans un seul pays » au « socialisme dans une seule zone ». — Staline comme le promoteur de la révolution par en haut. — Le « rideau de fer », son histoire et sa signification. — L'influence de l'Occident sur la Russie. — Staline et Joukov. — La renaissance léniniste. — Le dilemme : « Un monde ou deux ? » dans l'âge atomique. — Appréciation générale du rôle de Staline.

Le 24 juin 1945, Staline était debout sur le sommet du mausolée de Lénine et vit passer une grande parade de l'Armée Rouge, à l'occasion du quatrième anniversaire de l'attaque de Hitler. A côté de Staline se trouvait le maréchal Joukov, son adjoint, le vainqueur de Moscou, de Stalingrad et de Berlin. Les troupes qui défilaient devant lui étaient commandées par le maréchal Rokossovski. En avançant, raides, et en galopant à travers la place Rouge, les régiments d'infanterie, de cavalerie et de tanks salissaient le trottoir de boue — c'était un jour de pluie torrentielle — et exhibaient les innombrables drapeaux et bannières de l'armée de Hitler. Devant le mausolée, ils jetèrent les drapeaux aux pieds de Staline. Cette scène symbolique dénotait une imagination étrange et elle était pourtant familière : jadis, les soldats de Koutousov avaient jeté de la même manière les drapeaux et étendards français aux pieds d'Alexandre. Le lendemain, Staline reçut l'hommage de Moscou pour la défense de la cité en 1941. Le surlendemain, il était nommé « héros de l'Union Soviétique » et promu au rang de généralissime.

Ce furent des jours d'un triomphe et d'une gloire qu'on n'aurait osé rêver. Pourtant le triomphe et la déception furent rarement aussi proches qu'en Russie, en 1945, et il n'y eut peut-être jamais, à la fois, autant de grandeur et de misère que celles-ci.

Staline se trouvait dans la lumière éclatante de la reconnaissance et de la gratitude populaires. Ces sentiments étaient spontanés, sincères et non provoqués par ses propagandistes officiels. Les slogans usés d'« achèvement de l'ère stalinienne » étaient maintenant porteurs d'un sens nouveau, non seulement pour les jeunes, mais encore pour les sceptiques et les mécontents de l'ancienne génération. La nation était prête à pardonner à Staline même ses fautes et à ne retenir en sa mémoire que ses efforts couronnés de succès. Rien ne réussit comme le succès. Et même ses erreurs et fautes de calcul, y compris celles de 1939-1941, furent interprétées comme

des actes d'un homme d'Etat prudent; même les cruautés des années 30 apparaissaient maintenant dans une lumière nouvelle comme des opérations salutaires auxquelles le peuple de l'Union Soviétique devait sa survie.

Cette nouvelle appréciation du rôle de Staline ne provenait pas uniquement de certains courants nés dans l'enthousiasme de la victoire. Il est un fait que la guerre n'aurait pu être gagnée sans l'industrialisation intensive de la Russie et de ses provinces orientales, en particulier. Elle n'aurait pu non plus l'être sans la collectivisation d'un grand nombre de fermes. Le moujik de 1930, incapable d'actionner un tracteur ou toute autre machine, n'aurait présenté que peu d'utilité dans une guerre moderne. La collectivisation des terres, avec ses tracteurs distribués sur l'ensemble du pays, avait été l'école préparatoire du paysan pour la guerre mécanisée¹. L'augmentation rapide du niveau moyen d'éducation avait permis à l'Armée Rouge de disposer d'une réserve considérable d'officiers et de soldats intelligents. « Nous avons cinquante ou cent ans de retard sur les pays avancés; nous devons combler ce retard en dix ans. Ou bien nous le ferons, ou ils nous écraseront », avait dit Staline, exactement dix ans avant que Hitler décidât la conquête de la Russie. Si on rappelait maintenant ces mots, ils ne pouvaient qu'impressionner le peuple, aussi bien comme une prophétie que comme un appel à l'action venant juste à temps. En fait, un retard de quelques années dans la modernisation de la Russie aurait signifié peut-être la défaite à la place de la victoire.

A ces avantages, il fallait opposer le prix que la Russie avait payé pour la victoire : les sept millions de morts officiellement admis, chiffre qui devait être plus important; les millions d'invalides qui n'avaient jamais été comptés; la dévastation de la plupart de ses grandes villes et de ses campagnes dans la Russie européenne; la destruction de son industrie, illustrée par l'inondation complète de ses mines de charbon du Donetz; vingt-cinq millions de sans-abri, vivant dans des caves, des tranchées et des chaumières de glaise, sans parler de ses sans-abri latents, représentés par plusieurs millions d'évacués, qui se trouvaient dans l'Oural et au delà. Il ne faut pas non plus oublier que le prix de la victoire comprenait l'extrême fatigue du peuple, qui avait été privé, pour permettre l'industrialisation et le réarmement pendant de longues années, des nécessités les plus essentielles de la vie.

La nation était misérable et affamée; elle attendait probablement des miracles de sa victoire et des miracles de la part de son gouvernement. Elle désirait voir ses cités reconstruites, son industrie et son agriculture remises en état aussi vite que possible. Elle espérait plus de nourriture, plus de vêtements, plus d'écoles et plus de loisirs. Mais ceci ne pouvait être obtenu rapidement des ressources détruites et désorganisées de la Russie. La misère, dans l'ombre de la victoire, était doublement impatiente et Staline ne pouvait risquer de la décevoir. Pour hâter la reconstruction et élever le standard de vie, il devait mettre à contribution les ressources économiques des autres nations.

1. Il convient également de signaler que la collectivisation avait rendu plus facile la tâche du gouvernement, en établissant des stocks de ravitaillement et de matières premières, ce qui permit aux habitants des villes d'éviter la famine, d'écarter la paralysie de l'industrie lorsque le pays fut coupé de ses greniers et lorsque les moyens de communication furent désorganisés.

En théorie, il pouvait le faire de trois façons différentes. Il aurait pu demander l'assistance des Alliés occidentaux et plus spécialement des Etats-Unis. Au point culminant de l'alliance, on avait souvent parlé de prêts américains pour la Russie et de l'avenir du commerce russo-américain. Mais parmi les tensions et les conflits survenus plus tard, les vues d'une coopération économique s'évanouirent. En tout cas, Staline devait hésiter à mettre son pays dans la position de cette dépendance relative dans laquelle se trouve chaque débiteur à l'égard de son créancier. En pratique, son choix était limité à deux méthodes : la première essentiellement nationaliste, la seconde révolutionnaire. La méthode nationaliste consistait en l'imposition de lourdes réparations aux peuples vaincus, dans le démantèlement de leurs industries et leur transfert en Russie, ainsi que dans le prélèvement de ces réparations sur leur production courante et enfin l'utilisation directe de leur main-d'œuvre. La méthode révolutionnaire qui aurait porté des fruits plus lentement, mais d'une durée plus permanente, aurait consisté dans l'élargissement du territoire dans lequel fonctionnait l'économie planifiée et dans un lien économique entre la Russie et les pays qui se trouvaient dans son orbite; l'intégration graduelle dans le système de l'économie planifiée de plusieurs pays, petits ou moyens, dont la plupart étaient industriellement plus développés que la Russie avant les années 30, aurait permis de hâter le rythme de la reconstruction aussi bien en Russie qu'à l'intérieur de ces pays. La première condition de cette intégration était que le communisme devait être au pouvoir dans tous ces pays. Par ses actes, Staline admit tacitement que les forces productives de l'Union Soviétique étaient en révolte — pour nous servir d'une expression favorite de Trotsky — contre ses frontières nationales. L'organisme économique de la Russie était dans un tel état que sa guérison et son développement ultérieur ne pouvaient plus être assurés par sa force intérieure, vu que cette guérison était trop lente, trop douloureuse et accompagnée par de telles misères qu'une nation victorieuse aurait pu difficilement s'y complaire.

Nous avons vu que ces deux politiques, la nationaliste et la révolutionnaire, échouèrent en des points cruciaux. Pourtant, Staline ne fit jamais un choix net entre les deux; il poursuivit simultanément les deux lignes, mais tandis que la politique nationaliste prédomina pendant la guerre, la ligne révolutionnaire tendit à l'emporter après la fin des hostilités.

Cette évolution constitue de loin le paradoxe le plus étonnant dans l'évolution politique de Staline, si riche en paradoxes. Pendant plus de deux décades, il avait prêché la Bible du « socialisme dans un seul pays » et affirmé avec violence que le socialisme russe pouvait se suffire à lui-même. En fait, sinon en théorie, la Russie, en le suivant, avait tourné le dos à la révolution mondiale, ou n'était-ce pas plutôt lui qui avait suivi la Russie? Maintenant, au moment de son triomphe suprême, il désavoua, de nouveau en pratique, sinon en théorie, sa propre doctrine. Il écarta sa propre devise de la possibilité de la Russie de se suffire à soi-même en l'intéressant à nouveau à la révolution internationale. Le bolchevisme avait fermé la boucle et était revenu à son point de départ. En fait, la dialectique étrange de la victoire de Staline semblait signifier un triomphe posthume de Trotsky. Il en allait comme si Staline lui-même avait couronné tout son travail, tout son labeur, toutes ses controverses et toutes ses épurations par un hommage inattendu à son adversaire mort.

Cependant, une vue pareille ne représenterait que la moitié de la vérité. Il est hors de doute que le Staline de 1945-1946 n'était plus le Staline que nous avons connu en 1925 et 1935. Le cours des événements l'avait éloigné d'une position qu'il avait défendue et qui, en fait, lui était propre. Mais ce cours ne l'avait pas conduit à son point de départ, à la théorie de la révolution mondiale qu'il avait une fois partagée avec Lénine et Trotsky. Il remplaçait maintenant son « socialisme dans une seule zone ». Selon Lénine et Trotsky, la révolution socialiste était essentiellement un processus d'ensemble, continu, n'admettant aucun armistice durable entre les forces hostiles du capitalisme et du socialisme. Dans cette conception, il n'y avait pas de place pour un partage conscient de sphères d'influence entre les deux systèmes. L'idée d'un condominium des grandes puissances, basé sur ce partage, aurait apparu, d'un point de vue bolchevique authentique, comme la négation de tout principe socialiste. Dans la conception stalinienne et dans la mesure où l'on peut tirer un principe des différentes politiques de Staline, le processus de la révolution mondiale reste toujours un ensemble, car l'antagonisme entre le capitalisme et le socialisme, comme celui entre le capitalisme et la féodalité dans le passé, est inhérent à toute civilisation moderne. Mais leur lutte n'est plus continue que dans un sens historique et philosophique très large. Et il est probable qu'elle durera plusieurs générations. Dans la réalité de la politique pratique, la discontinuité du processus révolutionnaire est aussi importante, sinon plus, que sa continuité. Des guerres entre les deux systèmes opposés peuvent être suivies d'un armistice durable durant peut-être plusieurs décades, au cours desquelles l'antagonisme entre les deux systèmes prendra le caractère d'une rivalité pacifique. La nature de ce processus ne permet pas seulement, mais présuppose encore des ententes et des transactions entre les Etats socialistes et capitalistes. Elle permet même à un Etat socialiste de participer à des ententes internationales aussi pragmatiques qu'une division en zones d'influence, par laquelle l'Etat socialiste renforce la position du capitalisme dans une partie du monde, pourvu qu'en échange il lui soit permis de renforcer et d'étendre la sienne dans l'autre partie.

Les événements des années 40 ont jeté une lumière crue sur un autre aspect de ce problème. Selon la conception bolchevique classique, la *terra firma* du socialisme était « l'Occident hautement industrialisé ». La Russie avait commencé la révolution et c'était à l'Ouest de la continuer, pour la faire fructifier et réagir sur la Russie « arriérée » en lui dispensant de son esprit socialiste. Selon la conception stalinienne, ce schéma était maintenant ridicule et dépassé; d'une part, à cause de l'incapacité de l'Occident à faire sa propre révolution; de l'autre, par la diminution de l'importance de l'Occident pour le socialisme et à la suite des progrès de la Russie. L'Europe occidentale pouvait être cédée sans dommage au capitalisme dans cette grande distribution des zones. Lénine ou Trotsky avaient les yeux fixés sur les classes ouvrières allemande, française et britannique, en tant qu'agents principaux de la révolution du *xx^e* siècle, tandis que les yeux de Staline étaient fixés d'abord sur des révolutions à Varsovie, Bucarest, Belgrade et Prague. Pour lui, le socialisme dans une zone — dans la zone russe — devint l'objectif suprême de la stratégie politique de toute une époque historique. La différence la plus importante entre sa conception

et la vieille conception bolchevique réside dans la méthode de la révolution. Pour parler d'une façon générale, les vieux Bolcheviks mettaient leur espoir dans la possibilité révolutionnaire du mouvement ouvrier international. Ils croyaient que l'ordre socialiste résulterait d'une expérience authentique et de la lutte des classes ouvrières étrangères, qui serait l'acte le plus original de leur autodétermination politique et sociale. En d'autres termes, les vieux Bolcheviks croyaient dans une révolution *par en bas*, comme l'avait été la Révolution de 1917. La révolution que Staline propagait dans l'Europe orientale et centrale était avant tout une révolution *par en haut*. Elle était décrétée, inspirée et organisée par la grande puissance qui prédominait dans cette zone. Bien que les partis communistes locaux en fussent les agents et les exécutants immédiats, le grand parti de la révolution, qui restait à l'arrière-plan, était l'Armée Rouge. Ceci ne veut pas dire que les classes ouvrières sur place ne participèrent pas à ce soulèvement. Sans leur participation, la tentative n'aurait été qu'un feu de paille. Aucune révolution ne peut être installée par en haut sans une coopération confiante d'éléments importants de la nation. Ce qui eut lieu dans la zone russe était donc mi-conquête, mi-révolution, et c'est ce fait qui rend l'appréciation de ce nouveau phénomène si difficile. Il aurait été facile de le dénoncer comme impérialisme russe pur s'il ne s'était agi que d'une conquête. S'il s'était agi d'une révolution à l'état pur, ceux au moins qui reconnaissent le droit à une nation de faire sa propre révolution — droit dont chaque grande nation a usé — n'auraient pas eu de scrupules à l'acclamer. Mais c'est justement ce mélange de conquête et de révolution qui constitue l'essence du « socialisme dans une seule zone ».

En tant qu'inspirateur d'une révolution par le haut, Staline n'est pas seul dans l'histoire européenne moderne. Il se trouve aux côtés de Napoléon et de Bismarck, dont il se distingue tellement par d'autres côtés. Ce rôle est le résultat d'un parallélisme curieux entre la révolution bourgeoise et socialiste en Europe, parallélisme qui n'est devenu évident que depuis la deuxième guerre mondiale. L'Europe, au cours du *xix^e* siècle, a vu crouler (abstraction faite de la France) l'ordre féodal et son remplacement par l'ordre bourgeois. Cependant, à l'est du Rhin, la féodalité n'a pas été renversée par une série de soulèvements comparables à la Révolution française, par des explosions de désespoir et de fureur populaires, des révolutions d'en bas, comme les Jacobins en avaient espéré la généralisation dès 1794; la féodalité européenne a été détruite ou minée par une série de révolutions d'en haut. Napoléon qui, dans son propre pays, avait écarté le jacobinisme, avait porté la révolution dans les pays étrangers, en Italie, dans la Rhénanie et en Pologne, en abolissant totalement ou partiellement le servage et en détruisant, par son code, de nombreux privilèges féodaux. Malgré lui, il exécuta une partie du testament politique du jacobinisme. Il était plus paradoxal que Bismarck, ce hobereau conservateur, remplisse une fonction analogue, lorsqu'il libéra l'Allemagne des survivances de la féodalité qui entravaient l'évolution de sa bourgeoisie. La seconde génération, après la Révolution française, fut le témoin d'un spectacle encore plus étrange, lorsque le Tsar russe lui-même abolit le servage en Russie et en Pologne, rêve caressé précédemment uniquement par des extrémistes. L'ordre féodal était trop moribond pour survivre, mais en dehors de la France, les forces populaires qui s'y opposaient étaient trop

faibles pour le renverser par « en bas »; il fut donc balayé par « en haut ». L'influence de Napoléon sur les pays voisins de la France est comparable à celle du stalinisme sur l'Europe centrale et orientale. Les éléments principaux des deux situations historiques se ressemblaient. L'ordre social en Europe orientale était aussi peu susceptible de survie que fut l'ordre féodal en Rhénanie à l'époque de Napoléon. Les forces révolutionnaires qui s'opposaient à cet état anachronique étaient, cependant, trop faibles pour le supprimer, et alors ce fut la conquête et la révolution, mêlées dans un seul mouvement, à la fois progressif et rétrograde, qui réussit au moins à transformer la structure de la société.

Une autre « contradiction dialectique » du stalinisme victorieux est l'isolement, d'une rigidité extrême, dans lequel Staline avait élevé toute une génération soviétique, isolement qu'il appliqua maintenant au rideau de fer. Que l'isolationnisme avait été essentiel au climat politique et culturel de la Russie stalinienne est un fait, et on peut décrire Staline comme l'architecte suprême du rideau de fer. Mais les éléments et les raisons qui se retrouvent dans cet isolement sont divers et multiples, et ce fut leur combinaison qui fit ce rideau si solide, si épais et si impénétrable.

Le premier de ces éléments était dicté par l'attitude d'autodéfense du bolchevisme après que ces espoirs dans la révolution mondiale ont été déçus. La Russie bolchevique se retrancha d'un monde hostile. Dans cet ordre d'idées, elle ne se distinguait pas beaucoup de l'Angleterre de Cromwell et de la France jacobine. L'Angleterre puritaine vécut dans une suspicion et une peur constantes de « l'intrigue française » et de « l'argent français », travaillant contre elle. Les spectres de « l'intrigue britannique » et de « l'argent britannique » avaient hanté les Jacobins. Dans chacun de ces cas, la nation révolutionnaire avait de réelles raisons pour cette suspicion, car « l'intrigue » et « l'argent » hostiles n'étaient pas une pure création de son imagination. Dans chacun de ces cas, la suspicion et la réaction contre le monde extérieur atteignirent cette intensité extraordinaire qui est la caractéristique du sentiment populaire pendant toute époque révolutionnaire.

Cet état d'esprit, en Russie bolchevique, a été terriblement renforcé par une tradition russe autochtone. Comme dans de nombreux autres cas, la coutume et les habitudes nationales s'adaptaient plus facilement et plus puissamment, puisqu'elles s'harmonisaient avec les besoins réels et apparents de la révolution. La ségrégation ancestrale de la Russie de l'Ouest a été dictée par des raisons militaires — la plaine russe n'avait pas de barrières naturelles pour arrêter l'envahisseur —, par l'hostilité des orthodoxes contre le catholicisme et, plus tard, par le souci du tsarisme autocrate de se défendre contre l'infiltration d'idées libérales et socialistes venant de l'Ouest. Au cours du XIX^e siècle, l'intelligentsia russe réussit partiellement à rompre ce mur, mais ce succès même, obtenu après une âpre lutte, soulignait le caractère fondamental de cet isolement. Mais bien que démantelé, le mur restait debout. Les maîtres bolcheviques de la Russie tentèrent d'abord de le détruire, mais, plus tard, ils trouvèrent utile, non seulement de le laisser debout, mais même d'en combler les crevasses.

Vu sous un angle différent, le rideau de fer était une variété du protectionnisme économique. Aucune grande nation moderne, à l'exception spécifique des Anglais, n'avait réussi à développer son industrie, sans se

défendre par des tarifs douaniers élevés et toute une série de mesures prohibitives, dirigées contre la concurrence de nations industrielles plus avancées. Défendus par le protectionnisme, les Etats-Unis et l'Allemagne avaient pu développer à plein rendement leurs industries. Le « socialisme dans un seul pays » ne pouvait que recourir à la même méthode. Le développement industriel d'autres nations avait été favorisé par le secours du capital étranger ou, dans le cas des Etats-Unis, par la protection géographique de deux océans. La Russie bolchevique ne jouissait pas de pareils avantages. Le capital étranger ne l'aidait pas à développer ses richesses; elle avait à peine commencé sérieusement son industrialisation qu'elle se trouva en présence des menaces d'une nouvelle guerre, d'une guerre totale, et fut obligée de consacrer une grande partie de ses richesses au réarmement. Ce fait rendit sa révolution industrielle infiniment plus difficile qu'elle ne l'aurait été autrement, et donna à son protectionnisme cette sévérité et cette rudesse extraordinaires.

Cette sévérité et cette rudesse ont été d'abord ressenties par les travailleurs. Le gouvernement, les autorités du Plan, devaient consacrer les ressources nationales au développement de l'industrie et des transports, à la mécanisation de l'agriculture, aux armements et à la consommation privée. Plus ils devaient consacrer d'efforts à l'industrie et à l'armement, moins il restait, d'une façon relative ou absolue, à la consommation privée. Ce fait découlait de la logique économique de la situation, une logique que toutes les nations belligérantes durent apprendre ou réapprendre à des degrés différents dans le cours de la seconde guerre mondiale, mais que la Russie avait expérimenté pendant de longues années, avec tous ses inconvénients. Le niveau de vie de la masse de la population, traditionnellement très bas, a été sacrifié aux objectifs plus importants de la politique nationale. En dépit de cette nécessité, il commença à augmenter d'une façon appréciable vers la fin des années 30. Mais cette augmentation fut éphémère. Une fois de plus, la guerre baissa le niveau de vie à un degré terriblement bas.

La masse du peuple russe voyait avec quelle vitesse la nation s'enrichissait, tandis que la majorité écrasante de ses membres restait individuellement pauvre et devenait même de plus en plus misérable. Il est exact que les économistes savaient que cela avait été, en gros, la position de presque chaque nation engagée dans une révolution industrielle. Le protectionnisme du XIX^e siècle signifiait qu'il empêchait l'arrivée de marchandises étrangères bon marché à la masse des consommateurs, en vue de stimuler et de favoriser le développement de la force industrielle de la nation. Cependant, dans aucun autre pays, le contraste entre l'accumulation de la richesse nationale et de la pauvreté individuelle ne fut aussi accusé que dans la Russie de Staline et, ce qui est peut-être plus important, dans aucun autre pays, ce contraste n'a été identifié avec le socialisme et la société sans classe. Staline ne demanda pas seulement à la classe ouvrière de faire l'effort qu'elle faisait et d'assumer et de porter tous les sacrifices qu'elle supportait, mais encore de croire qu'elle jouissait d'une vie plus facile et plus agréable que les peuples des pays capitalistes. Ceci n'était pas et ne pouvait pas être vrai, mais ce ne fut pas la faute du socialisme. Ce n'était pas non plus, en général, la faute de Staline ou de son gouvernement, bien que certaines de leurs erreurs aient aggravé la situation. Ce fut, cependant, la faute de Staline, si l'on peut employer ce terme dans ce cas, de présenter

au peuple russe son misérable niveau de vie comme le comble des réalisations socialistes.

Cette interprétation erronée fut la source d'un système étonnant de déceptions hypocrites. Sa première conséquence fut qu'il n'était pas permis à la masse du peuple de faire des comparaisons entre les niveaux de vie russe et étrangers. La seconde fut que, pendant de nombreuses années, les propagandistes n'exaltèrent pas seulement les conditions de vie russes, mais élaborèrent encore une image absurdement exagérée de la misère des classes ouvrières à l'étranger. La troisième fut qu'aussi peu de citoyens soviétiques que possible furent autorisés à étudier la vie sociale dans les pays étrangers, soit par observation personnelle, soit par l'étude de journaux ou de livres étrangers. Le maintien du rideau de fer devint l'intérêt économique et politique majeur de Staline.

L'isolement entre la Russie et le monde devint hermétique et se transforma en une psychose morose durant les grandes purges. L'image de la sinistre conspiration étrangère pervertissant tout, que Vychinsky, le procureur général, dressa devant ses compatriotes, et que les accusés, par leurs confessions, rendirent encore plus noire, le fait que la conspiration était inculpée d'avoir ses agents dans presque chaque cellule du corps politique, et la punition terrible infligée aux « conspirateurs » produisirent une horreur névrotique de toute chose étrangère. Tout contact, même occasionnel, avec des étrangers ou des choses étrangères fut condamné comme contamination. Ceux de la vieille génération croyaient évidemment qu'il ne s'agissait que d'une mise en scène, mais par peur ils acceptèrent l'isolement. Mais les jeunes prirent les choses au comptant. L'horreur du vice étranger mêlé à l'hérésie intérieure était sincère chez eux et constituait en partie leur état d'esprit normal, formant d'autre part la base de leur caractère. Façonnés presque dès leur berceau par un Etat monolithique, on leur avait endoctriné, non pas le marxisme, mais une version byzantine de cette doctrine. On ne leur avait pas permis d'acquiescer à l'habitude de mettre en doute la vérité communément acceptée et ils n'avaient pas éprouvé par expérience des vues et des principes contradictoires et une formation indépendante d'opinion. Les purges avaient entraîné une sorte de mentalité insulaire de la jeune génération et l'avaient coupée de toute influence extérieure qui aurait pu la troubler.

Construit par de nombreux éléments divers, le « rideau de fer » avait exercé en fait une double fonction : « progressive » et « réactionnaire ». Derrière le rideau, la révolution avait trouvé un degré de sécurité considérable et le gouvernement pouvait poursuivre sa politique d'industrialisation et de modernisation (la valeur strictement militaire du « rideau de fer » avait été démontrée pendant la guerre lorsque les généraux de Hitler, en envahissant la Russie, constatèrent que leur connaissance du pays était voisine de zéro)¹. En même temps, le « rideau de fer » renforça la dictature de Staline, son despotisme maladroit, ses légendes et ses déceptions. Dans ces deux fonctions, le « rideau » était devenu pour le stalinisme une condition indispensable à son existence même.

La victoire menaçait maintenant de priver le stalinisme de cette condition *sine qua non* de sa perpétuation. La Russie se trouvait soudainement

impliquée, de mille façons différentes, dans la vie et les affaires du monde extérieur. Des millions de soldats russes avaient pénétré dans une douzaine de pays divers. Ils formaient, dans plusieurs sens du terme, l'*Etat en voyage*, pour nous servir du mot employé par Napoléon à propos de chaque armée envahissant un pays étranger. Des milliers d'anciens travailleurs forcés retournaient dans leur pays après un long séjour en Allemagne. De très nombreux officiers russes se trouvaient dans les commissions interalliées en un contact quotidien avec le monde étranger. Le « rideau de fer » était percé, ébranlé et presque arraché.

L'impression que l'Occident capitaliste avait faite sur les Russes était loin d'être aussi uniformément favorable comme certaines personnes dans l'Occident, enclines à la vanité, le prétendaient. Les Russes virent une Europe en ruine. Des millions de leurs hommes et de leurs femmes avaient vécu pendant des années derrière les fils de fer barbelés des camps de concentration allemands, dans l'ombre des chambres à gaz. Ils avaient vu les restes hideux et malades de la civilisation européenne, et non son ancien aspect brillant. Beaucoup parmi eux devaient trouver l'image du monde extérieur encore plus sombre que leurs propagandistes de l'intérieur l'avaient décrite. Même ceux que ces expériences misérables avaient épargnés n'étaient nullement convertis à la façon de vivre capitaliste. La plupart estimaient qu'une société où les moyens de production n'étaient pas une propriété publique était l'incarnation de l'injustice sociale, un anachronisme étonnant et ridicule. Néanmoins, ce contact avec le monde extérieur entraîna l'affaiblissement et même l'écroulement de certaines habitudes de pensée, formées pendant des années d'isolement. Les Russes purent constater que, même au milieu des ravages de la guerre, les étrangers avaient un autre standard de vie qu'eux-mêmes. Ils furent éberlués par les agréments de la vie dont bénéficiaient même les vaincus¹. Ils purent constater, non sans jalousie, que les Polonais, les Hongrois, les Tchèques et les Yougoslaves étaient moins sévèrement tenus qu'eux-mêmes, qu'ils subissaient moins de contraintes en exprimant leur opinion, en un mot, qu'ils jouissaient d'une certaine portion de liberté.

Le contact avec des pays étrangers avait provoqué une fermentation morale. L'étendue de cette fermentation peut être déduite du fait qu'elle avait atteint des millions de gens qui, en retournant chez eux, ne pouvaient pas ne pas communiquer une certaine partie de leur expérience à leurs parents et amis. Aucun développement politique sensationnel ne pouvait immédiatement résulter de ce fait. Cette fermentation ne pouvait non plus se cristalliser dans quelques idées politiques bien définies, car aucun groupe ou aucune organisation susceptible de formuler de pareilles idées n'existait plus. La nation ne pouvait pas réapprendre rapidement l'habitude de former sa propre opinion, dont elle avait été éloignée par la force. Ce qui avait commencé à se faire jour dans leur esprit était, semble-t-il, un processus

1. Au cours des années 30, Trotsky avait estimé que « la pression des marchandises bon marché » produites dans les pays capitalistes entraînerait la défaite du socialisme dans un seul pays. Le protectionnisme économique de Staline éloigna cette pression. « L'afflux de marchandises étrangères bon marché » ne pouvait envahir la Russie. Mais en pénétrant en Europe, la Russie sentait la pression morale de ces « marchandises bon marché », c'est-à-dire le standard de vie plus élevé produit par le capitalisme. (L. Trotsky, *La situation réelle en Russie*, p. 83.)

1. B. H. Liddell Hart, *Les Généraux allemands vous parlent*, pp. 184, 187, 196.

imperceptible de la réévaluation de toutes les valeurs, dont la durée et le résultat final ne pouvaient être prévus par personne. Cette expérience récente a rendu encore plus pressé le désir de la nation d'une amélioration des conditions matérielles de sa vie, un désir auquel le gouvernement de Staline accorda un intérêt partiel, en imposant des réparations aux vaincus et en reconstruisant énergiquement l'économie du pays. Au delà de la sphère de l'intérêt matériel, une nouvelle vague de nostalgie pour la liberté, une nouvelle curiosité pour le monde extérieur se firent sentir; une nostalgie et une curiosité que le gouvernement était mal préparé à satisfaire¹. La victoire ne pouvait que faire croire à la nation, au moins à ses éléments les plus intelligents, qu'elle avait subi avec succès l'époque suprême, atteint sa maturité et qu'elle était sortie de cette tutelle dont elle avait tant souffert. Il est certain que dans l'état d'esprit qui suivit la victoire, la nation était prête à pardonner à Staline ses méfaits passés, mais il est probablement encore plus vrai qu'elle n'était pas prête à assister à leur répétition.

Nous avons dit qu'il n'existait aucun groupe ou aucune organisation capable de traduire cette fermentation en conceptions politiques. Cette constatation demande à être expliquée. Vers la fin de la guerre, le corps des ex-officiers représentait le début d'une pareille organisation. Dans un précédent chapitre, nous avons analysé les circonstances qui lui avaient permis d'être à moitié exempt de la pression totalitaire et d'acquiescer une personnalité distincte. Au point de vue moral, le corps des officiers constituait vers la fin de la guerre la tête de la nation. Il avait un chef à admirer dans la personne du maréchal Joukov, défenseur de Moscou et vainqueur de Berlin, dont la popularité suivait de peu celle de Staline. D'une certaine façon, elle pouvait même être plus sincère, car elle devait moins à la propagande officielle, ce qui ne veut pas dire que la position personnelle de Staline ait couru un danger quelconque, ou que Joukov aurait pu assumer le rôle de rival. Il aurait fallu probablement beaucoup de temps avant qu'une opposition politique pût se développer, et il est plus que douteux qu'elle ait pu jamais le faire du vivant de Staline. Bien que sa propre position ne fût pas en péril, Staline n'était que trop soucieux, tout comme dans les années 30, de supprimer une fois de plus, d'une façon plus modérée il est vrai, la simple possibilité d'un autre gouvernement, ou plus exactement d'un successeur possible à son gouvernement et qu'il n'aurait pas désigné personnellement. Il se peut qu'il ait pensé aux suites qu'avait provoquées dans l'armée d'Alexandre I^{er} son contact avec l'Europe. Quelques années à peine après sa victoire sur Napoléon, le corps des officiers du Tsar était infesté de sociétés secrètes, formées d'hommes dont les expériences à l'étranger avaient provoqué une volonté de lutter pour des réformes à l'intérieur de leur pays. Après la mort d'Alexandre, ces sociétés secrètes avaient préparé et exécuté le soulèvement des décembristes de 1825, l'avant-coureur d'une série de convulsions révolutionnaires.

L'effort suprême de Staline consista à rehausser le Parti à son ancienne position exceptionnelle, qu'il ne devait partager avec personne. Les maréchaux et les généraux, si célébrés, subirent une éclipse. Quelques mois après l'armistice, leurs noms et leurs actes furent à peine mentionnés par les

1. Il est probable que cette mentalité entraîna l'abolition de la peine de mort, la modification presque libérale du code criminel et l'importance accordée à l'*Habeas corpus* et aux garanties judiciaires dans de nombreuses réformes d'après guerre.

propagandistes. On pouvait dire qu'il ne s'agissait que d'une suite normale, et même saine, qui se serait produite dans chaque nation ne se trouvant pas sous le poids d'un dictateur militaire. Cependant, ce fait était révélateur, car l'éclipse du corps des officiers avait une signification politique, qui fut voulue d'une façon délibérée et conséquente. Ceci devint évident lorsque, en 1946, le maréchal Joukov disparut complètement de la scène publique. A partir de ce moment, son rôle dans la défense de Stalingrad, et même de Moscou, fut au fur et à mesure atténué dans les récits officiels de la guerre, jusqu'au point que la *Pravda* put célébrer le troisième anniversaire de la bataille de Berlin sans même mentionner une seule fois le nom de Joukov¹. Son nom fut barré des annales de la guerre, comme tant d'autres l'avaient été des annales de la révolution.

L'effort de Staline pour restaurer la suprématie morale du Parti s'accompagnait de sa lutte pour rétablir la doctrine du Parti, à l'encontre de toute tendance nationaliste des années précédentes. Dans la lutte entre révolution et tradition, la première s'affirmait de plus en plus, sans supprimer ou éliminer complètement la seconde. La paix, comme précédemment la guerre, nécessita de nombreux rajustements idéologiques dans chaque sphère de la vie publique : en politique, en économie, en philosophie, en histoire, dans le roman et dans les arts. Les divinités tutélaires de la Mère Russie, récemment réinstallées avec tant d'onction, furent universellement reléguées dans les greniers, sinon complètement chassées. Le bon style patriotique n'exigeait plus l'évocation des noms de Koutousov, Souvorov, Minin et Pojarsky. On n'était plus à la mode en glorifiant les grands Tsars, Yvan le Terrible et Pierre le Grand, que peu de temps auparavant les écrivains et historiens avaient présentés avec plus de respect que de discrétion comme les précurseurs de Staline. Même la propagande slavophile fut mise sous le boisseau. En gros, on ne considérait plus comme désirable que l'esprit du peuple se tournât trop vers le passé². La nouvelle tâche consistait à faire renaître la « conscience bolchevique ». On enseigna à la jeune génération à apprécier les aspects qui distinguaient la nouvelle Russie de l'ancienne, au lieu d'insister sur les ressemblances. On lui expliqua combien l'Union Soviétique devait au socialisme, à la lutte des classes et au marxisme-léninisme, révisé par Staline. Une sorte de renaissance léniniste fut patronnée et encouragée.

Ce nouveau tournant constituait probablement une réaction normale à la surestimation du nationalisme au cours de la guerre. Mais partiellement, il a pu être dicté par des considérations personnelles de Staline. De 1941 à 1943, il pouvait encore être flatté par des comparaisons entre lui-même et Pierre le Grand et s'enorgueillir des analogies faites entre 1812 et 1941.

1. La *Pravda* du 5 mai 1948 prétendit que l'auteur du plan de l'attaque de Berlin était Staline lui-même. Les auteurs des articles anniversaires mentionnèrent le nom de nombreux généraux qui avaient pris part à cette bataille, sauf celui de Joukov.

2. Au début de 1945, le Comité Central du Parti décida de fermer l'*Istoricheskiï Journal*, organe des historiens russes, et de le remplacer par un autre, intitulé *Voprosy Istorii*. « Au cours des recherches historiques de ces dernières années, nous avons assisté à des distorsions... tendant à un chauvinisme de grande puissance, destiné à réhabiliter d'une façon sommaire la politique coloniale et d'annexion du tsarisme, à reprendre les conceptions bourgeoises en esquissant le développement de l'État russe, priver de leur signification révolutionnaire les mouvements paysans et idéaliser les représentants de l'ordre autocratique, ainsi qu'abandonner l'analyse de classe des phénomènes historiques. » (*Voprosy Istorii*, n° 1, 1945.)

Haussé sur les épaules des ancêtres, sa stature s'en était trouvée accrue. En tant que vainqueur, il n'en avait plus besoin. Les Pierre le Grand, les Koutousov et les Alexandre semblaient des pygmées à côté de lui. Il devait être différent pour lui de se présenter une fois de plus comme successeur de Lénine, car l'envergure de Lénine était restée après tout ce qu'elle était. En dehors de ces considérations, où nous devons nous borner à des spéculations, Staline avait des motifs plus importants de favoriser une renaissance léniniste. Il espérait, à travers elle, s'opposer à la nouvelle influence de l'Occident capitaliste sur la Russie. La propagande nationaliste avait suffi pour soulever le peuple dans sa lutte acharnée pour la survie, mais elle s'avéra insuffisante lorsque le peuple dut se défendre contre l'influence « corruptrice » du monde extérieur et qu'il fallut lui donner un nouvel espoir. C'est uniquement à la lumière de la doctrine bolchevique, qui affirmait que le capitalisme était condamné à la désintégration et le socialisme à un triomphe final, qu'on pouvait expliquer au peuple que les faits qui l'avaient tellement impressionné dans l'Occident étaient des apparences agréables, dissimulant une inéluctable décadence. Staline essaya de ressusciter cet ancien zèle et cette ferveur idéologique pour le communisme à demi éteints, pour se défendre contre l'Occident, non seulement à l'extérieur, mais même à l'intérieur de la Russie; en faisant appel à ce zèle et cette ferveur en particulier, il espérait restaurer le moral de l'intelligentsia et la réconcilier avec les rigueurs de son gouvernement. Par une de ces nombreuses ironies de l'histoire, le léninisme était maintenant appelé à combler les trous du « rideau de fer » de Staline.

La contradiction manifeste entre la politique intérieure et extérieure de Staline rendit ce travail vain, à l'égal de celui de Sisyphe. Sa politique extérieure tendait à maintenir la Russie en Europe, tandis que sa politique intérieure s'efforçait de libérer l'esprit russe de toute influence européenne. Son but n'était pas uniquement d'isoler à nouveau la Russie de cette partie du continent qui était sous l'influence anglaise et américaine, mais même des territoires sous influence russe, car la façon de vivre et le climat spirituel des « démocraties populaires » étaient très différents de ceux de la Russie. Ceci était dû en partie à la différence des traditions nationales, russes, polonaises, tchèques, hongroises et serbes. Même en Russie, le processus de formation du stalinisme avait duré pendant de longues années et avait suscité de nombreux soulèvements économiques, des chocs politiques et de lentes transformations. Le résultat final de cette évolution lente et douloureuse ne pouvait pas être exporté tout fait dans les pays se trouvant dans l'orbite russe; leur système économique où la propriété privée en agriculture devait rester prédominante encore pendant un certain temps, des méthodes différentes de travail industriel, avec des degrés d'efficacité variables, devait aussi différer de la Russie. Le standard de vie des Tchèques et des Polonais, traditionnellement plus élevé que celui des Russes, ne pouvait être abaissé en vue de l'industrialisation autant que cela avait été le cas en Russie. Tout ceci devait produire des « déviations » de l'orthodoxie. Le contact direct entre la Russie et les « démocraties populaires » — liberté de communication et échanges d'idées libres — pouvait facilement constituer une nouvelle source de fermentation à l'intérieur de la Russie. Staline devait donc maintenir deux « rideaux de fer » : le premier séparant la Russie de sa propre zone d'influence, le second sépa-

rant cette zone de l'Ouest. L'opinion publique occidentale s'est surtout occupée du second, mais c'est le premier qui était le plus impénétrable des deux. Il est permis, cependant, de se demander si même ce double mur peut effectivement servir une politique qui tend à garder la Russie en même temps à l'intérieur et à l'extérieur de l'Europe.

Le drame principal du stalinisme victorieux se trouve pourtant dans un dilemme encore plus large et plus dangereux. Staline avait tout misé sur la révolution dans l'ensemble de la zone d'influence russe. Il crut apparemment qu'ayant achevé ce programme, il serait capable d'assurer ce grand armistice, la « coexistence pacifique », pour utiliser ses propres termes, entre l'Occident capitaliste et l'Orient communiste. Ces deux objectifs, révolution à l'intérieur de l'orbite russe et coexistence pacifique entre les deux systèmes, devaient pourtant s'opposer. L'armistice entre le capitalisme et le communisme, qui avait duré pendant les années 20 et 30, était basé sur un équilibre précaire, qui pouvait être difficilement restauré. Parmi ses éléments essentiels, se trouvaient la faiblesse russe et l'isolationnisme américain; tous deux appartenaient maintenant au passé. Tout nouvel équilibre exigerait la reconnaissance de la prééminence russe par les Etats-Unis dans l'Est, tandis que les Russes devraient admettre la supériorité américaine à l'Ouest. Il nécessiterait que ces puissances prolongeassent d'une façon permanente la division du monde en deux zones d'influence; même si elles pouvaient s'y décider, ce nouvel équilibre serait toujours extrêmement instable, à cause de l'extrême polarisation du pouvoir dans le monde et des frictions sur les frontières des deux systèmes. L'issue finale de la deuxième guerre mondiale — ce qui est encore plus important — a posé le problème de savoir si le monde, à l'aurore de l'âge atomique, n'était pas devenu trop petit pour deux systèmes opposés. Ceci ne pose pas un problème entièrement nouveau. L'évolution de la technique industrielle tend depuis longtemps à rendre anachroniques les Etats et les empires nationaux. Mais l'expansion brusque, et de l'influence américaine, et du système soviétique, coïncidant avec la nouvelle évolution de la technique industrielle, a reposé cette question avec une acuité particulière et une insistance obsédante. En présence de ce problème, le stalinisme victorieux, comme d'ailleurs le reste du monde, semble impuissant.

Nous arrêtons ici l'histoire de la vie et de l'œuvre de Staline. Nous ne nous adonnons pas à l'illusion de pouvoir en tirer des conclusions finales ou d'émettre un jugement définitif sur l'homme, ses réussites et ses échecs. Après de nombreux hauts et bas, son drame semble atteindre maintenant le sommet, et nous ignorons encore quelle perspective le dernier acte va conférer au précédent.

Ce qui semble certain, c'est l'appartenance de Staline à la lignée des grands despotes révolutionnaires, du genre de Cromwell, Robespierre et Napoléon. Il est juste d'insister sur chaque partie de cette comparaison. Il est grand, et son envergure se juge par l'étendue de ses efforts, la multitude de ses actions et l'importance de la scène qu'il domine. Il est un révolutionnaire, non pas dans le sens d'être resté fidèle à toutes les idées premières de la révolution, mais en traduisant dans la pratique un principe fondamentalement nouveau d'organisation sociale qui, quoi qu'il lui arrive

personnellement, ou au régime auquel son nom est associé, est certain de survivre, de fertiliser l'expérience humaine et de la diriger vers de nouvelles voies. Ce fut un des triomphes de Staline que d'assister aux efforts de nombreux autres gouvernements, prétendant qu'eux aussi avaient adopté les méthodes de planification économique. Son despotisme inhumain a non seulement vicié nombre de ses réussites, mais il peut encore provoquer des réactions violentes, capables de faire oublier pour un certain temps ce contre quoi elles s'élèvent : la tyrannie du stalinisme ou ses achèvements sociaux progressifs.

La complexité du caractère de Staline et de son rôle devient plus apparente si l'on esquisse une comparaison entre lui et Hitler. Leurs ressemblances sont nombreuses et incontestables. Chacun d'eux avait supprimé toute opposition, sans pitié et sans scrupules. Chacun avait formé une machine, la machine d'un Etat totalitaire, et soumis son peuple à une pression constante et sans répit. Chacun tenta de façonner l'esprit de sa nation selon un schéma unique, excluant toute influence et inspiration indésirables. Chacun fit en sorte d'être comme le maître sans rival, en gouvernant son pays, en accord avec un *Führerprinzip* rigide¹.

C'est ici que cessent les ressemblances et que commencent les différences. Hitler ne fit avancer dans aucun domaine la nation allemande au delà du point qu'elle avait atteint avant son avènement. Dans la plupart des domaines il la fit rétrograder, et même terriblement rétrograder. L'Allemagne de 1933 était, en dépit de la dépression économique et des difficultés sociales, un pays riche et florissant. Son industrie était la plus puissante du continent et sa sécurité sociale la plus moderne qu'aucune nation européenne ait jamais eue. Ses universités étaient de grands centres intellectuels, illustrés par des savants célèbres. La majeure partie de la jeunesse intellectuelle allemande était sérieuse, d'esprit vif et idéaliste. Le théâtre allemand était l'objet d'une admiration sans bornes et de nombreuses imitations. Les meilleurs journaux allemands étaient les feuilles les plus intelligentes et les mieux informées de la presse du continent.

L'Allemagne que Hitler laissa derrière lui était appauvrie et réduite à la sauterelle. Nous ne parlons pas des effets de la défaite allemande, mais de l'état de la nation, sans tenir compte de la défaite. L'appareil matériel de production, que le pays possédait sous Hitler, ne s'était pas accru si l'on fait abstraction de certaines usines d'armement spécialisées, sous le règne de Hitler. Son système social était à moitié ruiné. Ses universités devinrent des terrains d'exercice pour une terrible génération de brutes. Ses savants célèbres furent obligés, ou d'émigrer, ou d'accepter les directives des S. S. et d'enseigner un jargon racial. Ses médecins se transformèrent en spécialistes de la pureté raciale et en assassins de ceux dont le sang était réputé impur. Dans le sanctuaire de la philosophie nationale, Alfred Rosenberg avait occupé la place réservée habituellement à Kant.

1. Il subsiste toutefois une différence entre les versions nazie et stalinienne du *Führerprinzip*. Hitler a été vénéré par ses disciples comme un demi-dieu, sans aucune hésitation, puisque la vénération du héros ne convenait que trop bien à la mystique raciale. Le culte de Staline, lui, ne put jamais s'insérer d'une façon claire dans le réalisme du marxisme-léninisme. Staline n'a pas été vénéré comme un héros mythique, mais comme le gardien de la doctrine, le garant de la révolution, le symbole de l'autorité. Ses hésitations marxistes l'avaient obligé à confondre son autorité personnelle avec l'autorité collective du Politburo et du Comité Central.

Douze années d'« éducation » par une presse, une radio, un cinéma et un théâtre nazifiés, avaient abruti et ruiné l'intelligence collective allemande. Ces pertes terribles ne sont pas rachetées par une seule acquisition positive ou une seule idée nouvelle, à moins qu'on ne choisisse de prendre pour telle l'idée qu'une nation ou une race sont autorisées à dominer ou exterminer les autres. La structure sociale de la nation n'a non plus été fondamentalement changée par le national-socialisme. Lorsque la façade nazie disparut, la structure qui se révéla aux yeux du monde fut la même qu'avant Hitler, avec ses grands industriels, ses Krupp, Thyssen, ses Junkers, sa bourgeoisie, ses *Grossbauer*, ses travailleurs agricoles et ouvriers industriels. Au point de vue sociologique, sinon au point de vue politique, l'Allemagne de 1945 était toujours celle des Hohenzollern, jetée dans un désordre et une confusion terribles à la suite d'une lutte tragiquement dépourvue d'objectifs¹.

Quel contraste entre elle et la Russie stalinienne ! La nation, lorsque Staline prit le pouvoir, pouvait être considérée, à part une mince couche d'hommes éduqués et d'ouvriers avancés, comme une nation de sauvages. Ceci ne veut nullement juger le caractère national russe, car la condition « arriérée et asiatique » de la Russie était sa tragédie et non sa faute. Staline entreprit, pour citer un mot fameux, de chasser le barbarisme de la Russie par des moyens barbares. A cause des moyens employés, une large partie de ce côté barbare réapparut dans la vie russe. Pourtant, la nation avait avancé considérablement dans la plupart des domaines. L'appareil matériel de sa production qui, vers 1930, était encore inférieur à celui d'une nation moyenne de l'Europe, avait augmenté si rapidement que la Russie est maintenant la première puissance industrielle en Europe et la seconde dans le monde. En un peu plus d'une décennie, le nombre de ses villes doubla et celui de sa population urbaine s'accrut de trente millions. Les écoles de toute sorte se multiplièrent et l'ensemble de la nation y fut envoyé. Son esprit fut tellement éveillé qu'il peut difficilement être endormi à nouveau. Son avidité de connaissance pour les sciences et les arts fut stimulée par le gouvernement de Staline à tel point qu'elle devient insatiable et même embarrassante. Il convient de faire remarquer que, si Staline avait gardé la Russie isolée des influences contemporaines de l'Occident, il avait encouragé et stimulé tout intérêt pour ce qu'il appelle « l'héritage culturel » de l'Ouest. Dans aucun autre pays peut-être, la jeunesse n'est tellement imbue de respect et d'amour pour la grande littérature classique des autres nations qu'en Russie². Ceci constitue une des différences les plus importantes entre les méthodes d'éducation du nazisme et du stalinisme. Une autre est que Staline n'a pas interdit, tel Hitler, aux jeunes générations, de lire

1. « Plus terrifiantes que l'héritage spirituel sont les conséquences économiques du régime hitlérien. Même l'application la plus radicale des doctrines économiques socialistes et communistes eût entraîné des conséquences moins dévastatrices que l'ignorance complète de Hitler dans le domaine économique... Le plan de quatre ans de Hitler n'a rien de commun avec la planification constructive du style des plans quinquennaux soviétiques. » Cette constatation se trouve sous la plume d'un adversaire décidé du communisme et du socialisme. Elle est due à Schacht, l'ancien « magicien financier » de Hitler lui-même.

2. Jusqu'à la guerre, le nombre total d'exemplaires des classiques étrangers publiés sous le régime soviétique était le suivant : Byron : 500.000 ; Balzac, près de 2 millions ; Dickens, 2 millions ; Goethe, 500.000 ; Heine, 1 million ; Victor Hugo, 3 millions ; Maupassant, plus de 3 millions ; Shakespeare, 1.200.000 ; Zola, 2 millions, etc.

et d'étudier les classiques de leur propre littérature, dont les opinions idéologiques n'étaient pas d'accord avec les siennes; tandis qu'il opprimait les poètes, les romanciers, les historiens, les peintres et même les compositeurs vivants, il manifesta dans l'ensemble un étrange respect pour les morts. Les œuvres de Pouchkine, Gogol, Tolstoï, Tchekhov, Belinsky et de nombreux autres, dont la satire et la critique des tyrannies du passé ne pouvaient que trop souvent s'appliquer à la tyrannie présente, ont été littéralement imposées à la jeunesse en des millions d'exemplaires. Aucun Lessing ou Heine russe n'a été brûlé dans un autodafé. On ne peut non plus ignorer que la base idéale du stalinisme, à laquelle Staline a donné une expression grossièrement déformée, n'est pas la domination de l'homme par l'homme, d'une nation ou d'une race par une autre nation ou par une autre race, mais leur égalité fondamentale. Même la dictature du prolétariat est présentée comme une simple transition à la société sans classe, et la communauté d'hommes libres et égaux, non la dictature, en est restée l'inspiration principale. Il y avait de nombreux éléments positifs et valables dans le système d'éducation du stalinisme qui, à la longue, se tourneront probablement contre ses aspects les plus regrettables.

Finalement, l'ensemble de la structure de la société russe a subi un changement aussi profond et multiforme qu'il ne peut plus être question de retour en arrière. Il est possible d'imaginer une réaction violente du peuple russe lui-même contre l'état de siège au centre duquel il vit depuis si longtemps. Il est même possible d'imaginer une sorte de restauration politique. Mais il est certain que même une pareille restauration ne toucherait que la surface de la société russe et qu'elle manifesterait son impuissance à l'égard de l'œuvre de la révolution d'une façon encore plus nette que les restaurations des Stuarts et des Bourbons l'avaient jadis fait. Pour la Russie stalinienne, il est encore plus vrai que pour aucune autre nation révolutionnaire, que « vingt ans avaient accompli l'œuvre de vingt générations ».

Pour toutes ces raisons, Staline ne peut pas être classé avec Hitler parmi les tyrans dont l'œuvre est d'une futilité et d'une inefficacité absolues. Hitler fut le chef d'une contre-révolution stérile, tandis que Staline fut à la fois le chef et le profiteuse d'une révolution tragique, qui portait en elle-même sa contradiction, mais qui se révéla créatrice. Comme Cromwell, Robespierre et Napoléon, il débuta comme le représentant d'un peuple en révolte, et en devint le maître. Tel Cromwell, il incarne la continuité de la révolution à travers toutes ses phases et métamorphoses, bien que son rôle ait été moins important dans la première phase. Tel Robespierre, il avait saigné à blanc son propre Parti, et comme Napoléon il avait construit son empire, mi-conservateur et mi-révolutionnaire, et porté la révolution au delà des frontières de son pays. La meilleure part de l'œuvre de Staline durera certainement plus longtemps que lui, comme la meilleure part de l'œuvre de Cromwell et Napoléon leur a survécu. Afin de sauvegarder cette œuvre pour l'avenir et lui donner toute sa valeur, l'Histoire devra peut-être encore purifier et remodeler l'œuvre de Staline, aussi fermement qu'elle purifia et remodela jadis l'œuvre de la Révolution anglaise après Cromwell et celle de la grande révolution après Napoléon.

TABLE

	Pages
<i>Introduction à l'édition française</i>	7
I. — ENFANCE ET ADOLESCENCE	17
Les parents de Staline : Vissarion Djougachvili et Ekaterina Gheladzé. — La naissance (1879), l'enfance et les années scolaires de Joseph Djougachvili (plus tard Staline) à Gori, en Géorgie (Caucase). — Influence du folklore géorgien. — Russes et Géorgiens. — Staline au séminaire de théologie de Tiflis (1894-1899). — Les Géorgiens luttent contre la russification. — Sous le pseudonyme de « Soselo » (diminutif de Joseph) Staline publie des vers en 1895. — Lectures clandestines. — Il rejoint le <i>Messame Dassy</i> (« 3 ^e Groupe ») en 1898. — Révolte industrielle dans le Caucase. — Staline fait son apprentissage de conférencier socialiste. — Son expulsion du séminaire. — Les stigmates du servage.	
II. — LE SOCIALISME CLANDESTIN	37
Les artisans de la révolution future. — Marxistes contre <i>Narodniks</i> . — Plékhanov et Lénine : leur influence au Caucase. — Staline devient employé à l'Observatoire de Tiflis (1899). — Son activité révolutionnaire le force à devenir clandestin (1901). — Il édite <i>Brzdola</i> (La Lutte). — Son premier texte politique. — Attitude envers la bourgeoisie. — Une arme contre la tyrannie : la curiosité du peuple. — Staline quitte Tiflis pour Batoum (1901). — Il commence à utiliser le pseudonyme de Koba (L'Indomptable). — Il organise une imprimerie clandestine. — Heurt entre les ouvriers et la troupe. — Staline arrêté (1902).	
III. — LA RÉPÉTITION GÉNÉRALE	54
Staline en prison à Batoum. — Les prisons tsaristes centres d'éducation révolutionnaire. — Origines du bolchevisme. — Lénine et le § 1 des statuts du Parti. — Staline déporté en Sibérie (1903). — Evasion et retour à Tiflis (1904). — Conflit entre Bolcheviks et Mencheviks. — Staline devient bolcheviste à la fin de 1904. — La révolution de 1905. — Le soviét de Saint-Petersbourg. — Les révoltes paysannes et les émeutes de soldats dans le Caucase. — Staline disciple de Lénine. — Hors de la clandestinité. — Staline (sous le pseudonyme d'Ivanovitch) assiste à la Conférence Nationale du Parti à Tammfors (1905) et rencontre Lénine pour la première fois. — Staline fait son premier voyage à l'étranger pour le Congrès de Stockholm (1905). — Désaccord avec Lénine sur la réforme agraire. — Les « brigades de combat ». — Le Congrès du Parti s'oppose aux expropriations. — Trotsky accuse les Bolcheviks.	
IV. — Koba devient Staline	86
Triomphe de la contre-révolution (1907-1912). — « Liquidateurs » et « boycotteurs ». — Le travail de Staline à Bakou (1907-1910). — Son emprisonnement et sa déportation à Solvytchegodsk. — Evasion et retour à Bakou (1909). — Staline accuse les dirigeants émigrés, y compris Lénine, « d'être éloignés de la réalité russe ». — Staline se cache parmi les travailleurs tartares du pétrole. — Staline, correspondant de la presse socialiste russe. — Son second exil à Solvytchegodsk (1910-1911) et la fin de son activité dans le Caucase. — Dernière scission entre Bolcheviks et Mencheviks. — Staline devient membre du Comité Central bolchevique et édite le premier numéro de la <i>Pravda</i> (avril 1912). — Il prend part aux	

élections pour la Quatrième Douma. — Ses voyages à Cracovie et Vienne. — *La Question nationale et la Social-Démocratie*. — Staline rencontre Boukharine et Trotsky à Vienne. — A son retour en Russie il est dénoncé par un agent provocateur et arrêté. — Il est exilé dans le Nord de la Sibérie (1913-1917). — La première guerre mondiale. — Le défaitisme révolutionnaire de Lénine. — Inactivité de Staline durant la guerre.

V. — 1917. 113

Staline inapte au service militaire. — La Révolution de Février. — Les Conseils de députés ouvriers et soldats (soviets). — Staline et Kamenev rentrent à Pétersbourg le 12 mars et freinent les Bolcheviks de gauche dirigés par Molotov et Chlyapnikov. — Retour de Lénine le 3 avril et ses « Thèses d'Avril ». — Crise dans le Parti bolchevique. — Staline évoque ses rapports avec Lénine. — Elu au Comité Central il se consacre à organiser le Parti. — Les hauts et les bas de la révolution. — Le rôle de Staline pendant les « Journées de Juillet ». — Staline engage Lénine à se cacher et dirige le VI^e Congrès du Parti. — Trotsky rejoint les Bolcheviks. — La révolte du général Kornilov. — Les Bolcheviks obtiennent la majorité aux soviets. — Plans de Lénine pour une insurrection. — La Révolution d'Octobre. — Trotsky dirige l'insurrection. — Staline absent des organismes dirigeants. — Son travail de rédacteur à la *Pravda*. — Son attaque contre Maxime Gorki. « La Révolution n'a pas à regretter ni à enterrer ses morts. »

VI. — STALINE PENDANT LA GUERRE CIVILE 145

Introduction : dilemmes de la révolution. — Staline est nommé commissaire aux Nationalités. — Le premier gouvernement de Lénine. — Coalition des Bolcheviks et des socialistes-révolutionnaires de gauche. — Staline va à Helsinki pour proclamer l'indépendance de la Finlande. — Ses points de vue sur « le droit à disposer d'elles-mêmes » des petites nations. — Son esquisse de la première constitution soviétique (1918). — La paix de Brest-Litovsk (le 3 mars 1918). — Staline vote avec Lénine pour la paix et combat la gauche bolchevique qui réclame la « guerre révolutionnaire » contre l'Allemagne. — Terreur et contre-terreur. — Staline conduit les négociations de paix avec la *Rada* ukrainienne à Koursk, en mai 1918. — La guerre civile s'étend. — La mission de Staline à Tsaritsyne (Stalingrad) en juin 1918. — Il appuie Vorochilov et Boudienny contre Trotsky. — L'origine de la grande querelle. — Staline demande les pleins pouvoirs sur le front sud. — Lénine tente de réconcilier Staline et Trotsky. — Rapports contradictoires sur la défense de Tsaritsyne. — Staline rappelé à Moscou en octobre 1918. — Sa réaction aux mouvements révolutionnaires de 1918 en Europe : *Ex oriente lux*. — Staline défend Pétersbourg : mai 1919. — Trotsky et Staline reçoivent l'ordre du drapeau rouge. — Staline administrateur. — Son rôle dans la guerre russo-polonaise de 1920. — Le soulèvement de Cronstadt et la nouvelle politique économique (1921). — Système du parti unique et interdit jeté sur les groupes d'opposition bolcheviques. — Staline bénéficie de l'influence grandissante de l'équipe dirigeante bolchevique.

VII. — LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL 186

Staline accumule les pouvoirs. — Son rôle comme commissaire à l'« Inspection Ouvrière et Paysanne ». — Sa position à l'intérieur du Bureau Politique. — Staline nommé secrétaire général du Comité Central (3 avril 1922). — Les fonctions du secrétaire général et de la Commission Centrale de Contrôle. — Staline dirige les premières « épurations ». — La maladie de Lénine. — Le conflit de Staline et des Bolcheviks géorgiens hostiles aux ordres de Moscou. — On parle du « chauvinisme grand-russien ». — Staline, auteur de la constitution de 1924. — Son conflit avec Lénine. — Le testament de Lénine. — Lénine attaque Staline, commissaire à l'« Inspection Ouvrière et Paysanne » (janvier-février 1923). — Le succès de Staline au XII^e Congrès du Parti. — Le triumvirat : Zinoviev, Kamenev et Staline. — La controverse de 1923. — La lutte entre les triumvirs et Trotsky. — L'origine du culte de Lénine. — Mort de Lénine (21 janvier 1924). — Staline jure fidélité à Lénine. — Le testament de Lénine conseillant d'écarter Staline est lu en séance du Comité Central (mai 1924). —

Zinoviev sauve Staline. — Un portrait de Staline en 1925. Sa tactique à l'égard de ses adversaires et de ses alliés. — La « discussion littéraire » de l'automne 1924. — Staline défend Zinoviev et Kamenev contre Trotsky. — Staline contre « le socialisme dans un seul pays » (printemps 1924). — Il change d'avis en automne. — La « Révolution permanente » de Trotsky. — Le fond psychologique du « socialisme dans un seul pays ».

VIII. — LE GRAND TOURNANT 236

Introduction : Staline, l'homme du juste milieu. — La défaite de Trotsky et la fin du triumvirat (1925). — La naissance de l'aile droite dirigée par Boukharine, Rykov et Tomsy. — Staline soutient la politique pro-moujik. — Points de vue opposés sur le capitalisme mondial. — Zinoviev et Kamenev se tournent contre Staline (1925) et se joignent à Trotsky (1926). — L'incident de Frounzé. — Staline défend Boukharine et Rykov contre Zinoviev et Kamenev. — Sa victoire au XIV^e Congrès du Parti (1925). — Le Comité Central léniniste uni autour de Staline. — Les révélations de Zinoviev et Kamenev sur Staline. — La « déclaration Clemenceau » de Trotsky. — Le XV^e Congrès exclut Trotsky et ses partisans. — Zinoviev et Kamenev « capitulent » devant Staline. — Staline contre Boukharine, Rykov et Tomsy (1928-1930). — Les paysans menacent d'affamer les villes. — Staline commence la collectivisation de Russie (1929). — Le limogeage des dirigeants de l'aile droite. — « Staline est le Lénine d'aujourd'hui. » — Staline ordonne l'offensive contre le Koulak (fin 1929) et annonce son plan pour transformer la Russie en une puissance industrielle (juin 1930). — Confusion et guerre civile en puissance dans les campagnes. — Panorama de la scène soviétique pendant le premier plan quinquennal (1929-1932). — Staline et Cromwell. — Staline fait appel aux sentiments nationalistes. — Bouillonnement politique dans l'entourage de Staline. — Le suicide de Nadjeda Allilouyeva, femme de Staline (novembre 1932). — Politique sociale de Staline. — Travail dirigé, travail forcé et lutte contre l'égalitarisme. — La réalisation de l'industrialisation. — « L'accumulation primitive » du socialisme dans un seul pays.

IX. — LES DIEUX ONT SOIF 274

Introduction : bolchevisme et jacobinisme. — Staline surveille les activités de Trotsky à l'étranger. L'influence de Trotsky en Russie. — Deux générations d'opposants bolcheviques. — Staline hésite entre la répression et les mesures libérales (1934). — L'assassinat de Kirov (décembre 1934) et fin de la période quasi libérale. — Les nouvelles abjurations de Zinoviev et Kamenev. — Staline délègue Jdanov pour « épurer » Léninograd. — Boukharine et Radek, principaux auteurs de la « constitution stalinienne de 1936 ». — Digression sur le Grand Inquisiteur de Dostoïevsky et Staline. — Les vues du Bureau Politique. — L'influence littéraire et culturelle de Staline. — Son amitié avec Maxime Gorki. — Les procès « d'épuration » (1936-1938). — Les accusés et les accusations. Pourquoi les accusés firent-ils leurs « confessions » ? — Le réglage des procès. — La conspiration de Toukhatchevsky. — Staline promulgue la nouvelle constitution (novembre 1936). — La fin des épurations, au début de 1939, et leurs conséquences. — L'assassinat de Trotsky (Mexique, août 1940).

X. — POLITIQUE ÉTRANGÈRE ET KOMINTERN (1923-1933) 304

Staline n'a pas de doctrine arrêtée en politique étrangère. — Une vision poétique : « les Scythes » d'Alexander Blok. — La révolution rompt avec l'impérialisme. — Le bolchevisme contre le Traité de Versailles. — Le pacte germano-russe de Rapallo (1922). — Débat du communisme allemand, en 1923. — Rôle de Staline dans le Komintern. — Le Komintern essaie de la modération (1925-1926). — Le tournant ultra-gauchiste de 1928. — Staline sur le fascisme et le nazisme. — Une échappée sur la politique future. — Le discours secret de Staline (1925) sur la position russe dans une nouvelle guerre. — Il condamne toute idée d'un condominium des grandes puissances et des sphères d'influence.

XI. — LE KOMINTERN ET LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE (1934-1941). . . 325

Silence prudent de Staline au cours des premières années qui suivirent l'avènement de Hitler. — La lutte pour la sécurité collective (1934-1938). — Staline reçoit Eden, Laval et Bénès (1935). — La Russie adhère à la S. D. N.; le Komintern annonce la politique du Front Populaire. — La Révolution mondiale, un « malentendu tragi-comique ». — L'attitude de Staline pendant la guerre civile espagnole (1936-1938). — Isolement de la Russie avant et pendant Munich. — La riposte de Staline. — Son discours au XVIII^e Congrès (mars 1939). — Manœuvres diplomatiques au cours des derniers mois de paix. — Ultimes préliminaires au pacte germano-soviétique. — Ribbentrop au Kremlin (23 août 1939). — Le partage de la Pologne. — La première guerre russo-finlandaise. — Staline refuse de se rendre à Berlin sur une invitation de Hitler (mars 1940). — Staline surpris par la chute de la France. — Rivalité germano-russe dans les Balkans. — Un émissaire japonais au Kremlin. — Staline devient Premier Ministre (6 mai 1941) et fait sa dernière tentative d'entente avec Hitler. — Le bilan de la diplomatie de Staline de 1939 à 1941.

XII. — LE GÉNÉRALISME. 361

L'attitude de Staline après l'attaque de Hitler. — Son discours du 3 juillet 1941. — Staline chef de guerre. — Il sauve Moscou et commande la première contre-attaque russe (décembre 1941). — « Victoire en 1942. » — Craintes et suspicions entre les Alliés. — « Ce n'est pas une guerre de classes. » — Le deuxième front. — La rencontre Churchill-Staline en août 1942. — La bataille de Stalingrad. — Renaissance du traditionalisme et du nationalisme en Russie. — Tentative de Staline pour réconcilier le léninisme et le traditionalisme russe. — Dissolution du Komintern et réhabilitation de l'Eglise gréco-orthodoxe. — Le Politburo et l'Etat-Major général. — Comparaison de Staline et de Hitler en tant que chefs militaires. — Staline et ses maréchaux.

XIII. — TÉHÉRAN. YALTA. POTSDAM. 388

La diplomatie de Staline en 1943. — Préliminaires de la Conférence de Téhéran. — Staline, Churchill et Roosevelt; ressemblances et contrastes. — La controverse sur le second front. — « Des amis en fait, en esprit et dans les buts. » — Les « dix coups » de 1944. — Staline rejette la médiation occidentale entre la Russie et la Pologne. — Délimitation des sphères d'influence (juin-octobre 1944). — La politique de Staline en Europe occidentale et orientale. — Son attitude au cours de la révolte de Varsovie, en août 1945. — Staline à la Conférence de Yalta (février 1945). — Son intérêt dans la guerre du Pacifique. — Deux lignes de sa politique : 1815 et 1945; Alexandre I^{er} et Staline (ressemblances et contrastes). — L'histoire des démocraties populaires. — Les opinions de Staline sur le communisme en Allemagne. — Ses espoirs évanouis sur un condominium des grandes puissances. — Staline à Potsdam (juillet 1945).

XIV. — DIALECTIQUE DE LA VICTOIRE. 427

Grandeur et misère de la victoire russe. — Nationalisme et Révolution dans la politique de Staline. — Du « socialisme dans un seul pays » au « socialisme dans une seule zone ». — Staline comme le promoteur de la révolution par en haut. — Le « rideau de fer », son histoire et sa signification. — L'influence de l'Occident sur la Russie. — Staline et Joukov. — La renaissance léniniste. — Le dilemme : « Un monde ou deux ? » dans l'âge atomique. — Appréciation générale du rôle de Staline.

ACHEVÉ D'IMPRIMER
PAR L'IMPRIMERIE FLOCH
MAYENNE

(2500)

LE 8 JANVIER 1953

N^o d'éd. : 3.135. Dép. lég. : 1^{er} trim. 1953

Imprimé en France



ISAAC DEUTSCHER

STALINE

Isaac Deutscher, auteur de ce *Staline*, « biographie politique », est né en 1907 en Pologne. Communiste à dix-neuf ans, il fut expulsé du parti en 1932. Il fit alors à Varsovie une carrière de critique littéraire, d'économiste et d'éditorialiste politique. Depuis 1926, c'est un spécialiste des questions russes. Il a d'ailleurs largement voyagé à travers l'U. R. S. S.

Depuis 1939, Isaac Deutscher habite Londres et c'est maintenant un citoyen britannique. Il écrit dans *l'Economist*, *l'Observer*, le *Times* et le *New York Times*. C'est un des journalistes les plus célèbres d'Europe et d'Amérique.

Son *Staline* est non seulement une biographie complète et passionnante du chef actuel de la Russie, mais une véritable histoire de la Révolution russe elle-même. Les ressorts les plus secrets de la politique soviétique, les causes les plus obscures, les effets les moins décelables y sont exposés et étudiés avec une clarté et une intelligence qui ne se démentent jamais. Le livre fourmille en outre de détails inconnus, d'anecdotes révélatrices, de portraits, qui en font l'ouvrage le plus considérable et le plus pénétrant paru à ce jour sur ce sujet important entre tous.